





13-1-A-92



RECUEIL

DE

DÉCRETS, LOIS, ORDONNANCES,

RÈGLEMENTS, CIRCULAIRES, ETC.,

CONCERNANT

LE SERVICE DES PONTS ET CHAUSSÉES.



PARIS, IMPRIMERIE DE GAB. JOUSSET,
Rue de Furstenberg, 8.

RECUEIL,

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE,

DE

DÉCRETS, LOIS, ORDONNANCES,

RÈGLEMENTS, CIRCULAIRES, ETC.,

CONCERNANT

LE SERVICE DES PONTS ET CHAUSSEES,

DRESSÉ PAR ALFRED POTIQUET,

CONDUCTEUR DES PONTS ET CHAUSSEES,
CHEF DU BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF DU SERVICE ORDINAIRE
DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.



SECONDE ÉDITION

REVUE ET AUGMENTÉE.



—
TOME II.
—

PARIS,

GAB. JOUSSET, CLET ET C^e, ÉDITEURS,

IMPRIMEURS DE LA COMPTABILITÉ DES FINANCES ET DES TRAVAUX PUBLICS,

Rue de Furstenberg, 8.

—
1863.



RECUEIL

DE

DÉCRETS, LOIS, ORDONNANCES,

RÈGLEMENTS, CIRCULAIRES, ETC.,

CONCERNANT LE SERVICE DES PONTS ET CHAUSSEES.

(1851)

215.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.

25 octobre 1851.

Comptabilité. — Instructions pour l'exécution du règlement du 28 septembre 1849.

Monsieur le Préfet, le règlement spécial sur la comptabilité du ministère des travaux publics, en date du 28 septembre 1849 (1), a été mis en vigueur, vous le savez, le 1^{er} janvier 1850 : il a donc subi déjà l'épreuve d'une assez longue expérience.

Parmi les dispositions nouvelles introduites dans ce règlement, l'une des plus importantes est celle qui charge les ingénieurs en chef de mandater les dépenses de leur service. Les résultats obtenus par cette mesure ont pleinement rempli l'attente de l'administration. En exonérant les bureaux des préfectures du travail matériel de l'expédition des mandats, en dispensant les préfets d'un nombre considérable de signatures qui entraînait une perte de temps qu'aucun avantage ne pouvait compenser, on a imprimé à cette partie du service une célérité qu'il était impossible d'obtenir précédemment. La correspondance directe entre les ingénieurs en chef et les payeurs des départements, conséquence nécessaire du nouveau mode de mandatement, accélère encore les paiements, et rend plus facile la régularisation des pièces justificatives jointes aux mandats. Ainsi, le double but de la régularité et de la promptitude a été atteint de la manière la plus complète.

Quant aux dispositions qui concernent la tenue des écritures dans les divers degrés de la comptabilité, la correspondance des ingénieurs en chef, les rapports des inspecteurs divisionnaires, constatent que l'application des règles tracées par le nouveau règlement n'a point présenté de difficultés sérieuses.

Seulement, quelques-unes de ces règles ont été diversement interprétées par les ingénieurs et il en est résulté des divergences regrettables dans la manière d'opérer.

(1) Voir *suprà*, n° 168.

D'un autre côté, l'expérience a démontré la nécessité d'introduire de légers changements dans quelques-uns des modèles annexés au règlement.

Pour être en mesure de lever tous les doutes et d'établir l'uniformité dans tous les services, je me suis fait représenter la correspondance des ingénieurs en chef; je me suis fait rendre compte par les inspecteurs divisionnaires des observations qu'ils avaient recueillies pendant leurs tournées sur l'exécution du nouveau règlement; je les ai consultés sur la manière de résoudre les difficultés que l'application de ce règlement avait rencontrées.

Après m'être ainsi entouré de tous les renseignements désirables, j'ai pu agir en pleine connaissance de cause, et tracer avec certitude et définitivement les règles auxquelles les ingénieurs devront à l'avenir se conformer uniformément.

La présente circulaire a pour objet de faire connaître les mesures que j'ai arrêtées et de donner les explications nécessaires pour résoudre les difficultés qui m'ont été soumises. Je suivrai, dans les instructions dont elle se compose, l'ordre des modèles annexés au règlement du 28 septembre 1849. J'y joindrai les modèles qui ont dû subir des modifications. On trouvera sur ces nouveaux modèles des exemples des écritures qui doivent y être portées.

MODÈLE n° 1. — Journal ou carnet d'attachements. Quelques ingénieurs ont pensé que les conducteurs chargés de la surveillance des travaux exécutés sur les fonds du Trésor et sur les fonds des départements devaient avoir deux carnets. D'autres ont admis que les attachements pouvaient être relevés sur un carnet auxiliaire, au crayon, pour être reportés dans un délai déterminé sur le carnet officiel, qui seul serait conservé dans les archives.

Cette manière de procéder est contraire à l'esprit et au texte du nouveau règlement : aux termes de l'article 9 du règlement et de l'instruction du 29 novembre 1849, toutes les inscriptions doivent être faites à l'encre, sur les lieux mêmes et au moment où s'opèrent les constatations, en présence des ouvrages exécutés; et c'est le carnet original, ainsi tenu par chaque agent, qui doit servir de base à la liquidation des dépenses et être conservé dans les archives.

Le carnet est unique et universel; quels que soient les ateliers surveillés par chaque conducteur, que les travaux soient exécutés sur le budget du ministère des travaux publics ou sur celui du ministère de l'intérieur, sur les fonds du Trésor, des départements ou des communes, c'est sur le même carnet que doivent être inscrits tous les faits de dépense de la gestion confiée à un conducteur.

Plusieurs chefs de service ont exprimé l'opinion que, pour certaines espèces de travaux, il y aurait avantage à autoriser les conducteurs à avoir plusieurs carnets dont les pages seraient disposées de manières différentes suivant les inscriptions spéciales qu'ils seraient destinés à recevoir : sur de grands chantiers où certaines fournitures de pierres, de bois de formes déterminées, etc., sont très-multipliées, ces carnets spéciaux diminueraient le travail des conducteurs et rendraient les vérifications plus faciles. Il suffit, pour lever cette objection, de faire remarquer que dans le cas où les attachements de cette nature sont assez multipliés pour qu'il y ait de notables avantages à ne pas les porter dans la forme ordinaire sur le carnet du conducteur, il y a presque toujours un agent secondaire spécialement chargé de tenir ces attachements, et qu'aucune disposition du nouveau règlement ne s'oppose à ce que

le carnet ou les feuilles auxiliaires tenus par cet agent reçoivent, si les ingénieurs le jugent indispensable, une autre forme que celle prescrite pour le carnet ordinaire. Le conducteur chargé de la surveillance des travaux n'a plus alors à inscrire sur son carnet, à la fin de chaque jour, que les résultats des attachements des carnets ou des feuilles auxiliaires des agents sous ses ordres. En procédant de cette manière, on satisfait à toutes les exigences du service, sans qu'il soit nécessaire de proposer une dérogation à l'une des règles essentielles de la nouvelle comptabilité.

L'article 10 du règlement porte que les carnets successivement remis dans une même année à chaque conducteur reçoivent une série de numéros. Cette prescription n'ayant pas été uniformément appliquée, il convient d'ajouter que, pour chaque carnet qui lui est remis, le conducteur ne recommence pas une nouvelle série de numéros d'ordre, mais continue la même série du commencement à la fin de l'année.

Lorsqu'un conducteur est remplacé, à moins de circonstances particulières qui détermineraient les ingénieurs à conserver tous les documents de comptabilité qui se rapportent à sa gestion, le nouveau conducteur est mis en possession du carnet de son prédécesseur, et continue la même série de numéros. Il faut seulement que les faits des deux gestions soient séparés, parfaitement distincts, et qu'aucune confusion ne puisse avoir lieu.

En fin d'exercice, le carnet, rempli ou non, est nécessairement clos, et c'est sur un nouveau carnet, avec une nouvelle série de numéros d'ordre, que les faits de dépense se rapportant à l'exercice qui commence sont constatés.

Il n'est pas nécessaire que les conducteurs et les agents secondaires signent tous les articles qu'ils inscrivent sur leur carnet; il faut seulement qu'au bas de chaque page remplie, ils apposent leur signature ou leur paraphe.

Quelques ingénieurs ont pensé que, le conducteur inscrivant sur son carnet tous les résultats des carnets des piqueurs, surveillants ou autres agents placés sous ses ordres, et s'appropriant ainsi ces constatations, il n'était pas nécessaire que les carnets des agents secondaires fussent conservés et déposés dans les archives. C'est là une grave erreur. D'abord les carnets des piqueurs et surveillants contiennent naturellement plus de détails que le carnet du conducteur, qui se borne à inscrire des résultats; ils comprennent aussi des inscriptions contradictoires, pour lesquelles le conducteur, en les transportant sur son carnet, ne saurait exiger de nouvelles signatures, et dans le règlement du décompte d'une entreprise, dans l'instruction d'une réclamation, il est presque toujours indispensable de recourir aux détails élémentaires, et de représenter les signatures des parties intéressées. D'ailleurs, il est dans l'esprit du nouveau règlement, et il est essentiel dans toute bonne comptabilité, de conserver la trace des opérations et l'enchaînement de toutes les productions. Il faut enfin que chacun supporte la part de responsabilité qui lui est naturellement dévolue, et que l'administration conserve la double garantie que lui offrent les signatures des deux agents chargés, le premier de constater les faits, et le deuxième de vérifier et de contrôler toutes les constatations, avant de s'en approprier les résultats.

Plusieurs chefs de service ont exprimé le regret de ne pouvoir faire inscrire sur le carnet, dont le format ne leur semble pas d'ailleurs devoir être changé, les grands dessins des ouvrages d'art, des bâtiments dont il est important de saisir l'ensemble.

Il est facile de suppléer à l'insuffisance du croquis du carnet, ainsi que cela a été fait dans plusieurs services, au moyen de registres ou de feuilles séparées qui sont rattachées aux inscriptions du carnet par des numéros d'ordre. Le règlement du 28 septembre 1849, article 52, titre III, a admis ces feuilles auxiliaires pour les travaux des bâtiments civils. Rien ne doit s'opposer à ce que le service des ponts et chaussées use de cette faculté toutes les fois que les ingénieurs le jugeront nécessaire.

Les explications qui précèdent ne portent que sur des objets de détail qui, sans être d'une très-grande importance, ne devaient cependant pas être négligés.

Je vais maintenant traiter la question qui a présenté le plus de difficultés pour la tenue des carnets.

Cette question, la plus importante de toutes, consiste à déterminer la nature des constatations qui doivent être inscrites sur les carnets et la manière dont ces inscriptions doivent être faites.

D'abord, conformément au texte du nouveau règlement et des instructions de l'administration pour en assurer l'exécution, *tous les faits de dépense, de quelque nature qu'ils soient*, doivent être inscrits sur le carnet; mais on ne doit pas y faire figurer les observations qui se rapportent aux autres parties du service. C'est sur un carnet spécial ou sur des feuilles préparées *ad hoc* que ces observations doivent être portées, ainsi que les opérations de nivellement, de lever des plans, etc., qu'un conducteur est appelé à faire tous les jours.

L'inscription sur le carnet des menues fournitures, des journées, des dépenses en régie et des ouvrages exécutés par les entrepreneurs, alors que ces ouvrages sont entièrement terminés, se fait sans difficulté par les conducteurs qui sont depuis longtemps habitués à produire les états et les métrés nécessaires pour la rédaction des décomptes.

Quant aux travaux non terminés et aux approvisionnements, les instructions du 29 novembre 1849 et du 16 mars 1850 ont déjà appelé l'attention des ingénieurs sur la nécessité de les séparer d'une manière parfaitement distincte des ouvrages terminés et dont le métré est définitif. Mais ces instructions n'ayant pas été bien comprises, ou du moins n'ayant pas été appliquées d'une manière uniforme, il est nécessaire d'entrer à cet égard dans quelques détails.

Sur presque tous les ateliers, il est des ouvrages qui ne peuvent être rigoureusement appréciés qu'au moment même où ils sont exécutés. Une flèche que l'on relève sur une chaussée pavée, un pieu que l'on enfonce dans le sol, une pierre de taille que l'on recouvre de maçonnerie, un mur de fondation, etc., ne peuvent être mesurés et constatés qu'à un instant déterminé; si la constatation était différée, il deviendrait le plus souvent impossible de régler les comptes des entrepreneurs sans léser leurs intérêts ou ceux de l'État. Il est donc de la plus haute importance que pour tous les ouvrages dont la trace disparaît ou qui doivent être cachés, la constatation ait lieu sur le fait même et soit immédiatement inscrite sur le carnet.

Pour les ouvrages qui restent apparents, au moins pendant un certain temps, le métré ne doit être fait qu'alors qu'il est utile de le faire, c'est-à-dire, en général, lorsque l'ouvrage est terminé. Il y aurait, en effet, des inconvénients graves à faire le métré d'un ouvrage en maçonnerie, par exemple, en évaluant avec plus ou moins d'exactitude, dans chaque reconnaissance des travaux, les cubes irréguliers successi-

vement exécutés, et l'on arriverait très-probablement ainsi, pour l'ensemble, à des résultats fort éloignés de la vérité. Mais cet ouvrage peut presque toujours se décomposer en diverses parties parfaitement définies et distinctes, et il convient que l'on procède pour chacune de ces parties, lorsqu'elle est terminée, comme pour l'ouvrage entier, et que le métré en soit immédiatement dressé. On n'aura pas à craindre, en opérant de cette manière, de commettre des erreurs, et l'on atteindra le but que l'on doit toujours se proposer, celui de se rendre à toute époque un compte aussi exact que possible de la situation des travaux. C'est aux Ingénieurs à rechercher pour chaque espèce d'ouvrage, dans chaque cas particulier, l'ordre à suivre pour que les métrés soient faits dans des conditions convenables, et à donner des instructions pour qu'ils soient présentés de la manière la plus simple et la plus claire.

Il ne suffit pas que, dans les inscriptions sur leur carnet, les conducteurs se contentent de déclarer que les ouvrages ont été exécutés conformément au devis et ont les dimensions prescrites; il est indispensable que ces dimensions soient entièrement reproduites sur le carnet. On comprend, en effet, que ce serait pour les agents parreux ou négligents un moyen très-commode de se débarrasser des opérations qu'ils ont à faire. Quant à ceux qui comparent avec soin, comme ils le doivent, les dimensions des ouvrages exécutés à celles que le devis a prescrites, ce n'est pas leur imposer un surcroît de travail considérable que d'exiger que les résultats de cette comparaison soient inscrits sur leur carnet.

Mais les conducteurs des ponts et chaussées n'ont pas seulement à produire la situation des entreprises, alors que les ouvrages, ou du moins certaines parties des ouvrages, étant terminés, il est utile d'en faire le métré; il faut que, conformément aux prescriptions des règlements, ils fournissent aux Ingénieurs, à la fin de chaque mois, tous les éléments nécessaires pour établir la situation des travaux et qu'ils comprennent dans leurs évaluations, indépendamment des ouvrages terminés, les ouvrages non terminés et les approvisionnements. Ici se présentent quelques difficultés.

Aux termes de l'instruction du 16 mars 1830, on ne saurait se dispenser de porter les travaux non terminés et les approvisionnements sur le *sommier*, et par conséquent sur le carnet, dont le *sommier* ne fait que reproduire les inscriptions en les classant dans l'ordre convenable; mais les ingénieurs doivent les faire séparer d'une manière parfaitement distincte des ouvrages dont le métré est définitif et sur lequel il n'y aura plus à revenir; ils doivent de plus faire en sorte que dans les inscriptions du carnet et dans les situations qui leur sont successivement adressées, les ouvrages non terminés et les approvisionnements, dans les transformations qu'ils subissent, ne puissent donner lieu à aucune confusion.

Pour atteindre ce résultat d'une manière uniforme, le mode le plus simple, celui qui se prête le mieux à toutes les exigences des travaux, consiste à procéder, à la fin de chaque mois, sans tenir aucun compte des inscriptions du mois précédent, à une constatation nouvelle *ab ovo* des ouvrages non terminés et des approvisionnements. Quelques exemples feront comprendre les avantages de ce mode.

Un cube de maçonnerie d'une forme irrégulière n'a pu, dans la situation du premier mois, être évalué que d'une manière approximative; à la fin du deuxième mois, une partie définie de l'ouvrage est achevée : comment fera-t-on le métré définitif?

J'ai déjà dit qu'on s'exposerait à commettre des erreurs très-considérables si l'on procédait par voie d'addition, c'est-à-dire si l'on ajoutait au cube approximatif, porté le premier mois, un nouveau cube évalué aussi d'une manière approximative; le résultat ainsi obtenu serait souvent fort différent de celui que l'on trouve en procédant directement, rigoureusement, au mètre de la partie terminée de l'ouvrage. On est donc forcément conduit à faire le mètre pour l'ensemble des travaux exécutés pendant les deux mois, et, si l'on veut tenir compte du cube porté à la fin du premier mois, à retrancher ce cube du cube total que le mètre définitif a donné. Dès lors il est plus simple de ne pas tenir compte du mètre du premier mois; on a moins d'opérations à faire, et il est plus facile de retrouver dans les situations mensuelles les éléments du mètre général de l'ouvrage.

D'ailleurs, il n'est pas toujours possible de procéder par différence : une tranchée pour la construction d'une route, d'un canal, d'un chemin de fer, etc., est entamée; le premier mois, un certain cube, approximativement évalué, a été fouillé et transporté à une certaine distance moyenne; à la fin du deuxième mois, non-seulement le cube a varié, mais aussi la distance moyenne, et souvent les mains-d'œuvre effectuées sur l'ensemble des terrassements, de sorte que de nouveaux prix provisoires doivent être établis pour les terrassements effectués dans le premier comme dans le second mois. Dans cet exemple, pour obtenir des résultats satisfaisants, on ne peut donc, sans se jeter dans des complications excessives, procéder par voie d'addition, ni même par voie de soustraction comme pour les maçonneries, et le seul mode simple, rationnel, est de recommencer à la fin de chaque mois la constatation *ab ovo* de tous les terrassements en cours d'exécution.

Les approvisionnements présenteraient des difficultés de même nature, si l'on voulait dans chaque situation tenir compte de ceux qui ont été portés dans les situations précédentes, et l'on augmenterait le travail des agents, en même temps que l'on rendrait les vérifications plus difficiles.

On devra donc procéder de la même manière pour la constatation des travaux non terminés et pour la constatation des approvisionnements.

Ces constatations se feront une fois par mois, à l'époque la plus rapprochée de la fin du mois que le permettront les exigences du service.

Elles seront, pour chaque atelier, distinctes des inscriptions qui se rapportent au mètre définitif des ouvrages, et formeront des articles nettement séparés, portant en tête :

« Travaux non terminés. »

« Approvisionnements. »

Et, lorsque la situation du mois suivant aura été établie, on tirera un trait rouge en marge de ces articles, afin que dans les vérifications et les recherches à faire ultérieurement, ils ne puissent donner lieu à aucune confusion.

L'article 11 du règlement du 28 septembre 1849 porte que les attachements qui par leur nature doivent être contradictoires reçoivent sur le carnet la signature de la partie intéressée. Cette prescription n'a pas été suivie d'une manière uniforme, et quelques instructions sont nécessaires.

Pour les ouvrages non terminés et pour les approvisionnements, la signature de l'entrepreneur ne doit pas être réclamée. On comprend, en effet, que pour les faits

de cette nature, si les constatations du conducteur donnent lieu à des réclamations, il sera toujours possible d'y revenir et de rectifier les erreurs reconnues dans l'état du mois suivant, ou même, si cela était nécessaire sur les chantiers d'une grande importance, au moyen de situations produites dans le courant du mois. Mais pour tous les ouvrages dont le métré est définitif, pour ceux surtout qui ne doivent pas rester apparents ou dont la trace disparaît, la signature de la partie intéressée est indispensable; elle doit toujours être exigée. Il faut que, pour remplir cette prescription du règlement, les entrepreneurs accréditent, sur chaque chantier, un ou plusieurs agents chargés de les remplacer dans toutes les opérations contradictoires, et les ingénieurs, au commencement de chaque campagne, doivent exiger que ces agents soient régulièrement désignés.

C'est au bas des inscriptions contradictoires que les signatures des parties doivent être apposées. Il est indispensable que l'on indique bien nettement à quels articles se rapporte chaque signature.

Dans toutes les opérations contradictoires l'agent de l'administration doit apposer sa signature à côté de celle de la partie intéressée.

Les conducteurs étant quelquefois chargés de diriger les régies établies au compte des entrepreneurs, quelques ingénieurs ont demandé si les différentes opérations faites par la régie devaient être inscrites sur le carnet unique du conducteur, ou s'il convenait de tenir un carnet spécial. C'est évidemment le second système qui doit être adopté. En effet, la régie établie au compte d'un entrepreneur est une affaire particulière en dehors des fonctions ordinaires des conducteurs, dont les opérations, comme régisseurs, ne constituent pas des droits acquis contre l'État et dont la gestion peut être discutée par l'entrepreneur. Il importe donc que ces opérations soient inscrites sur un carnet spécial que l'on puisse consulter et représenter à toute époque, sans avoir à se dessaisir des documents qui se rapportent aux travaux faits au compte de l'État.

Il y aurait d'ailleurs de graves inconvénients à porter sur le carnet ordinaire toutes les opérations de la régie, car il faut remarquer que, bien qu'exécutés en régie, on doit évaluer les travaux aux prix de l'adjudication et dresser le décompte dans la forme ordinaire, pour établir la situation de l'entrepreneur vis-à-vis de l'État. Le conducteur-régisseur, s'il était en même temps chargé de la surveillance des travaux, aurait donc, d'une part, à porter sur son carnet les inscriptions nécessaires pour dresser le décompte des ouvrages exécutés et des dépenses faites au compte de l'État, et, d'autre part, à répéter les mêmes inscriptions pour solder les ouvriers et fournisseurs de la régie au compte de l'entrepreneur; il lui serait bien difficile de ne pas faire confusion, d'indiquer toujours très-nettement à quel compte chaque article se rapporte, et il pourrait résulter de cette double inscription des doubles emplois que l'on doit s'efforcer d'empêcher.

L'article 11 du règlement prescrit aux ingénieurs de viser fréquemment les carnets. Il importe que les ingénieurs comprennent bien que ce n'est pas un simple visa qui leur est demandé, mais qu'ils ont à vérifier les inscriptions faites et à en constater par eux-mêmes l'exactitude. La formule qu'ils emploieront en apposant leur signature sur un carnet est celle-ci : *Vu et vérifié*. Il convient aussi de leur rappeler que ces vérifications doivent avoir lieu le plus souvent possible, soit dans leurs tournées,

soit lorsqu'ils appellent les conducteurs auprès d'eux, et qu'ils ont d'ailleurs à donner toutes les instructions nécessaires pour que les carnets soient tenus d'une manière uniforme, le plus simplement et le plus clairement possible.

C'est ici le lieu de faire remarquer qu'il n'est pas exact, ainsi que quelques ingénieurs en ont exprimé la crainte, que le règlement du 28 septembre 1849, en déterminant les formes à suivre pour la constatation régulière des faits de dépense, ait affranchi les ingénieurs de la responsabilité qui leur est dévolue pour toutes les parties du service qu'ils dirigent. Les conducteurs et les ingénieurs, dans la limite de leurs attributions, conservent toute la part de responsabilité qui pesait sur eux avant la promulgation du nouveau règlement. Placés plus près de l'exécution des travaux, presque constamment sur les ateliers, les conducteurs sont naturellement appelés à constater les faits; mais ces constatations ne forment pas titre pour les parties intéressées, et c'est sous leur responsabilité propre que les ingénieurs, après avoir opéré toutes les vérifications qu'ils jugent nécessaires et exercé le contrôle qui leur appartient essentiellement, admettent les résultats des inscriptions faites sur les carnets des conducteurs. Le règlement du 28 septembre n'a allégé la responsabilité d'aucun des agents ou fonctionnaires dont l'intervention est nécessaire pour constater et liquider les droits acquis contre l'État; il a, au contraire, en réglant les attributions de chacun, rendu la responsabilité plus réelle, et donné à tous plus de garanties. Les ingénieurs iraient directement contre le but que l'administration s'est proposé et manqueraient à l'un de leurs premiers devoirs, en n'exerçant pas sur toutes les constatations des faits de dépense le contrôle le plus assidu et le plus vigilant.

MODÈLE N° 1 bis. — Livret de caisse. Bien que les instructions du 29 novembre 1849 et du 16 mars 1850 aient donné plusieurs indications sur la tenue du livret de caisse, il ne paraît pas que l'on ait suivi une méthode uniforme pour les inscriptions sur la deuxième page de ce livret, et quelques explications sont encore nécessaires.

Le régisseur inscrit sur cette page, par ordre de dates, tous les paiements qu'il effectue; il le fait d'une manière sommaire et sans entrer dans les détails d'une facture ou d'un état de journées qu'il solde intégralement; il se borne à inscrire le montant de la facture ou de l'état.

La 4^e colonne, qui a pour titre « Payements justifiés au payeur, » est destinée à recevoir le total de chaque bordereau (*modèle n° 18*) qui accompagne les pièces justificatives adressées au payeur; la date de l'envoi de ce bordereau est écrite dans la première colonne de la page, et c'est dans la colonne des observations que le régisseur porte en regard la date du renvoi par le payeur du bordereau qui le libère.

Lorsque le livret est ainsi tenu, la vérification de la caisse du régisseur consiste simplement à reconnaître si la somme qui lui reste est égale au montant des payements qui lui ont été faits, diminué du total des sommes que lui-même a payées, et si, d'un autre côté, les quittances qu'il représente donnent un total égal à la différence des sommes qu'il a payées et de celles pour lesquelles il a produit des pièces justificatives (3^e et 4^e colonnes de la 2^e page). Rien ne s'oppose d'ailleurs, à ce que le régisseur, au lieu de continuer par des reports, du commencement à la fin du livret, l'inscription des payements qu'ils a opérés, arrête les comptes toutes les fois qu'il est libéré; cette manière de procéder rendra souvent les vérifications plus faciles.

MODÈLE n° 2. — Feuilles d'attachements et de journées. Quelques ingénieurs ont demandé qu'il soit apporté de légers changements au modèle n° 2, afin qu'on puisse, pour les grands ateliers, inscrire un plus grand nombre de noms, mettre des intercalaires, etc. L'instruction du 16 mars 1850 a autorisé les ingénieurs en chef, qui sont chargés de faire imprimer cette formule, à y apporter, dans certaines limites, les changements que les besoins des différents services peuvent rendre nécessaires.

Il n'y a donc aucune instruction nouvelle à adresser sous ce rapport; seulement, pour tous les départements où le paiement des ouvriers employés en régie s'opère par mandats individuels, il convient d'ajouter sur le modèle n° 2, comme cela a été prescrit par la circulaire du 16 mars 1850 pour les modèles n° 6, 11 et 12, une colonne indiquant la résidence du percepteur qui doit acquitter le mandat.

L'instruction du 29 novembre 1849 a appelé l'attention des ingénieurs sur la nécessité de soumettre les surveillants à des règles uniformes pour la tenue des feuilles d'attachements, surtout en ce qui concerne la manière de pointer les absents à chaque reprise de travail. Divers systèmes ont été appliqués ou proposés pour les pointages, et l'on comprend que, suivant les localités et les habitudes des ouvriers, les méthodes puissent être différentes. Il est toutefois quelques précautions qu'il convient d'appliquer à tous les services.

Il importe qu'après avoir inscrit les noms des ouvriers dont l'emploi est autorisé, le surveillant ne puisse pas, alors que la journée est expirée et qu'aucune vérification n'a été faite, ajouter de nouveaux noms à ceux des ouvriers qui ont réellement travaillé. Les ingénieurs, dans chaque service, doivent prendre les mesures nécessaires pour empêcher cette fraude.

La case réservée à chaque ouvrier, pour une journée, doit contenir autant de divisions qu'il y a de reprises; il doit y avoir un appel constaté par une marque dans la partie correspondante de la case.

Il doit être admis sur tous les ateliers que l'ouvrier qui ne se présente pas à l'heure de la reprise, ou qui quitte le travail avant la fin, perd tout le temps de la reprise, et que le surveillant doit immédiatement constater son absence.

Quant aux moyens d'assurer autant que possible l'exactitude des constatations, on a proposé deux modes : l'un qui consiste à pointer à chaque appel les ouvriers présents, et l'autre à pointer seulement les absents. Si on adopte le premier mode, il est nécessaire que, pour empêcher toute addition ultérieure, on oblige le surveillant à indiquer immédiatement au bas ou au verso de la feuille le nombre des ouvriers présents à chaque appel; c'est un moyen de contrôle qui est indispensable, mais qui a l'inconvénient de présenter une difficulté de plus aux surveillants qui peuvent savoir à peine écrire, et il est à craindre que les changements qui se produiraient après les appels ne soient pas constatés ou ne jettent de la confusion dans les instructions. Ces raisons me font penser que le second mode, qui consiste à marquer seulement les absences, soit lors de l'appel, soit à tout autre moment de la durée du travail, est en général préférable. De cette manière, il n'y a jamais de modifications à apporter aux indications des feuilles, et le surveillant n'a pas d'excuse si, à l'heure où la vérification est faite, il n'a pas porté le signe d'absence pour tous les ouvriers qui ne sont pas sur l'atelier. Il est essentiel de remarquer que, pour empêcher l'addition ultérieure de noms d'ouvriers étrangers à l'atelier, les surveillants doivent être tenus de porter, chaque jour,

le signe d'absence non-seulement au droit du nom de chaque ouvrier absent, mais aussi au droit de toutes les cases non remplies de la deuxième colonne de la feuille d'attachement.

Le conducteur adressant à l'ingénieur ordinaire les feuilles d'attachements des journées et ne portant, en général, sur le carnet et sur le sommaire que les résultats de ces feuilles, il est souvent nécessaire qu'à titre de renseignement il conserve un tableau portant les noms des ouvriers qu'il a employés, et le prix de la journée de chacun. Ce tableau doit comprendre aussi les prix courants des fournitures les plus usuelles dans les travaux en régie, afin que le conducteur ne soit pas exposé à payer pour les mêmes objets des prix très-différents, et qu'en cas de remplacement son successeur profite de l'expérience acquise. De leur côté, les ingénieurs doivent contrôler avec soin tous les prix qui sont portés sur les états de journées et de travaux à la tâche et sur les mémoires de fournitures, les comparer aux prix accordés précédemment et se faire rendre compte de toutes les différences qu'ils constatent.

MODÈLE N° 3. — Procès-verbaux de réception des matériaux. Bien que, d'après le règlement du 28 septembre 1849, les procès-verbaux de réception des matériaux soient rangés au nombre des pièces qui se rapportent à la comptabilité du conducteur, c'est toujours aux ingénieurs qu'il appartient essentiellement de dresser ces procès-verbaux. Les conducteurs ne font qu'assister à cette opération, et leur rôle consiste seulement à constater au bas du procès-verbal qu'ils ont inscrit sur leurs carnets les résultats de la réception faite par les ingénieurs. Si, dans l'ordre adopté pour le classement des formules, les procès-verbaux de réception des matériaux se trouvent placés au milieu de pièces qui sont exclusivement produites par les conducteurs ou les agents sous leurs ordres, c'est par ce seul motif que, pour dresser des décomptes complets, les conducteurs ont besoin de porter sur leurs carnets et sur leurs sommaires les matériaux reçus par l'ingénieur ordinaire, et que dès lors il est naturel de considérer les procès-verbaux qui constatent ces réceptions comme se rattachant directement à leur comptabilité. Mais les ingénieurs ne sauraient conclure qu'ils peuvent se décharger sur les conducteurs du soin de recevoir les matériaux : autant qu'à aucune autre époque, il importe qu'ils procèdent eux-mêmes à ces réceptions ; c'est une partie essentielle de leurs attributions et un devoir qu'ils doivent remplir avec la plus rigoureuse exactitude.

MODÈLE N° 4. — Feuille de repiquage. Les instructions ont autorisé les ingénieurs à apporter dans les inscriptions des titres de colonnes de cette formule les changements que nécessiteront les besoins des différents services.

Il convient de faire remarquer aux ingénieurs qu'il est important que les feuilles de repiquage soient remises aux conducteurs dans un délai aussi court que le permettent l'éloignement des ateliers et la fréquence des communications.

Il est encore une observation qui peut-être ne se rattache pas directement aux formules de la comptabilité, mais sur laquelle il est utile d'appeler l'attention des ingénieurs qui sont chargés de l'entretien des chaussées pavées. Le relevé exact des dimensions d'une flèche, dans une chaussée pavée, présente quelquefois des difficultés même aux personnes habituées aux opérations de métrages. Pour les agents de l'ordre de ceux qui sont ordinairement chargés de la surveillance des travaux de repiquage, c'est le plus souvent une opération impossible, et leurs indications ne sont rien moins

qu'exactes. Afin de remédier à ces inconvénients on a, dans plusieurs départements, indiqué dans les devis le nombre des pavés de divers échantillons qui représentent un mètre superficiel. Il suffit alors de compter, avant la démolition, le nombre de pavés à enlever, et tout surveillant peut faire ce comptage sans difficulté. Il serait utile de généraliser ce mode, qui est pratiqué sur les ateliers des environs de Paris, et dont l'expérience a constaté les avantages.

MOULE N° 5. — Sommier du conducteur. Le sommier du conducteur est le complément nécessaire des écritures tenues par cet agent du service; le carnet constitue son journal, le sommier est son grand-livre. Ces deux éléments sont indispensables pour former une comptabilité régulière.

Le conducteur devant conserver une part importante dans la responsabilité des résultats obtenus au moyen du dépouillement des faits de dépense inscrits sur son carnet, ce dépouillement doit être fait par lui-même. Il ne peut avoir lieu dans le bureau et par les soins de l'ingénieur ordinaire, que dans le cas exceptionnel prévu par la circulaire du 29 novembre 1849.

La formule du sommier du conducteur a été l'objet d'assez nombreuses observations de la part des ingénieurs.

Les difficultés qu'a présentées l'emploi de cette formule proviennent, d'une part, de ce que la disposition du premier tableau n'a pas été généralement bien comprise; d'une autre part, de ce que le compte des travaux terminés n'a pas été séparé d'une manière assez nette de celui des ouvrages non terminés et des approvisionnements; enfin, du défaut d'uniformité dans la manière d'établir la sous-répartition des crédits.

Je vais tracer d'abord les règles qu'à l'avenir les ingénieurs en chef devront suivre pour dresser la sous-répartition des crédits.

Règles à suivre pour établir la sous-répartition des crédits. — Travaux d'entretien. Pour les travaux d'entretien, la sous-répartition devra contenir, pour chaque arrondissement d'ingénieur ordinaire, les articles ci-après :

1° Un article distinct par entreprise, pour chaque route, pour chaque rivière, pour chaque canal, etc.;

2° Un article unique pour les dépenses en régie et les ouvriers auxiliaires, concernant une même route, une même rivière, un même canal, etc.;

3° Un article unique pour les salaires de cantonniers, concernant une même route, une même rivière, un même canal, etc.;

4° Un article unique par service d'ingénieur ordinaire pour toutes les indemnités de terrain, les indemnités de dommages et les dépenses diverses qui doivent être imputées sur le fonds d'entretien.

Travaux neufs. Pour les travaux neufs, la sous-répartition devra contenir, pour chaque entreprise :

1° Un article pour les travaux exécutés aux prix de la série;

2° Un article pour les dépenses imputables sur la somme à valoir;

3° Un article pour les indemnités de terrain, les indemnités de dommage, et les dépenses diverses imputables sur les fonds des travaux.

La sous-répartition générale des crédits ayant été établie d'après les bases qui précèdent, chaque ingénieur ordinaire fera pour son arrondissement une sous-répartition

des crédits mis à sa disposition entre les conducteurs placés sous ses ordres, sauf à y apporter ultérieurement les changements que les éventualités du service pourront rendre nécessaires. Cette sous-répartition devra être faite sur les mêmes bases que la sous-répartition générale.

Si l'on se conforme exactement aux règles que je viens de poser, le conducteur n'éprouvera aucune difficulté pour ouvrir à son sommier les divers comptes où il doit classer, par article de la sous-répartition, conformément aux articles 3 et 10 du règlement, les faits de dépense extraits de son carnet.

Ces comptes sont les suivants :

1° Pour chaque entreprise,

Un compte des travaux aux prix de la série ou des marchés approuvés. Ce compte doit être divisé en deux parties : l'une concernant les travaux terminés, l'autre concernant les travaux non terminés, et les approvisionnements ;

Un compte des dépenses imputables sur la somme à valoir.

2° Pour chaque route, chaque rivière, chaque canal, etc.,

Un compte des dépenses en régie et des ouvriers auxiliaires ;

Un compte des cantonniers.

Les conducteurs n'ont pas ordinairement à constater dans leur comptabilité les indemnités de terrain, les indemnités pour dommages, ni les dépenses diverses. Ils n'auront donc que rarement à ouvrir un compte pour ces genres de dépenses.

Je joins à la présente circulaire le modèle d'un sommier (modèle n° 5) composé d'exemples des comptes ci-après :

1° Compte d'une entreprise. — Travaux terminés ;

2° Idem. — Ouvrages non terminés et approvisionnements ;

3° Compte des dépenses en régie ;

4° Compte des cantonniers.

Premier compte. — Travaux terminés. La partie de ce compte qui est intitulée *Éléments du décompte de l'entreprise* se compose de deux cadres : le premier cadre, ayant pour titre *Ouvrages qui se présentent le plus souvent*, est formé de 21 colonnes verticales destinées à recevoir l'inscription en quantités des ouvrages qui se présentent fréquemment pendant l'exécution de l'entreprise ; le second cadre, formé de 4 colonnes, est réservé aux ouvrages qui ne se présentent que rarement, ou qui n'ont pas pu trouver place dans les 21 colonnes qui précèdent. On porte dans la première de ces quatre colonnes les quantités d'ouvrages, dans la deuxième les numéros des sous-détails, dans la troisième les prix, dans la quatrième le montant des ouvrages.

Une dernière colonne, ayant pour titre *Total des dépenses faites*, doit présenter le total des sommes résultant de la conversion en argent, par l'application des prix de la série, des quantités portées dans les 21 colonnes du premier cadre, et de la somme résultant de l'addition de toutes les sommes partielles portées dans la quatrième colonne du second cadre.

Je rappellerai ici que, pour rendre le travail plus simple et les recherches plus faciles, il convient de diviser les entreprises qui présentent un trop grand nombre de prix par sections de l'avant-métré, par ouvrages d'art, par nature de travaux, terrassements, maçonnerie, charpente, etc., ainsi que cela a été prescrit par la circulaire du 16 mars 1850. Une récapitulation, placée à la suite des différents tableaux se rap-

portant à une seule entreprise ou à un même article de la sous-répartition, reçoit à la fin de chaque mois le total de chaque tableau et présente la situation générale de l'entreprise.

Je ferai remarquer que le compte d'un entrepreneur ne doit comprendre que les travaux exécutés aux prix de la série ou des marchés approuvés. On ne doit jamais y faire figurer ni dépenses diverses, ni dépenses à prix convenus. S'il s'agit de dépenses considérables, le marché doit avoir été préalablement approuvé; si, au contraire, il s'agit de menues dépenses, pour lesquelles une autorisation spéciale n'est pas nécessaire, elles doivent naturellement être portées à l'article des dépenses en régie, alors même qu'elles sont faites par l'entrepreneur.

Les exemples donnés pour la tenue du sommier ne portent pas de retenue de garantie. Quelques ingénieurs ont pensé que c'était là une omission, et que, pour donner aux conducteurs les moyens de comparer le montant des dépenses aux crédits qui leur sont notifiés, et de reconnaître à toute époque qu'ils sont restés dans les limites de ces crédits, il était nécessaire de faire sur le sommier, en arrêtant le compte de chaque mois, toutes les opérations de retenue qui établissent le net des dépenses que l'État doit solder immédiatement.

Il n'est nullement nécessaire de porter les retenues de garantie sur le sommier à la fin des comptes mensuels. La notification des crédits n'est faite au conducteur qu'à titre de renseignement, et il lui sera toujours facile, par un calcul très-simple, de se rendre compte de ce qu'il lui reste à dépenser. C'est d'ailleurs à l'ingénieur ordinaire qu'il appartient surtout de faire, à toute époque, cette comparaison entre les crédits et les dépenses, et de donner les instructions nécessaires pour que les travaux soient arrêtés, afin de ne pas dépasser les crédits, ou poussés avec plus d'activité, afin de les absorber en temps utile.

Il n'y aurait donc aucun avantage à surcharger le sommier et les états qui en transmettent les résultats des indications relatives aux retenues de garantie dans les comptes arrêtés à la fin de chaque mois. Seulement, afin d'empêcher toute erreur, les ingénieurs, dans la notification des crédits, devront appeler l'attention du conducteur sur ceux de ces crédits que l'application de la retenue de garantie sur les travaux exécutés, tant sur l'exercice courant que sur les exercices précédents, permettra de dépasser dans une certaine proportion.

Deuxième compte. — *Ouvrages non terminés et approvisionnements.* Les neuf colonnes de ce compte comprennent les numéros et les dates du carnet, les numéros d'ordre du sommier, l'indication des travaux, les quantités, les numéros de sous-détails, les prix, les dépenses par article et par nature d'ouvrages, et une colonne pour observations.

Comme sur le carnet, le compte des travaux non terminés et des approvisionnements sera recommencé *ab ovo* pour chaque situation nouvelle.

Le compte établi pour la situation précédente sera arrêté par un double trait dans toute la largeur du livre, ainsi que l'indique le modèle, et un trait à l'encre rouge sera tiré en marge afin d'éviter toute confusion.

Troisième compte. — *Dépenses en régie.* L'usage des sept colonnes dont se compose ce compte est suffisamment indiqué par les exemples que présente le modèle.

Cette formule doit s'appliquer soit aux dépenses faites sur la somme à valoir d'une

entreprise, soit aux dépenses en régie et aux salaires des ouvriers auxiliaires concernant l'entretien d'une route, d'un canal, etc.

Quatrième compte. — Cantonniers. La formule destinée à recevoir les inscriptions relatives aux cantonniers a donné lieu à des observations. Quelques ingénieurs ont trouvé plus commode la formule correspondante du livre de comptabilité de l'ingénieur ordinaire, et ont proposé de la substituer à celle du sommier. En faisant cette observation, ils ont perdu de vue que la formule du sommier doit nécessairement donner l'indication des numéros et des dates du carnet, ainsi que les numéros d'ordre du sommier même, et que la formule du livre de comptabilité n'est pas disposée de manière à recevoir ces indications.

Il convient donc de conserver la formule du sommier sans y apporter de modifications. Au moyen de feuilles intercalaires sur lesquelles on ajoutera une colonne, sur le recto à droite, pour les sommes à reporter, et, sur le verso à gauche, une colonne pour les reports, cette formule peut s'appliquer à toutes les routes, si considérable que soit le nombre des cantonniers.

Je terminerai ce qui concerne le sommier du conducteur par une observation importante.

Il est absolument nécessaire que chaque soir, ou au moins au retour de chaque tournée, le conducteur fasse le dépouillement des écritures de son carnet et en rapporte les résultats sur son sommier. Ce livre doit être constamment tenu à jour, et j'appelle sur ce point l'attention toute particulière de MM. les ingénieurs.

MODÈLE n° 7. — Décompte des cantonniers. — Cette formule n'a donné lieu à aucune observation importante de la part des ingénieurs. Il n'a pas paru nécessaire d'y ajouter une colonne pour indiquer la résidence des cantonniers ou celle du percepteur chargé d'acquitter le mandat : c'est au renseignement donné une fois pour toutes lors de l'installation de chaque cantonnier, et que l'ingénieur ordinaire retrouve sur son livre de comptabilité pour la rédaction de l'état n° 11. La colonne des observations suffit, d'ailleurs, pour tous les changements auxquels peuvent donner lieu les mutations dans le personnel et les modifications des stations.

Les exemples portés sur le carnet ont fait penser à quelques conducteurs que leurs propositions (car les conducteurs ne peuvent faire que des propositions) relativement aux amendes et aux gratifications de cantonniers ne devaient être inscrites sur le sommier et sur l'état n° 7 qu'après avoir été approuvées par l'ingénieur. Il faut distinguer : si le conducteur est auprès de l'ingénieur ordinaire, ou si celui-ci fait une tournée, il est dans l'ordre que le carnet lui soit soumis et que le conducteur ne porte sur ses états que les propositions qui ont été approuvées, en rappelant dans la colonne d'observations du modèle n° 7 la date de l'approbation. Mais dans les autres cas, à moins de circonstances exceptionnelles, le conducteur porte ses propositions sur le sommier, ainsi que sur l'état n° 7, que l'ingénieur adopte ou modifie et lui renvoie ensuite, pour compléter ou modifier ses écritures. Il faut s'efforcer de simplifier et ne pas exiger des correspondances entre les ingénieurs et les conducteurs pour les détails que l'on règle d'un trait de plume à la fin de chaque mois.

MODÈLES n° 8, 8 bis et 9. — La première page du modèle n° 8 donne le moyen de faire la récapitulation des travaux de repliquages. Au fur et à mesure que les feuilles

de repiquages sont remises au conducteur, et je répète ici que ce doit être le plus souvent possible, le conducteur les vérifie, les inscrit sur le tableau récapitulatif et en porte le total sur le carnet.

D'après la distinction très-nette qui, aux termes des instructions, doit être établie entre les ouvrages exécutés aux prix de la série et les dépenses faites en régie ou imputables sur la somme à valoir, on ne doit pas faire figurer de dépenses diverses dans le décompte de l'entrepreneur.

En conséquence, il y a lieu de modifier la deuxième et la troisième page des modèles n^{os} 8, 8 bis et 9. Ces deuxième et troisième pages ne doivent comprendre que les indications ci-après :

- 1^o Les travaux terminés,
- 2^o Les travaux non terminés,
- 3^o Les approvisionnements.

Un tableau récapitulatif au bas de la troisième page indiquera le total des dépenses faites par l'entrepreneur.

La quatrième page comprendra les dépenses en régie. On y introduira seulement une légère modification, qui consiste à diviser la troisième colonne intitulée *Sommes* en deux colonnes, l'une pour le montant des rôles de journées, et l'autre pour le montant des mémoires. Cette division a été adoptée pour l'inscription des dépenses en régie sur le sommier, dont les états n^{os} 8 et 9 doivent reproduire tous les résultats.

On remplira sans difficulté le tableau qui est au bas de la quatrième page et qui donne la situation des travaux, tant que les dépenses ne dépasseront pas les crédits ouverts. Mais lorsque les dépenses faites auront dépassé les crédits dans les limites fixées pour la retenue de garantie, la troisième colonne ne sera plus remplie, et le conducteur donnera dans la colonne des observations les renseignements nécessaires pour établir la situation.

On trouvera à la suite de la présente instruction une formule n^o 9 modifiée conformément aux observations qui précèdent. On y a porté, pour les mois de janvier et de février, des exemples se rapportant aux inscriptions faites sur le sommier.

Bien que les trois formules n^{os} 8, 8 bis et 9 portent en titre *Situation à la fin du mois*, il est bien entendu que les conducteurs ne seront pas obligés de parcourir toutes les parties de leur subdivision le dernier jour du mois, et surtout qu'ils ne porteront pas sur les états des dépenses qu'ils n'auraient pas régulièrement constatées. Il suffit que les reconnaissances soient faites vers la fin du mois, à une époque aussi rapprochée du dernier jour du mois que le permettent les exigences du service.

MODÈLE ANNEXE N^{OS} 8, 8 bis ET 9. — Ce modèle a pour titre *Métré définitif des travaux*. Il convient de faire remarquer que ce n'est pas seulement des métrés définitifs que doivent produire les conducteurs, mais aussi des métrés provisoires, à l'appui des états de dépenses, toutes les fois que cela est nécessaire. Ce serait déroger aux règles de la comptabilité que de baser des propositions de paiement qui peuvent être fort considérables, pour des approvisionnements et des ouvrages non terminés, sur de simples chiffres portés sur les états n^{os} 8 et 9, et il est indispensable que le conducteur produise à l'appui de ces chiffres les éléments qui lui ont servi à établir les évaluations. Il conviendra donc, dans les nouvelles impressions, de retrancher

dans le titre le mot *définitif*, et de laisser un blanc que l'on remplira par le mot *provisoire* ou le mot *définitif*, suivant les cas.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que dans chaque cas particulier les ingénieurs rechercheront les moyens d'abrégier ce travail autant que le comporte chaque espèce d'ouvrages. Pour les terrassements, par exemple, dans l'ouverture d'une route, d'un chemin de fer, d'un canal, on peut préparer des profils sur lesquels le conducteur indique à la fin de chaque mois, par des couleurs différentes, l'état des déblais et des remblais; quelques cotes pour chaque profil lui suffisent alors pour dresser avec une suffisante exactitude le décompte des travaux exécutés au moment de la situation mensuelle.

MODÈLE n° 10. — Bordereau. Ce bordereau n'est susceptible d'aucune modification.

L'exécution du règlement du 28 septembre 1849 paraît avoir augmenté d'une manière assez notable le travail des conducteurs dans un certain nombre de services. Mais toutes les productions de pièces prescrites par ce règlement sont indispensables, et l'on ne saurait en supprimer aucune sans détruire l'enchaînement que l'on a voulu avec raison établir depuis le moment où le fait des dépenses est constaté jusqu'à celui où la liquidation peut être opérée. Les écritures se trouvant d'ailleurs réparties sur tous les jours de l'année et n'exigeant chaque jour qu'un travail peu considérable, un conducteur intelligent, qui aura étudié avec soin et pratiqué la nouvelle comptabilité, arrivera sans peine à produire en temps utile tous les états et toutes les justifications qui se rapportent à la subdivision dont il est chargé.

Il importe toutefois que le travail des conducteurs, en ce qui concerne la comptabilité, ne soit, sous aucun prétexte, augmenté. Les ingénieurs ne doivent pas se faire adresser en double et en triple expédition les états que les conducteurs ont à leur fournir. Pour les formules n° 2, 4 et 6 bis, ce sont les pièces originales qui doivent être transmises à l'ingénieur ordinaire. Pour les formules n° 6, 7, 8, 8 bis et 9, et pour les annexes, une seule expédition suffit.

Le conducteur lui-même n'a pas besoin d'en garder de copie, puisque le carnet et le sommaire lui fournissent tous les renseignements qui, en général, lui sont nécessaires, et que, dans les cas rares où il y aurait à faire des recherches sur les pièces élémentaires, il les trouvera dans le bureau des ingénieurs.

MODÈLES n° 11 ET 12. — Salaire des cantonniers et rôle de journées. Les seuls changements à introduire dans ces formules sont ceux qui ont été autorisés par la circulaire du 16 mars 1850.

MODÈLE n° 13. — Livre de comptabilité de l'ingénieur ordinaire. Le livre de comptabilité de l'ingénieur ordinaire comprend d'abord un extrait de la sous-répartition. Ce tableau, que quelques ingénieurs se dispensent de remplir pendant une partie de l'année, ne saurait être remplacé par la série des notifications qui sont adressées par l'ingénieur en chef à l'ingénieur ordinaire; il doit être constamment tenu à jour et recevoir, en encre de couleurs différentes, si cela est nécessaire, toutes les modifications auxquelles les notifications successives donnent lieu quelquefois.

J'ai indiqué comment les crédits doivent être répartis et quels sont les comptes à

ouvrir sur le sommier des conducteurs. La même répartition doit être suivie pour le livre de comptabilité de l'ingénieur ordinaire; mais, au lieu de former un article spécial pour les travaux de l'entreprise, les dépenses en régie et les salaires des cantonniers de chaque subdivision de conducteur, il ne doit y avoir qu'un seul article pour chaque lot d'entreprise, un seul pour les dépenses en régie, et un seul pour les cantonniers d'une même route, d'une même section de canal, etc. La sous-répartition des crédits entre les divers conducteurs sera indiquée dans la colonne des observations.

Ainsi que le porte le titre intérieur du livre de comptabilité, un compte est ouvert à chacun des articles de la sous-répartition.

Aucune modification ne doit être apportée à la forme des comptes ouverts, tant pour ceux qui se rapportent aux travaux à l'entreprise que pour ceux qui comprennent les salaires des cantonniers et les dépenses en régie. Il faut seulement pour ce dernier substituer au titre *Ouvriers auxiliaires* le titre plus général et plus exact de *Dépenses en régie*.

Avant de transporter sur son livre de comptabilité les résultats des pièces produites par les conducteurs, l'ingénieur ordinaire vérifie ces pièces avec soin et y opère toutes les rectifications qu'il reconnaît nécessaires; il les communique ensuite au conducteur, qui rend ses écritures conformes et renvoie à l'ingénieur, dans le plus bref délai, toutes les pièces qui lui ont été communiquées. Il n'est pas inutile de recommander que toutes les rectifications soient faites avec une encre de couleur différente et écrites dans les interlignes, en se bornant à passer sur les inscriptions rectifiées un simple trait qui les laisse parfaitement lisibles. Aucune inscription ne doit être ni grattée ni surchargée.

Bien qu'à la rigueur on puisse se dispenser, sur les comptes ouverts du livre de comptabilité de l'ingénieur ordinaire, comme sur les comptes ouverts du sommier, de porter la retenue de garantie pour les travaux exécutés à l'entreprise, il est préférable de modifier les écritures du modèle n° 13 pour y introduire cette utile indication et y faire figurer les retenues opérées tant sur les travaux terminés que sur les travaux non terminés et sur les approvisionnements. Cette manière de faire est plus conforme aux habitudes des ingénieurs; elle est plus naturelle et plus logique. En opérant la retenue de garantie sur les comptes ouverts, la dernière ligne du compte présentera pour les entreprises, comme pour les salaires des cantonniers et les dépenses en régie, le montant des sommes dont le paiement est exigible. De plus, on trouvera ainsi dans les comptes ouverts tous les éléments nécessaires pour la rédaction de l'état sommaire mensuel modèle n° 14, que l'administration a récemment modifié en y ajoutant une colonne pour la retenue de garantie, de même que pour la rédaction du décompte n° 16 bis et de l'état de situation définitive modèle n° 20. Enfin, on établira entre les colonnes correspondantes des dépenses et des mandats délivrés, des comptes récapitulatifs, une concordance qui donne un moyen facile de vérification.

Il faut remarquer, toutefois, que les chiffres portés chaque mois au bas de la deuxième colonne indiquent le total des dépenses faites et le total des dépenses dont le paiement est exigible, et que pour obtenir les chiffres qui représentent les dépenses du dernier mois, dont on a besoin pour la rédaction tant de l'état sommaire n° 14 que du compte récapitulatif du livre de comptabilité, il faut retrancher de ces totaux les sommes correspondantes portées le mois précédent. Les résultats de ces

soustractions, que l'on peut inscrire dans la première des deux colonnes réservées à chaque mois, compléteront les renseignements dont les ingénieurs ont besoin pour les productions qu'ils ont à faire ultérieurement.

Lorsqu'une entreprise autre qu'un bail d'entretien se continue pendant plusieurs années, il est indispensable, dans les comptes ouverts d'un exercice, de ne pas faire abstraction des dépenses des exercices antérieurs. Il faut, en effet, que, pour opérer la retenue de garantie et constituer les éléments des productions à faire à l'administration centrale à la fin de chaque mois, et au payeur à l'appel de chaque certificat pour paiement, le compte ouvert présente toujours le montant total des ouvrages exécutés. Seulement, afin de rapporter les dépenses à imputer sur chaque exercice au crédit ouvert pour cet exercice, il faut retrancher du total des ouvrages terminés, des ouvrages non terminés et des approvisionnements, les sommes imputées sur les exercices antérieurs.

On trouvera joint à la présente circulaire le compte d'une entreprise établi d'après les indications ci-dessus. On a supposé que l'entreprise avait été commencée l'année précédente, et l'on a donné l'exemple des écritures à passer en janvier et en février. Il est évident que pour la première année d'une entreprise, ou pour les entreprises qui ne durent qu'une année, on aura à supprimer la neuvième et la dixième ligne, et que pour le mois de janvier le report des mois antérieurs sera zéro.

Il n'a pas paru nécessaire d'ouvrir un compte dans le livre de comptabilité de l'ingénieur ordinaire pour les travaux non terminés et les approvisionnements; ce compte, qui ne pourrait être que la copie des états 8 et 9, exigerait un développement considérable d'écritures et ne présenterait aucun avantage, puisque les ingénieurs trouvent sur les états 8 et 9, restés entre leurs mains, tous les renseignements et toutes les justifications dont ils ont besoin. On ne portera donc sur le livre de comptabilité, à la fin de chaque mois, que les totaux représentant les travaux non terminés et les approvisionnements. En fin d'exercice seulement, pour les entreprises qui se continuent pendant plusieurs années, on portera sur le livre de comptabilité ces travaux et ces approvisionnements avec les mêmes détails que les travaux terminés, afin de présenter, d'une manière complète, le décompte de l'exercice. La formule ordinaire est disposée pour recevoir ces détails, si développés qu'ils puissent être, au moyen d'un nombre suffisant d'intercalaires.

La série des comptes ouverts ne serait pas complète, si l'on n'y trouvait pas tous les détails nécessaires à l'appui des certificats pour paiement des indemnités de terrains, des indemnités de dommages et des dépenses diverses, dont il doit être rendu compte dans l'état n° 19. Il est d'ailleurs indispensable que pour les dépenses de cette nature, ainsi que cela est établi pour toutes les autres, il y ait concordance entre les inscriptions de ces comptes ouverts, et celle du compte récapitulatif dont je vais parler; il faut, de plus, que l'ingénieur ordinaire trouve dans son livre de comptabilité tous les éléments nécessaires pour composer l'état trimestriel n° 19.

Il y avait là une véritable lacune. Pour la combler, il est nécessaire d'ajouter aux formules des comptes ouverts trois nouvelles formules, reproduisant exactement les trois parties de l'état n° 19.

Les comptes récapitulatifs donnent lieu à quelques observations.

Chaque compte récapitulatif doit comprendre tous les articles de la sous-répartition

de l'ingénieur ordinaire qui se rapportent à une route, à une section de canal, à un travail neuf, et chacune des quatre colonnes de la formule imprimée étant assez large pour être divisée en deux, le modèle paraît répondre aux besoins de tous les services.

Un compte récapitulatif spécial sera ouvert pour les indemnités de dommages et les dépenses diverses qui se prélèvent sur le crédit réservé pour l'ensemble de l'arrondissement. Les dépenses de même nature qui se rapportent à un travail neuf figurent dans le compte récapitulatif de ce travail.

Dans l'exemple donné, les mandats délivrés à l'entrepreneur représentent la totalité des sommes qui lui sont dues; bien qu'en général il soit d'une bonne administration de procéder ainsi, et dans le plus bref délai, il convient de faire remarquer aux ingénieurs que ce n'est pas là une règle absolue, et qu'il peut se présenter telles circonstances qui ne permettent de délivrer qu'une partie des sommes exigibles.

L'article 26 du règlement du 28 septembre 1849 prescrit de tenir un livre spécial de comptabilité pour chacune des deux catégories du service ordinaire.

Pour concilier cette prescription avec l'usage adopté d'ordonnancer les fonds non par catégorie, mais par section (1) du budget, les ingénieurs ordinaires doivent tenir pour chaque catégorie un cahier distinct comprenant l'extrait de la sous-répartition, les comptes ouverts et les comptes récapitulatifs; mais la seconde partie du livre, contenant le journal des certificats délivrés et le compte général des fonds ordonnancés, doit comprendre les deux catégories.

Modèle n° 14. — *État sommaire mensuel.* L'administration a récemment modifié cette formule, en y ajoutant une colonne pour les retenues de garantie.

La formule s'applique aux entreprises qui se terminent dans l'année, comme à celles qui se prolongent pendant plusieurs années. Pour ces dernières entreprises, il suffit, afin de compléter les renseignements dont l'administration a besoin, d'indiquer dans la dernière colonne le montant des travaux autorisés, les sommes payées sur les exercices antérieurs et le reste à dépenser.

On a continué sur ces formules les exemples qui ont été donnés sur le sommaire du conducteur et sur le livre de comptabilité de l'ingénieur ordinaire.

Tous les chiffres sont extraits directement, sans calculs, des comptes ouverts et du compte récapitulatif; l'état se remplit sans difficulté, et il n'est pas besoin d'en garder de minute.

Modèle n° 15. — *Procès-verbal de réception provisoire.* Quelques ingénieurs ont exprimé l'opinion qu'il convenait d'exiger que le décompte des travaux fût joint au procès-verbal de réception provisoire, de même que cela est prescrit pour les procès-verbaux de réception définitive. Ils ont confondu deux pièces de nature très-différente.

Le procès-verbal de réception définitive et le décompte qui y est annexé sont depuis longtemps exigés à l'appui des certificats pour paiement de solde d'une entreprise, et, à moins de circonstances exceptionnelles, aucune difficulté ne s'oppose à ce que ces deux pièces soient produites en même temps. Le procès-verbal de réception provisoire n'a pas le même caractère : ce n'est pas une pièce justificative dont la production soit exigée pour la liquidation; il n'a d'autre objet que de fixer d'une manière précise le jour à partir duquel le délai de garantie a commencé de courir, tant

(1) Le mot *section* a été mis évidemment par erreur; les fonds du Trésor sont ordonnancés par chapitre du budget.

dans l'intérêt de l'entrepreneur qui sait à quelle époque il sera libéré, que dans l'intérêt de l'administration, qui est en mesure de refuser la réception définitive jusqu'à ce que le délai fixé soit expiré et de rejeter les réclamations qui lui sont souvent adressées à ce sujet. On comprend donc qu'il n'est pas nécessaire de joindre de décompte à ce document d'administration intérieure, et il faut ajouter qu'il serait souvent impossible de terminer le décompte définitif pour l'époque où la réception provisoire peut être accordée. Il n'y a donc aucune modification à apporter aux prescriptions du règlement en ce qui concerne le modèle n° 15.

Toutefois, je rappellerai ici qu'il est de la plus haute importance que le décompte définitif soit établi dans le plus bref délai, conformément aux instructions. Il est du devoir des ingénieurs en chef d'exiger qu'à la fin de l'année, en exécution de l'article 34 du règlement, on immédiatement après l'envoi du procès-verbal de réception provisoire, le décompte soit dressé et notifié. Je verrais avec un extrême regret que les ingénieurs apportassent la moindre négligence à cette partie de service.

Modèle n° 16. — *Certificat pour paiement.* Le modèle n° 16, *Certificat pour paiement*, ne donne lieu qu'à une seule observation : dans les inscriptions de la marge gauche, entre l'article de la sous-répartition et la somme à payer, on doit porter le numéro d'ordre des à-compte ou des paiements faits à l'entrepreneur : 1^{er} paiement, 2^e paiement, etc. C'est une indication dont l'utilité a été reconnue et qu'il convient, comme moyen d'ordre, de reporter en note sur le compte ouvert du livre de comptabilité.

L'exemple porté sur le modèle n° 16 bis a fait penser que dans la rédaction des décomptes les ingénieurs pourront porter en bloc les dépenses faites dans les exercices précédents, mais qu'ils devront reproduire dans chaque décompte tous les détails relatifs aux travaux exécutés pendant l'exercice courant. Il n'en est rien. Il n'y aurait en effet aucun avantage à reproduire, à l'appui de tous les certificats, des détails qui ont été donnés une première fois dans un décompte que l'ingénieur en chef a dans les mains et au moyen duquel il peut opérer les vérifications qu'il juge convenables. Il doit donc être bien entendu que pour les ouvrages terminés, tant dans l'exercice courant que dans les exercices antérieurs, on se bornera à rappeler, sur chaque décompte à l'appui des certificats pour paiement d'à-compte, le montant des ouvrages qui ont été détaillés dans les décomptes précédents. Pour les ouvrages non terminés ainsi que pour les approvisionnements, au contraire, on suivra la marche qui a été prescrite pour la tenue du sommaire des conducteurs et les états n° 8 et 9, c'est-à-dire qu'on fera complètement abstraction des sommes qui ont été portées dans les certificats précédents pour ces sortes d'ouvrages ou de fournitures, et qu'on produira, à l'appui de chaque certificat, une nouvelle situation détaillée se rapportant à l'époque où le décompte a été arrêté pour la dernière fois.

On trouvera à la page... l'exemple d'un certificat pour paiement avec le décompte à l'appui (*formule n° 16 bis*). Il est facile de se convaincre que les sommes qui doivent être portées sur ces deux pièces peuvent être directement extraites du livre de comptabilité pour ce qui concerne les travaux terminés, et des états formules n° 8 et 9 pour ce qui concerne les travaux non terminés et les approvisionnements.

Modèles n° 18 et 19. — Ces deux modèles ne donnent lieu à aucune nouvelle observation.

MODÈLE N° 20. — Situation définitive des crédits et des dépenses au 31 décembre.

Il en est de même du modèle n° 20, *Situation définitive des crédits et des dépenses au 31 décembre*, qui contient tous les renseignements dont l'administration a reconnu l'utilité. Toutefois, quelques ingénieurs pensent que les anciens états de situation définitive présentaient sous une forme plus commode tous les détails se rapportant à un exercice. Il suffit, pour répondre à cette objection, de faire remarquer que, pour les travaux à l'entreprise, on reconstituera l'ancien état de situation définitive en joignant à l'état n° 20 les décomptes de fin d'année dont l'article 34 du nouveau règlement prescrit la production, et que, pour les cantonniers et les dépenses en régie, le livre de comptabilité de l'ingénieur ordinaire et celui de l'ingénieur en chef contiennent tous les renseignements que peuvent demander le conseil local et le conseil général. Il n'y a donc aucune raison de regretter l'ancienne formule, et, dans aucun cas, les ingénieurs en chef ne doivent exiger des ingénieurs ordinaires la production d'états rédigés dans la forme ancienne.

Comptabilité de l'ingénieur en chef. Il n'y a aucune modification à introduire dans les formules qui concernent cette comptabilité.

Les développements que j'ai donnés dans la présente circulaire me paraissent devoir aplanir toutes les difficultés qu'a pu présenter l'exécution du règlement du 28 septembre 1849.

Dans les premiers temps de la mise en vigueur de ce nouveau règlement, on a dû accorder aux ingénieurs une certaine latitude dans les procédés à employer; mais le moment est venu de soumettre tous les services à des méthodes uniformes. La présente instruction a pour but d'obtenir ce résultat, auquel j'attache la plus haute importance.

Les règles que je viens de tracer devront être, à l'avenir, ponctuellement observées par tous les ingénieurs. Je leur recommande de ne s'en écarter dans aucun cas et de n'apporter aucune modification dans les formules de comptabilité, à moins qu'ils n'y aient été formellement autorisés.

Je compte sur votre concours, Monsieur le Préfet, pour assurer, en ce qui vous concerne, l'exécution des dispositions contenues dans la présente circulaire, dont j'adresse plusieurs exemplaires à MM. les ingénieurs en chef.

216.*Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.*

5 novembre 1851.

Routes nationales. — Invitation de produire annuellement deux tableaux indicatifs : 1° des terrains devenus inutiles au service de la grande voirie; 2° des parcelles dont les propriétaires riverains ont été dépossédés au profit de la voie publique.

Monsieur le Préfet, dans ses rapports sur le service des contributions directes, l'inspection générale des finances signale l'époque tardive à laquelle les portions de routes sortant du domaine public sont imposées à la contribution foncière. Les retards sont attribués à ce qu'on ne remet pas immédiatement au domaine les parcelles devenues inutiles au service de la grande voirie.

D'un autre côté, les anciens propriétaires des terrains incorporés à la voie pu-



blique se plaignent des lenteurs apportées au dégrèvement de l'impôt dont ces terrains sont frappés, lenteurs qui tiendraient à ce que l'administration des contributions directes n'est pas avertie en temps utile des dépossessions de l'espèce.

En ce qui concerne les portions de routes à remettre au domaine, je me réfère, Monsieur le Préfet, aux prescriptions que renferment les circulaires des 20 janvier 1846 et 29 août 1848. Afin, d'ailleurs, de régulariser cette partie du service, je vous prie d'inviter M. l'ingénieur en chef à présenter, dans le premier trimestre de chaque année, pour être transmis par vous à M. le directeur des domaines de votre département, un état indicatif :

1° Des portions de routes nationales déclassées ou abandonnées par suite de changement de direction et qui sont susceptibles d'être aliénées conformément à la loi du 24 mai 1842;

2° Des parcelles de terrains qui faisaient partie de parcelles plus grandes acquises pour le service de la grande voirie, mais dont l'exécution du projet laisse une portion sans emploi;

3° Des terrains que l'administration est obligée d'acquérir en dehors de ses besoins, sur la réquisition des propriétaires, par application de l'article 50 de la loi du 3 mai 1841.

Veillez, en même temps, Monsieur le Préfet, inviter M. l'ingénieur en chef à produire, également dans le premier trimestre de chaque année, un tableau des parcelles dont les propriétaires auront été dépossédés pour la construction ou l'élargissement des routes, afin qu'elles puissent être distraites aussitôt de la matière imposable. A cet effet, vous voudrez bien transmettre ce second tableau à M. le directeur des contributions directes de votre département.

Je ne saurais trop vous recommander, Monsieur le Préfet, de veiller avec soin à ce que MM. les ingénieurs se conforment exactement aux prescriptions qui précèdent. C'est le seul moyen de seconder d'une manière efficace les efforts des agents du domaine et des contributions directes, dans une tâche pour l'accomplissement de laquelle le concours du service des ponts et chaussées leur est indispensable.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef.

217.

Circulaire du ministre des travaux publics aux

10 novembre 1851.

Service général. — Interdiction du travail le dimanche et les jours fériés.

Monsieur, par une circulaire du 20 mars 1849 (1), j'ai prescrit sur les ateliers dépendant du ministère des travaux publics le repos du dimanche pour les ouvriers employés à la journée, et rappelé à tous les chefs de service qu'en s'occupant des moyens d'accroître le développement des travaux publics et particuliers, le Gouvernement n'entendait pas négliger la condition de l'amélioration morale chez l'ouvrier et la satisfaction des besoins de l'intelligence, au double point de vue de l'hygiène et de la moralité.

(1) Voir *supra*, n° 164.

J'attache une grande importance à ce que les prescriptions de ma circulaire soient observées. Je vous en adresse ci-joint un nouvel exemplaire, et je vous rappelle que, dans les circonstances exceptionnelles où une dérogation est indispensable, vous devez réclamer les autorisations nécessaires assez à temps pour que l'autorité compétente puisse en reconnaître l'opportunité.

En remettant ces dispositions sous vos yeux, je dois vous faire connaître mon intention de donner à cette mesure toute l'extension compatible avec les nécessités du service. Ainsi, dans la rédaction des cahiers des charges concernant les travaux à adjudger, vous devez à l'avenir introduire une clause qui interdise aux entrepreneurs le travail le dimanche et les jours fériés, à moins qu'une autorisation régulière n'ait été accordée pour des motifs que l'autorité administrative appréciera.

Je vous invite à m'accuser réception de la présente circulaire et à me rendre compte des dispositions que vous aurez prises pour en assurer l'exécution.

Le Gouvernement, en adoptant une pareille mesure, entend respecter les exigences légitimes du service et la liberté de ceux qu'il emploie ; mais il s'honorera toujours en donnant de haut l'exemple de ce respect traditionnel qui s'est de tout temps attaché au jour consacré par les lois religieuses au repos, au culte, à la famille.

218.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.

20 novembre 1851.

Personnel. — Dispositions relatives aux congés.

Monsieur le Préfet, le règlement d'administration publique du 13 octobre 1851 (1), portant organisation du corps des ponts et chaussées, renferme, au sujet des congés, les dispositions suivantes :

« ART. 22, § 1^{er}. Les congés temporaires ne dépassent pas trois mois. Ils sont » accordés par le ministre, sur l'avis des préfets, pour les ingénieurs en chef, et » sur l'avis des ingénieurs en chef et des préfets, pour les ingénieurs ordinaires.

» § 2. Toutefois, les préfets peuvent accorder aux ingénieurs en chef et aux ingénieurs ordinaires des permissions d'absence dont la durée n'excède pas dix jours.

» ART. 23, § 1^{er}. Les ingénieurs qui excèdent les limites de leurs permissions ou » congés, ou qui ne se rendent pas à leur poste aux époques assignées, sont privés » de leurs appointements pour tout le temps de leur absence de ce même poste, » sans préjudice des mesures disciplinaires qui pourraient leur être appliquées.

» § 2. Si le retard excède trois mois, l'ingénieur peut être déclaré démissionnaire. »

Le paragraphe 1^{er} de l'article 22 ne fait que reproduire des dispositions déjà en vigueur. Je crois devoir le compléter, en rappelant les prescriptions de ma circulaire du 9 juin 1849 et en indiquant ce qu'il me paraît convenable d'y ajouter pour assurer mieux la stricte exécution de mesures impérieusement réclamées dans l'intérêt de l'ordre et de la régularité du service.

(1) Voir *suprà*, n° 212.

D'après la circulaire de 1849, l'avis du départ et du retour de l'ingénieur qui obtient un congé doit être transmis par le préfet, s'il s'agit d'un ingénieur en chef, et par l'ingénieur en chef, s'il s'agit d'un ingénieur ordinaire. En cas de déplacement, l'administration doit être informée de la même manière du départ de l'ingénieur et de son arrivée à sa nouvelle résidence.

Malgré cette prescription, l'administration se trouve, aujourd'hui comme autrefois, dans l'impossibilité de savoir d'une manière certaine, à un moment donné, si l'ingénieur qui a obtenu un congé, ou qui est appelé à une nouvelle destination, se trouve ou ne se trouve pas à son poste. Souvent, en effet, les ingénieurs ne profitent de leurs congés que longtemps après les avoir obtenus, et quelquefois l'avis de leur départ ne parvient à l'administration que lorsqu'ils sont déjà de retour.

Pour obvier à cette double cause d'incertitude, je crois devoir arrêter les dispositions suivantes :

A l'avenir, la demande devra indiquer et la décision déterminera l'époque précise à laquelle commencera le congé ; tout le temps écoulé à partir de cette époque sera compté dans la durée du congé, qui se trouvera réduite d'autant.

L'ingénieur en congé ou déplacé devra, dans les vingt-quatre heures de son départ et de son arrivée, en donner avis au chef de service ou au préfet, par une lettre qui sera immédiatement transmise à l'administration centrale. Il sera pris note de la date de ces notifications sur un registre spécial tenu à cet effet au bureau du personnel.

Les dispositions qui précèdent ne concernent que les congés dont la durée excède dix jours. Les permissions d'absence de dix jours au plus pourront, d'après le paragraphe 2 de l'article 22 du règlement, être accordées directement par les préfets. Il devra toutefois être donné avis au ministre de la décision qui aura accordé le congé, de ses motifs et de l'époque du départ et du retour de l'ingénieur.

Ces permissions d'absence ne donneront lieu à aucune retenue sur le traitement. Mais le délai de dix jours est une limite rigoureuse qui ne peut être dépassée. L'ingénieur dont l'absence se prolongerait au delà tomberait sous l'application des dispositions relatives aux congés ordinaires.

Je n'ai pas besoin, Monsieur le Préfet, d'appeler votre attention sur la nécessité de n'accorder de semblables permissions que pour des motifs sérieux, et dans le cas seulement où le service des ingénieurs ne peut avoir à souffrir de leur absence. Je m'en remets entièrement, à cet égard, à votre prudence et à votre sollicitude pour les intérêts du service.

L'article 23 du règlement décide que les ingénieurs qui excèdent les limites de leurs permissions ou congés, ou qui ne se rendent pas à leur poste aux époques assignées, sont privés de leurs appointements. Cette privation s'applique non-seulement à la prolongation irrégulière de l'absence, mais à toute la durée du congé. Ce n'est, en effet, que par une sorte de faveur que le fonctionnaire qui ne fait pas de service conserve une partie de son traitement, et cette faveur doit être retirée à celui qui, sans autorisation, reste éloigné de son poste après l'expiration de son congé. L'absence irrégulièrement prolongée peut, d'ailleurs, donner lieu à des mesures disciplinaires, et, si elle durait plus de trois mois, l'ingénieur pourrait être déclaré démissionnaire.

Les dispositions relatives aux congés des ingénieurs s'appliqueront également aux

conducteurs. Il me paraît toutefois inutile d'informer l'administration supérieure des permissions d'absence de dix jours au plus accordées à ces agents, à moins qu'ils ne viennent à Paris; dans ce cas, l'administration devra être prévenue. Ces permissions pourront être accordées directement par le chef de service, à la charge de vous en donner avis et de vous faire connaître le jour du départ et du retour du conducteur en congé.

Pour les agents inférieurs, les permissions d'absence n'excédant pas dix jours pourront être accordées par les ingénieurs ordinaires, à la charge d'en informer immédiatement l'ingénieur en chef. Les congés de dix jours à un mois seront accordés par vous, sur la proposition de l'ingénieur en chef. L'administration supérieure n'aura à intervenir que pour les congés excédant un mois (1).

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef et ordinaires.

219.

Décret sur la fixation des limites de l'inscription maritime dans les fleuves et rivières affluant à la mer, et sur le domaine public maritime.

21 février 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, etc.

Décète :

Art. 1^{er}. Des décrets du Président de la République, insérés au Bulletin des lois, et rendus sur la proposition du ministre de la marine, détermineront, dans les fleuves et rivières affluant directement ou indirectement à la mer, les limites de l'inscription maritime et les points de cessation de la solure des eaux.

2. Les limites de la mer seront déterminées par des décrets du Président de la République rendus sous la forme de règlements d'administration publique, sous les droits des tiers réservés, sur le rapport du ministre des travaux publics, lorsque cette délimitation aura lieu à l'embouchure des fleuves ou rivières, et, sur le rapport du ministre de la marine, lorsque cette délimitation aura lieu sur un autre point du littoral.

Dans ce dernier cas, les opérations préparatoires seront indistinctement confiées par le ministre de la marine, soit aux préfets maritimes, soit aux préfets de département.

Quant aux déclarations de domanialité relatives à des portions du domaine public maritime, elles seront faites par les mêmes fonctionnaires, dont les arrêtés déclaratifs seront visés par le ministre de la marine.

3. L'avis du ministre de la marine sera réclaté en ce qui concerne la concession des lois et relais de mer, et son assentiment devra être obtenu pour les autorisations

(1) L'article 5 du décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative, et le décret du 17 août 1853, qui règle l'organisation du personnel des agents inférieurs du service des ponts et chaussées, n'ont pas modifié ces dispositions; l'administration supérieure statue toujours sur les demandes de congé excédant un mois, présentées par les agents inférieurs.

relatives à la formation d'établissements de quelque nature que ce soit, sur la mer et ses rivages.

4. Les syndics des gens de mer, gardes maritimes et gendarmes de la marine pourront constater, concurremment avec les fonctionnaires et agents dénommés dans les lois et décrets relatifs à la grande voirie, les établissements irrégulièrement formés sur le domaine public maritime.

Les commissaires de l'inscription maritime donneront, dans ce cas, aux procès-verbaux de ces agents la direction indiquée par l'article 113, titre IX du décret du 16 décembre 1811.

220.

Décret sur la décentralisation administrative (Extrait) (1).

25 mars 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, etc.

Considérant que, depuis la chute de l'empire, des abus et des exagérations de tout genre ont dénaturé le principe de notre centralisation administrative, en substituant à l'action prompte des autorités locales les lentes formalités de l'administration centrale;

Considérant que l'on peut gouverner de loin, mais qu'on n'administre bien que de près; qu'en conséquence, autant il importe de centraliser l'action gouvernementale de l'État, autant il est nécessaire de décentraliser l'action purement administrative.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Le Conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. Les préfets continueront de soumettre à la décision du ministre de l'intérieur les affaires départementales et communales qui affectent directement l'intérêt général de l'État, telles que l'approbation des budgets départementaux, les impositions extraordinaires et les délimitations territoriales; mais ils statueront désormais sur toutes les autres affaires départementales et communales qui, jusqu'à ce jour, exigeaient la décision du chef de l'État ou du ministre de l'intérieur, et dont la nomenclature est fixée par le tableau A, ci-annexé (2).

3. Les préfets statueront en conseil de préfecture, sans l'autorisation du ministre des finances, mais sur l'avis ou la proposition des chefs de service, en matière de contributions indirectes, en matières domaniales et forestières, sur les objets déterminés par le tableau C, ci-annexé (2).

4. Les préfets statueront également, sans l'autorisation du ministre des travaux publics, mais sur l'avis ou la proposition des ingénieurs en chef, et conformément aux règlements ou instructions ministérielles, sur tous les objets mentionnés dans le tableau D, ci-annexé (2).

(1) Voir *infra*, nos 222, 225, 340 et 349.

(2) Les tableaux annexés à ce décret se trouvent placés à la suite du décret du 13 avril 1861; ils ont été modifiés conformément à ce dernier décret.

5. Ils nomment directement, sans l'intervention du Gouvernement et sur la présentation des divers chefs de service, aux fonctions et emplois suivants :

- (24°) Les piqueurs des ponts et chaussées et cantonniers du service des routes;
- (25°) Les gardes de navigation, cantonniers, éclusiers barragistes et pontonniers;
- (26°) Les gardiens de phares, les canotiers du service des ports maritimes de commerce, baliseurs et surveillants de quais.

6. Les préfets rendront compte de leurs actes aux ministres compétents dans les formes et pour les objets déterminés par les instructions que ces ministres leur adresseront.

Ceux de ces actes qui seraient contraires aux lois et règlements, ou qui donneraient lieu aux réclamations des parties intéressées, pourront être annulés ou réformés par les ministres compétents.

7. Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 5 ne sont pas applicables au département de la Seine, en ce qui concerne l'administration départementale proprement dite, et celle de la ville et des établissements de bienfaisance de Paris (1).

221.

Décret portant modification des dispositions des décrets d'organisation du corps des ponts et chaussées (13 octobre 1851) et du corps des mines (24 décembre 1851), relatives à la fixation des cadres.

28 mars 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, etc.

Décète :

ART. 1^{er}. Les articles 7 et 8 des décrets du 13 octobre et du 24 décembre 1851 (2), portant organisation du corps des ponts et chaussées et du corps des mines seront remplacés dans l'un et dans l'autre décret par les deux articles suivants :

« ART. 7. Le cadre du corps des

des ponts et chaussées
des mines

 } se divise en :

- » ingénieurs.....
- » Cadre de service ordinaire ou permanent;
- » Cadre de service extraordinaire ou éventuel;
- » Cadre des services détachés;
- » Cadre de non-activité.
- » ART. 8 (3). § 1^{er}. Les cadres du service ordinaire et du service extraordinaire
- » sont réglés par le ministre suivant les besoins du service et en raison des crédits
- » ouverts au budget.
- » Le nombre des ingénieurs en chef de 1^{re} classe ne peut excéder celui des ingénieurs en chef de 2^e classe; le nombre des ingénieurs ordinaires de 1^{re} classe ne
- » peut excéder les deux tiers de celui des ingénieurs ordinaires de 2^e classe.

(1) Cet article, rectifié suivant l'errata inséré au *Bulletin de lois*, a été rapporté par un décret du 9 janvier 1861.

(2) Voir *suprà*, n° 212.

(3) Modifié par le décret du 11 décembre 1861.

» § 2. Le cadre des services détachés..... (comme au § 4 de l'article 7 des décrets).

» § 3. Le cadre de non-activité..... (comme au § 5 du même article). »

2 (1). Les articles 31, 32 et 33 du décret du 13 octobre seront remplacés par les trois articles suivants :

« Art. 31. § 1^{er}. Les conducteurs des ponts et chaussées forment six classes dont le traitement est fixé comme il suit :

» Conducteurs embrigadés principaux.....	2,500 francs.
» Idem..... de 1 ^{re} classe.....	2,000
» Idem..... de 2 ^e classe.....	1,800
» Idem..... de 3 ^e classe.....	1,600
» Idem..... de 4 ^e classe.....	1,400
» Conducteurs auxiliaires.....	1,200

« § 2. Le traitement des conducteurs auxiliaires, comme celui des conducteurs embrigadés, est soumis aux retenues prescrites par les règlements au profit de la caisse des pensions.

» Art. 32. Le cadre des conducteurs embrigadés et auxiliaires est fixé par le ministre d'après les besoins du service et en raison des crédits ouverts au budget.

» Le nombre des conducteurs embrigadés ne peut dépasser les proportions suivantes :

» Conducteurs principaux...	1/20 ^e de l'effectif total (embrigadés et auxiliaires).
» Conducteurs de 1 ^{re} classe..	2/20 idem.
» Idem..... de 2 ^e classe...	3/20 idem.
» Idem..... de 3 ^e classe...	4/20 idem.
» Idem..... de 4 ^e classe...	5/20 idem.

« Art. 33. Comme à l'article 32 du décret. »

3. L'article 33 du décret du 24 décembre est modifié comme il suit :

« Art. 33. Le cadre des gardes-mines est fixé par le ministre d'après les besoins du service et en raison des crédits ouverts au budget.

» Les gardes-mines sont répartis, etc..... (comme au décret). »

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

222.

Circulaire du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce aux préfets (Extrait).

5 mai 1852.

Instructions au sujet du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, en ce qui concerne les communes et les établissements de bienfaisance.

Monsieur le Préfet, ma circulaire du 10 avril dernier vous annonçait des instructions détaillées sur chacune des dispositions du décret du 25 mars 1852 relatif à la

(1) Cet article a été abrogé par le décret du 17 mars 1856.

décentralisation administrative. Je vous envoie aujourd'hui ces instructions, en ce que concerne les objets d'intérêt communal et d'assistance publique. Quant à ceux d'administration générale et départementale, et d'agriculture et de commerce, ils font le sujet d'instructions séparées, afin de mieux conserver la distinction à faire entre des services qui diffèrent essentiellement les uns des autres.....

§ 51 du tableau A (1). — Cours d'eau, curage et élargissement (2).

Le curage des cours d'eau non navigables ni flottables peut s'effectuer soit en vertu d'anciens règlements, soit en vertu d'usages locaux, soit enfin conformément à un nouveau règlement dressé en exécution de la loi du 14 floréal an XI.

Pour les deux premiers cas, je n'ai point d'instructions spéciales à vous donner, attendu que vous étiez déjà compétent, avant le décret du 25 mars, pour statuer. Je ne puis que vous renvoyer aux circulaires des 10 décembre 1837 et 18 mars 1839.

Ce n'est que dans la troisième hypothèse que vous aurez à rédiger le règlement relatif au curage. A cet effet vous ferez préparer un projet par un agent voyer ou tout autre homme de l'art; vous le soumettrez à une enquête, et, après délibération du conseil municipal ou des conseils municipaux des communes traversées par le cours d'eau, vous prendrez un arrêté portant règlement d'administration publique, et qui sera libellé conformément au modèle ci-annexé sous le n° 47.

Lorsque le projet de curage comprendra aussi des travaux d'élargissement, au moyen de l'occupation de propriétés particulières, c'est-à-dire quand on voudra augmenter la largeur naturelle du cours d'eau, vous devrez vous assurer, avant de le rendre exécutoire, du consentement des propriétaires, ainsi que de la réalisation des ressources, pour leur payer des indemnités, à moins que la cession ne soit gratuite. A cet effet, le conseil ou les conseils municipaux devront voter les fonds nécessaires, car, en pareil cas, on ne peut mettre la dépense des terrains à la charge des propriétaires qui, par la situation de leurs héritages, sembleraient les plus intéressés à l'opération. Dans le cas où il y aurait lieu de recourir à l'expropriation, vous ne seriez plus compétent, et vous devriez m'adresser le dossier de l'affaire pour me mettre à même de préparer le décret à intervenir.

§ 54 du tableau A (3). — Établissement de trottoirs.

Dans les villes où il n'existe pas d'anciens usages locaux, les propriétaires riverains des voies publiques peuvent être appelés à payer la moitié de la dépense de construction de trottoirs, lorsque l'établissement en a été déclaré d'utilité publique, conformément à la loi du 7 juin 1855. C'est à vous maintenant, Monsieur le Préfet, à faire cette déclaration, attendu qu'il n'y a point là une expropriation proprement dite. Toutefois, deux conditions essentielles doivent être préalablement remplies pour que vous puissiez faire application de la loi : la première est que le conseil municipal en fasse la demande, et la seconde que les alignements des rues dans lesquelles les trot-

(1) Voir le § 6 du tableau D modifié conformément au décret du 13 avril 1861 (*infra*, n° 365).

(2) Les cours d'eau non navigables ni flottables sont actuellement placés dans les attributions du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Voir *infra*, n° 372.

(3) Voir le § 67 du tableau A modifié (*infra*, n° 368).

toirs doivent être établis aient été régulièrement arrêtés. Ces conditions réunies, il sera dressé un devis des travaux qui indiquera les différentes espèces de matériaux entre lesquels, aux termes de la loi du 7 juin 1855, les propriétaires seront autorisés à faire un choix; une enquête sera ouverte suivant les règles tracées par l'ordonnance du 23 août 1835, le conseil municipal sera appelé à délibérer sur le procès-verbal d'enquête; ensuite vous prendrez, sur l'avis des ingénieurs des ponts et chaussées et du sous-préfet, un arrêté conforme au modèle ci-annexé sous le n° 51.

Frais de pavage, conversion en taxe fixe.

Cet objet ne se trouve pas énuméré dans le tableau A, annexé au décret du 25 mars; mais il est implicitement compris dans le paragraphe 55 (1), qui embrasse généralement tous les objets d'administration départementale et communale non exceptés de la décentralisation.

L'article 28 de la loi du 2 juin 1851 (2) porte que, dans les villes où, conformément aux usages locaux, le pavage de tout ou partie des rues est à la charge des propriétaires riverains, l'obligation qui en résulte, pour les frais de premier établissement ou d'entretien, pourra, en vertu d'une délibération du conseil municipal, et sur un tarif approuvé par ordonnance royale, être convertie en une taxe payable en numéraire et recouvrable comme les cotisations municipales. En cette matière encore, Monsieur le Préfet, vous ne pouvez agir d'office. Pour que la conversion puisse être opérée, il est nécessaire qu'elle ait été demandée ou consentie par le conseil municipal. Je pense que vous ferez bien d'appeler, sur les avantages de cette conversion, l'attention des conseils municipaux des villes où il existe des usages locaux. Il serait vivement à désirer que cette mesure se généralisât, car elle a pour résultat de prévenir des difficultés et de simplifier la marche de l'administration. Quant aux formalités à remplir, elles sont peu compliquées; les voici : 1° délibération du conseil municipal contenant le tarif de conversion; 2° enquête conformément à l'ordonnance du 23 août 1835; 3° nouvelle délibération du conseil municipal discutant les réclamations consignées ou annexées au procès-verbal de l'enquête; 4° avis des ingénieurs des ponts et chaussées; 5° avis du sous-préfet. Ces pièces doivent être visées dans votre arrêté approbatif dont vous trouverez ci-joint un modèle sous le n° 52.

223.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets (3).

15 mai 1852.

Ponts suspendus. — Mesures de précaution contre les chargements excessifs.

Monsieur le Préfet, par une instruction en date du 19 septembre 1851 (4), l'un de mes prédécesseurs vous a indiqué les précautions à prendre pour la protection des ponts suspendus, en attendant la publication du règlement d'administration pu-

(1) Voir le 2 60 du tableau A modifié conformément au décret du 13 avril 1861 (*infra*, n° 197).

(2) Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1852.

(3) Voir *infra*, n° 228.

(4) Les dispositions de cette instruction ont été reproduites dans l'article 8 du règlement du 16 août 1852, sur la police du roulage et des messageries publiques.

blique à établir en exécution de l'article 2 de la loi du 30 mai 1851, sur la police du roulage.

Dans plusieurs départements, ces précautions ont été jugées insuffisantes pour protéger les ponts suspendus contre les chargements excessifs que rien ne limite plus aujourd'hui : on voudrait fixer un maximum de poids au-dessus duquel le passage serait interdit.

La fixation d'un maximum de poids, applicable d'une manière générale, serait une dérogation trop absolue au principe de liberté consacré par la loi précitée du 30 mai 1851. Presque partout d'ailleurs on manquerait de moyen de vérification. On ne saurait en effet songer à établir un pont à bascule à chaque bout des nombreux ponts suspendus construits ou à construire. D'un autre côté, l'évaluation par l'examen des lettres de voiture n'est praticable que pour le roulage proprement dit, et, le plus souvent encore, le refus d'exhibillon de la part des rouliers rendrait la vérification impossible. Enfin, un maximum qui devrait nécessairement laisser une grande latitude à l'industrie des transports ne serait pas toujours une garantie suffisante pour certains ponts d'une stabilité douteuse, tandis que pour d'autres ponts, au contraire, qui n'ont besoin d'aucune protection, ce serait une gêne imposée inutilement à la circulation.

Le mieux est donc, Monsieur le Préfet, d'adopter, dans chaque cas, des mesures en rapport avec le degré de solidité du pont et appropriées au transport dont on redoute les effets. Pour ces transports, d'ailleurs, on peut, en général, suppléer au pesage ou à l'examen des lettres de voiture, en déterminant le maximum de volume ou de mesure du chargement. Ainsi, pour les ponts par où s'écoulent habituellement les produits des mines de houille, des forêts, des carrières de pierres de taille, de pierres à chaux ou à plâtre, de moellons, etc., comme le stère ou mètre cube de chacun de ces produits correspond à un poids connu, on peut, par la limitation du volume, atteindre le même résultat que si l'on procédait au pesage. On interdirait, dans ce cas, le passage du pont à toute voiture dont le chargement excéderait tel ou tel maximum déterminé, selon que la voiture serait à deux ou quatre roues. Le même mode peut être étendu à un grand nombre de chargements dont la mesure et le poids sont faciles à apprécier : tels sont, par exemple, les sacs de farine ou de grains, les fûts de vin, d'eau-de-vie, etc. Sans doute on n'atteindra pas ainsi tous les chargements : ceux qui n'auront pas été prévus ou pu être évalués échapperont à toute limitation ; mais ils seront en petit nombre et généralement peu à craindre. L'expérience a démontré que les chargements excessifs se rencontrent le plus fréquemment dans les transports à courte distance et pour les objets d'une consommation usuelle, comme la pierre, la houille, etc.

En résumé, Monsieur le Préfet, il convient, pour les ponts qui ne réclament aucune disposition spéciale, de s'en tenir aux précautions générales indiquées par l'instruction du 19 septembre 1851, ou qui seront ordonnées par le règlement d'administration publique à intervenir ; mais pour les ponts suspendus que ces précautions générales ne protègent pas suffisamment, vous devez, après vous être concerté avec M. l'ingénieur en chef de votre département, prendre, pour chaque pont, un arrêté portant interdiction du passage à toute voiture dont le chargement excèdera les maximum de volume ou de mesure déterminés par votre arrêté.

Ces maximums seront fixés sans avoir égard à la largeur des jantes des roues ni au nombre de chevaux de l'attelage; ils seront seulement différents, selon que la voiture sera à deux ou quatre roues. Il est essentiel aussi que ces maximums soient tels, que le poids total du chargement et de la voiture ne reste pas inférieur au poids maximum qui était autorisé pendant la saison d'été par l'ancienne législation sur la police du roulage. On ne devra descendre au-dessous de ces limites que dans des circonstances exceptionnelles. Il importe en effet de ne pas placer la circulation dans des conditions moins favorables que celles où elle se trouvait avant la loi du 30 mai 1851.

Du reste, Monsieur le Préfet, pour me conformer à l'esprit du décret du 25 mars dernier sur la décentralisation, je vous autorise à prendre les arrêtés dont il s'agit sans les soumettre à mon approbation. Je vous prierais seulement de m'en faire parvenir des expéditions, afin que je puisse comparer les mesures qui seront adoptées dans les divers départements.

Veuillez m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef de votre département.

224.

Décret concernant les agents assermentés, salariés par l'État ou par les communes, requis par l'autorité militaire pour être employés à l'intérieur comme auxiliaires de la force publique, pour le maintien de l'ordre.

4 juin 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, etc.

Décrite :

ART. 1^{er}. Tout douanier, garde forestier, garde-pêche, garde champêtre, cantonnier, enfin tout agent assermenté, salarié par l'État ou par les communes, requis par l'autorité militaire pour être employé, à l'intérieur, comme auxiliaire de la force publique pour le maintien de l'ordre, aura droit au bénéfice des dispositions stipulées au troisième paragraphe de l'art. 8 de l'ordonnance du 31 mai 1831 (1).

2. Les ministres de la guerre, de l'intérieur, des finances et des travaux publics sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret.

225.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets (Extrait).

27 juillet 1852.

Navigation. — Instruction relative à l'exécution du décret du 25 mars 1852, en ce qui concerne les usines sur cours d'eau.

Monsieur le Préfet, par une circulaire en date du 23 octobre 1851, l'un de mes

(1) Ordonnance du Roi sur l'organisation des employés des douanes en brigades armées.

31 mai 1831.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ART. 8, § 3. Les prestations en nature, le logement, les indemnités pour perte de chevaux et d'effets, la solde pour les journées d'hôpitaux, leur seront alloués par le département de la guerre; et leur solde actuelle leur sera conservée par le département des finances.

prédécesseurs vous a adressé des instructions relatives aux règlements des usines, situées sur les cours d'eau navigables ou non navigables. Le décret du 25 mars 1852, en vous déléguant le droit de statuer sur la majeure partie des affaires qui faisaient l'objet de la circulaire précitée, a rendu nécessaires quelques nouvelles explications sur ce sujet.

Je dois avant tout insister sur ce point, que le décret du 25 mars n'a apporté aucun changement aux formalités qui doivent précéder les règlements relatifs au régime des eaux, quelle que soit l'autorité de laquelle ils émanent, ces actes devant toujours conserver le même caractère réglementaire. Ainsi vous voudrez bien, pour toutes les affaires dont la solution vous est attribuée, comme pour celles qui doivent être décidées par décret, assurer l'exécution des prescriptions contenues dans la circulaire du 23 octobre dernier, en ce qui concerne la forme des demandes, l'accomplissement de la première et de la deuxième enquête, la visite des lieux par MM. les ingénieurs et la rédaction des plans, nivellements et rapports. Ce n'est qu'après cette instruction régulière, et en vous conformant d'ailleurs aux modèles n° 5 et n° 6 annexés à la circulaire précitée, que vous devrez statuer, dans les limites des attributions qui vous sont conférées par le décret de décentralisation.

Établissements temporaires sur les cours d'eau navigables ou flottables. Ces attributions sont réglées, en ce qui concerne les cours d'eau navigables et flottables, par les deux premiers paragraphes du tableau D, annexé au décret du 25 mars, tableau qui mentionne les objets sur lesquels les préfets, conformément à l'article 4 de ce décret, doivent statuer, sans l'autorisation du ministre des travaux publics, mais sur l'avis ou la proposition des ingénieurs et conformément aux règlements ou instructions ministérielles. Ces paragraphes sont ainsi conçus (1).

Les prises d'eau que l'administration a entendu désigner par le premier de ces paragraphes, sont particulièrement celles qui ont pour objet des usages domestiques ou industriels. Avant d'autoriser des établissements de ce genre, vous devrez vous assurer, Monsieur le Préfet, par les rapports de MM. les ingénieurs, que ces établissements ne peuvent nuire en rien aux intérêts de la navigation ou du flottage, ni porter aucune atteinte à des droits anciens, consacrés par des autorisations ou concessions régulières. Il conviendra de déterminer, dans chaque cas, le volume d'eau concédé, et de prescrire que les eaux qui ne seraient pas absorbées d'une manière utile seront rendues à la rivière (2).

Il pourra même y avoir lieu, dans certaines circonstances, afin de donner à tous les intérêts une garantie complète, de stipuler que la prise d'eau nouvelle sera fermée, sur l'ordre du préfet, toutes les fois que cette mesure sera reconnue nécessaire, soit dans l'intérêt de la navigation, soit pour assurer aux anciens usagers les eaux auxquelles ils ont droit en vertu de leurs titres, soit pour laisser dans la rivière le volume d'eau que l'on jugera utile d'y maintenir en étiage.

J'ajouterai que la loi du 16 juillet 1840 (3), qui prescrit l'établissement de redevances au profit du trésor, en cas de concession d'eau sur une rivière navigable ou

(1) Voir les paragraphes 1 et 2 du tableau D, joint au décret du 25 avril 1861.

(2) Voir *infra*, n° 338.

(3) Voir *suprà*, n° 123.

flottable, statue en termes généraux, et que dès lors vous aurez à en faire l'application dans les cas dont nous nous occupons en ce moment, sur l'avis et les propositions de MM. les Ingénieurs et de M. le directeur des domaines.

Le deuxième paragraphe du tableau D s'applique aux établissements qui n'ont qu'un caractère purement accidentel et temporaire, tels que les scieries destinées à l'exploitation d'une coupe de bois, ou les ouvrages provisoires, soit en graviers, soit en fascines, qui peuvent être nécessaires, pendant la saison d'étiage, pour assurer l'alimentation d'une prise d'eau d'usine ou d'irrigation régulièrement autorisée. Dans ce cas, comme dans les précédents, il importe que MM. les Ingénieurs ne proposent d'accorder des autorisations de cette nature, qu'autant qu'il n'en peut résulter aucun inconvénient pour la navigation. L'arrêté fixera toujours la durée de la permission, qui ne pourra excéder une année; aucune redevance ne sera d'ailleurs exigée du permissionnaire, attendu le caractère éminemment précaire de l'autorisation qui lui est accordée.

Toutes les affaires concernant les rivières navigables ou flottables, qui ne rentrent pas dans les paragraphes que nous venons de rapporter, devront être soumises, comme par le passé, à l'administration supérieure, après l'accomplissement des formalités prescrites par la circulaire du 23 octobre 1851.

Établissements sur les cours d'eau non navigables ni flottables. En ce qui concerne les rivières non navigables ni flottables, vos attributions sont définies par les deux paragraphes 3 et 4 du tableau D, conçus ainsi qu'il suit (1).

Les termes de ces deux paragraphes ne comportent pas d'exception, et vous confient le soin de statuer directement sur toutes les affaires concernant les cours d'eau non navigables ni flottables.

Ainsi, vous aurez à prendre des décisions, sans intervention préalable de l'administration centrale, mais sous toute réserve de son contrôle ultérieur, non-seulement sur les affaires relatives à la réglementation d'usines nouvelles ou à la régularisation d'établissements non encore autorisés, mais encore sur les demandes tendantes à obtenir la révision de règlements existants, soit que ces règlements émanent de l'autorité préfectorale, en vertu du décret du 25 mars, soit qu'ils résultent d'actes du pouvoir exécutif, antérieurs à ce décret. Je me borne à vous renouveler la recommandation déjà contenue dans la circulaire du 23 octobre dernier, de ne modifier les règlements anciens qu'avec une grande réserve et après une nouvelle instruction régulière et contradictoire.

Cas exceptionnels. Je crois devoir vous rappeler, Monsieur le Préfet, que, lorsqu'il s'agit d'une usine alimentée par un étang, qui peut donner lieu à des exhalaisons dangereuses, il est nécessaire de consulter les conseils municipaux des communes intéressées, ainsi que le conseil d'hygiène de l'arrondissement.

Pour les scieries ou pour les usines situées dans la zone frontière soumise à l'exercice des douanes, soit qu'il s'agisse d'établissements temporaires sur les cours d'eau navigables ou flottables ou d'établissements permanents sur les cours d'eau non navigables, vous devrez prendre l'avis du conservateur des eaux et forêts ou du directeur des douanes, sans qu'il soit nécessaire de recourir à mon intervention.

(1) Voir les mêmes paragraphes du tableau D, joint au décret du 13 avril 1861.

ais il n'en est pas de même pour les établissements compris dans la zone des servitudes militaires, autour des places de guerre. Dans ce cas, l'avis de la commission mixte des travaux publics étant indispensable, vous devrez me transmettre toutes les pièces du dossier, en y joignant les procès-verbaux des conférences avec MM. les officiers du génie militaire, afin que je puisse en saisir la commission mixte.

Enfin, Monsieur le Préfet, dans les circonstances exceptionnelles où la difficulté de la question et la gravité des intérêts engagés dans une affaire vous inspireraient des doutes sur la décision à prendre, vous pourrez, avant de formuler votre arrêté, consulter l'administration supérieure, en lui adressant toutes les pièces du dossier. Je m'empresserai, dans ce cas, de vous transmettre mon avis, qui ne fera d'ailleurs aucun obstacle à l'exercice ultérieur du droit de recours qui est réservé aux parties intéressées par l'article 6 du décret du 25 mars 1852.

Recours des intéressés contre les arrêtés préfectoraux. Le recours contre les décisions préfectorales peut s'exercer au moyen de requêtes adressées au ministre des travaux publics, soit directement, soit par votre intermédiaire. Dans le premier cas, vous voudrez bien, sur la communication qui vous sera donnée de la réclamation dont j'aurai été saisi, me transmettre toutes les pièces de l'instruction, en y joignant les avis de MM. les ingénieurs et vos observations personnelles sur la réclamation des intéressés.

Lorsque le recours vous aura été adressé pour être transmis par vous à l'administration supérieure, il conviendra, afin d'éviter un double renvoi, de le communiquer immédiatement à MM. les ingénieurs, et de m'adresser ensuite, ainsi que je l'ai dit ci-dessus, le dossier complet avec votre avis particulier.

Dans l'un et l'autre cas, dès que vous aurez été saisi d'une requête présentée au ministre contre un arrêté préfectoral, vous voudrez bien surseoir à l'exécution de cet arrêté, à moins que quelque circonstance spéciale ou quelque motif d'urgence n'en exige l'exécution immédiate.

Lorsque, par suite d'un recours formé devant lui, le ministre aura été appelé à prendre une décision sur une affaire, toute demande tendante à obtenir la révision de cette décision devra nécessairement être soumise au ministre lui-même, et il conviendra de suivre, dans ce cas, les prescriptions de la circulaire du 23 octobre 1851.

Récolement des ouvrages autorisés. Il sera procédé, dans les formes indiquées par la même circulaire, au récolement des ouvrages qui auront été définitivement autorisés ou prescrits. Vous prononcerez, après avoir pris l'avis de MM. les ingénieurs et sauf recours des parties devant le ministre, sur toutes les difficultés que pourrait faire naître l'inexécution de quelques-unes des prescriptions de vos arrêtés, ou des règlements intervenus avant le décret du 25 mars, sur les matières dont la décision vous est aujourd'hui déléguée. Vous ne devrez en référer à l'administration supérieure, en ce qui concerne les affaires actuellement comprises dans vos attributions, que pour les difficultés relatives à l'exécution de décisions ministérielles rendues sur le recours des parties intéressées.

Contrôle de l'administration supérieure. Le décret du 25 mars 1852, en élargissant le cercle de vos attributions, Monsieur le Préfet, vous impose de nouveaux devoirs.

Je compte sur votre zèle éclairé pour assurer l'exécution ponctuelle des instruc-

tions émanées de l'administration supérieure, et pour conserver ainsi l'uniformité de règles et l'unité de jurisprudence qu'il est si important de maintenir dans l'intérêt de la force et de l'autorité du Gouvernement.

Enfin, vous ne perdrez pas de vue que la grande mesure de la décentralisation doit avoir surtout pour résultat, dans la pensée du Prince Président, de satisfaire aux besoins et aux vœux des populations, en accélérant la marche des affaires. Je vous recommande donc instamment d'abréger, autant qu'il est en vous, le délai qu'entraîne leur instruction préliminaire, et de prendre vos décisions le plus promptement possible.

Pour me mettre à même de suivre la marche des affaires dont il est question dans la présente circulaire, et d'exercer effectivement le contrôle dont je suis chargé par l'article 6 du décret de décentralisation, je vous prie de m'adresser une copie de vos arrêtés, au fur et à mesure qu'ils auront été pris. Vous ne joindrez à ces pièces une lettre d'envoi, qu'autant que vous auriez quelques observations particulières à me communiquer.

Veuillez, Monsieur le Préfet, m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs en chef et ordinaires.

226.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.

28 juillet 1852.

Service général. — Instruction sur la tenue des bureaux des ingénieurs.

Monsieur le Préfet, l'administration a jusqu'ici laissé à MM. les ingénieurs le soin de régler les détails de l'organisation intérieure de leurs bureaux; à l'exception de quelques prescriptions générales relatives à la tenue des inventaires, elle s'est bornée à donner des instructions spéciales pour quelques services particuliers, et à recueillir avec intérêt, pour les autres services, les renseignements produits dans les comptes de tournée d'inspection. Le mode d'enregistrement des affaires, les moyens employés pour en suivre la marche et en presser l'expédition, les dispositions admises pour conserver la trace de tous les résultats obtenus, soit dans l'exécution des travaux, soit dans l'examen des questions administratives, et pour en assurer la tradition, etc., ont donc été réglés par chaque ingénieur en chef isolément. Je sais que, dans un grand nombre de services, on est arrivé à de bons résultats. Mais, placés à des points de vue différents, préoccupés surtout des besoins spéciaux du service qui leur était confié, MM. les ingénieurs ont suivi des méthodes diverses, et les moyens d'ordre adoptés varient pour chaque département.

Le moment est venu de régulariser cette organisation et d'y introduire l'uniformité déjà établie dans les principales parties du service des ponts et chaussées. Il importe qu'en échangeant de résidence, un ingénieur ne soit pas obligé de perdre un temps précieux pour se mettre au courant des formes en usage dans le service qu'il vient diriger. L'application de règles uniformes donnera aux ingénieurs les moyens de reconnaître immédiatement la situation des affaires, et de leur imprimer la direction qu'elles doivent suivre; elle rendra plus facile la tâche de l'inspecteur divisionnaire, dont les investigations doivent devenir chaque jour plus complètes; elle permettra enfin à l'administration de se rendre un compte plus exact de la marche des différents

services, et de recueillir les renseignements qui lui sont utiles dans la forme la plus convenable et la plus simple.

J'ai fait examiner les méthodes suivies dans les diverses branches du service des ponts et chaussées, et, sur le compte qui m'a été rendu de cet examen, j'ai arrêté les dispositions faisant l'objet de l'instruction réglementaire que j'ai l'honneur de vous adresser. Les formules qui accompagnent cette instruction sont assez simples pour être facilement comprises; les exemples et les notes rapportés sur quelques-unes suffiront d'ailleurs pour lever les doutes auxquels elles pourraient donner lieu dans l'application. J'y ajouterai, toutefois, quelques observations.

Registres d'ordre. Les registres d'ordre doivent être tenus très-exactement et recevoir chaque jour l'inscription des affaires arrivées. Il faut, à cet effet, que MM. les ingénieurs s'imposent la règle de remettre immédiatement à l'employé chargé de ce travail toutes les pièces dont ils sont saisis, quelle que soit la suite qu'ils se proposent de donner aux affaires. Toute négligence à cet égard, en troublant l'ordre des inscriptions, pourrait occasionner des omissions, et rendrait, dans tous les cas, les recherches ultérieures plus difficiles.

Répertoires. La classification à établir sur les répertoires ne saurait être soumise à des règles absolues. L'instruction réglementaire ne fournit à ce sujet que des indications générales, et il faut que, dans chaque bureau, MM. les ingénieurs adoptent la classification la plus convenable suivant les exigences particulières de leur service. Le résultat à obtenir, c'est qu'elle soit simple, facile à saisir et telle que les recherches puissent être faites avec promptitude par toutes les personnes attachées à l'administration.

Registre matricule des ingénieurs, conducteurs, etc. Je recommande à MM. les ingénieurs d'apporter le plus grand soin dans la tenue du registre matricule. Il est essentiel que les dates et toutes les inscriptions y soient d'une rigoureuse exactitude. Ce sont les états de services des ingénieurs et des agents de l'administration, et tous attacheront un grand intérêt à ce que, dans chacune de leurs résidences successives, la trace de leurs services soit conservée sur un registre officiel.

Par suite de l'établissement du registre matricule, les ingénieurs ordinaires n'auront plus à transmettre à l'ingénieur en chef, pour la rédaction du compte de tournée, que le détail succinct des services de l'année et les notes et propositions relatives à chaque agent.

Registre des tournées des ingénieurs. Les instructions imposent à l'ingénieur en chef et à l'ingénieur ordinaire l'obligation de visiter, chaque année, le premier au moins une fois, et le second au moins quatre fois, toutes les routes, rivières, etc., soumises à leur surveillance. Aucun ingénieur, sans doute, ne se soustrait à cette obligation, et il n'en est pas un seul qui ne visite bien plus souvent certaines parties de sa circonscription; mais il importe, pour la régularité du service, que ces tournées soient constatées, et que le compte rendu en soit mis chaque année sous les yeux de l'inspecteur de la division. Les observations consignées sur le registre des tournées auront d'ailleurs une grande utilité : elles fixeront les souvenirs de l'ingénieur qui les aura faites et lui rappelleront les dispositions qu'il doit prendre; de plus, elles éveilleront l'attention des successeurs et leur permettront de profiter de l'expérience de leurs devanciers.

Registre des notes sur le personnel (1). Il est d'un grand intérêt que les notes données successivement aux ingénieurs et aux agents sous leurs ordres, soient conservées et réunies sur un registre spécial, dans un article consacré à chacun. Les notes des années précédentes ne sauraient être sans influence sur le jugement du chef de service ; il faut donc que celui qui les a données, de même que le chef nouveau qui n'a pas encore eu le temps de se former une opinion personnelle, puisse les consulter à chaque instant, sans être obligé d'aller les rechercher péniblement dans des documents épars.

Les notes dont il s'agit sont de leur nature confidentielles ; elles doivent être tenues secrètes. J'attache une grande importance à ce que cette règle soit observée : il ne faut pas que la crainte d'une indiscrétion puisse empêcher le chef de service d'exprimer, ainsi que son devoir l'y oblige, sa pensée tout entière sur chacun de ses subordonnés.

Registre des ordres de service aux entrepreneurs. L'administration a plusieurs fois recommandé d'inscrire sur un registre spécial les ordres de service donnés aux entrepreneurs. L'instruction réglementaire rend la tenue de ce registre obligatoire, et détermine les formalités à remplir tant pour l'inscription régulière des ordres que pour leur notification aux entrepreneurs.

Registre des nivellements. Des opérations nombreuses sont exécutées chaque année par les agents de l'administration des ponts et chaussées sur tous les points de la France ; il y a lieu de penser que, si les résultats de ces observations sont conservés et coordonnés, le relief de toutes les parties du territoire sera bientôt parfaitement connu, et l'étude de toutes les voies nouvelles de communication notablement simplifiée. Un registre de nivellements, tenu avec soin dans les bureaux des ingénieurs, donnera pour les travaux de l'État, des départements et des communes, les plus utiles renseignements.

Il est essentiel que MM. les ingénieurs emploient tous les moyens à leur disposition pour s'assurer de l'exactitude des résultats à inscrire sur ce registre ; ces résultats devront d'ailleurs être rattachés à des points invariables choisis avec soin, ou à des repères en métal scellés sur les monuments publics et sur les constructions particulières. Il conviendra que, dans ce dernier cas, la cote des hauteurs par rapport au niveau de la mer, et, s'il y a lieu, au plan de comparaison de la localité, soit gravée sur le métal ou indiquée par des lettres en relief (2).

Lorsqu'il y aura dans le bureau un plan à échelle assez grande, ou lorsque l'on pourra se procurer à peu de frais un calque du plan au dix-millième du cadastre, les cotes de nivellement dont l'exactitude aura été constatée y seront successivement inscrites. Ces plans seront collés sur toiles, et toutes précautions seront prises pour en assurer la conservation.

Atlas des dessins d'exécution. La nécessité de reproduire par des dessins les détails d'exécution des ouvrages d'art est depuis longtemps reconnue : au point de vue du contrôle que l'administration doit exercer, l'examen de ces dessins permet de s'assurer si les prescriptions des projets approuvés ont été exactement suivies ; d'un autre côté, si plus tard les ouvrages exigent des réparations, ou s'il est nécessaire d'y apporter des changements, ces dessins donnent sur le mode de construction tous les ren-

(1) Voir *infra*, n° 332.

(2) Voir *infra*, n° 325.

seignements propres à faciliter l'adoption des dispositions les plus convenables.

Les détails importants des ouvrages et surtout les détails des parties qui doivent rester cachées, ou qu'il serait difficile de relever exactement plus tard, seront rapportés sur l'atlas.

Je recommande à MM. les ingénieurs de faire exécuter ces dessins avec tout le soin nécessaire pour en assurer l'exactitude complète, mais de n'y mettre aucun luxe inutile et de n'y faire consacrer que le temps indispensable.

MM. les inspecteurs divisionnaires, en apposant leur visa sur l'atlas, désigneront, s'il y a lieu, les dessins dont la copie devra être envoyée au ministère, et fourniront ainsi les éléments d'une collection précieuse, qui pourra être ultérieurement publiée.

Feuilles de rappel. Plusieurs ingénieurs en chef adressent, à des époques périodiques, aux ingénieurs ordinaires, des feuilles de rappel de toutes les affaires dont l'instruction se prolonge au delà de certains délais déterminés. Il convient que cet usage soit généralisé; c'est pour le chef et les subordonnés un moyen de constater la situation de leur service, et de faire cesser les négligences qui peuvent se produire.

Les délais à déterminer pour chaque espèce d'affaires seront fixés par les ingénieurs en chef, et modifiés, s'il y a lieu, conformément aux prescriptions des inspecteurs divisionnaires.

Archives et inventaires. L'instruction prescrit diverses dispositions pour l'arrangement des archives et la tenue des inventaires. Ces prescriptions devront être mises à exécution dans un délai aussi court que le permettront les exigences du service.

Toutefois, je sais que, dans un assez grand nombre de bureaux, les archives de même que les inventaires sont tenus, dès à présent, avec régularité, et je reconnais qu'il y aurait des inconvénients à changer pour ces bureaux l'ordre établi, afin d'y substituer des formes nouvelles. C'est à MM. les inspecteurs divisionnaires qu'il appartient de décider, pour chaque service, si les choses peuvent rester provisoirement dans l'état où elles sont aujourd'hui, ou s'il convient de se conformer aux dispositions réglementaires, et dans quel délai le travail nécessaire à cet effet devra être terminé.

Dans tous les cas, les dispositions relatives au timbre et aux mouvements des objets appartenant à l'État devront être mises à exécution dans le délai fixé par l'instruction.

Magasins. Il n'existe qu'un petit nombre de travaux qui exigent un magasin pour la conservation de matières appartenant à l'État, destinées à être mises ultérieurement en œuvre. Toutes les prescriptions de l'instruction peuvent y être immédiatement appliquées sans difficulté.

Remise du service en cas de remplacement. Lorsqu'un ingénieur est remplacé, la remise de son service à l'ingénieur qui lui succède ne se fait pas toujours régulièrement. Le nouveau règlement contient à cet égard des dispositions dont l'exécution pourvoira à une véritable nécessité, en engageant à la fois la responsabilité des deux ingénieurs intéressés. Je saisis cette occasion d'inviter MM. les ingénieurs à s'efforcer toujours, lorsqu'ils vont quitter un service, de terminer toutes les affaires qu'à raison de la connaissance de certaines circonstances ils sont tenus en mesure de traiter convenablement; cette observation s'applique surtout au règlement des comptes des en-

trepreneurs; si, comme il arrive assez souvent, il est presque impossible de terminer ces comptes avant l'époque fixée pour le départ, il faut au moins que MM. les ingénieurs laissent à leur successeur tous les renseignements nécessaires, et se mettent, de plus, en mesure de produire ultérieurement les justifications qui pourront leur être demandées, tant sur les difficultés élevées par les entrepreneurs que sur les augmentations de dépense qui seraient la conséquence de leur gestion.

Visite annuelle des bureaux de l'ingénieur ordinaire par l'ingénieur en chef. Indépendamment du contrôle incessant que les productions des ingénieurs ordinaires, l'examen des affaires et ses propres tournées le mettent à même d'exercer, l'ingénieur en chef doit veiller à ce que le service intérieur des bureaux se fasse régulièrement, et à ce que toutes les prescriptions réglementaires soient exactement observées. J'ai reconnu que, pour rendre leur action aussi efficace que l'exige l'intérêt d'une bonne administration, il est utile qu'un procès-verbal constate les résultats de la visite faite annuellement par l'ingénieur en chef dans les bureaux de l'ingénieur ordinaire.

Ces procès-verbaux formeront une partie essentielle des comptes rendus sur la tenue des bureaux et sur la comptabilité.

Frais d'impression des formules. Toutes les formules dont les modèles sont joints à l'instruction seront imprimées par les soins de MM. les ingénieurs en chef, auxquels l'administration fera parvenir prochainement quelques exemplaires de chacune, destinés à servir de types. Les frais seront payés sur les crédits ouverts pour les dépenses diverses, sauf, toutefois, en ce qui touche les formules n^{os} 21 et 22, qui, comme par le passé, doivent rester à la charge des ingénieurs.

Les frais de reliure des registres et d'acquisition des timbres seront payés sur les mêmes fonds (1). Il sera rendu compte de ces dépenses dans les formes ordinaires.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse des ampliations à MM. les ingénieurs en chef et ordinaires des ponts et chaussées.

Instruction sur la tenue des bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées.

CHAPITRE 1^{er}. ENREGISTREMENT DES AFFAIRES. — ART. 1^{er}. Toutes les affaires qui sont adressées aux ingénieurs, soit hiérarchiquement, soit par des personnes étrangères à l'administration des ponts et chaussées, et celles dont les ingénieurs prennent eux-mêmes l'initiative, sont inscrites, à mesure qu'elles se produisent, sur des registres d'ordre. Il n'est fait d'exception à cette règle que pour les pièces de comptabilité qui sont portées sur les livres spéciaux prescrits par le règlement du 28 septembre 1849, les envois périodiques dont la date précise est fixée par les instructions, et les pièces ou les renseignements que par leur nature ou par leur peu d'importance il est suffisant de classer.

SERVICE DE L'INGÉNIEUR EN CHEF. — ART. 2. Registres d'ordre. L'ingénieur en chef fait tenir dans son bureau :

(1) L'administration, par diverses décisions spéciales, a admis que l'acquisition de cartons destinés à renfermer les archives pouvait avoir lieu sur les fonds du service, mais qu'il n'en est pas ainsi des cartons de bureau, renfermant les papiers d'un usage habituel, dont les frais d'achat doivent rester à la charge des ingénieurs et être payés sur les frais fixes.

- 1° Un registre d'ordre des affaires diverses, modèle n° 1.
- 2° Un registre d'ordre des permissions de voirie et des indemnités de terrains auxquelles ces permissions peuvent donner lieu, modèle n° 2.
- 3° Un registre d'ordre des procès-verbaux de contravention à la police de la grande voirie, modèle n° 3.
- 4° Un registre d'ordre des affaires d'usines, d'irrigations, de curage et de dessèchements, modèle n° 4.

Ce dernier registre se divise en trois parties :

La première comprend les affaires d'usines et d'irrigations ;

La deuxième les curages ;

La troisième les dessèchements.

Chaque partie du registre a une série spéciale de numéros d'ordre.

2. Pour chaque espèce de registre, la même série de numéros d'ordre est suivie pendant cinq années, quel que soit le nombre des renouvellements des volumes.

4. *Répertoire.* A chacun des quatre registres d'ordre correspond un répertoire, modèle n° 5, qui comprend toutes les affaires inscrites sur ces registres.

Le répertoire forme un seul volume pour chaque période de cinq années.

Il est divisé par ordre alphabétique, et les feuillets sont découpés de manière à laisser apparente la lettre à laquelle ils se rapportent.

Dans le répertoire des affaires diverses, un article est ouvert à chaque route, rivière, canal, port, chemin de fer, pour les plantations, les statistiques, les instructions de l'administration, etc., etc., suivant la classification plus ou moins détaillée que comporte la multiplicité des affaires du service.

Le répertoire des affaires de voirie et celui des contraventions ne contiendront que les noms des pétitionnaires ou des contrevenants.

Le répertoire des registres d'ordre n° 4 comprendra le nom des pétitionnaires pour les affaires d'usines et d'irrigations ; des articles y seront ouverts pour chaque cours d'eau et pour chaque marais, dans les affaires de curages et de dessèchements.

L'inscription de l'affaire sur le répertoire est constatée par un pointage dans la colonne des numéros d'ordre du registre correspondant. On y met un ou plusieurs signes de convention, suivant que l'affaire, d'après la classification adoptée, est portée sur un ou plusieurs articles du répertoire.

5. *Registre matricule des ingénieurs, conducteurs et agents.* L'ingénieur en chef fait, en outre, tenir dans son bureau un registre matricule du personnel de son service, modèle n° 6.

Ce registre est divisé en deux parties :

La première comprend les ingénieurs ;

La deuxième, les conducteurs et agents qui doivent figurer dans les comptes du personnel dressés pour la tournée de l'inspecteur divisionnaire.

Pour chaque partie, les noms sont portés par ordre alphabétique, sans distinction de grade.

L'état civil de chaque fonctionnaire ou agent y est inscrit, ainsi que l'époque de la nomination à chaque grade et le détail succinct des services rendus.

6. *Extrait du registre matricule à délivrer à chaque fonctionnaire ou agent.* Il est

délivré par l'ingénieur en chef en fonctions un extrait du registre, en ce qui le concerne, à chaque ingénieur ou agent qui quitte le service, modèle n° 7.

Cet extrait est communiqué à l'ingénieur en chef du nouveau service auquel l'ingénieur ou l'agent est attaché, pour être reporté sur le registre matricule de ce service.

7. Registre des tournées de l'ingénieur en chef. Registre des notes sur le personnel. L'ingénieur en chef tient personnellement :

1° Un registre de ses tournées sur toutes les parties des routes, rivières, etc., soumises à sa surveillance, modèle n° 8.

Il y inscrit sommairement les observations recueillies dans ses tournées ;

2° Un registre des notes données, dans le compte du personnel, aux ingénieurs, conducteurs et agents portés sur le registre matricule, modèle n° 9 (1).

Ces deux registres restent constamment entre les mains de l'ingénieur en chef. Ils sont remis directement par lui à son successeur ou conservés sous scellés jusqu'à l'arrivée de ce dernier.

SERVICE DE L'INGÉNIEUR ORDINAIRE. — ART. 8. Registres d'ordre. L'ingénieur ordinaire fait tenir dans son bureau :

1° Un registre d'ordre des affaires diverses, modèle n° 10 ;

2° Un registre d'ordre des permissions de voirie et des indemnités de terrains auxquelles ces permissions peuvent donner lieu, modèle n° 11 ;

3° Un registre d'ordre des procès-verbaux de contravention à la police de la grande voirie, modèle n° 12.

Lorsque les procès-verbaux sont adressés directement au sous-préfet ou à d'autres magistrats, l'ingénieur en donne en même temps avis à l'ingénieur en chef, modèle n° 13 ;

4° Un registre d'ordre des affaires d'usines, d'irrigations, de curages et de dessèchements, modèle n° 14.

Les dispositions prescrites pour la tenue des registres de l'ingénieur en chef et des répertoires correspondants sont applicables au service de l'ingénieur ordinaire.

9. Registre des ordres de service donnés aux entrepreneurs. L'ingénieur ordinaire fait tenir un registre des ordres de service des entrepreneurs, modèle n° 15.

Les ordres donnés aux divers entrepreneurs, avant et pendant l'exécution des travaux, y sont inscrits par ordre chronologique, sans lacune et sans classification, et portés immédiatement à la connaissance de l'entrepreneur, qui appose sa signature en forme de reçu dans la colonne réservée à cet effet. En cas de refus ou d'éloignement de l'entrepreneur, l'ordre lui est notifié, modèle n° 16, au domicile qu'il a élu, par un agent de l'administration, et mention est faite sur le registre du nom de l'agent et de la date de la notification.

Il est formé, à la fin du registre, un répertoire dans lequel un article est réservé à chaque entreprise.

10. Sur les chantiers assez importants pour qu'un bureau y soit affecté et qu'un

(1) Ce registre a été supprimé par l'instruction du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 21 avril 1859.

conducteur y soit placé à demeure, il pourra être ouvert un registre spécial d'ordres de service, semblable au registre général.

11. Les ordres sont inscrits sur le registre par les soins de l'ingénieur ordinaire, soit que l'ingénieur en chef, dans sa correspondance, ait pris l'initiative de ces ordres, soit qu'ils émanent de l'ingénieur ordinaire lui-même. Dans le premier cas, il est fait mention de la date de la lettre écrite par l'ingénieur en chef.

L'ingénieur en chef, dans ses tournées, lorsqu'il le juge nécessaire, inscrit lui-même ses ordres sur le registre.

En cas d'urgence constatée, le conducteur détaché sur un atelier isolé où il existe un registre spécial, pourra donner des ordres de service à l'entrepreneur, et les inscrire sur le registre, mais il en rendra compte immédiatement à l'ingénieur.

Dans tous les cas, l'ingénieur ou le conducteur appose sa signature au bas de l'ordre qu'il a donné.

12. *Registre des nivellements.* L'ingénieur ordinaire fait tenir un registre des nivellements, modèle n° 17.

Les résultats de toutes les opérations faites pour les besoins du service y sont inscrits.

Les nivellements sont toujours rattachés à des points fixes, choisis avec soin, et, s'il y a lieu, à des repères placés à cet effet par les agents de l'administration. Ils sont rapportés au niveau de la mer, ou, lorsqu'il est impossible de les rattacher immédiatement à des repères dont la position a été déterminée avec exactitude, à un plan de comparaison arbitraire, en ayant soin d'opérer la transformation aussitôt que les exigences du service le permettent.

Lorsqu'il y a un plan de comparaison adopté pour le département ou pour la localité dans laquelle se font les opérations, les cotes de nivellement, par rapport à ce plan, sont inscrites dans une colonne spéciale.

Il est fait mention sur le registre de la date des opérations et du nom des agents qui les ont faites ou vérifiées.

13. *Atlas des dessins d'exécution.* A la fin de chaque année, l'ingénieur ordinaire fait faire les dessins des ouvrages d'art exécutés dans la campagne.

Ces dessins, rapportés sur des feuilles de dimensions uniformes, sont signés de l'ingénieur ordinaire, reçoivent un numéro d'ordre et sont réunis en atlas. Une table est dressée en tête de l'atlas et reçoit la mention des feuilles qui y ont été réunies.

Les plans, coupes et élévations de toutes les parties des ouvrages seront figurés d'après les échelles prescrites pour les projets, avec les dimensions exactes données dans l'exécution. On y inscrira les cotes qui seraient nécessaires. On indiquera sur les coupes la nature et l'épaisseur des couches de terrain dans lesquelles les fondations sont engagées ainsi que les sondages qui auraient été faits, soit avant, soit pendant l'exécution des travaux.

On ajoutera, s'il y a lieu, une notice relatant les principales difficultés d'exécution et les dépenses de construction.

14. *Registre matricule des ingénieurs, conducteurs et agents.* L'ingénieur ordinaire fait tenir dans son bureau un registre matricule des conducteurs et agents employés dans son service, modèle n° 6.

15. *Registre des tournées de l'ingénieur ordinaire. Registre des notes sur le personnel.* Il tient personnellement :

1° Un registre de ses tournées sur toutes les parties de routes, rivières, etc., soumises à sa surveillance, modèle n° 8.

Il y inscrit sommairement les observations recueillies dans ses tournées.

2° Un registre des notes données, dans le compte du personnel, aux conducteurs et agents portés sur le registre matricule, modèle n° 18 (1).

Ces deux registres restent constamment entre ses mains et sont remis à son successeur, comme il est dit pour les registres correspondants de l'ingénieur en chef.

DISPOSITIONS COMMUNES AU SERVICE DE L'INGÉNIEUR EN CHEF ET A CELUI DE L'INGÉNIEUR ORDINAIRE. — ART. 16. *Chaque affaire doit recevoir un timbre.* En même temps qu'elle est portée sur le registre d'ordre, chaque affaire reçoit un timbre de forme ovale, portant en encre bleue,

Pour l'ingénieur en chef :

« Ponts et chaussées. »
« Département de ou service de »
« Ingénieur en chef. »

Pour l'ingénieur ordinaire :

« Ponts et chaussées. »
« Arrondissement de »
« Ingénieur ordinaire. »

On y inscrit, avec la date de l'enregistrement, le numéro d'ordre de l'affaire, précédé de la lettre indicative du registre auquel ce numéro se rapporte.

17. Lorsque le dossier est composé de pièces qui ne sont ni relatées dans la lettre d'envoi, ni déterminées par la nature même de l'affaire, il y est joint un bordereau, modèle n° 19. Les pièces, après avoir été numérotées par ordre de dates, y sont inscrites avec leurs numéros.

Le timbre d'enregistrement est apposé sur le bordereau.

CHAPITRE 2. TRANSMISSION DES PIÈCES. — INSTRUCTION DES AFFAIRES. — ART. 18. *Transmission des pièces à l'ingénieur ordinaire.* L'ingénieur en chef, en transmettant une affaire à l'ingénieur ordinaire, soit pour lui demander des renseignements ou son avis, soit à titre de simple communication, indique les motifs de la transmission. L'ordre de transmission est inscrit sur la pièce qui a reçu le timbre d'enregistrement, ou sur le bordereau. Il est daté et signé. L'ingénieur en chef y ajoute, s'il y a lieu, des instructions spéciales, soit sur la pièce même, soit, au besoin, par une lettre d'envoi.

19. *Demande de renseignements au conducteur.* Lorsqu'il y a lieu, pour l'instruction d'une affaire, de demander des renseignements à un conducteur, l'ingénieur ordinaire lui adresse, avec les pièces qu'il est utile de lui communiquer, un ordre de service, modèle n° 20.

(1) Ce registre a été supprimé par l'instruction du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 21 avril 1859.

Les renseignements, plans et profils nécessaires sont rapportés sur la feuille même qui porte l'ordre de service, et, s'il y a lieu, sur des feuilles annexes.

L'ordre de service est ensuite renvoyé par le conducteur et conservé dans le bureau de l'ingénieur ordinaire.

20. Lorsqu'une pièce lui est adressée à titre de communication, l'ingénieur ordinaire, par une annotation mise sur la pièce même, datée et signée de lui, constate qu'il a pris copie ou extrait de la pièce communiquée. Lorsque son avis ou des renseignements lui sont demandés, il produit un rapport qui est annexé aux pièces du dossier.

L'ingénieur en chef y joint son avis ou y appose un simple visa, en indiquant qu'il adopte les conclusions de l'ingénieur ordinaire.

21. Les rapports et les lettres des ingénieurs sont écrits sur des feuilles de papier à têtes imprimées, modèles n^{os} 21 et 22.

22. *État des affaires en retard.* Le 10 de chaque mois, l'ingénieur en chef adresse à l'ingénieur ordinaire l'état des affaires en retard dans son arrondissement, modèle n^o 23.

Les délais nécessaires pour l'instruction de chaque espèce d'affaires sont provisoirement fixés par l'ingénieur en chef.

L'ingénieur ordinaire indique sur cet état la situation et l'époque présumée de l'expédition de chaque affaire. Il y fait, en outre, inscrire, à la quatrième page, les affaires de toute nature qui lui ont été adressées avant la fin du mois précédent par d'autres personnes que par l'ingénieur en chef, et auxquelles il n'a pas encore répondu.

L'état est renvoyé dans les cinq jours à l'ingénieur en chef.

23. Le résumé des états des affaires en retard adressés dans le cours d'une année à chaque ingénieur ordinaire, modèle n^o 24, est joint au compte rendu de l'inspecteur divisionnaire sur la tenue des bureaux.

CHAPITRE 3. CONSERVATION DES ARCHIVES ET OBJETS APPARTENANT À L'ÉTAT. — ART. 25. *Composition et arrangement des papiers et des dessins du service courant.* Les minutes des lettres et rapports, des pièces écrites et des dessins des projets doivent être rendues exactement conformes aux pièces expédiées.

Elles portent les mêmes dates, les mêmes écritures, le timbre d'enregistrement et le numéro d'ordre du registre.

Elles sont, ainsi que les pièces adressées aux ingénieurs et qui doivent rester dans leurs bureaux, classées par natures d'affaires et conservées dans des cartons étiquetés (1).

Elles sont numérotées par ordre chronologique et recouvertes d'une chemise modèle n^o 25, sur laquelle on inscrit le numéro, la date et la désignation sommaire de chacune des pièces.

On reporte, en outre, sur la pièce même, l'indication abrégée du titre du dossier, toutes les fois que le titre ou la nature de la pièce ne suffisent pas pour faire immédiatement reconnaître à quelle liasse elle appartient.

(1) Voir la note relative à l'avant dernier paragraphe de la circulaire du ministre des travaux publics, en date du 26 juillet 1852.

Chaque dossier se subdivise, s'il y a lieu, en plusieurs liasses, dont chacune est recouverte par une chemise, comme il est dit ci-dessus. Dans ce cas on se borne à écrire sur la chemise enveloppe du dossier le titre de chaque liasse.

25. Composition et arrangement des archives. Tous les plans, dessins, projets, mémoires, titres et papiers relatifs à l'administration des ponts et chaussées, alors qu'ils se rapportent à des affaires des exercices antérieurs dont l'instruction ou la liquidation est terminée, et qu'ils ne sont pas d'ailleurs d'un usage habituel pour les besoins du service, font partie des archives.

Les archives sont inventoriées et classées par dossiers, suivant l'ordre de l'inventaire, dans des cartons d'un même format, placés debout comme les livres d'une bibliothèque.

Sur le dos de chaque carton, on inscrit le numéro d'ordre de l'inventaire, le titre des dossiers et l'indication des exercices auxquels ils se rapportent.

26. Inventaire. L'inventaire détaillé des archives, des cartons, des instruments et du mobilier appartenant à l'État et existant dans des bureaux des ingénieurs, sera divisé en deux sections :

La première comprendra les archives proprement dites, modèle n° 26 ;

La deuxième, les papiers, cartes et plans qui sont d'un usage habituel, les instruments et autres objets appartenant à l'État.

27. Inventaire des archives. L'inventaire des archives formera un volume à part. Les dossiers y seront portés par nature d'affaires, et suivant l'ordre alphabétique.

Pour les pièces de comptabilité et les affaires qui se reproduisent chaque année, on laissera, à la suite de chaque article, le nombre de lignes nécessaires pour pouvoir comprendre sous le même numéro d'ordre les inscriptions des années suivantes.

28. Inventaire des papiers et plans d'un usage habituel, des instruments et objets mobiliers appartenant à l'État. La seconde section de l'inventaire comprendra quatre parties :

On portera dans la première les papiers et les plans qui sont d'un usage habituel pour les besoins du service, modèle n° 27 : les pièces y seront classées comme il est dit à l'article 27 pour les archives ;

Dans la deuxième, les livres, et les cartes et plans qui ne se rapportent pas à des mémoires et projets classés, modèle n° 28 ;

Dans la troisième, modèle n° 29, les instruments qui appartiennent à l'administration : on suivra, pour la rédaction de cette partie de l'inventaire, les instructions contenues dans la circulaire du 10 octobre 1849 (1) ;

Dans la quatrième, modèle n° 30, les tableaux, bureaux, tablettes et cartons faisant partie du mobilier du bureau et appartenant à l'administration.

Il n'y aura, pour les deux sections de l'inventaire, qu'une seule série de numéros d'ordre. On réservera, à la suite de chaque section, de chaque partie et de chaque subdivision, les nombres de pages et de numéros d'ordre présumés nécessaires pour que le même registre puisse recevoir l'inscription de nouveaux articles pendant un assez grand nombre d'années.

(1) Voir *suprà*, n° 170 bis.

29. Dans le premier trimestre de chaque année, les ingénieurs procèdent à l'examen des dossiers qui peuvent être mis aux archives, et les font porter sur l'inventaire.

Les livres, cartes, instruments et autres objets sont portés sur l'inventaire au moment de l'acquisition.

30. Une copie de l'inventaire de chaque arrondissement est remise à l'ingénieur en chef.

Chaque année, à la fin du premier trimestre, l'ingénieur ordinaire adresse à l'ingénieur en chef l'état des nouveaux articles inscrits sur l'inventaire de son arrondissement, modèle n° 31.

31. Les chemises des dossiers, les livres, cartes et plans, reçoivent un timbre de forme circulaire portant, en encre noire,

Pour l'ingénieur en chef :

« *Ponts et chaussées.* »
« *Département de ou service de* »
« *Inventaire de l'ingénieur en chef.* »
« *N° ...* »

Pour l'ingénieur ordinaire :

« *Ponts et chaussées.* »
« *Arrondissement de* »
« *Inventaire de l'ingénieur ordinaire.* »
« *N° ...* »

Les autres objets sont, autant que possible, marqués des lettres P. C., soit lacrustées dans le bois, soit gravées sur le métal, et reçoivent une étiquette portant le timbre de l'inventaire.

32. *Déplacement des pièces et objets portés sur l'inventaire.* Les pièces faisant partie des archives ne peuvent être déplacées qu'avec l'autorisation de l'ingénieur en chef.

Les instruments et autres objets portés sur l'inventaire et appartenant aux bureaux des ingénieurs ne peuvent en sortir que pour les besoins du service, sur l'ordre de l'ingénieur ordinaire et sur le reçu du fonctionnaire ou des agents à qui ils sont remis.

Le commis d'ordre du bureau tient un journal des déplacements, modèle n° 32. Il inscrit sur l'inventaire, dans la colonne d'observations, le numéro d'ordre du journal.

Lorsque les objets lui sont rendus, il remet à la personne intéressée le reçu, modèle n° 33, après l'avoir signé pour décharge. Il passe un trait sur le numéro d'ordre inscrit dans la colonne d'observations de l'inventaire.

33. *Inventaire des outils et machines.* Lorsqu'il existe dans un service des outils, ustensiles et machines, ils sont inscrits sur l'inventaire, dont ils forment une cinquième partie, modèle n° 30 bis. Ils sont marqués des lettres P. C., et, autant que possible, portent les numéros de l'inventaire.

Un extrait de l'inventaire, certifié par l'ingénieur, est remis à l'employé chargé de la garde des outils et machines.

Cet employé ne peut se dessaisir d'aucun objet que d'après l'ordre de l'ingénieur ou du conducteur délégué et sur le reçu du dépositaire. Il procède d'ailleurs comme il est dit article 32.

La situation du dépôt qui lui est confié est vérifiée par les soins de l'ingénieur ordinaire, aux époques fixées par l'ingénieur en chef et au moins une fois par an.

Les résultats de cette vérification sont adressés à l'ingénieur en chef.

Lorsque les outils sont remis à des cantonniers pour leur service ordinaire, la désignation de ces outils est, en outre, inscrite sur leur livret.

34. L'ingénieur en chef peut retirer du bureau d'un arrondissement, pour les réunir à ses archives, ou les affecter à un autre arrondissement, les papiers, plans, cartes, instruments, outils, etc., lorsqu'il juge que cette précaution est nécessaire pour assurer la conservation des pièces ou que l'intérêt du service exige cette nouvelle affectation.

Il en est alors fait mention sur l'inventaire de l'arrondissement, en regard de l'inscription des pièces ou objets, par une note que l'ingénieur en chef vise lors de sa tournée.

35. L'ingénieur en chef envoie à chaque ingénieur ordinaire le catalogue des livres, cartes et mémoires généraux ou particuliers de ses archives et de celles des autres ingénieurs, afin que chacun puisse demander en communication les livres et les documents qu'il a besoin de consulter.

CHAPITRE 4. CONSERVATION ET MOUVEMENT DE MATIÈRES APPROVISIONNÉES DANS LES MAGASINS DE L'ÉTAT. — ART. 36. *Magasins.* Sur les travaux où il est nécessaire d'avoir un magasin pour y renfermer les matières appartenant à l'État qui sont destinées à être mises en œuvre ultérieurement, un employé est préposé à la garde du magasin. Il est chargé de la conservation des matières et en est responsable.

Les matières sont disposées dans le magasin de la manière la plus propre à en faciliter la reconnaissance et la vérification.

Le préposé tient un journal, modèle n° 34, et un registre, modèle n° 35, destinés à faire connaître tous les objets dont se compose le magasin et tous les mouvements que ces objets viennent à éprouver.

Il inscrit sur le journal, par ordre chronologique, sans lacune et sans classification, toutes les entrées et les sorties des matières.

Le registre est divisé en deux parties :

La première comprend la nomenclature, dans un ordre méthodique, de toutes les matières, en donnant à chaque objet un numéro d'ordre spécial qui ne doit jamais être changé. A la suite des inscriptions de chaque série d'objets, il est réservé un certain nombre de numéros d'ordre, afin de pouvoir porter dans la nomenclature les objets nouveaux qui entreraient en magasin. Si les numéros réservés ne suffisent pas, on fait usage de numéros plus élevés que ceux de la dernière série de nomenclature.

Des étiquettes placées dans le magasin indiquent le n° d'ordre de chaque objet.

La deuxième partie comprend les comptes ouverts à chacune des espèces de matières du magasin. Il est réservé, pour chaque espèce, une ou plusieurs pages, suivant la fréquence des mouvements auxquels elle peut donner lieu.

37. Aucun objet ne doit entrer en magasin sans un bon d'entrée, modèle n° 36, détaché d'un registre à souche, signé par l'ingénieur ou par le conducteur autorisé par l'ingénieur en chef, sur la proposition de l'ingénieur ordinaire.

Aucun objet ne peut sortir du magasin que sur un bon, modèle n° 37, signé de l'ingénieur ou du conducteur autorisé.

Les bons d'entrée et de sortie sont imprimés sur des papiers de couleurs différentes.

Le préposé à la garde du magasin donne un reçu à la personne qui lui remet les objets; il exige un reçu de celle à qui il les remet.

38. Les diminutions de quantités par suite de déchets, d'avaries, de pertes résultant d'accident ou de toute autre cause dûment constatée, sont portées en sortie d'après les bons qui sont signés par l'ingénieur ordinaire et approuvés par l'ingénieur en chef.

39. A la fin de chaque semestre, et plus souvent si cela est jugé nécessaire, le préposé adresse à l'ingénieur ordinaire un état général de la situation du magasin, modèle n° 38.

40. L'ingénieur ordinaire transmet à l'ingénieur en chef, le 25 des mois de janvier et juillet, après l'avoir vérifié, l'état semestriel de la situation du magasin.

CHAPITRE 5. MESURE A PRENDRE EN CAS DE REMPLACEMENT OU DE DÉCÈS D'UN INGÉNIEUR.

ART. 41. Lorsqu'un ingénieur est remplacé, il doit, avant son départ, procéder à la vérification des archives et des objets portés sur l'inventaire, de concert avec son successeur. Il lui en fait en même temps la remise.

Le nouvel ingénieur donne son reçu sur une des dernières pages de l'inventaire. Il y ajoute, s'il y a lieu, des observations qui sont visées par son prédécesseur.

42. L'ingénieur partant remet en outre tous les dossiers et les registres tenus conformément aux instructions, ainsi que les livres de comptabilité et les pièces à l'appui.

Un procès-verbal, dressé contradictoirement entre les deux ingénieurs, contient la désignation de toutes les pièces dont la remise n'a pas été opérée.

43. Lorsqu'un ingénieur est obligé de partir avant l'arrivée de son successeur, il fait provisoirement la remise des archives, si c'est un ingénieur en chef, à l'ingénieur ordinaire du chef-lieu; et, si c'est un ingénieur ordinaire, à l'ingénieur d'un arrondissement voisin, ou à un conducteur désigné par l'ingénieur en chef.

44. En cas de décès d'un ingénieur ordinaire ou d'un ingénieur en chef, un ingénieur ordinaire désigné par l'ingénieur en chef, dans le premier cas, ou la personne désignée par le ministre, dans le second cas, procède sans délai au recensement de l'inventaire des bureaux, à l'enlèvement des objets y énoncés, et au séquestre et enlèvement provisoire, ainsi qu'au triage de tous les plans, mémoires et cartes relatifs à l'administration des ponts et chaussées.

Si, parmi les papiers, cartes et plans appartenant à la succession, il s'en trouve qui puissent être utiles au service des ponts et chaussées, ils seront retenus en en payant la valeur, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 13 nivôse an X.

CHAPITRE 6. SURVEILLANCE EXERCÉE PAR L'INGÉNIEUR EN CHEF ET PAR L'INSPECTEUR DE

LA DIVISION. — ART. 45. *Visite annuelle des bureaux des ingénieurs ordinaires par l'ingénieur en chef.* Du 1^{er} mars au 1^{er} mai de chaque année, l'ingénieur en chef procède à la visite du bureau de chacun des ingénieurs ordinaires sous ses ordres.

Il vise et arrête tous les registres prescrits pour la tenue des bureaux, l'inventaire et le registre du magasin, ainsi que les livres de comptabilité et les pièces élémentaires qu'il juge utile de consulter.

Il rend compte des résultats de ses vérifications dans deux procès-verbaux séparés, le premier se rapportant à la tenue des bureaux, modèle n° 39, et le second, à la comptabilité, modèle n° 40.

Ces procès-verbaux sont annexés au compte de tournée remis à l'inspecteur de la division.

46. *Tournée de l'inspecteur divisionnaire.* L'inspecteur de la division s'assure que les différents registres et livres de comptabilité prescrits par les instructions sont régulièrement tenus, tant dans les bureaux de l'ingénieur en chef que dans ceux des ingénieurs ordinaires.

Il vise ceux de ces registres qu'il a pu examiner.

Il se fait représenter et vise les registres que les ingénieurs doivent tenir personnellement.

Il s'assure que tous les dessins des ouvrages d'art exécutés dans la campagne précédente sont rapportés sur l'atlas. Il désigne, parmi les dessins de l'atlas, ceux dont il juge utile de faire adresser une copie au ministère des travaux publics.

Il s'assure que les inventaires sont à jour, les pièces classées avec exactitude et les dessins rangés et conservés avec soin.

Il donne enfin toutes les instructions qui lui paraissent nécessaires pour que les dispositions prescrites pour la comptabilité et pour la tenue des bureaux soient appliquées avec uniformité.

47. Les dispositions de la présente instruction seront mises à exécution à partir du 1^{er} janvier 1853.

227.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.

9 août 1852.

Routes nationales. — Entretien des plantations. — Instructions.

Monsieur le Préfet, en traçant, par une circulaire du 17 juin 1851, la marche à suivre pour l'établissement des plantations sur le sol des routes nationales, je vous annonçais l'envoi ultérieur d'instructions spéciales relatives à l'entretien de ces plantations.

J'ai l'honneur de vous adresser ces instructions; sans doute, elles ne renferment pas tous les détails que comporte l'entretien des plantations des routes, mais elles résument les principes généraux des meilleures méthodes, ainsi que les principales conditions à observer. Je n'ai pas besoin d'en recommander la stricte exécution à MM. les ingénieurs. Je compte même sur leur zèle éclairé pour suppléer à ce que ces instructions auraient d'incomplet.

Veillez, Monsieur le Préfet, m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs en chef et d'arrondissement.

Instruction pour l'entretien des plantations.

L'entretien des plantations a deux objets distincts :

1° Les soins à donner aux arbres ;

2° Le remplacement de ceux qui viennent à mourir.

1° SOINS A DONNER AUX ARBRES. — Par une instruction en date du 17 juin 1851 on a déjà indiqué les soins à donner aux arbres pendant les premières années de la plantation ; on rappellera sommairement ici en quoi ils consistent ; puis on entrera, pour chaque genre de travail, dans quelques détails relatifs aux soins généraux qu'exigent les plantations de tout âge.

Binages ou labours. Deux binages ou labours annuels seront faits pendant les premières années de la plantation : le premier, au mois de mars ou d'avril, le second, au mois de novembre ; on les exécutera sur une superficie au moins égale à celle du tron de plantation, mais en ayant soin de ne pas offenser les racines qui pourraient glisser à la surface du sol.

Ces labours seront continués jusqu'à ce que l'arbre ait environ dix ans de plantation ; toutefois, à partir de la troisième ou de la quatrième année, on pourra se contenter d'un seul labour fait au mois de mars.

Dans les terrains humides, quand l'arbre offre une belle croissance, on cesse, sans inconvénient, le binage même avant la dixième année ; mais, si les terrains sont secs, s'ils sont glaiseux et forment facilement une croûte dure à la surface par les temps chauds, il est indispensable de prolonger les labours.

Arrosages. Les arrosages sont recommandés par l'instruction de 1851 ; ils sont, en effet, très-utiles à la bonne venue des arbres dans leurs premières années ; mais ils sont souvent difficiles sur les routes, ou du moins ils entraîneraient à des dépenses trop considérables ; d'ailleurs, l'arbre, en croissant, jette des racines plus profondes et risque moins d'être atteint par la sécheresse.

Cependant, il est un soin que l'on peut prendre ; il consiste à pratiquer, sur la partie de l'acotement la plus rapprochée de la plantation, de petites rigoles qui aboutissent au pied de l'arbre et y conduisent les eaux de pluie ; ces dépressions peu sensibles ne gênent pas la circulation des voitures ; elles recueillent les eaux qui coulent sur l'acotement, et viennent ainsi entretenir l'humidité autour des racines.

Échenillage. L'échenillage doit être fait, non-seulement dans l'intérêt de l'arbre, mais aussi dans l'intérêt général ; et il appartient à l'administration de donner l'exemple, en se conformant à la loi qui le prescrit (1).

Du reste, quel que soit l'âge de l'arbre, l'échenillage doit toujours être fait avec soin : les plantations souffrent beaucoup quand on laisse dévorer leurs feuilles par les chenilles.

Ébourgeonnement et taille. On a fait remarquer, dans l'instruction de 1851, que la taille des arbres forestiers, ordinairement négligée ou livrée à des mains inhabiles, doit être conduite de manière à faire acquérir aux arbres de belles dimensions en hau-

(1) Voir *suprà*, n° 33.

teur et en grosseur; on y rappelait combien il est important de laisser aux jeunes arbres une belle tête, et on fixait au tiers environ de la hauteur totale la partie où il convient de conserver des branches; on ajoutait qu'il fallait répartir les branches le plus symétriquement possible autour de la tige, qui doit toujours dominer; que les branches latérales disposées à s'emporter et à absorber une trop grande quantité de nourriture, et celles qui s'étendent horizontalement, doivent être coupées, d'abord, à quelque distance du tronc (15 à 20 centimètres), et ensuite retranchées tout à fait.

Enfin, on prescrivait les ébourgeonnements, qui complètent l'effet de la taille en anéantissant, au moment où elles se forment, les pousses qui naissent sur le tronc et à ses dépens.

A ces principes généraux, il convient d'ajouter quelques détails, qui s'appliqueront surtout aux arbres qui ont déjà quelques années de plantation.

L'ébourgeonnement doit être continué tant qu'il se présente des pousses autour du tronc; mais, quand l'arbre a pris de la force, quand surtout on lui a réservé une tête suffisante, toute la sève se porte vers les branches, et les bourgeons ne se présentent plus; si on en remarque quelquefois sur des arbres déjà âgés, c'est une preuve que ces arbres sont mal dirigés et qu'on ne laisse pas assez de branches à la tête.

La taille, dans les premières années, a une très-grande importance: éviter les doubles cimes, retrancher les gourmands, enlever les branches qui prennent une mauvaise direction, celles qui, par leur force, tendent à empêcher la branche maîtresse de s'élever verticalement; tels sont, comme on l'a déjà dit, les principaux soins qu'exige la taille des arbres forestiers.

La taille doit avoir lieu tous les ans; toutefois, quand l'arbre a pris une certaine force; quand il a dix ans de plantation environ, elle peut se réduire à la surveillance de la cime, qu'il importe d'empêcher de se bifurquer.

Élagage. Mais, à cette époque de la vie de l'arbre, on doit se livrer à une autre opération, c'est l'élagage: l'arbre a acquis assez de force pour que de temps à autre on lui retranche les couronnes inférieures. Cette opération peut se faire tous les trois ans.

L'enlèvement des couronnes inférieures doit s'effectuer de manière que la partie garnie de branches soit toujours, comme dans les premières années, du tiers à la moitié de la hauteur totale de l'arbre; il faut, d'ailleurs, retrancher des branches dans les couronnes supérieures, lorsque ces branches sont trop nombreuses; ce que l'on reconnaît facilement, quand le corps de l'arbre présente une différence notable de grosseur pris au-dessous et au-dessus d'une couronne.

Comme pour la taille, il ne faut pas, en élaguant, couper les branches trop près du corps de l'arbre; en retranchant la branche contre le tronc, il en résulte souvent des pourritures qui, recouvertes par l'écorce, forment par la suite, dans les bois, des nœuds vicieux.

Écorchures. L'entretien d'une plantation exige encore quelques autres soins, et on doit dire un mot des arbres qui reçoivent des chocs, attendu que ceux qui se trouvent dans ce cas sont assez nombreux sur le bord des routes.

L'écorce, lorsqu'elle a été meurtrie et qu'elle n'adhère plus au corps de l'arbre, doit être enlevée; il faut ensuite aviver, en le taillant, le bord de l'écorce non altérée, de manière que les bourrelets qui doivent fermer la plaie puissent se former facile-

ment et venir se rattacher sur le bois sans recouvrir des parcelles pourries de la première écorce.

Il faut aussi avoir le soin de protéger le bois mis à l'air contre l'action de la sécheresse, et on peut le faire utilement en recouvrant la partie écorchée de terre glaise ou de toute autre matière analogue que l'on maintient, au besoin, au moyen d'un morceau de toile grossière.

Arbres dépérissants. Les soins à donner aux accidents produits par les chocs ne sont pas les seuls nécessaires : souvent plantés dans un sol dépourvu de suc nutritifs, on voit les arbres languir ; c'est alors qu'il importe surtout d'amener à leur pied les eaux de la route, attendu qu'elles sont toujours chargées de parcelles d'engrais. On peut aussi prescrire aux cantonniers de ramasser sur la route le fumier qu'y laissent les chevaux, pour le placer au pied des arbres, quand ils labourent le sol.

Maladie de l'écorce. Les insectes qui viennent se loger entre l'écorce et le bois sont souvent cause de maladie pour les arbres, surtout pour ceux dont la surface rugueuse présente à ces insectes plus de moyens de se loger. Ce sont principalement les ormes qui sont sujets à ce genre de maladie : enlever la partie supérieure de l'écorce sous laquelle les insectes sont venus se placer, est le seul moyen d'empêcher l'arbre de périr. On a proposé d'ailleurs de recouvrir les parties où l'on a gratté l'écorce, d'un enduit bitumineux : ce serait un soin peut-être trop minutieux pour les plantations des routes, mais il peut cependant être pris aux abords des villes, où les routes sont de véritables promenades dont les plantations font l'ornement.

Manière d'exécuter les travaux. Tous les travaux que l'on vient d'indiquer doivent être faits avec soin par des ouvriers expérimentés ; en général, il est peu de contrées en France où l'élagage soit exécuté avec l'intelligence nécessaire ; les ingénieurs et les conducteurs seront par suite conduits à former eux-mêmes des ouvriers d'après les principes que l'on vient d'indiquer : c'est assez dire que ces travaux délicats ne peuvent être exécutés qu'en régie et qu'ils exigent une grande surveillance.

Les cantonniers des routes seraient utilement employés à ces travaux, ou au moins on pourrait les confier à ceux de ces ouvriers qui seraient preuve d'intelligence. Ce sont aussi les cantonniers qui auront à faire les labours annuels : ce doit encore être à eux à prendre le soin d'entretenir les épinages et de replacer ou de renouveler les tuteurs quand c'est nécessaire.

2° REMPLACEMENT DES ARBRES QUI VIENNENT À MOURIR. — Le remplacement des arbres qui viennent à mourir doit se faire sans retard, afin de laisser le moins de différence d'âge possible entre les arbres et d'avoir, par suite, plus de régularité dans la plantation. D'un autre côté, les jeunes arbres plantés au milieu d'arbres âgés sont souvent gênés par les branches de ces derniers, qui ne laissent arriver ni l'air ni le soleil ; afin d'éviter ces inconvénients, on doit remplacer immédiatement les arbres morts.

Pour effectuer ces remplacements on peut :

Ou faire la plantation en régie ;

Ou la confier à un entrepreneur spécial ;

Ou enfin en charger, dans certains cas, l'entrepreneur des entretiens de la route.

De ces trois méthodes, en usage dans divers départements, les deux premières

assurent seules un bon choix de sujets : elles doivent donc être préférées sans exclure toutefois les renouvellements confiés à l'entrepreneur des entretiens de la route dans les localités où on a obtenu ainsi de bons résultats.

Plantation en régie. Quand les remplacements se feront en régie, il va sans dire que les ingénieurs doivent se conformer, pour le choix des sujets et les soins à prendre lors de leur plantation, aux prescriptions de l'instruction de 1851 ; nous n'avons donc rien à ajouter ici.

Remplacements effectués par des entrepreneurs spéciaux. Si les plantations sont assez nombreuses dans un département pour que les remplacements puissent faire l'objet d'une entreprise spéciale, les conditions auxquelles il convient de passer l'adjudication de cette entreprise doivent être celles du cahier des charges préparé pour les plantations neuves, en retirant toutefois du devis ce qui a rapport à la disposition à adopter pour les plantations, puisqu'il ne s'agit que de renouvellements.

Cette méthode, du reste, entraîne à des dépenses assez considérables : on comprend en effet qu'un entrepreneur ne puisse se charger du renouvellement d'arbres en petits nombres, dispersés sur une grande étendue de terrain, et de la surveillance de ces arbres que sous la condition d'être largement payé des faux frais auxquels il est exposé.

Remplacement par les entrepreneurs de l'entretien de la route. Le remplacement des arbres, quand on le confie aux entrepreneurs de la route, est quelquefois assez mal fait, attendu que ces entrepreneurs ont recours, le plus souvent, à des sous-traitants, pour un genre de travail qui ne rentre pas dans leur spécialité. Il est cependant quelques départements où l'on a introduit dans les séries de l'entretien des routes des prix pour les arbres à remplacer, et où on est satisfait de cette marche : alors elle peut être continuée, mais les ingénieurs auront à porter un soin scrupuleux à l'examen des sujets fournis ; ils devront insérer au devis d'entretien de la route la condition formelle que l'entrepreneur sera soumis à toutes les prescriptions du *devi^e modèle pour les plantations neuves* : on en excepterait toutefois ce qui se rapporte à la garantie, dont il importe de réduire la durée, pour la dernière année du bail, à celle fixée pour les travaux, afin d'éviter la confusion qui résulterait de deux entreprises enchevêtrées l'une sur l'autre, et de ne pas compliquer la comptabilité, comme cela aurait lieu si on ne soldait pas l'entrepreneur en une seule fois ; cette réduction du délai de garantie présente, du reste, peu d'inconvénient, parce qu'elle s'applique à une seule année du bail et à un petit nombre d'arbres.

Convenance de créer des pépinières. Il résulte de ce qui précède que la méthode à préférer pour les remplacements consiste à les faire en régie : nul doute que cette méthode ne doive toujours être employée quand l'administration possède des pépinières, et on est conduit alors à conseiller aux ingénieurs d'en créer, de manière à obtenir des plants de bonne qualité et à bon marché.

On pourrait affecter à l'établissement de ces pépinières une foule de terrains non utilisés sur le bord des routes : tels que de petits excédants, des parties de routes abandonnées par suite de redressements, des portions de routes très-larges, quelquefois même le pied de grands talus en remblais. Ces pépinières, placées sous la garde des cantonniers et cultivées par ces ouvriers, seraient réparties sur un grand nombre

de points et fourniraient le plant, pour ainsi dire, à pied d'œuvre, sans frais notables de transport.

Statistique annuelle des plantations. L'administration supérieure qui donne une attention toute spéciale aux plantations des routes doit être tenue au courant de la situation de ces plantations; il convient donc que MM. les ingénieurs, dans chaque arrondissement, consignent sur un registre les faits principaux qui se rapportent à cette partie du service (1).

Des extraits de ce registre devront être adressés le 1^{er} juin à l'ingénieur en chef; ce chef de service, après les avoir résumés par route, en formera un tableau récapitulatif qui devra parvenir à l'administration supérieure, du 15 au 30 juin; on devra d'ailleurs, par des observations insérées à ce tableau, justifier les lacunes que présentent les plantations, et proposer des mesures pour les faire disparaître.

Remise au domaine des produits de l'élagage et des arbres morts. On sait que les produits de l'élagage doivent être remis à la régie du domaine pour être vendus par ses soins; il s'est élevé souvent des difficultés relativement à l'imputation des dépenses que nécessitent la coupe et la préparation des bois. Dans différentes circonstances, on avait demandé que les frais d'élagage fussent prélevés sur le produit de la vente, mais M. le ministre des finances n'a pas admis cette mesure: les frais d'élagage, d'enlèvement et autres frais jusqu'au moment de la vente doivent donc rester à la charge du budget des travaux publics. Il faut toutefois les réduire autant que possible: ainsi il arrive qu'on peut se dispenser de fagoter les bois, que l'on vend alors à l'état de ramiers. Dans ce cas, les branches sont réunies en tas, de distance en distance, et on les remet au domaine par partie, pour éviter qu'elles ne restent sur la route trop longtemps; les remises peuvent se faire par kilomètre ou par territoire de commune.

Aux abords des villes et villages, pour prévenir les vols, il convient d'obtenir des propriétaires riverains l'autorisation de réunir les bois dans des propriétés closes; en plaine, les cantonniers doivent exercer une surveillance active pour la conservation des produits jusqu'au moment de la vente.

Les arbres morts, ceux qui dépérissent ou ont atteint leur dernier degré de croissance, doivent aussi être remis au domaine; quand ces arbres ont de faibles dimensions, ils sont arrachés par les ouvriers qui font les remplacements, et, autant que possible, on fait la remise des bois en même temps que celle des produits de l'élagage.

Si, au contraire, il s'agit d'arbres déjà âgés, les ingénieurs marqueront à l'avance tous ceux à abattre, ils en feront la remise sur pied au domaine, en indiquant les conditions à imposer à l'acquéreur dans l'intérêt de la circulation, de la sûreté publique, de la conservation des arbres voisins et même des ouvrages dépendant de la route; puis ils devront surveiller, de la part des adjudicataires chargés de l'abatage, la stricte exécution de ces conditions.

En terminant cette instruction, on doit engager les ingénieurs à faire garder soigneusement les plantations: les riverains les trouvent souvent gênantes pour leurs propriétés, et il en est de malintentionnés qui cherchent à faire mourir les arbres;

(1) Voir *infra*, n° 252.

228.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets.

9 août 1852.

Ponts communaux. — Précautions à prendre contre les chargements excessifs. — Invitation d'appliquer à ces ponts les prescriptions de la circulaire de M. le ministre des travaux publics, en date du 15 mai 1852.

Monsieur le Préfet, aux termes de la loi du 30 mai 1851, les voitures qui circulent sur les routes nationales ou départementales et sur les chemins vicinaux de grande communication ne sont soumises à aucune condition de réglementation de poids. Cette liberté, que rien ne limite plus, peut avoir des avantages au point de vue de la circulation sur les chaussées pavées ou empierrées ; mais l'expérience a démontré qu'elle entraînait de graves inconvénients à l'égard des ponts suspendus construits, pour la plupart, sous l'empire d'une législation qui ne permettait pas de chargements excessifs. Les réclamations qui ont été adressées à ce sujet à l'administration supérieure ont fait reconnaître qu'il est urgent d'adopter des mesures dans l'intérêt de la sécurité publique.

Par une circulaire du 15 mai dernier, M. le ministre des travaux publics vous a adressé des instructions sur les précautions à prendre pour protéger les ponts suspendus contre les chargements excessifs. Ces précautions, indiquées par les hommes les plus compétents en cette matière, me paraissent être les seules qu'il soit possible de prendre dans l'état actuel de la législation. Je ne puis donc qu'y donner mon entière approbation, et je vous invite à en faire l'application aux ponts suspendus situés sur les chemins vicinaux.

Vous vous concerterez, pour les arrêtés que vous aurez à prendre, avec les ingénieurs des ponts et chaussées ou les agents voyers, suivant que les ponts sur lesquels vous réglementerez la circulation des voitures auront été construits sous la surveillance des uns ou des autres.

Vous voudrez bien m'adresser une expédition des arrêtés que vous prendrez à cet effet.

229.

Règlement d'administration publique, en exécution de la loi du 30 mai 1851, sur la police du roulage et des messageries publiques (1).

10 août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, etc.

Décrète :

TITRE I^{er}. DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES VOITURES. — ART. 1^{er}. Les essieux des voitures ne pourront avoir plus de 2^m 50 (deux mètres cinquante centimètres) de longueur, ni dépasser à leurs extrémités le moyen de plus de 0^m 06 (six centimètres).

(1) Voir *suprà*, n° 204, et *infra*, n° 233, 310 et 313.

La saillie des moyeux, y compris celle de l'essieu, n'excédera pas de plus de 0^m 12 (douze centimètres) le plan passant par le bord extérieur des bandes. Il est accordé une tolérance de 0^m 02 (deux centimètres) sur cette saillie, pour les roues qui ont déjà fait un certain service.

2. Il est expressément défendu d'employer des clous à tête de diamant. Tout clou de bande sera rivé à plat, et ne pourra, lorsqu'il sera posé à neuf, former une saillie de plus de 0^m 005 (cinq millimètres).

3. Il ne peut être attelé :

1^o Aux voitures servant au transport des marchandises, plus de cinq chevaux si elles sont à deux roues; plus de huit si elles sont à quatre roues, sans qu'il puisse y avoir plus de cinq chevaux de file;

2^o Aux voitures servant au transport des personnes, plus de trois chevaux si elles sont à deux roues; plus de six si elles sont à quatre roues.

4. Lorsqu'il y aura lieu de transporter des blocs de pierre, des locomotives ou d'autres objets d'un poids considérable, l'emploi d'un attelage exceptionnel pourra être autorisé, sur l'avis des ingénieurs ou des agents voyers, par les préfets des départements traversés.

5. Les prescriptions de l'article 3 ne sont pas applicables sur les parties de routes ou de chemins vicinaux de grande communication affectées de rampes d'une déclivité ou d'une longueur exceptionnelle.

Les limites de ces parties de routes ou de chemins sur lesquelles l'emploi de chevaux de renfort est autorisé sont déterminées par un arrêté du préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef ou de l'agent voyer en chef du département, et indiquées sur place par des poteaux portant cette inscription : *Chevaux de renfort*.

Pour les voitures marchant avec relais réguliers et servant au transport des personnes ou des marchandises, la faculté d'atteler des chevaux de renfort s'étend à toute la longueur des relais dans lesquels sont placés les poteaux.

L'emploi de chevaux de renfort peut être autorisé temporairement sur les parties de routes ou de chemins de grande communication, lorsque, par suite de travaux de réparation ou d'autres circonstances accidentelles, cette mesure sera nécessaire. Dans ce cas, le préfet fera placer des poteaux provisoires.

6. En temps de neige ou de verglas, les prescriptions relatives à la limitation du nombre des chevaux demeurent suspendues.

7. Le ministre des travaux publics détermine les départements dans lesquels il pourra être établi, sur les routes nationales et départementales, des barrières pour restreindre la circulation pendant les temps de dégel.

Les préfets, dans chaque département, déterminent les chemins de grande communication sur lesquels ces barrières pourront être établies.

Ces barrières seront fermées et ouvertes en vertu d'arrêtés du sous-préfet, pris sur l'avis de l'ingénieur d'arrondissement ou de l'agent voyer. Ces arrêtés seront affichés et publiés à la diligence des maires.

Dès que la fermeture des barrières aura été ordonnée, aucune voiture ne pourra sortir de la ville, du bourg ou du village dans lequel elle se trouvera. Toutefois, les voitures qui seront déjà en marche pourront continuer leur route jusqu'au gîte le

plus voisin, où elles seront tenues de rester jusqu'à l'ouverture des barrières. Pour n'être point inquiétés dans leur trajet, les propriétaires ou conducteurs de ces voitures prendront un laissez-passer du maire.

Le jour de l'ouverture des barrières et le lendemain, les voitures ne pourront partir du lieu où elles auront été retenues que deux à la fois et à un quart d'heure d'intervalle. Le maire ou son délégué présidera au départ, qui aura lieu dans l'ordre suivant lequel les voitures se seront fait inscrire à leur arrivée dans la commune.

Le service des barrières sera fait par des agents désignés à cet effet par les ingénieurs ou par les agents voyers.

Toute voiture prise en contravention aux dispositions du présent article sera arrêtée, et les chevaux seront mis en fourrière dans l'auberge la plus rapprochée; le tout sans préjudice de l'amende stipulée à l'article 4, titre II de la loi du 30 mai 1851, et des frais de réparation mentionnés dans l'article 9 de ladite loi.

Peuvent circuler pendant la fermeture des barrières de dégel :

1° Les courriers de la maille;

2° Les voitures de voyage suspendues, étrangères à toute entreprise publique de messageries;

3° Les voitures non chargées;

4° Sur les chaussées pavées, les voitures chargées, mais attelées seulement d'un cheval si elles sont à deux roues, et de deux chevaux si elles sont à quatre roues (1);

5° Sur les chaussées empierrées, les voitures chargées, mais attelées seulement de deux chevaux si elles sont à deux roues, et de trois chevaux si elles sont à quatre roues (1).

8. Pendant la traversée des ponts suspendus, les chevaux seront mis au pas; les voituriers ou rouliers tiendront les guides ou le cordeau; les conducteurs et postillons resteront sur leurs sièges.

Défense est faite aux rouliers et autres voituriers de dételer aucun de leurs chevaux pour le passage du pont.

Toute voiture attelée de plus de cinq chevaux ne doit pas s'engager sur le tablier d'une travée, quand il y a déjà sur cette travée une voiture d'un attelage supérieur à ce nombre de chevaux.

Pour les ponts suspendus qui n'offriraient pas toutes les garanties nécessaires pour le passage des voitures lourdement chargées, il pourra être adopté par le ministre des travaux publics ou par le ministre de l'intérieur, chacun en ce qui le concerne, telles autres dispositions qui seront jugées nécessaires.

Dans des circonstances urgentes, les préfets et les maires pourront prendre telles mesures que leur paraîtra commander la sûreté publique, sauf à en rendre compte à l'autorité supérieure.

Les mesures prescrites pour la protection des ponts suspendus seront, dans tous les cas, placardées à l'entrée et à la sortie de ces ponts.

9. Tout roulier ou conducteur de voiture doit se ranger à sa droite à l'approche de toute autre voiture, de manière à lui laisser libre au moins la moitié de la chaussée.

(1) Les §§ 4 et 5 de l'article 7 ont été modifiés par le décret du 20 février 1856.

10. Il est interdit de laisser stationner sans nécessité sur la voie publique aucune voiture attelée ou non attelée.

TITRE II. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX VOITURES NE SERVANT PAS AU TRANSPORT DES PERSONNES. — ART. 11. La largeur du chargement des voitures qui ne servent pas au transport des personnes ne peut excéder 2^m 50 (deux mètres cinquante centimètres). Toutefois, les préfets des départements traversés peuvent délivrer des permis de circulation pour les objets d'un grand volume qui ne seraient pas susceptibles d'être chargés dans ces conditions.

Sont affranchies, conformément à la loi du 30 mai 1851, de toute réglementation de largeur de chargement, les voitures d'agriculture lorsqu'elles sont employées au transport des récoltes de la ferme aux champs, et des champs à la ferme ou au marché.

12. La largeur des colliers des chevaux ou autres bêtes de trait ne peut dépasser 0^m 90 (quatre-vingt-dix centimètres), mesurés entre les points les plus saillants des pattes des attelles.

13. Lorsque plusieurs voitures marchent à la suite les unes des autres, elles doivent être distribuées en convois de quatre voitures au plus si elles sont à quatre roues et attelées d'un seul cheval; de trois voitures au plus si elles sont à deux roues et attelées d'un seul cheval; et deux voitures au plus si l'une d'elles est attelée de plus d'un cheval.

L'intervalle d'un convoi à l'autre ne peut être moindre de cinquante mètres (1).

14. Tout voiturier ou conducteur doit se tenir constamment à portée de ses chevaux ou bêtes de trait et en position de les guider.

Il est interdit de faire conduire par un seul conducteur plus de quatre voitures à un cheval si elles sont à quatre roues, et plus de trois voitures à un cheval si elles sont à deux roues.

Chaque voiture attelée de plus d'un cheval doit avoir un conducteur. Toutefois, une voiture dont le cheval est attaché derrière une voiture attelée de quatre chevaux ou plus n'a pas besoin d'un conducteur particulier.

Les règlements de police municipale détermineront, en ce qui concerne la traverse des villes, bourgs et villages, les restrictions qui peuvent être apportées aux dispositions du présent article et de celui qui précède.

15. Aucune voiture marchant isolément ou en tête d'un convoi ne pourra circuler pendant la nuit sans être pourvue d'un falot ou d'une lanterne allumée.

Cette disposition pourra être appliquée aux voitures d'agriculture par des arrêtés des préfets ou des maires (1).

16. Tout propriétaire de voiture ne servant pas au transport des personnes est tenu de faire placer, en avant des roues et au côté gauche de sa voiture, une plaque métallique portant, en caractères apparents et lisibles ayant au moins 0^m 005 (cinq millimètres) de hauteur, ses nom, prénoms et profession, le nom de la commune, du canton et du département de son domicile.

Sont exceptées de cette disposition, conformément à la loi du 30 mai 1851 :

(1) Voir *infra*, n° 310.

1° Les voitures particulières destinées au transport des personnes, mais étrangères à un service public des messageries;

2° Les malles-postes et autres voitures appartenant à l'administration des postes;

3° Les voitures d'artillerie, chariots et fourgons appartenant aux départements de la guerre et de la marine.

Des décrets du président de la République déterminent les marques distinctives que doivent porter les voitures désignées aux paragraphes 2 et 3, et les titres dont leurs conducteurs doivent être munis;

4° Les voitures employées à la culture des terres, au transport des récoltes, à l'exploitation des fermes, qui se rendent de la ferme aux champs ou des champs à la ferme, ou qui servent au transport des objets récoltés du lieu où ils ont été recueillis jusqu'à celui où, pour les conserver ou les manipuler, le cultivateur les dépose ou les rassemble.

TITRE III. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX VOITURES DES MESSAGERIES. — ART. 17. Les entrepreneurs des voitures publiques allant à destination fixe déclareront le siège principal de leur établissement, le nombre de leurs voitures, celui des places qu'elles contiennent, le lieu de destination, les jours et heures du départ et d'arrivée. Cette déclaration sera faite, dans le département de la Seine, au préfet de police, et, dans les autres départements, aux préfets ou sous-préfets.

Ces formalités ne seront obligatoires pour les entrepreneurs actuels qu'au renouvellement de leurs voitures, ou lorsqu'ils en modifieront la forme ou la contenance.

Tout changement aux dispositions arrêtées par suite du premier paragraphe du présent article donnera lieu à une déclaration nouvelle.

18. Aussitôt après les déclarations faites en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article précédent, le préfet ou le sous-préfet ordonne la visite des voitures, afin de constater si elles sont entièrement conformes à ce qui est prescrit par les articles ci-après de 19 à 29 inclusivement, et si elles ne présentent aucun vice de construction qui puisse occasionner des accidents. Cette visite, qui pourra être renouvelée toutes les fois que l'autorité le jugera nécessaire, sera faite en présence du commissaire de police, par un expert nommé par le préfet ou le sous-préfet.

L'entrepreneur a la faculté de nommer, de son côté, un expert pour opérer contradictoirement avec celui de l'administration.

La visite des voitures ne peut être faite qu'à l'un des principaux établissements de l'entreprise; les frais sont à la charge de l'entrepreneur.

Le préfet prononce sur le vu du procès-verbal d'expertise et du rapport du commissaire de police.

Aucune voiture ne peut être mise en circulation avant la délivrance de l'autorisation du préfet.

19. Le préfet transmet au directeur des contributions indirectes copie par extrait des autorisations par lui accordées en vertu de l'article précédent.

L'estampille prescrite par l'article 117 de la loi du 25 mars 1817 n'est délivrée que sur le vu de cette autorisation, qui doit être inscrite sur un registre spécial.

20. La largeur de la voie pour les voitures publiques est fixée au minimum à 4^m 65

(un mètre soixante-cinq centimètres) entre le milieu des jantes de la partie des roues reposant sur le sol.

Toutefois, si les voitures sont à quatre roues, la voie de devant pourra être réduite à 1^m 55 (un mètre cinquante-cinq centimètres).

En pays de montagnes, les entrepreneurs peuvent être autorisés par les préfets, sur l'avis des ingénieurs ou des agents voyers, à employer des largeurs de voies moindres que celles réglées par les paragraphes précédents, mais à la condition que les voies seront au moins égales à la voie la plus large des voitures en usage dans la contrée.

21. La distance entre les axes des deux essieux, dans les voitures publiques à quatre roues, sera égale au moins à la moitié de la longueur des caisses mesurées à la hauteur de leur ceinture, sans pouvoir néanmoins descendre au-dessous de 1^m 55 (un mètre cinquante-cinq centimètres).

22. Le maximum de la hauteur des voitures publiques, depuis le sol jusqu'à la partie la plus élevée du chargement, est fixée à 3^m (trois mètres) pour les voitures à quatre roues, et à 2^m 60 (deux mètres soixante centimètres), pour les voitures à deux roues.

Il est accordé, pour les voitures à quatre roues, une augmentation de 0^m 10 (dix centimètres), si elles sont pourvues à l'avant-train de sassoires et contre-sassoires formant chacune au moins un demi-cercle de 1^m 15 (un mètre quinze centimètres) de diamètre, ayant la cheville ouvrière pour centre.

Lorsque, par application du troisième paragraphe de l'article 20, on autorisera une réduction dans la largeur de la voie, le rapport de la hauteur de la voiture avec la largeur de la voie sera, au maximum, de 1 3/4.

Dans tous les cas, la hauteur est réglée par une traverse en fer placée au milieu de la longueur affectée au chargement, et dont les montants, au moment de la visite prescrite par l'article 17, sont marqués d'une estampille, constatant qu'ils ne dépassent pas la hauteur voulue; ils doivent, ainsi que la traverse, être constamment apparents.

La bâche qui recouvre le chargement ne peut déborder ces montants, ni la hauteur de la traverse.

Il est défendu d'attacher aucun objet en dehors de la bâche.

23. Les compartiments des voitures publiques seront disposés de manière à satisfaire aux conditions suivantes :

Largeur moyenne des places, 0^m 48 (quarante-huit centimètres);

Largeur des banquettes, 0^m 45 (quarante-cinq centimètres);

Distance entre deux banquettes, 0^m 45 (quarante-cinq centimètres);

Distance entre la banquette du coupé et le devant de la voiture, 0^m 35 (trente-cinq centimètres);

Hauteur du pavillon au-dessus du fond de la voiture, 1^m 40 (un mètre quarante centimètres);

Hauteur des banquettes, y compris le coussin, 0^m 40 (quarante centimètres).

Pour les voitures parcourant moins de vingt kilomètres et pour les banquettes à plus de trois places, la largeur moyenne des places pourra être réduite à 0^m 40 (quarante centimètres).

24. Il peut être placé sur l'impériale une banquette destinée au conducteur et à deux voyageurs, ou à trois voyageurs lorsque le conducteur se placera sur le même siège que le cocher.

Cette banquette, dont la hauteur, y compris le coussin, ne dépassera pas 0^m 30 (trente centimètres), ne peut être recouverte que d'une capote flexible.

Aucun paquet ne peut être chargé sur cette banquette.

25. Le coupé et l'intérieur auront une portière de chaque côté.

La caisse de derrière ou la rotonde peut n'avoir qu'une portière ouverte à l'arrière.

Chaque portière sera garnie d'un marchepied.

26. Les essieux seront en fer corroyé, de bonne qualité, et arrêtés à chaque extrémité, soit par un écrou assujéti au moyen d'une clavette, soit par une boîte à huile, fixée par quatre boulons traversant la longueur du moyeu, soit par tout autre système qui serait approuvé par le ministre des travaux publics.

27. Toute voiture publique doit être munie d'une machine à enrayer agissant sur les roues de derrière et disposée de manière à pouvoir être manœuvrée de la place assignée au conducteur.

Les voitures doivent être en outre pourvues d'un sabot et d'une chaîne d'enrayage, que le conducteur placera à chaque descente rapide.

Les préfets peuvent dispenser de l'emploi de ces appareils les voitures qui parcourent uniquement des pays de plaine.

28. Pendant la nuit, les voitures publiques seront éclairées par une lanterne à réflecteur placée à droite et à l'avant de la voiture.

29. Chaque voiture porte à l'extérieur, dans un endroit apparent, indépendamment de l'estampille délivrée par l'administration des contributions indirectes, le nom et le domicile de l'entrepreneur, et l'indication du nombre des places de chaque compartiment.

30. Elle porte à l'intérieur des compartiments : 1^o le numéro de chaque place; 2^o le prix de la place depuis le lieu du départ jusqu'à celui d'arrivée.

L'entrepreneur ne peut admettre dans les compartiments de ses voitures un plus grand nombre de voyageurs que celui indiqué sur les panneaux, conformément à l'article 29.

31. Chaque entrepreneur inscrit sur un registre coté et paraphé par le maire le nom des voyageurs qu'il transporte; il y inscrit également les ballots et paquets dont le transport lui est confié.

Il remet au conducteur, pour lui servir de feuille de route, une copie de cet enregistrement, et à chaque voyageur un extrait en ce qui le concerne, avec le numéro de sa place.

32. Les conducteurs ne peuvent prendre en route aucun voyageur ni recevoir aucun paquet sans en faire mention sur les feuilles de route qui leur ont été remises au point de départ.

33. Toute voiture publique dont l'attelage ne présentera de front que deux rangs de chevaux pourra être conduite par un seul postillon ou un seul cocher.

Elle devra être conduite par deux postillons ou par un cocher et un postillon, lorsque l'attelage comportera plus de deux rangs de chevaux.

34. Les postillons ou cochers ne pourront, sous aucun prétexte, descendre de leurs chevaux ou de leurs sièges.

Il leur est enjoint d'observer, dans les traversées des villes et des villages, les règlements de police concernant la circulation dans les rues.

Dans les haltes, le conducteur et le postillon ne peuvent quitter en même temps la voiture tant qu'elle reste attelée.

Avant de remonter sur son siège, le conducteur doit s'assurer que les portières sont exactement fermées.

35. Lorsque, contrairement à l'article 9 du présent décret, un ronlier ou conducteur de voiture n'aura pas cédé la moitié de la chaussée à une voiture publique, le conducteur ou postillon qui aurait à se plaindre de cette contravention devra en faire la déclaration à l'officier de police du lieu le plus rapproché, en faisant connaître le nom du volturier d'après la plaque de sa voiture.

Les procès-verbaux de contravention seront sur-le-champ transmis au procureur de la République, qui fera poursuivre les délinquants.

36. Les entrepreneurs de voitures publiques, autres que celles conduites par les maîtres de postes, feront, à Paris, à la préfecture de police, et dans les départements, à la préfecture ou sous-préfecture du lieu où sont établis leurs relais, la déclaration des lieux où ces relais sont situés et du nom des relayeurs.

Une déclaration semblable sera faite chaque fois que les entrepreneurs traiteront avec un nouveau relayeur.

37. Les relayeurs ou leurs préposés seront présents à l'arrivée et au départ de chaque voiture, et s'assureront par eux-mêmes, et sous leur responsabilité, que les postillons ne sont pas en état d'ivresse.

La tenue des relais, en tout ce qui intéresse la sûreté des voyageurs, est surveillée, à Paris, par le préfet de police, et dans les départements, par les maires des communes où ces relais se trouvent établis.

38. Nul ne peut être admis comme postillon ou cocher, s'il n'est âgé de seize ans au moins et porteur d'un livret délivré par le maire de la commune de son domicile, attestant ses bonnes vie et mœurs et son aptitude pour le métier qu'il veut exercer.

39. A chaque bureau de départ et d'arrivée, et à chaque relai, il y a un registre coté et paraphé par le maire, pour l'inscription des plaintes que les voyageurs peuvent avoir à former contre les conducteurs, postillons ou cochers. Ce registre est présenté aux voyageurs à toute réquisition par le chef du bureau ou par le relayeur.

Les maîtres de postes qui conduisent des voitures publiques présentent, aux voyageurs qui le requièrent, le registre qu'ils sont obligés de tenir d'après le règlement des postes.

40. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux malles-postes destinées au transport de la correspondance du Gouvernement et du public, la forme, les dimensions, le chargement et le mode de conduite de ces voitures étant déterminés par des règlements particuliers.

Les voitures des entrepreneurs qui transportent les dépêches ne sont pas considérées comme malles-postes.

41. Les voitures publiques qui desservent les routes des pays voisins, et qui partent des villes frontières ou qui y arrivent, ne sont pas soumises aux règles ci-dessus prescrites. Elles doivent, toutefois, être solidement construites.

42. Les articles ci-dessus, de 16 à 38, seront constamment placardés, à la diligence des entrepreneurs des voitures publiques, dans le lieu le plus apparent des bureaux et des relais.

Les articles de 28 à 38 inclusivement seront imprimés à part et affichés dans l'intérieur de chacun des compartiments des voitures.

TITRE IV. DISPOSITIONS TRANSITOIRES. — ART. 43. Il est accordé un délai de deux ans, à partir de la promulgation du présent décret, pour l'exécution de l'article 12, relatif à la saillie des colliers.

44. Les contraventions au présent règlement seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux titres II et III de la loi du 30 mai 1851, sans préjudice des mesures spéciales prescrites par les règlements locaux.

45. Les ordonnances des 23 décembre 1816 et 16 juillet 1828 sont et demeurent rapportées.

46. Les ministres des travaux publics, de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

230.

Circulaire du ministre des travaux publics aux ingénieurs en chef (1).

30 août 1852.

Plans d'alignements des traverses. — Format. — Instructions.

Monsieur, la circulaire du 24 octobre 1845, relative aux plans d'alignements des traverses, prescrit de plier ces plans sous un format de 0^m 35 de hauteur et de 0^m 25 de largeur.

D'un autre côté, la circulaire du 14 janvier 1850, qui renferme le programme des dispositions à suivre pour la rédaction des projets, recommande de présenter toutes les pièces, sans exception, sous le format de 0^m 31 de hauteur et de 0^m 21 de largeur.

On s'est demandé, dans plusieurs départements, si la circulaire la plus récente détruit l'effet de la première, et si l'on doit adopter, pour tous les plans indistinctement, un format unique, ou maintenir pour les plans d'alignements le format exceptionnel de 0^m 35 sur 0^m 25.

Les plans d'alignements des traverses étant déjà établis dans un grand nombre de départements suivant les dimensions de 0^m 35 et 0^m 25, j'ai décidé qu'il convenait de maintenir ce format spécial. Toutefois, on pourra se dispenser de faire recopier les plans qui auront été mis sous le format de 0^m 31 sur 0^m 21.

(1) Voir *suprà*, n^o 147 et 174, et *infra*, n^o 251.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont je joins ici des exemplaires pour MM. les ingénieurs d'arrondissement placés sous vos ordres.

231.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.

21 août 1852.

Comptabilité. — Instructions sur la comptabilité des exercices clos.

Monsieur le Préfet, les dépenses qui appartiennent aux exercices clos sont l'objet du titre VI du règlement du 16 septembre 1843 sur la comptabilité du ministère des travaux publics, mais elles n'y sont considérées que sous un point de vue général. On s'est borné à rappeler les dispositions législatives et les mesures d'ordre qui doivent servir de règle à l'administration centrale, et l'on n'a pas indiqué par quels moyens les préfets et les ingénieurs doivent faire connaître l'apurement successif de ces dépenses, jusqu'à l'expiration de la période quinquennale définie par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831.

Le titre VII du règlement, qui concerne les écritures du ministère, des préfets et des ingénieurs, ne fait aucune mention des dépenses d'exercices clos.

Quant au règlement spécial du 28 septembre 1849, il a eu pour but principal de régulariser les écritures élémentaires des agents secondaires chargés de la surveillance immédiate des travaux. Il a en outre prescrit de nouvelles formes pour les états que les préfets et les ingénieurs des ponts et chaussées doivent adresser successivement à l'administration centrale pendant la période de l'exécution des services, et pendant celle qui est accordée pour terminer la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses de l'exercice courant.

Mais ce règlement, comme celui du 16 septembre 1843, ne contient aucune disposition pour la comptabilité et la liquidation des créances appartenant aux exercices clos.

Dans l'état actuel des choses, la comptabilité de l'ingénieur en chef s'arrête à la production de l'état final (formule n° 33) (1), qui résume, par chapitre, les ordonnances de délégation applicables au service, les dépenses constatées par les situations définitives (formule n° 32), les mandats délivrés, les paiements effectués et les sommes restant à payer pour solder les dépenses. Cet état final doit contenir, il est vrai, le détail nominatif de tous les ayants droit qui n'étaient pas payés le 31 août de la seconde année de l'exercice, époque de la clôture des paiements. Il en résulte qu'au moyen des états fournis par tous les chefs de service, l'administration est en mesure de dresser l'état général des restes à payer de l'exercice. Mais il ne suffit pas que la comptabilité centrale puisse établir la récapitulation des créances qui restent à payer sur un exercice au moment de la clôture des paiements. Un exercice n'est définitivement liquidé qu'à l'expiration de la période quinquennale. Il faut donc que les écritures des ingénieurs en chef constatent les opérations successives de mandate-

(1) Art. 57 du règlement du 28 septembre 1849.

ment et de paiement concernant les créances qui se rattachent à leur service, depuis l'époque de la clôture des paiements de l'exercice jusqu'à la fin de l'année qui complète la période quinquennale.

Pour obtenir ce résultat, MM. les Ingénieurs en chef devront, immédiatement après la clôture des paiements de l'exercice 1851, établir une comptabilité spéciale pour les créances d'exercices clos. Cette comptabilité sera fort simple et ne donnera lieu qu'à un très-petit nombre d'écritures, surtout si ces chefs de service ont soin de n'omettre aucune dépense dans leurs comptes d'exercice, de délivrer leurs mandats en temps utile et de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire autant que possible le nombre des restes à payer.

Immédiatement après avoir dressé pour l'exercice 1851 l'état final (formule n° 33), les Ingénieurs en chef ouvriront un compte pour la liquidation des restes à payer de cet exercice, et des créances qui pourraient venir s'y rattacher ultérieurement. Ce compte sera établi conformément au modèle joint à la présente circulaire.

Ce modèle est divisé en quatre parties.

La première partie est destinée à comprendre le détail des créances. Elle se compose de quatre colonnes, où l'on doit inscrire les numéros des chapitres du budget, les noms des créanciers, la nature des créances et le montant des créances.

Les écritures à porter d'abord dans ce premier cadre doivent être la reproduction exacte des restes à payer portés à la quatrième page de l'état final n° 33, conformément aux indications du règlement du 28 septembre 1849.

Si plus tard quelques créances, omises dans le compte de l'exercice, doivent venir s'ajouter aux restes à payer, ou les inscrira à la suite de ceux-ci, *mais seulement après que l'administration supérieure aura admis ces nouvelles créances.*

Cette première partie du tableau est suivie de trois cadres semblables composés chacun de cinq colonnes, et destinés à recevoir les écritures relatives à la liquidation des créances pendant chacune des trois années qui complètent la période quinquennale.

On trouvera sur le modèle des exemples d'écritures destinés à en faire comprendre l'usage. Il a paru inutile d'y remplir la colonne des numéros des mandats, mais les Ingénieurs en chef devront avoir soin d'indiquer ces numéros sur leurs comptes de liquidation d'exercices clos.

Il y aura lieu d'ouvrir successivement chaque année un compte analogue à celui de l'exercice 1851, pour l'exercice qui sera parvenu à son terme. Ainsi, par exemple, le 31 août 1853, on devra établir le compte de liquidation de l'exercice 1852; le 31 août 1854, on établira celui de l'exercice 1853, et ainsi de suite.

Je ferai remarquer que le compte de liquidation d'un exercice clos est un document d'une nature toute spéciale qui doit être conservé à part et ne pas être joint aux autres livres de comptabilité.

On aura soin de réunir en un même cahier tous les comptes ouverts successivement pour la liquidation des exercices clos, attendu qu'il pourra être quelquefois nécessaire de les consulter.

Un compte spécial de liquidation doit être ouvert pour chacune des deux sections du budget; cela est indispensable, le paiement des restes à payer de chaque section s'imputant sur un chapitre distinct du budget de l'exercice courant.

Au commencement de l'année, chaque Ingénieur en chef vous remettra, Monsieur

le Préfet, un état détaillé par partie prenante des *payements effectués* pendant l'année précédente pour les créances d'exercices clos qui concernent son service. Il s'entendra à cet effet avec M. le payeur de votre département. Cet état, qui devra accompagner l'état formule n° 23 du mois de décembre, sera divisé en trois parties, dont chacune comprendra les payements relatifs à l'un des trois exercices clos en voie de liquidation et complétant la période quinquennale.

Quoique la comptabilité relative aux exercices clos ne doive être établie suivant le mode qui fait l'objet de la présente circulaire qu'à la clôture de l'exercice 1851, je désire que l'état nominatif des payements concernant les créances des exercices clos qui auront eu lieu pendant toute l'année 1852 me soit envoyé avec l'état mensuel de décembre prochain. Cet état présentera d'une manière distincte les payements des créances de 1848, ceux des créances de 1849 et ceux des créances de 1850.

Je crois devoir rappeler ici, Monsieur le Préfet, les principales dispositions législatives ou réglementaires qui concernent les dépenses des exercices clos.

Ces dispositions sont celles qui suivent :

I. Les dépenses qui, bien que liquidées en temps utile, n'ont pu être ordonnancées ou payées avant la clôture de l'exercice, et qui figurent parmi les restes à payer du compte général, sont ordonnancées sur l'exercice courant, avec imputation sur le chapitre ouvert au budget, pour mémoire et sans allocation spéciale, sous le titre : *Dépenses des exercices clos*.

Les ordonnances à délivrer sur l'exercice courant, par rappel sur les exercices clos, doivent être renfermées dans la limite du montant, par chapitre, des dépenses restant à payer, d'après les comptes, à la clôture de l'exercice (1).

II. Les créances qui, n'ayant pu être liquidées avant le 31 juillet de la seconde année de l'exercice, n'ont pas fait partie des restes à payer portés au compte, ne sont acquittées qu'au moyen de crédits supplémentaires obtenus dans les formes réglées (2).

III. Les rappels de dépenses des exercices clos imputables sur les budgets courants sont ordonnancés nominativement. Les ordonnances ne sont valables que jusqu'à la fin de l'année pendant laquelle elles ont été émises (3).

IV. Sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'État toutes créances qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture des crédits de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pu, à défaut de justifications suffisantes, être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de cinq années, à partir de l'ouverture de l'exercice (4).

V. Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux créances dont l'ordonnancement et le paiement n'ont pu être effectués dans les délais déter-

(1) Art. 139 du règlement du 16 septembre 1843. — Art. 98 et 99 de l'ordonnance du 31 mai 1838. — Art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

(2) Art. 132 du règlement du 16 septembre 1843. — Art. 100 de l'ordonnance du 31 mai 1838. — Art. 9 de la loi du 23 mai 1834. — Art. 2 du décret du 11 août 1830.

(3) Art. 126 du règlement du 16 septembre 1843. — Art. 109 de l'ordonnance du 31 mai 1838.

(4) Art. 137 du règlement du 16 septembre 1843. — Art. 103 de l'ordonnance du 31 mai 1838. — Art. 9 de la loi du 29 janvier 1831.

minés, par le fait de l'administration ou par suite de pourvois formés devant le Conseil d'État.

Tout créancier a le droit de se faire délivrer un bulletin énonçant la date de sa demande et les pièces produites à l'appui (1).

VI. A l'expiration de la période quinquennale fixée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, pour l'entier apurement des exercices clos, les crédits applicables aux créances restant encore à solder demeurent définitivement annulés; et l'exercice, arrivé au terme de déchéance, cesse de figurer dans la comptabilité du ministère (2).

VII. Les dépenses des exercices clos à solder postérieurement à l'époque ci-dessus, et provenant de créances affranchies de la déchéance dans les cas prévus par l'article 10 de la loi du 29 janvier 1831, ne sont ordonnées qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par article, ont été ouverts à cet effet. Ces créances sont imputables sur le budget courant, à un chapitre spécial intitulé : *Dépenses des exercices périmés*. Si elles n'ont pas été payées à l'époque de la clôture de l'exercice sur lequel le crédit spécial a été ouvert, ce crédit est annulé (3).

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de recommander à MM. les ingénieurs en chef de se bien pénétrer de l'esprit des dispositions que je viens de rappeler. On les trouve, il est vrai, dans le règlement du 16 septembre 1843, mais j'ai pensé qu'en les reproduisant dans cette instruction spéciale, et en les dégageant des dispositions qui ne concernent que l'administration centrale, elles frapperaient l'attention d'une manière plus efficace.

Pour terminer, j'insisterai encore une fois sur la nécessité de hâter par tous les moyens le paiement des créances d'exercices clos. L'administration ne peut pas se dispenser d'appliquer, lorsqu'il y a lieu, la prescription quinquennale prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831. Mais, il faut le reconnaître, cette prescription est extrêmement rigoureuse, et dès lors on doit ne rien négliger pour en rendre l'application aussi rare que possible. Il importe donc que les ingénieurs en chef ne perdent jamais de vue les créances d'exercices clos, qu'ils provoquent activement la remise des pièces justificatives à joindre aux mandats de paiement, et qu'ils fassent connaître aux parties intéressées les dispositions impératives de la loi, afin qu'elles ne s'exposent pas à encourir la déchéance qu'un trop long retard pourrait entraîner.

Je rappellerai que, lorsqu'il s'agit d'indemnités pour acquisitions d'immeubles, on doit, dans le cas où des obstacles s'opposent au versement des deniers entre les mains du vendeur ou du propriétaire dépossédé, prendre les mesures nécessaires pour faire consigner la somme due par l'État, ainsi que le prescrit l'article 54 de la loi du 3 mai 1841. On peut s'en accorder à la partie intéressée un certain délai pour aplanir les difficultés qui empêchent le paiement, mais on doit restreindre

(1) Art. 138 du règlement du 16 septembre 1843.—Art. 104 de l'ordonnance du 31 mai 1838.—Art. 10 de la loi du 29 janvier 1831.

(2) Art. 139 du règlement du 16 septembre 1843.—Art. 113 de l'ordonnance du 31 mai 1838.—Art. 7 de la loi du 10 mai 1838.

(3) Art. 140 du règlement du 16 septembre 1843.—Art. 114 de l'ordonnance du 31 mai 1838.—Art. 8 de la loi du 10 mai 1838.

cette latitude dans une juste mesure. Il faut surtout éviter de différer la consignation jusqu'à l'expiration de la période quinquennale.

Lorsqu'un paiement est arrêté par des saisies-arrests ou oppositions, il convient, dans le cas où le retard se prolonge, de prévenir les saisissants que, pour garantir leur gage de la prescription quinquennale résultant de la loi du 29 janvier 1831, ils doivent faire les démarches nécessaires pour obtenir un jugement ordonnant la consignation de la somme qui est due à leur débiteur. Quand le terme fatal approche, la consignation est le seul moyen de prévenir les effets de la déchéance. Il est donc du devoir de l'administration d'indiquer aux créanciers la marche qu'ils ont à suivre pour mettre leurs intérêts à couvert.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef.

232.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.

23 août 1852.

Ponts suspendus. — Concessions. — Envoi d'un nouveau modèle de cahier des charges (1).

Monsieur le Préfet, les accidents auxquels les ponts suspendus ont donné lieu dans ces dernières années ont éveillé, vous le savez, la sollicitude de l'administration. Conformément aux prescriptions d'une circulaire du 24 mai 1850, on s'est assuré de toutes parts, au moyen de visites et d'épreuves, de la solidité des ponts existants. Ces vérifications ont fait reconnaître la nécessité de modifier et de compléter le cahier des charges qui jusqu'à présent a servi de type pour les concessions de ponts suspendus. J'ai donc fait préparer et j'ai approuvé, par une décision du 12 du mois courant, un nouveau modèle de cahier des charges, dont vous trouverez ci-joint un exemplaire. Les nouvelles dispositions adoptées ont principalement pour objet les moyens ménagés pour la visite du système de suspension dans toutes ses parties, le maximum de pression des supports, la liaison des fûeaux, la vérification préalable de la résistance des fers, etc. Ces dispositions sont de nature à donner toutes les garanties de sécurité compatibles avec le genre de construction dont il s'agit. Vous devez, Monsieur le Préfet, tenir la main à ce que MM. les ingénieurs de votre département se conforment exactement au nouveau modèle.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef.

233.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.

25 août 1852.

Police du roulage. — Envoi d'un nouveau règlement d'administration publique. — Instructions.

Monsieur le Préfet, par ma circulaire du 18 juin 1851, en vous envoyant un exemplaire de la nouvelle loi sur la police du roulage, je vous ai fait remarquer que plu-

(1) Une circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 6 octobre 1852, invite les préfets à adopter pour les ponts communaux suspendus le cahier des charges approuvé par le ministre des travaux publics, le 12 août 1852, en faisant quelques modifications aux articles 1, 21 et 30.

sieurs de ses dispositions ne deviendraient applicables qu'après la promulgation d'un règlement d'administration publique à rendre en exécution de l'article 2.

Ce règlement vient d'être homologué par un décret du 10 août 1852 (1).

Je vais passer rapidement en revue les articles de ce décret, en m'arrêtant plus particulièrement sur ceux de ces articles dont l'interprétation ou l'application pourrait présenter quelque difficulté.

TITRE I^{er}. DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES VOITURES. — ART. 1^{er}. § 1^{er}.

Longueur et saillie des essieux. La longueur des essieux et leur saillie sur le moyeu restent telles qu'elles étaient fixées par l'article 16 du décret du 23 juin 1806. Bien qu'en général la longueur de 2^m 50 accordée pour l'essieu excède les besoins de l'industrie, on n'a pas cru devoir la réduire, parce qu'elle est à peine suffisante pour certains transports qui exigent une largeur de voie considérable. C'est un maximum qu'on ne peut pas dépasser, mais au-dessous duquel on peut se tenir.

§ 2. *Saillie des moyeux.* Le règlement reproduit également la disposition de l'ordonnance du 29 octobre 1828 qui a limité à 0^m 12 la saillie du moyeu sur un plan passant par le bord extérieur des bandes, mais il accorde une tolérance de 0^m 02 pour les roues qui ont déjà fait un certain service. Cette tolérance est nécessaire, parce que souvent les moyeux établis d'abord dans les conditions voulues présentent, après un laps de temps plus ou moins long, et par suite du redressement des rais, une saillie qui excède d'un ou de deux centimètres la saillie réglementaire. On ne s'est pas dissimulé ce qu'il y a de vague dans les expressions : *qui ont déjà fait un certain service*. Ici, Monsieur le Préfet, l'interprétation laissera beaucoup à faire à la sagacité des agents chargés de constater les contraventions : ils auront à apprécier le plus ou moins long service des roues ; je sais que le degré d'usure des bandes leur sera d'un grand secours pour cette appréciation ; cependant, comme les agents pourront rarement acquérir la certitude que les rais ne se sont pas redressés, ils ne devront pas hésiter à accorder la tolérance toutes les fois qu'il leur restera le moindre doute à cet égard. Le doute doit en effet, en matière de simple police comme en matière criminelle, profiter au prévenu.

ART. 2. Clous des bandes. L'article 2, qui proscrit l'emploi des clous à tête de diamant, est tiré de l'article 18 du décret du 23 juin 1806 et demeure applicable comme par le passé.

ART. 3, 4, 5 et 6. Maximum du nombre de chevaux. La limitation des attelages est une disposition nouvelle rendue nécessaire par l'absence de toute fixation de poids. Du moment où on laisse au voiturier pleine liberté en ce qui concerne le chargement, il devient indispensable d'empêcher que, pour transporter un poids considérable, il n'attèle à un même véhicule un nombre de bêtes de trait qui serait une cause d'embaras et d'accidents pour la circulation.

Les nombres 5 et 8 adoptés respectivement pour les charrettes et les chariots correspondent au maximum actuellement en usage, et laissent au roulage toute la latitude convenable dans les circonstances ordinaires. Il en est de même des nombres 3 et 6 fixés pour les diligences à deux ou à quatre roues.

(1) Voir *suprà*, n° 229.

Si, pour des objets indivisibles, pour les côtes rapides ou les temps de neige, il devient nécessaire de dépasser ce maximum, les exceptions stipulées par les articles 4, 5 et 6 donnent à cet égard toutes les facilités désirables.

Avant de donner leur avis, conformément à l'article 4, sur l'emploi d'un attelage exceptionnel pour le transport des blocs de pierre, des locomotives ou d'autres objets d'un poids considérable, MM. les ingénieurs ou agents voyers exigeront l'indication de l'itinéraire qu'on se proposera de suivre, et s'assureront avec soin qu'on ne rencontre sur cet itinéraire aucun ouvrage dont la solidité puisse être compromise par le passage demandé. Si ce passage faisait naître des craintes contre lesquelles on ne pourrait se prémunir par une consolidation temporaire, il faudrait modifier l'itinéraire. Les ponts, et plus particulièrement les ponts suspendus, doivent dans ce cas appeler l'attention de MM. les ingénieurs ou agents voyers.

Pour l'application de l'article 5, vous avez, Monsieur le Préfet, à demander immédiatement des propositions à M. l'ingénieur en chef, ainsi qu'à M. l'agent voyer en chef, et à prendre un arrêté pour déterminer les parties de routes ou de chemins sur lesquelles l'emploi des chevaux de renfort peut être autorisé. L'utilité des renforts dépend de la roideur, de la fréquence ou de la continuité des pentes, du plus ou moins bon état de viabilité des routes ou chemins, et aussi de la force des animaux qui composent les attelages en usage dans la contrée. Ces diverses circonstances varient à l'infini, et l'administration locale peut seule les apprécier. Il ne m'est donc pas possible, Monsieur le Préfet, de fixer par voie de disposition générale un minimum de déclivité au-dessus duquel on permettra les renforts. Je vous laisse ce soin en ce qui concerne votre département. Si cependant vous éprouviez quelques doutes, je vous prie de me les soumettre, et je m'empresserai de vous donner des instructions.

ART. 7. Barrières de dégel. L'article 7 remplace l'ordonnance du 23 décembre 1816, qui n'a jamais été appliquée que dans quelques départements du nord de la France. D'après cette ordonnance, les barrières de dégel ne pouvaient être établies que sur les chaussées pavées. Le nouveau règlement permet d'en établir sur les chaussées empierrées. Sur les routes nationales, où les chaussées d'empierrement sont solidement construites, où les moyens de réparation sont régulièrement et puissamment organisés, où les ressources sont abondantes, on n'usera de cette faculté, si on en use, que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles; mais il deviendra plus souvent nécessaire de protéger les chemins vicinaux de grande communication et même certaines routes départementales. C'est donc principalement en vue de ces communications qu'on a étendu aux chaussées d'empierrement des dispositions qui, sous la législation actuelle, ne s'appliquaient qu'aux chaussées pavées. Comme d'ailleurs les dommages causés aux chaussées d'empierrement sont plus faciles à réparer que ceux causés aux chaussées pavées, les restrictions imposées à la circulation seront moindres sur les premières que sur les secondes.

Vous remarquerez, Monsieur le Préfet, qu'en ce qui concerne les routes nationales et départementales, c'est au ministre des travaux publics qu'il appartient de désigner les départements dans lesquels la mesure peut être exécutée. Si donc la nécessité de recourir à cette mesure se fait sentir dans votre département, vous devez m'en référer avant de l'appliquer aux routes nationales et départementales. Vous n'avez d'ailleurs rien sur ce point qu'en ce qui touche les chemins de grande communication.

Les principales modifications apportées à cette partie de l'ancienne législation sont la conséquence de la suppression des ponts à bascule : aux conditions de poids mises à la circulation de certaines voitures pendant le dégel, il a fallu substituer la limitation de l'attelage. L'exécution du règlement en sera d'ailleurs plus facile.

Comme il s'agit ici de dispositions qui ne recevront d'applications que dans un très-petit nombre de départements, je ne développerai pas davantage ces instructions, me réservant de les compléter, s'il en est besoin, lors de la désignation des départements, conformément au premier paragraphe de l'article 7 (1).

ART. 8. *Ponts suspendus*. En ce qui concerne le passage des ponts suspendus, le règlement confirme purement et simplement les dispositions de l'instruction ministérielle du 19 septembre 1851, instruction que j'ai complétée par ma circulaire du 15 mai dernier. Je n'ai rien à ajouter aux prescriptions de cette dernière circulaire, dont je vous recommande l'application.

ART. 9. *Règles à suivre pour éviter ou dépasser d'autres voitures*. L'article 9 ne fait que consacrer l'usage généralement adopté par les cochers et voituriers. Cet usage devient ainsi une obligation pour tous, et la pénalité dont les contrevenants se trouveront frappés assurera l'exécution de la mesure.

ART. 10. *Stationnement des voitures*. L'article 10 défend de laisser stationner, sans nécessité, sur la voie publique aucune voiture attelée ou non attelée. En introduisant dans cet article les mots *sans nécessité*, on ne s'est pas dissimulé, Monsieur le Préfet, qu'on laissait beaucoup à l'arbitraire des agents chargés de constater les contraventions, puisqu'ils se trouvent ainsi constitués juges, en premier ressort, de la nécessité du stationnement. On ne s'est pas dissimulé que certains agents chercheraient dans l'interprétation plus ou moins large de cette disposition la justification de leur négligence ou d'une tolérance coupable. Mais on a dû considérer, d'un autre côté, qu'il est des stationnements indispensables soit pour les relais, soit pour le repos des personnes ou des chevaux, soit enfin en cas d'accidents. Or il est certain qu'en présence d'une disposition réglementaire portant une interdiction absolue, beaucoup d'agents ne tiendraient pas compte des circonstances de force majeure. Les conducteurs et voituriers seraient ainsi exposés à des poursuites pour des stationnements insignifiants ou inévitables, et souvent le juge, qui se croirait lié par la lettre du règlement, appliquerait indistinctement la pénalité à toutes les contraventions constatées. De sorte que si les mots *sans nécessité* peuvent quelquefois donner ouverture à la fraude, il n'est pas douteux, d'un autre côté, qu'une interdiction générale conduirait à une répression abusive. Dans un sens comme dans l'autre, les abus ne pouvaient être prévenus que par une interprétation intelligente et modérée du règlement. C'est à vous, Monsieur le Préfet, c'est aux fonctionnaires chargés de contrôler le service des agents appelés à verbaliser, qu'il appartient de veiller à ce que l'intention du législateur ne soit pas méconnue.

Il est encore un autre point sur lequel je dois appeler particulièrement votre attention. Dans l'état actuel de la législation, les stationnements sont assimilés à des dépôts sur la voie publique et tombent sous l'application de l'ordonnance du 4

(1) Voir *infra*, n° 31°.

août 1731, qui prononce une amende de 500 livres, laquelle peut être réduite à 25 fr. en vertu de la loi du 23 mars 1842. Ce minimum est encore trop élevé pour la plupart des stationnements, qui souvent sont de peu de durée et accompagnés de circonstances atténuantes. Aussi l'administration se trouve-t-elle amenée, par la force des choses, à provoquer la modération, par la voie gracieuse, du plus grand nombre des condamnations prononcées pour les délits de l'espèce. La nouvelle pénalité (amende de 6 à 10 fr.) sera bien mieux proportionnée avec ces délits. Il est d'ailleurs au moins douteux que l'ordonnance du 4 août 1731, prohibant d'une manière générale tout dépôt de nature à nuire à la circulation, ait eu en vue les stationnements de voitures, et si cependant elle a été appliquée à ce genre de contraventions, c'est à défaut d'autres dispositions répressives. La promulgation du nouveau règlement fera cesser cette application.

TITRE II. VOITURES NE SERVANT PAS AU TRANSPORT DES PERSONNES. — ART. 11.

Largeur du chargement. Les dimensions exagérées de certains chargements et les inconvénients, les dangers même qui en résultent quelquefois pour la circulation font depuis longtemps sentir la nécessité d'une réglementation. Il était rationnel d'adopter pour limite maximum de la largeur du chargement la limite maximum de la longueur de l'essieu. Mais il importe de ne pas perdre de vue que rarement on donne à l'essieu la longueur maximum, de sorte que le plus souvent le chargement pourra saillir sur l'essieu sans que cependant il y ait contravention. Les agents devront donc se garder de prendre l'essieu pour mesure du chargement; ce dernier devra toujours être l'objet d'un jaugeage spécial.

La loi du 30 mai fait une exception en faveur des voitures d'agriculture lorsqu'elles sont employées au transport des récoltes de la ferme aux champs et des champs à la ferme ou au marché. Tout le monde sait cependant que l'abus des larges chargements se rencontre surtout dans l'exploitation agricole. Il faut donc, Monsieur le Préfet, renfermer rigoureusement l'exception dans les limites tracées par la loi même. Tout chargement, quelle que soit sa nature, dont la largeur excèdera 2^m 50, tombera sous l'application de l'article 11 toutes les fois que la voiture, alors même qu'elle appartiendra à l'agriculture, ne se trouvera pas dans l'un des cas d'exceptions spécifiés par la loi, c'est-à-dire toutes les fois que le transport ne s'effectuera pas de la ferme aux champs, des champs à la ferme ou au marché. Dans toute autre circonstance, en effet, la voiture appartenant à l'agriculture doit être assimilée à une voiture de roulage. Comme il s'agit d'une disposition nouvelle, il se présentera d'abord des espèces qui feront doute dans l'esprit des agents et des juges; mais ces doutes disparaîtront à mesure que la jurisprudence se formera.

Du reste, c'est à vous, Monsieur le Préfet, qu'il appartiendra de délivrer des permis de circulation pour les objets d'un grand volume qui ne seraient pas susceptibles d'être chargés dans les conditions du règlement.

ART. 12. Snillie des colliers des chevaux. Le développement exagéré donné dans plusieurs provinces aux pattes d'attelles des colliers des chevaux appelait une réforme. On entend par pattes d'attelles des colliers les parties supérieures et latérales dans lesquelles sont passés les guides ou cordeaux, soit au moyen d'anneaux, soit simplement au moyen de trous pratiqués dans les planchettes. La grande variété qui existe dans les largeurs adoptées par le roulage pour des attelages de même

force démontre suffisamment qu'il importe peu, au fond, que les pattes des attelles soient plus ou moins saillantes. Ainsi les colliers du roulage flamand sont généralement fort étroits, tandis que ceux du roulage normand sont au contraire d'une largeur abusive, sans que rien justifie cette différence.

Le plus ou moins de largeur est donc ici une affaire d'habitude, de goût, de fantaisie, et l'administration ne s'en serait pas occupée, si certains colliers n'atteignaient pas des dimensions excessives qui peuvent être une cause d'embarras pour la circulation, surtout quand il y a plusieurs chevaux de front.

Les motifs qui ont fait admettre 2^m 50 comme maximum de la longueur de l'essieu et de la largeur du chargement ont servi de base pour déterminer la largeur des colliers. En effet, le but qu'on s'est proposé ne serait pas atteint si, après avoir circonscrit le chargement dans des limites déterminées, ces limites étaient dépassées par la largeur de certains attelages. Or, en fixant la largeur maximum des colliers à 90 centimètres, on a 4^m 80 pour les attelages de deux chevaux de front, et en supposant entre les deux colliers un intervalle de 70 centimètres, on atteint les 2^m 50 assignés comme maximum à l'essieu et au chargement. Cette limitation laisse d'ailleurs toute la latitude désirable. D'un autre côté, le délai de deux années accordé pour user les colliers existant à la date du nouveau règlement sera tout à fait suffisant. Le roulage n'éprouvera donc aucune gêne, ne subira aucune perte par suite de la nouvelle disposition réglementaire dont il s'agit.

ART. 13 ET 14. Convois. J'aurai peu de chose à dire, Monsieur le Préfet, des articles 13 et 14, qui sont d'une application facile. Depuis longtemps, le besoin de régler la marche des convois se faisait vivement sentir. Qui n'a été frappé, en effet, des graves inconvénients qui résultent de ces longues files de voitures allant au pas, qui, se succédant sans interruption, sont une cause d'embarras pour la circulation et compromettent quelquefois la sûreté des voyageurs? Les articles 13 et 14 du nouveau règlement viennent donc combler une lacune fâcheuse, et il importe de tenir la main à leur stricte exécution. Le nombre quatre adopté pour les convois de voitures à quatre roues n'a pas été fixé arbitrairement; on a pris en considération les habitudes du roulage, notamment du roulage comtois. Ce nombre a été réduit à trois pour les voitures à deux roues. Voici le motif de cette différence : l'articulation de l'avant-train donne au chariot le moyen de se dé ranger et de détourner sans que le derrière de la voiture se porte en travers de la route comme cela a lieu inévitablement pour les charrettes. Une file de chariots embarrasse donc moins la circulation qu'une file semblable de charrettes (1).

ART. 15. Éclairage. L'article 15, qui rend obligatoire l'éclairage de toute voiture marchant isolément ou en tête d'un convoi, est aussi une disposition nouvelle qui offrira, j'en ai la conviction, de sérieuses garanties pour la facilité et la sécurité de la circulation. Vous aurez à apprécier, Monsieur le Préfet, si pour tout ou partie de votre département cette disposition doit être rendue applicable aux voitures d'agriculture. Vous pourrez consulter à cet égard, si toutefois vous le jugez convenable, le conseil général et les conseils d'arrondissement (1).

ART. 16. Plaques. L'article 16, relatif à la plaque, est emprunté au décret du

(1) Voir *infra*, n° 313.

23 juin 1806 (article 34). On a ajouté aux prescriptions du décret l'obligation de donner aux lettres 5 millimètres au moins de hauteur. Cette disposition remédiera à un abus assez fréquent à Paris et dans plusieurs autres villes, abus qui consiste dans l'emploi de caractères microscopiques, d'une lecture difficile pour les agents chargés d'assurer la répression des délits. On a complété en outre les indications précédemment obligatoires, en exigeant la désignation du canton du domicile. On évitera ainsi les confusions qui se commettent quand il existe plusieurs communes dans le même département.

Aux voitures qui, d'après le décret du 23 juin 1806, étaient affranchies de l'obligation de la plaque, la loi du 30 mai 1851 (article 3) a ajouté les voitures employées à la culture des terres, au transport des récoltes, à l'exploitation des fermes, « qui se » rendent de la ferme aux champs et des champs à la ferme, et qui servent au » transport des objets récoltés du lieu où ils ont été recueillis jusqu'à celui où, » pour les conserver ou les manipuler, le cultivateur les dépose ou les rassemble. »

Ce n'est pas sans beaucoup d'hésitation, Monsieur le Préfet, que le législateur s'est décidé à accorder cette nouvelle exception; les voitures de la campagne donnent lieu, comme les autres voitures, à des accidents, commettent des délits, pour la constatation desquels on a besoin de recourir à la plaque. Cependant on a considéré que tant que ces voitures ne sortent pas de la commune ou de la circonscription de l'exploitation, les gens qui les conduisent y sont parfaitement connus. Dans ce cas donc, la plaque n'est pas nécessaire; mais elle devient indispensable dès que les mêmes voitures sont employées en dehors des limites ci-dessus indiquées, comme, par exemple, lorsqu'elles se rendent aux marchés ou dans les foires. C'est une distinction que les agents ne devrout pas perdre de vue. Il ne faut pas que les immunités dont l'agriculture jouit à juste titre tournent au préjudice de la sécurité publique.

TITRE III. MESSAGERIES, VOITURES PUBLIQUES. — ART. 17 à 42 inclusivement. La plupart des dispositions du titre III ont été empruntées à l'ordonnance du 16 juillet 1828, sauf révision de la rédaction. On a dû, d'ailleurs, retrancher tout ce qui se rapportait au service des ponts à bascule, ainsi que plusieurs dispositions tombées depuis longtemps en désuétude. D'un autre côté, de nouvelles prescriptions ont été introduites, qui précisent et complètent les obligations des messagistes et tourneront à l'avantage du public. Il est un certain nombre de modifications ou additions qui se justifient d'elles-mêmes et auxquelles je ne m'arrêterai pas; il en est d'autres, au contraire, sur lesquelles j'appellerai votre attention.

ART. 18. Vérifications des voitures. Dans les départements autres que celui de la Seine, les hommes de métier qu'on désigne comme experts pour procéder à la visite des voitures manquent le plus souvent des données qui leur sont indispensables pour faire un travail sérieux : d'abord parce qu'ils n'ont pas ordinairement une connaissance suffisante des dispositions réglementaires sur lesquelles ils doivent baser leurs opérations; puis, il faut bien le dire, parce que, jusqu'à présent, ces dispositions n'étaient ni assez précises, ni assez explicites. Aussi arrive-t-il que les entrepreneurs sont exposés à voir refuser leurs voitures, bien qu'elles soient établies dans de bonnes conditions de stabilité et suivant les règles prescrites, ou que les voitures sont admises quoique n'offrant pas toutes les garanties désirables pour la sûreté et la commodité des voyageurs.

Il fallait donc, pour remédier à ces inconvénients, d'une part, adjoindre à l'homme du métier un agent de l'administration qui lui faciliterait l'interprétation des règlements; et, d'autre part, préciser davantage les conditions auxquelles les voitures doivent satisfaire : c'est ce que fait le règlement. Ainsi l'article 18 dispose que l'expert chargé de la visite procédera en présence du commissaire de police. Pour que cette disposition produise toute son efficacité, il ne faut pas que le commissaire de police assiste à la visite en simple spectateur : si certaines conditions prescrites par le règlement peuvent être vérifiées uniquement par un homme du métier, il en est d'autres, et c'est le plus grand nombre, dont l'appréciation est facile pour le commissaire de police. Il doit, avant tout, faire connaître à l'expert les dispositions réglementaires qu'il s'agit d'appliquer, puis suivre de point en point l'opération, afin d'éviter toute erreur ou omission. Il mentionnera dans son rapport toutes les circonstances qui lui paraîtront de nature à influer sur la décision que vous aurez à prendre en vertu de l'article 18 précité.

Du plus ou moins de soin apporté à la visite peuvent dépendre, vous le comprenez, Monsieur le Préfet, la sécurité et la commodité des voyageurs; il est dès lors très-essentiel que cette visite offre toutes les garanties désirables. Le choix de ces experts auxquels vous confierez ces visites est donc un point important. Vous ne sauriez, d'un autre côté, trop insister pour obtenir des commissaires de police une intervention active, un contrôle sérieux.

ART. 20 ET 21. *Largeur de la voie. Distance des essieux.* De légères modifications ont été apportées à la largeur de la voie et à la distance des essieux des voitures publiques. Je ne déduirai pas ici, Monsieur le Préfet, les motifs de ces modifications, dont le but principal a été de faire droit aux légitimes réclamations des entrepreneurs de messageries sans influer d'une manière sensible sur la stabilité des voitures; je constate seulement que la nouvelle réglementation diffère peu de l'ancienne, et qu'on ne devra appliquer cette nouvelle réglementation qu'aux voitures construites après la promulgation du règlement ci-annexé.

ART. 23. *Dimensions des places.* Jusqu'à présent les dimensions des places, la largeur et la hauteur des banquettes n'avaient été l'objet d'aucune prescription générale; il ne convenait pas d'abandonner plus longtemps aux entrepreneurs le soin de régler en quelque sorte arbitrairement un détail qui intéresse à un aussi haut degré la commodité des voyageurs. Tous les chiffres inscrits dans le règlement résultent d'ailleurs d'investigations faites avec soin; ils n'imposent pas d'autres conditions que celles dont les bonnes entreprises ont pris l'initiative dans l'intérêt du public. L'expert et le commissaire de police devront, dans ce même intérêt, s'assurer, lors de la visite prescrite par l'article 18, si toutes ces conditions sont exactement remplies.

ART. 24. *Banquettes de l'impériale.* D'après l'ordonnance de 1828 (article 44), la banquette de l'impériale était destinée au conducteur et à deux voyageurs.

Plus tard, on a autorisé le conducteur à se placer à côté du cocher, ce qui laisse libres trois places de voyageurs. Depuis, le conducteur a repris son poste sur la banquette, et néanmoins on a continué d'y placer trois voyageurs. Cet état de choses, qui paraît avoir été toléré, constitue une infraction à l'ordonnance de 1828 et consti-

tuerait également une contravention à l'article 24 du nouveau règlement, article d'après lequel il n'est permis de placer trois voyageurs sur la banquette que si le conducteur se met à côté du cocher. Les agents devront veiller à ce que cette disposition reçoive son exécution.

Du reste, il est bien entendu que l'article 24 du nouveau règlement n'est pas applicable aux voitures dites des environs de Paris, ni aux autres voitures publiques parcourant moins de 20 kilomètres de distance. Ces voitures, qui ne transportent que peu ou point de messageries, pourront, comme par le passé, en vertu d'autorisations spéciales, recevoir un plus grand nombre de voyageurs sur l'impériale.

Les autres articles du règlement ne renferment que des dispositions depuis longtemps en vigueur, ou qui, si elles sont nouvelles, ne paraissent présenter aucune difficulté dans l'application : je ne m'y arrêterai donc pas. Je terminerai ces instructions par quelques observations sur les juridictions, la procédure et la pénalité qui résultent de la loi du 30 mai 1851.

Juridictions, procédure, pénalité. Sous l'ancienne législation, les conseils de préfecture connaissaient de toutes les contraventions aux lois, ordonnances et règlements sur la police du roulage ; il faut toutefois en excepter l'ordonnance du 16 juillet 1828, dont l'application a été, de tout temps, dévolue aux tribunaux correctionnels et de simple police.

Aux termes de l'article 17 de la loi du 30 mai 1851, les conseils de préfecture ne doivent plus connaître que des contraventions prévues par les articles 4 et 9 de la même loi ; mais ces contraventions embrassent à peu près toute l'ancienne police du roulage, sauf les contraventions à l'obligation de la plaque, qui passent des attributions des conseils de préfecture dans celles des tribunaux de simple police.

En résumé, l'article 17 de la loi du 30 mai, combiné avec les articles 2, 4 et 9, place dans la juridiction des conseils de préfecture les dispositions relatives :

- Aux essieux et moyeux (article 1^{er} du règlement) ;
- Aux clous des bandes (article 2 *idem*) ;
- Au maximum des attelages (articles 3, 4, 5 et 6 *idem*) ;
- Aux barrières de dégel (article 7 *idem*) ;
- Aux ponts suspendus (article 8 *idem*) ;
- A la largeur du chargement (article 11 *idem*) ;
- A la largeur des colliers des chevaux (article 12 *idem*).

Le surplus du règlement est placé dans les attributions des tribunaux.

Procédure. La procédure à suivre devant les conseils de préfecture a été nettement définie par le titre III de la loi du 30 mai. Plusieurs points demeurés jusqu'à présent indécis ou réglés seulement par la jurisprudence ont été fixés par la loi même. J'appelle particulièrement votre attention sur les délais déterminés par les articles 23, 24, 25 et 26. La plupart de ces délais doivent être observés sous peine de déchéance. Il importe dès lors qu'ils ne soient pas dépassés. Vous veillerez surtout à ce que la notification des procès-verbaux aux contrevenants (article 23) soit faite en temps utile, et aussi, lorsqu'il y aura lieu de se pourvoir contre l'arrêté du conseil de préfecture (article 25), à ce que les pièces de l'affaire parviennent à l'administration centrale assez tôt pour que le recours puisse être formé dans les trois mois de la date de l'arrêté.

Pénalité. D'après l'ancienne législation, les amendes encourues pour contraventions à la police du roulage étaient fixes. Le conseil de préfecture n'avait pas la faculté de se mouvoir entre un maximum et un minimum. Cette faculté a été accordée par la loi du 30 mai 1851. Toutes les contraventions dont le jugement est dévolu au conseil de préfecture sont punies d'une amende de 5 à 30 francs. Le conseil pourra donc désormais, entre ces deux chiffres, graduer les peines et les proportionner aux délits.

Le juge, en appréciant lui-même les circonstances atténuantes qui résultent soit du peu de gravité de la contravention, soit de la bonne foi ou de la position du contrevenant, rendra beaucoup moins fréquents ces recours en grâce devenus si nombreux sous la rigoureuse inflexibilité des anciens règlements. Par suite, l'administration devra se montrer plus sévère pour l'admission de ces recours : une trop grande indulgence approcherait de l'impunité, énerverait la loi et découragerait les agents chargés de l'appliquer.

Je ne pousserai pas plus loin, Monsieur le Préfet, ces instructions. Quelque détaillée que soit une instruction générale, il se rencontre toujours, dans l'application, des difficultés imprévues. S'il s'en présente dans votre département, veuillez me les soumettre, et je m'empresse de les résoudre.

J'ai cru devoir renfermer dans ce même cahier, avec la présente instruction, le décret du 10 août 1852 et la loi du 30 mai 1851. Je vous prie de m'accuser réception de cet envoi.

Je fais un envoi semblable à M. l'ingénieur en chef de votre département, ainsi qu'à MM. les ingénieurs d'arrondissement.

234.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.

31 août 1852.

Personnel. — *Tournées des conducteurs et des agents inférieurs. — Frais de découchers et de déplacements alloués aux conducteurs et piqueurs (1).*

Monsieur le Préfet, l'intérêt du service exige que les routes, les rivières, les canaux, dont la direction est confiée à l'administration des ponts et chaussées, soient parcourus par les agents à des époques rapprochées. Les anciennes instructions prescrivent aux conducteurs de visiter deux fois par mois toutes les voies de communication de la subdivision dont ils sont chargés; le règlement sur les cantonniers a institué des chefs cantonniers qui, ne devant employer qu'une partie de leur temps à l'entretien de leur canton, sont astreints à de fréquentes tournées; dans un certain nombre de départements les ingénieurs en chef ont même été autorisés à substituer aux cantonniers-chefs des ambulants qui, n'ayant pas de canton, consacrent tout leur temps à parcourir les routes, pour surveiller le travail des cantonniers, constater les contraventions et signaler tous les faits qu'il est utile de porter à la connaissance de leurs chefs.

J'ai lieu de penser que ces prescriptions des règlements sont exactement suivies et qu'une surveillance active est exercée dans tous les départements. Mais, dans quel-

(1) Voir *infra*, n° 201.

qués services, les conducteurs et les agents sous leurs ordres ne rendent compte que d'une manière insuffisante des résultats de leurs tournées, et les ingénieurs ne sont pas en mesure de recueillir tous les renseignements qui leur seraient nécessaires dans l'intervalle des tournées qu'ils font eux-mêmes. J'ai reconnu qu'il convenait d'assujettir les agents de l'administration à présenter dans les mêmes formes les comptes rendus de leurs opérations.

D'un autre côté, la cour des comptes a signalé à plusieurs reprises l'insuffisance des justifications qui sont produites, dans quelques départements, à l'appui des mandats concernant les frais de découchers et de déplacements alloués aux conducteurs et piqueurs des ponts et chaussées. La cour a manifesté le désir qu'une formule soit arrêtée par les soins de l'administration centrale et uniformément appliquée dans tous les services.

Pour répondre à ce désir, en même temps que pour régulariser tout ce qui se rapporte aux comptes rendus des tournées faites par les conducteurs et les agents sous leurs ordres, j'ai arrêté les dispositions suivantes :

Feuilles hebdomadaires des tournées des chefs cantonniers ou des ambulants. Les chefs cantonniers ou les ambulants rendent compte, chaque semaine, du résultat de leurs tournées.

La feuille des tournées, modèle n° 1, leur est remise par le conducteur de la subdivision, qui fixe les itinéraires et les heures de départ, et donne toutes les instructions qui peuvent être nécessaires.

Le chef cantonnier ou l'ambulant porte sur la feuille, pour chaque cantonnier, toutes les indications que comportent les colonnes du tableau; il rend compte de l'exécution des ordres qui lui ont été donnés, et il ajoute sommairement les observations qu'il a pu faire.

Le conducteur met à la suite ses notes et ses propositions, et il transmet la feuille à l'ingénieur ordinaire.

Procès-verbaux de tournées des conducteurs. Les conducteurs ou les piqueurs parcourent, deux fois par mois, toutes les routes ou parties de routes, rivières, etc., dont la surveillance leur est confiée. Ils rendent compte dans un procès-verbal, modèle n° 2, de toutes les observations qu'ils ont faites dans leurs tournées :

Sur le service des cantonniers, leur assiduité, le bon emploi du temps, le travail exécuté (1);

Sur l'état de la route, de la chaussée, des accotements, des chemins de halage des rivières et des canaux;

Sur la hauteur des eaux, l'alimentation des biefs;

Sur les contraventions à la police de la grande voirie, et ils donnent tous les autres renseignements qui peuvent être nécessaires au service, alors toutefois que ces renseignements ne trouvent pas plus naturellement leur place dans les autres productions périodiques que les conducteurs adressent aux ingénieurs ordinaires. Il n'y aurait, en effet, aucun avantage à donner, par exemple, dans un procès-verbal de tournée, l'état des approvisionnements faits par un entrepreneur, puisque cet état doit être nécessairement produit avec les pièces de comptabilité du mois. Il faut

(1) Voir *infra*, n° 279.

éviter les doubles écritures; il importe surtout que des observations utiles ne se trouvent pas noyées au milieu de détails trop multipliés qui pourraient les faire passer inaperçues.

A la fin du procès-verbal de tournée, le conducteur donne la récapitulation de ses déconchers et de ses déplacements pendant la quinzaine.

Les conducteurs ou piqueurs qui, sans avoir de subdivision, sont chargés soit de faire ces tournées extraordinaires ou des opérations, soit de surveiller des ateliers, rendent compte dans les mêmes formes de leurs travaux et de leurs observations, et présentent de la même manière l'état de leurs déconchers et déplacements.

Les procès-verbaux de tournée sont adressés à l'ingénieur ordinaire, le 10 et le 25 de chaque mois.

L'ingénieur ordinaire y joint ses observations et, s'il y a lieu, ses propositions, et les transmet, par un seul envoi, à l'ingénieur en chef, avant la fin du mois.

L'ingénieur en chef lui renvoie dans les dix premiers jours du mois suivant.

État des frais de déconchers et de déplacements. A la fin de chaque trimestre, l'ingénieur ordinaire, sur le vu des procès-verbaux de tournée des conducteurs et piqueurs de son service, dresse l'état trimestriel des frais de déconchers et de déplacements qui leur sont dus, modèle n° 3.

Cet état rappelle la date de la décision réglementaire qui a fixé le maximum de l'indemnité qui peut être annuellement payée aux agents, ainsi que les sommes déjà allouées à chacun d'eux sur les fonds de toutes natures depuis le commencement de l'exercice qui doit supporter la dépense.

Cet état est vérifié et modifié, s'il y a lieu, par l'ingénieur en chef, qui se fait communiquer de nouveau, lorsqu'il le juge convenable, les procès-verbaux de tournée qui ont servi de bases; il est ensuite soumis à votre approbation.

En réglant ces allocations, MM. les ingénieurs ne perdroient pas de vue que l'administration n'a pas voulu constituer, pour les agents, un droit absolu à une indemnité, et augmenter ainsi leur traitement d'une manière indirecte. Les diverses fixations du tarif ne sont que des limites au-dessous desquelles les ingénieurs peuvent rester, en tenant compte de toutes les différences que commandent les règles de l'équité et de la justice distributive, ainsi que les légitimes intérêts du Trésor; ils ne doivent donc pas hésiter à réduire et même à supprimer l'indemnité lorsque l'opération n'a pas été faite avec l'activité et l'exactitude convenables. Ils auront d'ailleurs à tenir compte, dans leurs appréciations, de toutes les circonstances qui ont rendu les opérations plus onéreuses pour chaque agent, soit qu'il ait eu à parcourir des contrées d'un difficile accès, soit qu'éloigné de sa famille il ait eu à supporter de doubles frais de ménage, etc.; et ils alloueront, dans ces différents cas, le maximum du tarif. Je les autorise même à ne pas déduire, sur chaque mois, les déconchers correspondant aux trois journées obligatoires (1), lorsqu'ils reconnaîtront que cette réduction rendrait l'indemnité insuffisante. C'est, en un mot, à l'arbitrage des ingénieurs, exercé sous votre contrôle, Monsieur le Préfet, que l'administration a entendu s'en rapporter, et son but a été non-seulement de venir en aide aux agents

(1) La disposition des décisions spéciales de 1816 qui prescrivait de déduire trois déconchers par mois a été abrogée par la circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 28 août 1862.

en leur remboursant des frais que l'insuffisance de leur traitement ne leur permet pas de supporter, mais aussi de donner à leurs chefs immédiats les moyens d'entretenir leur zèle et d'exciter leur émulation. Il reste bien entendu, d'ailleurs, qu'aucune somme excédant le maximum annuel ne pourra être allouée qu'en vertu d'une décision ministérielle.

Ces dispositions seront mises à exécution à partir du 1^{er} octobre prochain.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs en chef et à MM. les ingénieurs ordinaires.

235.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets (1).

31 août 1852.

Navigation. — Envoi d'un nouveau modèle de cahier des charges et d'instructions pour le service des bacs.

Monsieur le Préfet, le département des finances vient, sur la proposition de l'administration des travaux publics, d'apporter quelques modifications au modèle du cahier des charges qui règle les obligations à imposer aux fermiers des passages d'eau. Ces modifications sont relatives au cautionnement à fournir par les adjudicataires ou abonnataires des bacs et bateaux de passage public, aux conditions de capacité à exiger des fermiers, lorsqu'ils font eux-mêmes le service, et aux franchises à stipuler pour le passage de nuit de certains fonctionnaires ou agents de l'administration.

En ce qui concerne le cautionnement, l'expérience avait démontré que les dispositions combinées des articles 1 et 7 de l'ancien cahier des charges, approuvé par le ministre des finances le 7 avril 1835, avaient pour résultat, d'une part, de grever les fermiers ou leurs cautions d'obligations indéfinies, contraires par cela même aux principes du droit commun en matière d'hypothèques, et souvent hors de proportion avec l'importance du passage, et, d'autre part, de rendre illusoire la garantie de l'État, lorsque l'inscription prise au nom du Trésor sur les immeubles composant le second cautionnement à fournir en vertu de l'article 7 ne venait pas en ordre utile. Pour remédier à ce double inconvénient, on se bornera désormais à exiger un cautionnement unique, dont le montant sera déterminé proportionnellement à l'importance de chaque passage. Le prix de la ferme précédente et la valeur du matériel fixé par le dernier procès-verbal de mise en jouissance donneront les éléments les plus essentiels du chiffre de ce cautionnement, qui sera d'ailleurs débattu par vous, Monsieur le Préfet, par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées et par le directeur des contributions indirectes. Les articles 1, 2, 3 et 4 du cahier des charges ont été modifiés dans ce sens.

L'article 31 dispose que le fermier qui fera lui-même le service du passage devra remplir les conditions de capacité exigées par l'article 47 de la loi du 6 frimaire an VII.

Enfin, l'article 35 énumère les fonctionnaires et agents de l'administration qui ont

(1) Voir *infra*, nos 205 et 319.

droit de passer gratuitement, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions (1).

J'ai l'honneur de vous adresser un exemplaire du cahier des charges modifié conformément aux dispositions nouvelles que je viens d'indiquer, et approuvé par M. le ministre des finances le 28 de ce mois.

Instructions générales. — En vous transmettant ce nouveau modèle, je crois devoir vous rappeler, Monsieur le Préfet, les dispositions principales des différentes circulaires et instructions ministérielles relatives à l'amodiation des passages d'eau. Quelques-unes de ces dispositions paraissent avoir été perdues de vue, et les traités consentis avec les fermiers présentent souvent des irrégularités dont il importe d'éviter le retour.

Le service des bacs offre un caractère mixte; d'une part, il intéresse la viabilité publique, d'autre part, il est une source de revenus pour le Trésor. Les départements des travaux publics et des finances sont chargés de prendre, chacun en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour que cette double destination soit remplie.

Le département des travaux publics statue directement sur les questions qui ont trait à l'établissement des passages d'eau, à leur déplacement, à leur suppression, à la fourniture, la réparation et le renouvellement du matériel d'exploitation. Il approuve les projets des travaux à exécuter aux abords des bacs pour en faciliter l'accès, et prononce sur les réclamations auxquelles l'établissement d'un passage d'eau peut donner lieu. L'approbation de la liquidation des plus-values ou des moins-values, en fin de bail, du matériel des bacs, laquelle ressortit également au département des travaux publics, a été déléguée aux préfets par le décret du 25 mars 1852, mais cette délégation ne s'étend pas à la remise ou à la réduction du montant des moins-values; vous devez donc continuer à me soumettre, avec votre avis et celui de MM. les ingénieurs, les demandes qui vous seront adressées à ce sujet par les fermiers sortants.

Le ministre des finances statue sur les adjudications et abonnements consentis pour l'amodiation des passages d'eau, les cahiers des charges qui servent de base à cette amodiation, la fixation ou la révision des tarifs des droits à percevoir par les fermiers, les demandes de réduction du prix de fermage, les demandes d'indemnité et de résiliation présentées par les fermiers, enfin sur toutes les questions qui concernent l'exploitation et la perception.

Toutefois, mon département ayant mission de proposer au ministre des finances les décisions qui rentrent dans ses attributions, c'est à l'administration des travaux publics que vous devez adresser directement toutes les propositions relatives au service des bacs, soit qu'elles concernent exclusivement mon département, soit que la solution en appartienne au département des finances.

Tarifs. — Tout passage d'eau, en vertu des dispositions de l'article 25 de la loi du 6 frimaire an vi et de l'arrêté du 8 floréal an xii, doit faire l'objet d'une adjudication.

(1) Le ministre des finances avait décidé, le 21 décembre 1837, qu'à l'avenir la franchise du péage serait accordée aux gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions; le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, dans une circulaire du 10 décembre 1837, a prescrit de publier cette nouvelle franchise aux articles 5 et 35 des cahiers des charges, lors du renouvellement des baux.

ection publique. La première question à régler avant l'adjudication est la fixation du tarif des droits à percevoir par le fermier. L'article 10 de la loi du 14 floréal an x exige que ce tarif soit fixé par le Gouvernement dans la forme arrêtée pour les règlements d'administration publique, c'est-à-dire le Conseil d'État entendu. Tout projet de tarif doit être dressé conformément aux prescriptions des articles 18, 19 et 20 de la loi du 6 floréal an vii; il doit en outre, aux termes d'un avis en date du 18 décembre 1849, du comité des finances du Conseil d'État, rappeler les exemptions de péage stipulées par les articles 5 et 35 du cahier des charges.

Il est indispensable d'ailleurs que MM. les ingénieurs joignent à leurs propositions, conformément à l'article 20 précité de la loi de finistère an vii, un tableau indiquant la hauteur des fleuves et rivières, ainsi que leur niveau lors des hautes, moyennes et basses eaux; qu'ils fassent connaître s'il est nécessaire d'accorder aux fermiers un supplément de taxe lors des débordements, et désignent le niveau à partir duquel ce supplément pourroit être exigible.

Le conseil municipal des communes intéressées, le sous-préfet de l'arrondissement et le directeur des contributions indirectes du département doivent être toujours consultés sur les tarifs proposés par les ingénieurs.

Les prescriptions qui précèdent sont absolues, Monsieur le Préfet; et dans le cas où les actes administratifs qui ont sanctionné les tarifs actuellement en vigueur sur les passages d'eau de votre département auraient été rendus sans l'intervention du Conseil d'État, vous aurez soin de faire précéder, dans l'année de l'expiration des baux, à l'instruction ci-dessus prescrite. Le résultat de cette instruction devra me parvenir six mois au moins avant l'époque de la réadjudication desdits passages, afin de me permettre de faire homologuer en temps utile, et dans la forme des règlements d'administration publique, les tarifs qui devront servir de base aux nouvelles adjudications. Les mêmes règles seront observées lorsqu'il y aura lieu d'apporter des modifications à un tarif en vigueur ou de rendre applicable à un bac le tarif d'un autre bac.

Établissement d'un nouveau passage d'eau. — Lorsqu'il s'agira d'établir un nouveau passage d'eau, les conseils municipaux des communes intéressées, le sous-préfet de l'arrondissement et le directeur des contributions indirectes du département devront être consultés sur l'utilité du passage aussi bien que sur le projet de tarif. Afin d'éviter une double instruction, ils donneront leur avis à la fois sur ces deux questions.

Le projet de tarif sera accompagné d'un cahier des charges destiné à la mise en ferme du passage, d'un plan général indiquant l'emplacement du nouveau bac ainsi que les voies de communication qu'il doit relier entre elles, et d'un rapport de MM. les ingénieurs contenant leurs propositions pour l'établissement du passage projeté. Ce rapport fera connaître si le service du nouveau bac nécessitera l'emploi d'un matériel affecté au transport des voitures et bestiaux ou d'une simple embarcation pour le passage des piétons. Il indiquera, en outre, si les frais de première acquisition du matériel devront être laissés à la charge du fermier ou être supportés par l'État.

Dans ce dernier cas, MM. les ingénieurs joindront à leurs propositions un projet régulier du matériel à construire. Ce projet devra être dressé conformément au programme général arrêté par la circulaire en date du 14 janvier 1850.

Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, en me faisant parvenir ces différentes pièces, y joindre votre avis en forme d'arrêté.

Adjudications. — L'article 25 de la loi du 6 frimaire an viii et l'article 2 de l'arrêté du 8 floréal an xii fixent à trois, six ou neuf années la durée des baux ordinaires des passages d'eau. L'article 3 de l'arrêté précité stipule toutefois que, lorsque dans l'intérêt de la perception il sera jugé convenable de passer des baux d'une plus longue durée, les préfets pourront les consentir pour douze, quinze et dix-huit années, avec l'autorisation spéciale de M. le ministre des finances. Avant d'user de cette faculté, vous devrez toujours, Monsieur le Préfet, m'en référer préalablement.

Lorsque les bacs et bateaux qu'il s'agit d'affrimer seront présumés ne devoir donner qu'un produit trop modique pour que les enchérisseurs aient intérêt à se transporter au chef-lieu, ou bien encore lorsque, par un motif quelconque, vous jugerez cette mesure plus avantageuse pour l'État, vous pourrez déléguer aux sous-préfets, et ceux-ci aux maires, la faculté de procéder aux adjudications dans le lieu de leur résidence ; mais ces fonctionnaires sont les seuls auxquels cette délégation puisse être donnée.

Le jour fixé pour l'adjudication sera porté à la connaissance du public par voie d'affiches. Au jour indiqué par les affiches, nul ne devra être admis à enchérir s'il n'a déposé, au moins trois jours à l'avance, au lieu fixé pour l'adjudication, des certificats délivrés par le maire de sa commune, constatant sa capacité, sa solvabilité et sa moralité.

La fixation des mises à prix, sur lesquelles doivent s'ouvrir les enchères, ne saurait être l'objet de règles absolues. Vous déterminerez ces mises à prix en consultant les résultats des anciens baux, et en tenant compte, le cas échéant, des modifications qui auront pu être apportées dans les tarifs. La connaissance des localités, l'état actuel d'exploitation des bacs et bateaux, et les renseignements que pourra vous fournir le directeur des contributions indirectes de votre département, vous permettront d'établir ces mises à prix à leur juste valeur. Il conviendra, d'ailleurs, pour qu'elles ne portent pas obstacle aux enchères et pour qu'elles provoquent au contraire la concurrence, qu'elles soient fixées à des sommes sensiblement inférieures aux produits présumés du passage d'eau.

Dans le cas où il ne se présenterait pas d'enchérisseurs à l'adjudication, les mises à prix pourront, séance tenante, être successivement diminuées ; et même à défaut d'offres plus avantageuses, le passage d'eau pourra être adjugé sous la simple condition de l'entretenir en bon état, et de se soumettre aux obligations imposées aux fermiers par le cahier des charges.

En aucun cas, la propriété du passage d'eau ne doit sortir des mains de l'État. Une instruction ministérielle du 19 prairial an xii et une circulaire en date du 17 avril 1811, du directeur général des ponts et chaussées, autorisaient, il est vrai, l'abandon aux communes des bacs qui, ne reliant pas des communications reconnues utiles, seraient réputés d'un produit presque nul, ou qui, exigeant des dépenses d'entretien ou de réparation supérieures au produit, ne pourraient être affermés faute d'enchérisseurs ; mais deux avis du comité des finances du Conseil d'État, du 3 octobre 1817 et du 2 septembre 1819, ont déclaré que de tels abandons ne pourraient plus être autorisés, l'État devant conserver le droit exclusif de l'exploitation de tout passage d'eau, et que les communes pouvaient seulement, après autorisation régulière, se présenter comme enchérisseurs, concurremment avec les particuliers, et devenir adjudicataires.

Il convient d'adjuger autant que possible, à la même époque, tous les baux du même département. Si, par suite de résiliation ou pour tout autre motif, il devenait nécessaire d'affermir isolément un passage d'eau, l'époque de l'expiration du nouveau bail devrait être fixée de manière à coïncider avec celle du renouvellement des baux de tous les autres baux du département.

L'adjudication devra toujours avoir lieu trois mois avant l'expiration des baux en vigueur. Les résultats de cette adjudication devront m'être transmis dans le mois pendant lequel ladite adjudication aura été tranchée.

Enchères collectives sur des passages d'eau adjugés séparément. — Une instruction, approuvée par le ministre des finances le 19 prairial an xii, avait autorisé les préfets à recevoir des enchères portant sur la totalité des baux et bateaux d'un département, mais seulement après les adjudications partielles, attendu que la mise à prix de l'adjudication collective devait être composée du montant de toutes ces adjudications partielles. L'expérience ayant démontré que des adjudicataires sérieux et présentant toutes les garanties désirables s'étaient quelquefois vus évincés, moyennant une faible enchère, par un adjudicataire unique agissant assez ordinairement dans un but de spéculation et obligé de sous-traiter, M. le ministre des finances, après s'être concerté avec le département des travaux publics, a décidé, le 20 mars 1841, qu'à l'avenir la mise à prix de toute adjudication collective de passage d'eau serait toujours d'un dixième au moins en sus du montant des adjudications partielles.

En outre, dans le but d'assurer l'exécution de cette décision et de maintenir une libre concurrence aux enchères, le ministre des finances a pris, le 19 mai 1841, d'accord avec le département des travaux publics, une seconde décision contenant les dispositions réglementaires suivantes :

« 1^{re} Le jour choisi pour les premières adjudications devra toujours être annoncé un mois au moins à l'avance, par des avis et des publications officielles ;

» 2^{re} Il ne pourra être procédé à une adjudication collective, sur le montant en bloc des adjudications partielles, qu'après le délai d'une quinzaine, à compter du jour de l'apposition d'avis et d'affiches spéciales ;

» 3^{re} Les préfets devront examiner, dans la quinzaine qui suivra les adjudications partielles, s'il convient de s'en tenir à celles-ci ou de tenter une adjudication collective, et, dans le cas où, à l'expiration de ce délai, ils n'auront pas fait apposer des avis indiquant le jour et le lieu d'une adjudication collective, les adjudications partielles, considérées alors comme étant maintenues, devront recevoir leur exécution, sous l'approbation du ministre des finances, à laquelle toute adjudication de passage d'eau reste nécessairement subordonnée.

» Afin d'éviter d'ailleurs toute espèce de doute ou de contestation, la première affiche publiée pour les adjudications partielles devra désormais, lorsqu'il sera jugé utile de réserver la faculté éventuelle de l'adjudication collective, énoncer cette réserve par une mention expresse. »

Abonnement par voie de soumission directe. — L'amodiation des droits à percevoir sur les bacs étant, ainsi que nous l'avons dit, faire toujours l'objet d'une adjudication publique, il en résulte que ce n'est qu'après une tentative d'adjudication demeurée sans effet qu'on peut recourir au mode d'abonnement par voie de soumission directe. Ces abonnements doivent être reçus par vous, Monsieur le Préfet, ou par les

sous-préfets ou les maires; mais ici, comme pour les adjudications, ces fonctionnaires sont les seuls auxquels vous puissiez donner votre délégation.

Les actes d'abonnement, à moins de circonstances particulières, énonceront simplement les bases du traité, c'est-à-dire la durée du bail, le prix annuel de la redevance, enfin l'engagement pris par l'abonnataire de se soumettre aux clauses et conditions du cahier des charges. Cette dernière condition est nécessaire, car il n'y a pas de motif pour que les fermiers par abonnement ne soient pas astreints aux mêmes obligations que les adjudicataires.

Vous voudrez bien d'ailleurs observer que l'affermage par abonnement direct n'est qu'un mode d'exploitation transitoire qui doit cesser à l'époque fixée pour la réadjudication aux enchères publiques des autres passages d'eau du département.

Pièces à fournir à l'appui des traités passés avec les fermiers. — J'ai remarqué que l'on omettait souvent de joindre aux pièces relatives aux adjudications ou abonnements un exemplaire du cahier des charges spécial à chaque passage. Cette omission est d'autant plus regrettable que l'administration se trouve par là dans l'impossibilité de vérifier si le cahier des charges qui sert de base aux traités passés avec les fermiers renferme toutes les stipulations désirables. Je vous recommande de veiller à ce que cet oubli ne se renouvelle plus à l'avenir.

D'un autre côté, l'acte de cautionnement qui accompagne le procès-verbal d'adjudication doit toujours, dans le cas où le cautionnement serait constitué en immeubles, énoncer explicitement que ces immeubles sont libres de toute hypothèque jusqu'à concurrence du montant dudit cautionnement.

Enfin les procès-verbaux d'adjudication et actes d'abonnement doivent être soumis à l'enregistrement, et mention doit être faite de l'accomplissement de cette formalité.

J'ajouterai qu'à ces différentes pièces doit être également joint l'état récapitulatif réclamé par ma circulaire du 20 juin dernier, et désignant le nom de la rivière sur laquelle se trouvent les passages d'eau, le nom du bac, celui de la commune de la situation des lieux, celui des fermiers, la durée du bail, enfin le montant de la nouvelle ferme et celui de la ferme précédente.

Matériel d'exploitation. — S'il existe dans votre département des passages d'eau desservis au moyen d'un matériel fourni par les fermiers en exercice, et qu'il convienne d'imposer à leurs successeurs la même obligation, il y aura lieu de retrancher de l'article 11 du cahier des charges la disposition relative au paiement de la moins-value et de supprimer les articles 12, 13 et 14. A ces articles on substituera une clause stipulant que l'adjudicataire sera tenu de fournir, entretenir en bon état et remplacer, au besoin, le matériel ainsi que les agrès et ustensiles nécessaires à l'exploitation du passage; qu'il demeurera chargé des travaux de réparation et d'entretien des cales d'abordage pour tout ce qui sera étranger aux roues ou chemins vicinaux servant d'accès au bac; et que, s'il négligeait l'entretien du passage d'eau de manière à compromettre la sûreté publique, l'administration se réserve de prendre d'office, aux frais, risques et périls de l'adjudicataire, telles mesures qu'il appartiendra pour que le service des communications ne soit pas interrompu.

Enfin, dans le cas où le matériel d'exploitation serait la propriété du fermier, il conviendra également de retrancher des articles 22 et 23 du cahier des charges tout ce qui concerne l'inventaire descriptif et estimatif dudit matériel.

Il peut arriver cependant que, pour quelques-uns des passages placés dans cette catégorie, l'administration ait avantage à faire l'acquisition du matériel; vous aurez alors à m'adresser les propositions des ingénieurs; mais, dans aucun cas, le mode d'exploitation en vigueur ne devra être changé sans qu'il ait été préalablement statué par l'administration supérieure.

Remise aux domaines du matériel sans destination. — En ce qui concerne les objets hors de service et le matériel qui, par suite de la suppression d'un passage ou par un motif quelconque, deviendraient disponibles et ne pourraient recevoir une destination nouvelle, remise en sera faite à l'administration des domaines, conformément aux prescriptions de l'article 16 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1). Il importe, avant d'effectuer cette remise, d'en référer à l'administration supérieure. MM. les ingénieurs auront soin d'indiquer dans leurs propositions la valeur du matériel sans emploi, et de faire connaître s'il est en état de recevoir une destination utile, soit dans le département même, soit dans un des départements limitrophes.

Je vous recommande d'une manière toute particulière, Monsieur le Préfet, de veiller à ce que les dispositions rappelées par la présente circulaire reçoivent leur entière exécution, afin d'éviter les retards qu'une instruction incomplète entraîne toujours avec elle.

Indépendamment d'un exemplaire du nouveau cahier des charges, vous trouverez ci-joint des modèles de procès-verbal d'adjudication, d'actes d'abonnement et d'actes de cautionnement, auxquels vous voudrez bien vous conformer à l'avenir.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef et à MM. les ingénieurs ordinaires.

236.

Circulaire du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce aux préfets.

23 septembre 1852.

Comptabilité. — Solutions diverses relatives à l'exécution du règlement de comptabilité, en date du 30 novembre 1840.

Monsieur le Préfet, quelques difficultés s'étant élevées sur l'interprétation de diverses dispositions du règlement de comptabilité du 30 novembre 1840 entre des ordonnateurs secondaires et des comptables, j'ai été appelé à les résoudre. M. le ministre des finances, après s'être concerté avec moi, a donné à MM. les payeurs, par une circulaire du 30 juillet dernier, connaissance des solutions récemment arrêtées entre nous. Il est essentiel que MM. les ordonnateurs secondaires soient également informés des décisions prises et notifiées aux payeurs.

Le règlement de comptabilité du ministère de l'intérieur, en date du 30 novembre 1840, est seul applicable à la justification des dépenses départementales.

Une circulaire émanée de la direction de comptabilité générale du ministère des finances, en date du 4 mai 1844, avait, par suite d'un malentendu, prescrit aux

(1) Voir l'article 13 du décret du 31 mai 1862.

payeurs de suivre, pour le service des routes départementales et pour celui des chemins vicinaux, le règlement applicable au service des routes nationales. Les instructions annuelles de mes prédécesseurs sur la comptabilité départementale recommandaient, au contraire, de suivre le règlement du 30 novembre 1840, à moins de décisions spéciales notifiées directement aux ordonnateurs. Ce désaccord doit complètement cesser aujourd'hui, attendu que MM. les payeurs viennent d'être invités à considérer comme non avenue cette partie de la circulaire du 4 mai 1844.

Déclaration constatant la réalisation du cautionnement lors du paiement du premier à-compte.

Des ordonnateurs secondaires ont cru devoir refuser de produire, lors du paiement du premier à-compte sur une entreprise, la déclaration du versement du cautionnement par l'entrepreneur. Les termes formels du § 8 des observations préliminaires de la nomenclature annexée au règlement du 30 novembre 1840 (page 181) attestent l'intention évidente de faire intervenir les ordonnateurs pour certifier la réalisation du cautionnement. Ils doivent donc toujours constater ce fait, et, si l'entrepreneur a été dispensé par son marché de fournir un cautionnement, la déclaration à produire doit être négative.

Les expéditions du marché et du cahier des charges, demeurées entre les mains des entrepreneurs, doivent être fournies à l'appui du paiement de solde.

Lors du paiement de solde, des difficultés se sont présentées à l'égard de la remise des expéditions des marchés et des autres pièces demeurées entre les mains de l'entrepreneur, et dont la copie ou extrait ont été livrés à l'appui du mandat de premier à-compte.

Le règlement de comptabilité du ministère de l'intérieur est, à cet égard, moins positif que celui du ministère des travaux publics; mais il fait néanmoins mention du rapport de certaines pièces devenues inutiles à l'entrepreneur, et l'on ne doit pas douter qu'il veuille principalement désigner les marchés, les cahiers des charges, les soumissions, les procès-verbaux d'adjudication et autres pièces de même nature; ainsi la remise de ces pièces doit être faite à l'appui du paiement de solde.

Constatation de l'inscription aux inventaires des outils répartis.

Par analogie avec ce qui a lieu pour la réparation des objets mobiliers, les mémoires de réparation d'outils appartenant à l'administration, et susceptibles d'être emmagasinés, doivent être revêtus du certificat de l'ordonnateur constatant le numéro sous lequel ces outils sont inventoriés. Mais comme l'administration doit, dans certaines circonstances et à raison de l'exiguïté des salaires, faire réparer les outils des cantonniers et ouvriers auxiliaires qu'elle emploie, il suffit alors que l'ordonnateur constate ce fait. Ainsi, dans tous les cas, l'ordonnateur fera connaître par son certificat : 1° s'il s'agit d'un outil ou ustensile susceptible d'être conservé en magasin, le numéro qu'il a reçu sur l'inventaire; 2° s'il s'agit d'un objet non susceptible d'être conservé en magasin, cette particularité sera énoncée au certificat; 3° enfin si cet objet n'appartient pas au département, la mention en sera faite.

Dépenses diverses du service des routes imputables sur les crédits alloués à titre de réserve.

Les dépenses du service des routes départementales désignées dans les budgets comme imputables sur les crédits de réserve ne sauraient être régulièrement imputées sur les allocations affectées aux travaux de chaque route. Il est important de conserver cette distinction, afin de faciliter l'établissement et le contrôle des décomptes des indemnités proportionnelles attribuées à MM. les ingénieurs des ponts et chaussées, en exécution des circulaires des 12 juillet 1817 et 20 août 1846 (1).

Ratures et surcharges sur les mandats.

Le seizième paragraphe des observations générales placées en tête de la nomenclature des pièces à produire pour la justification des dépenses dépendant du budget de l'intérieur, en mentionnant la *partie manuscrite des mandats*, a eu en vue les désignations du nom du créancier, de l'objet de la créance et de son montant. Quant aux indications purement d'ordre, telles que numéro du mandat, quantième d'exercice, etc., les surcharges doivent être faites d'une manière claire, mais il n'est pas nécessaire qu'elles soient approuvées. Au sujet de l'approbation des ratures, lorsqu'il y a lieu, cette approbation ne saurait être considérée comme valable si elle est interlinéée au-dessus de la signature principale de l'ordonnateur, et elle exige toujours l'apposition d'une nouvelle signature.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire, dont vous adresserez deux exemplaires à M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département.

237.

Décret qui règle le costume officiel des fonctionnaires, employés et agents dépendant du ministère des travaux publics (Extrait) (2).

A octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, etc.

Décète :

Art. 1^{er}. Le costume officiel des fonctionnaires, employés et agents dépendant du ministère des travaux publics est réglé ainsi qu'il suit :

§ 2. CORPS DES PONTS ET CHAUSSEES. — 1^o *Inspecteurs généraux des ponts et chaussées*. Habit de drap bleu ; collet et parements de drap cramoisi ; broderies en or, branche de lanrier enlacée d'un ruban et surmontée d'une bague au collet et aux parements ; bouquet de poches, écusson à la taille, bague et bord courant de 0^m 04 autour de l'habit, s'élargissant jusqu'à 0^m 10 sur la poitrine.

Gilet, pantalon, chapeau et épée comme l'administration centrale (3) ; boutons dorés à l'aigle.

(1) Voir supra, n^{os} 73 et 149.

(2) Voir infra, n^o 239.

(3) ADMINISTRATION CENTRALE : Gilet blanc ; pantalon bleu ou blanc avec bande d'or ; chapeau français, plumes noires, ganse de velours noir brodée en or ; épée à poignée de nacre, garde dorée ; boutons dorés à l'aigle.

2° *Inspecteurs divisionnaires des ponts et chaussées* (1). Même uniforme; broderie aux collet, parements et taille; bouquet de poches, bord courant sur le devant de l'habit seulement, s'élargissant jusqu'à 0^m10 sur la poitrine, baguette autour de l'habit.

3° *Ingénieurs en chef*. Même uniforme; broderie aux collet, parements et taille; bouquet de poches, baguettes autour de l'habit.

4° *Ingénieurs ordinaires*. Même uniforme; broderie au collet et aux parements; écusson à la taille.

5° *Élèves ingénieurs*. Même uniforme; baguette et coins au collet et aux parements; chapeau sans plumes.

6° *Conducteurs principaux*. Habit de drap bleu; collet et parements de drap eramoisi, broderie en or, petite baguette au collet et aux parements, branches de laurier sans ruban, de 0^m16 de longueur, au collet et aux parements.

Gilet blanc; pantalon bleu avec bandes de drap eramoisi; chapeau sans plumes, ganse de soie noire brochée en or; épée à poignée noire, garde dorée; boutons dorés.

7° *Conducteurs embriagués*. Même uniforme; habit fermé, collet et parements de drap eramoisi; baguette au collet et aux parements, branches de laurier de 0^m12 au collet seulement.

8° *Conducteurs auxiliaires*. Même uniforme; baguette et branches de laurier de 0^m08 au collet.

Petite tenue pour les ingénieurs en chef, ingénieurs ordinaires et élèves, et pour les conducteurs. Capote de drap bleu, croisée sur la poitrine, portant deux rangs de boutons; collet et parements de drap eramoisi; pantalon bleu sans bande; casquette de drap bleu, avec galons indiquant le grade, et aigle au-dessus.

Ingénieurs en chef: broderie avec baguette au collet de la capote, cinq galons d'or superposés à la casquette.

Ingénieurs ordinaires: broderie sans baguette au collet de la capote; quatre galons d'or à la casquette.

Élèves ingénieurs: coins sans baguette au collet de la capote; trois galons d'or à la casquette.

Conducteurs principaux: broderie du grade, mais sans baguette au collet de la capote; deux galons d'or et un d'argent au milieu à la casquette.

Conducteurs embriagués: broderie du grade, sans baguette, au collet de la capote; deux galons d'or à la casquette.

(1) Les inspecteurs divisionnaires ayant, par décret du 17 juin 1831, pris le titre d'inspecteurs généraux de 2^e classe, leur costume a été réglé par le décret suivant (Extrait):

16 décembre 1834.

NAPOLÉON, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1^{er}. . . .

Les inspecteurs généraux de 2^e classe des ponts et chaussées porteront le même uniforme que les inspecteurs généraux de 1^{re} classe.

Les inspecteurs généraux des chemins de fer porteront le même uniforme que les inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines, avec les broderies en argent, collet et parements pareils à l'habit.

Conducteurs auxiliaires : broderie du grade, sans baguette au collet de la capote; un seul galon d'or à la casquette.

§ 3. INSPECTEUR PRINCIPAL ET INSPECTEURS DES PORTS (NAVIGATION INTÉRIEURE); INSPECTEURS PRINCIPAUX ET INSPECTEURS PARTICULIERS DE L'EXPLOITATION COMMERCIALE DES CHEMINS DE FER; COMMISSAIRES ET SOUS-COMMISSAIRES DE SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE DES CHEMINS DE FER. — 1° *Inspecteurs principaux*. Habit bleu, collet et parements pareils, broderie en argent, branche de laurier, avec le ruban et la baguette de l'administration centrale; collet, parements, bouquet de poches, écusson à la taille, baguette autour de l'habit.

Gilet blanc, pantalon bleu ou blanc à bande d'argent; chapeau français, plumes noires, ganse de velours noir brodée en argent; épée à poignée de nacre, garde argentée.

2° *Inspecteurs particuliers*. Même uniforme, moins le bouquet de poches et la baguette autour de l'habit.

3° *Commissaires*. Habit bleu, collet et parements pareils, broderie en argent, petite baguette au collet et aux parements, branche de laurier sans ruban, de 0^m 10 de longueur, au collet et aux parements.

Gilet blanc; pantalon bleu sans bande; chapeau sans plumes, ganse de soie noire brodée d'argent; épée à poignée noire, garde argentée.

Écharpe tricolore avec frange pareille.

4° *Sous-commissaires*. Même uniforme, habit fermé, baguette et branche de laurier de 0^m 12 au collet, baguette seulement aux parements.

Peite tenue. Capote de drap bleu, collet et parements pareils; broderie du grade au collet seulement, avec la baguette pour les inspecteurs principaux, sans baguette pour les autres grades.

Casquette en drap bleu, avec cinq galons d'argent pour les inspecteurs principaux, et quatre galons pour les inspecteurs particuliers, aigle au-dessus.

Les commissaires et sous-commissaires conservent le chapeau, l'épée et l'écharpe.

ART. 2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

238.

Circulaire du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce aux préfets (Extrait).

5 octobre 1852.

Personnel. — Abrogation des décrets des 13 mars et 12 août 1848, relatifs au cumul.

Monsieur le Préfet, l'article 27 de la loi du 8 juillet dernier, portant fixation du budget des recettes et dépenses de l'exercice 1853, a prononcé l'abrogation des décrets des 13 mars et 12 août 1848, relatifs au cumul des traitements et pensions.

Par suite de cette disposition, la législation qui régissait, antérieurement à ces décrets, les conditions du cumul des diverses allocations payées par l'État est remise en vigueur; elle est redevenue exécutoire à partir de la nouvelle loi, c'est-à-dire du 8 juillet.

Vous prendrez donc de nouveau, pour règle à ce sujet, les dispositions de l'article 27

de la loi du 25 mars 1817 (1), des articles 12 et 13 de la loi du 15 mai 1818 (2), et de l'article 27 de la loi du 11 avril 1831 (3), ainsi que les instructions contenues dans les articles 41, 42 et 43 du règlement du 30 novembre 1810.

239.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets (Extrait).

14 décembre 1832.

Personnel. — Costume officiel.

Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous adresser une ampliation du décret qui règle le costume officiel des fonctionnaires, employés et agents dépendant du ministère des travaux publics.

Le décret détermine pour ces divers fonctionnaires et agents une grande et une petite tenue. Mais il existe entre eux des différences de position qui ne permettent pas de rendre le double uniforme également obligatoire pour tous. Quelques explications me paraissent nécessaires à ce sujet.

1^{er} Ingénieurs des ponts et chaussées et des mines.

Les prescriptions des décrets du 7 fructidor an xii et du 18 novembre 1810, relatives à la grande tenue des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, n'ont jamais cessé d'être observées, et le nouveau règlement conserve l'ancien uniforme, sauf quelques modifications déjà consacrées par l'usage ou motivées sur des raisons d'analogie. Il n'y a donc rien à dire à cet égard; on n'aura qu'à suivre les règles établies depuis longtemps et passées en habitude dans les deux corps.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne la petite tenue. Quoique le décret de l'an xii prescrive rigoureusement aux ingénieurs de porter l'uniforme sur les travaux, l'incommodité de cet uniforme, qui, même pour la petite tenue, comportait un habit français, un chapeau et une arme, l'a fait abandonner depuis longtemps. Le nouvel uniforme de petite tenue, composé d'une capote brodée au collet seulement et d'une casquette avec galons indiquant le grade, n'offre pas les mêmes inconvénients; il est à la fois convenable, commode et peu dispendieux. Il me paraît utile d'en rendre l'usage obligatoire pour les ingénieurs dans leurs tournées et dans toutes les autres circonstances où ils peuvent avoir à faire reconnaître officiellement leur qualité.

2^{es} Conducteurs.

Le décret de l'an xii donnait aux conducteurs un uniforme qui n'est plus en rap-

(1)

Loi sur les finances (Extrait).

25 mars 1817.

ART. 27. § 1^{er}. Abrogé par la loi du 9 juin 1853.

§ 2. Néanmoins les pensions de retraite pour services militaires pourront être cumulées avec un traitement civil d'activité.

(2) Cette loi ne concerne pas le personnel de l'administration des ponts et chaussées.

(3)

Loi sur les pensions de l'armée de terre (Extrait).

11 avril 1831.

ART. 8. Est compté pour la pension militaire de retraite le temps passé dans un service civil qui donne droit à pension, pourvu toutefois que la durée des services militaires soit au moins de vingt ans.

ART. 27. Les pensions militaires dans la fixation desquelles il sera fait application de l'article 8 de la présente loi, ne pourront en aucun cas être cumulées avec un traitement civil d'activité.

port avec la position de ces agents dans le service des ponts et chaussées. Les dispositions du nouveau décret satisfont aux justes réclamations présentées depuis longtemps à cet égard.

Si l'on admet pour les ingénieurs la nécessité de porter l'uniforme dans le service, cette nécessité paraît plus évidente encore pour les conducteurs, qui se trouvent en contact immédiat et journalier avec les ouvriers et le public, et peuvent avoir fréquemment à constater des contraventions. L'uniforme de petite tenue doit donc être obligatoire pour eux; ils ne sauraient en être dispensés que quand ils sont employés dans les bureaux des ingénieurs et dans quelques cas exceptionnels où, soit à raison de la nature particulière du travail dont ils sont chargés, soit à raison d'autres circonstances accidentelles, l'uniforme deviendrait une gêne pour eux, sans aucun avantage pour le service.

Quant à la grande tenue, elle doit rester purement facultative, si ce n'est pour les conducteurs principaux et pour ceux des autres conducteurs embrigadés qui remplissent les fonctions d'ingénieurs, dirigent les bureaux de l'ingénieur en chef, ou sont placés à la tête d'une subdivision d'arrondissement. Pour les autres, il n'y aura d'obligatoire que la petite tenue, à laquelle ils pourront d'ailleurs ajouter l'épée et le chapeau, s'ils étaient appelés à prendre part, en leur qualité, à des cérémonies publiques.

3° Inspecteurs des ports (navigation intérieure) et inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer.

Ces inspecteurs doivent porter l'uniforme de petite tenue dans leurs tournées et dans toutes les autres circonstances où ils peuvent avoir à faire reconnaître officiellement leur qualité. L'inspecteur principal des ports, les inspecteurs principaux et particuliers des chemins de fer devront porter l'uniforme de grande tenue aux les présentations et visites officielles, ainsi que dans les cérémonies publiques auxquelles ils seraient convoqués. Les inspecteurs particuliers des ports pourront, même en ces cas, et surtout s'il ne se trouve pas dans le lieu de leur résidence d'autres fonctionnaires administratifs pourvus d'un costume officiel, conserver la petite tenue, en y ajoutant l'épée et le chapeau.

4° Commissaires et sous-commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.

La petite tenue sera seule considérée comme strictement obligatoire pour les commissaires et sous-commissaires.

L'écharpe, qui constitue le principal signe distinctif de ces agents dans l'exercice de leurs fonctions, les oblige à porter, même en petite tenue, l'épée et le chapeau. Mais, s'il est nécessaire d'exiger d'eux cette tenue complète les dimanches et les autres jours de grande affluence, il n'y a pas lieu de les y astreindre constamment. Ils pourront donc, les jours ordinaires, à moins de circonstances spéciales, ne prendre ni l'écharpe ni l'épée, et le chapeau pourra alors être remplacé par la casquette d'uniforme avec trois galons d'argent pour le commissaire et deux galons pour le sous-commissaire. Ils devront, d'ailleurs, ainsi que le prescrit la circulaire du 7 septembre 1850, avoir toujours l'écharpe sur eux, afin de pouvoir l'exhiber au besoin.

Ces diverses dispositions paraissent concilier avec les convenances du service tout ce qui peut être accordé aux convenances personnelles. Tout autre changement à

l'uniforme réglementaire devra donc être rigoureusement interdit. Il sera d'ailleurs accordé aux fonctionnaires en possession d'anciens uniformes un délai convenable pour les faire modifier d'après les nouvelles prescriptions.

Veuillez m'accuser réception de la présente, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs en chef.

240.

Décret promulguant un sénatus-consulte portant interprétation et modification de la constitution du 14 janvier 1852 (1).

25 décembre 1852.

NAPOLÉON, etc.

Nous avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons ce qui suit :

Sénatus-consulte (Extrait).

23 décembre 1852.

ART. 4. Tous les travaux d'utilité publique, notamment ceux désignés par l'article 10 de la loi du 21 avril 1832 et l'article 3 de la loi du 3 mai 1841, toutes les entreprises d'intérêt général, sont ordonnés ou autorisés par décret de l'Empereur (2).

Ces décrets sont rendus dans les formes prescrites pour les règlements d'administration publique. Néanmoins, si ces travaux et entreprises ont pour condition des engagements ou des subsides du Trésor, le crédit devra être accordé ou l'engagement ratifié par une loi avant la mise à exécution.

Lorsqu'il s'agit de travaux exécutés pour le compte de l'État, et qui ne sont pas de nature à devenir l'objet de concessions, les crédits peuvent être ouverts, en cas d'urgence, suivant les formes prescrites pour les crédits extraordinaires : ces crédits seront soumis au Corps législatif dans sa plus prochaine session.

241.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets (3).

17 janvier 1853.

Service général.—Secours aux ouvriers des travaux publics en cas d'accidents.—Modèle d'arrêté.

Monsieur le Préfet, aux termes de l'article 12 de l'arrêté du 15 décembre 1848, concernant les secours à accorder aux ouvriers des travaux publics en cas d'accidents, MM. les ingénieurs des ponts et chaussées doivent fournir à l'administration, chaque année, un relevé des accidents de toute nature arrivés dans les travaux de leurs services respectifs.

Je vous prie d'inviter M. l'ingénieur en chef de votre département à préparer ce travail conformément au modèle ci-joint. Vous voudrez bien me le transmettre le plus tôt possible, avec vos observations.

J'adresse à M. l'ingénieur en chef une ampliation de la présente dépêche.

(1) Voir *infra*, n° 390.

(2) Le Souverain exerce seul actuellement le pouvoir que l'article 3 de la loi du 3 mai 1841 partageait, suivant la nature des travaux, entre la loi et l'ordonnance.

(3) Voir *supra*, nos 163, 164 et 213.

DÉPARTEMENT ÉTAT des accidents arrivés en 1882 aux ouvriers employés sur les chantiers
du service

4

NOMS des OUVRIERS.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX. Indiquer si les travaux s'exécutent en régie ou à l'entreprise, et dans ce dernier cas, la date des adjudications.	DATES des ACCIDENTS ou de la cessation de travail par suite de maladie.	NATURE ET CAUSES des accidents ou maladie.	DURÉE de l'incapacité de travail.	MONTANT des secours accordés.	DÉPENSES TOTALES à la charge de l'entrepre- neur, à la charge de l'Etat ou du département	OBSERVATIONS.

242.

Circulaire du ministre des travaux publics aux inspecteurs divisionnaires des ponts et chaussées (Extrait) (1).

18 mai 1853.

Personnel. — *Tournees annuelles d'inspection.* — Instructions aux inspecteurs divisionnaires des ponts et chaussées.

Monsieur, en dehors des instructions générales concernant les tournées d'inspection, l'administration est dans l'usage d'indiquer chaque année, à MM. les inspecteurs, quelques points qui, par leur importance ou à raison de circonstances spéciales, lui paraissent mériter un examen particulier. Tel est l'objet de la présente lettre.

.....

Vous ne devez donc jamais perdre l'occasion de donner de bons conseils, surtout aux jeunes ingénieurs. Il faut vous attacher à leur faire bien comprendre la nécessité de se préoccuper avant tout de l'utilité pratique, dans l'étude première et la rédaction de leurs projets, d'éviter les travaux de luxe, de se regarder comme liés rigoureusement par les chiffres d'estimation, et de chercher non-seulement à ne pas les dépasser, mais à réaliser toutes les économies compatibles avec une bonne exécution des travaux. Il faut leur rappeler que, dans leurs relations de service avec le public, ils doivent, tout en maintenant les droits légitimes de l'état, se montrer animés d'un sage esprit de conciliation, tempérer par les formes ce que l'exécution des mesures d'intérêt général peut avoir quelquefois de rigoureux pour les intérêts particuliers. Recommandez-leur surtout de pousser jusqu'au scrupule le respect de la propriété, de s'imposer à eux-mêmes et d'imposer à leurs subordonnés la stricte observation des règlements lorsqu'ils ont besoin d'occuper ou de traverser des propriétés privées, d'éviter avec le plus grand soin d'augmenter inutilement les dommages, de procéder enfin, au fond et dans la forme, avec tous les ménagements que comporte l'accomplissement de la mission dont ils sont chargés.

.....

Les propositions d'indemnités, présentées jusqu'ici dans les comptes du personnel à la suite des propositions d'avancement, feront désormais l'objet de rapports spéciaux transmis à l'administration au commencement de l'année pour les ingénieurs, et, pour les conducteurs et agents secondaires, immédiatement après le travail annuel d'avancements.

Ainsi que vous l'avez fait l'année dernière, vous m'adresserez, indépendamment des états du personnel, trois tableaux résumant pour votre inspection tout entière, les deux premiers, vos propositions d'avancement en faveur des ingénieurs et en faveur des conducteurs et agents secondaires, et le troisième, les mesures à prendre au sujet des agents que l'âge, les infirmités, le manque d'exactitude ou de capacité ne permettraient pas de maintenir dans leur position actuelle.

Ces tableaux, ainsi que les comptes du personnel, devront me parvenir avant le 4^{er} décembre.

(1) Voir *suprà*, n° 207, et *infra*, n° 285, 283 et 312.

.....
Je vous invite, en terminant, à ne pas perdre de vue les instructions des années précédentes, qui prescrivent à MM. les inspecteurs :

D'envoyer, outre les comptes généraux de tournée, des extraits séparés de ces comptes pour chaque affaire qui demanderait une prompte solution ;

De surveiller la tenue des inventaires d'instruments et appareils de précision, et d'ordonner le renvoi immédiat au dépôt central des instruments sans emploi ou hors de service ;

D'examiner avec un soin tout spécial la situation financière de chacune des entreprises qui s'exécutent avec les ressources du budget des travaux publics, et de signaler celles dont la dépense paraîtrait devoir excéder les estimations primitives ;

De prendre une connaissance exacte de la proportion du fonds d'entretien des routes impériales, et d'établir, de concert avec les chefs de service, la somme nécessaire à une bonne viabilité.

.....

243.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets (Extrait).

6 juin 1853.

Comptabilité.—Travaux publics extraordinaires.—Imputation sur l'exercice courant des créances d'exercices clos non comprises dans les comptes.

Monsieur le Préfet, l'article 128 du règlement du 16 septembre 1843, sur la comptabilité du ministère des travaux publics, prescrit d'imputer sur l'exercice courant les dépenses concernant les travaux extraordinaires qui, n'ayant pas été comprises dans le compte de l'exercice auquel elles appartiennent, ne sont constatées qu'après la clôture dudit exercice.

Le but de cette imputation exceptionnelle est d'empêcher que les allocations générales affectées aux diverses entreprises des travaux extraordinaires ne soient augmentées d'une manière détournée par des crédits obtenus additionnellement aux restes à payer des exercices clos.

Je rappellerai d'abord qu'en formulant la disposition exceptionnelle qui fait l'objet de l'article 128 du règlement, l'administration n'a pas entendu qu'elle pût être considérée comme une autorisation de se soustraire arbitrairement à la règle de la spécialité des exercices. On ne peut admettre dans aucun cas que les chefs de service altèrent à dessein la sincérité de leur comptabilité pour aligner les dépenses de l'exercice avec les crédits qui leur ont été ouverts. Ils doivent, au contraire, s'attacher à n'omettre aucune dépense dans la situation définitive (formule n° 32) dont l'envoi est prescrit par l'article 46 du règlement du 28 septembre 1849.

La faculté d'imputer sur l'exercice courant des créances omises dans les comptes ne doit donc recevoir que de rares applications, et j'appelle de nouveau sur ce point, Monsieur le Préfet, votre attention toute particulière, ainsi que celle de MM. les ingénieurs en chef des ponts et chaussées.

.....
Parmi les créances d'exercices clos à imputer sur l'exercice courant, en vertu de l'article 128 du règlement, il peut s'en trouver qui appartiennent à des exercices

périmés. Dans ce cas, on doit examiner s'il y a lieu d'affranchir ces créances de la prescription quinquennale prononcée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, et de les faire jouir du bénéfice de l'article 10 de la même loi. Mais je ne pense pas qu'il suffise que le sous-ordonnateur secondaire reconnaisse le droit du créancier à être affranchi de la déchéance. Il me paraît nécessaire que l'autorité supérieure intervienne et assure par son action directe l'exécution de la loi du 29 janvier 1831. Il faut d'ailleurs que la cour des comptes trouve dans les pièces justificatives jointes aux mandats de paiement la preuve que la question de déchéance a été mûrement examinée, et tranchée en connaissance de cause en faveur du créancier de l'État.

A cet effet, j'ai arrêté les dispositions suivantes :

Lorsqu'il s'agira d'une dépense appartenant à un exercice périmé et concernant les travaux extraordinaires, l'imputation sur l'exercice courant n'aura lieu qu'en vertu d'une décision spéciale de l'administration supérieure. M. l'ingénieur en chef vous adressera un rapport pour exposer les motifs qui lui paraissent devoir affranchir la créance de la prescription quinquennale. En me transmettant ce rapport, vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, me faire connaître votre avis.

Quand j'aurai accordé l'autorisation nécessaire, le mandat de l'ingénieur en chef sera imputé sur l'exercice courant ; mais le certificat de proposition de paiement énoncera explicitement que l'imputation sur l'exercice courant a été autorisée, et il fera connaître la date de la décision ministérielle.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de veiller, pour ce qui vous concerne, à l'exécution de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef.

244.

Loi sur les pensions civiles (1).

9 juin 1853.

NAPOLÉON, etc.

TITRE I^{er}. — LIQUIDATION DES CAISSES DE RETRAITE SUPPRIMÉES. — ART. 1^{er}.
Les caisses de retraite désignées au tableau n° 1 seront supprimées à partir du 1^{er} janvier 1854 (2).

Leur actif sera acquis à l'État.

2. Seront inscrites au grand-livre de la dette publique, à partir de la même époque :

1° Les pensions existantes ou en cours de liquidation à la charge des caisses supprimées, pour services terminés avant le 1^{er} janvier 1854 ;

2° Les pensions et indemnités concédées pour cause de réforme, en vertu de l'article 4 de la loi du 1^{er} mai 1822 et du décret du 2 mai 1843 ;

3° Les pensions et les secours annuels qui seront concédés à titre de réversibilité aux veuves et aux orphelins des pensionnaires inscrits en vertu des deux paragraphes qui précèdent.

(1) Voir *infra*, n° 250.

(2) Dans le tableau n° 1 se trouve la caisse de retraite des fonctionnaires et employés des ponts et chaussées et des mines.

**TITRE II. — CONDITIONS DU DROIT À PENSION POUR LES FONCTIONNAIRES QUI ENTRE-
RONT EN EXERCICE À PARTIR DU 1^{er} JANVIER 1854 (1). — ART. 3.** Les fonctionnaires et
employés directement rétribués par l'État, et nommés à partir du 1^{er} janvier 1854,
ont droit à pension, conformément aux dispositions de la présente loi, et supportent
indistinctement, sans pouvoir les répéter dans aucun cas, les retenues ci-après :

1^{re} Une retenue de cinq pour cent sur les sommes payées à titre de traitement fixe
ou éventuel, de préciput, de supplément de traitement, de remises proportionnelles,
de salaires, ou constituant, à tout autre titre, un émolument personnel ;

2^{re} Une retenue du douzième des mêmes rétributions lors de la première nomina-
tion ou dans le cas de réintégration, et du douzième de toute augmentation ultérieure ;

3^{re} Les retenues pour cause de congés et d'absences, ou par mesure disciplinaire.

Sont affranchies de ces retenues les commissions allouées en compte courant par le
Trésor aux receveurs généraux des finances.

Ces comptables, les receveurs particuliers et les percepteurs des contributions
directes, ainsi que les agents ressortissant au ministère des finances, qui sont rétri-
bués par des salaires ou remises variables, supportent ces retenues sur les trois
quarts seulement de leurs émoluments de toute nature, le dernier quart étant consi-
déré comme indemnité de loyer et de frais de bureau.

4. Les fonctionnaires de l'enseignement, rétribués, en tout ou en partie, sur les
fonds départementaux et communaux, ou sur le prix des pensions payées par les
élèves des lycées nationaux, ont droit à pension conformément aux dispositions de la
présente loi, et supportent, sur leur traitement et leurs différentes rétributions, la
retenue déterminée par l'article 3.

La même disposition est applicable aux fonctionnaires et employés attachés à l'ad-
ministration de la dotation de la couronne et rétribués sur les fonds de la liste civile.

Il en est de même des fonctionnaires et employés qui, sans cesser d'appartenir au
cadre permanent d'une administration publique, et en conservant leurs droits à
l'avancement hiérarchique, sont rétribués, en tout ou en partie, sur les fonds départe-
mentaux ou communaux, sur les fonds des compagnies concessionnaires, et même
sur les remises et salaires payés par les particuliers.

5. Le droit à la pension de retraite est acquis par ancienneté à soixante ans d'âge
et après trente ans accomplis de services.

Il suffit de cinquante-cinq ans d'âge et de vingt-cinq ans de services pour les fonc-
tionnaires qui ont passé quinze ans dans la partie active.

La partie active comprend les emplois et grades indiqués au tableau annexé à la
présente loi sous le n^o 2 (2).

Aucun autre emploi ne peut être compris au service actif, ni assimilé à un emploi
de ce service, qu'en vertu d'une loi.

Est dispensé de la condition d'âge établie aux deux premiers paragraphes du pré-
sent article, le titulaire qui est reconnu par le ministre hors d'état de continuer ses
fonctions.

(1) Voir *infra*, n^{os} 254, 259 et 259.

(2) L'administration des ponts et chaussées n'est pas comprise dans le tableau n^o 2 ; ce
tableau ne comprend que les administrations des douanes, des contributions indirectes et
tabacs, des forêts et des postes.

6. La pension est basée sur la moyenne des traitements et émoluments de toute nature soumis à retenues, dont l'ayant droit a joui pendant les six dernières années d'exercice.

Néanmoins, dans les cas prévus par l'article 4, la moyenne ne pourra excéder celle des traitements et émoluments dont le fonctionnaire aurait joui s'il eût été rétribué directement par l'État.

7. La pension est réglée, pour chaque année de services civils, à un soixantième du traitement moyen.

Néanmoins, pour vingt-cinq ans de services entièrement rendus dans la partie active, elle est de la moitié du traitement moyen, avec accroissement, pour chaque année de services en sus, d'un cinquantième du traitement.

En aucun cas, elle ne peut excéder ni les trois quarts du traitement moyen, ni les maximum déterminés au tableau annexé à la présente loi sous le n° 3.

8. Les services dans les armées de terre et de mer concourent avec les services civils pour établir le droit à pension et seront comptés pour leur durée effective, pourvu toutefois que la durée des services civils soit au moins de douze ans dans la partie sédentaire, ou de dix ans dans la partie active.

Si les services militaires de terre ou de mer ont été déjà rémunérés par une pension, ils n'entrent pas dans le calcul de la liquidation. S'ils n'ont pas été rémunérés par une pension, la liquidation est opérée d'après le minimum attribué au grade par les tarifs annexés aux lois des 11 et 18 avril 1831.

9. Les services des employés des préfectures et des sous-préfectures rétribués sur les fonds d'abonnement sont réunis, pour l'établissement du droit à pension et pour la liquidation, aux services rémunérés conformément aux dispositions de la présente loi, pourvu que la durée de ces derniers services soit au moins de douze ans dans la partie sédentaire et de dix ans dans la partie active.

10. Les services civils rendus hors d'Europe par les fonctionnaires et employés envoyés d'Europe par le Gouvernement français sont comptés pour moitié en sus de leur durée effective, sans, toutefois, que cette bonification puisse réduire de plus d'un cinquième le temps de service effectif exigé pour constituer le droit à pension.

Le supplément accordé à titre de traitement colonial n'entre pas dans le calcul du traitement moyen.

Après quinze années de services rendus hors d'Europe, la pension peut être liquidée à cinquante-cinq ans d'âge.

A l'égard des agents extérieurs du département des affaires étrangères et des fonctionnaires de l'enseignement, le temps d'inactivité durant lequel ils ont été assujettis à la retenue est compté comme service effectif; mais il ne peut être admis dans la liquidation pour plus de cinq ans.

11. Peut, exceptionnellement, obtenir pension, quels que soient leur âge et la durée de leur activité :

1° Les fonctionnaires et employés qui auront été mis hors d'état de continuer leur service, soit par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public, ou en exposant leurs jours pour sauver la vie d'un de leurs concitoyens, soit par suite de lutté ou combat soutenu dans l'exercice de leurs fonctions ;

2° Ceux qu'un accident grave, résultant notoirement de l'exercice de leurs fonctions, met dans l'impossibilité de les continuer.

Peuvent également obtenir pension, s'ils comptent cinquante ans d'âge et vingt ans de service dans la partie sédentaire, ou quarante-cinq ans d'âge et quinze ans de service dans la partie active, ceux que des infirmités graves, résultant de l'exercice de leurs fonctions, mettent dans l'impossibilité de les continuer, ou dont l'emploi aura été supprimé.

Peuvent aussi obtenir pension les magistrats mis à la retraite en vertu du décret du 1^{er} mars 1852 qui remplissent la condition de services indiquée dans le paragraphe qui précède.

42. Dans les cas prévus par le paragraphe 1^{er} de l'article précédent, la pension est de la moitié du dernier traitement, sans pouvoir excéder les maximum déterminés au tableau n° 3.

Dans le cas prévu par le paragraphe 2°, la pension est liquidée, suivant que l'ayant droit appartient à la partie sédentaire ou à la partie active, à raison d'un soixantième ou d'un cinquantième du dernier traitement pour chaque année de service civil; elle ne peut être inférieure au sixième dudit traitement.

Dans les cas prévus par les deux derniers paragraphes de l'article précédent, la pension est également liquidée à raison d'un soixantième ou d'un cinquantième du traitement moyen pour chaque année de service civil.

43. A droit à pension la veuve du fonctionnaire qui a obtenu une pension de retraite en vertu de la présente loi, ou qui a accompli la durée de service exigée par l'article 5, pourvu que le mariage ait été contracté six ans avant la cessation des fonctions du mari.

La pension de la veuve est du tiers de celle que le mari avait obtenue ou à laquelle il aurait eu droit. Elle ne peut être inférieure à cent francs, sans, toutefois, excéder celle que le mari aurait obtenue ou pu obtenir.

Le droit à la pension n'existe pas pour la veuve dans le cas de séparation de corps prononcée sur la demande du mari.

44. Ont droit à pension :

1° La veuve du fonctionnaire ou employé qui, dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, a perdu la vie dans un naufrage ou dans un des cas spécifiés au paragraphe 1^{er} de l'article 41, soit immédiatement, soit par suite de l'événement;

2° La veuve dont le mari aura perdu la vie par un des accidents prévus au paragraphe 2° de l'article 41, ou par suite de cet accident.

Dans le premier cas, la pension est des deux tiers de celle que le mari aurait obtenue ou pu obtenir par application de l'article 42 (premier paragraphe).

Dans le second cas, la pension est du tiers de celle que le mari aurait obtenue ou pu obtenir en vertu dudit article (deuxième paragraphe).

Dans les cas spécifiés au présent article, il suffit que le mariage ait été contracté antérieurement à l'événement qui a amené la mort ou la mise à la retraite du mari.

45. Dans le cas où un employé, ayant servi alternativement dans la partie active et dans la partie sédentaire, décide avant d'avoir accompli les trente années de service exigées pour constituer le droit à pension de sa veuve, un cinquième de son temps de

service dans la partie active est ajouté fictivement en sus du service effectif pour compléter les trente années nécessaires. La liquidation ne s'opère, néanmoins, que sur la durée effective des services.

16. L'orphelin ou les orphelins mineurs d'un fonctionnaire ou employé ayant obtenu sa pension, ou ayant accompli la durée de services exigée par l'article 5 de la présente loi, ou ayant perdu la vie dans un des cas prévus par les paragraphes 1^{er} et 2^o de l'article 14, ont droit à un secours annuel lorsque la mère est ou décédée, ou inhabile à recueillir la pension, ou déchu de ses droits.

Ce secours est, quel que soit le nombre des enfants, égal à la pension que la mère aurait obtenue ou pu obtenir conformément aux articles 13, 14 et 15. Il est partagé entre eux par égales portions, et payé jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, la part de ceux qui décèderaient ou celle des majeurs faisant retour aux mineurs.

S'il existe une veuve et un ou plusieurs orphelins mineurs provenant d'un mariage antérieur du fonctionnaire, il est prélevé sur la pension de la veuve, et, sauf réversibilité en sa faveur, un quart au profit de l'orphelin du premier lit s'il n'en existe qu'un en âge de minorité, et la moitié s'il en existe plusieurs.

17. Les pensions et secours annuels qui seront accordés conformément aux dispositions du présent titre sont inscrits au grand livre de la dette publique.

TITRE III. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS EN EXERCICE AU 1^{er} JANVIER 1854. — ART. 18. Les fonctionnaires et employés en exercice au 1^{er} janvier 1854 sont soumis aux retenues déterminées par l'article 3, et sont retraités d'après les règles ci-après :

Ceux qui étaient tributaires de caisses de retraite supprimées et ceux qui obtenaient pension sur fonds généraux sont liquidés dans les proportions et aux conditions réglées par la présente loi pour leurs services postérieurs au 1^{er} janvier 1854 ; et pour les services antérieurs, conformément, soit aux règlements spéciaux, soit aux loi et décret des 22 août 1790 et 13 septembre 1806, qui régissaient respectivement leur situation, sans que les maximum déterminés par la présente loi puissent être dépassés.

Toutefois, les pensions des fonctionnaires et employés qui, au 1^{er} janvier 1854, auront accompli la durée de service exigée par les règlements spéciaux, loi et décret précités, sont liquidées conformément à ces règlements, loi ou décret.

Les magistrats nommés avant le 1^{er} janvier 1854, et mis à la retraite en vertu du décret du 1^{er} mars 1852, auront droit à pension après quinze ans de service.

Les fonctionnaires et employés qui, antérieurement, ne subissaient pas de retenues et n'étaient pas placés sous le régime des loi et décret des 22 août 1790 et 13 septembre 1806, sont admis à faire valoir la totalité de leurs services admissibles pour constituer leur droit à pension ; toutefois, cette pension n'est liquidée que pour le temps pendant lequel ces fonctionnaires auront subi la retenue, et n'est réglée qu'à raison d'un cent-vingtième du traitement moyen par chaque année de services civils ; mais le montant de la pension ainsi fixé est alors augmenté d'un trentième pour chacune des années liquidées : cette base exceptionnelle cesse lorsque le titulaire se trouve dans les conditions voulues par l'article 5.

TITRE IV. DISPOSITIONS D'ORDRE ET DE COMPTABILITÉ. — ART. 19. Aucune pension

n'est liquidée qu'autant que le fonctionnaire aura été préalablement admis à faire valoir ses droits à la retraite par le ministre au département duquel il ressortit.

20. Il ne peut être concédé annuellement de pension, en vertu de la présente loi, que dans la limite des extinctions réalisées sur les pensions inscrites. Dans le cas, toutefois, où cette limite devrait être dépassée, par suite de l'accroissement de liquidation auquel donneront lieu les nouvelles catégories de fonctionnaires soumis à la retenue et appelés à la pension par l'article 3, l'augmentation de crédit nécessaire sera l'objet d'une loi spéciale.

21. Il sera rendu compte annuellement, lors de la présentation de la loi du budget, des pensions de retraite concédées et inscrites en vertu de la présente loi, en distinguant les charges antérieures et celles postérieures au 1^{er} janvier 1854.

22. Toute demande de pension est adressée au ministre du département auquel appartient le fonctionnaire. Cette demande doit, à peine de déchéance, être présentée avec les pièces à l'appui dans le délai de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi, pour les droits ouverts antérieurement, et, pour les droits qui s'ouvriront postérieurement, à partir, savoir : pour le titulaire, du jour où il aura été admis à faire valoir ses droits à la retraite, ou du jour de la cessation de ses fonctions, s'il a été autorisé à les continuer après cette admission, et, pour la veuve, du jour du décès du fonctionnaire.

Les demandes de secours annuels pour les orphelins doivent être présentées dans le même délai à partir de la promulgation de la présente loi, ou du jour du décès de leur père ou de celui de leur mère.

23. Les pensions sont liquidées d'après la durée des services, en négligeant sur le résultat final du décompte les fractions de mois et de franc.

Les services civils ne sont comptés que de la date du premier traitement d'activité et à partir de l'âge de vingt ans accomplis. Le temps de su numérait n'est compté dans aucun cas.

24. La liquidation est faite par le ministre compétent, qui la soumet à l'examen du Conseil d'État avec l'avis du ministre des finances.

Le décret de concession est rendu sur la proposition du ministre compétent. Il est contre-signé par lui et par le ministre des finances.

Il est inséré au Bulletin des lois.

25. La jouissance de la pension commence du jour de la cessation du traitement, ou du lendemain du décès du fonctionnaire; celle du secours annuel, du lendemain du décès du fonctionnaire ou du décès de la veuve.

Il ne peut, en aucun cas, y avoir lieu au rappel de plus de trois années d'arrérages antérieurs à la date de l'insertion au Bulletin des lois du décret de concession.

26. Les pensions sont incessibles. Aucune saisie ou retenue ne peut être opérée du vivant du pensionnaire, que jusqu'à concurrence d'un cinquième pour débet envers l'État, ou pour des créances privilégiées, aux termes de l'article 2101 du Code Napoléon, et d'un tiers dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du même Code.

27. Tout fonctionnaire ou employé démissionnaire, destitué, révoqué d'emploi, perd ses droits à la pension. S'il est remis en activité, son premier service lui est compté.

Celui qui est constitué en déficit pour détournement de deniers ou de matières, ou convaincu de malversations, perd ses droits à la pension, lors même qu'elle aurait été liquidée ou inscrite.

La même disposition est applicable au fonctionnaire convaincu de s'être démis de son emploi à prix d'argent, et à celui qui aura été condamné à une peine afflictive ou infamante. Dans ce dernier cas, s'il y a réhabilitation, les droits à la pension seront rétablis.

28. Lorsqu'un pensionnaire est remis en activité dans le même service, le payement de sa pension est suspendu.

Lorsqu'il est remis en activité dans un service différent, il ne peut cumuler sa pension et son traitement que jusqu'à concurrence de quinze cents francs.

Après la cessation de ses fonctions, il peut rentrer en jouissance de son ancienne pension, ou obtenir, s'il y a lieu, une nouvelle liquidation basée sur la généralité de ses services.

29. Le droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension est suspendu par les circonstances qui font perdre la qualité de Français durant la privation de cette qualité.

La liquidation ou le rétablissement de la pension ne peut donner lieu à aucun rappel pour les arrérages antérieurs.

TITRE V. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PENSIONS DE TOUTE NATURE. — ART. 30. Les pensions et secours annuels sont payés par trimestre; ils sont rayés des livres du Trésor après trois ans de non-réclamation, sans que leur rétablissement donne lieu à aucun rappel d'arrérages antérieurs à la réclamation.

La même déchéance est applicable aux héritiers ou ayants cause des pensionnaires qui n'auront pas produit la justification de leurs droits dans les trois ans qui suivront la date du décès de leur auteur.

31. Le cumul de deux pensions est autorisé dans la limite de six mille francs, pourvu qu'il n'y ait pas double emploi dans les années de service présentées pour la liquidation.

La disposition qui précède n'est pas applicable aux pensions que des lois spéciales ont affranchies des prohibitions du cumul.

TITRE VI. DISPOSITIONS SPÉCIALES. — ART. 32. Les dispositions de la loi du 22 août 1790 et du décret du 13 septembre 1806 continueront à être appliquées

Aux ministres secrétaires d'État,

Aux sous-secrétaires d'État,

Aux membres du Conseil d'État,

Aux préfets et sous-préfets.

33. Lorsqu'un fonctionnaire aura passé d'un service sujet à retenue dans un service qui en est affranchi, ou réciproquement, la pension est liquidée d'après la loi qui régit son dernier service, à moins qu'il n'ait accompli dans le premier service les conditions d'âge et de durée de fonctions exigées.

Dans ce dernier cas, le fonctionnaire a le droit de choisir le mode de liquidation de la pension.

34. Les dispositions des articles 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 de la présente loi sont applicables au fonctionnaire dont la pension est liquidée conformément à la loi du 22 août 1790 et au décret du 13 septembre 1806.

35. Un règlement d'administration publique déterminera :

1° La portion des rétributions diverses qui peut être affranchie de la retenue mentionnée au paragraphe 1° de l'article 3 ;

2° La fixation des retenues mentionnées au paragraphe 3° du même article et des prélèvements autorisés sur les amendes et confiscations en matière de douanes, de contributions indirectes et de postes ;

3° Les formes à suivre pour déclarer l'incapacité du fonctionnaire dans le cas prévu par le dernier paragraphe de l'article 5 ;

4° Les formes et les délais dans lesquels seront justifiées les causes, la nature et les suites des blessures ou infirmités pouvant donner droit à pension ;

5° Le mode de constatation des circonstances de nature à ouvrir des droits aux veuves dans les cas prévus par le paragraphe 1° et 2° de l'article 14 ;

6° Les formes suivant lesquelles le fonctionnaire pourra être privé de sa pension dans les cas prévus par l'article 27 ;

Et 7° celles suivant lesquelles aura lieu, entre les divers départements ministériels, la répartition du crédit alloué chaque année pour le service des pensions.

Ce règlement déterminera, en outre, les autres mesures propres à assurer l'exécution de la présente loi.

36. Sont abrogés : la loi du 15 germinal an xi, l'arrêté du 15 floréal an xi, le premier paragraphe de l'article 27 de la loi du 25 mars 1817, le premier paragraphe de l'article 13 de la loi du 15 mai 1818, et l'article 31 de la loi du 19 mai 1849, ainsi que les dispositions des lois, décrets, ordonnances ou règlements qui seraient contraires à la présente loi.

N° 3. — *Tableau des maximum des pensions (Extrait).*

(Annexe de l'article 7 de la loi du 9 juin 1853.)

II^e SECTION.

Maximum des pensions.

Magistrats de l'ordre judiciaire et de la cour des comptes, fonctionnaires de l'enseignement et ingénieurs des ponts et chaussées et des mines... 2/3 du traitement moyen, sans pouvoir dépasser 6,000 fr.

III^e SECTION.

Fonctionnaires et employés des administrations centrales et du service intérieur des différents ministères. Agents et préposés de toutes classes autres que ceux compris dans les deux sections ci-dessus.

		Maximum des pensions.
Traitements de	1,000 fr. et au-dessous.....	750 fr.
— de	1,001 à 2,400.....	2/3 du traitement moyen, sans pouvoir descendre au-dessous de 750 fr.
— de	2,401 à 3,200.....	1,600 fr.
— de	3,201 à 8,000.....	1/3 du traitement moyen.
— de	8,001 à 9,000.....	4,000 fr.
— de	9,001 à 10,500.....	4,500
— de	10,501 à 12,000.....	5,000
— au-dessus de	12,000.....	6,000

245.

Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets.

21 juin 1853.

Routes impériales et départementales. — Adoption d'un système uniforme de bornage.

Monsieur le Préfet, la plupart de MM. les inspecteurs divisionnaires des ponts et chaussées ont été frappés de la diversité des dispositions adoptées par MM. les ingénieurs pour la forme et les inscriptions des bornes kilométriques ou hectométriques placées sur les routes impériales et départementales. Ces dispositions changent non-seulement d'un département au département voisin, mais souvent aussi dans les arrondissements d'un même département. Il importe de faire disparaître cette bigarrure, que rien ne justifie.

L'utilité du bornage kilométrique et hectométrique ne saurait être mis en doute. Ce bornage donne aux ingénieurs les moyens de préciser les détails du service, tels que les ordres aux conducteurs, piqueurs et cantonniers, les états d'indication pour la distribution des matériaux, les renseignements statistiques; en un mot, il permet d'obtenir une surveillance exacte de toutes les parties des chaussées et de leurs dépendances.

Le bornage doit en outre donner aux voyageurs des renseignements sur leurs marches et sur les distances qu'ils parcourent entre les villes traversées par les routes. C'est surtout pour parvenir à ce dernier résultat que le besoin d'uniformité se fait le plus vivement sentir.

L'adoption d'un système uniforme mettra d'ailleurs un terme aux changements que chaque ingénieur prenant possession d'un service se croit le droit de faire subir au système exécuté par son prédécesseur. Cependant, quelque désirable que soit l'uniformité dont il s'agit, il doit être expressément entendu que les instructions qui vont suivre seront appliquées là seulement où il y aura de nouvelles bornes à établir, et que partout où le bornage est complètement fait, il doit être maintenu tel qu'il est.

Sous cette réserve expresse, Monsieur le Préfet, et après mûr examen de la question, j'ai décidé, sur l'avis du conseil général des ponts et chaussées, qu'il y a lieu

d'adopter, pour le bornage des routes impériales et départementales, les dispositions suivantes :

Emplacement des bornes. 1° Les bornes kilométriques et hectométriques seront placées sur la gauche de la route.

2° Sur les routes d'une largeur de 10 mètres et au-dessus, chaque borne sera posée sur la crête extérieure de l'accotement ou du trottoir, ou enfin sur la banquette de sûreté des portillons de route en fort remblai.

Sur les routes d'une largeur inférieure à 10 mètres, les bornes seront posées sur la crête extérieure du contre-fossé pour les parties de route en plaine ; dans le talus de la tranchée pour les portions de route en déblai ; enfin sur la banquette de sûreté pour les parties en fort remblai.

Forme des bornes kilométriques et hectométriques. La forme et les dimensions des bornes kilométriques et hectométriques seront celles indiquées et cotées sur les spécimens des figures 1 et 5 du dessin joint à la présente circulaire.

Numérotage des bornes. 3° Le numérotage kilométrique d'une route sera fait par département traversé et à partir de la borne départementale, limite supérieure, sans tenir compte des emprunts qu'elle peut faire à d'autres routes ou parties de route.

Pour avoir la longueur totale de la route dans le département, on fera inscrire sur le compartiment droit de la borne départementale, limite inférieure, le numéro de la dernière borne kilométrique suivi de la fraction métrique exprimant la distance entre ces deux bornes.

Inscriptions. 4° Pour les routes impériales ayant leur origine (au *Parvis Notre-Dame*) à Paris, on admettra les inscriptions telles qu'elles sont figurées et cotées au spécimen (fig. 2) du dessin.

5° Pour les routes ayant leur origine dans une ville ou une commune importante, et ne traversant qu'un seul département, on adaptera le spécimen (fig. 3).

6° Enfin pour les routes ayant leur origine hors du département, ou bien s'embranchant dans le département sur une route en rase campagne, on adoptera le spécimen (fig. 4).

Bornes hectométriques. 7° Pour les bornes hectométriques le spécimen unique sera celui donné par la figure 5.

Matériaux à employer dans la confection des bornes. 8° Les bornes kilométriques ou hectométriques seront, autant que possible, exécutées en pierre très-dure du pays. Cependant, en l'absence de pierre dure, on pourra employer le bois (*chêne, charme ou hêtre*) injecté de sulfate de cuivre.

Dans l'un ou l'autre cas, la partie hors terre des bornes sera peinte à l'huile sur trois couches et en couleur blanche ; les lettres des inscriptions seront ensuite soigneusement réchampiées en couleur noire.

Inscriptions pouvant varier dans les premiers temps. 9° Les inscriptions pouvant varier, telles que :

1° La distance des bornes à Paris (au *parvis Notre-Dame*), face principale ; spécimen figure 2 ;

2° Les distances aux villes voisines sur les faces latérales ;

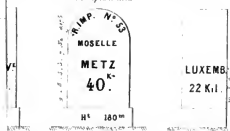
2. Spécimen pour les Routes ayant l'un ou deux pour origine

P.L. 27

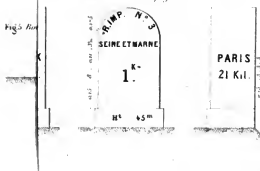
Long. 2 Mètres



Spécimen pour les Routes ayant leur origine dans le ou sans commune importante et ne traversant qu'un seul Département



Spécimen pour les Routes ayant leur origine hors du département, ou s'embranchant dans le Département sur une autre route et en vase routière



Année et la date de la loi du 21 Juin 1853

Fig. 5. Route

3° Enfin les cotes de niveau du socle au-dessus de la mer. Ces diverses côtes seront provisoirement peintes en noir; elles ne seront incrustées dans la pierre ou le bois que lorsque les ingénieurs auront acquis la certitude qu'elles ne pourront plus varier.

Observation. Je ne terminerai pas, Monsieur le Préfet, sans recommander de nouveau, de la manière la plus formelle, de n'appliquer les dispositions qui précèdent qu'aux nouvelles bornes à établir sur les routes, et de conserver les anciennes bornes par'out où il en existe. L'administration doit avant tout s'abstenir de dépenses qui ne sont pas indispensables.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef et d'arrondissement.

246.

Décret portant règlement d'administration publique concernant le classement des places de guerre et des postes militaires et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications (Extrait).

10 août 1853.

NAPOLÉON, etc.

TITRE II. SERVITUDES DÉFENSIVES AUTOUR DES FORTIFICATIONS. SECTION 1^{re}. Servitudes relatives aux nouvelles constructions. — ART. 5. Les servitudes défensives autour des places et des postes s'exercent sur les propriétés qui sont comprises dans trois zones commençant toutes aux fortifications et s'étendant respectivement aux distances de 250 mètres, 487 mètres et 974 mètres pour les places, et 250 mètres, 487 mètres et 584 mètres pour les postes.

7. Dans la première zone de servitudes autour des places et des postes classés, il ne peut être fait aucune construction de quelque nature qu'elle puisse être, à l'exception, toutefois, de clôtures en haies sèches ou en planches à claire-voie, sans pans de bois ni maçonneries, lesquelles peuvent être établies librement.

Les haies vives et les plantations d'arbres ou d'arbustes formant haie sont spécialement interdites dans cette zone.

8. Au delà de la première zone jusqu'à la limite de la deuxième, il est également interdit, autour des places de la première série, d'exécuter aucune construction quelconque en maçonnerie ou en pisé. Mais il est permis d'élever des constructions en bois et en terre, sans y employer de pierres ni de briques, même de chaux ni de plâtre, autrement qu'en crépissage, et à la charge de les démolir immédiatement et d'enlever les décombres et matériaux, sans indemnité, à la première réquisition de l'autorité militaire, dans le cas où la place, déclarée en état de guerre, serait menacée d'hostilités.

Dans la même étendue, c'est-à-dire entre les limites de la première et de la deuxième zone, il est permis, tout autour des places de la deuxième série et des postes militaires, d'élever des constructions quelconques. Mais, le cas arrivant où ces places et postes sont déclarés en état de guerre, les démolitions qui sont jugées nécessaires n'entraînent aucune indemnité pour les propriétaires.

9. Dans la troisième zone de servitudes des places et des postes, il ne peut être fait aucun chemin, aucune levée ni chaussée, aucun exhaussement de terrain, aucune fouille ou excavation, aucune exploitation de carrière, aucune construction au-dessous du niveau du sol, avec ou sans maçonnerie, enfin aucun dépôt de matériaux ou autres objets, sans que leur alignement et leur position n'aient été concertés avec les officiers du génie, et que, d'après ce concert, le ministre de la guerre n'ait déterminé ou fait déterminer par un décret les conditions auxquelles les travaux doivent être assujettis dans chaque cas particulier, afin de concilier les intérêts de la défense avec ceux de l'industrie, de l'agriculture et du commerce.

Dans la même étendue, les débris provenant des bâtisses et autres travaux quelconques ne peuvent être déposés que dans les lieux indiqués par les officiers du génie; sont exceptés toutefois de cette disposition ceux des débris destinés à servir d'engrais aux terres, et pour les dépôts desquels les particuliers n'éprouvent aucune gêne, pourvu qu'ils évitent de les entasser.

Enfin, dans la même zone, il est défendu d'exécuter aucune opération de topographie sans le consentement de l'autorité militaire. Ce consentement ne peut être refusé lorsqu'il ne s'agit que d'opérations relatives à l'arpentage des propriétés.

Section 2. Servitude concernant les constructions existantes. — Art. 10. Les reconstructions totales de maisons, clôtures et autres bâtisses sont soumises aux mêmes prohibitions que les constructions neuves, quelle qu'ait pu ou que puisse être la cause de la destruction.

Les restaurations de bâtiments, clôtures et autres ouvrages tombent par vétusté ou pour une cause quelconque constituent des reconstructions totales, lors même qu'on voudrait, dans ces restaurations, conserver quelques parties des anciennes constructions.

11. *Entretien des bâtisses en bois ou en bois et terre.* — Les bâtisses en bois ou en bois et terre existant dans la limite de 487 mètres ne peuvent être entretenues dans leur état actuel qu'autant qu'il n'est apporté aucun changement dans leurs formes et leurs dimensions, et que sous les restrictions expresses,

1° Que les matériaux de réparation et de reconstruction partielle sont de même nature que ceux précédemment mis en œuvre;

2° Que la masse des constructions existantes n'est point accrue.

12. *Entretien des bâtisses en maçonnerie.* — La disposition qui précède s'applique aussi, pour les places de la deuxième série et les postes militaires, aux constructions en maçonnerie situées au delà de la première zone jusqu'à la limite de 487 mètres.

Les bâtisses en maçonnerie situées dans la zone de 250 mètres des places et des postes, ou dans celle de 487 mètres des places de la première série, ne peuvent être entretenues librement, dans leur état actuel, qu'à la charge expresse de les soumettre aux restrictions mentionnées à l'article 11, et de ne faire en outre aucun des travaux de la nature de ceux qui sont légalement prohibés en matière de voûte, c'est-à-dire de reprises en sous-œuvre, de grosses réparations et autres travaux confortatifs,

Soit à leurs fondations ou à leur rez-de-chaussée, s'il s'agit des bâtiments d'habitation;

Soit, pour les simples clôtures, jusqu'à moitié de leur hauteur, mesurée sur leur parement extérieur;

: Soit, pour toutes les autres constructions, jusqu'à 3 mètres au-dessus du sol extérieur.

Ces derniers travaux ne peuvent être exécutés qu'autant que le propriétaire fournit la preuve que la bâtisse existait, dans sa nature et ses dimensions actuelles, antérieurement à l'époque de l'établissement des servitudes dont elle est grevée, ou justifie qu'elle a déjà fait l'objet d'un engagement de démolition sans indemnité, pour le cas prévu à l'article 8, ou enfin, à défaut de l'une ou de l'autre de ces justifications, souscrit préalablement l'engagement dont il s'agit.

Section 3. *Exceptions.* — Art. 43. Peuvent être exécutés dans les zones de servitudes, par exception aux prohibitions des deux premières sections :

1° Au delà de la première zone des places et des postes, les socles en maçonnerie ou en pierre, isolés ou servant de base à d'autres constructions et ne dépassant pas 0^m 50 en hauteur et en épaisseur ;

2° Les fours de boulangerie et les fourneaux ordinaires de petites dimensions nécessaires dans les bâtiments d'habitation ;

3° Les cheminées ordinaires en briques ou en moellons dans les pignons et les refends des mêmes bâtiments construits en bois ou en bois et terre, pourvu que la largeur de la maçonnerie n'exécède pas 1^m 50 pour chaque pignon et chaque refend, et qu'on se conforme, en outre, aux usages locaux, tant pour les dimensions que pour la nature des matériaux ;

4° Les cloisons légères de distribution : en bois, à l'intérieur des bâtisses construites en bois et terre, couvertes et fermées de tous côtés ; en plâtre ou en briques de champ, dans les mêmes constructions en maçonnerie : dans aucun cas, leur épaisseur ne peut dépasser 0^m 08 tout compris ;

5° Le remplacement des couvertures en chaume ou en bardoux par des couvertures légères en ardoises ou en zinc, et même en tuiles, pourvu qu'il ne soit point apporté de changement à la forme de la toiture ;

6° Les murs de soutènement adossés au terrain naturel, sur toute la hauteur, sans déblais ni remblais créant des couverts ou augmentant ceux qui existent ;

7° Au delà de la première zone, les caves, les citernes et les autres excavations couvertes, pratiquées au-dessous du sol, que le directeur des fortifications juge sans inconvénient pour la défense ;

8° Enfin, les puits avec margelle de 0^m 80 au plus de hauteur.

Sont également tolérés à la charge de démolition de la totalité de la construction, sans indemnité, dans le cas prévu à l'article 8 :

1° Les reculements, exigés par le service de la voirie, d'une façade ou d'un pignon dépendant d'une construction couverte, pourvu qu'on emploie dans cette opération des matériaux de même nature que ceux précédemment mis en œuvre ;

2° Les ponts en bois sur les fossés ou sur les cours d'eau non navigables ni flottables, quand leur tablier ne s'élève pas de plus de 0^m 50 au-dessus du sol sur chaque rive ;

Enfin, les baraques en bois, mobiles sur roulettes, ayant au plus 2 mètres de côté et 2^m 50 de hauteur de faîtage extérieurement, et susceptibles d'être trainées par deux hommes, sont permises, à la condition de n'en établir qu'une seule par propriété, et de prendre l'engagement de l'enlever, en toute circonstance, à la première réquisition de l'autorité militaire.

14. Les moulins et autres semblables usines en bois ou en maçonnerie peuvent être exceptionnellement autorisés par le ministre de la guerre dans les zones de prohibition, à la condition de n'être élevés que d'un rez-de-chaussée, et qu'en cas de guerre il ne sera accordé aucune indemnité pour démolition.

La permission ne peut, toutefois, être accordée qu'après que le chef de génie, l'ingénieur des ponts et chaussées et le maire ont reconnu, de concert et par un procès-verbal, que l'usine est d'utilité publique, et que son emplacement est déterminé par quelque circonstance locale qui ne se peut rencontrer ailleurs.

Elle n'est valable qu'en ce qui concerne le service militaire, et ne dispense pas de l'accomplissement des formalités à remplir vis-à-vis des autres administrations publiques et des tiers intéressés.

15. Indépendamment des exonérations résultant des réductions de limites mentionnées à l'article 6, des décrets déterminent, dans l'étendue des zones de servitudes, les terrains pour lesquels, à raison des localités, il est possible, sans nuire à la défense, de tolérer, par exception aux dispositions des articles 7 et 8, l'existence de bâtiments, clôtures et autres ouvrages.

16. Le ministre de la guerre peut, suivant les localités et les besoins de la défense, autoriser, à la condition de démolition sans indemnité, dans le cas prévu à l'article 8, la clôture des cimetières situés dans les zones de prohibition :

1° Par des murs en maçonnerie ou en terre, lesquels, à moins de circonstances particulières, ne devront avoir au maximum que 2^m 50 d'élévation au-dessus du sol et 0^m 50 au plus d'épaisseur à la base ;

2° Par des grilles en fer ou des clôtures en bois pleines ou à claire-voies, avec ou sans socles, soutenues de distance en distance à l'aide de poteaux en bois ou de piliers en maçonnerie de 0^m 50 au plus de côté, lesquels seront espacés d'un moins quatre mètres d'axe en axe. Dans les clôtures à claire-voie en bois, les lattes seront distants entre eux de manière à laisser au moins autant de vide que de plein.

SECTION 4. Bornage des zones de servitude et des polygones exceptionnels. —

ART. 17. Les distances mentionnées à l'article 5, pour la détermination des zones de servitudes, sont comptées à partir de la crête des parapets des chemins couverts les plus avancés, ou des murs de clôture ou d'escarpe lorsqu'il n'y a pas de chemin couvert, ou enfin, quand il n'y a ni chemin couvert ni mur de clôture ou d'escarpe, à partir du mur de la crête intérieure des parapets des ouvrages.

18. Ces distances sont mesurées sur les capitales de l'enceinte, des dehors et des ouvrages extérieurs. Leurs points extrêmes sont fixés par des bornes qui, réunies de proche en proche par des lignes droites, servent de limites extérieures aux zones de servitudes.

Peuvent être considérées comme capitales suivant les circonstances :

1° Les lignes qui divisent en deux parties égales les angles saillants d'un ouvrage ;

2° Celles qui réunissent ces angles saillants aux angles correspondants du chemin couvert ;

3° Celles qui partagent en deux portions égales les angles de la gorge d'une pièce de fortification ou les angles que cette gorge fait avec les parties latérales de l'ouvrage.

7 Pour les ouvrages curvilignes et autres qui n'ont pas de capitales, les distances peuvent être mesurées sur des perpendiculaires aux escarpes et aux lignes de feu ou de gorge.

Les capitales et les autres lignes indiquées ci-dessus comme pouvant servir à la délimitation sont choisies de manière que les périmètres des zones forment des polygones les moins irréguliers possible, et que nulle part les limites des zones ne se trouvent plus rapprochées d'un point quelconque des chemins couverts, murs de clôture ou d'escarpe, ou crêtes intérieures de parapet, que ne l'exigent les distances mentionnées à l'article 5.

Ce choix est fait par le ministre de la guerre.

19. Le chef du génie, de concert avec l'ingénieur des ponts et chaussées, en présence du maire ou de son adjoint, fait procéder sur le terrain, aux frais du Gouvernement, contradictoirement avec les propriétaires intéressés, dûment appelés par voie d'affiches ou autres moyens de publication en usage, aux bornages des zones de servitudes et des polygones exceptionnels, conformément au plan arrêté par le ministre de la guerre.

Les bornes sont rattachées à des points fixes et rapportées sur un plan dit de délimitation.

Ce plan est établi à l'échelle de 1/5000^e; mais on peut y annexer, pour les polygones exceptionnels, des plans partiels à une plus grande échelle. Il ne donne d'ailleurs, ainsi que ces derniers plans, que le tracé des limites et les points de repère.

Les maires, sur l'invitation du chef du génie, sont tenus de prêter appui aux opérations de la délimitation et du bornage, et de fournir aux agents de l'autorité militaire les indications et les documents qui sont réclamés.

20. Il est dressé, par le chef du génie et par l'ingénieur des ponts et chaussées, un procès-verbal de bornage, sur lequel le maire ou son adjoint peut consigner ses observations. Ce procès-verbal, ainsi que le plan de délimitation et ses annexes, sont déposés pendant trois mois à la mairie de la place ou du poste, pour que chacun puisse en prendre connaissance. Avis de ce dépôt est donné aux parties intéressées, par voie d'affiches ou autres moyens de publication en usage.

Les parties intéressées ont trois mois, à la date de cet avis, pour se pourvoir devant le conseil de préfecture contre l'opération matérielle du bornage.

Le conseil de préfecture statue, sauf recours au Conseil d'État, après avoir fait faire au besoin, sur les lieux, les vérifications nécessaires par les ingénieurs civils et militaires.

Les réclamants ont le droit d'être présents à ces vérifications et doivent y être dûment appelés. Ils peuvent s'y faire assister par un arpenteur, et leurs observations sont consignées au procès-verbal qui constate l'opération.

TITRE III. SERVITUDES RELATIVES AU TERRAIN MILITAIRE FORMANT LA ZONE DES FORTIFICATIONS, ET BORNAGE DE CE TERRAIN. — ART. 22. La zone des fortifications, tant des places et des postes que des ouvrages, s'étend depuis la limite intérieure de la rue militaire ou du rempart jusqu'aux lignes qui terminent les glacis, et comprend, s'il y a lieu, les terrains extérieurs annexes de la fortification, tels que les esplanades, avant-fossés et autres ayant une destination défensive.

Elle est inaliénable et imprescriptible, et les constructions particulières y sont prohibées.

23. La rue militaire est établie pour assurer intérieurement une libre communication le long des remparts, parapets ou murs de clôture des ouvrages de fortification. Les habitants en ont l'usage, en se conformant aux règlements concernant la police de la place et la voirie urbaine.

Elle est limitée du côté de l'intérieur :

En arrière des courtines, par une ligne tracée parallèlement au pied du talus ou du mur de soutènement du rempart, ou bien du talus de banquette, s'il n'y a qu'un simple parapet, à la distance de 7^m 79 de ce pied de talus ou de mur; et, s'il n'existe qu'une clôture ou un parapet sans banquette, par une parallèle au pied intérieur de cette clôture ou de ce parapet, à la distance de 9^m 74;

En arrière des bastions et des redans, par une ligne distante de 7^m 79 de la gorge de l'ouvrage.

Sur les points où l'intervalle compris entre les lignes précitées et les propriétés particulières bordant la voie publique a une largeur plus grande que celle que prescrit la disposition qui précède, il n'est rien changé aux dimensions actuelles de la rue du rempart.

La rue militaire, telle qu'elle est définie ci-dessus, ne peut être réduite que par un décret rendu sur le rapport du ministre de la guerre.

Les autorités civiles peuvent lui faire assigner des limites plus étendues, par voie d'alignement, dans l'intérêt de la circulation, en se conformant aux prescriptions de la loi du 16 septembre 1807 et du décret du 24 mars 1852.

24. Toute personne qui possède actuellement des maisons, bâtisses ou clôtures débordant la limite intérieure de la rue militaire, continue d'en jouir sans être inquiétée, en se conformant aux dispositions des articles 11 et 12 ci-dessus; mais, dans le cas de démolition desdites maisons, bâtisses ou clôtures, pour une cause quelconque, elle est tenue de se reculer sur l'alignement fixé.

Lorsque la construction n'est comprise qu'en partie dans la limite intérieure de la zone des fortifications, la restriction ci-dessus ne portera que sur les portions qui empiètent sur l'alignement de la rue du rempart.

Au fur et à mesure que les emplacements ainsi occupés par des particuliers cessent d'être bâtis ou clos, ils sont réunis de plein droit à la fortification, sans qu'il soit besoin d'un décret déclaratif d'utilité publique, et les particuliers sont indemnisés de la valeur du sol, s'ils justifient qu'ils en sont possesseurs à titre légitime.

25. Les prescriptions ci-dessus des articles 19, 20 et 21, concernant le bornage et l'homologation du plan de délimitation des zones de servitude, sont applicables au bornage et à l'homologation du plan spécial de circonscription du terrain militaire formant la zone des fortifications. Ce dernier plan est, au besoin, à l'échelle de 1/1000^e, et ne donne aucun détail sur les constructions existantes, non plus que sur la propriété des terrains : il peut être fait et homologué par parties.

247.

Décret sur la délimitation de la zone frontière, l'organisation et les attributions de la commission mixte des travaux publics (Extrait).

16 août 1853.

NAPOLÉON, etc.

CHAPITRE 1^{er}. *Limites de la zone frontière et des territoires réservés.*—ART. 1^{er}. Les limites de la zone frontière sont fixées conformément à l'état descriptif n° 1 annexé au présent décret et à la carte qui y est jointe (1).

2. Cette zone comprend des portions de territoires réservés, dans lesquelles les lois, décrets et règlements relatifs aux travaux mixtes continuent d'être appliqués aux chemins vicinaux de toutes classes (2); ces chemins pourront, à l'avenir, s'exécuter librement dans tout le reste de la zone frontière.

Les limites des territoires réservés sont fixées conformément à l'état descriptif n° 2 et à la carte annexée au présent décret.

La Corse et les autres îles du littoral de la France font partie de la zone frontière, mais non des territoires réservés.

Dans tous les cas, sont compris dans ces territoires les terrains situés dans la zone des fortifications autour des places, telle qu'elle est définie à l'article 22 du règlement, en date du 10 août 1833 (3), sur les servitudes des places de guerre, ou dans le rayon des servitudes des enceintes fortifiées.

CHAPITRE 2. *Organisation de la commission mixte.*—ART. 3. La commission mixte des travaux publics est instituée pour l'examen et la discussion des projets dont l'exécution, dans l'étendue de la zone frontière et dans le rayon des servitudes des enceintes fortifiées, peut intéresser à la fois la défense du territoire et un ou plusieurs des services civils et maritimes.

Sa mission est d'apprécier les intérêts des divers services, de les concilier, et, si elle ne parvient pas à établir l'accord entre eux, d'indiquer dans quelle limite il lui paraît possible de donner satisfaction à leurs besoins respectifs, sans compromettre la défense du pays.

CHAPITRE 3. *Affaires de la compétence de la commission mixte.*—ART. 7 (2). Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon des enceintes fortifiées, sont de la compétence de la commission mixte :

1^o Les travaux concernant :

Les routes impériales et départementales;

Les chemins de fer;

Les chemins vicinaux de toutes classes, ainsi que les chemins forestiers, tant dans les bois et dans les forêts de l'État que dans ceux des communes ou des établissements publics, mais seulement lorsqu'ils sont situés dans l'étendue des territoires réservés;

(1) Cette limite a été modifiée par un décret du 15 mars 1862.

(2) Modifié par le décret du 15 mars 1862.

(3) Voir *supra*, n° 240.

Les ponts à établir sur les cours d'eau navigables ou flottables pour le service des chemins vicinaux ou forestiers, même en dehors de ces territoires ;

Les cours d'eau navigables ou flottables ;

Les canaux et rigoles d'alimentation, d'irrigation ou de dessèchement avec leurs francs-bords, levées et chemins de balage ;

Les ports militaires et de commerce, les havres, les rades et les mouillages ;

Les phares, les fanaux et les amers ;

Les écluses de navigation, de dessèchement, d'irrigation et de chasse, et les autres ouvrages analogues d'intérêt public, tels que digues, batardeaux, épis, enrochements, ponts, quais, bassins, jetées, brise-lames, etc. ;

Les passages des portes d'eau et des portes de terre, dans la traversée des fortifications des places de guerre et des postes militaires ;

Les modifications à apporter, dans un intérêt civil, aux arsenaux, aux casernes, aux magasins et aux autres établissements militaires ;

Les dessèchements des lacs, étangs et marais ;

Les marais salants et leurs dépendances, lorsque les travaux projetés doivent faire l'objet d'une concession ou d'une autorisation préalable du Gouvernement ;

2° Les défrichements des forêts et des bois ;

3° Les concessions des lacs et relais de la mer, celles des dunes et lagunes, et celles des accrues, atterrissements et alluvions dépendants du domaine de l'État, mais seulement au point de vue des conditions à imposer ou des réserves à faire dans l'intérêt de la défense du territoire ;

4° Les concessions et les règlements d'eau de moulins et autres usines, toutes les fois que les modifications qui peuvent en être la suite, à l'égard du régime des eaux, sont susceptibles d'avoir de l'influence sur les innondations défensives ;

5° Les concessions d'enrochements ou d'endiguements à la mer ou sur le rivage ;

6° Les alignements ou le tracé :

Des rues qui servent, dans les enceintes fortifiées, de communications directes entre les places publiques, les établissements militaires et les remparts ;

Des rues, des carrefours et des places des villes fortifiées et autres qui bordent les établissements de la guerre ou de la marine, ou qui sont consacrés par le temps et l'usage aux exercices ou rassemblements des troupes ;

7° Tous les objets d'intérêt public, civil ou maritime, non compris sous les six numéros précédents, qu'un décret déclarerait de nature à influer sur la défense du territoire ;

8° Les travaux de fortifications ou de bâtiments militaires dont l'exécution apporterait des changements aux routes, aux chemins, aux canaux et autres ouvrages d'intérêt civil ou maritime ci-dessus mentionnés ;

9° Les questions relatives à la jouissance, à la police ou à la conservation des ouvrages ayant à la fois une destination civile et une destination militaire ;

10° Enfin, les affaires d'un caractère purement administratif, qui sont les accessoires d'affaires principales du ressort de la commission, telles que les remises mutuelles de jouissance de terrains et la répartition, entre les services intéressés, de l'exécution des travaux mixtes et des dépenses de ces travaux.

8. Sont exceptés des prescriptions de l'article qui précède :

1° Les voies de terre et d'eau spécialement exonérées ;

2° Les travaux d'entretien ou de réparation, c'est-à-dire ayant uniquement pour objet de conserver un ouvrage ou de le remettre dans l'état où il était précédemment, sans modification à cet état.

9. La commission mixte est toujours consultée sur les travaux civils, militaires ou maritimes qui sont de sa compétence, avant que les projets de ces travaux soient définitivement approuvés et que l'on puisse procéder à leur exécution.

10. Autour de Paris, la compétence de la commission mixte s'étend seulement sur le terrain compris entre la limite intérieure de la rue du rempart et la limite de la zone unique de servitude de deux cent cinquante mètres, tant pour l'écuelette qu'à l'égard des ouvrages détachés.

CHAPITRE 4. *Instruction des affaires du ressort de la commission mixte.*—ART. 11. Les affaires de la compétence de la commission mixte des travaux publics sont traitées et expédiées d'urgence à tous les degrés de la hiérarchie administrative.

Elles comportent deux degrés d'instruction dans les localités, à moins qu'elles ne fassent l'objet d'un projet de loi ou d'une adhésion directe.

12. Les chefs des divers services publics chargés exclusivement de l'instruction au premier degré sont, dans leurs arrondissements respectifs,

Pour le ministère de la guerre :

Le chef du génie, en tout ce qui a trait aux intérêts de la défense ou au service de l'armée de terre, à l'exception des établissements spéciaux, dont la construction est dévolue à l'artillerie ;

Les commandants et les sous-directeurs de l'artillerie de terre, relativement, 1° aux établissements spéciaux que cette arme est chargée de faire construire ou d'entretenir ; 2° à l'assiette, au relief et à l'armement des forts en mer, des batteries des côtes et de parties de fortifications qui ont vue sur la mer ou sur les mouillages, les rades, les passes, les havres et les ports militaires ou de commerce, quel que soit le service qui doit les armer.

Pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

Les ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées, chacun dans les limites du service dont il est chargé en ce qui concerne,

1° Les voies de communication par terre et par eau ;

2° Les ports maritimes de commerce et leurs accessoires ;

3° Les dessèchements des lacs, étangs et marais, les irrigations, usines et autres objets dépendants de ce ministère ;

4° Les marais salants.

Pour le ministère de l'Intérieur :

Les ingénieurs des ponts et chaussées chargés du service des arrondissements territoriaux, à l'égard,

1° Des chemins vicinaux ;

2° Des rues des villes ;

3° Des passages des portes.

Pour le ministère de la marine :

L'officier de la marine militaire chargé de diriger les mouvements du port, ou, s'il n'y en a pas dans la localité, un autre officier de marine désigné par le préfet ma-

ritime, en tout ce qui concerne, 1° l'assiette, le relief et l'armement des forts en mer, des batteries de côtes et des parties de fortifications ayant vue sur la mer ou sur les mouillages, les rades, les passes, les havres et les ports militaires ou de commerce, quel que soit le service qui doit les armer; 2° l'établissement, l'amélioration ou le déplacement, au point de vue nautique, des phares, des fanaux et des amers, quelle que soit l'administration chargée des travaux;

Un officier d'artillerie de marine désigné par le directeur de cette arme, en ce qui a trait, 1° aux établissements spéciaux de l'artillerie de mer; 2° à l'assiette, au relief et à l'armement des forts en mer, des batteries de côtes et des parties de fortifications ayant vue sur les rades intérieures, les passes ou les ports militaires, quand ces ouvrages doivent être armés par le département de la marine;

Un ingénieur des ponts et chaussées attaché au service des travaux hydrauliques et des bâtiments civils de la marine, et désigné par le directeur de ce service, relativement,

1° Aux ouvrages, aux bâtiments et aux constructions de la marine élevés sur la terre ferme ou fondés en mer, tant dans les rades et ports militaires que dans les autres établissements dépendants de ce service;

2° Aux enrochements et aux bases des forts et autres ouvrages à fonder en mer pour la défense de ces rades et de ces ports;

3° A l'assiette des fortifications destinées à enceindre des arsenaux et autres établissements maritimes, en tant qu'elle peut avoir de l'influence sur l'étendue ou sur les limites de ces établissements;

4° A l'établissement de jetées, d'écluses de navigation et de chasses, et autres ouvrages maritimes dépendants du ministère des travaux publics;

5° A la concession de lais ou de relais de la mer, d'enrochements, d'endigues ou autres travaux à la mer ou sur le rivage.

Pour le ministère des finances :

Les sous-inspecteurs et gardes généraux des forêts, chefs de cantonnement, à l'égard,

1° Des chemins forestiers;

2° Des défrichements de bois et de forêts.

Les receveurs des domaines, en ce qui concerne les concessions de lais de mer et autres dépendances du domaine de l'État.

A moins d'une délégation spéciale, nul ingénieur et nul officier ne peut opérer que dans l'étendue du territoire qui est affecté à son arrondissement de service.

Quand il y a doute sur la question de savoir si un fort en mer ou une batterie de côte sera armé par le département de la guerre ou par celui de la marine, le commandant de l'artillerie de terre et l'officier d'artillerie de marine prennent simultanément part à l'instruction de l'affaire.

En cas d'empêchement, les chefs de chaque service sont remplacés par les officiers ou par les ingénieurs désignés à cet effet.

Dans aucun cas, ne sont admis à faire l'instruction d'une affaire mixte :

Les gardes du génie et d'artillerie, même quand ils sont seuls dans une place;

Les élèves ingénieurs et les conducteurs des ponts et chaussées, à moins qu'ils ne soient chargés en titre d'un arrondissement de service;

Les conducteurs des travaux maritimes.

Sont entendus dans les conférences sur les travaux mixtes, tant pour fournir les

explications nécessaires que pour présenter et formuler les observations ou les adhésions qu'ils jugent convenables :

Les délégués des commissions spéciales de la marine dans les ports militaires;

Les ingénieurs ou les représentants des compagnies;

Les syndics des associations pour travaux d'irrigation, de dessèchement et des marais salants;

Les agents voyers des départements et des communes;

Les architectes des villes;

Les maires et leurs adjoints.

L'instruction au premier degré d'une affaire mixte a lieu dès l'époque de la rédaction primitive des projets. Toutefois, l'officier ou l'ingénieur que l'affaire concerne spécialement ne peut provoquer de conférences qu'autant qu'il en a reçu l'ordre ou obtenu l'autorisation de son chef. Tout ingénieur ou tout officier appelé à une conférence doit y prendre part immédiatement.

13. Le chef de chaque service, dans la localité, rédige les projets relatifs aux ouvrages et aux établissements que les règlements mettent dans les attributions de ce service.

Toutefois, et sauf les cas exceptionnels où il en aurait été décidé autrement par le ministre de la guerre, les officiers du génie sont chargés de la réduction des projets de détail de tous les travaux qui doivent être faits dans les limites de la zone des fortifications des places de guerre et des postes militaires, en tant que ces projets modifient les formes de la fortification ou intéressent la défense, quel que soit d'ailleurs le service qui présente le projet d'ensemble.

Ces officiers rédigent aussi, dans l'étendue de la zone frontière, les projets de détail des coupures, murs de soutènement, chambres de mines et autres dispositifs de défense dont l'exécution deviendrait nécessaire en cas d'adoption des travaux civils ou maritimes qui sont proposés.

Lorsqu'il est question de la construction en mer d'un fort ou de tout autre ouvrage défensif, le projet de l'ouvrage proprement dit est rédigé par le chef du génie; mais ce celui de l'enrochement et de la base, jusqu'à deux mètres au-dessus du niveau des hautes mers d'équinoxe, est rédigé par les ingénieurs des ponts et chaussées chargés du service des travaux maritimes.

Les projets des travaux mixtes doivent comprendre :

Un plan d'ensemble des dispositions projetées;

Des dessins particuliers donnant, dans le cas de projets de détail, au moyen de plans, de coupes, de profils, d'élévations et de cotes de nivellement, tous les renseignements nécessaires à la complète intelligence de l'affaire au point de vue des intérêts en présence;

L'état estimatif détaillé, et aussi approximatif que possible, de la dépense du projet, toutes les fois que cette dépense doit être supportée, en tout ou en partie, par un service autre que celui qui doit faire exécuter les travaux;

Le cahier des charges à imposer aux compagnies et aux adjudicataires, toutes les fois que les travaux doivent faire l'objet d'une concession. Toutefois, il suffira, suivant les circonstances, de produire un simple extrait contenant textuellement toutes les clauses susceptibles d'intéresser les autres services intervenants.

14. Les chefs de service chargés d'instruire une affaire au premier degré dressent,

de concert, un procès-verbal destiné à constater les résultats de leurs conférences.

Le chef de service qui a pris l'initiative de la conférence fait l'exposé de l'affaire et la description des ouvrages proposés.

Chacun des chefs des autres services intervenants donne, en ce qui le concerne, son avis sur les diverses dispositions projetées, et stipule les conditions, les obligations ou les réserves à réclamer dans l'intérêt de son service.

Les délégués et les autres agents qui ont le droit d'être entendus dans les conférences font consigner au procès-verbal les explications et les observations qui leur paraissent utiles.

Le procès-verbal est divisé, s'il y a lieu, en paragraphes concernant :

1° Les dispositions d'ensemble ;

2° Les dispositions de détail, lesquelles peuvent donner lieu à autant d'articles distincts qu'il y a d'ouvrages proposés susceptibles d'être discutés ou examinés séparément ;

3° Le mode d'exécution des travaux, quand plusieurs services doivent en être chargés, ou lorsqu'il y a désaccord sur la question de savoir à quel service cette exécution sera confiée ;

4° L'imputation de la dépense, surtout s'il y a doute à cet égard, ou si elle doit porter sur plusieurs administrations.

Dans tous les cas, le procès-verbal ne doit renfermer que les propositions, adhésions ou réserves auxquelles chaque chef de service s'arrête définitivement, et ne présenter que le résumé des avis communs ou des opinions respectives, avec leurs motifs.

Il est daté du jour de sa clôture et soumis à la signature de tous ceux qui ont été entendus dans les conférences ; mais les signatures des officiers et des ingénieurs chargés de l'instruction de l'affaire sont les seules indispensables.

15. Il est fait du procès-verbal de conférence, des dessins et des autres pièces à y annexer, par les soins du chef de service qui a pris l'initiative des conférences, et aux frais de ce service, autant d'expéditions signées en minute qu'il y a d'officiers ou d'ingénieurs chargés de l'instruction de l'affaire au premier degré.

Toutes les pièces à joindre à un procès-verbal sont visées à la date de ce procès-verbal.

16. L'instruction au deuxième degré des affaires mixtes est faite, suivant les cas, par

Les directeurs des fortifications,

Les directeurs d'artillerie de terre,

Les ingénieurs en chef des ponts et chaussées,

Les majors généraux de la marine dans les ports militaires,

Les directeurs d'artillerie de marine,

Les directeurs des travaux hydrauliques et des bâtiments civils de la marine,

Les inspecteurs des forêts,

Les directeurs des domaines.

Aussitôt que ces fonctionnaires ont reçu, des officiers, ingénieurs et agents sous leurs ordres, les pièces relatives à l'instruction d'une affaire au premier degré, il les visent et échangent mutuellement leurs observations et leurs apostilles.

Si l'un deux réclame exceptionnellement une conférence, elle a lieu sans aucun retard, et il est procédé alors d'une manière analogue à celle prescrite pour l'instruction au premier degré.

Les dossiers de l'affaire, contenant chacun les avis des directeurs et des ingénieurs en chef, sont transmis respectivement aux divers ministres que l'affaire concerne; les préfets des départements et les préfets maritimes, auxquels sont adressés les dossiers des ponts et chaussées et de la marine, y consignent leurs opinions et leurs propositions.

17. Les bases ou dispositions générales de tous projets d'ensemble concernant des travaux d'utilité publique à exécuter dans l'étendue de la zone frontière sont, avant d'être décrétées, l'objet d'instructions faites séparément par chaque ministère et sur lesquelles la commission mixte des travaux publics est consultée. Dans ces projets sont compris l'établissement des lignes de chemins de fer, l'ouverture de routes, la canalisation de rivières, la construction de canaux, de ports, de bassins ou de docks, ou celle de fortifications intéressant des services publics autres que celui de la guerre, soit que les travaux doivent être entrepris par l'État, les départements ou les communes, soit qu'ils doivent l'être par les compagnies.

18. Chaque directeur et chaque ingénieur en chef peut adhérer immédiatement, au nom du service qu'il représente, à l'exécution des travaux mixtes proposés par une autre administration, quand ces travaux lui paraissent sans inconvénient pour son service ou que les inconvénients peuvent disparaître moyennant certaines dispositions qu'il impose comme condition de son adhésion (1).

Cette faculté ne peut s'étendre, toutefois, aux travaux qu'une autorité supérieure aurait signalés comme nuisibles, ni à ceux qui seraient à faire sur un terrain affecté au service dont l'adhésion est nécessaire.

Les travaux objet d'une adhésion conditionnelle ne peuvent être entrepris qu'autant que l'acceptation des obligations stipulées a été notifiée au service qui les a imposées.

Chaque directeur et chaque ingénieur en chef fait connaître les adhésions et les acceptations qu'il a données, ou qui lui ont été notifiées, au ministre sous les ordres duquel il est placé.

Ces adhésions et ces notifications sont conservées dans les archives de la commission mixte.

CHAPITRE 6. *Exécution et réception des travaux mixtes.* — ART. 23. Les travaux mixtes dûment approuvés sont exécutés par les soins des services qui ont rédigé les projets de détail, à moins qu'ils ne soient l'objet d'une concession, ou que, pour des motifs exceptionnels, il ne soit pris une décision contraire par les ministres compétents, après délibération de la commission mixte. En cas de désaccord à cet égard, il est statué par l'Empereur.

Les travaux mixtes concédés sont faits par les soins du concessionnaire et à ses risques et périls. Si les ouvrages sont à construire dans la zone des fortifications, le concessionnaire, considéré comme entrepreneur de travaux ordinaires militaires, opère sous la direction des officiers du génie, tout en restant exclusivement chargé de ce qui concerne les moyens d'exécution tant en personnel qu'en matériel.

Quel que soit le service qui doit fournir les fonds, les officiers et les ingénieurs

(1) Voir *infra*, n° 358.

chargés de la direction des travaux mixtes ne peuvent faire exécuter, chaque année, que les ouvrages ou parties d'ouvrages dont la dépense est autorisée.

Les travaux doivent être faits en se conformant exactement aux projets adoptés et suivant les clauses et les conditions stipulées. Nulle modification ne peut être apportée aux dispositions arrêtées qu'autant qu'elle a été admise par la commission mixte dans les formes ordinaires, ou qu'elle a fait l'objet d'une adhésion directe.

24. Lorsqu'il s'agit de chemins vicinaux compris dans l'étendue des territoires réservés, il n'est donné aucune autorisation pour l'exécution des travaux autres que ceux de réparation ou d'entretien, avant que le projet n'ait été l'objet de l'adhésion du directeur des fortifications ou d'une décision approbative de la part du ministre de la guerre (1).

25. Les officiers et les ingénieurs dont les services sont intéressés à l'exécution des travaux mixtes confiés à un autre service ont le droit de s'assurer qu'on ne s'écarte en aucune manière des dispositions et conditions adoptées.

S'ils reconnaissent quelques changements, ils les signalent aux officiers, aux ingénieurs ou aux autres fonctionnaires chargés de la direction des travaux; et, s'il n'est pas tenu compte de leurs observations, ils constatent ou font constater les faits par un procès-verbal.

26. La remise de tout ouvrage exécuté par un service pour le compte d'un autre service donne lieu à un procès-verbal dressé de concert par les chefs de ces deux services en présence des personnes dont la participation est nécessaire. Ce procès-verbal rappelle les conditions, charges ou réserves auxquelles ces ouvrages restent assujettis.

La remise n'est définitive qu'après que le procès-verbal a été approuvé par les ministres compétents, quand il s'agit de service de l'État, et par les préfets, quand il s'agit des administrations locales.

On se conforme autant que possible, pour ce qui concerne les minutes et les expéditions de ce procès-verbal, aux dispositions de l'article 15.

CHAPITRE 7. *Imputations et paiement des dépenses.* — ART. 27. Lorsqu'il s'agit de travaux publics mixtes, la demande du crédit nécessaire à leur exécution doit être accompagnée d'une répartition entre chaque département ministériel des fonds affectés aux travaux qu'il doit spécialement faire exécuter.

Si, à raison de la connexité des travaux mixtes ou autres circonstances, le crédit est affecté à un seul département ministériel, et que cependant une partie des travaux doive être exécutée par les agents d'un autre ministère, le maximum du chiffre de la dépense à faire par ces derniers est réglée par la commission mixte, après le vote du crédit total.

Dans le cas des travaux à faire sur le budget ordinaire, le service qui en réclame l'exécution est tenu non-seulement d'en payer la dépense, mais aussi de supporter celle des ouvrages d'un autre service qui en sont la conséquence, quel qu'en soit d'ailleurs le montant effectif.

Enfin, quand le service chargé de l'exécution des travaux doit payer la dépense conjointement avec d'autres services, ces derniers contribuent au paiement pour une

(1) Voir le décret du 15 mars 1862.

somme fixée d'avancer, ou, par exception, dans une proportion déterminée par la commission mixte.

28. Chaque service tient la comptabilité des travaux qu'il fait exécuter au compte d'un autre service, de la même manière que celle de ses propres travaux.

Les administrations et les compagnies qui ont consenti des dépenses, à leur charge, pour l'exécution de travaux mixtes, n'ont à s'immiscer, sous aucun motif, dans la gestion et dans la tenue de la comptabilité du service qui dirige ces travaux, et elles sont dans l'obligation d'acquitter ces dépenses, par provision, dans les limites du consentement par elles donné pour chaque exercice, quelles que soient les observations qu'elles aient à faire valoir.

29. Lorsque des travaux sont à faire par un service public au compte d'un autre service, les décisions ministérielles et les arrêtés des préfets qui en autorisent l'exécution, au nom de ce dernier service, règlent, soit année par année, soit une fois pour toutes, suivant les cas, le montant des sommes à dépenser dans chaque exercice; elles fixent, en outre, le mode suivant lequel les paiements doivent avoir lieu; et ces paiements sont effectués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, jusqu'à concurrence de la somme accordée.

L'officier ou l'ingénieur qui dirige les travaux est tenu de fournir au service auquel incombent les paiements toutes les pièces comptables nécessaires à ce dernier pour la justification des dépenses faites. Toutefois, si des compagnies ou des concessionnaires opèrent comme entrepreneurs à leurs risques et périls, il n'y a lieu de leur fournir qu'un procès-verbal de réception des travaux exécutés.

CHAPITRE 8. *Répression des contraventions.* — ART. 30. Les contraventions aux lois et règlements sur les travaux mixtes et mentionnés à l'article 7 du présent décret sont constatées conformément aux prescriptions des articles suivants.

Les contraventions portant préjudice aux services civils et de la marine continueront à être constatées, poursuivies et réprimées en conformité des dispositions de la loi du 19 mai 1802, du décret du 16 décembre 1811, de celui du 10 avril 1812, et de la loi du 15 juillet 1845, concernant la conservation et la police des routes, des canaux, des ports et des chemins de fer.

31. Les gardes du génie, dûment assermentés, recherchent les contraventions et les constatent aussitôt qu'elles sont reconnues.

32. Les procès-verbaux de contraventions sont notifiés sans délai au contrevenant par les gardes du génie assermentés.

Toutefois, dans le cas où il s'agit de travaux exécutés pour le compte de l'État ou des départements, et où le fait constaté par le procès-verbal résulterait d'ordres donnés par un fonctionnaire ou agent du Gouvernement, le procès-verbal est communiqué à ce fonctionnaire et transmis aux ministres compétents, qui en font, d'urgence, le renvoi à la commission mixte, laquelle examine l'affaire suivant les formes prescrites par le présent règlement.

Jusqu'à la décision à intervenir, les travaux demeurent suspendus.

CHAPITRE 9. *Dispositions diverses.* — ART. 40. Pour chaque département ou portion de département situé dans la zone frontière, le préfet fait dresser, par les soins de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées et avec l'aide des agents voyers et so-

restiers, une carte à échelle de grandeur convenable, sur laquelle sont tracés les cours d'eau navigables et flottables, les routes impériales ou départementales, les voies de fer, les chemins vicinaux et les chemins forestiers actuellement à l'entretien de l'État, des départements ou des communes; cette carte porte, en outre, une légende indiquant, par des teintes conventionnelles, les divers degrés de viabilité des voies de terre et la nature de ces voies (1).

A cette carte est joint un état général de ces mêmes communications groupées par nature et désignées par leur numéro de classement et par les noms des points extrêmes qu'elles réunissent, avec indication des points intermédiaires par lesquels elles passent.

Le directeur des fortifications, auquel cet état et cette carte sont envoyés par le préfet, les communique au chef du génie, tant pour y faire marquer les limites des territoires des places et des chefferies que pour avoir des renseignements sur celles des voies de terre et d'eau qui paraîtraient susceptibles d'être exonérées de la surveillance de l'autorité militaire, et il transmet ensuite ces documents au ministre de la guerre avec ses propositions.

Le ministre de la guerre, sur l'examen de ces pièces, arrête les exonérations qu'il juge convenables, et fait connaître sa décision au préfet du département et aux directeurs des fortifications.

Indépendamment du travail ci-dessus demandé, les préfets, toutes les fois qu'ils en reconnaissent la nécessité, font dresser, de la manière qui vient d'être indiquée, une carte et un état sur lequel sont portées les communications de terre et d'eau dont les diverses autorités civiles ont l'intention de proposer l'établissement dans un avenir rapproché; et le ministre de la guerre détermine celles de ces communications à l'exécution et à l'exonération desquelles il adhère immédiatement, et celles, au contraire, dont les projets devront être soumis aux formalités ordinaires relatives aux travaux mixtes. Ce dernier travail ne concerne, d'ailleurs, les chemins vicinaux que dans l'étendue des territoires réservés.

41. Les voies de terre objet de l'exonération peuvent, sans intervention de l'autorité militaire, recevoir les modifications et les améliorations dont elles sont susceptibles, telles que l'élargissement des chaussées ou des accotements, l'adoucissement des rampes ou des pentes, la substitution d'autres matériaux à ceux précédemment employés, l'empierrement ou le pavage des parties en terre, le creusement des fossés latéraux et l'addition de gares d'évitement ou de dépôt, pourvu que ces améliorations ou modifications ne changent pas leur direction générale, n'ouvrent pas de communications nouvelles ou ne prolongent pas celles qui existent.

Il en est de même à l'égard des voies d'eau, mais seulement pour les travaux qui peuvent être faits tant au lit de ces voies, à leurs digues, à leurs francs-bords et à leurs fossés, qu'à leurs écluses et à leurs ouvrages d'art, pourvu qu'il ne soit rien changé ni au tracé de ces voies, ni au régime des eaux.

42. Sont toujours exceptés de l'exonération les travaux concernant :

1° Les ponts établis au croisement d'une voie de terre classée et d'une voie d'eau navigable ou flottable;

(1) Voir *ibid.*, n° 267.

3° Les portions de communications de terre ou d'eau situées dans les limites de la zone des fortifications ou dans le rayon des servitudes des enceintes fortifiées.

43. La répartition, entre les divers services intéressés, de l'entretien des portions de voies de terre et d'eau situées dans la zone des fortifications des places et des postes est établie, après avis de la commission mixte des travaux publics, à la suite d'une conférence entre le chef du génie et les ingénieurs des ponts et chaussées.

A cette conférence interviennent : 1° le maire de la commune ou son adjoint, assisté au besoin d'un agent voyer ou d'un architecte, pour tout ce qui concerne les chemins vicinaux, la rue du rempart et les portions d'esplanades militaires affectées à la circulation des habitants ; 2° un délégué de chaque compagnie concessionnaire, s'il s'agit d'ouvrages concédés.

Cette répartition comprend les ponts, les portes, les barrières, les écluses, les digues, les barrages et généralement tous les ouvrages d'art qui font partie ou qui dépendent des voies de terre ou d'eau, dans la traversée des fortifications.

44. Toutes les dispositions antérieures, contraires au présent décret, sont abrogées.

248.

Décret qui règle l'organisation du personnel des agents inférieurs du service des ponts et chaussées (1).

17 août 1853.

NAPOLEON, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le personnel des agents inférieurs du service des ponts et chaussées comprend :

- 1° Les employés secondaires ;
- 2° Les gardes, éclusiers et autres agents de la navigation intérieure ;
- 3° Les éclusiers, pontiers et autres agents des ports maritimes de commerce ;
- 4° Les gardiens des phares et fanaux.

TITRE I^{er}. EMPLOYÉS SECONDAIRES. — ART. 2. Les piqueurs et autres agents du service des ponts et chaussées au-dessous du grade de conducteur, attachés à la surveillance des travaux ou au service des bureaux des ingénieurs, prendront à l'avenir le titre d'employés secondaires des ponts et chaussées.

3. Ils sont divisés en quatre classes, pour chacune desquelles le traitement annuel est fixé ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe.....	1,000 fr.
2 ^e classe.....	800
3 ^e classe.....	600
4 ^e classe.....	400

4. Des décisions ministérielles fixent chaque année, sur la proposition de l'ingé-

(1) Ce décret a été adressé aux préfets par une circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, portant la date du 31 août 1853. Voir (a/r), n° 328 et 342.

nieur en chef et sur l'avis du préfet et de l'inspecteur divisionnaire, le nombre des employés des différentes classes attachés à chaque service d'ingénieur en chef.

La répartition de ces employés entre les arrondissements des ingénieurs ordinaires, et leurs résidences sont déterminées par l'ingénieur en chef, suivant les besoins du service.

5. Les employés secondaires des ponts et chaussées sont nommés par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef.

6. (1) Nul ne peut être nommé employé secondaire des ponts et chaussées, s'il n'a été déclaré admissible à la suite d'un examen sur les connaissances ci-après :

Écriture. — Principes de la langue française. — Arithmétique élémentaire. — Exposition du système métrique des poids et mesures. — Notions de géométrie relatives à la mesure des angles, des surfaces et des solides. — Éléments de dessin linéaire.

Les candidats doivent être âgés de plus de dix-huit ans et de moins de vingt-huit ans au moment de l'examen.

Toutefois, les militaires porteurs d'un congé régulier peuvent concourir jusqu'à trente-deux ans.

7. Les candidats reconnus admissibles peuvent être nommés employés secondaires de 4^e, de 3^e ou de 2^e classe, d'après les résultats de leur examen, et eu égard à leur âge, à leurs antécédents, à leurs charges de famille, à la cherté de la vie dans chaque localité et au degré d'utilité des services qu'ils peuvent rendre à l'administration.

L'ingénieur en chef fait à ce sujet des propositions auxquelles il annexe le procès-verbal d'examen.

8. La promotion des employés secondaires à une classe supérieure est prononcée par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef, dans les limites du cadre arrêté chaque année, conformément aux dispositions de l'article 4.

9. Les employés secondaires ne peuvent passer à une classe supérieure qu'après un an au moins de service effectif dans celle qu'ils occupent, sauf le cas prévu ci-après dans le 2^e paragraphe de l'article 10.

10. Les employés secondaires de 1^{re} classe sont pris :

1^o Parmi les employés de 2^e classe âgés de vingt et un ans au moins, ayant au moins trois ans de service depuis leur première nomination et porteurs d'un certificat d'aptitude délivré par l'ingénieur en chef; ce certificat doit en outre constater qu'ils ont acquis les connaissances suivantes :

Pratique du lever des plans et du nivellement; conduite des travaux; dessin des ouvrages d'art;

2^o Parmi les candidats qui ont été déclarés, par décision ministérielle, admissibles au grade de conducteur auxiliaire, et qui n'auraient pu encore être pourvus d'un emploi de ce grade. La limite d'âge fixée par le 3^e paragraphe de l'article 6 n'est pas applicable à ces candidats.

11. Tout employé secondaire qui n'aura pu obtenir, au bout de six ans, le certificat mentionné dans l'article précédent, perd son emploi et son titre.

(1) Voir infra, n^o 361.

12. La révocation des employés secondaires est prononcée, sur le rapport de l'ingénieur en chef, par le préfet.

13. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux agents employés momentanément par suite de circonstances exceptionnelles, soit sur les travaux, soit dans les bureaux des ingénieurs.

L'emploi de ces agents, essentiellement temporaires, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre des travaux publics, prise sur l'avis de l'inspecteur de la division, et qui règle leur nombre, leur salaire mensuel et le temps pendant lequel ils doivent être employés.

14. Les piqueurs et autres agents actuellement en fonctions seront répartis, à dater du 1^{er} janvier 1854, dans les quatre classes instituées par l'article 2.

Pourront être admis dans la première classe :

1^o Les piqueurs qui ont au moins trois années d'exercice dans leurs fonctions et qui se recommandent par leurs bons services ;

2^o Les employés, quel que soit leur titre, qui ont été déclarés admissibles au grade de conducteur auxiliaire.

Les autres employés seront placés dans l'une des trois dernières classes d'après les considérations indiquées dans l'article 7.

Toutefois, les piqueurs qui n'auront pas été compris dans la première classe, ainsi que les employés qui, à divers titres, jouissent d'un traitement supérieur à huit cents francs, conserveront leur traitement actuel ; mais, s'ils n'ont pas, avant le terme de deux ans, été déclarés admissibles au grade de conducteur auxiliaire, ou s'ils n'ont pas au moins satisfait aux épreuves prescrites par l'article 6 et par le paragraphe 1^{er} de l'article 10, ils ne recevront plus, après ces deux années, que le traitement affecté à la classe dont ils font partie.

TITRE II. GARDES ; ÉCLUSIERS ET AUTRES AGENTS ATTACHÉS AU SERVICE DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE. — ART. 15. Les rivières et canaux sont divisés, en ce qui concerne les gardes et éclusiers, en trois catégories, eu égard à l'importance de la navigation et à la cherté de la vie dans chaque contrée.

16. Dans chaque service d'ingénieur en chef, les gardes sont partagés en deux classes et les éclusiers en trois classes, pour lesquelles le traitement annuel est fixé ainsi qu'il suit :

		1 ^{re} CATÉGORIE.	2 ^e CATÉGORIE.	3 ^e CATÉGORIE.
Gardes.....	1 ^{re} classe.....	600 fr.	550 fr.	500 fr.
	2 ^e classe.....	550	500	450
Éclusiers.....	1 ^{re} classe.....	500	450	400
	2 ^e classe.....	450	400	350
	3 ^e classe.....	400	350	300

17. Les gardes et éclusiers à qui l'État ne fournit pas un logement reçoivent, en sus de leur traitement, une indemnité annuelle de cent à cent cinquante francs.

18. Lorsque plusieurs éclusiers sont attachés au service d'un même ouvrage, l'un d'eux porte le titre de chef. Il reçoit alors un supplément de traitement qui est fixé à cent francs, et qui peut, dans des cas exceptionnels, être porté jusqu'à deux cents francs.

19. Moyennant les traitements fixés dans les articles précédents, les éclusiers doivent faire, indépendamment de la manœuvre de l'écluse, du pertuis ou du barrage auxquels ils sont spécialement attachés, celle des autres ouvrages situés à proximité, dont le soin leur aura été confié. Néanmoins, lorsqu'ils sont chargés de la manœuvre d'une seconde écluse ou de tout autre ouvrage qui, à raison de sa position ou de son importance, aurait pu motiver l'emploi d'un agent spécial, il peut leur être accordé un supplément de traitement qui, dans aucun cas, ne dépassera cent francs.

20. Des décisions ministérielles fixent, sur la proposition de l'ingénieur en chef et sur l'avis du préfet et de l'inspecteur de la division, la catégorie dans laquelle est placé chaque canal ou rivière, le nombre des gardes et éclusiers qui y sont attachés, et les suppléments de traitement qu'il y aurait lieu de leur allouer en vertu des articles 19 et 20.

21. Les gardes et éclusiers sont nommés par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef. Ils sont choisis de préférence parmi les agents secondaires du service des ponts et chaussées, parmi les anciens militaires des armées de terre et de mer, et parmi les ouvriers d'art.

22. Pour être nommé garde ou éclusier, il faut :

1° Être Français, âgé de vingt et un ans au moins et de quarante ans au plus ; cette limite d'âge, toutefois, n'est pas applicable aux agents du service des ponts et chaussées ;

2° N'être atteint d'aucune infirmité qui s'oppose à un service actif et journalier ;

3° Être porteur d'un certificat de bonnes vie et mœurs ;

4° Être en état de rédiger et d'écrire convenablement un procès-verbal.

Les postulants pour les emplois de garde doivent, en outre, justifier qu'ils possèdent les premiers éléments de l'arithmétique et sont en état de faire les mètres les plus élémentaires.

23. La promotion des gardes et éclusiers à une classe supérieure est faite par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef, en se renfermant dans les limites indiquées à l'article 16.

24. Les dispositions des articles 21, 23 et 24 sont applicables aux agents chargés de la manœuvre des ponts mobiles isolés, ainsi que des écluses, barrages et pertuis de peu d'importance ou qui ne manœuvrent qu'accidentellement, aux gardes des dunes, et semis, et aux autres employés du service de la navigation intérieure qui, par la nature de leurs fonctions, ne peuvent être assimilés à des gardes ou à des éclusiers. Des décisions ministérielles, prises sur la proposition de l'ingénieur en chef et sur l'avis du préfet et de l'inspecteur de la division, fixent le nombre, la dénomination et le traitement de ces agents.

L'administration continuera, d'ailleurs, à faire manœuvrer, au moyen d'abonnements, les écluses et autres ouvrages auxquels elle jugera convenable d'appliquer cette mesure. Les personnes en faveur desquelles ces abonnements seront consentis ne seront pas classées parmi les agents de la navigation.

25. En cas de négligence dans le service ou d'actes répréhensibles, les punitions encourues sont :

1° La retenue d'une partie du traitement ;

2° L'abaissement de classe;

3° La révocation.

Ces punitions sont prononcées par le préfet, sur le rapport de l'ingénieur en chef.

26. Les gardes et éclusiers actuellement en fonctions seront répartis, à dater du 1^{er} janvier 1854, dans les classes instituées par l'article 16, et rétribués suivant les catégories qui auront été fixées par le ministre.

Toutefois, les gardes et éclusiers qui jouissent actuellement d'un traitement supérieur à celui auquel ils auraient droit en vertu du nouveau classement pourront le conserver provisoirement, si cette mesure est justifiée par des circonstances tout à fait exceptionnelles, dont il sera rendu compte au ministre.

TITRE III. ÉCLUSIERS, PONTIERS ET AUTRES AGENTS ATTACHÉS AU SERVICE DES PORTS MARITIMES DE COMMERCE. — ART. 27. Les ports maritimes de commerce sont divisés, en ce qui concerne les éclusiers et pontiers, en trois catégories, eu égard à l'importance du port et la cherté de la vie dans chaque localité.

28. Sont applicables aux éclusiers et pontiers employés dans les ports maritimes, les dispositions concernant les éclusiers de la navigation intérieure, contenues dans les articles 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 25 et 27 du présent décret.

29. Les dispositions des articles 20, 22 et 25 sont applicables aux agents chargés de la manœuvre de ponts mobiles et d'écluses de peu d'importance ou qui ne se manœuvrent qu'accidentellement, aux baliseurs, gardiens des toles et bouées et autres agents du service des ports maritimes qui, par la nature de leurs fonctions, ne peuvent être assimilés à des éclusiers. Des décisions ministérielles, prises sur la proposition de l'ingénieur en chef et sur l'avis du préfet et de l'inspecteur de la division, fixent le nombre, la dénomination et le traitement de ces agents.

TITRE IV. GARDIENS DE PHARES ET FANEAUX. — ART. 30. Le personnel des agents du service des phares et fanaux se compose de maîtres de phares et de gardiens.

Le traitement des maîtres de phares est fixé à 900 francs.

Les gardiens sont divisés en six classes, pour lesquelles le traitement annuel est fixé ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe.....	750 ^f
2 ^e classe.....	675
3 ^e classe.....	600
4 ^e classe.....	525
5 ^e classe.....	450
6 ^e classe.....	375

Dans les phares où il existe plusieurs gardiens, l'un d'eux porte le titre de chef. Il reçoit le traitement attaché à la classe dont il fait partie.

31. Des décisions ministérielles fixent, sur la proposition de l'ingénieur en chef et sur l'avis du préfet et de l'inspecteur de la division, le nombre et les classes des gardiens attachés au service de chaque phare.

32. Les maîtres et gardiens de phare sont nommés par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef.

33. Pour être nommé maître ou gardien de phare il faut :

- 1° Être Français, âgé de 21 ans au moins et de quarante ans au plus;
- 2° N'être atteint d'aucune infirmité qui s'oppose à un service actif et journalier;
- 3° Être porteur d'un certificat de bonnes vie et mœurs;
- 4° Savoir lire et écrire et posséder les premiers éléments de l'arithmétique.

Les gardiens de phares sont choisis de préférence parmi les anciens militaires des armées de terre et de mer.

34. Chaque année, sur la proposition de l'ingénieur en chef, il pourra être accordé par le préfet, aux gardiens les plus méritants, une gratification qui n'excédera pas un mois de traitement.

Le nombre des gardiens auxquels cette gratification pourra être accordée ne dépassera pas le cinquième du nombre total de ceux employés dans chaque département.

Dans les départements où il y a moins de cinq gardiens, cette gratification ne pourra être accordée qu'à un seul d'entre eux.

35. L'administration continuera d'assurer au moyen d'abonnements consentis en faveur de personnes qui ne seront pas classées parmi les agents des phares, le service des fanaux d'une importance secondaire auxquels elle jugera convenable d'appliquer cette mesure.

36. En cas de négligence dans le service ou d'actes répréhensibles, les punitions encourues sont :

- 1° La retenue d'une partie du traitement;
- 2° La révocation.

Ces punitions sont prononcées par le préfet, sur le rapport de l'ingénieur en chef.

37. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

249.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs.

24 octobre 1853.

Personnel. — Propriétés privées. — Obligations des ingénieurs lorsqu'ils ont à les occuper temporairement ou à les traverser.

Monsieur, parmi les recommandations adressées aux ingénieurs par ma circulaire du 18 mai dernier, le respect de la propriété privée, l'obligation de ne demander à ce principe que les sacrifices rigoureusement exigés par l'intérêt général, est un des points sur lesquels j'ai le plus particulièrement insisté. Il y a là, en effet, une question très-grave, et l'administration s'en préoccupe à bon droit, en ce moment surtout où l'immense développement qu'ont pris les grands travaux publics et la nécessité d'une rapide exécution semblent trop aisément provoquer à l'inobservation des règlements. Des plaintes récentes, en petit nombre d'ailleurs, je suis heureux de le dire, sont venues m'apprendre que mes recommandations n'avaient pas été partout suffisamment connues; je crois devoir, en les reproduisant et en les développant dans

une instruction spéciale, montrer le prix que j'attache à les voir bien comprises et strictement observées.

Quel que soit l'intérêt engagé dans les études ou dans les travaux à entreprendre, quelque besoin qu'on ait d'en hâter l'exécution, il est toujours possible de procéder régulièrement, et l'on ne serait pas fondé aujourd'hui à se plaindre des lenteurs de l'administration. Mais, dans le cas même où la stricte observation des règles devrait amener quelque retard, le respect du droit de propriété est un principe trop élevé pour qu'on le subordonne à une pareille considération. Je recommande donc de nouveau, de la manière la plus expresse, aux ingénieurs, de ne jamais agir sans s'être préalablement munis de toutes les autorisations nécessaires, et s'ils trouvent de la résistance, même alors qu'ils sont parfaitement en règle, de ne recourir aux voies de rigueur qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation compatibles avec l'accomplissement de leurs obligations de service.

Je leur renouvelle également mes recommandations sur la conduite qu'ils ont à tenir lorsqu'ils sont entrés dans les propriétés pour les occuper temporairement ou pour les traverser. La résistance des propriétaires à laisser pénétrer chez eux tient souvent à la crainte d'y voir commettre des dégâts inutiles, et il y a là peut-être une cause d'irritation plus grande que dans l'occupation même de la propriété; l'indemnité pécuniaire n'est pas acceptée comme une réparation suffisante du mal moral causé par des dommages que ne motive pas une impérieuse nécessité. Les ingénieurs doivent s'attacher à faire cesser de pareilles craintes en donnant de bonnes directions à leurs agents, en s'abstenant avec le plus grand soin de tout ce qui pourrait nuire à la propriété sans utilité pour les opérations, en atténuant, autant qu'il dépendra d'eux, les dommages inévitables, en ménageant, en un mot, la propriété autant que le permettront les exigences réelles des études ou des travaux.

Ces recommandations ne concernent pas seulement les ingénieurs de l'État, elles s'adressent également aux ingénieurs des compagnies concessionnaires de travaux publics et particulièrement de chemin de fer; les compagnies agissent comme déléguées de l'État, et si, en vertu de cette délégation, elles exercent les mêmes droits, elles sont aussi tenues aux mêmes obligations.

Je confie à MM. les préfets le soin de veiller à l'exécution franche et complète de mes prescriptions.

250.

Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles (Extrait).

9 novembre 1853.

NAPOLÉON, etc.

TITRE I^{er}. SUPPRESSION DES CAISSES DE RETRAITE ET INSCRIPTION DES PENSIONS AU GRAND-LIVRE DE LA DETTE PUBLIQUE. — ART. 3. Les titulaires des pensions de retraite inscrites au grand-livre de la dette publique, en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853, recevront à l'échéance du premier trimestre 1854, en échange de l'ancien titre, un certificat d'inscription au Trésor, délivré par le ministère des finances.

4. Le paiement de ces pensions aura lieu aux échéances des 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre, et sera fait par les payeurs du Trésor, sur les justifications, dans les formes et sous les garanties déterminées pour les pensions inscrites sur les fonds généraux de l'État.

.....

TITRE II. PERCEPTION DES RETENUES. — ART. 5. Les traitements ou allocations passibles de retenues, qui sont acquittés par les comptables du Trésor, sont *portés pour le brut* dans les ordonnances et mandats, et il y est fait mention spéciale des retenues à exercer pour pension (1).

Les comptables chargés du paiement de ces ordonnances ou mandats les imputent en dépense pour leur montant intégral, et ils constatent en recette les retenues opérées au crédit du budget de chaque exercice et à un compte distinct intitulé : *Retenues sur traitements pour le service des pensions civiles*.

13. Les fonctionnaires et employés rétribués sur d'autres fonds que ceux de l'État, qui ont néanmoins droit à pension, conformément au dernier paragraphe de l'article 4 de la loi du 9 juin 1853, supportent la retenue sur l'intégralité de leurs rétributions.

Ceux qui sont placés en France et en Algérie doivent effectuer le versement de cette retenue, par trimestre et dans les premiers jours du trimestre qui suit le trimestre échu, à la caisse du receveur des finances; ils transmettent la déclaration de ce versement au ministre du département auquel ils ressortissent. Ceux qui résident à l'étranger sont tenus de faire acquitter, pour leur compte, les retenues qui les concernent, et de faire faire en même temps la déclaration ci-dessus prescrite : ils sont autorisés à faire un seul versement par année.

Les ministres transmettent chaque trimestre au ministre des finances des états nominatifs par département desdits fonctionnaires et employés; ces états, indiquant le traitement applicable à chaque agent et la retenue à exercer, sont transmis, comme titres de perception à recouvrer, aux receveurs des finances.

16. Les fonctionnaires et employés ne peuvent obtenir chaque année un congé ou une autorisation d'absence de plus de quinze jours sans subir une retenue. Toutefois, un congé d'un mois sans retenue peut être accordé à ceux qui n'ont joui d'aucun congé et d'aucune autorisation d'absence pendant trois années consécutives.

Pour les congés de moins de trois mois, la retenue est de la moitié au moins et des deux tiers au plus du traitement.

Après trois mois de congé consécutifs ou non, dans la même année, l'intégralité du traitement est retenue, et le temps excédant les trois mois n'est pas compté comme service effectif pour la pension de retraite.

Si, pendant l'absence de l'employé, il y a lieu de pourvoir à des frais d'intérim, le montant en sera précompté, jusqu'à due concurrence, sur la retenue qu'il doit subir.

La durée du congé avec retenue de la moitié au moins et des deux tiers au plus du traitement, peut être portée à quatre mois pour les fonctionnaires et employés exerçant hors de France, mais en Europe ou en Algérie, et à six mois pour ceux qui sont attachés au service colonial ou aux services diplomatique et consulaire hors d'Europe.

(1) Voir *infra*, nos 254 et 259.

Sont affranchies de toutes retenues les absences ayant pour cause l'accomplissement des devoirs imposés par la loi.

En cas d'absence pour cause de maladie dûment constatée, le fonctionnaire ou l'employé peut être autorisé à conserver l'intégralité de son traitement pendant un temps qui ne peut excéder trois mois. Pendant les trois mois suivants, il peut obtenir un congé avec la retenue de la moitié au moins et des deux tiers au plus du traitement.

Si la maladie est déterminée par l'une des causes exceptionnelles prévues aux premier et deuxième paragraphes de l'article 44 de la loi du 9 juin 1853, le fonctionnaire peut conserver l'intégralité de son traitement jusqu'à son rétablissement ou jusqu'à sa mise à la retraite.

Les membres des cours et tribunaux qui n'ont pas joui des vacances peuvent obtenir, en une ou plusieurs fois dans l'année, un congé d'un mois sans retenue.

Ce congé pourra être de deux mois pour les magistrats composant la chambre criminelle de la cour de cassation.

Il n'est dérogé par le présent article, ni aux dispositions des articles 48 et 47 des décrets des 13 octobre et 24 décembre 1854, concernant la mise en disponibilité, pour défaut d'emploi, des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines, ni aux règles spéciales concernant la mise en activité des agents extérieurs du département des affaires étrangères et des fonctionnaires de l'enseignement.

47. Le fonctionnaire ou l'employé qui s'est absenté ou qui a dépassé la durée de ses vacances ou de son congé, sans autorisation, peut être privé de son traitement pendant un temps double de celui de son absence irrégulière.

Une retenue qui ne peut excéder deux mois de traitement peut être infligée, par mesure disciplinaire, dans le cas d'inconduite, de négligence ou de manquement au service.

Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux magistrats qui restent soumis, quant aux peines disciplinaires, aux prescriptions des articles 50 et 56 de la loi du 22 avril 1810, 35 du décret du 28 septembre 1807, et 3 du décret du 19 mars 1852, ni aux membres du corps enseignant, qui restent soumis aux articles 53 de la loi du 15 mars 1850 et 3 du décret du 9 mars 1851.

Il n'est pas dérogé par le présent article aux dispositions des articles 20 et 24 du décret du 13 octobre 1851, concernant les ingénieurs des ponts et chaussées, ni à celles des articles 19 et 20 du décret du 24 décembre 1851, concernant les ingénieurs des mines.

48. La retenue prescrite par les deux articles précédents s'exerce sur les rétributions de toute nature constituant l'émolument personnel passible de la retenue de 5 pour 100 aux termes du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 9 juin 1853.

21. (1) Sont affranchies des retenues prescrites par l'article 3 de la loi du 9 juin 1853, les sommes payées à titre d'indemnité pour frais de représentation et de stations navales, de gratifications éventuelles, de salaire de travail extraordinaire, d'indemnités pour missions extraordinaires, d'indemnités de perte, de frais de voyage, d'abonnements et d'allocations pour frais de bureau, de régie, de table et de loyer, de supplément de traitement colonial et de remboursement de dépenses.

.....

(1) Voir *infra*, n° 250.

22. Pour les fonctionnaires et employés envoyés d'Europe dans l'Algérie ou dans les colonies, le traitement normal assujéti à la retenue est fixé, dans chaque grade, d'après le traitement de l'emploi correspondant ou qui lui est assimilé en France. Dans les emplois qui se divisent en plusieurs classes en France, et qui ne sont pas soumis à cette classification dans les colonies, le traitement normal est réglé d'après celui de la première classe du grade en France. Le surplus constitue le supplément de traitement colonial, qui est exempt de la retenue.

23. Le fonctionnaire démissionnaire, révoqué ou destitué, s'il est réadmis dans un emploi assujéti à la retenue, subit de nouveau la retenue du premier mois de son traitement et celle du premier douzième des augmentations ultérieures.

Celui qui, par mesure disciplinaire, ou par mutation volontaire d'emploi, est descendu à un traitement inférieur, subit la retenue du premier douzième des augmentations ultérieures.

Le fonctionnaire placé dans la situation indiquée par le dernier paragraphe de l'article 10 de la loi du 9 juin 1853 est assujéti à la retenue sur son traitement d'inactivité; mais il ne subit pas la retenue du premier douzième lorsqu'il est rappelé à un emploi actif.

TITRE III. JUSTIFICATION DE DROIT A PENSION, MÔDE DE LIQUIDATION. — ART. 29. L'admission du fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite est prononcée par l'autorité qui, aux termes des règlements, a qualité pour prononcer sa révocation (1).

L'acte d'admission à la retraite spécifie les circonstances qui donnent ouverture au droit à la pension, et indique les articles de la loi applicables au fonctionnaire.

30. Lorsque l'admission à la retraite a lieu avant l'accomplissement de la condition d'âge imposée par l'article 5 de la loi du 9 juin 1853, cette admission est prononcée dans les formes suivantes :

Si l'impossibilité d'être maintenu en activité résulte pour le fonctionnaire d'un état d'invalidité morale inappréciable pour les hommes de l'art, sa situation est constatée par un rapport de ses supérieurs dans l'ordre hiérarchique.

Si l'incapacité de servir est le résultat de l'invalidité physique du fonctionnaire, l'acte prononçant son admission à la retraite doit être appuyé, indépendamment des justifications ci-dessus spécifiées, d'un certificat des médecins qui lui ont donné leurs soins et d'une attestation d'un médecin désigné par l'administration et assermenté (2), qui déclare que le fonctionnaire est hors d'état de continuer utilement l'exercice de son emploi.

31. Le fonctionnaire admis à la retraite doit produire, indépendamment de son acte de naissance et d'une déclaration de domicile,

1° Pour la justification des services civils :

Un extrait dûment certifié des registres et sommiers de l'administration ou du ministère auquel il a appartenu, énonçant ses nom et prénoms, sa qualité, la date et le

(1) Les admissions à la retraite des agents inférieurs des ponts et chaussées de toute catégorie ne peuvent être prononcées que par l'administration supérieure; elle seule, en effet, peut savoir si les dépenses auxquelles ces admissions doivent donner ouverture ne dépassent pas les ressources mises à sa disposition. Voir l'article 19 de la loi du 9 juin 1853.

(2) Des instructions relatives aux médecins appelés à délivrer les certificats, ont été données aux préfets par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, le 30 mars 1857.

lieu de sa naissance, la date de son entrée dans l'emploi avec traitement, la série de ses grades et services, l'époque et les motifs de leur cessation et le montant du traitement dont il a joui pendant chacune des six dernières années de son activité.

Lorsqu'il n'aura pas existé de registres ou que tous les services administratifs ne se trouveront pas inscrits sur les registres existants, il y sera suppléé, soit par un certificat du chef ou des chefs compétents des administrations où l'employé aura servi, relatant les indications ci-dessus énoncées, soit par un extrait des comptes et états d'émargement certifié par le greffier de la cour des comptes.

Les services civils rendus hors d'Europe sont constatés par un certificat distinct délivré par le ministre compétent. Ce certificat, conforme au modèle ci-annexé sous le n° 4, énonce, pour chaque mutation d'emploi, le traitement normal du grade et le supplément accordé à titre de traitement colonial.

A défaut de ces justifications, et lorsque, pour cause de destruction des archives dont on aurait pu les extraire ou du décès des fonctionnaires supérieurs, l'impossibilité de les produire aura été prouvée, les services pourront être constatés par acte de notoriété.

2° Pour la justification des services militaires de terre et de mer :

Un certificat directement émané du ministère de la guerre ou de celui de la marine.

Les actes de notoriété, les congés de réforme et les actes de licenciement ne sont pas admis pour la justification des services militaires. Lorsque des actes de cette nature sont produits, ils sont renvoyés au ministère de la guerre ou à celui de la marine, qui les remplace, s'il y a lieu, par un certificat authentique.

32. Les veuves prétendant à pension fournissent, indépendamment des pièces que leur mari aurait été tenu de produire :

1° Leur acte de naissance ;

2° L'acte de décès de l'employé ou du pensionnaire ;

3° L'acte de célébration du mariage ;

4° Un certificat de non-séparation de corps, et, si le mariage est antérieur à la loi du 8 mai 1816, un certificat de non-divorce ;

5° Dans le cas où il y aurait eu séparation de corps, la veuve doit justifier que cette séparation a été prononcée sur sa demande.

Les orphelins prétendant à pension fournissent, indépendamment des pièces que leur père aurait été tenu de produire :

1° Leur acte de naissance ;

2° L'acte de décès de leur père ;

3° L'acte de célébration du mariage de leurs père et mère ;

4° Une expédition ou un extrait de l'acte de tutelle ;

5° En cas de prédécès de la mère, son acte de décès.

En cas de séparation de corps, expédition du jugement qui a prononcé la séparation ou un certificat du greffier du tribunal qui a rendu le jugement.

En cas de second mariage, acte de célébration.

Les veuves ou orphelins prétendant à pension produisent le brevet délivré à leur mari ou père, lorsqu'il est décédé en jouissance de pension, ou une déclaration constatant la perte de ce titre.

34. Les enfants orphelins des fonctionnaires décédés pensionnaires ne peuvent

obtenir des secours à titre de réversion qu'autant que le mariage dont ils sont issus a précédé la mise à la retraite de leur père.

85. Dans les cas spécifiés aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 11, 1^{er} et 2 de l'article 14 de la loi du 9 juin 1853, l'événement donnant ouverture au droit à pension doit être constaté par un procès-verbal en due forme dressé sur les lieux et au moment où il est survenu. A défaut de procès-verbal, cette constatation peut s'établir par un acte de notoriété rédigé sur la déclaration des témoins de l'événement ou des personnes qui ont été à même d'en connaître et d'en apprécier les conséquences. Cet acte doit être corroboré par les attestations conformes de l'autorité municipale et des supérieurs immédiats du fonctionnaire.

Dans le cas d'infirmités prévu par le troisième paragraphe de l'article 11 de la loi du 9 juin, ces infirmités et leurs causes sont constatées par les médecins qui ont donné leurs soins au fonctionnaire et par un médecin désigné par l'administration et assermenté. Ces certificats doivent être corroborés par l'attestation de l'autorité municipale et celle des supérieurs immédiats du fonctionnaire.

86. Dans les cas exceptionnels prévus par les premier et deuxième paragraphes dudit article 11, il est tenu compte à l'employé de ses services militaires de terre et de mer, suivant le mode spécial de rémunération réglé par l'article 8 de la loi, indépendamment de la liquidation déterminée pour les services civils par les deux premiers paragraphes de l'article 12.

La liquidation s'établit, dans les mêmes cas, sur le traitement moyen, lorsqu'il est plus favorable à l'employé que le dernier traitement d'activité.

TITRE IV. DISPOSITION D'ORDRE ET DE COMPTABILITÉ. — ART. 40. En exécution de l'article 24 de la loi du 9 juin 1853, le ministre compétent réunit les pièces justificatives du droit à pension, arrête la liquidation, et, après l'avoir communiquée au ministre des finances, la soumet, avec l'avis de ce ministre, à l'examen de la section des finances du Conseil d'État.

Sur l'avis de cette section, le ministre liquidateur prépare le décret de concession, qui doit être contre-signé par le ministre des finances.

41. Les décrets de concessions, conformes au modèle ci-joint sous le n° 5, mentionnent les nom, prénoms, grade, date et lieu de naissance du pensionnaire, la nature et la durée de ses services, la date des lois, décrets et ordonnances réglementaires en vertu desquels la pension a été liquidée, la quotité du traitement qui a servi de base à la liquidation, la part de rémunération afférente aux services militaires et celle afférente aux services civils, la limitation au maximum, la quotité de la pension, la date d'entrée en jouissance et le domicile de la partie. Ces décrets indiquent en outre la date de l'avis rendu par la section des finances, et, s'il y a lieu, celle de l'avis du Conseil d'État.

Lorsque ces décrets sont collectifs, ils doivent être divisés en deux catégories, comprenant distinctement les pensions pour services terminés avant le 1^{er} janvier 1854 et celles concédées pour services terminés postérieurement à cette date.

42. La date de la présentation de la demande en liquidation est constatée par son inscription sur un registre spécial tenu dans chaque ministère. Un bulletin de cette inscription est délivré à la partie intéressée.

43. Lorsqu'un fonctionnaire dont la pension est liquidée ou inscrite se trouve dans l'un des cas prévus par les deux derniers paragraphes de l'article 27 de la loi du 9 juin 1853, sa perte du droit à la pension est prononcée par un décret rendu sur la proposition du ministre des finances, après avoir pris l'avis du ministre liquidateur, et après avoir consulté la section des finances du Conseil d'État.

44. Lorsqu'un pensionnaire est remis en activité, il en est immédiatement donné avis par le ministre compétent au ministre des finances, pour que le paiement de la pension soit suspendu ou pour qu'il soit fait application des dispositions de l'article 31 de la loi du 9 juin relatives au cumul.

45. Lorsqu'un fonctionnaire a disparu de son domicile, et que plus de trois ans se sont écoulés sans qu'il ait réclamé les arrérages de sa pension, sa femme ou les enfants qu'il a laissés peuvent obtenir, à titre provisoire, la liquidation des droits de réversion qui leur seraient ouverts par les articles 13 et 16 de la loi du 9 juin 1853 en cas de décès dudit pensionnaire.

46. Tout titulaire d'une pension inscrite au Trésor doit produire, pour le paiement, un certificat de vie délivré par un notaire, conformément à l'ordonnance du 6 juin 1839, lequel certificat contient, en exécution des articles 14 et 15 de la loi du 15 mai 1818, la déclaration relative au cumul.

La rétribution fixée par le décret du 21 août 1806 et l'ordonnance du 20 juin 1847, pour la délivrance des certificats de vie, est modifiée ainsi qu'il suit :

Pour chaque trimestre à percevoir :

De 600 francs et au-dessus.....	0 fr. 50 c.
De 600 à 301 francs.....	0 35
De 300 à 101 francs.....	0 25
De 100 à 50 francs.....	0 20
Au-dessous de 50 francs.....	0 00

47. Lorsque l'intérêt du service l'exige, le fonctionnaire admis à faire valoir ses droits à la retraite peut être maintenu momentanément en activité, sans que la prolongation de ses services puisse donner lieu à un supplément de liquidation. Dans ce cas, la jouissance de sa pension part du jour de la cessation effective du traitement.

48. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

251.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

22 novembre 1853.

Grande voirie. — Règlement d'alignements dans les traverses (1).

Monsieur le Préfet, la circulaire du 24 octobre 1845, relative à la rédaction des projets d'alignements, a posé les principes auxquels l'administration s'est arrêtée en

(1) Voir *suprà*, n° 147, 174 et 230.

cette matière, tant pour l'exécution matérielle des projets que pour le tracé des alignements. L'expérience a prouvé que partout où MM. les ingénieurs se sont pénétrés de l'esprit de ces dispositions et s'y sont scrupuleusement conformés, ils ont obtenu des résultats satisfaisants. Toutefois, la grande extension qu'a prise cette partie importante du service a fait reconnaître l'utilité d'ajouter quelques développements aux anciennes instructions, et d'appeler sur plusieurs points de détail l'attention de MM. les ingénieurs.

Aux termes de la circulaire du 24 octobre 1845, les alignements extérieurs ou de rase campagne doivent être figurés à chaque extrémité des plans de traverse. Comme le tracé de ces alignements commande souvent celui des alignements intérieurs, surtout dans les communes rurales, MM. les ingénieurs doivent s'occuper d'abord de les déterminer.

Dans beaucoup de départements, l'habitude s'est introduite de fixer ces alignements à une certaine distance en arrière des limites des fossés. Cette pratique doit être abandonnée. Ce n'est évidemment que dans le cas exceptionnel où la largeur des routes est insuffisante en rase campagne, qu'il y a utilité pour la circulation à les élargir aux dépens des propriétés riveraines.

Cependant, lorsque plusieurs alignements ont déjà été donnés et suivis d'exécution, il convient de tenir compte des faits accomplis, et d'examiner s'ils sont de nature à motiver une exception à la règle générale.

Pour l'intérieur des communes, la circulaire du 24 octobre 1845 renferme des instructions qui doivent continuer à servir de règle. J'insisterai seulement sur ce point, qu'il convient de ne frapper les propriétés riveraines de la servitude du retranchement qu'en cas de nécessité bien démontrée.

Lorsqu'il s'agira, dans une portion de traverse composée de maisons dont quelques-unes sont en saillie sur les autres, de décider si l'on doit régler les alignements sur les façades les plus éloignées ou les plus rapprochées de l'axe, MM. les ingénieurs devront mettre en comparaison le développement et l'importance des façades qui auront à avancer ou à reculer, les quantités de terrains que la route devrait perdre dans un cas ou qu'il faudrait acheter dans l'autre; la gravité des servitudes dont se trouveront grevées les propriétés riveraines; le plus ou moins de régularité des alignements et la manière dont ils se raccordent avec ceux qui les précèdent et ceux qui les suivent; ils devront faire connaître si une augmentation de largeur, sans être absolument indispensable, a cependant de l'intérêt pour la facilité de la circulation; ils s'attacheront surtout à proposer le maintien des alignements résultant d'autorisations régulières. Le plus ou moins d'importance de la commune traversée, la largeur qu'elle présente sur les autres points du parcours, sont aussi des considérations qui ne doivent pas être négligées. Il arrivera rarement que l'ensemble de ces documents ne fasse pas ressortir clairement la convenance de l'un des tracés mis en comparaison.

Il pourrait quelquefois n'être pas sans inconvénient de mettre sous les yeux des propriétaires intéressés la discussion des détails qui précèdent et qui ne sont destinés qu'à l'administration. Dans ce cas, le rapport joint à l'avant-projet pourra être remplacé par un rapport spécial destiné à accompagner le plan soumis à l'enquête.

L'une des causes les plus fréquentes des réclamations auxquelles donnent lieu les

projets d'alignements consiste à ce que l'on s'attende à leur exécution immédiate par voie d'expropriation. Rien de plus fréquent que ce malentendu de la part des particuliers, des conseils municipaux et même des commissions d'enquête. Il est essentiel que le rapport de MM. les ingénieurs contienne toujours des explications sur le but de l'administration et sur les résultats du règlement des alignements, soit immédiatement, soit pour l'avenir.

D'autre part, il importe de ne pas multiplier sans nécessité les enquêtes et les décrets, et de ne pas employer d'une manière peu fructueuse le temps des agents de l'administration. On ne peut considérer comme traverses que les agglomérations importantes dont les alignements exigent un tracé spécial : ce serait un abus que de donner ce nom à quelques maisons plus ou moins isolées, placées le long des routes.

En résumé, je recommande de nouveau à MM. les ingénieurs de se pénétrer de l'esprit des instructions contenues dans la circulaire du 24 octobre 1815, et de s'y conformer scrupuleusement. Ils devront, en outre, s'attacher à observer exactement les prescriptions suivantes :

Tracé des alignements. — 1° Le caractère des alignements de rase campagne est d'être menés parallèlement à l'axe de la route, à égale distance de chaque côté de cet axe, de manière à conserver, en général, aux profils et aux fossés de la route leurs dimensions normales.

2° Comme les alignements ainsi déterminés ne passent pas nécessairement par les premiers et derniers repères des traverses, il faudra le plus souvent les raccorder avec ceux de l'intérieur par des alignements intermédiaires dont on donnera les légendes.

3° Dans le tracé des alignements intérieurs, on ne proposera aucun retranchement, même dans les terrains non bâtis, dont on ne soit en mesure de justifier l'utilité.

Plans de l'avant-projet. — 4° MM. les ingénieurs devront se concerter entre eux à l'avance pour la rédaction de l'avant-projet, afin de ne soumettre, autant que possible, à l'examen de l'administration qu'un seul système d'alignements.

5° Dans le cas où il s'agira d'un projet de modification à des alignements déjà approuvés, les deux systèmes d'alignements seront figurés sur le plan par des lignes de couleur différente.

6° On indiquera sur les plans, par des hachures à la plume ou au pinceau, les talus de déblai ou de remblai, et les fossés et banquettes de la route.

7° On ne fera usage que des teintes prescrites par la circulaire du 24 octobre 1815. Les traits et teintes bleues seront réservés pour les masses et cours d'eau permanents. Les teintes jaunes, qui désignent les constructions retranchées, ne doivent pas être appliquées sur les portions de terrains non bâtis. La teinte noire des constructions doit être accusée assez fortement pour les distinguer à première vue des terrains adjacents.

8° On indiquera, autant que possible, par un trait noir la limite de la route et des propriétés riveraines.

9° Les côtés des onglets laissés en blanc seront définis par des lignes noires, afin de donner plus de précision aux raccordements.

10° Les lignes rouges pleines ou ponctuées doivent régner d'un bout à l'autre des traverses, sans autre solution de continuité que celle formée par les lignes noires des

façades maintennes, ou par les embranchements des routes impériales et départementales.

11° On fera exclusivement usage, pour les lignes d'opération, de coordonnées rectangulaires. Ces lignes et les chiffres qui s'y rapportent seront figurés en noir. Elles seront inscrites sur chaque expédition définitive, aussi bien que sur le plan primitif.

Légendes. — 12° On inscrira en tête de chaque expédition du plan la légende explicative des notations employées.

13° Les légendes des alignements doivent en donner la définition géométrique, et, par conséquent, contenir les conditions nécessaires et suffisantes pour leur détermination. On en bannira les expressions vagues qui ne présenteraient aucun sens précis, et on évitera d'assujettir les alignements à des conditions de vérification, ce qui pourrait donner lieu, lors de l'application sur le terrain, à de graves embarras. La formule la plus simple et la plus convenable, en général, consiste à dire : *alignement partant de..... aboutissant à.....*

14° On donnera les légendes des limites de voirie comme celles des alignements.

15° On évitera de se servir, pour déterminer des alignements, de repères qui n'auraient pas la précision ou la fixité nécessaires, tels que des palissades, des arbres, des haies, des arêtes ou angles de fossés, etc.

16° Lorsqu'une construction aura été établie en vertu d'une autorisation régulière, elle sera désignée par une légende particulière écrite à l'encre rouge le long de la façade, et portant ces mots : *Arrêté du préfet en date du.....*

17° On se conformera dans la rédaction des plans aux articles 41, 42, 43 de la circulaire du 14 janvier 1850.

Nivellements et profils en travers. — 18° Le nivellement sera, autant que possible, rapporté au niveau de la mer.

Les profils en travers seront tous rabottés du côté du point de départ.

On prendra toujours un profil en travers correspondant aux alignements de rase campagne à l'entrée et à la sortie de la traverse.

Rapport à l'appui de l'avant-projet. — 19° Le rapport à l'appui du projet contiendra tous les renseignements nécessaires pour mettre l'administration à même d'en apprécier les dispositions. MM. les ingénieurs s'attacheront surtout à justifier chacun des retranchements proposés, même dans les propriétés ouvertes et non bâties, et à faire connaître les motifs qui ne permettent pas de les éviter. Lorsque plusieurs systèmes d'alignements se présentent, on en établira la comparaison et la discussion détaillée.

On motivera également les propositions concernant les alignements extérieurs et on fera connaître les dimensions générales de la route et celle qu'elle a actuellement aux abords de la traverse.

20° Le rapport contiendra toujours une explication précise du but que l'administration a en vue en faisant régler les alignements de la traverse, des moyens qu'elle se propose d'employer pour leur réalisation et des résultats de cette réglementation pour les propriétaires riverains.

Dispositions concernant les modifications au projet. — 21° On évitera toujours,

hors le cas prévu par l'article 5 ci-dessus, de soumettre simultanément à une première enquête plusieurs systèmes d'alignements.

Dans le cas où, à la suite d'un premier examen, l'administration prescrirait des modifications, elles doivent figurer seules sur le plan, avec les légendes correspondantes, à l'exclusion des alignements qu'elles remplacent, et ne se distinguer en rien des autres alignements.

22° Si les termes du rapport à l'appui du projet ne cadrent plus avec ces modifications, on le remplacera par un rapport spécial pour l'enquête. Il en sera de même si ce rapport contenait des renseignements destinés à l'administration et dont il serait convenable qu'elle prit seule connaissance. Mais, dans ce cas, le rapport primitif sera réintégré dans le dossier, lorsqu'il sera renvoyé à l'administration après l'enquête.

23° Lorsque la commission d'enquête proposera des modifications au projet, l'ingénieur présent veillera à ce qu'elles soient tracées sur le plan, séance tenante, ou à ce qu'elles soient définies dans le procès-verbal de manière à ne laisser aucune incertitude sur ces propositions.

Avis définitif. — 24° Dans leur avis définitif, MM. les ingénieurs devront d'abord mentionner, s'il y a lieu, les changements qu'ils auraient introduits dans le projet par suite des prescriptions de l'administration. Ils résumeront une à une les observations ou oppositions qui y ont été faites; ils auront soin d'indiquer par leurs numéros les alignements qui y ont donné lieu, et même de marquer sur le plan, par une croix au crayon, la propriété dont il s'agit. Ils accompagneront leur avis définitif de tous les documents propres à fixer l'opinion de l'administration supérieure.

L'expédition qui a servi aux enquêtes restera annexée au dossier sans aucune modification et avec les surcharges qu'elle aurait reçues pendant l'instruction de l'affaire.

252.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

21 décembre 1853.

Routes impériales. — Plantations. — Tenue du registre des plantations. — Instructions.

Monsieur le Préfet, la circulaire du 9 août 1852, relative à l'entretien des plantations, prescrit de tenir, dans chaque arrondissement, un registre sur lequel MM. les ingénieurs doivent consigner les faits principaux qui se rapportent à cette partie du service.

La circulaire ne renfermant aucune indication pour la tenue de ce registre, on ne sait pas de mode uniforme, et souvent l'on n'atteint pas le double but que l'administration s'est proposé, celui de faire connaître la véritable situation des plantations établies aux frais de l'État et d'en assurer l'entretien et la conservation.

Pour obvier à ces inconvénients, j'ai décidé, Monsieur le Préfet, qu'il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

MM. les ingénieurs ordinaires feront procéder, chaque année, à deux reconnaissances, qui auront lieu au commencement des mois d'octobre et de février, afin que l'on soit en mesure d'effectuer pendant les mois de novembre et de mars les remplé-

cements dont elles auraient signalé la nécessité. Une troisième reconnaissance sera faite dans la seconde moitié de mai, pour constater l'effet des derniers remplacements.

On consignera sur les registres les résultats de ces reconnaissances. On fera connaître, dans la colonne d'observations, les motifs des différences qui existeraient entre deux reconnaissances consécutives, tels que les remplacements effectués, les nouvelles plantations établies, etc.

Des extraits du registre, comprenant les trois dernières reconnaissances, seront adressés, le 1^{er} juin de chaque année, à l'ingénieur en chef. Sur le vu de ces extraits, ce chef de service dressera le tableau récapitulatif qu'il doit transmettre à l'administration supérieure avant le 30 du même mois.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef et d'arrondissement.

253.

Circulaire du ministre des travaux publics aux.....

31 décembre 1853.

Chemins de fer concédés. — Instructions relatives au bornage.

Monsieur, l'administration a déjà appelé votre attention sur les mesures à prendre pour assurer, dans le moindre détail possible, le bornage des chemins de fer confiés à votre surveillance, afin si que la rédaction du plan cadastral des terrains que ces chemins comprennent et de l'état descriptif des ouvrages d'art qui y sont situés. Je viens vous rappeler ces mesures, en vous indiquant les règles générales auxquelles il convient de les soumettre.

Le bornage doit s'appliquer à tous les terrains qui, ayant été acquis pour l'établissement du chemin de fer, et étant ou pouvant être utiles à son exploitation, doivent être conservés par la compagnie et remis à l'État lors de l'expiration de la concession. Ainsi, les gares, stations, emplacement de dépôt de matériel, ateliers de réparation et de construction, cours intérieures et extérieures, chemins spéciaux d'accès aux stations, maison de garde et leurs jardins, etc. seront bornés comme l'assiette des voies elles-mêmes. Les chemins latéraux ou dévils, les chambres d'emprunt, les cavaliers de dépôt, les parcelles inutiles et celles qui ont été acquises, en vertu de l'article 50 de la loi du 3 mai 1841, resteront, à moins de circonstances exceptionnelles, en dehors du bornage.

Vous devez, Monsieur, avant que les opérations sur le terrain soient commencées, fixer contradictoirement avec les ingénieurs de la compagnie, sur les plans parcellaires qui ont servi aux acquisitions des terrains, les lignes de délimitations satisfaisant aux conditions qui précèdent et les points sur lesquels les bornes devront être placées; si, pour quelques parties de l'opération, vous ne tombez pas d'accord avec ces ingénieurs, vous me rendrez compte de la difficulté en produisant les renseignements propres à la faire apprécier.

Pour les chemins exécutés en vertu de la loi du 11 juin 1842, le bornage, le plan cadastral et l'état descriptif des ouvrages d'art, doivent être faits aux frais

de l'État et communiqués aux compagnies, pour qu'elles les acceptent ou fassent leurs observations. Ces opérations incombent, au contrôle, aux compagnies, lorsque les chemins qu'elles exploitent ont été construits à leurs frais, et, dans ce cas, les ingénieurs du service du contrôle, au lieu de faire le travail, se bornent à le surveiller, à s'assurer que les formalités locales sont remplies et que le bornage s'est bien réellement appliqué à tous les terrains qu'il convient d'y comprendre.

Les bornes seront en pierre de bonne qualité; leur fût offrira un carré de 0^m 20 de côté et de 0^m 20 de hauteur au-dessus du sol; leur culasse aura de 0^m 30 à 0^m 40 d'enfoncement.

Il sera dressé, par commune, un procès-verbal de bornage, constatant la position des bornes et revêtu de l'acceptation des riverains, rendue authentique par leurs signatures dûment légalisées.

Le plan cadastral sera dressé à l'échelle de un millimètre par mètre; on y indiquera :

Les limites de toute nature, les bornes, haies, clôtures, bâtiments, poteaux kilométriques, chemins latéraux et déviés, ouvrages d'art et autres, exécutés à l'occasion de la création du chemin de fer;

Les lieux-dits, cantons et sections;

Les noms des propriétaires riverains et les numéros de la matrice cadastrale.

Les limites seront marquées par un trait noir.

L'axe du chemin, les lignes d'opération et leurs cotes seront en encre rouge.

Les bâtiments seront lavés en encre de chine pâle.

On couvrira d'une légère teinte rose les terrains compris dans le bornage, et d'une teinte bleue ceux qui, ayant été consacrés à rétablir des communications, des voies d'écoulement ou des servitudes publiques, ne sont susceptibles d'aucune rétrocession, quoique non compris dans le bornage.

Les plans seront collés sur toile; ils auront 0^m 31 de hauteur sur 0^m 21 de largeur, et seront pliés suivant ces dimensions par plis égaux et alternatifs. (Voir la circulaire du 14 janvier 1850.)

L'état descriptif des ouvrages en fera connaître l'emplacement, la destination, les formes et les dimensions, ainsi que la nature des matériaux employés dans leurs diverses parties.

Une expédition des procès-verbaux de bornage, des plans cadastraux et de l'état descriptif des ouvrages d'art, revêtue des signatures des ingénieurs de l'État et de celles d'un ou de plusieurs administrateurs de la compagnie, ayant qualité pour valider l'opération, devra être déposée aux archives du ministère.

Vous voudrez bien, Monsieur, faire part des dispositions qui précèdent à la compagnie concessionnaire d....., chemin d....., confié à votre surveillance, et vous concerter avec elle pour que le travail du bornage commence sans retard et se poursuive ensuite sans interruption. Les cahiers des charges portent que l'on n'y procédera qu'après l'achèvement complet des travaux de construction; mais l'on doit admettre que toute section de chemins de fer, terminée et livrée à l'exploitation, se trouve dans ce cas, et il ne faut pas attendre, pour la borner, que la ligne totale ou le réseau concédés soient achevés.

Je vous prie de me rendre très-prochainement compte des mesures prises par la

compagnie concessionnaire, pour se conformer à la présente instruction, ou, s'il s'agit d'un chemin exécuté en vertu de la loi du 11 juin 1842, de me proposer les moyens qui vous paraissent les meilleurs pour remplir les obligations de l'État.

254.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

11 janvier 1854.

Comptabilité.—Décret du 9 novembre 1853.—Instructions concernant les retenues pour pensions.

Monsieur le Préfet, un décret du 9 novembre dernier, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, dispose (titre II, article 5), que les traitements possibles de retenues qui sont acquittés par les comptables du Trésor, seront portés pour le tout dans les ordonnances et mandats, où il sera fait mention spéciale des retenues à exercer pour pensions.

Ces retenues sont déterminées par l'article 3 de la loi du 9 juin 1853. Elles se composent, savoir :

1° D'une retenue de 5 pour 100 sur les sommes payées à titre de traitement ;

2° D'une retenue du douzième des mêmes sommes lors de la première nomination, ou dans le cas de réintégration, et du douzième de toute augmentation ultérieure ;

3° Des retenues pour cause de congé et d'absence, ou par mesure disciplinaire.

Pour satisfaire aux dispositions du décret dont il s'agit, il est nécessaire de modifier d'une part les écritures des ingénieurs en chef, en ce qui concerne les dépenses de personnel possibles de retenues, d'une autre part la confection des mandats délivrés pour le paiement de ces dépenses.

Je vais indiquer la marche à suivre à cet égard.

§ 1^{er}. ÉCRITURES TENUES PAR LES INGÉNIEURS EN CHEF. — A partir de l'exercice 1854, les dépenses possibles des retenues prescrites par l'article 3 de la loi du 9 juin 1853 devront figurer dans les livres de comptabilité et dans toutes les pièces comptables (états mensuels formule n° 23, états trimestriels formule n° 30, et états définitifs formules n°s 31 et 32) non pour le net, c'est-à-dire déduction faite des retenues pour la pension, suivant le mode actuel, mais pour le montant *intégral* des traitements, sans déduction d'aucune retenue pour pension.

Afin que l'administration centrale puisse contrôler l'exactitude des retenues opérées, l'état trimestriel (formule n° 30) devra contenir une colonne intitulée : *Retenues pour pensions*, dans laquelle on relatera, en une seule somme par partie prenante, le montant des retenues exercées, sauf à en donner le détail dans la colonne d'observations, lorsque cela sera nécessaire.

Les dispositions du décret précité, du 9 novembre dernier, s'appliquent aux traitements des agents des ponts et chaussées, payés sur les fonds du budget départemental.

Pour ces agents, comme pour ceux dont les traitements sont imputés sur les fonds du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, on devra m'a-

(1) Voir *infra*, n°s 259 et 260.

dresser pour chaque trimestre, un état (formule n° 30) comprenant toutes les indications nécessaires pour que l'on puisse reconnaître si les retenues exigibles ont été exécutées.

Cet état (formule n° 30) remplacera l'état trimestriel qui était précédemment fourni en exécution de la circulaire du 26 décembre 1851, qui devient maintenant sans objet.

§ 2. MANDATEMENT. — Les mandats délivrés actuellement pour le paiement des traitements passibles de retenues ne comprennent, ni le montant, ni le détail des retenues pour pensions; on se borne à y porter le montant net des traitements, c'est-à-dire déduction faite des retenues. A partir du 1^{er} janvier 1854, les mandats dont il s'agit devront non-seulement avoir pour objet le montant intégral des traitements, mais ils devront encore contenir le décompte des retenues pour pensions, de manière à établir la somme à payer à la partie prenante, et la retenue que le payeur doit porter en recette dans ses écritures.

Les certificats pour le paiement des dépenses du personnel (formule n° 25) devront contenir une colonne pour les retenues. On y portera, en une seule somme par partie prenante, le montant des retenues, et, si cela est nécessaire, on en donnera le détail dans la colonne d'observations.

Les règles qui viennent d'être posées devront être appliquées, en ce qui concerne la rédaction des certificats pour paiement et des mandats, aux dépenses du personnel des mines, dont le mandatement nous est réservé.

Les dispositions ci-dessus ne devront être appliquées qu'aux traitements qui courront à partir du 1^{er} janvier 1854. Pour les traitements et les retenues des années antérieures, le mode ancien est maintenu jusqu'au 1^{er} mai 1854. A cette époque il devra cesser, aux termes de l'article 1^{er} du décret du 9 novembre.

Je joins à cette circulaire des modèles nos 25, 26 et 30 modifiés de la manière indiquée dans les instructions qui précèdent.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire. J'en adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des mines.

255.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

25 janvier 1854.

Chemins de fer concédés. — Instructions relatives à l'enquête à ouvrir sur les emplacements des stations.

Monsieur le Préfet, l'article du cahier des charges, annexé au décret du relatif à l'établissement du chemin de fer porte :

- Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par l'administration, la compagnie préalablement entendue.
- Indépendamment des gares d'évitement, la compagnie sera tenue d'établir, pour le service des localités traversées par le chemin de fer, ou situées dans le voisinage de ce chemin, des gares ou ports secs destinés tant aux stationnements qu'aux

- « chargements et aux déchargements, et dont le nombre, l'emplacement et la surface
 « seront déterminés par l'administration, après l'enquête préalable. »

Je viens, Monsieur le Préfet, vous indiquer la forme qu'il me paraît utile d'adopter pour l'enquête à ouvrir, en conformité de la disposition ci-dessus rappelée du cahier des charges.

Cette enquête doit être distincte de celle qui est prévue par le titre II de la loi du 3 mai 1841 ; cette dernière, qui a lieu dans chaque commune, n'a pour objet que de provoquer les observations des particuliers ou de la commune dans laquelle elle est ouverte. L'enquête sur la distribution des stations soulève des questions d'un ordre plus général ; en effet, dans la plupart des cas, l'établissement d'une station intéresse non-seulement la localité sur le territoire de laquelle elle doit être ouverte, mais encore un certain nombre de communes établies à proximité ; il est donc nécessaire qu'elles soient admises à présenter leurs observations. Dans ce but, voici comment il me paraît utile de procéder.

La compagnie devra être invitée à présenter des plans du chemin de fer, divisés par arrondissements, et indiquant les emplacements et les surfaces des stations qu'elle propose d'établir ; ces plans devront être accompagnés d'un profil et d'un mémoire, dans lequel elle fera connaître les distances qui séparent chaque station, et justifiera les dispositions qu'elle propose. Un exemplaire de ces pièces devra être déposé pendant huit jours dans chacune des communes où une station est projetée ; et, en même temps, vous appellerez les conseils municipaux des autres communes qui peuvent être intéressées à l'établissement de telle ou telle station, à délibérer sur les emplacements proposés, et, pour fixer d'une manière précise l'objet de la discussion, vous transmettez à chacun de ces conseils un exemplaire du plan et du mémoire ci-dessus indiqués et dont la compagnie pourra facilement vous remettre un grand nombre en les faisant lithographier. Les délibérations des communes devront être adressées à M. le sous-préfet de l'arrondissement, de manière qu'à l'expiration du délai de huitaine, mentionné plus haut, tout le dossier puisse être placé sous les yeux d'une commission d'enquête que vous aurez instituée par l'arrêté qui aura prescrit l'ouverture de ladite enquête. Cette commission, présidée par le sous-préfet, devra être composée de personnes dont l'avis impartial puisse inspirer toute confiance à l'administration. Elle aura huit jours pour délibérer. Ce délai expiré, le dossier de l'affaire devra vous être transmis sans retard ; vous le communiquerez à M. l'ingénieur en chef du service du contrôle, et vous voudrez bien me l'adresser ensuite, avec le rapport de cet ingénieur et vos observations.

Les présentes instructions s'appliquent, ainsi que je l'ai expliqué, aux stations dont l'emplacement intéresse plusieurs communes. Quant à celles à établir dans de grandes villes, et dont l'emplacement importe seulement à la cité où elle doit être construite, l'enquête doit avoir lieu dans les formes prescrites par le titre II de l'ordonnance du 18 février 1834, sauf réduction à huit jours de chacun des délais du dépôt des pièces, et de la réunion de la commission d'enquête.

Si quelques explications vous étaient nécessaires pour l'application des dispositions qui précèdent, veuillez me les demander, et je m'empresserai de vous les adresser (1).

(1) Voir *infra*, n° 336.

256.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (Extrait).

13 février 1854.

Personnel. — Recrutement militaire.

Monsieur le Préfet, l'article 48 de la loi du 21 mars 1832, sur le recrutement, est ainsi conçu :

« Nul ne sera admis, avant l'âge de 30 ans accomplis, à un emploi civil ou militaire, s'il ne justifie qu'il a satisfait aux obligations imposées par la présente loi. »

M. le ministre de la guerre se plaint de ce que, par suite de l'innobservation de cette disposition dans quelques administrations publiques, un certain nombre de jeunes gens échappent, chaque année, aux obligations de la loi du recrutement, en ne se faisant pas inscrire sur les tableaux de recensement dressés par les soins de l'administration municipale.

A l'avenir aucun candidat, ayant dépassé l'âge du tirage, ne sera nommé dans l'un des services dépendant du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sans avoir justifié qu'il a satisfait aux dispositions de la loi du recrutement. Il sera tenu un registre spécial pour les agents qui, nommés avant cet âge, auraient à fournir ultérieurement les justifications prescrites.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, d'assurer le plus promptement possible l'exécution de ces mesures, et de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation aux Chefs de service.

257.

*Décret portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie (Extrait).*1^{er} mars 1854.TITRE IV. CHAPITRE 1^{er}. SECTION 2. *Police des routes et des campagnes.* ART. 313.

Un des devoirs principaux de la gendarmerie est de faire la police sur les grandes routes, et d'y maintenir la liberté des communications; à cet effet elle dresse des procès-verbaux de contravention en matières de grande voirie, telles qu'anticipations, dépôts de fumiers ou d'autres objets, et constate toute espèce de détériorations commises sur les grandes routes, sur les arbres qui les bordent, sur les fossés, ouvrages d'art et matériaux destinés à leur entretien : elle dénonce à l'autorité compétente les auteurs de ces délits ou contraventions.

.....

314. Elle surveille l'exécution des règlements sur la police des fleuves et des rivières navigables ou flottables, des bacs et bateaux de passage, des canaux de navigation ou d'irrigation, des dessèchements généraux ou particuliers, des plantations pour la fixation des dunes, des ports maritimes de commerce ; elle dresse des procès-verbaux de contravention à ces règlements, et en fait connaître les auteurs aux autorités compétentes.

315. Elle arrête tous ceux qui sont surpris coupant ou dégradant d'une manière quelconque les arbres plantés sur les chemins, promenades publiques, fortifications et autres ouvrages extérieurs des places, ou détériorant les monuments qui s'y trouvent. — Elle saisit et conduit immédiatement devant l'officier de police de l'arrondissement quiconque est surpris détruisant ou déplaçant les rails d'un chemin de fer, ou déposant sur la voie des matériaux ou autres objets dans le but d'entraver la circulation.....

317. Elle dresse des procès-verbaux contre les propriétaires de voitures et les entrepreneurs de messageries publiques qui sont en contravention aux lois et règlements d'administration sur la police du roulage.

318. Elle contraint les voituriers, charretiers, et tous conducteurs de voitures de se tenir à côté de leurs chevaux pour les diriger; en cas de résistance, elle arrête ceux qui obstruent les passages, et les conduit devant le maire ou l'adjoint du lieu. Elle constate les contraventions par procès-verbal.

CHAPITRE 4. SECTION 1^{re}. *Des procès-verbaux.* ART. 489. Un gendarme peut verbaliser seul, et son procès-verbal est toujours valable; mais il n'en est pas moins à désirer que tous les actes de la gendarmerie soient constatés par deux gendarmes au moins, afin de leur donner toute la force possible en opposant en justice leurs témoignages aux dénégations des délinquants.

491. Les procès-verbaux des sous-officiers, brigadiers et gendarmes sont faits sur papier libre; ceux de ces actes qui sont de nature à donner lieu à des poursuites judiciaires sont visés pour timbre et enregistrés en débet ou gratis, suivant les distinctions établies par les lois de finances ou règlements spéciaux.

Ils sont présentés à cette formalité par les gendarmes dans le délai de quatre jours, lor qu'il se trouve un bureau d'enregistrement dans le lieu de leur résidence; dans le cas contraire, l'enregistrement a lieu à la diligence du ministre public chargé des poursuites (1).

492. Les procès-verbaux constatant des contraventions du ressort des tribunaux de simple police sont essentiellement soumis à la double formalité du timbre et de l'enregistrement en débet.

498. Les procès-verbaux de la gendarmerie font foi en justice jusqu'à preuve contraire; ils ne peuvent être annulés sous prétexte de vice de forme ou pour défaut d'enregistrement, les droits pouvant être perçus avant ou après le jugement (2).

TITRE VII. DEVOIRS GÉNÉRAUX ET DROITS DE LA GENDARMERIE DANS L'EXÉCUTION DU SERVICE. CHAPITRE UNIQUE. — ART. 629. La gendarmerie a également le droit de surveillance sur les cantonniers, sans avoir des ordres à leur donner; elle prend note des absences qu'elle remarque parmi ces agents.

Les commandants de brigades adressent sans retard au commandant de l'arrondissement le relevé des notes prises dans le cours de chaque tournée.

Les commandants de l'arrondissement transmettent au commandant de compagnie

(1) Les procès-verbaux de la gendarmerie sont dispensés de l'affirmation. (Voir *infra*, n° 298.)

(2) Ce texte est celui qui a été substitué à l'ancien article 418, par la décision impériale du 24 avril 1858.

les 8, 16, 24, et 30 ou 31 de chaque mois, des états récapitulatifs des absences constatées par les brigades sous leurs ordres.

Les commandants de compagnie transmettent immédiatement au préfet du département les états par arrondissement.

630. Les tableaux indiquant les noms et les stations des cantonniers par arrondissement de sous-préfecture, et les états particuliers destinés à faire connaître les cantonniers compris dans la circonscription de chaque brigade, sont fournis, tout dressés, à la gendarmerie, ainsi que les imprimés nécessaires pour l'inscription des absences remarquées.

631. Les relevés d'absence sont les seules pièces que la gendarmerie soit tenue d'établir elle-même.

Elle est exemptée d'un rapport qui exige de sa part la moindre dépense en frais de bureau.

632. Les commandants de compagnie et d'arrondissement indiquent sur l'état récapitulatif du service mensuel, au-dessous du total de la récapitulation des arrestations faites pendant le mois, le nombre d'absences constatées parmi les cantonniers stationnaires.

633. Les cantonniers, par leur état et leur position, pouvant mieux que personne donner des renseignements exacts sur les voyageurs à pied, à cheval ou en voiture, et étant d'utiles agents auxiliaires de la gendarmerie pour faire découvrir les malfaiteurs, doivent obtempérer à toutes les demandes et réquisitions qui leur sont faites par les sous-officiers, brigadiers et gendarmes.

634. Dans le cas de soulèvement armé, les commandants de la gendarmerie peuvent mettre en réquisition les agents subalternes de toutes les administrations publiques et des chemins de fer; ces réquisitions sont adressées aux chefs de ces administrations, qui sont tenus d'y obtempérer, à moins d'impossibilité dont ils devront justifier sous leur responsabilité.

635. Les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes, dans l'exercice de leurs fonctions et revêtus de leur uniforme, ont le droit de s'introduire dans les enceintes, gares et débarcadères des chemins de fer, d'y circuler et stationner, en se conformant aux mesures de précaution déterminées par le ministre des travaux publics.

636. Les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes sont exempts des droits de péage et de passage des taxes, ainsi que les voitures, chevaux et les personnes qui marchent sous leur escorte.

Tout officier, sous-officier et brigadier de gendarmerie voulant voyager sur un chemin de fer pour affaire de service, doit être admis au bénéfice de la réduction de prix imposée aux compagnies capitulantes en faveur des militaires voyageant isolément, sur sa déclaration écrite qu'il voyage pour cause de service. Les gendarmes sont admis à la même faveur en présentant une déclaration de leur chef de brigade ou d'un chef supérieur, portant qu'il voyage pour cause de service.

258.

*Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics
aux ingénieurs en chef.*

28 mars 1854.

Demande d'un compte moral mensuel. — Envoi d'un modèle de tableau.

Monsieur, un certain nombre d'entreprises dont la dépense était imputable sur la deuxième section du budget, font depuis longtemps l'objet de comptes moraux mensuels qui tiennent l'administration centrale au courant de tous les faits de nature à l'intéresser et la mettent à même d'exercer un contrôle efficace. La nécessité de cette mesure se fait aujourd'hui plus vivement sentir, et j'ai résolu de l'étendre à tous les travaux (1^{re} et 2^e section) qui ressortissent à la direction des ponts et chaussées, à l'exception, toutefois, de ceux de simple entretien.

Je viens donc vous prier de m'adresser directement, dans les dix premiers jours de chaque mois (1), pour chacun des chapitres relatifs à la direction des ponts et chaussées, un tableau conforme au modèle ci-joint et dans lequel vous aurez consigné la situation de chaque entreprise à la fin du mois précédent.

Vous voudrez bien indiquer, dans la colonne d'observations, les résultats obtenus au moyen des dépenses faites, ainsi que les causes qui auraient suspendu ou retardé la marche des travaux.

Comme il ne s'agit pas d'un compte financier dans lequel on ne devrait admettre que des données rigoureusement exactes, vous pourrez vous contenter, au besoin, de situations approximatives.

Vous ferez un envoi distinct pour chaque service (Routes et Ponts, Navigation, Service hydraulique).

(1) Une instruction du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 7 avril 1854, porte qu'il y a lieu de fixer au 15 de chaque mois l'envoi des comptes moraux mensuels.

(1854)

2-152

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

DIRECTION
DES PORTS ET CHATEAUX.

(*)

Compte moral.

1854.

DÉPARTEMENT

d

(*)

SITUATION au

1854.

(*) Désigne le service.

DÉPARTEMENT

CHAPITRE

SITUATION au

1834 (3)

NUMÉRO du chapitre du Budget.	DÉSIGNATION (1)	INDICATION DES TRAVAUX.	Montant des allocations et dépenses autorisées.	Depenses faite autrement à 1834.	Crédits alloués en 1834.	Depenses en 1834. (2)	OBSERVATIONS.
							(1) De la route ou du canal ou de la rivière, etc. (2) Non compris la retenue de garantie. (3) Dc's pour le service : Routes impériales — Lacs — Rivières — Groses réparations, etc.

259.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (Extrait) (1).

31 mars 1854.

Comptabilité. — Pensions civiles. — Retenues. — Fonctionnaires et allocations qui doivent les subir. — Dispositions générales.

Monsieur le Préfet, dans une circulaire du 11 janvier dernier (*division de la comptabilité, 3^e Bureau*), je vous ai adressé des instructions au sujet de la perception des retenues que doivent subir, en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, les traitements des fonctionnaires et employés du service des travaux publics.

J'ai à vous faire connaître aujourd'hui sur quelles personnes et sur quelles allocations doivent être exercées ces retenues.

Aucune difficulté ne peut exister à l'égard des fonctionnaires et employés qui, avant le 1^{er} janvier 1854, étaient titulaires des caisses de retraites supprimées par l'article 1^{er} de la loi. Ils se trouvent de plein droit sous l'empire du nouveau régime.

Quant aux autres agents des diverses parties du service des travaux publics placés jusqu'ici dans des conditions différentes, voici, d'après un état arrêté de concert entre mon département et le ministère des finances, ceux à qui doivent être appliquées les dispositions de la loi du 9 juin 1853.

Service des ponts et chaussées. Professeurs de l'école des ponts et chaussées, autres que les ingénieurs; officiers surveillants attachés au même établissement.

Employés secondaires désignés au titre 1^{er} du décret du 17 août 1853.

Agents inférieurs de la navigation intérieure, rivières et canaux (titre II du même décret).

Préposés de la navigation de la basse Seine et de l'Oise.

Agents inférieurs des ports maritimes de commerce (titre III du décret du 17 août 1853 déjà cité).

Agents inférieurs des phares et fanaux (titre IV du même décret).

Préposés à la surveillance des ports sur les voies navigables et flottables du bassin de la Seine (personnel organisé par décret du 21 août 1853).

Contrôle et surveillance des chemins de fer concédés. Inspecteurs de l'exploitation commerciale.

Commissaires et sous-commissaires de surveillance de l'exploitation.

Les cantonniers, qui ont toujours été assimilés aux ouvriers, n'ont pu être admis à participer au régime établi par la loi, dont l'objet, ainsi qu'il résulte de la discussion suivie au corps législatif, doit être restreint aux fonctionnaires et agents proprement dits. Mais l'administration verra avec grand plaisir que ces utiles serviteurs soient mis à même de profiter des avantages que peuvent offrir les institutions des caisses d'épargne, de la caisse des retraites pour la vieillesse et des sociétés de secours mutuels. On la trouvera toujours disposée à seconder activement les efforts qui seront faits dans ce but.

(1) Voir *suprà*, n^o 254, et *infra*, n^o 289.

Aux termes de l'article 3 de la loi, les retenues doivent être exercées sur le traitement et sur tout ce qui, à un titre quelconque, constitue un émolument personnel. Mais il n'y a pas lieu de les faire porter sur les allocations qui ne sont qu'un remboursement de dépense ou la rémunération éventuelle d'un travail extraordinaire.

D'après ce principe, développé dans l'article 21 du règlement du 9 novembre, les sommes allouées à titre de frais fixes, de frais de voyage, de tournées, de missions extraordinaires, de déplacement et de découpiers, les indemnités fixes de résidence attribuées aux conducteurs et employés secondaires des ponts et chaussées ou aux gardes-mines, les indemnités de travail extraordinaire et les gratifications de fin d'année continueront d'être affranchies de toute retenue.

Les agents secondaires employés à un service départemental, communal ou municipal subiront la retenue comme les agents de même nature payés sur les fonds du Trésor, s'ils sont hiérarchiquement compris dans le cadre du service des ponts et chaussées.

Les fonctionnaires et employés dont l'entrée en fonctions est antérieure au 1^{er} janvier 1854 n'auront à verser, indépendamment de la retenue ordinaire et permanente de 5 pour 0/0, que celle du premier douzième des augmentations qu'ils obtiendront à partir de cette époque. Bien qu'ils se trouvent à certains égards dans la même position qu'un fonctionnaire nouvellement nommé, il a été reconnu qu'on ne pourrait les astreindre au versement du premier mois de leur traitement sans aller au delà des dispositions du règlement nouveau.

La circulaire du 11 janvier 1854 indique le mode de perception des retenues relatives aux allocations imputables sur les fonds du budget du ministère ou des budgets départementaux. Les retenues applicables à d'autres fonds seront l'objet d'instructions particulières.

Les rectifications en recette ou en dépense qu'entraînerait l'application de ces dispositions seront opérées au moyen de rappels ou de déductions dans les mandats pour paiements postérieurs.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente, dont j'adresse ampliation à MM. les Ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des mines.

260.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics à....

1^{er} mai 1854.

Personnel. — Pensions. — Retenues. — Fonctionnaires et employés payés sur des fonds autres que ceux du Trésor. — Demande de renseignements sur leurs rétributions.

Monsieur, l'article 4 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles maintient le droit à pension pour les fonctionnaires et employés qui, sans cesser d'appartenir au cadre permanent d'une administration publique et en conservant leurs droits à l'avancement hiérarchique, sont rétribués, en tout ou en partie, sur les fonds départementaux ou communaux, sur les fonds des compagnies concessionnaires, et même sur les remises et salaires payés par les particuliers.

La loi consacre ainsi les dispositions des décrets d'organisation du 13 octobre et

du 24 décembre 1851 sur les congés illimités. Mais les retenues pour la retraite, qui, d'après les décrets, étaient calculées sur une somme égale au traitement d'activité du grade, doivent porter désormais sur l'ensemble des rétributions qui constituent pour le fonctionnaire un émolument personnel. L'article 13 du règlement d'administration publique du 9 novembre 1853 dispose également que les fonctionnaires et employés rétribués sur d'autres fonds que ceux de l'État, qui ont néanmoins droit à pension, supportent la retenue sur l'intégralité de leurs rétributions. Les seules allocations qui, aux termes de l'article 21 du même règlement, doivent être affranchies de la retenue sont : « les sommes payées à titre d'indemnité pour frais de représentation et de stations navales, gratifications éventuelles, de salaires de travail extraordinaire, d'indemnités pour missions extraordinaires, d'indemnités de perte, de frais de voyage, d'abonnements et d'allocations pour frais de bureau, de régie, de table et de loyer, de supplément de traitement colonial et de remboursement de dépenses. »

Les augmentations d'émoluments postérieures au 1^{er} janvier 1854, date d'exécution de la nouvelle loi, devront donner lieu à la retenue du premier douzième; mais cette retenue spéciale ne sera point exercée sur la différence qui pouvait exister à cette époque entre le traitement normal d'un grade et le chiffre réel des rétributions.

Pour me mettre à même d'assurer, en ce qui vous concerne, l'exécution de ces prescriptions, je vous prie, Monsieur, de me faire connaître le plus tôt possible le montant des émoluments attachés à l'emploi que vous occupez, et d'indiquer en même temps les augmentations dont l'allocation serait postérieure au 1^{er} janvier 1854.

Vous voudrez bien mentionner en outre, mais pour mémoire seulement, les sommes qui vous seraient allouées en dehors de ces rétributions, et qui, aux termes de l'article 21 du décret, doivent être affranchies de la retenue.

261.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

9 mai 1854.

Personnel. — Employés secondaires. — Examens. — Instructions.

Monsieur le Préfet, le décret d'organisation du personnel des agents inférieurs des ponts et chaussées, en date du 17 août 1853 (1), contient les dispositions suivantes :

« Art. 6. Nul ne peut être employé secondaire des ponts et chaussées s'il n'a été déclaré admissible sur les connaissances ci-après, etc... »

« Art. 7. Les candidats reconnus admissibles peuvent être nommés employés secondaires de 4^e, de 3^e ou de 2^e classe, d'après le résultat de leur examen, etc... »

« L'ingénieur en chef fait à ce sujet des propositions auxquelles il annexe le procès-verbal d'examen. »

Quelques chefs de service ont demandé des instructions sur la forme à donner à ces examens; d'autres ont pensé que les déclarations d'admissibilité seraient pro-

(1). Voir *suprà*, n° 258.

noncées, comme pour les candidats à l'emploi de conducteur, par l'administration centrale.

Pour lever toute incertitude à ce sujet, je crois devoir ajouter quelques développements aux prescriptions générales du décret du 17 août.

Les chefs de service sont libres de procéder aux examens des candidats à l'emploi d'agent secondaire de la manière qui leur paraît la plus convenable. Si le nombre des candidats dépasse celui des places à donner, on peut procéder par la voie du concours.

Les examens pourront être passés, soit devant l'ingénieur en chef, seul ou assisté d'un ou plusieurs ingénieurs ordinaires, soit devant un ou plusieurs ingénieurs ordinaires délégués à cet effet. Pour déterminer le mode d'examen et le choix des examinateurs, on devra consulter le nombre des candidats, leur résidence, et surtout l'intérêt du service qui prescrit d'éviter, autant que possible, les déplacements et les pertes de temps.

Les ingénieurs en chef seuls déclarent l'admissibilité du candidat; leurs conclusions doivent être adressées, avec le procès-verbal à l'appui, aux préfets, qui sont appelés à faire les nominations. Il n'y a pas lieu de transmettre ces procès-verbaux à l'administration, puisqu'elle n'a pas à intervenir.

J'adresse une ampliation de la présente à MM. les ingénieurs en chef.

262.

Décret relatif au règlement des honoraires et frais de déplacement dus aux ingénieurs des ponts et chaussées pour leur intervention dans les affaires d'intérêt communal ou privé (1).

10 mai 1854.

NAPOLEON, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}. Les ingénieurs des ponts et chaussées et les agents placés sous leurs ordres ne reçoivent aucune rémunération, à titre soit d'honoraires ou vacations, soit de frais de voyage et de séjour, à la charge des communes, associations ou particuliers intéressés, lorsque leur déplacement et leurs opérations ont pour objet :

Les vérifications ou constatations à faire, dans l'intérêt public, pour assurer l'exécution des lois et règlements généraux ou particuliers, et notamment,

1^o La vérification, postérieurement au récolement, des points d'eau et ouvrages régulateurs des usines hydrauliques, étangs, barrages et prises d'eau d'irrigation, à moins que la vérification n'ait lieu sur la demande de l'intéressé;

2^o Les visites, postérieurement à la réception définitive, des rectifications de routes, ponts, canaux, travaux de dessèchement et autres ouvrages concédés, à moins de dispositions contraires stipulées au cahier des charges des concessions;

(1) Ce décret a été adressé aux préfets par une circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, portant la date du 16 juin 1854. Voir *infra*, n^{os} 272 et 287.

3° Les vérifications, postérieurement à la réception définitive, des travaux de même nature exécutés par les communes ou les associations territoriales.

2. Les ingénieurs et les agents sous leurs ordres ont droit à l'allocation de frais de voyage et de séjour à la charge des intéressés, sans honoraires ni vacations, lorsque leur déplacement a pour objet :

1° La rédaction d'avant-projets ou rapports préparés, sur la demande des intéressés, pour constater l'utilité de travaux d'endiguement, de eurage, de dessèchement, d'irrigation ou autres ouvrages analogues, à l'égard desquels l'intervention des ingénieurs a été régulièrement autorisée pour le compte de communes ou d'associations territoriales ;

La rédaction d'office des mêmes avant-projets, quand ils sont suivis d'exécution, après avoir été adoptés par les intéressés ou quand les travaux sont ordonnés par l'administration, dans les cas où les règlements particuliers lui en auraient réservé le droit.

La vérification, s'il y a lieu, des projets de même nature présentés par les particuliers, les communes ou les associations territoriales ;

2° Le contrôle des travaux, lorsque l'exécution n'est pas confiée à un ingénieur, ainsi qu'il est prévu à l'article 4, et lorsque ce contrôle est expressément réservé ou prescrit par les règlements spéciaux qui autorisent les travaux ou les associations ;

3° Le contrôle, en cours d'exécution, et la réception, après achèvement, des ouvrages exécutés par voie de concession de péage, tels que rectifications de routes, ponts, canaux, en autres travaux concédés, lorsque l'obligation de payer les frais de cette nature a été stipulée au cahier des charges de la concession ;

4° L'instruction de demandes relatives à l'établissement d'usines hydrauliques, d'étangs, de barrages ou de prises d'eau d'irrigation, ou à la modification de règlements déjà existants ;

La réglementation, s'il y a lieu, des mêmes établissements, lorsqu'ils existent déjà sans être pourvus d'autorisations régulières ;

Le récolement des travaux prescrits par les règlements ;

La vérification, postérieurement au récolement, des points d'eau et ouvrages régulateurs des usines hydrauliques, étangs, barrages et prises d'eau d'irrigation, lorsque cette vérification a lieu sur la demande d'un intéressé ;

5° L'instruction des demandes en concession de dunes ou de lacs et relais de mer.

3. Les frais de voyage dus aux ingénieurs ou aux agents sous leurs ordres sont calculés d'après le nombre de kilomètres parcourus, tant à aller qu'au retour, à partir de leur résidence, et à raison de :

50 centimes par kilomètre pour les ingénieurs en chef ;

30 centimes pour les ingénieurs ordinaires ;

20 centimes pour les conducteurs ou employés secondaires.

Ce tarif est réduit de moitié pour tous les trajets effectués en chemin de fer.

Les frais de séjour sont réglés, par jour :

Pour les ingénieurs en chef, à 12 francs ;

Pour les ingénieurs ordinaires, à 10 francs ;

Pour les conducteurs ou employés secondaires, à 5 francs.

Lorsque les ingénieurs se sont occupés dans une même tournée de plusieurs affaires donnant lieu à l'allocation de frais de voyage, le montant total de ces frais est calculé

d'après la distance effectivement parcourue et réparti entre les intéressés proportionnellement aux frais qu'eût exigés l'instruction isolée de chaque affaire.

Il est procédé de la même manière pour les frais de séjour.

Il n'est pas alloué de frais pour les déplacements qui n'excèdent pas les limites de la commune où résident les ingénieurs.

4. Les ingénieurs des ponts et chaussées et les agents placés sous leurs ordres ont droit à l'allocation d'honoraires à la charge des intéressés, sans frais de voyage et de séjour ni vacations, lorsqu'ils prennent part, sur la demande des communes ou des associations territoriales, et avec l'autorisation de l'administration, à des travaux à l'égard desquels leur intervention n'est pas rendue obligatoire par les lois et règlements généraux, notamment lorsqu'ils sont chargés de la rédaction des projets définitifs et de l'exécution de travaux d'endiguement, de curage, de dessèchement, d'irrigation ou autres ouvrages analogues qui s'exécutent aux frais de ces communes ou associations territoriales, avec ou sans subvention du Gouvernement.

Ces honoraires sont calculés d'après le chiffre de la dépense effectuée sous leur direction, déduction faite de la part contributive du Trésor public, et à raison de 4 pour 0/0 sur les premiers 40,000 francs, et de 1 pour 0/0 pour le surplus. Ils sont partagés entre les ingénieurs et les agents dans la proportion qui sera déterminée par un arrêté ministériel.

Les salaires des surveillants spéciaux sont imputés séparément sur les fonds des travaux.

Il n'est pas dû d'honoraires sur les fonds fournis par des tiers pour concourir à des travaux d'intérêt général à la charge de l'État.

Dans le cas où les ingénieurs et agents des ponts et chaussées qui ont pris part à la rédaction des projets définitifs ne sont pas chargés de l'exécution des travaux, ils reçoivent seulement la moitié des honoraires stipulés ci-dessus.

5. Dans tous les cas prévus par les articles 1, 2, 4, les frais d'opération et d'épreuves sont supportés par les intéressés.

6. Les frais de voyage et de séjour, dans les cas prévus par l'article 2, font l'objet d'états énonçant la date du déplacement, la distance parcourue et le temps employé hors de leur résidence par chacun des ingénieurs et des agents placés sous leurs ordres.

Lorsqu'il y a lieu d'appliquer l'article 4 du présent règlement, les honoraires sont réglés par des certificats constatant le degré d'avancement des travaux et le montant des dépenses faites.

Les frais d'opération ou d'épreuve sont justifiés dans les formes prescrites pour la justification des dépenses en régie dans le service des ponts et chaussées.

Le tout est soumis par l'ingénieur en chef à l'approbation du préfet.

7. Après la vérification des pièces, le préfet arrête l'état des frais ou honoraires. Cet état est notifié aux parties, accompagné d'une expédition des pièces justificatives.

Le recouvrement s'opère conformément aux dispositions de l'article 75 du décret du 7 fructidor an xii.

8. Il n'est pas dérogé par le présent décret aux dispositions spéciales d'après lesquelles sont réglés les frais relatifs au contrôle et à la surveillance des chemins de fer concédés.

9. Dans le cas où les ingénieurs des ponts et chaussées et les agents sous leurs ordres agissent en qualité d'experts commis par les cours et tribunaux, il n'est pas dérogé, à leur égard, aux règles qui établissent la rémunération des experts.

10. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

263.

Décret relatif aux mandats exécutoires délivrés par les préfets pour frais et honoraires auxquels donnent lieu les travaux d'intérêt public exécutés à la charge des particuliers.

27 mai 1854.

NAPOLEON, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les mandats exécutoires délivrés par les préfets pour frais et honoraires de toute nature, auxquels donnent lieu les travaux d'intérêt public exécutés d'office ou de gré à gré, à la charge des particuliers, seront recouvrés par les percepteurs des contributions directes.

ART. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé, etc.

264.

Loi sur le libre écoulement des eaux provenant du drainage (1).

10 juin 1854.

NAPOLEON, etc.

ARTICLE 1^{er}. Tout propriétaire qui veut assainir son fonds par le drainage ou un autre mode d'assèchement, peut, moyennant une juste et préalable indemnité, en conduire les eaux souterrainement ou à ciel ouvert à travers les propriétés qui séparent ce fonds d'un cours d'eau ou de toute autre voie d'écoulement.

Sont exceptés de cette servitude, les maisons, cours, jardins, parcs et enclos appartenant aux habitations.

2. Les propriétaires de fonds voisins ou traversés ont la faculté de se servir des travaux faits en vertu de l'article précédent, pour l'écoulement des eaux de leurs fonds.

Ils supportent dans ce cas, 1^o une part proportionnelle dans la valeur des travaux dont ils profitent; 2^o les dépenses résultant des modifications que l'exercice de cette faculté peut rendre nécessaires; et 3^o pour l'avenir, une part contributive dans l'entretien des travaux devenus communs.

3. Les associations de propriétaires qui veulent, au moyen de travaux d'ensemble,

(1) Voir infra, n° 292.

assainir leurs héritages par le drainage ou tout autre mode d'assèchement, jouissent des droits et supportent les obligations qui résultent des articles précédents. Ces associations peuvent, sur leur demande, être constituées, par arrêtés préfectoraux, en syndicats auxquels sont applicables les articles 3 et 4 de la loi du 14 floréal an XI.

4. Les travaux que voudraient exécuter les associations syndicales, les communes ou les départements, pour faciliter le drainage ou tout autre mode d'assèchement, peuvent être déclarés d'utilité publique par décret rendu en conseil d'État.

Le règlement des indemnités dues pour expropriation est fait conformément aux paragraphes 2 et suivants de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836.

5. Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice de la servitude, la fixation du parcours des eaux, l'exécution des travaux de drainage ou d'assèchement, les indemnités et les frais d'entretien sont portés en premier ressort devant le juge de paix du canton, qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'opération avec le respect dû à la propriété.

S'il y a lieu à expertise, il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

6. La destruction totale ou partielle des conduits d'eau ou fossés évacuateurs est punie des peines portées à l'article 436 du Code pénal.

Tout obstacle apporté volontairement au libre écoulement des eaux est puni des peines portées par l'article 437 du même Code.

L'article 463 du Code pénal peut être appliqué.

7. Il n'est aucunement dérogé aux lois qui règlent la police des eaux.

265.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

4 juillet 1854.

Routes impériales. — Réduction de la largeur à entretenir.

Monsieur le Préfet, l'administration s'est depuis longtemps préoccupée des moyens de tirer parti des excédants de largeur des routes, et la circulaire du 9 août 1850 (1) vous a fait connaître la solution qu'elle a donnée à cette question. Vous savez qu'elle a décidé que, sauf dans quelques cas où l'on pourra avoir recours à l'aliénation, l'on utilisera ces excédants de largeur en y établissant des plantations régulières.

Cette mesure aura le double résultat d'assurer au Trésor une source importante de revenus, et d'accroître la valeur des héritages riverains des routes, en ce sens qu'elle les affranchira d'une servitude souvent onéreuse.

Mais la question des excédants de largeur doit être encore envisagée à un autre point de vue, celui de l'entretien.

Les excédants de largeur exigent des soins continus, tantôt à cause de la végétation qui s'y développe et qu'il faut incessamment faire disparaître, tantôt à cause des dégradations occasionnées par les voitures qui circulent accidentellement sur un sol

(1) Voir *suprà*, n° 193.

ramollis par les pluies. Il est constant que les cantonniers sont obligés de consacrer une partie notable de l'année à s'occuper de ces travaux accessoires, qui, en définitive, n'intéressent pas directement la circulation.

Pour couper court à ce mal, dans quelques départements, MM. les ingénieurs ont établi de chaque côté des routes, une banquette en terre avec des bordures en gazon, et de nombreuses saignées pour conduire les eaux dans les fossés. Ils ont, de cette manière, restreint l'entretien à une zone de 7 à 8 mètres, jugés suffisants pour la circulation, et, d'après leur témoignage, on réalise par ce moyen des économies importantes.

Il est évident d'ailleurs que ce faible relief donné aux accotements n'apporte aucun obstacle à l'établissement des plantations. Il est au contraire pour elles une protection contre l'approche des voitures, et il a encore l'avantage d'isoler les approvisionnements.

Ce système, toutefois, ne paraît pas susceptible d'une application générale. Il y a telles contrées dans lesquelles on n'a d'autres ressources, pour l'entretien des routes, que des matériaux calcaires très-tendres, qui se convertissent facilement en boue; dans ce cas, les accotements en relief ne permettraient pas de se débarrasser assez promptement des débris, et les saignées seraient immédiatement obstruées. Dans les départements méridionaux, les pluies sont de courte durée, mais elles sont torrentielles, et les eaux submergeraient les routes, si elles ne pouvaient se déverser à droite et à gauche sur toute la longueur des accotements. On ne pourrait, dans certaines contrées, à cause du climat et de la nature du sol, entretenir le gazon qui sert à fixer les alignements et le relief des banquettes dont il s'agit.

Il semble donc qu'il ne faut rien généraliser; mais comme le nouveau profil permet d'obtenir sur les frais d'entretien des routes une économie réelle, bien qu'on ne puisse pas encore en préciser le chiffre, je crois utile de le recommander à MM. les ingénieurs, en les invitant à l'appliquer partout où les circonstances leur paraîtront favorables.

A cet effet, ils devront adresser leurs propositions motivées à l'administration, qui déterminera les routes auxquelles on appliquera cette mesure et la largeur qu'il faudra maintenir entre les accotements relevés.

Cette amélioration ne doit pas d'ailleurs devenir l'occasion de dépenses nouvelles, et c'est ici le lieu de rappeler les prescriptions de la circulaire du 9 août 1850, qui portent : qu'à l'avenir il ne sera fait aucun trottoir sur les parties de route en rase campagne, au moyen de terrassements, d'emploi de pierres ou de soins particuliers. Toutefois on peut recommander au cantonnier de répandre sur les bords de la route les débris provenant du curage de la chaussée, au lieu de les jeter sur les fonds riverains, de manière à former successivement le relief qu'il s'agit d'obtenir.

Les ingénieurs qui ont déjà opéré la réduction de la largeur de route à entretenir devront également faire régulariser les mesures qu'ils ont prises, en les soumettant à l'approbation de l'administration. J'examinerai avec intérêt les renseignements qu'ils fourniront sur les résultats de leur expérience à cet égard.

Je terminerai, Monsieur le Préfet, par une courte observation sur les plantations. Celles qui existent doivent être entretenues sur le fonds d'entretien des routes, mais il ne doit rien être distrair de ce fonds pour être affecté à l'établissement de plantations nouvelles. Celles-ci, quel que soit leur degré d'utilité, ne peuvent être entreprises

que d'après un projet approuvé par l'administration et au moyen d'un crédit spécial. Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont je joins ici des exemplaires pour MM. les ingénieurs.

266.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

27 juillet 1854.

Service général. — Instruction des affaires contentieuses.

Monsieur le Préfet, l'administration a été chargée du soin de procéder à l'instruction des affaires contentieuses devant les tribunaux administratifs. C'est un devoir pour elle de presser cette instruction par tous les moyens dont elle peut disposer. Les intérêts auxquels il s'agit de donner satisfaction sont, d'ailleurs, nombreux et dignes de la plus grande sollicitude; tantôt c'est un propriétaire dont le droit d'user est restreint par les règlements de grande voirie, ou qui, pour des motifs d'utilité publique, a vu son champ endommagé par l'extraction, le transport et le dépôt des matériaux destinés à l'exécution des travaux de l'État; tantôt c'est un entrepreneur qui a engagé dans son opération un capital plus ou moins considérable, et qui a besoin d'être fixé sur la légitimité de ses réclamations pour poursuivre ou entamer d'autres entreprises.

On s'est plaint pendant longtemps que l'instruction des affaires contentieuses marchait avec lenteur; il est reconnu aujourd'hui qu'elle se fait avec plus d'activité, mais on a encore à regretter des ajournements fâcheux qu'il paraît possible d'éviter par un redoublement de zèle. Mon désir, Monsieur le Préfet, est que tous les fonctionnaires du département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics multiplient leurs efforts pour abréger les délais de l'examen, et contribuent ainsi à la célérité des solutions. La justice ne doit pas se faire attendre; elle doit être active et prompte. Tout retard dans la décision d'une affaire est une espèce de déni de justice dont l'administration doit, de toutes ses forces, éloigner la responsabilité. Je demande donc à MM. les ingénieurs la plus grande vigilance pour l'expédition des affaires contentieuses; je les invite à ne garder les dossiers entre leurs mains que pendant le temps strictement nécessaire pour éclairer les faits et préparer leurs conclusions. J'ajouterai, Monsieur le Préfet, que, dans la discussion des affaires de cette nature, MM. les ingénieurs doivent se considérer moins comme des défenseurs d'une cause que comme des rapporteurs appelés à donner un avis impartial sur lequel le juge puisse, en toute sécurité, baser sa décision. En se plaçant à ce point de vue, MM. les ingénieurs répondront aux intentions de l'administration, dont le premier intérêt et aussi le premier devoir est de faire prévaloir en toute circonstance la justice, de quelque côté qu'elle se trouve.

Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, dès qu'une instruction sera complète, presser le conseil de préfecture de prendre sa décision.

Lorsque ce conseil aura prononcé, il importe que sa décision devienne promptement définitive, soit par l'adhésion réciproque des parties, soit en faisant courir le délai de l'appel à l'expiration duquel le débat se trouve irrévocablement clos.

Pour atteindre ce but, il conviendra, Monsieur le Préfet, de se conformer aux prescriptions suivantes :

Tout arrêté du conseil de préfecture rendu sur des matières contentieuses ressortissant au service des travaux publics devra, dans la huitaine, être notifié à la partie.

Si le dispositif s'écarte des conclusions présentées par les ingénieurs, il sera communiqué, dans le même délai, à l'ingénieur en chef, lequel devra, dans les dix jours, renvoyer le dossier à la préfecture, en donnant un avis motivé sur la question de savoir s'il y a lieu de former un pourvoi.

Après avoir pris connaissance de l'affaire, mais au plus tard dans les dix jours qui suivront ce renvoi, vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, me transmettre les pièces avec vos observations. En m'adressant ces pièces, vous aurez soin d'indiquer la date de la notification faite par vous à la partie, et, s'il y a lieu, la date de la signification que la partie elle-même aurait pu vous faire, afin que l'administration connaisse d'une manière précise le point de départ du délai de l'appel.

Il importe essentiellement, vous le comprendrez, Monsieur le Préfet, que les termes indiqués ci-dessus ne soient pas dépassés, pour qu'il reste à l'administration supérieure le temps d'examiner l'affaire et de préparer au besoin le pourvoi devant le Conseil d'Etat (1).

En ce qui touche les requêtes contentieuses portées devant le Conseil d'Etat, et sur lesquelles l'administration est consultée, nous devons nous efforcer également d'éviter tout retard. Veuillez dans ce but, Monsieur le Préfet, lorsque je vous donnerai communication d'une requête contentieuse, la transmettre immédiatement à M. l'ingénieur en chef, qui, dans un délai d'un mois au plus à compter de cette transmission, devra vous la renvoyer avec son rapport. Vous voudrez bien, dans la quinzaine qui suivra ce renvoi, m'adresser le dossier avec votre avis.

Ces délais paraîtront suffisants si l'on considère que déjà MM. les ingénieurs auront eu à discuter une première fois l'objet du pourvoi dans l'instruction qui aura précédé la décision du conseil de préfecture. Très-rarement les recours au Conseil d'Etat nécessitent de nouvelles constatations de nature à entraîner de longs délais. D'ailleurs, dans ces cas exceptionnels, une dérogation aux règles que je viens de tracer se trouverait parfaitement justifiée par les opérations dont on aurait à produire les résultats.

MM. les ingénieurs, qui ont montré jusqu'à présent le plus grand empressement à suivre la direction qui leur a été donnée par l'administration centrale, comprendront, j'en suis sûr, l'importance du nouvel appel que je fais à leur concours. Ils trouveront toujours l'administration disposée à leur tenir compte du zèle qu'ils auront apporté dans l'accomplissement de cette partie de leurs devoirs ; ils doivent aussi s'attendre à la trouver sévère toutes les fois que des négligences de leur part lui seront signalées.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à M. l'ingénieur en chef.

(1) Voir *infra*, n° 333.

267.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (Extrait).

11 août 1854.

Service général. — Travaux mixtes. — Exécution du décret réglementaire du 16 août 1853.

.....

Aux termes du premier paragraphe de l'article 40 du décret, chacun de MM. les préfets des départements compris en tout ou en partie dans la zone frontière doit faire dresser pour son département, par les soins de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, avec l'aide des agents voyers et forestiers, une carte présentant le tracé des cours d'eau et de voies de terre de tout ordre, et faisant connaître par des teintes conventionnelles les divers degrés de viabilité et la nature de ces dernières voies.

J'ai fait examiner l'ensemble des dispositions à adopter pour la préparation des cartes dont il s'agit, et j'ai pris à ce sujet, conformément à l'avis du conseil général des ponts et chaussées, une décision ainsi conçue :

« Les cartes prescrites par l'article 40 du décret du 16 août 1853 doivent être de
 » simples calques de la carte du dépôt de la guerre, ou à son défaut, de la carte de
 » Cassini, sur lesquels, pour plus de clarté, les détails topographiques ne seront pas
 » reproduits et qui présenteront, d'après les signes ci-après, les indications nécessaires.

« L'état de viabilité des différentes parties des communications de terre sera indiqué au moyen de traits noirs à l'encre de Chine, comme il suit :

» Deux traits pleins parallèles pour les parties qui sont praticables en tout temps
 » aux voitures de transports lourdement chargées, soit à cause de leur pavé, de leur
 » empierrement ou de leur cailloutis, soit à raison de la nature molle et résistante du
 » sol, même en temps de pluie.

» Un trait plein et un trait ponctué pour les parties qui ne sont praticables à ces
 » mêmes voitures qu'une partie de l'année, par suite du mauvais état ou de la mauvaise
 » nature du pavé, de l'empierrement ou du sol.

» Deux traits ponctuels pour toutes les parties sans exception ayant plus de 2 mètres
 » de largeur et ne rentrant dans aucune des deux catégories ci-dessus.

» Un simple trait pour les parties de 2 mètres de largeur et au-dessous; plein, si
 » elles sont praticables en tout temps aux chevaux et aux mulets, et ponctué dans
 » le cas contraire.

» Des lettres capitales à l'encre rouge seront placées aux deux extrémités de chaque
 » partie et feront connaître, savoir :

- » La lettre P, les portions pavées;
- » La lettre E, les portions empierrées ou en cailloutis;
- » La lettre F, les portions avec voie de fer;
- » La lettre R, les portions sur le roc;
- » La lettre T, les portions en terre;
- » La lettre B, les portions en bois ou fascinage;

» Les lettres R C R, les rampes qui ne sont franchies par des voitures lourdement
 » chargées qu'au moyen de chevaux de renfort.

- » Les différentes voies seront indiquées par des teintes, savoir :
- » Les routes impériales, par le minium foncé ;
- » Les routes départementales, par le jaune de chrome orangé ;
- » Les routes stratégiques, par le rouge carmin ;
- » Les chemins de fer, par le vermillon clair ;
- » Les chemins de grande communication, par le vert ;
- » Les chemins vicinaux ordinaires, par la sépia ;
- » Les chemins forestiers resteront sans teinte ;
- » Les voies en projet seront bordées extérieurement d'un liséré en jaune ordinaire,
- » gomme-gutte ;
- » Les canaux et les cours d'eau seront lavés en bleu ; des ancres placées dans le sens du courant indiqueront les parties navigables, et des flèches ou portions d'ancres les parties simplement flottables. A l'origine de la partie navigable ou flottable, on mettra le premier de ces signes dans une direction perpendiculaire à la berge.
- » Les numéros de classement des routes et des chemins seront écrits le long des traits qui représenteront ces routes et ces chemins, avec des couleurs pareilles à celles qui les recouvriront. Ceux des routes stratégiques seront en outre précédés de la lettre S. »

Je vous invite, Monsieur le Préfet, à donner le plus tôt possible à M. l'ingénieur en chef et à MM. les agents voyers et forestiers de votre département des instructions pour la préparation de la carte qui doit être dressée en exécution du premier paragraphe de l'article 40 du règlement, et pour celle de l'état général des voies de communication qui doit être joint à cette carte. Vous voudrez bien, aussitôt après l'exécution de ce travail, faire parvenir la carte et l'état à M. le directeur des fortifications.

Les cartes que vous pourrez avoir à faire dresser ultérieurement, ainsi que le prévoit le cinquième paragraphe du même article 40, devront être préparées conformément aux indications qui précèdent.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Préfet, pour vous inviter à rappeler à MM. les ingénieurs les instructions qui leur ont été adressées à différentes époques au sujet des travaux à exécuter dans l'étendue de la zone frontière : l'attention de ces fonctionnaires a été fréquemment appelée sur la nécessité de se concerter toujours avec les ingénieurs militaires avant d'entreprendre aucun travail mixte, et de ne jamais soumettre à l'administration supérieure le projet d'une opération comprise dans la zone de défense sans y joindre un procès-verbal de conférence avec les officiers du génie. L'administration n'a donc rien négligé pour prévenir l'omission de formalités dont l'accomplissement, outre qu'il est prescrit par les règlements généraux du service, importe essentiellement à l'un des premiers intérêts du pays.

.....

Veillez m'accuser réception de la présente circulaire. J'en adresse à M. l'ingénieur en chef une ampliation, suivie du décret réglementaire du 16 août 1853 et de la loi du 7 avril 1851.

(1854)

10,

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES CHEMINS DE FER.

DÉPARTEMENT

d

Service du contrôle.

CHEMIN DE FER

Partie comprise entre

AVIS des Ingénieurs du contrôle sur les
résultats de l'enquête ouverte, confor-
mément à dans la commune

269.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef de contrôle des travaux de chemins de fer.

15 septembre 1854.

Chemins de fer concédés. — Approvisionnements du matériel pour la construction des voies. — On demande de faire connaître la situation dans chaque rapport mensuel (1).

Monsieur, il importe que l'administration soit tenue exactement au courant de l'état d'avancement des fournitures et approvisionnements de matériel de toutes sortes, destinés à la construction des voies ferrées entreprises par les compagnies concessionnaires. Plusieurs de MM. les ingénieurs en chef du contrôle font déjà connaître périodiquement cette situation. Je désire que cette mesure devienne générale.

Je vous prie, en conséquence, Monsieur, de vouloir bien à l'avenir consacrer dans chacun de vos rapports mensuels, à cet objet, un paragraphe dans lequel vous indiquerez succinctement :

1° La longueur kilométrique de simple voie restant à exécuter sur votre ligne à l'expiration du mois ;

2° Les quantités (par tonnes) de rails et coussinets ; (à la pièce) de traverses et de cales ; (au mètre cube) de ballast, dont l'approvisionnement est nécessaire à la même époque ;

3° Les quantités dont la livraison est en retard à la même époque, avec désignation, du moins quant aux rails et coussinets, des usines auxquelles les retards doivent être attribués ;

4° Les causes et les conséquences de ces retards.

Votre prochain rapport mensuel présentera la situation au 31 août dernier ; le suivant, celle du 30 septembre, etc., etc.

270.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

23 novembre 1854.

Routes départementales. — Demande d'une situation annuelle. — Envoi d'un tableau.

Monsieur le Préfet, l'administration a besoin d'être tenue au courant de la situation générale du service des routes départementales.

Je vous prie d'inviter dans ce but M. l'ingénieur en chef du service ordinaire à m'adresser chaque année, par votre intermédiaire, dans la première quinzaine du

(1) Un modèle de l'état à fournir a été adressé aux ingénieurs en chef, par une circulaire du 11 décembre 1853. Ce premier modèle a été remplacé par celui joint à la circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 26 avril 1855.

Voir, pour l'époque de l'envoi de ces états, la circulaire du même ministre portant la date du 15 mars 1855.

l'opération qui a été introduite dans l'opération du mandatement, et sans imposer aux ingénieurs en chef un grand surcroît de travail.

Pour atteindre le but désiré, il suffira que, chaque mois, MM. les ingénieurs en chef vous remettent, Monsieur le Préfet, un bordereau donnant les renseignements nécessaires pour constater la régularité de l'imputation des mandats qu'ils auront délivrés pendant le mois précédent. Ce bordereau, qui portera le n° 23 bis, sera dressé conformément au modèle ci-joint et vous sera remis pour m'être adressé avec l'état formule n° 23, dont la production est prescrite par l'article 38 du règlement du 28 septembre 1849.

Ce document ne mentionnera que les mandats dont il est utile que l'imputation soit vérifiée par l'administration centrale, c'est-à-dire ceux qui concernent les *retenues de garantie, les acquisitions d'immeubles, les indemnités pour dommages, et les dépenses diverses pour lesquelles la date du service fait doit être contrôlée, telles que fournitures; loyers de magasins, impressions, insertions dans les journaux, honoraires d'expertise, plus-value de matériel de passages d'eau, etc.*

On ne portera sur le bordereau ni les mandats qui concernent les dépenses de personnel, ni ceux qui ont pour objet des à-compte à payer à des entrepreneurs pour des travaux en cours d'exécution. De cette manière, la rédaction de cette pièce n'occasionnera qu'un travail peu considérable.

La mesure prescrite par la présente circulaire sera mise à exécution à partir du mois de janvier prochain. Dans les premiers jours de février, MM. les ingénieurs en chef vous remettront en conséquence un bordereau formule n° 23 bis des renseignements concernant les mandats délivrés pendant le mois de janvier.

Ce bordereau devra être divisé en deux parties, une première partie pour les mandats imputés sur l'exercice 1854, et une seconde partie pour les mandats imputés sur l'exercice 1855.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de recommander à MM. les ingénieurs en chef la ponctuelle exécution de la nouvelle mesure d'ordre que je leur prescris. Je leur adresse ampliation de la présente circulaire.

272.

Arrêté qui règle les frais de missions spéciales des fonctionnaires et agents des divers services dépendant du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (Extrait) (1).

26 décembre 1854.

Le MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les frais de missions spéciales des fonctionnaires et agents des divers services dépendants du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics sont réglés comme il suit :

(1) Cet arrêté a été adressé aux préfets par une circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, portant la date 16 janvier 1855. — Voir *suprà*, n° 262, et *infra*, n° 280.

SERVICE DES PONTS ET CHAUSSEES.

Inspecteurs généraux.....

Ingénieurs en chef.....

— ordinaires.....

Élèves ingénieurs.....

Conducteurs.....

SERVICE DE SURVEILLANCE DES CHEMINS DE FER.

Inspecteurs généraux (missions spéciales en dehors des chemins de fer en exploitation)..

Inspecteurs principaux (missions spéciales en dehors des chemins de fer dont ils ont la surveillance).....

Inspecteurs particuliers (mêmes missions)....

Commissaires de surveillance administrative (mêmes missions).....

Sous-commissaires (mêmes missions).....

	FRAIS ET ACCESSOIRES de déplacement (par kilomètre)		FRAIS de séjour (par jour).
	sur les chemins de fer.	sur les routes du terre.	
	fr c	fr c	fr c
Inspecteurs généraux.....	0 20	1 00	20 00
Ingénieurs en chef.....	0 15	0 50	15 00
— ordinaires.....	0 125	0 30	12 00
Élèves ingénieurs.....	0 125	0 20	8 00
Conducteurs.....	0 10	0 20	5 00
Inspecteurs généraux (missions spéciales en dehors des chemins de fer en exploitation)..	2	1 00	20 00
Inspecteurs principaux (missions spéciales en dehors des chemins de fer dont ils ont la surveillance).....	0 15	0 50	15 00
Inspecteurs particuliers (mêmes missions)....	0 125	0 30	12 00
Commissaires de surveillance administrative (mêmes missions).....	0 125	0 30	8 00
Sous-commissaires (mêmes missions).....	0 10	0 20	5 00

Lorsque les fonctionnaires, à raison de leurs fonctions, jouissent de la libre circulation sur toutes ou partie des lignes de chemins de fer parcourues, l'indemnité pour frais de déplacement est réduite

de 0 fr. 20.....à 0 fr. 09

de 0 fr. 15 et 0 fr. 125.....à 0 fr. 05

de 0 fr. 10.....à 0 fr. 025

2. Les indemnités pour missions spéciales à l'étranger seront régies par des décisions particulières.

273.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

7 mars 1855.

Routes départementales. — Demande d'un état des dépenses pour l'exercice 1854.

Monsieur le Préfet, le 23 novembre dernier mon prédécesseur vous a invité à produire, chaque année, dans la première quinzaine de janvier, un tableau indiquant la situation des routes départementales, au 31 décembre précédent.

Comme complément de ce travail, je vous prie de m'adresser, également chaque année, et au plus tard le 1^{er} avril, un tableau conforme au modèle ci-joint, et présentant le résumé des dépenses faites pendant l'exercice précédent, pour le service des routes départementales. Pour les parties du service dont les comptes ne seront pas définitivement réglés à cette époque de l'année, MM. les ingénieurs se contenteront d'une approximation aussi exacte que possible.

DEPARTEMENT

ÉTAT SOMMAIRE

des dépenses faites pour le service des routes départementales pendant l'année 1854.

Longueur totale des routes départementales.	Dépenses de l'entretien				Proportion pour 100 des dépenses de l'entretien.			Prix moyen de l'entretien par mètre courant pour l'année 1854.	Dépenses en travaux				Total général des dépenses restées aux routes départementales.	OBSERVATIONS.
Longueur des parties de routes entretenues.	en matériaux.	en main-d'œuvre.	en frais accessoires.	Total.	Matériaux.	Main-d'œuvre.	Frais accessoires.	de grosses réparations.	de lacunes.	de rectifications.	Total.			

274.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef de contrôle des travaux de chemins de fer (1).

15 mars 1855.

Chemins de fer concédés. — Approvisionnements de rails et autres matériaux pour les travaux de chemins de fer. — Invitation d'adresser séparément l'état de situation de ces approvisionnements.

Monsieur, mon prédécesseur par une circulaire en date du 15 septembre dernier, vous a invité à faire connaître dans chacun de vos rapports mensuels les approvisionnements nécessaires, en rails, coissinets, traverses, etc.; ceux déjà faits et la quantité de chaque espèce de matériaux dont la livraison est en retard.

Un modèle d'état vous a été depuis adressé pour l'exécution desdites instructions (1).

Je remarque que ces états ne sont pas fournis avec la régularité et la promptitude désirables, et que la nécessité de recueillir tous les éléments du rapport mensuel, et de rédiger ce rapport avant de me transmettre le document spécial dont il est ici question, ne permet souvent de faire que tardivement l'envoi de ce dernier.

(1) Voir *suprà*, n° 269, et *infra*, n° 275.

Il importe cependant que je sois tenu exactement au courant des approvisionnements, principalement en rails, coussinets, selles et entretoises.

Je vous prie donc, Monsieur, de vouloir bien faire dresser dans la première quinzaine après l'expiration de chaque mois, l'état de situation de ces approvisionnements et de me le transmettre séparément et sans retard.

Je me réfère d'ailleurs, quant à la rédaction de cet état, à la circulaire précitée et au modèle d'état qui vous a été communiqué pour servir à son exécution.

276.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef (1).

28 avril 1855.

Chemins de fer concédés. — États d'approvisionnements en rails, coussinets et autres matériaux. — Envoi d'un modèle d'état.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous envoyer un exemplaire du nouveau modèle suivant lequel devront être dressés à l'avenir les états d'approvisionnements en rails, coussinets et autres matériaux.

Je vous prie de vouloir bien vous y conformer dans la rédaction des documents de cette nature que vous aurez à fournir, et à me les faire parvenir par lettre séparée, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous y inviter par la circulaire du 15 mars dernier.

(1) Voir *suprà*, n° 269 et 274.

CHEMIN DE FER D

CHEMIN DE FER.

1^{re} DIVISION. — 1^{er} ARRÊTÉ.
 SITUATION des approvisionnements du matériel pour l'établissement ou le
renouvellement des voies, à la fin du mois d

(1855)

Désignation des sections.	Longueur kilométrique de simple voie restant à exécuter y compris les voies de service.	Longueur kilométrique de simple voie à renouveler à cette date.	QUANTITÉS				QUANTITÉS				QUANTITÉS				Causes et conséquences de ces retards.
			A LA TONNE	A LA PIÈCE	A LA TONNE	A LA PIÈCE	A LA TONNE	A LA PIÈCE	A LA TONNE	A LA PIÈCE	A LA TONNE	A LA PIÈCE	A LA TONNE	A LA PIÈCE	
			de rails.	de traverses.	de rails.	de traverses.	de rails.	de traverses.	de rails.	de traverses.	de rails.	de traverses.	de rails.	de traverses.	
			de coussinets.	de calles.	de coussinets.	de calles.	de coussinets.	de calles.	de coussinets.	de calles.	de coussinets.	de calles.	de coussinets.	de calles.	
			Dont l'approvisionnement était nécessaire au commencement du mois pour l'achèvement des travaux.		Dont l'approvisionnement et la livraison ont eu lieu pendant le mois.		Dont la livraison est en retard à la fin du mois.								
TOTAUX...															

 A Dressé par l'Ingénieur en chef soussigné
, le

185 .

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

21 juin 1855.

Navigation. — Règlement pour la police de la navigation sur les canaux.

Monsieur le Préfet, la navigation sur les rivières et canaux est soumise à des règlements qui, à diverses époques, ont été sanctionnés soit par l'autorité locale, soit par l'administration supérieure. Ces règlements présentent, pour la plupart, des lacunes à remplir, des omissions à réparer, et renferment des dispositions inutiles ou des prescriptions surannées.

L'administration a pensé qu'il convenait d'établir l'uniformité dans cette partie du service, et elle a chargé une commission formée d'inspecteurs généraux des ponts et chaussées de préparer les bases d'un règlement qui pût servir de type pour les règlements à venir, et aux dispositions duquel seraient rendus conformes ceux qui sont actuellement en vigueur ou dont les projets ont été présentés.

Cette commission a proposé le règlement ci-joint, auquel j'ai donné mon approbation, conformément à l'avis du conseil général des ponts et chaussées.

Soumettre la navigation à un régime sagement libéral, en n'interdisant à chacun que ce qui peut nuire à la liberté de tous, assurer, et, au besoin, imposer à la batellerie les conditions nécessaires pour obtenir la rapidité et la régularité des transports, en un mot encourager et rendre possible entre les voies navigables et les chemins de fer une concurrence profitable pour le commerce et pour les consommateurs : tels sont les principes généraux qui ont présidé à la rédaction de ce règlement ; les dispositions qu'il renferme sont divisées en sept titres, où l'on s'est efforcé de classer méthodiquement celles des anciens règlements qu'il a paru utiles de conserver et les dispositions nouvelles qu'on a jugé nécessaire d'introduire.

La plupart de ces dispositions se motivent d'elles-mêmes ; un petit nombre d'entre elles seulement nécessitent les explications qui vont suivre.

Le titre premier renferme les conditions à remplir pour naviguer sur les canaux.

Parmi ces conditions, les unes sont tellement absolues, que la circulation doit être interdite à tout bateau qui n'y satisfait pas ; les mariniers qui ne se conforment pas aux autres seront poursuivis pour contraventions de grande voirie et de simple police, selon le cas. Presque toutes sont empruntées aux règlements en vigueur ; seulement on s'est attaché à établir, autant que possible, une règle uniforme pour fixer les dimensions des bateaux par rapport à celles des écluses, et l'on interdit d'une manière absolue les convois qui, sans avantage sérieux pour les bateaux naviguant de conserve, retardent de la manière la plus fâcheuse les bateaux qui naviguent isolément.

Le titre second règle le classement, le tréfatage et la priorité de passage aux écluses.

Les classes, au nombre de cinq, sont établies d'après la vitesse présumée des ba-

(1) Voir *infra*, n° 298.

teux qui y sont compris; on a néanmoins relégué à la fin de la dernière classe les radeaux, quel que soit leur mode de traction, parce qu'il est à désirer que cette navigation, très-gênante sur les canaux, disparaisse progressivement.

Les droits de trématage et de priorité de passage aux écluses s'exercent dans l'ordre même des classes, c'est-à-dire d'après la vitesse; dans chaque classe, ils sont en outre accordés aux services réguliers et à certains bateaux dont le chargement, soit à raison de sa nature, soit à raison de sa destination, motive cette double faveur.

On n'a réglé d'une manière absolue la vitesse des bateaux dans aucune classe, parce que la constatation de cette vitesse présente trop de difficulté; mais on impose par des dispositions spéciales le mode de traction et les conditions nécessaires pour que chaque bateau soit toujours en état de marcher sans entraver ceux qui, placés derrière lui, n'ont pas le droit de le dépasser.

Le titre troisième est relatif à la marche des bateaux au passage des écluses et ponts mobiles.

La plupart des anciens règlements interdisent la navigation de nuit, excepté dans des circonstances rares et spécifiées d'avance. C'est là une restriction qui a disparu sur les canaux les plus fréquentés, et qui ne se justifie par aucune considération sérieuse. Le règlement rend partout la navigation libre de jour et de nuit; seulement, les bateaux qui naviguent de nuit doivent remplir certaines obligations nécessaires pour prévenir les accidents, et on n'accorde passage de nuit aux écluses qu'aux marins qui continuent leur route, pour empêcher qu'à la fin du jour un bateau ne puisse exercer sur les bateaux arrêtés devant lui un droit de trématage que sa classe ne comporte pas, et s'arrêter ensuite lui-même en avant et à peu de distance jusqu'au lendemain matin.

Sur quelques canaux, l'emploi des chevaux est prescrit pour hâter les manœuvres à l'entrée et à la sortie des écluses; cet emploi, au contraire, est formellement interdit par d'autres règlements dans l'intérêt de la conservation des ouvrages d'art. L'appréciation de cette mesure présente, en général, plus d'avantages que d'inconvénients. Le règlement reste muet à cet égard; mais on pourra prescrire ou autoriser l'emploi des chevaux sur les canaux où cette mesure aurait pour effet d'accélérer le mouvement de la navigation.

Le titre quatrième n'est indiqué que par son objet, *Passage des souterrains*: chaque canal exige des dispositions spéciales qu'il appartient à MM. les ingénieurs de proposer pour les services dont ils sont chargés.

On doit néanmoins remarquer que, sur les longs souterrains, des heures fixées chaque jour doivent être réservées pour les bateaux qui marchent dans un sens, et d'autres heures pour les bateaux qui marchent dans l'autre sens. Cependant il peut arriver qu'à l'une des extrémités deux bateaux attendent l'heure fixée par le règlement, tandis qu'il n'y a aucun bateau engagé ni dans le souterrain, ni même à une certaine distance de l'extrémité opposée. La télégraphie électrique, en faisant connaître instantanément d'un bout à l'autre du souterrain si la voie est occupée ou libre, permettrait d'affranchir la navigation de retards inutiles. C'est une amélioration que l'administration se borne à indiquer, en appelant sur ce point l'attention de MM. les ingénieurs.

Les autres titres ne donnent lieu à aucune observation particulière.

J'adresse directement à MM. les ingénieurs en chef chargés du service des canaux des exemplaires du règlement et de la présente circulaire. Ils devront ajouter, aux dispositions générales que je viens d'approuver, celles qui leur paraîtront devoir être spécialement prescrites pour les lignes ou parties de lignes navigables dont le service leur est confié. Ces dispositions additionnelles ou complémentaires devront être faites sur les exemplaires imprimés et non sur les copies du règlement, afin de faciliter l'examen qui en sera fait par l'administration.

Je désire que les propositions me parviennent dans le plus bref délai possible.

Règlement de police du canal

TITRE I^{er}. CONDITIONS À REMPLIR POUR NAVIGUER. — ART. 1^{er}. Dimension des bateaux, trains ou radeaux. Aucun bateau, train ou radeau circulant sur le canal ne devra excéder les dimensions (*) suivantes, qui seront mesurées de dehors en dehors, y compris le chargement, et sans aucune tolérance.

	LONGUEUR.	LARGEUR.
Bateaux.....		
Trains ou radeaux....		

L'enfoncement du bateau au-dessous du plan de flottaison ne devra jamais dépasser (**) toute tolérance comprise. Néanmoins, dans des cas exceptionnels, et notamment pendant les sécheresses, cet enfoncement pourra être réduit par un arrêté du préfet. Avis sera donné de cette réduction par voie de publication et d'affiche, et les bateaux circulant sur le canal devront, dès lors, être allégés de telle sorte que leur tirant d'eau n'excède pas la profondeur ainsi fixée.

La hauteur du bord au-dessus du plan de flottaison sera au moins de 0^m,10.

La hauteur du bateau, chargement compris, au-dessus du plan de flottaison, n'excèdera pas (***)

De	à
De	à

(*) La longueur des bateaux, trains ou radeaux, devra, en général, être fixée de telle sorte que, dans les écluses, lorsqu'ils touchent le mur de chute, il reste toujours 0^m 30 de jeu du côté des portes d'aval, dans toutes les positions qu'elles occupent pendant leur mouvement. La largeur des bateaux doit être moindre de 0^m 20 que celle des écluses; mais cette différence sera portée à 0^m 40 pour les trains ou radeaux, qui sont plus difficiles à mesurer exactement à cause de leur irrégularité.

Toutefois, à titre de dispositions transitoires, on devra tenir compte du matériel existant.

(**) Cet enfoncement doit être inférieur de 0^m 15 à la profondeur d'eau sur le fond normal du canal.

(***) Les hauteurs à indiquer dans cet article seront déterminées d'après la forme et les dimensions des ponts à traverser, et pourront, dès lors, varier sur un même canal suivant le parcours des bateaux.

Toutes les fois qu'un bateau, train ou radeau ne satisfera pas aux conditions prescrites par le présent article, le conducteur pourra être tenu de l'arrêter au point qui sera désigné par les agents de la navigation, et il ne pourra le remettre en marche qu'après s'être mis en règle.

2. *Devises.* Les bateaux porteront à la poupe leur dénomination, le nom et le domicile du propriétaire.

Les trains ou radeaux porteront aussi sur une planche le nom et le domicile du propriétaire.

Les inscriptions seront apparentes, en toutes lettres et en caractères ayant au moins huit centimètres de hauteur. Elles seront peintes ou sur le bordage du bateau ou sur une planche fixée à demeure de manière à ne pouvoir être déplacée.

3. *Personnel.* — *Agrès.* Chaque bateau, train ou radeau aura un marinier au moins à bord.

Il devra, en outre, être muni de tous ses agrès en bon état, et notamment de plusieurs ancres ou de piquets d'amarre, et des cordages nécessaires.

4. *Vérification de l'état des bateaux.* Les conducteurs des bateaux devront les soumettre tous les ans au moins, et plus souvent s'ils en sont requis, à une vérification ayant pour objet de constater qu'ils sont en état de naviguer ; que les échelles prescrites par la loi du 9 juillet 1836 et l'ordonnance du 15 octobre suivant sont en cuivre ; qu'elles n'ont subi aucune altération, et que leur point zéro correspond exactement au tirant d'eau à vide. Cette vérification sera faite par les agents et dans les ports désignés à cet effet.

En cas d'urgence, la vérification des bateaux en marche pourra être faite sur un point quelconque du canal par l'ingénieur ou par un agent qu'il désignera spécialement.

Tout bateau reconnu en mauvais état sera retenu et ne pourra se remettre en marche qu'après avoir été convenablement réparé.

5. *Pièces dont tout batelier doit être muni.* Tout conducteur de bateau, train ou radeau, doit être muni d'une lettre de voiture en bonne forme, et d'un laissez-passer délivré par le receveur des droits de navigation.

Tout conducteur de bateau doit être, en outre, porteur d'un certificat délivré par l'un des agents commis à la vérification dont il est parlé à l'article précédent, et constatant que son bateau est en état de naviguer.

Ces pièces seront représentées à toute réquisition des agents de l'administration.

6. *Conditions que doivent remplir les bateaux naviguant de nuit.* Tout bateau naviguant de nuit aura deux mariniers au moins à bord.

Il sera éclairé par un fanal fixé à l'avant, dont la lumière s'étende au delà des chevaux de halage.

Les mariniers allumeront, en outre, lorsqu'ils en seront requis, un fanal portatif et même deux au passage des écluses.

Les bateaux arrêtés seront aussi éclairés pendant la nuit par un fanal, sur la réquisition des agents du canal, lorsque cette mesure sera jugée nécessaire pour prévenir des accidents.

7. *Conduite des chevaux de halage.* Les chevaux de halage seront toujours conduits

par un charretier, qui, s'il n'est pas à cheval, devra se tenir à la tête du premier cheval.

8. *Marche simultanée des bateaux.* Les bateaux ne pourront marcher en convois; ils ne seront ni accouplés ni remorqués.

On pourra néanmoins en attacher deux l'un à la suite de l'autre, quand il sera possible de le faire sans augmenter le nombre de chevaux habituellement employés à la traction d'un seul bateau.

Ne seront pas considérés comme bateaux accouplés ou doublés les bateaux reliés ensemble de manière à former un système invariable, qui n'excède, ni en longueur ni en largeur, les dimensions fixées à l'article 1^{er}.

TITRE II. CLASSEMENT DES BATEAUX. — BATEAUX A VAPEUR. — SERVICE RÉGULIER ET SERVICE ORDINAIRE. — TRÉMAYAGE ET PRIORITÉ DE PASSAGE AUX ÉCLUSES ET PONTS MOBILES. — HALAGE. — ART. 1^{er}. Classement des bateaux. Les bateaux sont divisés en cinq classes, savoir :

1^{re} classe. — Bateaux mus par la vapeur.

2^e classe. — Bateaux halés par des chevaux marchant au trot avec relais.

3^e classe. — Bateaux halés par des chevaux marchant au pas avec relais.

4^e classe. — Bateaux halés par des chevaux sans relais.

5^e classe. — Bateaux halés par des hommes, et radeaux halés soit par des chevaux, soit par des hommes.

2. *Bateaux à vapeur.* Les bateaux à vapeur ne pourront être établis qu'en vertu d'une autorisation de M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et sous les conditions qu'elle aura déterminées. L'acte d'autorisation indiquera notamment le système des appareils propulseurs et la vitesse maximum.

Les ingénieurs et les agents qu'ils auront délégués à cet effet pourront monter à bord des bateaux à vapeur pour en constater la vitesse et pour apprécier l'effet que la marche de ces bateaux produit sur les berges du canal.

3. *Service régulier et service ordinaire.* Dans les trois premières classes, la navigation est régulière ou ordinaire.

On entend par navigation régulière celle des bateaux qui partent et arrivent à jour fixe et ne s'arrêtent entre les points extrêmes qu'à des ports déterminés.

La navigation ordinaire comprend les autres bateaux et les trains ou radeaux.

4. *Service régulier.* Les services réguliers ne pourront être établis qu'en vertu d'une autorisation, et conformément aux conditions qu'elle aura prescrites.

La demande d'autorisation devra indiquer le nombre de bateaux qu'on se propose d'employer, les lieux et jours de départ et d'arrivée, le mode de traction et les principaux points de stationnement.

L'autorisation sera accordée par le préfet, quand les points de départ et d'arrivée seront compris dans un même département, et par le ministre, quand ces points extrêmes seront dans des départements différents.

5. Les bateaux du service régulier de première et de deuxième classe porteront à l'avant, en caractères apparents, les mots *Service accéléré*.

Ils auront au moins deux marinières à bord.

Ils arboreront une flamme rouge.

Ils seront, en outre, munis d'une cloche qu'ils devront faire sonner cinq cents mètres avant d'arriver aux écluses et aux ponts mobiles.

6. Les bateaux du service régulier de troisième classe porteront, à l'avant, en caractères apparents, les mots *Service non accéléré*.

Ils arboreront une flamme bleue.

7. Lorsqu'un entrepreneur de service régulier aura été condamné deux fois dans le délai d'un an pour infraction aux conditions de l'autorisation qu'il aura obtenue, cette autorisation pourra lui être retirée.

8. *Service ordinaire.* Il est défendu de placer sur des bateaux qui n'appartiennent pas à un service régulier tout ou partie des signes distinctifs de ce service.

9. *Trématage et priorité de passage aux écluses et ponts mobiles.* Les numéros des classes des bateaux règlent l'ordre d'exercice du droit de trématage et du droit de priorité de passage aux écluses et ponts mobiles.

A égalité de classe, ce double droit est encore exercé dans l'ordre suivant :

Les bateaux affectés à un service de voyageurs ;

Les bateaux chargés pour le service de l'État et des travaux de la navigation ;

Les bateaux du service régulier portant des marchandises.

Dans des circonstances exceptionnelles, certains bateaux pourront encore exercer le trématage en dehors du droit de leur classe ; mais les conducteurs de ces bateaux devront être munis d'autorisations spéciales et individuelles, délivrées par l'ingénieur en chef, et qu'ils seront tenus de représenter à toute réquisition.

Il devait être dérogé à la règle pour un temps déterminé et par mesure générale en faveur des bateaux chargés de certains objets ou marchandises, et notamment de blés et farines, il y sera pourvu par une décision ministérielle.

En cas de contestation sur l'application des dispositions du présent article, les conducteurs de bateaux seront tenus de se conformer aux ordres de l'éclusier ou de tout autre agent du canal pour la priorité du passage.

10. *Halage.* Tout bateau chargé de cent tonneaux et au-dessus doit être halé par deux chevaux au moins.

Les bateaux d'un tonnage inférieur pourront ne prendre qu'un cheval.

11. Quand les bateaux marchant avec relais auront leurs relais à bord, le nombre des chevaux embarqués devra être au moins égal à celui des chevaux à terre.

TITRE III. BATEAUX, TRAINS OU RABEAUX EN MARCHÉ. — PASSAGE AUX ÉCUSES ET PONTS MOBILES. — ART. 4^{er}. *Navigation de jour et de nuit.* La navigation du canal et le passage aux écluses auront lieu librement le jour et la nuit.

Les ingénieurs peuvent néanmoins interdire la navigation de nuit à l'époque des gelées et des débâcles, et dans le cas où des avaries survenues soit aux digues, soit aux ouvrages d'art, feraient craindre quelque danger.

Les ingénieurs peuvent aussi rendre la navigation de nuit obligatoire pour tous les bateaux sans distinction, lorsque ces bateaux encombrant les biefs, notamment aux approches et à la suite des chômages.

2. *Interruption de la navigation.* Hors les cas de force majeure, la navigation ne

pourra être suspendue que par un acte administratif, qui fixera l'époque et la durée des chômages.

Pendant les chômages, les bateaux pourront circuler à leurs risques et périls dans les parties du canal qui seront restées en eau.

3. *Rencontre des bateaux, trains ou radeaux.* Tout bateau, train ou radeau allant dans un sens doit la moitié de la voie d'eau à tout bateau, train ou radeau allant dans un sens contraire.

Quand les bateaux qui se rencontrent sont l'un chargé, l'autre vide, le bateau vide se range du côté opposé au halage.

Si les bateaux qui se rencontrent sont tous deux chargés ou vides, le bateau montant se tient du côté du halage.

4. Dans le trémagage, le bateau qui cède le passage doit se ranger du côté opposé au halage et lâcher son trait.

5. Lorsqu'un bateau, train ou radeau se présentera dans une partie du canal qui n'a pas une largeur suffisante pour le croisement de deux bateaux, et dans laquelle un autre équipage se trouvera déjà engagé, il sera tenu de s'arrêter et de se ranger pour laisser passer ce dernier.

Des poteaux indicateurs feront connaître les limites entre lesquelles le croisement des bateaux ne peut avoir lieu.

6. Tout bateau qui s'arrête doit laisser passer ceux qui le rejoignent jusqu'à ce qu'il se remette lui-même en marche.

7. *Passage aux écluses et ponts mobiles.* Les éclusiers et pontonniers n'accorderont, sous aucun prétexte, le passage des écluses et ponts mobiles aux bateaux, trains et radeaux pour lesquels il ne leur serait pas représenté de laissez-passer délivré ou visé par le receveur du bureau de navigation le plus voisin. Ils pourront, d'ailleurs, s'assurer d'une manière sommaire que ces laissez-passer sont en rapport avec les chargements. En cas de désaccord, ils le constateront par écrit sur le laissez-passer, afin que la fraude puisse être réprimée ou l'erreur corrigée au premier bureau de perception.

8. Avant d'accorder le passage de nuit aux écluses et ponts mobiles, les éclusiers et pontonniers devront s'assurer que les bateaux remplissent les conditions prescrites par l'article 6 du titre I^{er}, et qu'ils doivent continuer leur route.

9. Sauf les exceptions détaillées à l'article 9 du titre II, les bateaux, trains ou radeaux marchant dans le même sens passeront les écluses et les ponts mobiles dans l'ordre de leur arrivée.

10. Tout bateau, train ou radeau qui, arrivé près d'une écluse, ne pourrait passer immédiatement, devra s'arrêter pour attendre son tour avant le poteau indicateur indiquant la limite du stationnement.

11. Tout bateau, train ou radeau qui, arrivé près d'une écluse, aurait refusé de se faire écuser, ne pourra s'opposer à ce qu'un autre bateau, train ou radeau passe avant lui.

12. On profitera, autant que possible, de la même écluse pour faire passer deux bateaux marchant en sens contraire. Les mariniers seront tenus d'exécuter les manœuvres prescrites dans ce but par les éclusiers.

2° De ranger les marchandises à terre, de manière qu'elles occupent le moins d'espace possible ;

3° De réserver, sur le bord du canal, un chemin de quatre mètres au moins du côté du halage, et un chemin de deux mètres au moins du côté opposé ;

4° De laisser libres les chemins de service réservés sur chaque port, suivant les indications données par les ingénieurs ou par les inspecteurs et gardes-port.

7. Les bateaux en chargement ou en déchargement seront placés à quai, dans les ports publics, de préférence à tous autres.

8. Il ne peut être déposé dans les ports publics que des marchandises arrivées par eau ou destinées à être embarquées.

9. *Bateaux en réparation.* Les bateaux à réparer devront être placés sur des cales de radoub.

Les propriétaires des bateaux pourront néanmoins, quand les circonstances l'exigeront, obtenir des ingénieurs la faculté de réparer leurs bateaux sur d'autres points qui leur seront désignés.

10. *Garage.* Les bateaux sans emploi ou qui attendront leur chargement seront garés dans les lieux désignés par les ingénieurs.

Les propriétaires de ces bateaux seront tenus de faire connaître à l'éclusier ou au garde le nom et la demeure des personnes à qui la garde en sera confiée.

TITRE VI. INTERDICTIONS ET PRESCRIPTIONS. — AUTORISATIONS. — DISPOSITIONS DIVERSES. — ART. 1^{er}. *Interdictions.* Il est défendu :

1° De jeter ou déposer dans le canal ou sur les dépendances des immondices, pierres, graviers, bois, paille ou fumiers, ni rien qui puisse en embarrasser et atterrer le lit ; d'y planter aucuns pieux, d'y mettre rouir du chanvre ou du lin ; comme aussi d'extraire des pierres, terres, sables et autres matériaux plus près des bords que 12 mètres (article 4 de l'arrêt du 24 juin 1777) ;

2° De détériorer soit les digues ou ouvrages d'art, soit les plantations ou récoltes (article 11 de l'arrêt du 24 juin 1777) ;

3° De suivre avec des bestiaux ou des chevaux, autres que ceux employés au halage, les levées du canal ou des rigoles, et autres parties des francs-bords qui ne sont pas grevées de servitudes de passage ;

4° D'y laisser pâturer les chevaux ou toute autre espèce de bétail ;

5° D'y chasser ;

6° D'y pêcher autrement qu'à la ligne volante.

2. Il est défendu aux marinières et autres :

1° D'embarrasser les ports et gares qui leur sont affectés, de laisser vaguer les soupentes de leurs traits de bateaux, de garer leurs bateaux ou radeaux du côté du halage (article 8 de l'arrêt du 24 juin 1777) ;

2° D'amarrer les bateaux, trains ou radeaux sur les banquettes plus près de l'arête du canal que trois mètres ;

3° D'attacher aucun cordage aux arbres plantés sur les banquettes ou les francs-bords, et de tenir les cordages élevés au-dessus des banquettes de manière à gêner ou intercepter le passage ;

4° De se servir de harpons, gaffes, bâtons ferrés et autres engins en usage sur les rivières, qui pourraient endommager les maçonneries, portes d'écluses et autres ouvrages d'art.

3. *Prescriptions.* Les riverains, mariniers ou autres devront faire enlever, dans le plus bref délai possible, les pierres, terres, bois, pieux, débris de bateaux et autres empêchements étant de leur fait ou à leur charge dans le lit du canal ou sur les bords. Faute de quoi, il y sera pourvu à leurs frais, sans préjudice de l'amende encourue pour la contravention (article 3 de l'arrêt du 24 juin 1777).

4. *Autorisations.* Dans les traversées des villes, bourgs et villages, et dans les ports publics, nul ne pourra réparer les constructions sises le long et joignant le canal, ou en élever de nouvelles, qu'après y avoir été autorisé, et en se conformant aux alignements qui lui seront donnés par l'administration.

5. Tout propriétaire qui, en dehors des villes, bourgs et villages et des ports publics, voudra élever des constructions ou faire des plantations sur ses terrains le long du canal, ne pourra commencer lesdites constructions ou plantations avant que, sur sa demande, le préfet ait fait reconnaître et tracer contradictoirement la limite du domaine public.

Aucune plantation ne pourra, d'ailleurs, conformément à l'article 671 du Code Napoléon, être faite qu'à une distance de deux mètres de la ligne séparative du domaine public et des propriétés particulières pour les arbres à haute tige, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres arbres et les haies vives.

6. Nul ne peut circuler, soit à cheval, soit en voiture, sur les digues du canal, qu'en vertu d'une autorisation de l'ingénieur en chef, qui ne pourra être accordée que dans l'intérêt d'un service public.

Les employés à cheval des contributions indirectes et des douanes, dans l'exercice de leurs fonctions, sont seuls dispensés de cette autorisation.

7. Ne pourront être établis qu'en vertu d'une autorisation, toujours révocable, de l'administration, et sous les conditions qu'elle aura déterminées :

Les ouvertures ou sorties sur les digues et francs-bords du canal ou des rigoles ;

2° Les lavoirs ou abreuvoirs ;

3° Les prises d'eau sur le canal ;

4° Les égouts dirigés vers le canal ;

5° Les ports privés ;

6° Les grues, chèbres et autres appareils pour l'embarquement et le débarquement des marchandises ;

7° Et tous autres ouvrages qui s'étendraient sur le domaine du canal.

8. Les particuliers peuvent, sur le rapport des ingénieurs, et l'administration des contributions indirectes entendue, obtenir l'autorisation, sous des conditions déterminées, d'avoir des barques pour leur usage et pour l'exploitation de leurs propriétés ; mais il leur est interdit, sous les peines de droit, d'appliquer ces barques au transport des passagers d'une rive à l'autre, avec ou sans rétribution.

Ces barques devront, d'ailleurs, être toujours garées de manière à ne gêner ni la navigation ni le halage,

9. Toutes avaries faites aux ouvrages d'art, toutes dégradations des digues et talus seront réparées aux frais de l'auteur desdites avaries ou dégradations, sans préjudice des peines encourues.

10. Lorsqu'un bateau, train ou radeau vient à couler à fond, le propriétaire ou patron est tenu de faire, dans le délai qui lui est prescrit par l'agent du canal le plus voisin, les dispositions nécessaires pour le retirer ou remettre à flot.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation dans le délai fixé, il y sera pourvu à ses frais par l'agent du canal. Ce dernier fera, d'ailleurs, prévenir sur-le-champ l'ingénieur, et constatera dans un procès-verbal la cause du naufrage, le retard qui en sera résulté pour la navigation, et les dépenses qui auraient pu être faites d'office.

11. Tout bateau, train ou radeau abandonné, ou amarré du côté du halage, sans patron ni gardien, sera conduit, par les soins du premier agent de la navigation qui en constatera l'abandon, dans un lieu où il ne gêne pas la navigation.

Cet agent dressera procès-verbal et préposera un homme à la garde dudit bateau, train ou radeau.

Les dépenses faites par application du présent article seront à la charge du propriétaire.

TITRE VII. — PROCÈS-VERBAUX DE CONTRAVENTIONS ET DÉLITS. — JURIDICTIONS. — EXÉCUTIONS D'OFFICE ET CAUTIONS. — ART. 1^{er}. *Procès-verbaux de contraventions et délits.* Toutes les infractions au présent règlement et tous autres délits ou contraventions prévus par les anciennes lois et ordonnances seront constatés par procès-verbaux des agents du canal et autres ayant qualité pour verbaliser.

2. *Juridictions.* Les procès-verbaux constatant des contraventions de grande voirie seront déferés au conseil de préfecture.

Les procès-verbaux constatant des contraventions aux dispositions du présent règlement qui ne rentrent dans aucun des cas prévus par les anciennes lois et ordonnances seront déferés aux tribunaux de simple police.

Les procès-verbaux constatant des insultes et mauvais traitements envers les agents de l'administration dans l'exercice de leurs fonctions, et, en général, des délits qui peuvent entraîner une peine corporelle, seront déferés aux tribunaux de police correctionnelle.

Les procès-verbaux constatant, à la fois, et des contraventions prévues aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article, et des délits spécifiés au paragraphe 3, seront déferés en même temps à chacun des tribunaux compétents, et, à cet effet, dressés en autant d'expéditions qu'il y aura de juridictions appelées à en connaître.

3. *Exécutions d'office et caution.* Lorsqu'une exécution d'office aura eu lieu, l'état des frais, vérifié et arrêté par les ingénieurs, sera transmis au préfet, qui délivrera exécutoire du remboursement contre les contrevenants.

Les marchandises et les bateaux seront, d'ailleurs, retenus jusqu'à présentation d'une caution solvable, qui sera chargée d'effectuer ledit remboursement.

277.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

27 septembre 1855.

Chemins de fer. — Grande voirie. — Interprétation de l'article 3 de la loi du 15 juillet 1845, et application aux chemins de fer de l'arrêt du conseil du 27 février 1765, concernant les alignements.

Monsieur le Préfet, l'application de la loi du 15 juillet 1845 (1) sur la police des chemins de fer a soulevé la question de savoir si le propriétaire d'un terrain bordant un chemin de fer a besoin d'une autorisation pour élever des constructions sur ce terrain.

Le conseil général des ponts et chaussées (*section des chemins de fer*), saisi de l'examen de cette question, a fait observer que la loi du 15 juillet 1845 (*article 3*) rend applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie, et notamment par l'arrêt du Conseil du 27 février 1765, qui oblige à demander alignement pour les constructions *étant le long et joignant les routes construites*.

Mais, d'après la jurisprudence du Conseil d'État, cette disposition de l'arrêt de 1765 ne doit s'étendre qu'aux seules constructions touchant immédiatement la voie publique, et non à celles qui en sont séparées par une zone quelconque; seulement, l'administration peut forcer les riverains à se clore sur l'alignement, afin de faire disparaître les angles et renforcements contraires à la salubrité et dangereux pour la sûreté publique.

Il est évident que ces motifs de salubrité et de sécurité publique n'existent pas pour les chemins de fer, et que, sous ce rapport, il y a une distinction à établir entre les chemins de fer et les routes dans les dispositions relatives aux alignements.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845, un propriétaire riverain peut établir sur son terrain un mur de clôture à moins de 2 mètres de distance d'un chemin de fer; mais s'il élève toute autre construction qu'un mur de clôture, il ne peut le faire qu'à une distance de plus de 2 mètres, distance mesurée, soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du remblai, soit des bords extérieurs des fossés du chemin, et, à défaut, d'une ligne tracée à 1/50 à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

En pareille circonstance, un propriétaire doit demander alignement, afin de n'être pas exposé à commettre, sur la zone de terrain qui doit être réservée entre la voie de fer et les constructions particulières, un empiètement pouvant attirer sur lui des condamnations et entraîner la démolition de ses constructions.

Mais lorsque les constructions riveraines se trouvent en dehors de la zone de servitude, c'est-à-dire à plus de 2 mètres du chemin de fer, il n'y a pour le propriétaire aucune obligation de demander alignement, attendu qu'il ne s'agit plus, comme au bord des routes ordinaires, de faire disparaître les angles et renforcements contraires à la salubrité et à la sûreté publique.

(1) Voir *supra*, n° 145.

En résumé, Monsieur le Préfet, je pense, avec le conseil général des ponts et chaussées (*section des chemins de fer*), que les propriétaires riverains des chemins de fer qui veulent établir une construction touchant immédiatement le chemin de fer ou la zone de 2 mètres, mesurée comme le prescrit l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845, doivent demander alignement, mais qu'il n'y a pas lieu de verbaliser contre les propriétaires qui, sans en avoir demandé l'autorisation, bâtissent en dehors de ces limites.

278.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

12 janvier 1856.

Navigation. — Canaux et rivières canalisées. — Amodiation des produits de la pêche. — Cahier des charges.

Monsieur le Préfet, le département des travaux publics a fait dresser, en 1841, un modèle de cahier de charges pour l'amodiation de la pêche sur les canaux et sur les rivières canalisées exploitées par l'État.

Sous l'empire de ce cahier des charges, des baux nombreux ont été passés sans difficultés; mais, depuis quelques années, l'insuccès de plusieurs tentatives d'adjudication a donné lieu de penser que certaines clauses trop rigoureuses éloignaient les concurrents.

Dans cette situation, j'ai chargé une commission de préparer un travail de révision de ce cahier des charges, afin d'y introduire les modifications dont l'expérience avait pu faire reconnaître l'utilité.

Cette révision devait avoir pour but de faire disparaître toutes les prohibitions qui, sans utilité réelle pour la navigation, pouvaient empêcher l'adjudicataire d'exploiter fructueusement son bail, et préjudicier ainsi aux intérêts du Trésor; de se rapprocher autant que possible du modèle adopté par la direction générale des eaux et forêts; de classer les divers articles dans un ordre méthodique qui permet d'en saisir facilement l'ensemble et les détails; enfin, de donner au nouveau modèle une forme telle, qu'en le faisant imprimer et en remplissant à la main les blancs réservés pour les clauses particulières et locales, chaque exemplaire pût devenir une des pièces de l'adjudication.

J'ai examiné en conseil général des ponts et chaussées le nouveau cahier des charges proposé par la commission, et, conformément à l'avis du Conseil, j'y ai donné mon approbation. Vous en trouverez ci-joint, Monsieur le Préfet, un exemplaire imprimé.

Quelques explications me paraissent nécessaires pour faire comprendre les motifs qui ont dicté les dispositions essentielles du nouveau modèle, ainsi que les principales modifications qui sont apportées au cahier des charges de 1841.

Mode d'adjudication. — Dans l'administration des forêts, les baux sont consentis, soit par adjudication au rabais, soit par adjudication aux enchères et à l'extinction des feux. Au lieu de recourir à ces deux systèmes, dont l'emploi successif peut entraîner des formalités compliquées, la commission a proposé de s'en tenir au dernier seule-

(1) Voir *infra*, n° 329 et 393.

ment, parce qu'en général, sur les canaux et les rivières canalisées, les lots amodiés n'ont pas assez d'importance pour qu'on ait à craindre une coalition entre les divers concurrents qui peuvent se présenter.

Morcellement des lots; permissions de pêche. — Les articles 6 et 7 du cahier des charges actuellement en vigueur interdisent d'une manière absolue le morcellement des lots et les permissions de pêche. L'expérience a fait reconnaître que ces prohibitions peuvent éloigner les concurrents et sont d'ailleurs facilement éludés par l'adjudicataire. Il n'y avait donc aucun motif sérieux de les maintenir, et il a paru que l'on concilierait, dans une juste mesure, l'intérêt du Trésor et celui qui s'attache à la conservation des canaux, en laissant une entière latitude à l'adjudicataire pour céder à des tiers une partie des droits qui lui sont conférés par son bail, mais sous la condition qu'il restera toujours seul obligé envers le Trésor et solidairement responsable des infractions au cahier des charges qui pourraient provenir du fait de ses cessionnaires.

Exploitation de la pêche dans les ouvrages d'art du canal et à leurs abords. — L'article 8 du cahier des charges de 1844 énonce d'une manière absolue, que les adjudicataires « ne pourront user pour la pêche, ni des écluses, ni des pertuis, ni d'aucun des ouvrages d'art. » Cette disposition, surtout à l'époque des chômages, tend à priver l'adjudicataire d'une partie assez notable des produits de sa pêche. Quelques éclusiers en ont même conclu, bien à tort, qu'ils pouvaient considérer comme leur propriété le poisson qui reste dans ces ouvrages. L'article correspondant du nouveau modèle fait disparaître à cet égard toute incertitude et n'impose à l'adjudicataire, pour l'exploitation de son bail, que les restrictions qui sont indispensables dans l'intérêt de la conservation du canal et de la circulation des bateaux.

Droit de chasse. — L'article 14 du cahier des charges de 1844 s'applique exclusivement à la chasse des oiseaux aquatiques, et défend l'exercice de ce droit sur les chemins de halage et les francs-bords. Là où ces chemins et ces francs-bords appartiennent à l'État, il a paru avantageux pour le Trésor et sans inconvénient pour le service de la navigation de concéder le droit de chasse aux adjudicataires, qui devront d'ailleurs se conformer aux lois et règlements sur la matière.

Plombage des filets. — Le plombage des filets et engins sur les canaux et rivières canalisées n'a fait jusqu'ici l'objet d'aucune mesure générale. MM. les ingénieurs ont souvent demandé, soit qu'on les mit en mesure de procéder eux-mêmes à cette opération, soit qu'on chargât de ce soin MM. les agents de l'administration des forêts. L'article 16 du nouveau cahier des charges a pour objet de combler cette lacune.

Ceux de MM. les ingénieurs en chef qui n'auraient pas à leur disposition les instruments nécessaires pour le plombage devront en faire la demande à l'administration supérieure; ces instruments leur seront adressés par elle, afin qu'ils les remettent eux-mêmes aux agents qu'ils chargeront du soin de procéder à cette opération.

Terme uniforme des baux. — Au moment où les expériences d'empoissonnement artificiel qui se poursuivent sur plusieurs points du territoire peuvent amener d'importantes modifications dans les produits et dans l'exploitation de la pêche, il a paru convenable de ne pas engager pour trop longtemps les intérêts du Trésor, et de réserver à l'administration la faculté d'introduire, d'ici à quelques années, dans un nouveau cahier des charges, les clauses dont l'expérience aura pu faire reconnaître l'utilité

pour développer l'industrie de la pisciculture. Le terme uniforme des baux à passer a été fixé, en conséquence, au 31 décembre 1859.

J'adresse directement à MM. les ingénieurs des exemplaires du nouveau cahier des charges et de la présente circulaire.

Ce cahier des charges devra être substitué à celui de 1841, et MM. les ingénieurs auront soin dorénavant de rédiger sur des exemplaires imprimés exactement conformes au nouveau modèle les cahiers des charges de chaque adjudication particulière.

J'ajouterai que quelques ingénieurs ont signalé, soit dans la loi de 1829, soit dans les règlements d'administration locale, rendus par MM. les préfets, conformément à l'ordonnance royale du 15 novembre 1830, des dispositions ou des omissions regrettables; notamment en ce qui concerne la pêche à la ligne ou l'interdiction de pêcher pendant la nuit.

Les inconvénients signalés, Monsieur le Préfet, ne paraissent pas assez graves pour qu'il y ait lieu de modifier la loi de 1829.

Quant aux règlements d'administration locale, ils peuvent toujours être revus. Seulement, l'article 5 de l'ordonnance de 1830 porte que ces règlements doivent être rendus par le préfet, sur l'avis du conseil général, et après avoir consulté les agents forestiers, sans qu'il soit fait aucune mention des ingénieurs des ponts et chaussées. C'est là une omission évidente, qu'il est facile de réparer.

Vous voudrez donc bien à l'avenir, Monsieur le Préfet, avant de formuler ou de reviser des règlements de cette nature, consulter MM. les ingénieurs des ponts et chaussées, s'il existe dans votre département des canaux ou des rivières canalisées où la pêche soit amodée par les soins de l'administration des travaux publics.

279.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

21 janvier 1856.

Routes impériales.—Recommandations relatives à l'entretien.

Monsieur le Préfet, l'entretien des routes a de tout temps fixé d'une manière particulière l'attention de l'administration supérieure. La circulaire du 25 avril 1839 (1) a formulé, dans ses procédés principaux, le système d'entretien qui est généralement suivi en France depuis cette époque. Ce système, je me plais à le reconnaître, appliqué par MM. les ingénieurs avec zèle et activité, a notablement amélioré la viabilité. Ce qui le caractérise particulièrement, vous le savez, Monsieur le Préfet, c'est qu'il a fait une part plus large à la main-d'œuvre dans la répartition du fonds d'entretien, et introduit ainsi, avec un emploi plus judicieux des matériaux, des soins de chaque moment plus intelligents et plus efficaces.

Mais si cette extension de la main-d'œuvre a été un bien, si, lorsqu'elle est réellement en rapport avec les besoins de la viabilité, elle fait la force des méthodes actuelles d'entretien, elle en peut devenir aisément aussi le côté faible lorsqu'elle est

(1) Voir *suprà*, n° 139.

appliquée avec exagération, et rien ne motiverait mieux les observations critiques dont cette partie du service a été l'objet que l'emploi permanent d'un nombre considérable d'ouvriers isolés qui seraient trop peu occupés et surveillés d'une manière insuffisante.

L'administration a déjà cherché à prémunir MM. les Ingénieurs contre cet écueil (1); mais peut-être ses avertissements n'ont-ils pas partout suffisamment prévalu. On se plaint, en effet, de ce que les chaussées, qui en général, et grâce à des soins de tous les instants, présentent un aspect satisfaisant, n'ont pas conservé leur épaisseur normale. Ne doit-on pas attribuer en partie, Monsieur le Préfet, cet amaigrissement des chaussées à un défaut d'équilibre entre les dépenses de la main-d'œuvre et celles afférentes aux fournitures de matériaux? une part trop grande étant faite au personnel des cantonniers, les sommes employées en matériaux sont devenues insuffisantes.

Le nombre des cantonniers des routes impériales en France est de près de 15,000, et on leur adjoint encore des ouvriers auxiliaires en nombre équivalent à un accroissement d'environ 30 p. 0/0 du personnel des cantonniers. L'étendue moyenne des stations, généralement très-réduite, varie d'un département à l'autre, entre des limites fort éloignées, sans qu'on aperçoive toujours bien la cause de ces différences; et l'on a observé que les routes les mieux entretenues ne sont pas toujours celles où il y a le plus de cantonniers.

Il est essentiel, Monsieur le Préfet, que MM. les Ingénieurs s'appliquent à restreindre la main-d'œuvre aux justes proportions qu'elle doit avoir, et qu'ils ne lui fassent pas une part exagérée au détriment des approvisionnements. Cette exagération, presque inévitable au début d'un système nouveau qui réagissait contre l'excès des fournitures, doit être aujourd'hui soigneusement évitée.

Des circonstances nouvelles, telles que l'extension du réseau des chemins de fer et l'application qui a été faite avec succès à l'entretien des chaussées d'empierrement, dans un certain nombre de départements, du système d'aménagement avec l'emploi du rouleau compresseur, sont des motifs de plus de réduire la main-d'œuvre. Il convient, notamment, de réduire le nombre des cantonniers sur les routes ou portions de routes qui sont parallèles aux chemins de fer et dont la circulation a sensiblement diminué depuis l'établissement de ces chemins.

Veuillez donc, Monsieur le Préfet, de concert avec M. l'Ingénieur en chef, examiner si les observations qui précèdent s'appliquent à votre département, et si'il n'y a pas d'utiles réformes à opérer pour y établir un juste équilibre entre les fournitures et la main-d'œuvre.

Cette condition remplie, le personnel des cantonniers sera encore très-nombreux, et il devra demeurer l'objet d'un contrôle actif, d'une surveillance assidue.

L'organisation actuelle du service me paraît renfermer tous les éléments essentiels d'une bonne surveillance; seulement, j'ai observé qu'ils n'étaient pas tous mis en valeur d'une manière suffisante. Une application plus étendue du système des tâches et la constatation régulière du travail des cantonniers, recommandée par la circulaire du 31 août 1852, sont des moyens très-efficaces de rendre ce travail plus productif.

(1) Circulaire du sous-secrétaire d'Etat des travaux publics aux inspecteurs divisionnaires, — avril et août 1865; — voir tome I^{er}, page 195.

J'insiste donc pour que les prescriptions du règlement à l'égard des tâches à remplir, ainsi que les instructions de la circulaire que je viens de rappeler, soient exactement suivies.

Le classement annuel des cantonniers prescrit par l'article 22 du règlement est encore une mesure très-propre à exciter l'émulation de ces ouvriers, d'un côté par l'espoir d'obtenir un avancement qui appartient chaque année aux plus dignes, de l'autre par la crainte de perdre une position que les ouvriers assidus et laborieux peuvent seuls conserver. Cette mesure pourtant est tombée en désuétude dans un assez grand nombre de départements. Je désire qu'elle reçoive désormais une application régulière, et vous veillerez, Monsieur le Préfet, à ce qu'elle soit observée.

Il est encore un point, Monsieur le Préfet, sur lequel je dois appeler votre attention et celle de M. l'ingénieur en chef.

Le règlement du 10 février 1835 a institué des cantonniers-chefs qui, ayant une station plus courte que celles des cantonniers ordinaires, peuvent employer une partie de leur temps à faire des tournées dans une circonscription déterminée pour s'assurer de la présence des cantonniers et les guider dans leur travail. Dans quelques départements, les cantonniers-chefs sont remplacés par des ambulants qui, n'ayant pas de canton, consacrent tout leur temps à la surveillance. Ailleurs encore, les ambulants sont employés concurremment avec les cantonniers-chefs.

J'ai pensé qu'il y aurait plus d'inconvénients que d'avantages à généraliser l'emploi d'ambulants en place de chefs-cantonniers. Ceux-ci forment une classe supérieure accessible aux simples cantonniers qui se distinguent par leur activité, leur intelligence et leur bonne conduite. Tout en devenant surveillants, ils restent ouvriers; ils mettent la main à l'œuvre, et ils sont ainsi plus en état de diriger les cantonniers dans l'exécution matérielle de leur travail. La création d'ambulants n'aurait plus les mêmes caractères: ce sont des agents plus rapprochés du piqueur que de l'ouvrier, et l'intérêt du service a fait justement rechercher dans les cantonniers-chefs une situation contraire. J'ai donc décidé, Monsieur le Préfet, que les ambulants devrout être supprimés graduellement là où ils existent, et que les cantonniers-chefs seront rétablis là où ils n'existent plus.

J'ajouterai à ces diverses recommandations une dernière observation. Malgré la division que l'ordonnance du 10 mai 1829 a établie dans les dépenses et malgré les instructions de l'administration supérieure, il est encore quelques départements où l'on exécute avec les fonds d'entretien des travaux qui appartiennent essentiellement à la catégorie des ouvrages neufs ou de grosse réparation, tels que des réfections complètes ou des transformations de chaussées, des modifications du profil transversal des routes, etc. Il est plus que jamais nécessaire, en présence des réductions qu'a subies le crédit d'entretien des routes impériales, que ce crédit reste exclusivement affecté aux travaux d'entretien proprement dit.

Veillez, Monsieur le Préfet, m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef et à MM. les ingénieurs d'arrondissement.

280.

Décret portant modification des dispositions des décrets des 13 octobre 1851 et 28 mars 1852, relatives au cadre des conducteurs des ponts et chaussées.

17 mars 1856.

Napoléon, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les articles 31, 32 et 33 du décret du 13 octobre 1851 portant organisation du corps des ponts et chaussées, seront remplacés par les trois articles suivants :

« **Art. 31.** Les conducteurs des ponts et chaussées forment six classes, dont le traitement est fixé comme il suit (1) :

» Conducteurs embrigadés principaux.....	2,500 francs
» <i>Idem</i> — de 1 ^{re} classe.....	2,000
» <i>Idem</i> — de 2 ^e classe.....	1,800
» <i>Idem</i> — de 3 ^e classe.....	1,600
» <i>Idem</i> — de 4 ^e classe.....	1,400
» Conducteurs auxiliaires.....	1,200

« **Art. 32.** Le cadre des conducteurs embrigadés et auxiliaires est fixé par le ministre d'après les besoins du service et en raison des crédits ouverts au budget.

« Les conducteurs sont répartis dans chaque classe d'après les proportions ci-après :

» Conducteurs embrigadés principaux, $\frac{4}{15}$ de l'effectif total (embrigadés et auxil.^{res}).

» *Idem* — de 1^{re} classe, $\frac{2}{15}$

» *Idem* — de 2^e classe, $\frac{3}{15}$

» *Idem* — de 3^e classe, $\frac{3}{15}$

» *Idem* — de 4^e classe, $\frac{3}{15}$

» *Idem* auxiliaires..... $\frac{3}{15}$

« **Art. 33.**..... (comme à l'article 3 du décret). »

2. L'article 2 du décret du 28 mars 1852 est abrogé.

281.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

25 mars 1856.

Grande voirie et police du roulage. — Contraventions. — Mesures à prendre pour régulariser l'instruction des recours en grâces.

Monsieur le Préfet, les condamnations prononcées pour contraventions aux lois et règlements sur la grande voirie et la police du roulage sont suivies de nombreuses demandes en remise d'amende.

(1) Modifié par le décret du 21 décembre 1859.

Ces demandes, vous le savez, ne peuvent plus être accueillies lorsque les amendes dont la remise est sollicitée ont été acquittées en vertu de décisions ayant acquis l'autorité de la chose jugée.

Cependant, il est arrivé que des amendes ainsi acquittées pendant que le recours en grâce s'instruisait, et sans que l'administration supérieure en fût avertie, ont fait l'objet de remises ou de modérations accordées par décret, et l'on s'est alors trouvé dans la nécessité d'opérer un remboursement contraire aux principes de la comptabilité.

Afin de prévenir ces inconvénients, j'ai reconnu, de concert avec M. le ministre des finances, qu'il y a lieu d'adopter les dispositions suivantes :

1° A la réception d'une pétition tendant à obtenir la remise d'amendes prononcées pour contraventions en matière de grande voirie ou de police de roulage, le Préfet informera le directeur des domaines de l'existence de cette pétition et lui demandera si le condamné s'est libéré ou non ;

2° Le directeur donnera immédiatement avis du recours en grâce au receveur chargé du recouvrement de l'amende, avec ordre, pour le cas où elle n'aurait pas été payée, de surseoir au recouvrement jusqu'à la décision à intervenir, sauf les actes conservatoires s'il y a lieu, et de faire les mentions convenables au sommier des droits et produits constatés. Le receveur répondra sur-le-champ à cet avis, en indiquant si l'amende a été ou n'a pas été payée, et, dans le cas de l'affirmative, la date du paiement ;

3° Le directeur transmettra sans retard au préfet les renseignements qui lui auront été donnés par le receveur ;

4° Le receveur assurera le prompt recouvrement des frais de justice et des frais de réparation, les condamnations de cette espèce ne tombant pas sous l'application du droit de grâce ;

5° A la réception de la décision, le sursis cessera ;

6° La réponse du directeur au préfet devra, dans tous les cas, être transmise au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, avec la pétition du redevable ;

7° Si l'amende n'a pas été payée, le préfet produira, indépendamment des deux pièces ci-dessus mentionnées, une copie de la décision qui aura prononcé la condamnation, ainsi que son avis et celui des ingénieurs sur la pétition. Il fera connaître notamment si quelque considération résultant soit des circonstances de la contravention, soit de la position du pétitionnaire, peut motiver la remise de tout ou partie de l'amende.

Veillez, Monsieur le Préfet, vous conformer aux prescriptions qui précèdent, et surtout tenir la main à ce que l'instruction des demandes dont il s'agit n'éprouve aucun retard.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef.

282.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef (1).

3 mai 1856.

Personnel. — Compte du personnel. — Des feuilles signalétiques individuelles sont substituées aux tableaux collectifs.

Monsieur, les notes annuelles des ingénieurs en chef et des inspecteurs généraux sur le personnel du service des ponts et chaussées sont aujourd'hui réunies dans des états collectifs, dont le dépouillement exigerait un temps considérable. Les dossiers individuels, dont ces notes devraient former la partie essentielle, restent donc fort incomplets, et les recherches deviennent très-longues et très-difficiles, lorsqu'il est nécessaire de consulter les notes d'un ingénieur ou d'un agent, en remontant au delà d'un certain nombre d'années.

A ces états collectifs, qui ne me paraissent offrir aucun avantage réel, j'ai pensé qu'il conviendrait de substituer à l'avenir des feuilles signalétiques individuelles, résumant d'une manière plus complète que les anciens notes la situation des fonctionnaires ou agents, et dont la réunion, dans les dossiers, permettrait d'embrasser dans leur ensemble et à l'instant même, les différentes phases de l'existence administrative de chacun.

J'ai réuni sous une forme aussi abrégée que possible toutes les indications que m'ont paru devoir présenter les feuilles signalétiques. Un mot ou une courte phrase suffira presque toujours pour chacun des renseignements à fournir. Les ingénieurs en chef et les inspecteurs généraux devront d'ailleurs consigner, dans la seconde page de la feuille, tous les faits qui leur paraîtront de nature à compléter et à expliquer, s'il est besoin, les annotations quelquefois trop laconiques de la première page. Ils y joindront une appréciation générale sur le mérite et les titres de chacun, ainsi que leurs propositions de toute nature.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-jointes les formules imprimées destinées à recevoir, pour l'année 1856, les notes signalétiques des ingénieurs, des conducteurs et des employés secondaires placés sous vos ordres. Ces formules sont en nombre suffisant pour les minutes qui resteront entre vos mains, et pour trois expéditions dont l'une devra être envoyée à M. le préfet et les deux autres seront remises, comme l'étaient les comptes du personnel, à M. l'inspecteur général lors de sa tournée annuelle.

Les employés secondaires étant appelés maintenant à subir les retenues et à obtenir une pension de retraite, l'administration a besoin de connaître très-exactement leurs services antérieurs (civils ou militaires); il conviendra donc que les notes qui leur seront données cette année en fournissent l'état complet et régulier. Cet état servira ultérieurement de base au décompte du temps de service admissible pour la retraite. On procédera de même pour tout nouvel agent, lors de la rédaction de ses premières notes.

MM. les ingénieurs en chef ont été jusqu'ici dans l'usage de ne pas donner de notes

(1) Voir *suprà*, n° 266 et 267, et *infra*, n° 283 et 212.

Je crois devoir vous rappeler, Monsieur le Préfet, qu'à moins d'une délégation spéciale qui doit vous être notifiée par les soins de l'administration, tous les projets et propositions intéressant l'établissement, la conservation ou l'exploitation d'un chemin de fer doivent, d'après les dispositions mêmes des statuts des compagnies, être signés, par une personne ayant qualité pour engager la compagnie concessionnaire, c'est-à-dire, soit par le directeur du chemin, soit, lorsqu'il n'y a pas de directeur, par un ou plusieurs membres du comité de direction, chargé de la gestion ordinaire des affaires de la compagnie et de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de veiller, en ce qui vous concerne, à l'exécution des dispositions rappelées dans la présente circulaire, dont j'adresse d'ailleurs ampliation à MM. les ingénieurs en chef du service du contrôle, ainsi qu'aux compagnies, et dont je vous prie de m'accuser réception.

235.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

24 juin 1856.

Service hydraulique. — Règlement d'eau. — Redevances; nécessité de fixer les époques des recouvrements.

Monsieur le Préfet, dans la rédaction des projets de règlements d'eau, lorsqu'il y a lieu d'imposer une redevance au permissionnaire, il arrive souvent que MM. les ingénieurs, en fixant le chiffre de cette redevance, négligent de préciser les époques des recouvrements et croient devoir laisser aux agents de l'administration des domaines chargés de ces opérations toute latitude à cet égard.

Consulté par moi sur cette question, M. le ministre des finances m'a répondu que, dans l'intérêt de la régularité des recouvrements et afin d'éviter d'ailleurs toute difficulté de la part des concessionnaires, il serait utile que les règlements déterminassent d'une manière précise les époques auxquelles le paiement est exigible.

M. le ministre des finances ajoute qu'il est d'usage de fixer dans ce cas pour terme des échéances la période trimestrielle, et de stipuler que le paiement aura lieu d'avance.

Je vous prie en conséquence, Monsieur le Préfet, de vouloir bien inviter MM. les ingénieurs à tenir compte des observations qui précèdent dans la rédaction des projets de règlement d'eau, toutes les fois que lesdites observations leur paraîtront applicables.

(1) Voir *suprà*, nos 123 et 235

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

14 juillet 1856.

Travaux publics. — Opérations relatives au drainage. — Indemnités (1)

Monsieur le Préfet, l'administration, par une circulaire adressée à MM. les préfets, sous la date du 16 août 1854, a fait connaître qu'elle était disposée à autoriser les ingénieurs de l'État et les agents sous leurs ordres à fournir gratuitement leur concours aux particuliers et aux associations qui entreprendraient des travaux de drainage sur leurs propriétés; elle a ajouté que les ingénieurs, conducteurs et autres agents dont les services seraient ainsi réclamés recevraient sur les fonds du Trésor les mêmes indemnités que pour les travaux de l'État.

Les intentions de la circulaire du 16 août 1854 ont été appliquées dans un certain nombre de départements; mais jusqu'ici l'administration n'a pas statué sur les indemnités auxquelles pourraient avoir droit MM. les ingénieurs et les agents sous leurs ordres, pour ce travail supplémentaire.

Il convient de ne pas laisser plus longtemps cette question en suspens, et j'ai décidé, en conséquence, que les ingénieurs et agents secondaires qui, avec l'assentiment de l'administration, se sont occupés d'opérations de drainage pour les particuliers recevraient des frais de transport et de séjour réglés comme il suit, savoir :

	FRAIS DE TRANSPORT (par kilomètre)		FRAIS de séjour (par jour).
	sur chemin de fer.	sur en-les de terre.	
Ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des mines.....	fr c 0 45	fr c 0 50	fr c 15 00
Ingénieurs ordinaires.....	0 125	0 30	12 00
Élèves ingénieurs.....	0 125	0 30	8 00
Conducteurs et gardes-mines.....	0 10	0 20	5 00
Employés secondaires.....	0 08	0 15	3 50

Veuillez inviter M. l'ingénieur en chef de votre département, s'il a eu à s'occuper, lui, les ingénieurs et agents sous ses ordres, de travaux de drainage, pour le compte des particuliers, à dresser, d'après le tarif ci-dessus, des états des sommes revenant à chacun, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 30 juin dernier. Ces états vous seront remis, et vous voudrez bien me les adresser pour être approuvés, s'il y a lieu. Des états analogues seraient dressés, à l'avenir, à la fin de chaque trimestre, jusqu'à nouvelle décision de l'administration supérieure.

(1) Voir *suprà*, n° 262 et 372, et *infra*, n° 368, 401 et 402.

Les sommes à payer en vertu des dispositions ci-dessus seront d'ailleurs imputées sur les fonds du service hydraulique.

Je donne connaissance de la présente à MM. les ingénieurs en chef.

287.

Loi sur le drainage (1).

17 juillet 1856.

NAPOLÉON, etc.

TITRE I^{er}. ENCOURAGEMENTS DONNÉS PAR L'ÉTAT. — ART. 1^{er}. Une somme de cent millions de francs est affectée à des prêts destinés à faciliter les opérations de drainage.

Un article de la loi de finances fixe, chaque année, le crédit dont le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics peut disposer pour cet emploi.

2. Les prêts effectués en vertu de la présente loi sont remboursables en vingt-cinq ans, par annuités comprenant l'amortissement du capital et l'intérêt calculé à quatre pour cent.

L'emprunteur a toujours le droit de se libérer par anticipation, soit en totalité, soit en partie.

Le recouvrement des annuités a lieu de la même manière que celui des contributions directes.

TITRE II. DU PRIVILÈGE SUR LES TERRAINS DRAINÉS ET SUR LEURS PRODUITS OU REVENUS. — ART. 3. Il est accordé au Trésor public, pour le recouvrement de l'annuité échue et de l'annuité courante sur les récoltes ou revenus des terrains drainés, un privilège qui prend rang immédiatement après celui des contributions publiques. Néanmoins les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année sont payés sur le prix de la récolte avant la créance du Trésor public.

Le Trésor public a également, pour le recouvrement de ses prêts, un privilège qui prend rang avant tout autre sur les terrains drainés.

4. Le privilège sur les terrains drainés, tel qu'il est établi par l'article précédent, est accordé :

1^{er} Aux syndicats, pour le recouvrement de la taxe d'entretien et des prêts ou avances faits par eux ;

2^o Aux prêteurs, pour le remboursement des prêts faits à des syndicats ;

3^o Aux entrepreneurs, pour le paiement du montant des travaux de drainage par eux exécutés ;

4^o A ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les entrepreneurs, en se conformant aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 2103 du Code Napoléon.

Les syndicats ont, en outre, pour la taxe d'entretien de l'année échue et de l'année courante, le privilège sur les récoltes ou revenus, tel qu'il est établi par l'article 3.

Le privilège n'affecte chacun des immeubles compris dans le périmètre d'un syndicat que pour la part de cet immeuble dans la dette commune.

(1) Voir *infra*, nos 322 et 323.

5. Toute personne ayant une créance privilégiée ou hypothécaire antérieure au privilège acquis en vertu de la présente loi a le droit, à l'époque de l'aliénation de l'immeuble, de faire réduire ce privilège à la plus-value existant à cette époque et résultant des travaux de drainage.

TITRE III. DU MODE DE CONSERVATION DU PRIVILÈGE. — ART. 6. Le Trésor public, les syndicats, les prêteurs et les entrepreneurs n'acquiescent le privilège que sous la condition d'avoir préalablement fait dresser un procès-verbal, à l'effet de constater l'état de chacun des terrains à drainer relativement aux travaux de drainage projetés, d'en déterminer le périmètre et d'en estimer la valeur actuelle d'après les produits.

Lorsqu'il s'agit d'un prêt demandé au Trésor public, le procès-verbal est dressé par un ingénieur ou un homme de l'art commis par le préfet, assisté d'un expert désigné par le juge de paix; s'il y a désaccord entre l'ingénieur et l'expert, celui-ci fait consigner ses observations dans le procès-verbal.

Dans les autres cas, le procès-verbal est dressé par un expert désigné par le juge de paix du canton où sont situés les biens.

Les entrepreneurs qui ont exécuté des travaux pour des propriétaires non constitués en syndicat doivent, de plus, faire vérifier la valeur de leurs travaux, dans les deux mois de leur exécution, par un expert désigné par le juge de paix. Le montant du privilège ne peut pas excéder la valeur constatée par ce second procès-verbal.

7. Le privilège accordé par la présente loi sur les terrains drainés se conserve par une inscription prise : pour le Trésor public et pour les prêteurs, dans les deux mois de l'acte de prêt; pour les syndicats, dans les deux mois de l'arrêté qui les constitue; pour les entrepreneurs, dans les deux mois du procès-verbal prescrit par le premier paragraphe de l'article 6.

L'inscription contient, dans tous les cas, un extrait sommaire de ce procès-verbal.

Lorsqu'il y a lieu à vérification des travaux, en exécution du quatrième paragraphe de l'article 6, il est fait mention, en marge de l'inscription, du procès-verbal de cette vérification, dans les deux mois de sa date.

8. L'acte de prêt consenti au profit d'un syndicat répartit provisoirement la dette entre les immeubles compris dans le périmètre du syndicat, proportionnellement à la part que chacun de ces immeubles doit supporter dans la dépense, et l'inscription est prise d'après cette répartition provisoire.

Pour les avances d'un syndicat, l'inscription est également prise d'après une répartition provisoire faite, comme il est dit au paragraphe précédent, par les soins du syndicat.

Si la répartition provisoire est rectifiée ultérieurement par l'effet des recours ouverts aux propriétaires en vertu de l'article 4 de la loi du 14 floréal an xi, il est fait mention de cette rectification en marge des inscriptions, à la diligence du syndicat, dans les deux mois de la date où la répartition nouvelle est devenue définitive; le privilège s'exerce conformément à cette dernière répartition.

TITRE IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — ART. 9. Si une opération de drainage aggrave les dépenses d'un cours d'eau réglé par la loi du 14 floréal an xi, les terrains drainés sont compris dans les propriétés intéressées et imposés conformément à cette loi.

10. Un règlement d'administration publique détermine les conditions et les formes des prêts faits par le Trésor public, les mesures propres à assurer l'emploi des fonds provenant de ces prêts à l'exécution des travaux de drainage, les formes de la surveillance de l'administration sur l'exécution et l'entretien des travaux de drainage effectués avec les prêts faits par le Trésor public, et, en général, toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

238.

Loi qui dispense de l'affirmation les procès-verbaux dressés par les brigadiers de gendarmerie et les gendarmes.

17 juillet 1856.

Napoléon, etc.

ARTICLE UNIQUE. A l'avenir, les procès-verbaux dressés par les brigadiers de gendarmerie et les gendarmes ne seront, dans aucun cas, assujettis à la formalité de l'affirmation.

239.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

14 août 1856.

Comptabilité. — Retenues pour pensions. — Instructions concernant la manière dont elles doivent être relatées dans les mandats de paiement.

Monsieur le Préfet, d'après l'article 3 de la loi du 9 juin 1853, les retenues à exercer pour le compte des pensions civiles se composent, savoir :

- 1° D'une retenue de 5 p. 0/0 sur les sommes payées à titre de traitement ;
- 2° D'une retenue du 12° des mêmes sommes lors de la première nomination ou dans le cas de réintégration, et du 12° de toute augmentation ultérieure ;
- 3° Des retenues pour cause de congé et d'absence ou par mesure disciplinaire.

La circulaire du 11 janvier 1854 a réglé le mode suivant lequel ces retenues doivent figurer dans les mandats délivrés pour le paiement des appointements aux agents des ponts et chaussées soumis à la retenue pour la pension.

D'après ce mode, qui n'est au reste que la continuation de ce qui s'est toujours pratiqué dans le service, la retenue de 5 p. 0/0 n'est comptée que sur le traitement réellement payé. Elle est comprise, mais sans en être dégagée, dans les autres retenues qui représentent des portions de traitement non payées.

M. le ministre des finances a demandé qu'à l'avenir la retenue de 5 p. 0/0 fût comptée sur le traitement intégral payé ou non payé, et qu'elle fût relatée dans les mandats de paiement distinctement des autres retenues.

Il m'a paru qu'il n'y avait, pour l'administration de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, aucun motif grave de repousser le mode indiqué par M. le

(1) Voir supra, n° 234 et 236

ministre des finances et qui a été adopté d'ailleurs par tous les départements ministériels; je viens vous prier, en conséquence, Monsieur le Préfet, de prendre les mesures nécessaires pour que dorénavant la retenue de 5 p. 0/0 soit comptée comme il est indiqué ci-dessus, sur le traitement intégral payé ou non payé, et pour qu'elle soit relatée distinctement, ainsi que chacune des autres retenues, dans les mandats à délivrer par vous ou dans ceux à délivrer par MM. les ingénieurs en chef pour appointements aux agents du service.

Afin de prévenir tout malentendu, je joins à la présente circulaire un modèle rectifié (n° 26) du mandat de paiement pour appointements, dans lequel les retenues sont présentées comme le demande M. le ministre des finances. Ce modèle remplacera celui qui est annexé à la circulaire du 11 janvier 1854.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef.

290.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

17 septembre 1856.

Service général. — Expropriation pour cause d'utilité publique. — Exécution de l'article 13 de la loi du 3 mai 1841.

Monsieur le Préfet, aux termes d'une circulaire de l'un de mes prédécesseurs, portant la date du 22 juillet 1843, la simple requête mentionnée dans l'article 13 de la loi du 3 mai 1841 (1), sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, doit être présentée au tribunal par les parties directement et sans le ministère d'un avoué.

Cette interprétation de la loi sur l'expropriation a rencontré de l'opposition de la part d'un assez grand nombre de tribunaux. Lorsque ce cas s'est offert, mes prédécesseurs, afin de prévenir de trop longs retards dans la prise de possession des terrains, ont invité MM. les préfets à faire présenter de nouvelles requêtes par le ministère d'un avoué. Une circonstance récente ayant fourni à l'administration l'occasion d'examiner de nouveau la question controversée, il m'a paru, Monsieur le Préfet, qu'il n'y avait pas lieu d'insister pour le maintien de l'interprétation que la circulaire du 22 juillet 1843 a eu pour objet de faire prévaloir.

En principe général, vous le savez, toute requête présentée en justice doit être signée par un des avoués constitués près le tribunal auquel elle est adressée, et l'on ne peut se dispenser de ce mode de procéder que dans les cas formellement spécifiés par la loi; l'on doit reconnaître que les mots *simple requête*, écrits dans la loi de 1841 sur l'expropriation, n'impliquent en rien cette dispense, et c'est dès lors avec raison que les tribunaux exigent l'application de la règle commune.

Il ne paraît pas, d'ailleurs, que l'État soit véritablement intéressé dans la question. Les frais résultant du recours au ministère des avoués pour la présentation de la simple requête, sont en effet peu considérables; et, d'autre part, des renseignements qui me sont parvenus de quelques départements semblent établir que l'intervention

(1) Voir supra, n° 128.

des avoués a pour résultat d'accélérer, plutôt qu'elle ne la retarde, l'expédition des affaires.

Dans une telle situation, il m'a paru, ainsi que je l'ai dit plus haut, que l'administration ne devait pas persister dans les instructions de la circulaire du 22 juillet 1843, et je vous invite, en conséquence, à les considérer comme non avenues.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef.

291.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

27 octobre 1856.

Personnel. — Agents inférieurs à employer en 1857.

Monsieur le Préfet, d'après les dispositions du décret du 17 août 1853, portant organisation des agents inférieurs des ponts et chaussées, le nombre et la classe de ces agents doivent être fixés chaque année par l'administration supérieure. J'ai, en conséquence, l'honneur de vous adresser les indications nécessaires pour la préparation des tableaux où devront figurer les diverses catégories d'agents des ponts et chaussées à employer en 1857 dans votre département.

Les agents seront inscrits dans l'ordre suivant :

1° Conducteurs principaux, embrigadés et auxiliaires (bien que les conducteurs ne soient pas soumis aux dispositions du décret du 17 août 1853, il importe que l'administration ait dans un même cadre les différentes catégories d'agents employés dans chaque service : les conducteurs devront donc figurer en tête de cet état, mais seulement à titre de renseignements; aucune proposition ne devra être formulée à leur égard);

2° Employés secondaires (par classe);

3° Gardes, éclusiers, pontiers, barragistes et autres agents de la navigation intérieure et des ports maritimes de commerce (par catégorie, et par classe dans chaque catégorie);

4° Gardiens de phares et fanoux.

Les agents temporaires et les autres agents des ponts et chaussées qui ne subissent pas de retenues pour la retraite seront mentionnés à la suite, avec l'indication du salaire de chacun d'eux et la décision qui a autorisé leur emploi.

Les agents seront portés avec leur grade actuel; les propositions d'avancement seront indiquées dans une colonne particulière réservée à cet effet. Les chefs de service ne devront pas perdre de vue, dans leurs propositions d'avancement, les conditions établies par le décret d'organisation et auxquelles il ne doit pas être dérogé; si quelques-uns des agents que recommandent une aptitude spéciale et d'excellents services ne pouvaient, au 1^{er} janvier prochain, faute de satisfaire aux conditions d'ancienneté de grade, être promus à une classe supérieure, ils pourraient cependant être à l'avance l'objet d'une proposition qui n'aurait son effet qu'en temps utile.

(1) Voir G. J. R., n^{os} 293 et 302.

Aux termes de l'article 6 du décret, les candidats déclarés par l'administration supérieure admissibles au grade de conducteur peuvent être, s'ils s'en sont d'ailleurs rendus dignes, nommés immédiatement employés secondaires de première classe. Les ingénieurs devront, en conséquence, faire des propositions pour ceux de leurs agents qui, depuis le résultat de l'examen de 1856, paraîtraient devoir être compris sur le tableau d'admissibilité. Les candidats admissibles à la suite des concours précédents, et qui seraient proposés pour le grade de conducteur, peuvent, à plus forte raison, être appelés à jouir de la même faveur.

Les services spéciaux qui s'étendent sur plusieurs départements fourniront un état par département. Les ingénieurs chargés de deux services distincts produiront un état par service (1).

Pour que l'administration puisse se rendre compte des mutations survenues dans le cadre des agents depuis le règlement de 1855, il est indispensable que les ingénieurs indiquent dans la colonne d'observations, en regard du nom des agents nouveaux, la date de la nomination et le nom des agents remplacés. Une note finale indiquera les agents qui auront quitté le service depuis le dernier règlement et l'époque à laquelle ils ont cessé leurs fonctions. Les créations d'emploi reconnues nécessaires devront également être mentionnées dans cette note.

J'adresse ampliation de la présente à tous les chefs de service, et je leur transmets des tableaux en quantité suffisante pour la rédaction de leurs états.

Ces états devront parvenir à l'administration supérieure avant le 1^{er} décembre. Ils seront revêtus de votre visa.

292.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

9 novembre 1856.

Service hydraulique. — Drainage. — Écoulement des eaux dans les fossés des chemins publics.

Monsieur le Préfet, l'application de la loi du 10 juin 1854 (2), sur le drainage, a soulevé la question de savoir si les propriétaires qui veulent améliorer leurs héritages par ce procédé d'assèchement ont le droit de faire déboucher les conduits évacuateurs des eaux dont le drainage débarrasse leurs héritages dans les fossés des routes impériales ou départementales, des chemins de grande et petite communication et, en général, dans les fossés d'une voie publique quelconque avec ou sans indemnité.

Cette question d'interprétation pouvant se reproduire et donner lieu à des difficultés, j'en ai fait l'objet d'un examen spécial en conseil général des ponts et chaussées (section de la navigation). J'ai l'honneur de vous informer, Monsieur le Préfet, que, par décision du 30 octobre dernier, j'ai reconnu avec le conseil que la loi précitée de 1854 ne donne pas aux propriétaires le droit de faire déboucher les conduits de drainage dans les fossés des chemins publics, et que, dans chaque cas

(1) Cette disposition a été modifiée par la circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 19 décembre 1859.

(2) Voir supra, n° 264.

particulier, cette faculté doit être subordonnée à une autorisation spéciale, qui ne peut être accordée qu'avec l'assentiment des administrations préposées à l'entretien de ces voies de communication, et sous les conditions que ces administrations auront déterminées.

Je vous prie de donner connaissance de cette décision à M. l'ingénieur en chef, en l'invitant à la communiquer à MM. les ingénieurs ordinaires, ainsi qu'aux autres agents de son service.

293.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef (1).

20 novembre 1856.

Personnel. — Agents inférieurs à employer en 1857.

Monsieur, d'après la circulaire du 27 octobre dernier sur les agents inférieurs des ponts et chaussées, les ingénieurs en chef chargés de services spéciaux qui s'étendent sur plusieurs départements doivent fournir un état par département; les ingénieurs chargés de deux services distincts doivent produire un état par service.

Je vous invite à m'adresser en double expédition, pour chaque département et chaque service, l'état qui vous est demandé (2).

L'une de ces expéditions sera renvoyée avec les modifications qu'elle aura pu recevoir et revêtue de mon approbation. Elle aura force de décision pour le règlement des agents à employer en 1857.

Vous trouverez ci-jointe une nouvelle formule qui servira à cet effet.

294.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

22 décembre 1856.

Routes. — Plantations et communications électriques. — Instructions.

Monsieur le Préfet, des difficultés s'étant élevées dans plusieurs départements par suite de l'existence simultanée de plantations et de lignes télégraphiques sur les routes, j'ai dû, pour en prévenir le retour, et après m'être concerté avec Son Exc. le ministre de l'intérieur, arrêter les dispositions suivantes :

1° Lorsqu'il s'agira de planter une route sur laquelle une communication électrique aura déjà été établie, les ingénieurs des ponts et chaussées se concerteront au préalable avec l'inspecteur des lignes télégraphiques sur l'emplacement à donner aux plantations ;

2° Lorsqu'il s'agira, au contraire, d'établir une communication électrique sur une route impériale ou départementale, plantée ou non plantée, les agents des lignes télé-

(1) Voir *suprà*, n° 291, et *infra*, n° 342.

(2) Cette disposition a été modifiée par la circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 19 décembre 1859.

graphiques s'entendraient d'abord avec les ingénieurs des ponts et chaussées sur l'emplacement de la ligne télégraphique ;

3° En cas de désaccord, dans l'une ou l'autre hypothèse, les agents des deux services en rendront compte respectivement à leur administration, pour qu'il soit statué sur le différend.

Veuillez, Monsieur le Préfet, assurer, en ce qui vous concerne, l'exécution des dispositions qui précèdent et m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef.

295.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

2 février 1857.

Navigation. — Bacs. — Interprétation de l'article 17 du cahier des charges.

Monsieur le Préfet, l'article 17 du modèle de cahier des charges pour le service des bacs, joint à la circulaire du 31 août 1852, a donné lieu à quelques difficultés d'interprétation en ce qui concerne le mode de détermination de l'étendue du port des bacs.

Le conseil général des ponts et chaussées, consulté sur cette question, a émis l'avis que c'est à l'ingénieur en chef qu'il appartient de fixer l'étendue dont il s'agit ; mais que cette étendue doit être déterminée à l'avance, de manière que les limites du port de chaque bac puissent être indiquées dans le cahier des charges de l'adjudication.

Le conseil a pensé, en outre, qu'il conviendrait de faire de cette détermination l'objet d'un travail d'ensemble qui précéderait le renouvellement des baux de tous les bacs d'un même cours d'eau, et sur lequel on consulterait les conseils municipaux des communes intéressées.

J'ai approuvé l'avis du conseil général des ponts et chaussées.

La question se trouvant ainsi résolue, vous voudrez bien transmettre des instructions à MM. les ingénieurs afin qu'ils aient à se conformer, pour l'avenir, aux prescriptions qui précèdent.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef.

296.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.

26 février 1857.

Navigation. — Travaux exécutés en vertu de lois spéciales. — Comptes moraux.

Monsieur, l'administration a demandé depuis longtemps à MM. les ingénieurs l'envoi de comptes mensuels indiquant la situation des travaux extraordinaires du service de la navigation.

(1) Voir *suprà*, n° 233, et *infra*, n° 320.

Ces comptes, indiquant article par article, d'une part le chiffre des évaluations primitives, de l'autre celui des projets définitifs, devaient signaler, à mesure qu'elles viendraient à se produire, toutes les circonstances qui servaient de nature à déterminer une augmentation dans le montant de la dépense.

Au moyen de ces renseignements, l'administration pouvait suivre l'emploi des crédits législatifs.

Les comptes que MM. les Ingénieurs m'adressent chaque mois ne sont plus en général conformes à ces prescriptions et ne répondent pas au but que s'était proposé l'administration. Il est essentiel de se conformer désormais aux prescriptions antérieures.

Je vous invite, en conséquence, à m'adresser désormais des comptes mensuels rappelant pour chaque allocation générale tous les articles compris dans les projets généraux qui ont servi de base à la loi et comprenant par conséquent, entreprise par entreprise, les travaux terminés aussi bien que ceux qui ne sont pas encore entrepris.

En regard de chacun de ces articles, vous indiquerez le montant de l'évaluation première et le montant des adjudications ou des dépenses autorisées pour les travaux définitifs. Au cas où des projets nouveaux non compris dans les prévisions premières auraient été autorisés, ils devront être également mentionnés.

La colonne d'observations devra toujours contenir des renseignements précis sur la marche et l'état des travaux.

Ces renseignements sont indispensables pour que l'administration puisse toujours se rendre compte de la situation et de l'emploi des crédits législatifs.

Vous voudrez bien d'ailleurs, Monsieur, dresser ces comptes sur des tableaux conformes au modèle ci-annexé, tant pour le format que pour la disposition des colonnes.

J'attache une grande importance à ce que MM. les Ingénieurs suivent exactement à l'avenir les prescriptions que je viens de rappeler dans la rédaction des comptes moraux des travaux extraordinaires, lesquels devront continuer à m'être transmis exactement dans les dix premiers jours de chaque mois.

SECTION DU BUDGET.

CHAPITRE _____

Lot du _____

SITUATION des travaux exécutés et des dépenses faites au

1857.

DÉSIGNATION des PORTS, CANAUX ou RIVIÈRES.	DÉSIGNATION DES DIVERS ARTICLES de dépenses.	MONTANT			DATE DE L'APPROBATION des adjudications.	CRÉDITS ALLOUÉS pendant l'exercice courant.	DÉPENSES FAITES			OBSERVATIONS.	
		des estimations prévues à l'appui du projet de loi, par articles.	des projets définitifs ou des adjudications, ou par articles ou par entreprises.					TOTAL			
							antérieurement à l'exercice courant.	pendant l'exercice courant.			

(1857)

203

297.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

27 février 1857.

Service hydraulique. — Drainage. — Réponse à l'envoi d'un projet de budget.

Monsieur le Préfet, j'ai reçu le projet de budget que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser pour le service du drainage. Après examen détaillé des propositions qui m'ont été transmises des départements, j'ai reconnu que, à moins qu'il ne s'agisse du traitement d'agents spéciaux, il n'y a pas lieu de fixer d'avance le montant des allocations à imputer pour ce service sur l'exercice courant.

En effet, soit qu'il s'agisse, pour les particuliers ou pour les syndicats, d'obtenir le concours gratuit des ingénieurs et des agents placés sous leurs ordres, soit qu'il s'agisse, pour les départements et les chambres et sociétés d'agriculture, d'obtenir la délivrance de machines à fabriquer les drains et d'ustensiles de drainage, ce n'est qu'au fur et à mesure des demandes formées et après examen spécial de chaque affaire, qu'il peut être statué par l'administration supérieure.

J'attends donc, Monsieur le Préfet, les propositions que vous annexez à m'adresser sur chaque demande tendant à obtenir le concours de l'administration aux travaux de drainage. Vos propositions, Monsieur le Préfet, seront accompagnées d'un rapport de M. l'ingénieur en chef, faisant connaître, pour les projets d'étude de drainage, le montant approximatif de la dépense, et pour les demandes en concessions de machines et ustensiles, les conditions souscrites par les demandeurs, ainsi que l'état des besoins de chaque localité (2).

Vous remarquerez, Monsieur le Préfet, que toutes les dépenses imputées sur les fonds du service hydraulique doivent être mandatées par M. l'ingénieur en chef.

298.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

18 mars 1857.

Canaux et rivières canalisées. — Navigation de nuit. — Tarif des indemnités à accorder aux éclusiers et pontonniers.

Monsieur le Préfet, le passage de nuit aux écluses et ponts mobiles, qui jusqu'alors ne pouvait s'effectuer qu'en vertu d'autorisations spéciales, doit désormais avoir lieu librement, d'après les dispositions contenues dans le règlement général adopté par l'administration pour la police des canaux et rivières canalisées (3).

Lorsque des autorisations de passage de nuit é aient ainsi accordées, des indemnités

(1) Voir *infra*, n° 324 et 325.(2) Le concours des ingénieurs peut être désormais accordé par décision préfectorale. Voir *infra*, n° 410.(3) Voir *supra*, n° 276.

étaient allouées aux éclusiers et pontonniers. Ces indemnités étaient à la charge de l'État. Les passages de nuit devenant un droit au profit de toute la batellerie, il m'a paru convenable de régler d'une manière uniforme la rémunération qu'il est juste d'accorder aux agents de l'administration en raison du surcroît de travail qui leur est imposé.

Après avoir invité les ingénieurs des différents services de navigation à faire connaître le mode de rémunération suivi dans ces différents services, et pris l'avis du conseil général des ponts et chaussées, j'ai réglé ainsi qu'il suit le montant des indemnités qui seront accordées désormais aux éclusiers et pontonniers pour chaque passage de nuit, savoir :

1° Passage de nuit à une écluse.....	0 ^f 40
2° Passage de nuit à une écluse double ou à deux écluses des érvies par le même éclusier.....	0 60
3° Passage de nuit à un pont mobile.....	0 20

Dans ce tarif ne sont pas compris les écluses qui ont plus de deux sas accolés ni les barrages mobiles. La manœuvre de ces ouvrages et de tous les autres placés dans les circonstances particulières devra donner lieu à des propositions spéciales.

4° Le maximum des indemnités annuelles ne devra pas dépasser, pour chaque agent, 450 francs.

5° On comptera comme passages de nuit ceux qui s'effectueront :

Du 1^{er} avril au 1^{er} novembre, de neuf heures du soir à cinq heures du matin ;

Et du 1^{er} novembre au 1^{er} avril, de huit heures du soir à six heures du matin.

6° Les passages de nuit seront constatés par des états que tiendront les éclusiers et pontonniers, et sur lesquels sont indiqués la date et l'heure des passages, ainsi que le nom des bateaux.

Ces états seront certifiés par le conducteur et transmis par lui à la fin de chaque mois à l'ingénieur de l'arrondissement, qui fera parvenir à l'ingénieur en chef un état récapitulatif à la fin de chaque trimestre.

Cet état récapitulatif sera annexé au certificat qui sera délivré par ce chef de service au profit des éclusiers et pontonniers, en même temps que les certificats de payement du salaire de ces agents. Ces deux certificats devront toujours être distincts.

J'appelle l'attention de MM. les ingénieurs sur la surveillance générale qu'ils auront à exercer. Il leur sera facile, par la comparaison des heures de passage d'un même bateau aux écluses successives, de s'assurer de l'exactitude des états tenus par les éclusiers et pontonniers.

Je n'ai pas besoin d'ajouter, Monsieur le Préfet, qu'il est absolument interdit aux éclusiers et pontonniers d'exiger et même de recevoir aucune rétribution des marins. MM. les ingénieurs devront rappeler cette interdiction à ces agents en leur faisant savoir que toute infraction sur ce point entraînerait leur remplacement immédiat.

J'adresse à MM. les ingénieurs une ampliation de la présente circulaire, dont je vous prie de m'accuser réception.

299.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

30 mars 1857.

Personnel. — Pensions. — Congés. — Certificats médicaux à produire à l'appui des demandes de pension pour cause d'invalidité et des demandes de congé pour cause de maladies.

Monsieur le Préfet, lorsqu'un fonctionnaire ou employé demande son admission à la retraite pour cause d'invalidité ou d'infirmités dans les cas prévus par l'article 5, paragraphe dernier, et par l'article 41, paragraphe 3 de la loi du 9 juin 1853, son état de santé doit être constaté, suivant les prescriptions des articles 30 et 35 du règlement d'administration publique du 9 novembre 1853, par un médecin désigné par l'administration et assermenté.

L'article 16 du même règlement, relatif aux congés que peuvent obtenir les fonctionnaires et employés, les dispense, dans certains cas de maladie, de toute retenue sur leur traitement, et suppose également dans ces divers cas la production d'un certificat de médecin comme base de la décision à prendre par l'autorité supérieure.

Jusqu'ici aucune règle précise n'a été prescrite par l'administration pour la délivrance des certificats à produire en exécution des articles 16, 30 et 35 ci-dessus rappelés du règlement du 9 novembre 1853. J'ai pensé qu'il y avait utilité à combler cette lacune, et je viens vous faire connaître les dispositions auxquelles il m'a paru convenable de s'arrêter.

En principe, Monsieur le Préfet, c'est à vous qu'il appartient de choisir les médecins appelés à délivrer les certificats dont il s'agit; mais il m'a semblé qu'au lieu de les désigner dans chaque cas particulier, il y aurait avantage à faire choix immédiatement d'un médecin spécial qui serait appelé à faire, dans chaque circonstance, les constatations qui pourraient être nécessaires.

Un médecin par arrondissement ne suffirait pas évidemment, et il ne paraît qu'il conviendrait d'en désigner un par canton; mais provisoirement, comme le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics n'a pas dans tous les cantons d'agents auxquels soient applicables les dispositions de la loi sur les pensions, il y aura lieu de ne faire d'abord les nominations des médecins que pour les cantons où la nécessité en sera constatée; on procédera ensuite successivement, pour les autres cantons, au fur et à mesure des besoins.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vous occuper immédiatement de l'exécution des dispositions ci-dessus. Les médecins que vous aurez désignés prêteront serment entre vos mains pour l'arrondissement chef-lieu, et entre les mains du sous-préfet pour les autres arrondissements. Dans le cas d'ailleurs où ils ne pourraient se rendre, soit au chef-lieu du département, soit au chef-lieu d'arrondissement, vous pourriez déléguer le juge de paix du canton pour recevoir le serment. Une expédition de l'acte de prestation de serment vous serait transmise, et le médecin ainsi assermenté pourrait, sans formalité nouvelle, remplir les diverses missions qui lui seraient confiées.

Quant aux honoraires des médecins, il m'a paru qu'ils pourraient être réglés à raison de 2 francs par certificat, avec addition d'une somme de 25 centimes par kilo-

mètre, lorsque les médecins seraient obligés de se déplacer en dehors de la commune de leur résidence.

Ces frais seront payés sur les mémoires présentés par les médecins et approuvés par l'administration supérieure. Ils seront imputés sur le même chapitre du budget que le traitement du fonctionnaire ou de l'agent intéressé.

A l'égard des médecins sur lesquels votre choix devra se porter de préférence, je ne puis mieux faire que de m'en rapporter à votre appréciation personnelle. Je me bornerai à faire remarquer que les médecins qui font partie des conseils départementaux d'hygiène publique et de salubrité, les médecins des hôpitaux, les médecins des épidémies dans chaque arrondissement, et ceux qui, dans les autres localités, sont déjà en possession de la clientèle des administrations publiques, sont des candidats tout naturellement désignés. Il est entendu, d'ailleurs, que les médecins attachés aux écoles d'agriculture, aux écoles d'arts et métiers, aux écoles vétérinaires, aux dépôts d'étalons, aux établissements sanitaires du littoral, seront de préférence chargés de délivrer les certificats réglementaires aux fonctionnaires et employés de ces établissements, et n'auront droit à des honoraires qu'autant qu'ils ne recevraient pas une rétribution annuelle de l'administration. Ces médecins devront, comme les autres, prêter serment pour que leurs certificats soient valables, à moins qu'ils ne l'aient déjà prêté lors de leur installation.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation aux différents chefs de service.

300.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

27 avril 1857.

Routes départementales. — Travaux d'entretien. — Paiement des retenues de garantie. — Modification de l'une des clauses du devis général d'entretien (1).

Monsieur le Préfet, le devis général, arrêté le 31 août 1833, pour le service d'entretien de toutes les communications de grande voirie, porte (1^{re} section, chapitre 5, article 3, § 2) que « les soldes d'exercice ne doivent être payés qu'après la réception définitive des travaux, et, au plus tôt, après l'expiration du premier semestre de l'exercice suivant. »

D'un autre côté, l'article 2, § 13, du règlement de comptabilité du ministère de l'intérieur, en date du 30 novembre 1840, est ainsi conçu : « Les retenues de garantie sur les travaux d'entretien et sur ceux qui s'exécutent sur les fonds d'un seul exercice se rapportent à l'année de l'exercice et sont rendues au moment où le certificat de réception des ouvrages peut être délivré aux entrepreneurs. »

Ces deux dispositions, qui se conciliaient très-bien avant l'ordonnance du 4 juin 1853, qui a abrégé de deux mois le temps accordé pour la clôture de chaque exercice, sont contradictoires, maintenant que l'époque de cette clôture est fixée au 31 mai, c'est-à-dire à la fin du cinquième mois de l'exercice suivant, en ce qui concerne le mandatement des dépenses imputables sur les fonds départementaux.

Dans le but de faire cesser cette contradiction, et après m'être concerté avec Son Exc. le ministre de l'intérieur, j'ai reconnu, Monsieur le Préfet, de l'avis du conseil général des ponts et chaussées, qu'il y a lieu, en ce qui concerne les routes départementales, de modifier la clause précitée du devis général d'entretien, et de fixer au 30 avril le terme du délai de garantie pour les travaux exécutés et les fournitures faites pendant l'année précédente.

Cette abréviation du délai de la garantie, Monsieur le Préfet, ne paraît devoir présenter aucun inconvénient : en effet, pour les routes empierrées, l'examen à faire au moment de l'expiration de ce délai ne peut porter que sur la qualité des matériaux fournis, l'emploi de ces matériaux étant fait par les cantonniers, qui sont les ouvriers de l'administration. Quant aux routes pavées, les travaux nécessaires pour mettre en état de réception définitive les repiquages et relevés à bout effectués pendant la campagne précédente peuvent être exécutés avant la fin du mois d'avril.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs.

(1) Voir *suprà*, n° 109.

301.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

10 juin 1857.

Routes impériales. — Entretien. — Projet de budget.

Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous adresser la formule qui devra servir désormais à la rédaction du projet de budget des dépenses d'entretien des routes impériales de votre département.

Sa composition permettra à M. l'ingénieur en chef de réunir sur la même ligne, pour chaque route, les renseignements qu'il est le plus essentiel d'avoir pour apprécier la situation de cette route et les crédits qu'il convient d'accorder à son entretien. Ce sera pour MM. les ingénieurs un travail d'autant plus facile que déjà ils en produisent les éléments dans les comptes de tournées d'inspection.

Pour mieux préciser le sens des questions posées par le tableau, je joins à la présente un exemplaire dont les colonnes sont remplies à titre de spécimen.

Deux lignes horizontales seront consacrées à chaque route ou partie de route, l'une destinée à l'exercice qui se termine au moment de la présentation du travail, et l'autre à l'exercice dont on soumet le budget. Les écritures de la première ligne devront être à l'encre noire, celles de la seconde à l'encre rouge.

La colonne d'observations ne pourra en recevoir que de très-sommaires, mais M. l'ingénieur en chef devra annexer à son projet de budget un rapport où il indiquera les circonstances spéciales de chaque route, les changements survenus d'une année à l'autre, et motivera le crédit qu'il propose, ainsi que sa répartition en matériaux et main-d'œuvre.

Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, en m'envoyant ces pièces, y joindre vos propres observations et votre avis.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs.

302.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef (2).

15 juin 1857.

Personnel. — Examen de conducteurs. — Concours de 1857.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer que les concours pour l'admission à l'emploi de conducteur auxiliaire des ponts et chaussées s'ouvriront cette année, comme les années précédentes, au mois d'octobre, au chef-lieu de chaque département. Il importe que cette époque ne soit pas dépassée, et je n'autoriserai aucun ajournement au delà des derniers jours du mois.

(1) Voir *infra*, n° 305 et 307.(2) Voir *infra*, n° 337.

Les employés secondaires et autres agents du service des ponts et chaussées, qui se seront *sérieusement préparés* et désireront concourir, devront transmettre leurs demandes par l'intermédiaire de leurs chefs. Chaque demande sera accompagnée d'un acte de naissance, dûment légalisé, ou, à défaut, d'une pièce authentique pouvant en tenir lieu, et d'une note *distincte et individuelle* faisant connaître très-succinctement les antécédents du candidat, la nature et la durée exacte de ses services civils ou militaires, son emploi actuel, le taux de son traitement et l'appréciation personnelle des ingénieurs sur sa capacité, son aptitude spéciale et sa moralité. Les diplômes, certificats et autres pièces analogues ne seront pas joints; la note constatera seulement l'existence de ces pièces, qui seront représentées aux examinateurs. Les candidats autorisés précédemment et qui ont déjà transmis un acte de naissance sont dispensés d'en fournir un nouveau.

Les candidats étrangers à l'administration devront également faire parvenir leurs demandes par l'intermédiaire de l'un des ingénieurs du département dans lequel ils résident.

Jusqu'ici, un grand nombre de candidats, étrangers ou non au service de l'État, ont cru devoir solliciter leur admission au concours, quelque l'insuffisance de leurs études et de leurs connaissances techniques ne leur permit pas de satisfaire aux conditions du programme. Dans l'intérêt même de ces candidats, aussi bien que pour éviter à l'administration et aux commissions d'examen un travail inutile, il est à désirer qu'avant de transmettre les demandes d'autorisation, les ingénieurs puissent se rendre compte sommairement du degré d'instruction et de capacité des postulants, et ne les encouragent à se présenter que s'ils leur paraissent avoir quelque chance de succès. Les demandes que les ingénieurs ne jugeraient pas convenable d'appuyer seraient toutefois adressées, avec leur avis, à l'administration, qui déciderait s'il y a lieu de les accueillir ou de les rejeter.

Le tableau des candidats admis aux examens devant être arrêté au plus tard au commencement de septembre, toute demande qui parviendrait au ministère après le 31 août sera *rigoureusement rejetée*.

Il ne peut être dérogé, sous aucun prétexte, aux conditions d'âge fixées par le programme.

Une note insérée au *Moniteur* fait connaître au public l'ouverture des concours.

Les membres des commissions d'examen seront ultérieurement désignés.

303.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets (Extrait).

6 août 1857.

Budgets départementaux. — Dépenses facultatives. — Avances de fonds pour les frais d'instruction relatifs aux affaires d'usines et autres entreprises analogues. — Observations.

Monsieur le Préfet, au moment où vous allez avoir à soumettre au conseil général de votre département le projet du budget des dépenses de l'exercice 1858, je crois devoir appeler spécialement votre attention sur deux articles qui ne pourraient, il est vrai, figurer parmi les dépenses obligatoires de la première section de ce budget,

mais qu'il serait désirable de voir comprendre désormais, à titre de dépenses facultatives, dans la 2^e section.

Il s'agit, en premier lieu, de la dépense nécessaire pour procurer aux officiers de la gendarmerie des logements dans les bâtiments affectés au casernement ordinaire de cette arme.

.....

Le second point que je dois signaler également à votre attention concerne les avances de fonds nécessaires pour faciliter l'instruction des affaires relatives aux exploitations d'usines et d'autres entreprises analogues.

Jusqu'à présent, ces avances ont presque toujours été faites, lorsqu'il y avait lieu, par les agents du service des ponts et chaussées qui ont à diriger l'instruction.

Or, Monsieur le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics désire, avec raison, exonérer ces agents d'une obligation qui ne devrait pas leur incomber, et il m'a proposé, dans ce but, d'accord avec M. le ministre des finances, l'adoption d'une mesure qui m'a paru facilement réalisable.

Cette mesure consisterait à faire verser désormais au compte des produits éventuels départementaux le montant des taxations dues pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. Ces taxations étant, jusqu'à présent, centralisées à titre de cotisations municipales, et les receveurs généraux étant obligés d'attendre leur encaissement, pour viser les mandats délivrés en faveur des agents des ponts et chaussées, j'ai reconnu, ainsi que mes deux collègues des travaux publics et des finances, qu'il y aurait avantage, sous tous les rapports, à modifier ce système et cet ordre de comptabilité.

Désormais, vous devrez avoir soin d'inscrire à l'article 3 des recettes de la 2^e section du budget départemental le produit des taxations dont il s'agit, ainsi que cela se pratique déjà pour d'autres produits spéciaux, tels que le montant des droits de visite des pharmacies et autres établissements de même nature.

Les avances nécessaires devront dès lors être faites au nom du département et figurer, à ce titre, parmi les dépenses du sous-chapitre 20.

Toutefois, vous ne perdrez pas de vue que le nouvel article à insérer ainsi, en recette et en dépense, à la 2^e section du budget départemental, ne doit imposer au département d'autre charge que celle d'avances à faire dans la limite exacte du montant des produits dont le recouvrement lui aura été d'avance assuré.

Vous aurez donc soin, Monsieur le Préfet, de l'inscrire pour cet objet au sous-chapitre 20 (*Dépenses diverses*) qu'un crédit égal au produit présumé des taxations qui pourront être versées au compte des recettes éventuelles du département et de s'autoriser d'avances que dans la proportion de ces recettes.

Je donne avis de cette disposition à mes deux collègues des travaux publics et des finances, en les priant de vouloir bien prescrire, chacun en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution, et je vous recommande de veiller à ce qu'elle soit exactement observée dans votre département.

306.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

7 août 1857.

Service hydraulique. — Irrigations et usines. — Instruction sur la marche à suivre à l'égard des demandes en révision des règlements existants.

Monsieur le Préfet, la révision des anciens règlements d'usines ou de prises d'eau d'irrigation sur les cours d'eau non navigables ni flottables a soulevé, dans plusieurs départements, la question de savoir si le paragraphe 4 du tableau D annexé au décret du 25 mars 1852, qui attribue aux préfets le droit de statuer en cette matière, et les termes de la circulaire du 27 juillet 1852, relatifs à l'exercice de ce droit, ont abrogé les dispositions de la circulaire du 23 octobre 1851, qui prescrivent aux préfets de consulter l'administration supérieure, avant de procéder à aucune instruction nouvelle ayant pour objet la modification des règlements existants.

J'ai examiné cette question en conseil général des ponts et chaussées.

D'accord avec le conseil, j'ai reconnu, Monsieur le Préfet, que les règlements d'eau, qui touchent en général à des intérêts nombreux et complexes, ne doivent intervenir qu'après un examen complet, et qu'une fois rendus, ils ne doivent être modifiés qu'avec une extrême réserve.

Quand ces actes ressortissaient exclusivement au chef du pouvoir exécutif, ces principes dirigeaient l'administration supérieure; elle s'interdisait à elle-même le droit de faire ouvrir de plano des enquêtes tendant à remettre en question les règlements existants. Dès lors, elle doit tenir la main à ce qu'on ne s'écarte pas des mêmes principes, aujourd'hui que le décret de décentralisation vous a transporté, Monsieur le Préfet, les pouvoirs qui, avant ce décret, appartenaient exclusivement au chef du gouvernement, en Conseil d'État.

En conséquence, et pour prévenir la mobilité qui, en s'introduisant dans les arrêtés réglementaires, pourrait en affaiblir l'autorité et inquiéter les intérêts auxquels se rattachent ces actes importants, il convient, Monsieur le Préfet, qu'aucune demande en révision ne soit soumise aux enquêtes avant que l'administration supérieure, sur l'avis préalable de MM. les Ingénieurs, ait été d'abord consultée. Le décret de décentralisation, en remettant le droit de faire des règlements à l'autorité préfectorale, placée plus près des divers intéressés, ne fait que donner une importance nouvelle aux prescriptions que renferme, à cet égard, la circulaire du 23 octobre 1851.

Ces observations, vous le comprenez, Monsieur le Préfet, s'appliquent, à plus forte raison, aux cours d'eau du domaine public proprement dit, sur lesquels les règlements continuent à émaner de Sa Majesté en son Conseil d'État; elles me paraissent d'ailleurs suffire pour lever les incertitudes que pourraient faire naître les termes de la circulaire du 27 juillet 1852, qui doit se combiner avec les dispositions précitées de la circulaire du 23 octobre 1851.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien vous conformer désormais aux présentes instructions.

Je transmets une ampliation de la présente dépêche à M. l'ingénieur en chef.

305.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.

3 octobre 1857.

Routes impériales. — Projet de budget pour l'entretien en 1858. — Instructions.

Monsieur, je vous ai adressé, le 10 juin dernier, la nouvelle formule du projet de budget des dépenses d'entretien des routes impériales.

Plusieurs de vos collègues ayant demandé si le nombre diurne de colliers à inscrire dans la colonne n° 9 du tableau doit être déduit des comptages effectués en 1851-52, ou bien des résultats fournis par les deux premières périodes du recensement en cours d'exécution, je viens, afin de prévenir tout malentendu, vous inviter à vous servir du dernier recensement.

Je vous prie, d'ailleurs, d'indiquer dans le rapport que vous devez joindre au projet de budget :

1° Le nombre des cantonniers employés en 1857 sur les routes impériales de votre département, ainsi que la dépense afférente au paiement de leurs salaires pour l'année entière;

2° La dépense annuelle faite en ouvriers auxiliaires. Cette dépense devra être déduite de la moyenne des cinq dernières années.

306.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

5 novembre 1857.

Comptabilité. — Règlement du 16 septembre 1843. — Exécution de l'article 72 en ce qui concerne la déclaration de perte d'un mandat de paiement.

Monsieur le Préfet, l'article 72 du règlement du 16 septembre 1843 est ainsi conçu :

« En cas de perte d'un avis d'ordonnance de paiement ou d'un mandat, il en est » délivré un duplicata, sur la *déclaration* motivée de la partie intéressée, et d'après » l'attestation écrite du payeur, portant que l'ordonnance ou le mandat n'a pas été » acquitté, ni par lui, ni sur son visa, par un autre comptable. »

Ni cet article, ni aucune disposition du règlement ou des instructions n'indiquent la destination ultérieure à donner à la déclaration de perte.

M. le ministre des finances a demandé que, pour ce qui concerne mon département, je prescrivisse la règle à suivre à cet égard. Conformément à sa proposition, j'ai décidé que la déclaration de perte d'un mandat, revêtue du certificat de non-paiement, restera entre les mains de l'ordonnateur secondaire. Cet ordonnateur devra indiquer sur le mandat délivré par duplicata la date de la déclaration de perte et celle du certificat de non-paiement du mandat primitif.

(1) Voir *infra*, nos 316 et 334 (art. 710).

En cas de double paiement à la suite de la délivrance d'un duplicata, l'ordonnateur, pour dégager sa responsabilité, sera tenu de représenter la déclaration de non-paiement du mandat primitif, afin que l'on puisse reconnaître celui des comptables qui aurait délivré indûment le certificat de non-paiement et lui faire subir les conséquences de l'erreur qu'il aurait commise.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vous conformer à ces dispositions pour ce qui vous concerne, et d'inviter MM. les chefs de service sous-ordonnateurs à s'y conformer également.

307.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

5 novembre 1857.

Comptabilité. — Dépenses payables hors du chef-lieu du département. — Les mandats concernant ces dépenses pourront être présentés pour le paiement aux caisses des receveurs des revenus indirects. — Modifications à introduire à cet égard dans les formules des mandats.

Monsieur le Préfet, les dépenses effectuées sur le budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics sont payées dans les départements, soit au chef-lieu du département, à la caisse du payeur, soit sur le visa du payeur, aux caisses des receveurs particuliers des finances ou des percepteurs d'après les indications des ordonnateurs secondaires et des sous-ordonnateurs secondaires.

Afin de faciliter le paiement des mandats payables hors du chef-lieu du département, M. le ministre des finances vient de décider qu'ils pourraient être présentés, pour le paiement, aux caisses des *receveurs des revenus indirects*, indépendamment des autres comptables désignés ci-dessus.

Par suite de cette décision, il est nécessaire de faire aux formules imprimées des mandats les changements ci-après :

1° Le libellé du visa à donner par le payeur doit être modifié comme il suit :

Vu bon à payer	{	Par le receveur particulier de l'arrondissement d.....
		Par le percepteur d.....
		ou à défaut par l'un des receveurs des revenus indirects de la même localité.

2° Dans le nouveau mode adopté, le comptable qui doit effectuer le paiement n'étant plus déterminé d'une manière absolue, il est nécessaire, pour que l'on puisse toujours connaître facilement quel est celui dont la responsabilité est engagée, d'ajouter sur les formules de mandats la mention suivante :

Payé par moi soussigné..	{	Receveur particulier de l'arrondissement d.....
		Percepteur des contributions directes d.....
		Receveur d.....

Cette mention devra être placée au bas du mandat, après la quittance de la partie prenante.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vous conformer à ces dispositions pour ce qui vous concerne et d'inviter MM. les ingénieurs en chef à s'y conformer également.

369.

*Instruction du directeur général de l'enregistrement et des domaines
concernant le mode de paiement du prix de vente des immeubles
domaniaux (1).*

10 novembre 1857.

Selon la législation antérieure à la loi du 18 mai 1850, le prix des ventes de biens de l'État devait être acquitté en cinq termes dans un délai de quatre ans et trois mois.

Ce délai a été réduit à deux ans et un mois par l'article 19 du cahier des charges, approuvé le 19 juill. 1850; puis à deux années, par une décision du 9 mai 1854, applicable aux cessions amiables pour lesquelles des délais exceptionnels n'auraient pas été déterminés.

Les avantages que l'on attendait de cette réduction n'ayant pas été complètement obtenus, il a paru convenable de remplacer les paiements semestriels par des paiements annuels.

En conséquence, par une décision du 2 novembre courant, Son Exc. le ministre des finances, en conservant, relativement aux délais de paiement, l'assimilation des cessions amiables aux adjudications, a prescrit de rédiger, ainsi qu'il suit, l'article 19 du cahier des charges pour l'aliénation des immeubles domaniaux :

- « Pour remplir les formalités préalables à son entrée en possession, l'adjudicataire aura un délai d'un mois pendant lequel il ne payera pas d'intérêts.
- » Le prix principal de l'adjudication sera divisé par cinquièmes et payé, savoir :
- » Le premier cinquième, dans le mois à partir du jour de l'adjudication,
- » Et les quatre autres cinquièmes d'année en année, à partir de l'expiration du
- » terme accordé pour le paiement du premier cinquième, de manière que la totalité
- » du prix soit acquittée dans l'espace de quatre ans et un mois.
- » Les quatre derniers cinquièmes et le premier cinquième lui-même, s'il n'a pas
- » été payé dans le mois courant du jour de l'adjudication, porteront intérêt à
- » 5 p. 0/0, à partir du jour fixé pour l'échéance du premier cinquième.
- » Si le prix de l'adjudication n'excède pas 100 francs, il sera payable et exigible
- » intégralement dans le mois, à partir du jour de l'adjudication, pendant lequel il
- » n'est pas dû d'intérêts. »

Ces règles seront appliquées aux cessions à faire en vertu de lois qui ont autorisé un mode d'aliénation autre que celui des enchères, lorsque ces lois n'auront pas déterminé de délais exceptionnels pour le paiement du prix.

Les préposés ne perdront pas de vue que si l'entrée en possession de l'acquéreur a précédé la rédaction de l'acte de cession, il doit être stipulé que le prix portera intérêt à compter de l'expiration du mois de l'entrée en jouissance.

(1) Voir *infra*, n° 362.

309.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

18 novembre 1857.

Service général. — Chemins de fer. — Transport pour le compte des administrations publiques.

Monsieur le Préfet, d'après un usage généralement admis, le paiement des frais de transport sur les chemins de fer, que l'expédition soit faite en port payé ou en port dû, a lieu *au comptant*, c'est-à-dire au départ ou à l'arrivée de la marchandise. Cet usage est d'une exécution facile dans les cas ordinaires ; mais des difficultés peuvent se produire lorsqu'il s'agit de transports effectués pour le service des administrations publiques, eu égard aux règles mêmes de la comptabilité de ces administrations. En effet, certains délais étant exigés pour la régularisation de la dépense, le paiement ne peut avoir lieu avant l'accomplissement préalable des formalités auxquelles il est subordonné. Tout transport deviendrait donc impossible pour l'État, si une exception, commandée par des nécessités d'ordre public, n'était établie en ce qui touche l'acquittement des frais qu'entraînent les expéditions faites à son compte. Je viens, en conséquence, d'inviter les compagnies à donner à leurs agents les instructions nécessaires pour que, dans tous les cas où des transports seront remis aux chemins de fer par les administrations publiques, il soit accordé un délai suffisant, qui permette la liquidation régulière de la créance, conformément aux formalités requises par les lois et règlements.

Je rappelle d'ailleurs aux compagnies qu'aux termes de la loi du 13 brumaire an vii (1), les quittances qu'elles ont à délivrer aux comptables des administrations publiques doivent être revêtues d'un timbre, lorsqu'il s'agit de sommes supérieures à 10 francs.

A cet égard, une distinction est nécessaire, selon que les lettres de voiture accompagnant les expéditions émanent d'agents de l'État ayant qualité à ce sujet ou d'entrepreneurs chargés des transports.

Dans la première hypothèse, les lettres de voiture étant exemptes du droit de timbre, aux termes d'une décision de M. le ministre des finances en date du 4^{er} juillet 1856, la quittance de la somme à payer pour le transport pourrait être portée à la suite de ces écrits ; mais, si cette somme s'élevait à plus de 10 francs, les lettres de voiture devraient être présentées au timbre extraordinaire ou au visa pour timbre avant la signature de la partie prenante, et acquitter un droit de timbre de 35 centimes (2).

Dans la seconde hypothèse, les lettres de voiture devraient être rédigées sur papier timbré, mais elles pourraient être revêtues, sans paiement d'aucun droit de timbre, quelle que fût la somme, de l'acquit de la partie prenante, en vertu de l'exception résultant, dans ce cas, des dispositions de l'article 23 de la loi du 13 brumaire an vii.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vous conformer, en ce qui vous concerne, aux présentes instructions et de m'en accuser la réception.

(1) Voir *suprà*, n° 37.

(2) Ce droit a été porté à 50 centimes pour la loi du 2 juillet 1853.

310.

Décret portant modification au règlement d'administration publique, du 10 août 1852, sur la police du roulage et des messageries publiques (1).

24 février 1858.

NAPOLÉON, etc.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux derniers paragraphes de l'article 7 du décret du 10 août 1852 sont remplacés par les paragraphes suivants :

- « 4^o Les voitures chargées dont l'attelage n'excédera pas le nombre de chevaux qui » sera fixé par le préfet, à raison du climat, du mode de construction et de l'état des » chaussées, de la nature du sol et des autres circonstances locales.
- » Les arrêtés pris par le préfet en vertu du paragraphe précédent seront soumis, » avant leur mise à exécution, à l'approbation de notre ministre de l'agriculture, du » commerce et des travaux publics. »

2. Les préfets pourront appliquer, par des arrêtés spéciaux, aux voitures particulières servant au transport des personnes, les dispositions du premier paragraphe de l'article 15 du décret du 10 août 1852, relatives à l'éclairage des voitures.

3. Les préfets pourront restreindre, lorsque la dimension des objets transportés donnera au convoi une longueur nuisible à la liberté ou à la sûreté de la circulation, le nombre des voitures dont l'article 13 du décret du 10 août 1852 permet la réunion en convoi. Leurs arrêtés seront affichés sur les parties de routes auxquelles ils s'appliqueront.

4. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin des lois.

311.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef de contrôle de chemins de fer.

26 février 1858.

Chemins de fer. — Épreuves des ponts métalliques supportant les voies des chemins de fer.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer que, d'après l'avis émis par le conseil général des ponts et chaussées, j'ai réglé de la manière suivante les épreuves à faire subir aux ponts métalliques supportant les voies des chemins de fer.

- « Ces épreuves seront de deux espèces, et auront lieu d'abord par un chargement » de poids mort, ensuite au moyen de poids roulant.
- » 1^o Chaque mètre linéaire de simple voie sera chargé d'un poids additionnel de

(1) Voir *suprà*, nos 204, 229, 233, et *infra*, n° 313.

- » 5,000 kilogrammes pour les travées d'une ouverture de 20 mètres et au-dessous,
 - » et de 4,000 kilogrammes pour celles d'une ouverture supérieure à 20 mètres, sans
 - » que, dans ce dernier cas, le poids puisse jamais être moindre que 100 tonnes.
 - » Cette charge devra rester au moins pendant huit heures sur le pont, et n'en être
 - » retirée que deux heures après que la flèche prise par les poutres aura cessé de
 - » croître.
 - » Pour les ponts à plusieurs travées, chacune d'elles sera chargée d'abord isolément;
 - » elles le seront ensuite simultanément.
 - » Dans les ponts où les voies sont solidaires entre elles, chaque voie sera chargée
 - » successivement, l'autre voie restant libre. Elles le seront ensuite simultanément.
 - » Chaque épreuve partielle aura lieu conformément aux prescriptions du 4^{or}
 - » paragraphe du présent article,
 - » 2^e Une première épreuve au moyen de poids roulant se fera par le passage, sur
 - » chaque voie, d'un train composé de deux machines, pesant chacune avec leur
 - » tender 60 tonnes au moins, et de wagons, portant chacun un chargement de 12
 - » tonnes, en nombre suffisant pour couvrir au moins une travée entière. Ce train
 - » marchera successivement avec des vitesses de 20 kilomètres et 35 kilomètres à
 - » l'heure.
 - » Une seconde épreuve aura lieu au moyen du passage sur la voie d'un train
 - » composé de deux machines, pesant chacune avec leur tender 35 tonnes au moins,
 - » et de wagons dont le poids sera établi comme dans les trains ordinaires de
 - » voyageurs et en nombre suffisant pour couvrir au moins une travée entière. Ce
 - » train marchera successivement avec des vitesses de 40 kilomètres et 70 kilomètres
 - » à l'heure.
 - » Pour les ponts à deux voies, les épreuves par poids mouvant auront lieu d'abord
 - » sur chaque voie isolée, puis simultanément sur les deux voies, en faisant marcher
 - » les deux trains parallèlement dans le même sens, ensuite en sens opposé, de manière
 - » à se croiser sur le milieu des travées. »
- Je vous prie, Monsieur, de m'accuser réception de la présente dépêche.

312.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef (Extrait) (1).

8 mars 1858.

Personnel. — Notes signalétiques. — 1858.

Monsieur, l'administration s'occupe de faire imprimer les formules destinées à recevoir les notes du personnel du service des ponts et chaussées pour 1858. Ces notes devront, comme l'année dernière, être fournies en trois expéditions, dont une sera confidentiellement adressée à M. le préfet, et les deux autres remises à M. l'inspecteur général au moment de sa tournée. Les ingénieurs ordinaires conserveront dans leurs bureaux, comme annexe du registre de notes, la minute de la feuille qu'ils auront faite pour chacun des agents placés sous leurs ordres, et l'expédition de cette

(1) Voir *suprà*, nos 205, 207, 252 et 285.

feuille servira à son tour de minute aux ingénieurs en chef, qui devront la reproduire textuellement en faisant d'ailleurs connaître, dans la colonne destinée à recevoir leurs observations particulières, les points sur lesquels ils pourraient différer d'opinion avec le chef immédiat de l'agent.

En opérant ainsi, l'on n'aura besoin que d'un nombre de feuilles quintuple au plus de celui des agents, les notes de ceux qui se trouvent directement sous les ordres des ingénieurs en chef ne devant donner lieu qu'à une seule minute.

J'ai remarqué qu'en 1856 et en 1857 un assez grand nombre d'ingénieurs en chef ont cru devoir faire imprimer dans leurs départements un supplément de formules, bien que l'administration leur en eût envoyé chaque année une quantité suffisante. Il en est résulté une dépense assez considérable qu'il était facile d'éviter et que je refuserai d'autoriser à l'avenir.

Je crois devoir rappeler encore une fois à MM. les chefs de service que les seuls fonctionnaires ou agents pour lesquels il a été demandé des notes sont les ingénieurs, les conducteurs, les employés secondaires et, dans les départements maritimes, les officiers et maîtres de port. Il ne saurait donc être question, comme quelques ingénieurs ont pu le croire jusqu'à présent, de fournir des feuilles signalétiques pour les gardes de navigation, les éclusiers, barragistes, gardes-ports, gardes-rivières, gardiens de phares, agents temporaires, chefs d'atelier, surveillants et tous autres agents inférieurs du service des ponts et chaussées qui sont à la nomination des préfets ou des ingénieurs en chef.

Malgré l'invitation faite à plusieurs reprises à MM. les chefs de service d'attendre le résultat du travail d'avancement pour présenter leurs propositions d'indemnités en faveur des conducteurs et agents secondaires, plusieurs ingénieurs ont continué de se servir de l'ancienne formule imprimée, dans laquelle se trouvent les propositions d'indemnités aussi bien que les propositions d'avancement; il en résulte pour eux un travail inutile, puisque, leurs premières propositions d'indemnités ne pouvant être prises en considération, ils se trouvent dans l'obligation de les reproduire après un temps plus ou moins long et avec les modifications nécessitées par le travail d'avancement.

Dans quelques services, on fournit un résumé de propositions pour chaque classe de fonctionnaires; dans le plus grand nombre, on les réunit sur la même feuille. Ce dernier mode se prête plus facilement aux recherches que l'administration peut avoir à faire, et paraît devoir être préféré.

313.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

9 mars 1858.

Police du roulage. — Modification du décret du 10 août 1852. — Envoi d'un décret.

Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous adresser ampliation d'un décret impérial en date du 24 février 1858, portant modifications au décret réglementaire du 10 août 1852 sur la police du roulage.

(1) Voir *suprà*, nos 260, 279, 333 et 314.

Ces modifications sont relatives :

- 1° Aux barrières de dégel;
- 2° A l'éclairage des voitures particulières;
- 3° Aux convois des voitures.

Je vais rappeler sommairement les considérations qui ont déterminé l'administration à en provoquer l'adoption.

Le besoin des barrières de dégel ne se fait sentir que dans quelques départements du nord de la France. Sous l'ancienne législation, le poids des voitures admises à circuler en temps de dégel était constaté au moyen des ponts à bascule. Ces instruments de pesage ayant été supprimés, on a dû y suppléer par la limitation de l'attelage.

Cinq années d'expérience ont démontré que les chaussées n'étaient pas suffisamment protégées par la nouvelle réglementation : les poids que l'on supposait correspondre à un attelage déterminé ont été notablement dépassés dans certaines localités. L'industrie, en effet, y emploie des chevaux d'une force exceptionnelle; elle préfère, dans la mauvaise saison, accroître leur travail, au risque de les ruiner promptement, plutôt que de ralentir sa marche. Or, les chargements étant ainsi à peu près les mêmes en tous temps, il s'ensuivait que les barrières de dégel n'empêchaient pas les dégradations extraordinaires des chaussées.

D'un autre côté, il a été établi que les dégâts étaient aussi considérables sur les routes empierrées que sur les routes pavées.

Les nouvelles dispositions décrétées confèrent à l'autorité préfectorale le droit de limiter les attelages suivant le climat, le mode de construction et l'état des chaussées, la nature du sol et les autres circonstances locales. Ces prescriptions assurent une protection efficace aux voies de communication sur lesquelles les barrières sont déjà ou seront plus tard établies. Les arrêtés préfectoraux devront d'ailleurs être soumis à mon approbation avant leur mise à exécution.

Le règlement de 1852 attribue à l'éclairage les voitures de roulage et les voitures publiques, et délègue en outre aux préfets le droit d'étendre cette obligation aux voitures de l'agriculture; mais il ne renferme aucune prescription applicable aux voitures particulières servant au transport des personnes. C'est une lacune qu'il importait de combler. Sans doute, les voitures particulières sont moins nombreuses et généralement conduites avec plus de soin que les voitures de roulage; mais il est évident qu'à raison de leur marche rapide, elles peuvent présenter des dangers sérieux pour la circulation de nuit : l'article 2 du décret vous donne les moyens d'y pourvoir.

Je crois devoir, Monsieur le Préfet, appeler votre attention particulière sur cette disposition. Vous aurez à examiner s'il convient d'en faire l'application dans votre département. Je vous serai obligé de me faire connaître la détermination que vous aurez prise.

L'article 13 du décret de 1852 a fixé le nombre maximum des voitures qu'il est permis de réunir en convoi, et délègue à l'autorité municipale la faculté de restreindre ce nombre dans la traversée des villes, bourgs et villages. La même faculté restrictive n'existait pas pour le parcours en rase campagne. Cependant on voit, notamment sur les routes qui ouvrent un débouché à l'exploitation des forêts, circuler des convois de trois ou quatre voitures chargées de longues pièces

de bois. Le développement continu de ces convois atteint quelquefois de cent à cent trente mètres. De pareilles longueurs de chargements réunis présentent un obstacle et un danger d'autant plus réels que généralement les routes, en pays de montagnes, sont étroites, affectées de pentes rapides et de tournants brusques. L'article 3 du nouveau décret a pour but de réprimer cet abus.

C'est à vous, Monsieur le Préfet, qu'il appartient d'apprécier si cette disposition peut recevoir une application utile dans votre département. Vous voudrez bien m'informer du parti que vous aurez pris à ce sujet.

L'exécution du nouveau décret ne me paraît d'ailleurs devoir soulever aucune difficulté. Toutefois, si d'autres éclaircissements vous semblaient nécessaires, je m'empresserais de vous les faire parvenir.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à chacun de MM. les ingénieurs du service ordinaire.

314.

Loi relative à l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations (1).

28 mai 1858.

NAPOLÉON, etc.

ART. 1^{er}. Il sera procédé, par l'État, à l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations.

Les départements, les communes et les propriétaires concourront aux dépenses de ces travaux, dans la proportion de leur intérêt respectif.

2. Les travaux seront autorisés par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique.

Ces décrets détermineront, pour chaque entreprise, la répartition des dépenses entre l'État, les départements, les communes et les propriétaires intéressés.

3. Chaque décret sera précédé d'une enquête dans laquelle les intéressés seront appelés à présenter leurs observations sur le projet de répartition des dépenses.

4. La part de dépense mise à la charge des départements ou des communes sera inscrite au budget départemental ou communal, comme dépense obligatoire.

5. La répartition entre les propriétaires intéressés, de la part de dépense mise à leur charge, sera faite conformément aux dispositions de la loi du 16 septembre 1807 (2).

Les taxes établies en vertu du paragraphe précédent seront recouvrées au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet, et perçues comme en matière de contributions directes.

6. Il ne pourra être établi, sans qu'une déclaration ait été préalablement faite à l'administration, qui aura le droit d'interdire ou de modifier le travail, aucune digue

(1) Voir *infra*, n° 317, 319 et 323.

(2) Voir *supra*, n° 58.

sur les parties submersibles des vallées de la Seine, de la Loire, du Rhône, de la Garonne et de leurs affluents ci-après désignés :

Seine. — Yonne, Aube, Marne et Oise.

Loire. — Allier, Cher et Maine.

Rhône. — Ain, Saône, Isère et Durance.

Garonne. — Gers et Baise.

Dans les vallées protégées par des digues, sont considérées comme submersibles les surfaces qui seraient atteintes par les eaux si les levées venaient à être rompues ou supprimées.

Ces surfaces seront indiquées sur des plans tenus à la disposition des intéressés.

Les infractions aux dispositions du § 1^{er} du présent article seront poursuivies et punies comme contraventions en matière de grande voirie.

7. Toute digue établie dans les vallées désignées à l'article précédent, et qui sera reconnue faire obstacle à l'écoulement des eaux ou restreindre d'une manière nuisible le champ des inondations, pourra être déplacée, modifiée ou supprimée par ordre de l'administration, sauf le paiement, s'il y a lieu, d'une indemnité de dommage qui sera réglée conformément aux dispositions du titre XI de la loi du 16 septembre 1807.

8. Les sommes restant disponibles sur le produit de l'emprunt autorisé par la loi du 11 juillet 1855 seront affectées à l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations, jusqu'à concurrence d'une somme qui ne pourra dépasser vingt millions.

9. Il est ouvert, pour l'exécution des travaux prévus par la présente loi, un crédit de huit millions (8,000,000 fr.) sur l'exercice 1858.

Les fonds non employés sur cet exercice pourront être reportés, par décret impérial, sur l'exercice suivant.

10. Un règlement d'administration publique déterminera les formalités nécessaires pour l'exécution de la présente loi, notamment les formes de l'enquête et de la déclaration prescrite par les articles 3 et 6.

315.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

10 juillet 1858.

Routes et ponts. — Modification de l'analyse des prix des projets. — Modèle de soumission de travaux.

Monsieur le Préfet, des difficultés qui se sont élevées dans plusieurs départements au sujet du règlement de compte des travaux exécutés pour le service des ponts et chaussées, ont démontré la nécessité :

1^{re} De faire porter désormais le rabais souscrit dans les soumissions des entrepreneurs sur l'analyse des prix plutôt que sur les prix au détail estimatif, comme on l'a généralement fait jusqu'à présent ;

(1) Voir *suprà*, nos 110 et 113, et *infra*, n° 333.

2° De modifier en conséquence la rédaction de l'analyse des prix;

3° D'adopter, en outre, un modèle pour les soumissions des entrepreneurs, en exécution de l'article 16 de l'ordonnance du 16 mai 1829 (1).

Après avoir examiné la question en conseil général des ponts et chaussées, j'ai reconnu, avec le conseil, qu'il y a lieu de substituer les deux formules ci-jointes à l'analyse des prix et au modèle de soumission aujourd'hui en usage dans le service des ponts et chaussées.

La formule suivie jusqu'à ce jour pour l'analyse des prix renferme déjà une colonne pour les prix d'application distingués des prix élémentaires; mais du moment où cette pièce acquiert une importance nouvelle, il convient de lui donner une forme de nature à prévenir toute erreur et tout malentendu. On l'a, à cet effet, scindée en deux parties entièrement distinctes.

La première et la plus importante, désignée sous la dénomination de *Bordereau des prix*, servira de base aux adjudications. Les prix seront énumérés sans aucun détail, sans le mélange d'aucun chiffre étranger qui puisse former confusion. Une observation imprimée sur la première page, avertit le lecteur de la portée de ces chiffres et appelle l'attention des intéressés.

La seconde partie, sous le simple titre de *Renseignements*, comprend les sous-détails et les calculs au moyen desquels les ingénieurs sont arrivés à l'établissement des prix. Il est bien évident que, en général, il doit y avoir concordance entre les deux parties; mais si, par exception, ce fait ne se réalisait pas, la formule adoptée avertit clairement les entrepreneurs que les prix du bordereau sont seuls applicables.

On trouve à la dernière page des explications sur la manière de remplir cette formule. Elles devront toujours être conservées, afin de donner aux entrepreneurs les moyens de procéder à une vérification.

Quant au modèle de soumission, il ne me paraît devoir donner lieu à aucune observation.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs.

Modèle de soumission.

Je soussigné (nom, prénoms, profession et demeure), faisant élection de domicile à...., après avoir pris connaissance (mentionner le devis et les pièces communiquées, et désigner les travaux auxquels elles s'appliquent), lesquels travaux sont évalués ensemble à...., non compris une somme à valoir....

(*) Me soumetts et m'engage à exécuter lesdits travaux conformément aux conditions du devis, et moyennant les prix d'application du bordereau, sur lesquels je consens un rabais de (en toutes lettres) francs (sans fraction) par cent francs.

M'engage, en outre, à payer les frais d'affiches et de publication, ceux de timbre et d'expédition du devis, du bordereau des prix et du détail estimatif, ainsi que de

(1) Voir *suprà*, n° 89.

(*) Lorsqu'il y a plusieurs entrepreneurs, mettre : *Nous soussignés..... nous obligeons conjointement et solidairement.....*

procès-verbal d'adjudication, enfin le droit d'enregistrement auquel la présente soumission pourra donner lieu si elle est acceptée.

Fait à....., le..... 185 .

(Signature du soumissionnaire.)

316.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

19 juillet 1858.

Comptabilité. — Règlement du 16 septembre 1843. — Exécution de l'article 72. — Nouvelles dispositions relativement à la destination qu'il y a lieu de donner à la déclaration de perte d'un mandat.

Monsieur le Préfet, par une circulaire en date du 5 novembre 1857, concertée avec M. le ministre des finances, j'ai indiqué la destination à donner à la déclaration de perte d'un mandat, dans le cas prévu par l'article 72 du règlement du 16 septembre 1843.

Cette circulaire porte que la déclaration de perte, revêtue d'un certificat de non-paiement du mandat adiré, doit rester entre les mains de l'ordonnateur, pour être représentée en cas de double paiement.

M. le ministre des finances a reçu à cet égard des réclamations de plusieurs de ses collègues, et il a reconnu qu'il est préférable d'adopter une autre manière de procéder.

Voici en définitive la marche qui devra être suivie :

Le payeur qui recevra une déclaration de perte de mandat devra, après l'avoir fait revêtir des déclarations de non-paiement nécessaires, en délivrer une copie. L'original et la copie seront adressés à l'ordonnateur, qui conservera la copie et joindra l'original au duplicata du mandat délivré.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vous conformer à ces nouvelles dispositions pour ce qui vous concerne, et d'inviter MM. les ingénieurs en chef sous-délégués à s'y conformer également.

J'adresse ampliation de la présente circulaire à chacun de ces fonctionnaires.

317.

Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 mai 1850, sur les travaux de défense contre les inondations (2).

15 août 1858.

Napoléon, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I^{er}. Formalités des enquêtes. — ART. 1^{er}. Les travaux de défense contre les

(1) Voir *suprà*, n° 316, et *infra*, n° 334 (art. 710).

(2) Voir *suprà*, n° 214, et *infra*, n° 319 et 323.

inondations à exécuter aux termes de la loi du 28 mai 1858 seront soumis à une enquête préalable dans les formes ci-après déterminées.

2. L'enquête s'ouvre sur un projet indiquant le tracé des ouvrages, leurs dispositions principales et l'appréciation des dépenses.

Aux pièces du projet est joint un mémoire descriptif énonçant le but de l'entreprise et les avantages que l'on peut s'en promettre.

3. L'arrêté du préfet, qui prescrit l'ouverture de l'enquête, indique le projet de répartition des dépenses entre l'État, le département, la commune et les propriétaires intéressés.

Un plan parcellaire, joint aux pièces, désigne les propriétés qui sont présumées devoir concourir à la dépense.

4. Le projet est déposé pendant un mois à la mairie de chaque commune intéressée.

Pendant ce délai, des registres sont ouverts à la mairie pour recevoir les déclarations des habitants sur l'utilité et la convenance des travaux projetés.

Les délais ci-dessus prescrits, pour le dépôt des pièces et pour la durée de l'enquête, peuvent être prolongés par le préfet.

Ces délais ne courent qu'à dater de l'avertissement donné par voie de publications et d'affiches.

Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat du maire.

5. Dans le cas où des propriétaires sont présumés devoir contribuer à la dépense, ces propriétaires sont, immédiatement après la clôture de l'enquête, réunis par commune, sur la convocation et sous la présidence d'un commissaire désigné par le préfet.

Les convocations sont faites individuellement à chaque propriétaire.

Cette assemblée, quel que soit le nombre des membres présents, donne son avis sur le projet et sur la part de dépense qui doit rester à la charge de l'ensemble des propriétaires intéressés.

Un procès-verbal de la délibération est dressé par le commissaire.

6. Immédiatement après l'accomplissement de ces formalités, le commissaire transmet au maire de la commune, avec son avis motivé, les pièces de l'instruction qui ont servi de base à l'enquête, le registre d'enquête et le procès-verbal de délibération des propriétaires intéressés.

7. Le conseil municipal est appelé à émettre un avis motivé, tant sur l'utilité et la convenance des travaux projetés, que sur la part contributive de la commune dans la dépense de ces travaux.

8. Le maire transmet au préfet la délibération du conseil municipal avec le dossier de l'instruction.

9. Dans le cas où le département est appelé à concourir à la dépense des travaux, le conseil général délibère sur l'utilité du projet et sur la part qui doit être mise à la charge du département.

10. Après l'accomplissement de ces formalités, une commission de neuf membres au moins et de treize au plus, formée par le préfet, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 18 février 1834, se réunit au chef-lieu de l'arrondissement ou au

chef-lieu du département, selon que les travaux seront compris dans un seul ou dans plusieurs arrondissements.

Cette commission examine les déclarations consignées aux registres d'enquête et les délibérations mentionnées dans les articles précédents, entend les ingénieurs des ponts et chaussées et les autres personnes qu'elle juge utile de consulter, et donne son avis motivé, tant sur l'utilité de l'entreprise que sur les diverses questions qui auront été posées par l'administration.

Les opérations de la commission, dont il sera dressé procès-verbal, devront être terminées dans le délai d'un mois.

41. Lorsque l'instruction est terminée, le préfet adresse toutes les pièces, avec son avis motivé, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour être statué, s'il y a lieu, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi susvisée (1).

TITRE II. Formalités à suivre pour l'exécution de digues dans la partie submersible des vallées. — Art. 42. Les parties submersibles des vallées, mentionnées à l'article 6 de la loi du 28 mai 1838, sont indiquées sur les plans généraux dressés par les soins de l'administration.

Ces plans sont déposés, pendant un mois, à la mairie de chaque commune intéressée. A l'expiration de ce délai, un commissaire, désigné par le préfet, reçoit à la mairie, pendant deux jours consécutifs, les déclarations des habitants.

43. Les pièces de l'enquête sont adressées par le commissaire au préfet.

Le préfet les transmet au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, avec son avis et celui des ingénieurs.

44. Un décret, délibéré en Conseil d'État, détermine les limites définitives de la partie submersible de chacune des vallées énoncées dans l'article 6 de la loi précitée.

45. Des extraits des plans généraux indiquant ces limites restent déposés à la mairie de chaque commune intéressée, de manière que tout propriétaire puisse en prendre connaissance.

46. Tout propriétaire qui désire exécuter des digues dans les parties submersibles des vallées ci-dessus désignées doit faire connaître son intention par une déclaration adressée au préfet.

Cette déclaration indique l'emplacement et les dispositions des ouvrages projetés.

Elle est immédiatement enregistrée dans les bureaux de la préfecture, et il en est accusé réception au pétitionnaire.

47. Cette déclaration est communiquée à l'ingénieur en chef.

Si l'ingénieur en chef pense que le travail doit être interdit ou modifié, il donne son avis au préfet, qui statue, sauf recours au ministre.

48. L'arrêté du préfet est notifié au propriétaire dans le délai d'un mois, à dater de l'enregistrement de sa déclaration dans les bureaux de la préfecture.

Passé ce délai, le propriétaire, s'il n'a reçu aucune notification, peut exécuter les

(1) Voir *infra*, n° 333.

travaux, sans préjudice des droits résultant pour l'administration de l'article 7 de la loi du 28 mai 1858.

19. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent règlement.

318.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets (1).

25 août 1858.

Routes. — Propriété des terrains retranchés des routes impériales et départementales dans les traverses des villes et bourgs. — Transmission d'un avis du Conseil d'État.

Monsieur le Préfet, la question de savoir à qui doit être attribué le prix des parcelles de terrains retranchées, par voie d'alignement, des routes impériales ou départementales, dans la traverse des villes et bourgs, a donné lieu à des difficultés dans plusieurs départements. Les administrations des finances, des travaux publics et de l'intérieur différant d'opinion sur la solution à donner à cette question, j'ai eu devoir consulter le Conseil d'État, qui, dans sa séance du 22 juillet dernier, a émis l'avis suivant :

- « Le Conseil d'État, consulté par les ministres de l'intérieur, des finances et des
- » travaux publics, sur la question de savoir à qui de l'État, des départements ou des
- » communes appartient le prix des parcelles de terrains détachées des routes impé-
- » riales ou départementales, par voie d'alignement, dans la traverse des villes et
- » bourgs, et cédées aux propriétaires riverains ;
- » Vu les pièces communiquées par le ministre de l'intérieur, et notamment la cor-
- » respondance entre les ministres de l'intérieur, des finances et des travaux publics,
- » l'avis du conseil d'administration de l'enregistrement et des domaines, en date du
- » 5 février 1850 ;
- » Vu l'avis de la section d'administration du Conseil d'État, en date du 28 octobre
- » 1851 ;
- » Vu la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, et les articles 538 et 714 du
- » Code Napoléon ;
- » Vu le décret du 16 décembre 1811 ;
- » Vu les lois des 16 septembre 1807 et 24 mai 1842 ;
- » Considérant qu'en règle générale les terrains dépendant des routes impériales
- » appartiennent à l'État, comme ceux des routes départementales appartiennent aux
- » départements ;
- » Considérant, toutefois, que lorsque ces terrains ont antérieurement fait partie des
- » rues, dans la traverse des villes ou bourgs, et ont été, par conséquent, propriété
- » communale, le droit de l'État ou du département, qui s'est formé par l'effet d'une
- » affectation gratuite à la voirie impériale ou départementale, ne peut survivre à
- » cette affectation ; que si l'affectation vient à cesser pour certaines parcelles, par
- » l'effet de l'alignement, le droit de la commune sur ces parcelles reprend toute sa
- » force ;

(1) Voir *suprà*, n° 86, et *infra*, n° 320, 363 et 375.

- » Considérant que ces principes ont été reconnus, au nom du Gouvernement, dans la discussion de la loi du 24 mai 1842,
- » Est d'avis :
- » Que les parcelles retranchées des routes impériales et départementales par voie d'alignement sont la propriété de l'État ou du département, sauf le cas où il serait établi que ces parcelles auraient fait partie antérieurement de la voirie municipale. »

Cet avis, qui est de tout point conforme à la doctrine de mon administration, me paraît devoir mettre un terme aux difficultés actuellement pendantes en cette matière. Désormais, toute la question à examiner, dans les affaires de cette nature, est de savoir si les parcelles de terrain vendues aux riverains faisaient partie de la voirie municipale antérieurement au classement des traverses comme routes impériales ou départementales. Le prix de la cession devra être versé dans la caisse de la commune, de l'État ou du département, suivant que ce point de fait sera résolu affirmativement ou négativement.

Veuillez m'accuser réception de cette circulaire, et en assurer l'exécution en ce qui vous concerne.

319.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

1^{er} septembre 1858.

Navigation. — Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 25 mai 1858 sur les travaux de défense contre les inondations.

Monsieur le Préfet, l'article 10 de la loi du 25 mai 1858 sur les travaux de défense contre les inondations dispose qu'un règlement d'administration publique déterminera les formalités nécessaires pour l'exécution de la loi, notamment les formes de l'enquête et de la déclaration prescrite par les articles 3 et 6.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de ce règlement d'administration publique. Il porte la date du 15 août 1858.

Ce règlement est divisé en deux titres : le premier renferme les dispositions relatives aux enquêtes auxquelles chaque projet doit être soumis ; le second concerne l'exécution de digues dans la zone submersible des vallées énoncées dans la loi.

D'après la loi, l'enquête doit porter sur les projets des travaux et sur la répartition des dépenses entre l'État, le département, la commune et les propriétaires intéressés. Le décret approuvatif de chaque projet devant fixer la répartition définitive des dépenses, on s'est appliqué, en déterminant les formes dans lesquelles ces enquêtes seraient ouvertes, à faciliter, autant que possible, à tous les intéressés les moyens de prendre connaissance des projets, et de faire entendre leurs observations. Je n'ai pas besoin d'ajouter de commentaires aux dispositions du règlement. Ces dispositions s'expliquent d'elles-mêmes. Je me borne à appeler votre attention sur la nécessité de suivre très-exactement toutes les prescriptions qu'il renferme. Je vous adresserai d'ailleurs des instructions spéciales pour chacun des projets dont l'administration est saisie.

(1) Voir *suprà*, nos 314 et 317.

Le titre II s'occupe de deux questions, à savoir : la désignation des parties submersibles des vallées mentionnées dans la loi et les formes de la déclaration à faire par les propriétaires qui désirent exécuter des digues dans ces zones.

L'importance des dispositions de ce titre ne vous échappera pas. La loi du 28 mai dernier a donné à l'administration le pouvoir de s'opposer à l'exécution de travaux considérés comme dangereux pour la sûreté publique et a créé ainsi, dans un intérêt général, une servitude nouvelle pour la propriété.

Il convenait que l'exercice de cette servitude fût entouré de sérieuses garanties. Le règlement a eu pour but, en fixant les formalités que devra remplir, d'une part, l'administration, et d'autre part, le propriétaire, de déterminer ces garanties. Il est, dès lors, essentiel de se conformer très-régulièrement aux dispositions prescrites.

Vous voudrez bien donner à MM. les ingénieurs les instructions nécessaires pour l'exécution des prescriptions du règlement ci-joint.

J'adresse d'ailleurs, à M. l'ingénieur en chef, un exemplaire de cette circulaire et un exemplaire du décret du 15 août.

320.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

11 septembre 1858.

Navigation. — Bacs. — Mesures générales. — Étendue du port des bacs.

Monsieur le Préfet, le cahier des charges qui sert de base aux adjudications des passages d'eau renferme plusieurs articles dans lesquels il est fait mention du port des bacs; ce sont les articles 11, 17 et 25.

L'article 11 porte que l'établissement d'un nouveau bac public ou d'un pont dans une étendue de....., à partir de l'extrémité de la limite du port du bac affermé, ne pourra donner ouverture qu'à la demande en résiliation du bail, sans indemnité.

L'article 17 stipule que l'étendue du port du bac sera déterminée par l'ingénieur en chef, et indiquée par des bornes que l'adjudicataire fera placer à ses frais.

Enfin le fermier est autorisé par l'article 25 à poursuivre toute personne qui établirait sans autorisation un bateau partielier dans les limites du port du bac, ou qui, ayant obtenu une autorisation, se servirait de son bateau pour passer, moyennant rétribution, des personnes étrangères à sa famille ou à son exploitation.

Une circulaire du 2 février 1857 a fait connaître que la détermination de l'étendue du port des bacs, qui devait être fixée par l'ingénieur en chef, ferait l'objet d'un travail d'ensemble qui précéderait le renouvellement des baux de tous les bacs d'un même cours d'eau, et sur lequel on consulterait les conseils municipaux des communes intéressées.

À ce moment de préparer le travail qu'ils avaient à fournir en exécution de la circulaire précitée, plusieurs de MM. les ingénieurs ont demandé ce que l'on devait entendre par ces mots : *port du bac*; cette expression désigne-t-elle l'étendue des rives nécessaire pour la manœuvre du bac, ou la longueur de rivière dans laquelle aucune

(1) Voir *suprà*, nos 235 et 293.

personne ne peut avoir de bateau, ni franchir le cours d'eau sans être astreinte à payer la rétribution afférente au fermier ?

L'interprétation à donner à ces mots : *port du bac*, doit ressortir du rapprochement des trois articles précités ; ils désignent l'étendue de rivière dans laquelle le Gouvernement concède un droit exclusif aux fermiers. Le département des finances et celui des travaux publics ont toujours entendu cette expression dans le sens que j'indique.

C'est la limite de cet espace que MM. les ingénieurs doivent déterminer en exécution des prescriptions de l'article 17 du cahier des charges. En thèse générale, et sauf quelques cas exceptionnels motivés par des circonstances spéciales ou par d'anciennes habitudes locales, l'espace affecté à chaque passage d'eau ne doit pas avoir en longueur plus d'un kilomètre : 500 mètres en amont du point où s'effectue la traversée, et 500 mètres en aval. Au delà et en dehors du port du bac, le fermier n'a pas d'action personnelle à exercer ; c'est à l'autorité publique seule qu'il appartient d'agir pour réprimer les contraventions qui peuvent être commises, ou les abus qui peuvent exister.

Ces explications lèveront toute incertitude et permettront à MM. les ingénieurs de se conformer aux prescriptions de la circulaire du 2 février 1857.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs.

321.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

20 septembre 1858.

Grande voirie. — Envoi d'un arrêté réglementaire sur les permissions de grande voirie.

Monsieur le Préfet, par une circulaire du 18 novembre 1851, vous avez été appelé à donner votre avis sur un projet de règlement et un projet d'arrêté comprenant les dispositions générales auxquelles doivent être soumis les riverains des routes.

Comme il ne pouvait s'agir que d'assurer l'application de la législation existante, il a paru inutile de provoquer un règlement d'administration publique, et j'ai pensé qu'on pourrait avantageusement réunir en une seule pièce les deux documents qui accompagnaient la circulaire précitée. Le visa des lois et ordonnances qui régissent la matière est, en effet, le préambule naturel et presque obligatoire d'un règlement de grande voirie, et, d'un autre côté, les détails contenus dans le règlement remplaceront d'une manière beaucoup plus complète le dispositif de l'ancien projet d'arrêté.

J'ai donc décidé, Monsieur le Préfet, qu'un projet d'arrêté préfectoral serait substitué aux deux pièces qui se trouvaient jointes à la circulaire du 18 novembre 1851.

Après un mûr examen des renseignements recueillis sur la question, j'ai reconnu, conformément à l'avis du conseil général des ponts et chaussées, qu'il y a lieu d'adop-

(1) Voir *infra*, n° 343.

ter, pour servir de modèle dans tous les départements, le projet d'arrêté annexé à la présente circulaire.

Assurer avant tout l'exécution des mesures intéressant la sécurité et la liberté de la circulation; avertir clairement les intéressés des obligations qu'ils ont à remplir; éviter d'imposer aux ingénieurs et à leurs agents des formalités trop minutieuses, incompatibles avec la prompte expédition d'affaires aussi multipliées; adopter des règles assez larges pour qu'elles puissent, sans inconvénient, s'appliquer à toute la France, malgré les différences résultant de la nature du climat, de celle des matériaux de construction et des habitudes des populations, et néanmoins donner des indications assez précises sur ce qu'il convient de permettre ou d'empêcher; réserver à l'autorité locale toute la part d'action qui lui appartient dans l'appréciation des cas si divers et si nombreux qui se présentent dans la pratique: telles sont, Monsieur le Préfet, les idées qui ont constamment prévalu dans la discussion approfondie à laquelle le projet d'arrêté a donné lieu et dont il vous est réservé d'assurer l'application. Il vous sera facile de reconnaître que ce projet d'arrêté n'altère en rien la force des règlements particuliers en vigueur dans chaque localité, et qui, intéressant plus spécialement la propreté et la salubrité, rentrent dans les attributions des autorités locales.

Veuillez, Monsieur le Préfet, donner à ce projet d'arrêté toute la publicité nécessaire et m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs.

Projet d'arrêté concernant les permissions de grande voirie (1).

Nous, Préfet du département d

Vu les lois et règlements qui ont pour objet la conservation des routes et la liberté de la circulation publique, notamment :

- 1° L'édit royal de décembre 1607;
- 2° Les arrêts du Conseil d'État du roi, en date des 3 mai 1720 et 17 juin 1721;
- 3° L'ordonnance du roi, en date du 4 août 1731;
- 4° Les arrêts du Conseil d'État du roi, en date du 16 décembre 1759, 27 février 1765 et 5 avril 1772;

Vu l'article 1^{er} de la loi des 7-14 octobre 1790 et l'article 3 de la loi du 28 pluviôse an viii, réglant la compétence des fonctionnaires administratifs en matière de grande voirie;

Vu l'article 20 du titre I^{er} de la loi des 19-22 juillet 1791 qui a confirmé les règlements alors subsistants touchant la voirie;

Vu l'article 43 du titre II de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, la loi du 9 ventôse an xiii, le décret impérial du 16 décembre 1811 et la loi du 12 mai 1823, relative aux plantations et à l'entretien des fossés le long des routes;

Vu les lois du 16 septembre 1807 et du 3 mai 1841, relatives aux droits et aux obligations des propriétaires riverains des routes et à l'expropriation forcée pour cause d'utilité publique;

(1) Rectifié suivant la circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics en date du 30 octobre 1838.

Vu les lois du 29 floréal an x et du 23 mars 1842, relatives à la constatation des délits de grande voirie et aux pénalités encourues;

Vu l'article 671 du Code Napoléon;

Vu la loi sur le timbre, en date du 13 brumaire an vii;

Vu..... (*Viser ici les règlements locaux en usage*);

Considérant qu'aux termes de ces lois, décrets et ordonnances, l'administration est chargée d'assurer la libre circulation sur les routes, ainsi que l'uniformité dans les règles relatives aux constructions et aux plantations, de prononcer sur les diverses demandes faites par les particuliers, d'empêcher ou de poursuivre les contraventions en matière de grande voirie;

Considérant que, pour diminuer le nombre de ces contraventions et assurer la répression de celles qui seront commises, il importe de faire connaître ou rappeler au public et aux fonctionnaires administratifs les règlements adoptés pour l'exécution de ces lois, décrets et ordonnances,

AVONS ARRÊTÉ et ARRÊTONS les dispositions ci-après concernant les permissions de grande voirie.

CHAPITRE 1^{er}. FORME DES DEMANDES. — ART. 1^{er}. Toute demande de permission de grande voirie, ayant pour objet d'établir des constructions le long des routes, de modifier les façades de celles qui existent, de faire ou de supprimer des plantations régulières ou de former une entreprise quelconque sur le sol des voies publiques et de leurs dépendances, doit être faite sur papier timbré et adressée au préfet ou au sous-préfet; elle est présentée par le propriétaire ou en son nom, et contient l'indication exacte de ses nom, prénoms et domicile.

Elle désigne la commune où les travaux doivent être entrepris, en ajoutant, dans les traverses, l'indication de la rue et du numéro de l'immeuble auquel ils se rapportent, et, hors des traverses, celle des lieux dits, tenants et aboutissants, et des bornes kilométriques entre lesquelles ils doivent être exécutés.

CHAPITRE 2. CONSTRUCTIONS NEUVES. *Alignements par avancement.* — ART. 2. Lorsque la construction sur l'alignement doit avoir pour effet de réunir à la propriété riveraine une portion de la voie publique, les ingénieurs procèdent, contradictoirement avec le pétitionnaire, au métré et à l'estimation du terrain à obdonner. Le montant de l'estimation, contrôlé par les agents des domaines et arrêté par le préfet, est acquitté par le pétitionnaire, ou, en cas de contestation, déposé à la caisse des dépôts et consignations.

Il est formellement interdit au pétitionnaire d'occuper le terrain avant d'en avoir acquitté ou consigné le prix.

Le permissionnaire ne peut réclamer le tracé de son alignement, s'il n'est pas en mesure de justifier de ce paiement.

Alignements par reculement. — ART. 3. Lorsque la construction sur l'alignement aura en pour effet de réunir à la voie publique une partie du terrain riverain, il est procédé comme ci-dessus au métré et à l'estimation qui servent de base au règlement de l'indemnité.

Cette indemnité n'est exigible qu'à partir du jour où, sur la demande du permis-

donnaire, il aura été constaté que son terrain est définitivement réuni à la voie publique.

Règlement par le jury du prix des terrains acquis ou cédés par les riverains. —

ART. 4. A défaut d'arrangement amiable entre l'administration et le pétitionnaire, le prix du terrain à céder ou à acquérir est réglé conformément à la loi du 3 mai 1841 et à l'article 50 de la loi du 16 septembre 1807.

Dispositions relatives au cas de reculement. — **ART. 5.** Un mur mitoyen mis à découvert par suite du reculement d'une construction voisine est soumis aux mêmes règles qu'une façade en saillie.

Le raccordement des constructions nouvelles avec des bâtiments ou murs en saillie ne peut être effectué qu'au moyen de clôtures provisoires, dont la nature et les dimensions sont réglées par l'arrêté d'autorisation. Toutefois, les épaisseurs ne peuvent dépasser, en y comprenant les enduits et ravalements :

Pour les clôtures en briques, boudés en mortier ou plâtre avec ou sans pans de bois..... 0^m, 12

Pour les clôtures en bois avec remplissage en plâtre et plâtras, moellons, argile ou pisé..... 0^m, 16

Pour les clôtures en moellons, boudés en mortier ou plâtre sans pans de bois..... 0^m, 25

Pour les clôtures en plâ et en moellons, sans mortier ou en mortier de terre, avec enduit en terre..... 0^m, 40

Toutes liaisons entre les nouvelles et les anciennes maçonneries, tendant à reconforter celles-ci sont formellement interdites.

Aqueducs sur les fossés de la route. — **ART. 6.** L'écoulement des eaux ne peut être intercepté dans les fossés de la route.

Les dispositions et dimensions des aqueducs destinés à rétablir la communication entre la route et les propriétés riveraines, sont fixés par l'arrêté qui autorise ces ouvrages; ils doivent toujours être établis de manière à ne pas déformer le profil normal de la route.

Haies et clôtures. — **ART. 7.** Les haies sèches, barrières, palissades, clôtures à claire-voie ou levées en terre formant clôtures, sont placées, savoir :

Dans les traverses, sur l'alignement fixé pour les constructions, et hors des traverses, de manière à ne pas empiéter sur les talus de déblai et de remblai de la route.

Les haies vives sont placées à 0^m, 50 en arrière de ces alignements.

Avis à donner par le propriétaire et vérification des travaux. — **ART. 8.** Tout propriétaire autorisé à faire une construction ou une clôture ou à exécuter des ouvrages sur le sol de la route, doit indiquer à l'avance, à l'ingénieur de l'arrondissement, l'époque où les travaux seront entrepris, pour qu'il puisse être procédé par le conducteur à une première vérification, ou, si le propriétaire le demande, au tracé de l'alignement.

S'il s'agit d'une construction en maçonnerie, le permissionnaire prévient une seconde fois l'ingénieur dès que les premières assises au-dessus du sol sont posées.

Dans tous les cas, après l'achèvement des travaux, les agents de l'administration

dressent un procès-verbal de récolement en double expédition, conformément aux dispositions de l'article 36 ci-après.

CHAPITRE 3. CONSTRUCTIONS EN SAILLIE SUR L'ALIGNEMENT. Interdiction de travaux confortatifs. — ART. 9. Tous ouvrages confortatifs sont interdits dans les constructions en saillie sur l'alignement, tant aux étages supérieurs qu'au rez-de-chaussée.

Sont compris notamment dans cette interdiction :

Les reprises en sous-œuvre ;

La pose de tirants, d'ancres ou d'équerres, et tous ouvrages destinés à relier le mur de face avec les parties situées en arrière de l'alignement ;

Le remplacement par une grille de la partie supérieure d'un mur en mauvais état ;

Des changements assez nombreux pour exiger la réfection d'une partie importante de la façade.

Travaux qui pourront être autorisés avec conditions spéciales. — ART. 10. Peuvent être autorisés, dans les cas et sous les conditions énoncés dans les articles 11 à 17, les ouvrages suivants :

Les crépis ou rejointolements ;

L'établissement d'un poitrail ;

L'exhaussement ou l'abaissement des murs et façades ;

La réparation totale ou partielle du chaperon d'un mur et la pose de dalles de recouvrement ;

L'établissement d'une devanture de boutique ;

Le revêtement des façades ;

L'ouverture ou la suppression de baies.

Crépis et rejointolements, poitrail, exhaussement ou abaissement des façades, réparation des chaperons et pose de dalles de recouvrement. — ART. 11. L'exécution de crépis ou rejointolements, la pose ou le renouvellement d'un poitrail, l'abaissement ou l'exhaussement des murs et façades, la réparation des chaperons d'un mur et la pose des dalles de recouvrement ne seront permis que pour les murs et façades en bon état, qui ne présentent ni surplomb, ni crevasses profondes, et dont ces ouvrages ne puissent augmenter la solidité et la durée.

Il ne pourra être fait, dans les nouveaux crépis, aucun lancia en pierres ou autres matériaux durs.

Les reprises des maçonneries autour d'un poitrail ou des nouvelles baies seront faites seulement en moellons ou briques, et n'auront pas plus de 0^m, 25 de largeur.

L'exhaussement des façades ne pourra avoir lieu que dans le cas où le mur inférieur sera reconnu assez solide pour pouvoir supporter les nouvelles constructions. Les travaux seront exécutés de manière qu'il n'en résulte aucune consolidation du mur de face.

Devantures de boutiques. — ART. 12. Les devantures se composeront d'ouvrages en menuiserie ; il n'y sera employé que du bois de 0^m, 10 d'équarrissage au plus. Elles seront simplement appliquées sur la façade, sans être engagées sous le poitrail et sans addition d'aucune pièce formant support pour les parties supérieures de la maison.

Revêtement des façades. — ART. 13. L'épaisseur des dalles, briques, bois ou carreaux employés pour les revêtements des soubassements ne dépassera pas 0^m,05.

Le revêtement au-dessus des soubassements, au moyen de planches, ardoises ou feuilles métalliques, ne pourra être autorisé que pour les murs et façades en bon état.

Ouverture de baies, portes bâtarde et fenêtres. — ART. 14. Les linteaux des baies de portes bâtardes ou fenêtres à ouvrir seront en bois; leur épaisseur dans le plan vertical n'excédera pas 0^m,16, ni leur portée sur les points d'appui, 0^m,20.

Le raccordement des anciennes maçonneries avec les linteaux, et les reprises autour des baies ne seront faits qu'en petits matériaux et n'auront pas plus de 0^m,25 de largeur.

Portes charretières. — ART. 15. Les portes charretières pratiquées dans les murs de clôture ne pourront s'appuyer que sur les anciennes maçonneries ou sur des poteaux en bois. Les reprises autour des baies seront assujetties aux conditions fixées dans l'article précédent.

Suppression de baies. — ART. 16. La suppression des baies pourra être autorisée sans conditions pour les façades en très-bon état; lorsque la façade sera reconstruite ne pas remplir cette condition, les baies à supprimer seront fermées par une simple cloison en petits matériaux de 0^m,16 d'épaisseur au plus, dont le parement affleuera le nu intérieur du mur de face, le vide restant apparent à l'extérieur, et sans addition d'aucun montant ni support en fer ou en bois.

Avis à donner par le propriétaire. — ART. 17. Tout propriétaire autorisé à faire une réparation doit indiquer à l'avance, à l'ingénieur de l'arrondissement, le jour où les travaux seront entrepris.

L'administration désigne, lorsqu'il y a lieu, ceux qui ne doivent être exécutés qu'en présence de l'un de ses agents.

Travaux à l'intérieur des propriétés. — ART. 18. Il est interdit de faire dans la partie retranchable d'une propriété aucune construction nouvelle, lors même que le terrain serait clos par des murs ou de toute autre manière, et que l'on ne toucherait pas au mur de face.

Les travaux à l'intérieur des maisons sont exécutés sous la responsabilité des propriétaires, contre lesquels il est exercé des poursuites dans le cas où ces travaux sont reconnus être confortatifs des murs de face.

CHAPITRE 4. SAILLIES. *Soubassements, colonnes, pilastres, ferrures, jalouses, persiennes, contrevents, appuis de croisées, barres de supports, tuyaux de descente, cuvettes, ornements en bois des devantures, grilles, enseignes, saies, petits et grands balcons, lanternes, transparents, attributs, auvents et marquises, bannes, corniches d'entablement.* — ART. 19. La nature et la dimension maximum des saillies permises sont fixées ci-après, la mesure des saillies étant toujours prise sur l'alignement de la façade, c'est-à-dire à partir du nu du mur au-dessus de la retraite du soubassement :

- | | |
|--|---------------------|
| 1° Soubassement..... | 0 ^m , 05 |
| 2° Colonnes en pierres, pilastres, ferrures de portes et fenêtres, jalouses persiennes, contrevents, appuis de croisées, barres de supports..... | 0 ^m , 10 |
| 3° Tuyaux et cuvettes, ornements en bois des devantures, grilles de boutiques et de | |

fenêtres des rez-de-chaussée, enseignes, y compris toutes pièces accessoires.....	0 ^m ,10
4 ^e Socles de devantures de boutiques.....	0 ^m ,20
5 ^e Petits balcons de croisée au-dessus du rez-de-chaussée.....	0 ^m ,22
6 ^e Grands balcons, lanternes, transparents, attributs.....	0 ^m ,80

Ces ouvrages ne pourront être établis qu'à 4^m,30 au moins, au-dessus du sol et seulement dans les rues dont la largeur ne sera pas inférieure à 8 mètres. Toutefois, s'il y a devant la façade un trottoir de 4^m,30 de largeur au moins, la hauteur de 4^m,30 pourra être réduite jusqu'au minimum de 3^m,50 pour les grands balcons, dans les rues ayant au moins 8 mètres de largeur, et au minimum de 3 mètres pour les lanternes, transparents et attributs, quelle que soit la largeur de la rue.

Ces ouvrages devront d'ailleurs être supprimés sans indemnité si l'administration, dans l'intérêt public, est conduite à exhausser ultérieurement le sol de la rue.

7 ^e Auvents et marquises.....	0 ^m ,80
--	--------------------

Ces ouvrages seront en bois ou en métal; on ne les autorisera que sur des façades devant lesquelles il existe un trottoir de 4^m,30 de largeur au moins, et à 3 mètres au moins au-dessus de ce trottoir.

8 ^e Hannes.....	1 ^m ,50
----------------------------	--------------------

Elles ne pourront être posées que devant les façades où il existe un trottoir. La dimension maximum fixée ci-dessus sera réduite quand ce trottoir aura moins de 2 mètres, de manière que sa largeur excède toujours de 0^m,50 au moins, la saillie des hannes.

Aucune partie des supports ne sera à moins de 2^m,50 au-dessus du trottoir.

9^e Corniches d'entablement.

Leur saillie n'excédera pas 0^m,10 quand elles seront en plâtre, ou l'épaisseur du mur à son sommet quand elles seront en pierre ou en bois.

Les dimensions fixées ci-dessus sont applicables seulement dans les portions de routes ayant plus de 6 mètres de largeur effective. Lorsque cette largeur n'est pas atteinte, l'arrêté du préfet statue, dans chaque cas particulier, sur les dimensions des saillies qu'il y a lieu d'autoriser.

Occupation temporaire de la voie publique. — Art. 20. Les échafaudages ou les dépôts de matériaux qu'il pourra être nécessaire de faire sur le sol de la route pour l'exécution des travaux seront éclairés pendant la nuit; leur saillie sur la voie publique sera de 2 mètres au plus, et ce maximum pourra être réduit dans les traverses étroites.

Ils seront disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la route ou ses dépendances. Dans les villes, le permissionnaire pourra être tenu de les entourer d'une clôture.

21. Il est interdit d'établir, de remplacer ou de réparer des marches, bornes, entrées de caves ou tous ouvrages de maçonnerie, en saillie sur les alignements et placés sur le sol de la voie publique. Néanmoins, il pourra être fait exception à cette règle pour ceux de ces ouvrages qui seraient la conséquence de changements apportés au niveau de la route ou lorsqu'il se présenterait des circonstances exceptionnelles. Dans ce dernier cas, il devra en être référé à l'administration supérieure.

CHAPITRE 5. DISPOSITIONS CONCERNANT LES HAIES DU REZ-DE-CHAUSSEE ET L'ACCÈS DES

PORTES CHARRIÈRES. *Conditions pour l'ouverture des portes et fenêtres du rez-de-chaussée.* — ART. 22. Aucune porte ne pourra s'ouvrir en dehors de manière à faire saillie sur la voie publique.

Les fenêtres et volets du rez-de-chaussée, qui s'ouvriraient en dehors, devront se rabattre sur le mur de face, le long duquel ils seront fixés.

Emplacement et accès des portes cochères. — ART. 23. Sur les routes plantées, les portes charrières seront, autant que possible, placées au milieu de l'intervalle de deux arbres consécutifs.

Il sera posé, devant les arbres de chaque côté du passage, des bornes en pierre dure ou en bois nu des baïe-roues en fonte.

Lorsqu'il existera, vis-à-vis des portes charrières, un trottoir ou une contre-allée réservée à la circulation des piétons, il y sera établi, suivant leur profil en travers normal, une chaussée de 3 mètres de largeur, qui sera en pavé ou en empierrement formé de menus matériaux.

La bordure du trottoir, lorsqu'il en existera, sera baissée dans l'emplacement du passage, sur une longueur de 3 mètres, de manière à conserver 0^m,05 de hauteur au-dessus du niveau. Le raccordement de la partie baissée avec le reste du trottoir aura 1 mètre de longueur de chaque côté.

Ces divers ouvrages sont à la charge du propriétaire riverain.

CHAPITRE 6. TROTTOIRS. *Condition d'établissement des trottoirs.* — ART. 24. La nature et les dimensions des matériaux à employer dans la construction des trottoirs seront fixées par l'arrêté spécial qui autorisera ces ouvrages. Les bordures, ainsi que le dessus du trottoir, seront établis suivant les points de hauteur et les alignements fixés sur le plan au pétitionnaire.

Les extrémités du trottoir devront se raccorder avec les trottoirs voisins ou avec les revers, de manière à ne former aucune saillie.

Suppression des bornes. — ART. 25. Partout où un trottoir sera construit, le riverain est tenu d'enlever les bornes qui se trouvent en saillie sur les façades des constructions.

CHAPITRE 7. ÉCOULEMENT DES EAUX. — ÉTABLISSEMENT D'AQUEDUCS ET DE TUYAUX. — ART. 26. Nul ne peut, sans autorisation, rejeter sur la voie publique les eaux insalubres provenant des propriétés riveraines.

Les eaux pluviales, lorsqu'elles auront été recueillies dans une gouttière, ainsi que celles provenant de l'intérieur des maisons, seront conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente, puis jusqu'au niveau de la route, soit par une gâchette, s'il existe un trottoir ou dès qu'il en existera un, soit par un ruisseau pavé, s'il n'existe qu'un revers.

Écoulement sous la voie publique. — ART. 27. Les particuliers peuvent être autorisés à établir, sous le sol des routes, des aqueducs ou conduites pour l'écoulement ou la distribution des eaux ou du gaz, conformément aux dispositions spéciales qui seront réglées par l'arrêté d'autorisation et sous les conditions ci-après.

Conditions générales des autorisations pour l'établissement de tuyaux ou aqueducs sous la voie publique. — ART. 28. Les tranchées longitudinales ne seront ouvertes qu'au fur et à mesure de la construction de l'aqueduc ou de la pose des tuyaux, et

les tranchées transversales que sur la moitié de la largeur de la voie publique, de manière que l'autre moitié reste libre pour la circulation. Les parties de tranchées, qui ne pourraient pas être comblées avant la fin de la journée seront défendues pendant la nuit par des barrières solidement établies et suffisamment éclairées.

Le remblai des tranchées, après la pose des conduites, sera fait par couches de 0^m.20 d'épaisseur, et chaque couche sera pilonnée avec soin. On rétablira sur le remblai les pavages, chaussées d'empierrement, trottoirs et autres ouvrages qui auraient été démolis en supplantant au déchet des vieux matériaux par des matériaux neufs de bonne qualité, et en se conformant, pour l'exécution, à toutes les règles de l'art.

Ces travaux seront faits par le permissionnaire, qui devra, pendant un an, les entretenir d'une manière continue. Toute négligence apportée à l'entretien sera constatée par un procès-verbal, et déférée, par ce moyen, au conseil de préfecture.

Ans l'état après la rédaction de ce procès-verbal, l'ingénieur ordinaire fera exécuter d'office les réparations jugées nécessaires. Les dépenses seront, dans un délai de trois jours, remboursées à l'entrepreneur qui aura exécuté les travaux, et au domicile de ce dernier, par le permissionnaire, sur la vu d'un état dressé par l'ingénieur ordinaire, visé par l'ingénieur en chef, et rendu au besoin exécutoire par le préfet.

Le permissionnaire fera enlever, immédiatement après l'exécution de chaque partie du travail, les terres, gravois et immondices qui en proviendront, de manière à rendre la voie publique parfaitement libre.

Il se conformera à toutes les mesures de précaution qui lui seront indiquées, soit par les ingénieurs, soit par l'autorité locale.

Il devra faire les dispositions convenables pour ne porter aucun dommage aux voies d'écoulement, telles que aqueducs ou tuyaux déjà établis, soit par l'administration, soit par les particuliers.

Il ne pourra entreprendre ses travaux ni les reprendre, s'il les a suspendus, sans en avoir prévenu à l'avance l'ingénieur de l'arrondissement ou le conducteur délégué.

Dans le mois qui suivra l'exécution des travaux, il déposera, au bureau de l'ingénieur ordinaire, un plan coté indiquant exactement le tracé des conduites et leurs divers embanchements à l'échelle de 0^m.005 millimètres pour 1 mètre.

Le permissionnaire ou son ayant cause devra, à toute époque, se conformer aux règlements d'administration ou de police en vigueur. Il sera tenu, sur une simple réquisition, de laisser visiter les ouvrages qui se rattachent à l'écoulement ou d'interrompre cet écoulement.

Il sera tenu, en outre, si l'administration le juge nécessaire dans un intérêt de police ou de salubrité, d'ouvrir des tranchées sur les parties de conduites qui lui seraient désignées, et de rétablir ensuite la voie sans pouvoir, à raison de ces faits, réclamer aucune indemnité.

L'administration conserve d'ailleurs le droit de faire changer l'emplacement des conduites ou même de les supprimer, conformément aux articles 33 et 39 ci-après.

Tuyaux de conduite pour les eaux ou le gaz. — Art. 29. Les tuyaux pour la

distribution des eaux ou du gaz seront toujours posés à 0^m,60 au moins de profondeur.

Dispositions relatives aux conduites débouchant dans un aqueduc situé sous la voie publique. — ART. 30. Lorsqu'il s'agira de jeter les eaux d'une propriété riveraine dans un égout existant sous la voie publique, elles y seront amenées directement par un conduit dont les matériaux et les dispositions seront indiqués par l'arrêté d'autorisation.

Le percement dans la maçonnerie du pied-droit sera réduit aux dimensions strictement indispensables. Le raccordement sera exécuté avec soin en ciment ou en bon mortier hydraulique.

Le conduit sera muni, à son origine dans l'intérieur de la propriété, d'une cuvette avec grille, qui devra faire obstacle au passage des immonables.

Il est interdit d'introduire dans l'égout aucun liquide qui pourrait nuire à la salubrité ou à l'égout lui-même.

CHAPITRE 8. PLANTATIONS. — ART. 31. Nul ne peut exercer un acte quelconque de jouissance sur une plantation située sur le sol d'une route, sans autorisation préalable du préfet.

Cette autorisation ne sera accordée que si les particuliers justifient avoir légitimement acquis les arbres dont il s'agit à titre onéreux ou les avoir plantés à leurs frais, en exécution des anciens règlements.

Abatage des plantations. — ART. 32. Nul ne peut abattre des arbres faisant partie de plantations régulières situées le long des routes, sans en avoir obtenu l'autorisation.

L'abatage ne sera permis que lorsque les arbres auront atteint toute leur croissance; qu'ils seront trop rapprochés entre eux ou de la route, ou que l'administration jugera utile de remplacer la plantation riveraine par une plantation nouvelle établie sur le sol même de la route.

L'abatage ne pourra avoir lieu qu'après que les arbres auront reçu l'empreinte du marteau des ponts et chaussées.

Il sera fait de manière à ne pas encombrer la voie publique. Les arbres plantés sur le sol des routes seront, aussitôt après l'abatage, rangés sur le bord des accotements ou le long des fossés, parallèlement à l'axe de la route. Les trous seront comblés immédiatement. Les arbres abattus seront enlevés huit jours au plus tard après leur chute.

Les arbres des plantations riveraines seront abattus sur le terrain des propriétaires, sans emprunter en aucune façon, pour le dépôt des bois, le sol de la route.

33. Les conditions de l'élague des haies et des plantations sont déterminées par des arrêtés spéciaux, en raison de l'essence des arbres et des circonstances locales.

Les haies seront toujours conduites de manière que leur développement du côté de la voie publique ne fasse aucune saillie sur le sol appartenant à la route. On n'y tolérera l'existence d'aucun arbre de haute tige, à moins que la haie ne se trouve à deux mètres au moins des terrains de la voie publique.

34. Les plantations nouvelles ne peuvent être exécutées que d'après un arrêté par lequel le préfet fixe les alignements, l'espacement des arbres entre eux dans chaque rang, leur essence, les conditions auxquelles ils doivent satisfaire et toutes les précautions à prendre pour assurer leur bonne venue.

CHAPITRE 9. CONDITIONS GÉNÉRALES DES AUTORISATIONS. *Durée des autorisations.* —

ART. 35. Les autorisations ne sont valables que pour un an, à partir de la date des arrêtés, et sont périmées de plein droit, si l'on n'en a pas fait usage avant l'expiration de ce délai.

Procès-verbaux de récolement. — **ART. 36.** Toute permission de grande voirie donne lieu à une vérification de la part des agents de l'administration. Si les conditions imposées au permissionnaire ont été remplies, le résultat de cette opération est constaté par un procès-verbal de récolement en double expédition, dont l'une, après avoir été visée par les ingénieurs, est remise par le préfet au propriétaire.

Dans le cas contraire il est dressé un procès-verbal de contravention, lequel est communiqué au conseil de préfecture.

Réparation des dommages causés à la route. — **ART. 37.** Aussitôt après l'achèvement de leurs travaux, les permissionnaires sont tenus d'enlever tous les débris, terres, dépôts de matériaux, gravais et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la route ou à ses dépendances, et de rétablir dans leur premier état les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés.

Entretien en bon état des ouvrages situés sur le sol de la route et de ses dépendances. — **ART. 38.** Les ouvrages établis sur le sol de la voie publique et qui intéressent la viabilité, notamment ceux mentionnés dans les articles 6, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 du présent règlement, seront toujours entretenus en bon état et maintenus conformes aux conditions de l'autorisation, faute de quoi cette autorisation serait révoquée, indépendamment des mesures qui pourraient être prises contre le permissionnaire pour répression de délit de grande voirie et pour la suppression de ces ouvrages.

Suppression des ouvrages sans indemnités. — **ART. 39.** Les permissions de pure tolérance concernant les ouvrages mentionnés à l'article précédent, peuvent toujours être modifiées ou révoquées, en tout ou en partie, lorsque l'administration le juge utile à l'intérêt public, et le permissionnaire est tenu de se conformer à ce qui lui est prescrit à ce sujet, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer aucune indemnité.

Réserves des droits des tiers. — **ART. 40.** Les autorisations de grande voirie ne sont données que sous toutes réserves des droits des tiers, des règlements faits par l'autorité municipale dans les limites de ses attributions, des servitudes millitaires et de celles résultant du Code forestier.

Réserve concernant la police de petite voirie. — **ART. 41.** Une permission de grande voirie accordée pour une propriété qui fait l'angle d'une voie communale ne préjuge rien sur les obligations qui peuvent être imposées par l'autorité locale en ce qui concerne la façade sur la voie communale.

CHAPITRE 10. Mode de constatation des délits. — **ART. 42.** Les contraventions sont constatées par les maires ou adjoints, les ingénieurs, conducteurs ou agents secondaires, les commissaires et agents de police, les gendarmes, les gardes champêtres, et en général par tous les agents dûment assermentés.

Publication et exécution du règlement. — **ART. 43.** Le présent arrêté sera publié et affiché dans l'endue du département.

Le préfet, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées et le commandant de la gen-

serment sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en surveiller et d'en assurer l'exécution.

Fait à

, le

Le Préfet du département.

322.

Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858, en ce qui touche les prêts destinés à faciliter les opérations de drainage (1).

23 septembre 1858.

NAPOLÉON, etc.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

TITRE I^{er}. FORME ET INSTRUCTION DES DEMANDES DE PRÊTS. — ART. 1^{er}. Tout propriétaire qui veut obtenir un prêt, par application des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858, adresse sa demande au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Cette demande énonce :

1^o La somme qu'il veut emprunter, et, s'il y a lieu, celle pour laquelle il entend concourir à la dépense ;

2^o Les noms et prénoms des fermiers ou colons partialiers.

Il y est joint un extrait de la matrice et du plan cadastral, avec indication de la situation et de l'étendue des terrains à drainer.

3. Les demandes de prêt, avec les pièces à l'appui, sont soumises à une commission formée près du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sous le titre de *Commission supérieure du drainage*.

Les membres de cette commission sont nommés par le ministre.

4. Après délibération de la commission, la demande de prêt est renvoyée, s'il y a lieu, à l'ingénieur chargé du service hydraulique dans le département de la situation des biens.

Dans la quinzaine qui suit l'envoi, l'ingénieur visite les terrains à drainer ; procède aux opérations et vérifications nécessaires pour apprécier l'utilité de l'entreprise projetée, et donne son avis sur l'admissibilité de la demande de prêt (2).

Son rapport est adressé au préfet, qui le transmet, dans les dix jours, avec ses propositions, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

5. Le ministre adresse, s'il y a lieu, les pièces à la société du Crédit foncier de France, afin qu'elle vérifie les titres de propriété et la situation hypothécaire du demandeur.

Si la société juge que les garanties offertes par le demandeur sont suffisantes, le ministre statue, après avis de la commission supérieure.

L'arrêté du ministre qui autorise le prêt en détermine les conditions générales, et notamment les délais dans lesquels les travaux devront être commencés et achevés.

(1) Voir *suprà*, n° 287, et *infra*, n° 324.

(2) Voir *infra*, n° 323.

5. Si la demande de prêt est formée par un syndicat, cette demande doit contenir, outre les indications prescrites par l'article 4^{er} du présent règlement, la délibération des intéressés qui donne au syndicat pouvoir de contracter un emprunt soumis aux dispositions des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858.

Cette demande est instruite comme il est dit aux articles 2, 3 et 4.

TITRE II. CONDITIONS DES PRÊTS ET SURVEILLANCE DE L'ADMINISTRATION SUR L'EXÉCUTION ET L'ENTRETIEN DES TRAVAUX. — ART. 6. Les fonds prêtés ne peuvent être employés qu'aux travaux du drainage; le Crédit foncier doit s'assurer qu'ils reçoivent leur destination.

7. Les travaux sont exécutés par l'emprunteur, sous la surveillance de l'administration.

Le montant du prêt est remis à l'emprunteur par à-compte successifs, aux époques fixées et proportionnellement au degré d'avancement des travaux, constaté par l'ingénieur chargé de la surveillance, de manière que le solde ne soit versé qu'après leur exécution complète.

8. L'ingénieur doit refuser le certificat nécessaire à l'emprunteur pour toucher tout ou partie du prêt, si les travaux sont mal exécutés.

En cas de réclamation contre le refus de l'ingénieur, il est statué par le préfet, qui suspend provisoirement, s'il y a lieu, le paiement des termes de l'emprunt.

Si les travaux sont interrompus sans que l'emprunteur ait remboursé, le préfet peut autoriser la société du Crédit foncier à faire exécuter en son lieu et place, les travaux nécessaires pour rendre productive la dépense déjà faite jusqu'à concurrence des sommes à verser pour compléter le prêt.

Le tout sans préjudice des actions à intenter par la société du Crédit foncier devant les tribunaux civils, à raison de l'inexécution du contrat.

9. L'entretien des travaux du drainage reste soumis au contrôle du Crédit foncier, jusqu'à l'entière libération de l'emprunteur.

TITRE III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — ART. 10. Le département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics supporte les frais de l'instruction administrative des demandes de prêts et de surveillance des travaux.

Les frais de l'expertise mentionnée dans l'article 6 de la loi du 17 juillet 1856, ceux de l'acte de prêt, de l'inscription du privilège et de l'hypothèque supplémentaire, dans le cas où elle a été requise, enfin le coût des mainlevées et de la quittance, sont seuls à la charge de l'emprunteur.

Le montant en est recouvré par le Crédit foncier dans le cas où il en aurait fait l'avance.

11. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

323.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

28 septembre 1858.

Navigaton. — Défense des villes contre les inondations. — Les pièces des enquêtes doivent être communiquées aux ingénieurs.

Monsieur le Préfet, l'article 11 du décret réglementaire du 15 août dernier concernant les travaux de défense contre les inondations dispose que lorsque l'instruction de chaque projet est terminée, le préfet adresse toutes les pièces avec son avis motivé au ministre.

Plusieurs ingénieurs ont demandé, si, contrairement à l'usage, cet article impliquait que les pièces des enquêtes devaient être communiquées à l'administration sans qu'ils aient été appelés à fournir un rapport sur les résultats des enquêtes.

Aucun doute ne peut s'élever à ce sujet. Il est bien entendu que les pièces des enquêtes ouvertes sur les projets de dépense des villes contre les inondations devront, comme les pièces des enquêtes ouvertes sur toutes entreprises d'utilité publique en vertu de l'ordonnance réglementaire du 18 février 1834 (2), être communiquées aux ingénieurs en chef pour qu'ils fournissent un rapport sur les résultats des enquêtes.

Aucun règlement n'a prescrit cette communication, parce qu'elle n'a pas le caractère d'un degré de l'instruction, mais elle est indispensable pour éclairer complètement l'administration. Vous aurez donc soin, Monsieur le Préfet, de joindre au dossier que vous aurez à me renvoyer, un rapport de M. l'ingénieur en chef sur les résultats des enquêtes ouvertes sur chaque projet.

324.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (3).

2 octobre 1858.

Service hydraulique. — Drainage — Envoi d'un règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 juin et 14-26 et 28 mai 1857, en ce qui touche les prêts destinés à faciliter les opérations de drainage.

Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous adresser le règlement d'administration publique daté du 25 septembre dernier et ayant pour objet d'assurer l'exécution du prêt de cent millions, autorisé par la loi du 17 juillet 1856, en vue de faciliter les opérations de drainage.

Le Gouvernement ne pouvant trouver dans les ressources ordinaires du budget les capitaux dont il aurait besoin pour réaliser ces prêts, et voulant d'ailleurs éviter de recourir à l'emprunt, a cru devoir se substituer la société du Crédit foncier de France, pour l'application de la loi de 1856, tout en se réservant le rôle de tuteur et de protection que cette loi lui assigne. Le traité passé à cet effet avec la société du Crédit

(1) Voir *supra*, n° 314, 317 et 319.

(2) Voir *supra*, n° 109.

(3) Voir *supra*, n° 287 et 323.

foncier a été sanctionné au point de vue financier, par la loi du 28 mai dernier, et, d'une manière générale, par le décret du 28 septembre 1858.

Le décret du 23 septembre a pour objet d'assurer l'exécution des lois précitées de 1856 et de 1858. Il règle la forme et l'instruction des demandes de prêt, les conditions de ces prêts et la surveillance à exercer sur l'exécution et l'entretien des travaux.

Art. 1^{er}. Aux termes de l'article 1^{er}, les demandes de prêt doivent être adressées directement au ministère. Cette mesure est indispensable pour que je puisse, avec le concours de la commission supérieure du drainage, répartir entre les divers départements les fonds dont le Crédit foncier pourra disposer, dans la mesure du maximum arrêté chaque année par le pouvoir législatif. Ce maximum est porté à dix millions pour les exercices 1858 et 1859 (article 5 de la loi du 28 mai 1858).

Le même article du décret indique les justifications qui doivent être fournies à l'appui des demandes.

Vous remarquerez, Monsieur le Préfet, que cet article n'exige pas la production d'un projet de drainage.

La rédaction préalable d'un projet de ce genre présente, en effet, de graves difficultés pour les propriétaires, et il leur suffit, le plus souvent, avant de présenter leur demande, de s'assurer, soit personnellement, soit avec les conseils de personnes expérimentées, que leurs terrains peuvent être utilement drainés.

Néanmoins, dans le cas où ils croiraient nécessaire de faire une étude plus complète des moyens d'améliorer leurs terrains, je vous rappellerai, Monsieur le Préfet, qu'une décision impériale du 30 août 1854, insérée au Moniteur (1), donne aux propriétaires la facilité de s'adresser, par votre intermédiaire, aux agents de l'administration des travaux publics, pour faire procéder gratuitement, par leurs soins, à l'étude des projets de drainage qu'ils veulent exécuter.

Je ne puis que m'en référer sur ce point à ma circulaire du 27 février 1857 (2), dont les dispositions continuent à être en vigueur (3).

L'article 1^{er} dispose, en outre, que la demande doit énoncer la somme que le propriétaire veut emprunter, et, s'il y a lieu, celle pour laquelle il entend concourir à la dépense.

L'intervention des propriétaires dans la dépense des travaux de drainage est sans doute purement volontaire de leur part; cependant le Gouvernement désire que les prêts effectués avec le concours du Trésor public provoquent le plus grand nombre possible d'opérations de drainage. Aussi, sans perdre de vue qu'il s'agit de propager cet utile procédé et de le faire pénétrer dans les contrées où ses bons effets sont encore peu connus, l'administration est disposée à prendre en considération, dans la répartition des fonds disponibles, les efforts personnels des propriétaires, qui concourront aux travaux par leurs propres ressources.

L'article 12 de la loi du 13 brumaire au vii exige que toutes les pétitions adressées aux ministres soient rédigées sur papier timbré. Cette disposition n'a pas été modifiée, en ce qui touche les demandes de prêts relatifs au drainage.

(1) Page 961, numéro du 4^{er} septembre 1854.

(2) Voir *suprà*, n^o 297.

(3) Voir *suprà*, n^o 400.

Toutefois, l'obligation du timbre ne me paraît pas devoir être étendue aux extraits de la matrice du plan cadastral qui doivent être joints à ces demandes.

Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, si des demandes vous ont déjà été présentées, me les transmettre, après les avoir fait régulariser, d'après les instructions qui précèdent.

Art. 2 et 3. Les demandes de prêts adressées au ministre seront examinées par la commission supérieure du drainage. Celles qui, à la suite de cet examen, me paraîtront devoir être prises en considération, seront envoyées directement à l'ingénieur en chef chargé du service hydraulique dans votre département. En prescrivant cet envoi direct, l'administration a eu en vue d'abréger, autant que possible, l'instruction des affaires; mais c'est par votre intermédiaire, Monsieur le Préfet, et avec votre avis, que les rapports de MM. les ingénieurs devront m'être adressés.

Un délai de quinzaine est fixé à l'ingénieur à l'effet de visiter les lieux et de procéder aux opérations et vérifications nécessaires pour apprécier l'utilité de l'entreprise. Comme il importe que toutes les opérations préliminaires soient rapides, je désire que MM. les ingénieurs n'excedent pas ce délai. Un registre d'ordre spécial aux affaires de drainage devra être tenu par l'ingénieur chargé du service hydraulique, et la date d'arrivée de chaque demande y sera inscrite ainsi que celle de la sortie (1).

Je vous prie de vouloir bien, de votre côté, Monsieur le Préfet, vous conformer aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 3, en m'adressant vos propositions dans le délai de dix jours.

Art. 4. L'application de l'article 4 rentre dans la mission du Crédit foncier, et je n'ai pas à vous en entretenir.

Art. 5. Les observations relatives à l'article 4^{er} du règlement sont applicables aux demandes formées par des syndicats de drainage. Mais il était nécessaire, dans ce cas, d'exiger l'accomplissement d'une formalité spéciale. En effet, ces demandes tendent à engager hypothécairement et par privilège les immeubles compris dans l'association syndicale. Il est dès lors indispensable que chacun des intéressés, membres des associations, ait, par une délibération régulière, donné pouvoir aux syndics de contracter un emprunt soumis aux dispositions des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858.

Je dois, au surplus, vous faire remarquer, Monsieur le Préfet, que, par cela même que les associations de drainage sont, aux termes de l'article 3 de la loi du 10 juin 1854, assimilées aux associations du curage, les délibérations prises par ces associations ne sont exécutoires qu'autant qu'elles ont été homologuées par vous.

Art. 6 et 7. L'article 3 de la convention passée avec le Crédit foncier stipule formellement que le prêt de 100 millions que cette société s'oblige à effectuer au lieu et place de l'État sera exclusivement consacré à effectuer les opérations de drainage; de là l'obligation, pour la société du Crédit foncier, de s'assurer que les fonds prêtés reçoivent réellement leur destination.

De son côté, le Gouvernement, qui s'impose un sacrifice en vue d'un intérêt public, ne peut se départir d'une rigoureuse surveillance. Aussi le règlement exige que les fonds ne soient remis aux emprunteurs que par à-compte successifs, proportionnellement à l'avancement des travaux, constaté par l'ingénieur chargé de la surveillance, et que le solde ne soit versé qu'après l'exécution complète des ouvrages.

(1) Voir *infra*, n° 326.

Pour satisfaire à cette disposition, l'ingénieur chargé du service hydraulique constatera l'avancement des travaux, délivrera des certificats dans la forme voulue pour les paiements d'à-compte aux entrepreneurs des travaux.

Art. 8. Si les travaux sont mal exécutés, l'ingénieur doit refuser le certificat nécessaire à l'emprunteur pour toucher tout ou partie du prêt; cette disposition est grave, et il importe qu'elle soit appliquée avec une grande réserve. Le propriétaire doit rester le maître des moyens d'exécution à employer pour réaliser le drainage qu'il a projeté. Il ne suffirait pas que ces moyens parussent mal combinés ou défectueux, pour que le certificat de paiement dût être refusé; il faut qu'il soit bien démontré que les travaux sont conduits de manière à compromettre le résultat définitif de l'opération.

La surveillance des travaux sera nécessairement déléguée en partie aux conducteurs et agents placés sous les ordres de l'ingénieur chargé du service hydraulique; néanmoins, celui-ci ne doit refuser un certificat d'à-compte qu'après une vérification directe et personnelle des travaux.

Le deuxième paragraphe de l'article 8 vous rend juge, Monsieur le Préfet, des réclamations qui s'élèveraient contre le refus des ingénieurs. De plus, si les travaux sont interrompus, vous pouvez en autoriser la continuation par les soins de la société du Crédit foncier, afin de rendre productives les dépenses déjà faites.

Dans l'un et l'autre cas, les intérêts des propriétaires sont gravement engagés; aussi je vous recommande, Monsieur le Préfet, de recueillir, avant de statuer, tous les renseignements propres à éclairer votre opinion, et notamment de prendre l'avis du chef de service qui procédera, s'il y a lieu, à toutes les vérifications nécessaires.

Art. 9. La surveillance de l'entretien des travaux de drainage est uniquement confiée à la société du Crédit foncier jusqu'au remboursement du prêt, et l'administration n'a pas à y intervenir.

Art. 10. L'article 10 n'exige aucune explication spéciale. Toutefois, je ne puis m'empêcher de vous faire remarquer, Monsieur le Préfet, l'esprit dans lequel il est conçu. Cet article complète, en faveur de l'agriculture, la décision impériale du 30 août 1854; il décide en effet que le Trésor supporte les frais tant de l'instruction administrative des demandes de prêts que de la surveillance prescrite par l'article 7 c.-dessus rappelé.

Les seuls frais qui restent à la charge des emprunteurs sont ceux du contrat de prêt, ainsi que ceux qui ont un caractère judiciaire ou contentieux, et dans lesquels l'État ne pourrait intervenir.

Par l'ensemble de ces dispositions, Sa Majesté a voulu donner une nouvelle preuve de l'intérêt qu'elle attache à toutes les mesures qui tendent à développer les progrès de l'agriculture et le bien-être des populations.

Ce n'est plus seulement, en effet, sur l'expérience des pays voisins, c'est aussi sur les résultats obtenus et constatés dans la plupart des départements de l'Empire, qu'on peut apprécier aujourd'hui les heureux effets du drainage. Dans un rapport récemment publié au *Moniteur* sur les utiles résultats des concours régionaux, j'ai constaté que la plupart des agriculteurs auxquels le jury a décerné la prime d'honneur doivent leur succès à d'intelligents travaux de drainage. Dans quarante-quatre départements la moyenne des frais d'établissement de ces travaux a été, par hectare, de 265 francs

et la moyenne de la plus-value des terrains a été représentée, pour l'année 1857, par une augmentation de revenu de 112 francs par hectare. On peut donc affirmer que le drainage, avec son outillage spécial et la simplicité de ses méthodes, a résolu la double question de l'efficacité des moyens de dessèchement des terres et de l'économie dans la dépense.

Et comme il est démontré, par une observation constante, qu'en France les mauvaises récoltes sont généralement causées par la persistance des pluies, c'est-à-dire par l'excès d'humidité du sol, les encouragements accordés par le Gouvernement aux opérations de drainage constituent la mesure la plus efficace pour accroître les produits agricoles.

Veuillez, Monsieur le Préfet, donner la plus grande publicité aux dispositions du décret du 23 septembre 1858, et le faire insérer dans le Bulletin des actes administratifs et dans les journaux de votre département.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef, ainsi qu'à MM. les membres des chambres consultatives d'agriculture, et à MM. les présidents des sociétés et comices agricoles.

325.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.

15 novembre 1858.

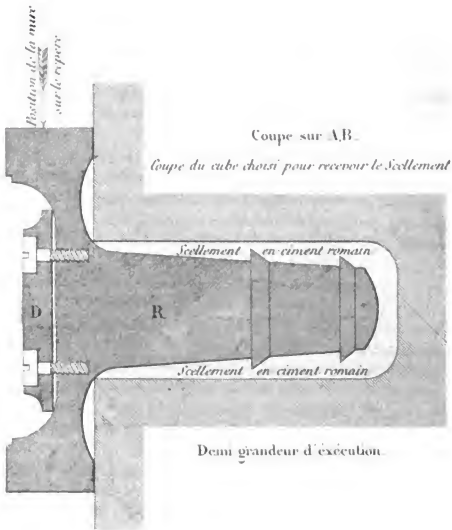
Routes et ponts. — Nivellement général de la France. — Lignes de base. — Envoi du dessin d'un repère métallique.

Monsieur, dans le cours des opérations entreprises pour l'exécution de la première partie du nivellement général de la France, c'est-à-dire de la partie qui s'applique au réseau des bases, formé par les principaux fleuves, les chemins de fer, etc., on a reconnu la nécessité d'établir sur ces lignes principales des repères spéciaux, parfaitement fixes et reconnaissables, auxquels on puisse rapporter, non-seulement les opérations, mais encore les vérifications partielles qu'il paraîtrait convenable de faire après coup, si quelque doute venait à s'élever sur l'exactitude des résultats obtenus. On comprend, en effet, qu'il faut, en pareil cas, des repères bien définis, sur l'identité desquels il ne soit pas possible d'hésiter. Or, il ne suffit pas, pour atteindre ce but, de prendre des points de repère sur les constructions existantes, par exemple sur les ouvrages d'art, sur les bornes, les seuils des maisons, etc. Outre l'inconvénient résultant de la nécessité d'une description qui n'est pas toujours suffisamment claire, il arrive que ces repères disparaissent par l'effet des changements qui surviennent, avec le temps, dans l'état des lieux.

Afin de prévenir ces causes d'incertitude, l'administration a décidé qu'il sera établi immédiatement, sur les lignes de base, des repères métalliques, analogues à ceux qui existent à Paris, à Lyon et dans d'autres villes, ainsi que sur quelques chemins de fer, et dont l'utilité, pour les différents services, est aujourd'hui bien connue.

Après mûr examen de la question, j'ai adopté, sur l'avis du conseil général des ponts et chaussées, pour les repères métalliques du nivellement général de la France, le type figuré sur le dessin ci-dessous :

Ce repère, dont les dispositions principales sont dues à M. Bourdaloue, est en fer



fondu : il se compose de deux pièces, dont l'une *R*, qui est le repère proprement dit, est scellée dans la pierre au moyen de ciment romain. Elle offre, à l'extérieur, une surface cylindrique à axe horizontal. La mire doit être posée, dans l'opération du nivellement, sur la partie supérieure de cette surface. Le creux ménagé au centre de cette première pièce est destiné à en recevoir ultérieurement une seconde *D*, sur laquelle l'altitude du repère sera inscrite.

Ces repères seront peints couleur bronze une première fois, au moment de la pose de la pièce principale *R*. Lorsqu'on y fixera l'indicateur *D*, la peinture de la pièce *R* sera renouvelée.

Quoique la dépense de repères de ce modèle soit peu élevée, on ne devra pas les multiplier au delà de ce qui sera nécessaire; un repère par kilomètre, ou même par deux kilomètres sur chaque ligne, me paraît devoir suffire à tous les besoins.

Relativement aux emplacements à choisir pour la pose de ces repères, il conviendra de ne pas perdre de vue que les bornes kilométriques des routes doivent être employées comme repères, aux termes d'un arrêté circulaire en date du 2 octobre 1850 (1). Les repères métalliques du nivellement général de la France devront, par suite, être placés autant que possible sur des points fixes autres que les bornes kilométriques. On pourra, toutefois, se départir de cette règle à défaut de points convenables. Dans tous les cas, il est évident que la présence sur une borne d'un repère métallique, dont chaque service connaîtra la signification, ne pourra induire personne en erreur.

Les repères des lignes de base seront posés par les soins de M. Bourdaloue, qui se chargera de les fournir. Pour en déterminer les emplacements, un agent de M. Bourdaloue se transportera sur les lignes à niveler, après que MM. les ingénieurs des divers services auront été prévenus, afin qu'ils puissent donner aux employés sous leurs ordres les instructions nécessaires. L'agent désigné par M. Bourdaloue marquera, après s'être concerté avec l'employé qui aura été désigné par le service intéressé, les emplacements destinés à recevoir les repères. Un tableau de ces emplacements sera dressé en double expédition, dont l'une s'enviera à la pose des repères, et l'autre à leur récolement. Cette dernière restera dans les bureaux de MM. les ingénieurs qui auront à fournir : 1° un état des repères posés, aussitôt après que l'exécution de ce travail sera terminée dans leur service. Ce premier état ne comprendra, bien entendu, que la pièce principale *R*; 2° un second état après que chaque repère aura reçu son indicateur.

Veuillez m'accuser réception de la présente circulaire, dont je joins ici une ampliation pour chacun de MM. les ingénieurs ordinaires des divers services.

326.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.

25 novembre 1858.

Service hydraulique. — Drainage. — Exécution de la circulaire du 2 octobre 1858. —
Registre d'ordre spécial aux affaires de drainage.

Monsieur, ma circulaire du 2 octobre dernier (2), relative au drainage, prescrit

(1) Voir *suprà*, n° 190.

(2) Voir *suprà*, n° 324.

aux ingénieurs du service hydraulique la tenue d'un registre d'ordre spécial aux affaires du drainage, sur lequel devra être inscrite la date de l'arrivée de chaque demande ainsi que de celle de la sortie.

La question s'est élevée de savoir si, pour satisfaire à cette prescription, M^{rs}. les ingénieurs devaient créer pour le drainage un registre de forme particulière.

Cette mesure, qui donnerait lieu à une dépense nouvelle, ne me paraît pas suffisamment justifiée, et je vous autorise à utiliser, pour le registre d'ordre spécial, aux affaires du drainage, les feuilles déjà consacrées pour les affaires d'ouvrages, d'irrigations, de curages et de dessèchements, en ne conservant dans la seconde page que la colonne relative aux observations, et en supprimant dans la première page celle qui a pour titre : Date de l'ouverture de la première enquête.

327.

Arrêté portant augmentation des traitements et accessoires de traitements du personnel des ponts et chaussées en Algérie (Extrait).

18 décembre 1858.

LE PRINCE CHARGÉ DU MINISTÈRE DE L'ALGÉRIE ET DES COLONIES,

ARRÊTE :

ART. 4^{er}. Les traitements et accessoires de traitements du personnel des ponts et chaussées, en Algérie, sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADES.	TRAITEMENTS DE BASE.		INDENNITÉS		TOTAL.
	FR.	FR.	FR.	FR.	
(1).					Par an.
Conducteurs principaux faisant fonctions d'ingénieurs ordinaires	2,500	833	2,500	2,000	7,333
Conducteurs principaux	2,500	833	500	—	3,933
(2).					
Piqueurs faisant fonctions de conducteurs auxiliaires	1,500	—	700	—	2,100
Piqueurs	1,500	—	—	—	1,500

(1) Voir, pour le traitement des ingénieurs, l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 7 janvier 1862.

(2) Voir, pour le traitement des conducteurs embrigadés et des conducteurs auxiliaires, l'arrêté du ministre de l'Algérie et des colonies, en date du 10 février 1860 (*Infra*, n° 350).

2. Il est alloué aux ingénieurs et agents du service des ponts et chaussées, sur les travaux départementaux qu'ils firent exécuter, des remises qui seront calculées à raison de quatre pour cent (4 p. 0/0) sur les premiers 10.000 francs, et de un pour cent (1 p. 0/0) sur toutes les sommes qui dépasseront ce chiffre.

3. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, qui recevra son exécution à partir du 1^{er} janvier 1859.

4. Les préfets de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

328.

Arrêté portant augmentation des petits traitements (1).

30 décembre 1858.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET TRAVAUX PUBLICS,

ARRÊTÉ :

Les traitements des agents ci-après désignés seront augmentés comme il suit, à dater du 1^{er} janvier 1859 :

Conducteurs embrigadés de 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classe et conducteurs auxiliaires.	100 fr.
Gardes-mines de 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e classe.....	100
Agents secondaires.....	100
Agents intérieurs de la navigation.....	50
Maîtres de port de 3 ^e et 4 ^e classe.....	50
Maîtres et gardiens de phares.....	50

329.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (2).

25 janvier 1859.

Navigaton. — Canaux et rivières canalisées. — Amélioration du produit de la pêche. —
Modification de l'article 22 du cahier des charges.

Monsieur le Préfet, l'article 22 du cahier des charges relatif à l'amélioration de la pêche dans les canaux et rivières canalisées est ainsi conçu :

- « Le prix annuel des baux sera payé par trimestre et d'avance dans la caisse du receveur de..... dans le ressort duquel est situé le lot amodié, aux époques des
- » 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre.
- » Les adjudicataires ne sont tenus du paiement du prix de leur bail, pour le premier trimestre, qu'au prorata du temps qui devra s'écouler depuis le jour où l'approbation de l'adjudication leur aura été notifiée jusqu'au premier jour du trimestre suivant. »

(1) Voir *infra*, n^{os} 330, 343 et 344.

(2) Voir *supra*, n^o 278, *infra*, n^o 303.

M. le ministre des finances vient d'appeler mon attention sur les difficultés que fait naître, dans la pratique, la rédaction de cette dernière clause. Les retards apportés dans la notification aux fermiers de l'approbation des traités, et souvent même l'omission de cette notification, créent un embarras réel pour les agents de la perception.

Dans le but de remédier à cet état de choses, j'ai décidé, de concert avec M. le ministre des finances, que le paragraphe 2 de l'article 22 précité serait modifié, et qu'on y substituerait la rédaction suivante :

« Les adjudicataires ne seront tenus au payement du prix de leur bail, pour le premier trimestre, qu'au prorata du temps qui devra s'écouler depuis le jour de l'entrée en jouissance, constatée comme il est dit à l'article 20, jusqu'au premier jour du trimestre suivant. »

Je vous prie, Monsieur le Préfet, d'inviter MM. les ingénieurs à tenir compte de cette modification dans les projets de cahier des charges qu'ils soumettront à l'administration pour le renouvellement des baux de pêche à partir du 1^{er} janvier 1860.

Je vous recommande d'ailleurs, d'une manière toute particulière, Monsieur le Préfet, de veiller à ce que les adjudicataires aient, aussitôt que possible, avis de l'homologation de l'adjudication tranchée à leur profit.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs.

330.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

26 février 1859.

Personnel. — Augmentation des petits traitements. — Instructions supplémentaires.

Monsieur le Préfet, des renseignements m'ont été demandés par différents chefs de service au sujet de l'application de ma décision du 10 janvier dernier (1), relative à l'augmentation des petites traitements.

Pour répondre aux questions qui m'ont été posées et prévenir toute incertitude ou fausse interprétation des intentions de l'administration supérieure, je crois devoir donner d'une manière générale les explications suivantes :

1^o Les agents, quels qu'ils soient, jouissant, en vertu de décisions antérieures, d'un traitement supérieur au traitement normal de leur classe, ne doivent pas profiter de l'augmentation. Si toutefois cette augmentation est plus forte que la différence en plus dont ils profitaient déjà, ils devront naturellement être portés au même taux que leurs collègues ;

2^o Par les mots *agents inférieurs de la navigation*, on doit entendre aussi bien les agents de la navigation maritime que ceux de la navigation fluviale. Il paraît équitable d'étendre également l'effet de la mesure aux différents sorts d'agents cités dans les articles 24 et 29 du décret du 17 août 1853, qui, par la nature de leurs fonctions, ne peuvent être assimilés à des gardes et éclusiers, mais dont les traitements sont établis sur les mêmes bases ;

(1) Décision rendue pour l'exécution de l'arrêté du 30 décembre 1858. Voir *supra*, n^o 328.

3° Les conducteurs et autres agents payés sur les fonds départementaux sont appelés à jouir des mêmes avantages que les agents rétribués directement par l'État. S'il arrivait qu'un département manquât des ressources nécessaires pour faire face à cette légère augmentation de dépense pour l'année 1859, il y aurait lieu de demander au conseil général les fonds nécessaires sur le budget de 1860 pour payer l'arriéré.

J'adresse ampliation de la présente à tous les ingénieurs en chef.

331.

Arrêté qui détermine les fonctionnaires ayant le droit de requérir la transmission gratuite de leurs dépêches par voie télégraphique (Extrait) (1).

10 avril 1859.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

ARRÊTE :

ART. 2. La correspondance des fonctionnaires publics exclusivement relative au service de l'État, est seule transmise gratuitement par le télégraphe.

3. Les fonctionnaires ci-après dénommés sont autorisés à requérir directement de l'administration des lignes télégraphiques la transmission gratuite de leurs dépêches administratives.

.....

Les ingénieurs, commissaires, sous-commissaires et autres agents préposés à la surveillance administrative des compagnies de chemins de fer (avec le ministre des travaux publics pour les dépêches relatives aux accidents sur les voies ferrées).

.....

5. La compagnie d'Orléans est autorisée à expédier en franchise, par ses fils et appareils, les dépêches adressées à l'ingénieur en chef du département de l'Indre, par les conducteurs des ponts et chaussées en résidence à Argenton, et relatives à la hanté des eaux de la Creuse et aux quantités d'eau tombées dans le bassin de cette rivière.

Les dépêches de l'ingénieur en chef devront être visées par le préfet.

6. A Paris, le droit à la franchise télégraphique n'appartient qu'aux ministres et à leurs délégués;.....

7. Tout fonctionnaire non dénommé à l'article 3 ne peut requérir la transmission gratuite d'une dépêche concernant son administration, si cette dépêche n'est préalablement revêtue du visa de l'autorité dont il relève. L'ordre de répondre par télégraphe équivaut au visa.

.....

8. Nul ne peut viser une dépêche, s'il n'est autorisé lui-même à correspondre en toute franchise.

(1) Voir *supra*, n° 198, et *infra*, n° 341.

9. L'abus du droit de franchise télégraphique dans un intérêt privé donnera lieu à une répétition de taxe, conformément aux tarifs en vigueur.

10. Le directeur de l'administration des lignes télégraphiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

332.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.

21 avril 1859.

Personnel. — Registres matricules et registres de notes.

Monsieur, le conseil général des ponts et chaussées a examiné quelles modifications la substitution des nouvelles notes signalétiques aux anciens comptes de personnel devait apporter dans la tenue du registre matricule et du registre de notes prescrits par l'instruction du 28 juillet 1851 (1).

D'après l'avis du conseil général, j'ai arrêté les dispositions suivantes :

Le registre matricule sera maintenu ;

Le registre de notes, faisant double emploi avec les notes signalétiques individuelles dont les ingénieurs ordinaires et les ingénieurs en chef conservent une minute, sera supprimé.

Je vous invite à faire connaître le nombre de formules dont vous avez besoin pour les notes de cette année, en déduisant celles qui pourraient vous rester des années antérieures.

333.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (2).

16 juin 1859.

Routes et ponts. — Modèle de soumission pour les adjudications de travaux.

Monsieur le Préfet, à ma circulaire du 10 juillet 1858 se trouvait joint un modèle de soumission auquel doivent se conformer les entrepreneurs qui veulent concourir pour les adjudications des travaux concernant le service des ponts et chaussées.

J'ai eu occasion de remarquer que cette formule n'est pas partout exactement suivie. Dans plusieurs départements, en effet, on continue à admettre des rabais fractionnaires, bien que, d'après la formule adoptée, on ne doive accepter que des rabais sans fraction de franc.

J'ai lieu de craindre, Monsieur le Préfet, que les avantages du mode prescrit par l'administration n'aient pas été suffisamment appréciés. Je crois donc devoir les signaler à votre attention.

L'interdiction des rabais fractionnaires a pour but, d'une part, de simplifier les

(1) Voir les articles 7 et 13 de cette instruction.

(2) Voir *suprà*, nos 110, 113 et 315.

comptes et, de l'autre, d'éviter des embarras et des difficultés dans ces adjudications. Cette dernière considération a surtout de la valeur dans les petites adjudications auxquelles concourent des entrepreneurs souvent illettrés. La désignation des fractions faite d'une manière incomplète ou fautive dans les soumissions a quelquefois soulevé des questions fort épineuses, dont la solution n'a pu être donnée immédiatement et a embarrassé l'administration. Il est dans l'intérêt de toutes les parties contractantes qu'on fasse disparaître des adjudications cette cause de difficultés.

Il y aurait sans doute contre le maintien de la formule une objection très-grave, si le Trésor devait être privé du bénéfice que peut lui procurer un rabais fractionnaire, mais il semble difficile d'admettre qu'il en soit ainsi. L'examen de la question a même donné lieu de penser que la suppression des rabais fractionnaires doit amener plus souvent, dans les adjudications régulières, l'égalité dans les rabais de divers concurrents et, par suite, l'ouverture de nouvelles enchères, circonstance généralement favorable à l'administration.

Bien plus, en cas de collusion de la part de plusieurs entrepreneurs, la suppression du rabais fractionnaire est de nature à gêner les conventions illégales.

Il convient donc, Monsieur le Préfet, de maintenir l'interdiction absolue, dans les rabais, de toute fraction de franc, et afin qu'il soit bien entendu que cette interdiction est de rigueur, les affiches devront toujours contenir, indépendamment du modèle de soumission, la clause suivante :

« Conformément à l'ordonnance du 10 mai 1829, toute soumission qui ne sera pas exactement conforme au modèle ci-dessous sera déclarée nulle et non avenue. »

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs.

336.

Instruction générale sur le service et la comptabilité des receveurs généraux et particuliers des finances, etc. (Extrait).

20 juin 1859.

1^{re} PARTIE.—TITRE I^{er}. DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS ET DES DÉPENSES Y RELATIVES.—CHAPITRE 18. *Recettes accidentelles à différents titres.*

Reversements pour trop payé sur les ordonnances des ministres.

ART. 389. Les reversements effectués pour trop payé sur les ordonnances des ministres doivent, à l'exception de ceux qui s'appliquent aux fonds départementaux et dont il est question à l'article 452, être reçus à titre de *recettes accidentelles*, avec indication d'origine, quelle que soit la date du paiement donnant lieu au reversement.

.....

Les récépissés et déclarations de recettes délivrés par les receveurs des finances, pour les reversements, doivent indiquer exactement le chapitre de la dépense et la date des paiements sur lesquels les reversements sont effectués.

Les receveurs ont à se procurer ces renseignements auprès des ordonnateurs se-

secondaires, s'ils ne les trouvent pas sur les pièces qui leur sont présentées par les parties versantes.

..... (*Instruction du ministère de l'intérieur du 12 janvier 1839; circulaire de la comptabilité générale des finances du 24 avril suivant; règlement du ministère de l'intérieur de 1850; circulaires de la comptabilité générale aux payeurs du 20 novembre 1851 et 4 mars 1855*).

CHAPITRE 20. *Produits éventuels affectés aux dépenses ordinaires et extraordinaires des départements.*

Reversements pour trop payé.

ART. 452. Les reversements auxquels donne lieu le service départemental, exigent une distinction que les receveurs doivent faire avec soin, et qui doit d'ailleurs être indiquée par les préfets dans les ordres de reversement.

Lorsque le reversement est effectué par un individu à qui il a été payé une somme supérieure à celle qui lui revenait, le montant en est appliqué au compte des *produits éventuels départementaux*; mais si le reversement a lieu par suite d'un paiement fait en sus des ordonnances de délégation, la somme reversée est imputée au compte des *recettes accidentelles à différents titres*, l'excédant de paiement portant alors non sur les fonds départementaux, mais sur ceux du Trésor que le payeur avait en caisse.

Dans les deux cas, il doit être remis au préfet une déclaration de versement contenant, indépendamment des indications exigées par l'article 389, tous les détails propres à faire connaître le motif du reversement. (*Article 215 du règlement du ministère de l'intérieur, du 30 novembre 1840; circulaire du même ministère du 12 janvier 1850, p. 26*).

Reversements ordonnés par les ingénieurs en chef.

Les ingénieurs en chef des départements peuvent, comme ordonnateurs secondaires, avoir à ordonner des reversements concernant le service des routes départementales. Mais, comme l'article 22 de la loi du 10 mai 1838 porte que les rôles et états relatifs aux produits départementaux sont rendus exécutoires par le préfet, les ordres de reversement doivent être soumis au visa de cet administrateur (*Circulaire du ministre de l'intérieur, du 12 janvier 1854, p. 25*).

Frais et honoraires dus par des particuliers pour travaux d'intérêt public.

454. Sont également rattachées, pour ordre, au budget départemental les recouvrements des *frais et honoraires* de toute nature auxquels donnent lieu les travaux d'intérêt public exécutés d'office ou de gré à gré à la charge des particuliers (1). Ces recouvrements sont opérés par les percepteurs en vertu de mandements exécutoires délivrés par les préfets et selon les règles suivies en matière de contributions directes. Les mandements exécutoires, lorsqu'ils sont rédigés sur une feuille spéciale, c'est-à-dire lorsqu'ils ne se trouvent pas au bas des états de frais présentés par les parties intéressées pour obtenir paiement, sont exempts de timbre comme constituant des actes de l'autorité administrative (art. 80 de la loi du 15 mai 1818).

(1) Voir *suprà*, n° 303.

Les comptables chargés du recouvrement doivent, pour empêcher que des individus qui seraient réellement solvables ne puissent se soustraire abusivement au paiement de leur dette, faire de promptes et actives diligences quand ils reçoivent les arrêtés exécutoires, et ne se désister des poursuites que lorsque leur inutilité est évidente. Les préfets ont à exiger à cet égard toutes les justifications nécessaires avant de décharger les comptables de l'obligation de faire recette de sommes dues.

Les frais de poursuites qu'il deviendrait nécessaire de faire seraient provisoirement avancés par le receveur général avec ses fonds personnels, et s'il était régulièrement justifié de leur irréconvenance, le remboursement en serait alloué sur les fonds du ministère des travaux publics.

Lorsque, indépendamment des honoraires relatifs aux travaux dont il s'agit, le même individu est tenu au paiement d'une amende et de frais judiciaires, des arrêtés exécutoires distincts pour ces deux natures de recouvrements sont nécessaires, à moins que l'arrêté unique ne désigne les comptables par les soins desquels doivent être respectivement recouvrés les divers frais et condamnations; il est délivré alors, sur papier libre, deux expéditions de cet acte, l'une pour le directeur de l'enregistrement, l'autre pour le receveur général, qui prend charge dans sa comptabilité des frais et honoraires concernant l'exécution des travaux, et en fait opérer le recouvrement contre le redevable.

Les receveurs généraux ont à produire, comme titres de perception, soit les mandats exécutoires, soit un état récapitulatif de ces mandats, soit seulement la lettre d'envoi, pourvu qu'elle en contienne le détail; dans tous les cas, les mandats exécutoires doivent être envoyés aux percepteurs chargés du recouvrement, afin que si des poursuites devenaient indispensables, ces comptables fussent en mesure de les exercer. (*Décret des 7 fructidor an XII, article 75; décrets des 10 et 27 mai 1854; circulaires de la comptabilité générale des finances des 30 septembre 1854, 26 juin 1855, 7 juillet et 18 décembre 1856, 28 février 1857 et 20 février 1858; circulaire du ministre de l'intérieur du 6 août 1857*).

Si le crédit d'ordre nécessaire pour le service dont il s'agit au présent article n'était pas ouvert au budget départemental, ce service serait rattaché à celui des cotisations (art. 624). (*Circulaire du 12 octobre 1858*).

TITRE II. DES SERVICES SPÉCIAUX. — CHAPITRE 1^{er}. Caisse des dépôts et consignations.

Consignation de prix de vente de terrains cédés à l'État, aux départements
et aux communes.

ART. 522. Lorsque le prix de vente de terrains cédés à l'État et aux départements pour cause d'utilité publique doit être versé à la caisse des consignations, le versement est fait aux receveurs des finances par les payeurs; ces derniers comptables doivent faire connaître, dans leur déclaration, s'il existe ou non des inscriptions, et, dans le cas de l'affirmative, l'état des inscriptions doit toujours être remis à l'appui. Les receveurs constatent la recette au crédit de la caisse des dépôts, et ils en délivrent des récépissés à ce titre (*Circulaires de la comptabilité générale des finances des 20 décembre 1834 et 5 décembre 1835; instruction de la caisse des dépôts du 1^{er} décembre 1851; circulaire aux payeurs, du 13 octobre 1846; instruction de l'administration de l'enregistrement, du 25 novembre 1846, n° 1708; circulaire du ministre de l'intérieur, du 4 février 1847*).

Les consignations devant être remboursées à la caisse même où elles ont été faites, il convient, pour la facilité des créanciers, que le prix des terrains cédés soit consigné entre les mains du receveur des finances de l'arrondissement où les biens sont situés, parce qu'il est ordinairement celui du domicile des intéressés; ce serait seulement sur la demande expresse de ces derniers que les consignations afférentes à des biens situés dans un arrondissement de sous-préfecture devraient être effectués au chef-lieu du département. Le payeur, qui doit se concerter avec la préfecture pour qu'il en soit ainsi, vise alors, payable à la caisse du receveur désigné, le mandat délivré sur sa caisse pour le prix des terrains, et il énonce, dans son visa, qu'il autorise, non le paiement effectif, mais la consignation de la somme mandatée. Les pièces qui ont nécessité l'arrêté de consignation sont annexées au mandat et accompagnées d'un état détaillé de ces pièces, à la suite duquel le payeur fait sa déclaration de versement, qu'il n'a pas à reproduire sur les registres du préposé de la caisse des dépôts et consignations; seulement, celui-ci doit inscrire, sur son registre des déclarations de versement, une mention d'ordre par laquelle il se réfère à la déclaration souscrite sur l'état du payeur, état qui reste joint au dossier de la consignation. Lorsque le mandat revient ensuite au payeur, par l'entremise du receveur général, il doit être accompagné du récépissé du receveur particulier et de l'attestation de ce même comptable, constatant la remise qui lui a été faite des pièces à l'appui de la consignation (*Circulaire aux receveurs des finances, du 11 août 1843; circulaire aux payeurs, du 20 janvier 1854*).

.....

CHAPITRE 7. Cotisations municipales et particulières.

Règles générales pour le recouvrement des cotisations et pour le paiement des dépenses qui s'y appliquent.

ART. 604. Les receveurs généraux des finances sont chargés, en vertu de lois, ordonnances et règlements, et de décisions concertées entre les ministères de l'intérieur et des finances, de recouvrer et de centraliser à leur caisse le produit des cotisations municipales et particulières fournies par les communes, les établissements de bienfaisance et des particuliers pour subvenir à diverses dépenses d'intérêt commun.

La nomenclature qui en est donnée ci-après a été arrêtée de concert par les ministères de l'intérieur et des finances, et aucun autre produit ne peut y être ajouté sans une autorisation spéciale également concertée entre les deux ministères (*Circulaires des 9 janvier, 15 septembre et 24 octobre 1823, 21 mars 1825, 18 décembre 1828, 8 février 1831, 6 septembre, 12 octobre et 27 novembre 1836; instruction du ministre de l'intérieur du 25 de ce dernier mois; instruction du même ministre du 17 janvier 1837*).

605. Les recouvrements sont effectués d'après des arrêtés du préfet de chaque département, qui sont notifiés au receveur général et qui énoncent les lois, décrets, ordonnances ou décisions ministérielles en vertu desquelles les cotisations sont établies.

Dans le cas où, par suite de circonstances imprévues, le recouvrement d'un produit devrait être suspendu, l'arrêté pris à cet égard par le préfet serait notifié au receveur général.

606. Les dépenses sont acquittées au moyen de mandats que les préfets délivrent sur la caisse des receveurs généraux, et dont ils doivent adresser à ces comptables des bordereaux d'émission conformes au modèle n° 163.

Lorsqu'il y a lieu de faire faire les paiements par les percepteurs et autres comptables de l'arrondissement du chef-lieu, ou par les comptables des arrondissements de sous-préfecture, les mandats doivent être revêtus du visa du receveur général.

.....

Chaque produit ayant une affectation spéciale, les receveurs généraux doivent avoir soin que les paiements n'excèdent pas les recettes faites pour la dépense dont les mandats leur sont présentés.

Cotisations pour des travaux d'intérêt commun et pour divers salaires.

624. Il peut arriver que le budget départemental ne contienne pas, selon ce qui est réglé à l'article 454, de crédit d'ordre pour le paiement, à titre d'avance, des frais et honoraires auxquels donnent lieu les travaux d'intérêt public exécutés d'office, ou de gré à gré, à la charge des particuliers. Quand il en est ainsi, ce service est rattaché à celui des cotisations, et le recouvrement des sommes dues est opéré conformément aux dispositions de l'article 454 précité.

.....

Les mémoires de travaux, les états de frais et honoraires, les quittances des paiements faits aux ayants droit et les états de journées d'ouvriers, quand ils comprennent des sommes excédant dix francs, sont passibles du timbre, et le prix de ce timbre est dû par les parties prenantes, en vertu de la disposition de l'article 29 de la loi du 13 brumaire an vii, qui met à la charge des créanciers les frais de timbre des quittances et de tous autres actes intervenus entre eux et l'État. Les quittances délivrées par les percepteurs aux redevables sont également sujettes au droit de timbre. Les mémoires et états de frais et de journées doivent toujours être quittancés par les créanciers réels (*Circulaires des 30 septembre 1854, 26 juin 1855, 7 juillet et 18 décembre 1856, 20 février et 12 octobre 1858*).

Produits affectés aux dessèchements de marais, construction et entretien de digues, canaux, etc. — Associations syndicales.

633. Les dépenses relatives aux travaux d'art qu'exigent le dessèchement des marais, la construction et l'entretien des digues, canaux et ponts, peuvent, dans les cas prévus par les lois des 14 floréal an xi (1) et 16 septembre 1807 (2), être à la charge des départements, des communes et des particuliers. Les uns et les autres y concourent selon le degré d'utilité que ces travaux présentent pour chacun d'eux, mais les sommes destinées au paiement de ces dépenses ne sont pas centralisées aux caisses des receveurs généraux des finances, et il n'en est fait mention au présent chapitre que parce qu'elles rentrent dans la classe des cotisations imposées aux départements, aux communes et aux particuliers, pour des services d'intérêt commun. Elles sont soumises aux règles spéciales indiquées ci-après (*Lois des 14 floréal an XI et 16 septembre 1807 ; lois de finances de 1818 et 1819 ; loi du 21 mai 1836 ; circulaire de la comptabilité générale des finances du 12 octobre suivant*).

(1) Voir *suprà*, n° 45.

(2) Voir *suprà*, n° 28.

634. Le contingent des départements est porté dans leur budget et payé, dès lors, par les payeurs du Trésor.

635. Lorsque les travaux à exécuter n'intéressent qu'une seule commune qui supporte toute la dépense, cette dépense est payée directement par le receveur municipal en vertu des crédits ouverts au budget; et si, en cas d'insuffisance des revenus ordinaires de la commune, il y a lieu d'établir une imposition spéciale, le produit de cette imposition, qui fait alors partie des impositions locales dont il est parlé au titre I^{er} (chapitre 1^{er}, section 1^{re}), est reconvré par le percepteur et mis à la disposition de la commune, selon le mode établi pour ces impositions.

636. Lorsque la dépense doit être supportée à la fois par une ou plusieurs communes et des particuliers ou seulement par un certain nombre de propriétaires réunis en association syndicale, les syndicats peuvent, à leur gré, charger du recouvrement et de l'emploi des fonds, soit des agents spéciaux, soit l'un des percepteurs-receveurs municipaux de la localité (*Circulaire aux préfets et circulaire aux receveurs des finances du 6 mars 1840*).

.....

TITRE III. SERVICE DE TRÉSORERIE. CHAPITRE 1^{er}. Mouvement des fonds. SECTION 3.
Versements aux payeurs.

Paiement des rentes viagères et des pensions dues par l'État et par la caisse des retraites pour la vieillesse.

Art. 701. Les receveurs des finances et les percepteurs interviennent aussi pour le service des rentes viagères et des pensions dues par l'État, ainsi que pour le paiement des secours aux anciens militaires. Ils sont tenus de prêter leur ministère pour la transmission au payeur et le renvoi, sans frais, des certificats de vie et autres pièces ayant pour objet le recouvrement, par les titulaires, des arrérages de ces pensions et secours. Les envois aux payeurs sont faits par l'intermédiaire des receveurs généraux, et sont accompagnés d'un bordereau des pièces dont ils se composent. Il est recommandé aux comptables de mettre beaucoup de célérité dans ces envois. Lors du retour des pièces, ils en donnent avis aux parties intéressées, par la voie de la poste si elles consentent à payer le port de lettre.

Les arrérages des pensions et des rentes viagères sont payés au porteur du titre et du certificat de vie du titulaire, *visé par le payeur*. Mais les arrérages dus au moment du décès des titulaires ne peuvent être payés qu'aux ayants droit ou à leurs représentants; seulement, lorsque la somme n'excède pas 50 francs, l'acquit peut être donné par un seul des ayants droit, à la condition qu'il se porte fort pour ses cohéritiers (*Loi du 22 floréal an vi; circulaire de la direction de la dette inscrite du 20 novembre 1847; circulaire de la comptabilité générale aux payeurs, du 4 juillet 1851, et aux receveurs des finances, du 28 décembre 1854; bulletin mensuel des postes de juillet 1857, page 283*).

.....

Certificats de propriété. — Sont affranchis du timbre en certain cas.

702. Les certificats de propriété délivrés par les notaires ou autres officiers publics pour servir à la justification des droits des héritiers, en ce qui concerne les sommes dues par l'État à titre de pension, de rémunération ou de secours, sont affranchis de

la formalité de l'enregistrement (*Circulaires aux payeurs, des 14 août 1848 et 15 mai 1858*).

707. Lorsque les *ouvriers auxiliaires ou supplémentaires* employés temporairement pour le service des ponts et chaussées sont trop nombreux, pour que le paiement de leur salaire puisse être effectué au moyen des mandats individuels, ce paiement a lieu, comme pour les travaux en régie, par des conducteurs ou piqueurs, à l'aide d'avances qui leur sont faites conformément à l'article 72 de l'ordonnance royale du 31 mai 1838 (1). Il est expédié autant de certificats de propositions de paiement et autant de mandats qu'il y a d'agents chargés de la distribution des salaires; Les mandats, après avoir été visés par le payeur, sont présentés aux caisses sur lesquelles ils sont assignés, et doivent ensuite rentrer, acquittés, au receveur général, qui en fait la remise au payeur. Les agents des ponts et chaussées restent chargés de recevoir les quittances des créanciers réels et de les faire parvenir au payeur dans le mois de la délivrance des fonds.

Parties prenantes illettrées; quittances données séparément; date des acquits;
cachet à apposer sur les pièces acquittées.

709. Lorsque les parties prenantes sont illettrées et que la somme à payer ne dépasse pas 150 francs, les comptables qui font le paiement pour le compte du payeur sont tenus de faire certifier par deux témoins la déclaration du porteur du mandat et le fait du paiement, et d'apposer, à côté de ce certificat, *leur propre signature*, afin d'attester que la formalité s'est accomplie en leur présence. Ils sont responsables de l'exécution de ces dispositions (*Loi du 18 messidor an II; circulaire de la comptabilité générale aux payeurs, du 17 décembre 1834*).

Si la somme excède 150 francs, la quittance doit être donnée en présence d'un notaire; cette quittance est admise à l'enregistrement gratis; elle est seulement assujettie au timbre. Les quittances relatives à des indemnités de dépossessions de terrains sont données, même lorsque la somme excède 150 francs, dans la forme des actes administratifs, en exécution de l'article 56 de la loi du 3 mai 1841 (2); elles sont enregistrées et timbrées gratis, conformément à l'article 58 de la même loi. La preuve testimoniale est autorisée pour des sommes supérieures à 150 francs, lorsqu'il s'agit de paiements de secours accordés à titre gratuit....; mais l'exemption ne s'étend pas aux héritiers de ces derniers.

Si les quittances à donner pour le paiement des ordonnances et mandats sont produites séparément, comme cela arrive lorsqu'elles doivent être extraites d'un registre à souche ou qu'elles sont remplacées par des récépissés à talon, et si les quittances se trouvent au bas des factures, mémoires ou contrats, l'ordonnance ou le mandat de paiement ne doit pas moins être quittancé pour ordre et par duplicata. Lorsque les titres, factures ou mémoires portant quittance sont timbrés, ou que la quittance est fournie séparément sur papier timbré, l'acquit donné pour ordre au bas des ordonnances ou mandats n'entraîne pas la nécessité du timbre de ces pièces (*Circulaires aux payeurs, des 13 juin 1837, 30 décembre 1839, 30 septembre 1847 et 15 mai 1858; règlements sur les dépenses des divers ministères*).

(1) Voir l'article 94 du décret du 31 mai 1862.

(2) Voir *supra*, n° 125 et 126.

Les comptables qui payent les dépenses sont tenus de veiller à ce que les acquits soient datés du jour même du paiement ; dans le cas où les parties prenantes seraient illettrées, ce serait à l'agent de la dépense à mettre lui-même la date. S'il arrivait qu'un mandat déjà quittancé et daté ne fût pas payé le jour de sa date, cette date devrait être rectifiée, et la rectification approuvée par la partie prenante, ou par le comptable qui ferait le paiement (*Circulaires aux payeurs, des 18 janvier 1837 et 15 octobre 1853; circulaire aux receveurs généraux, du 30 janvier 1837*).

.....

Perte de mandats.

710. En cas de perte d'un mandat ou d'un extrait d'ordonnance de paiement, le créancier ne peut en obtenir un duplicata que sur sa déclaration de perte et sur le certificat du payeur constatant le non-paiement du mandat ou de l'extrait d'ordonnance primitif. Si le mandat ou l'extrait d'ordonnance a été visé payable à la caisse d'un comptable du département, le payeur indique au receveur général la localité où le paiement devait être fait et lui demande, en même temps, une attestation énonçant que la pièce dont le duplicata est réclamé ne figure pas au nombre des pièces acquittées dont le versement reste à faire, et qu'il a été pris note de l'invitation de ne pas payer le primata; le receveur général délivre l'attestation après avoir demandé les renseignements nécessaires aux comptables qui étaient chargés de faire le paiement (1).

Remise des pièces de dépenses au payeur. États nominatifs non payés intégralement.

711. Les acquits constatant les paiements faits par les percepteurs pour le service des payeurs doivent être compris dans le plus prochain versement qu'ils effectuent à la recette particulière. Les receveurs particuliers les transmettent au receveur général, avec les acquits payés par eux, et le receveur général reste chargé d'effectuer le versement au payeur de toutes les pièces de dépenses réunies entre ses mains. Ces versements en pièces de dépenses sont reçues par les payeurs à titre de remises de fonds.

Si parmi les pièces de dépenses il se trouve des états nominatifs à émarger, dont le paiement n'a pu être fait en totalité, dans le délai d'un mois, par suite de décès ou d'absence, le receveur général se charge en recette, à titre de *recette accidentelle* et comme *recouvrement du payeur*, des sommes non payées, et il en souscrit, à ce titre, un récépissé qu'il joint aux états d'émargement; il doit en outre remettre au payeur, avec le récépissé de versement, une déclaration dans la forme du modèle prescrit par l'article 1372 et contenant tous les détails nécessaires sur l'origine de la recette, les noms, prénoms et domiciles des individus pour le compte desquels le reversement a été fait (*Circulaires aux payeurs, des 31 juillet 1850 et 4 mars 1855*).

.....

TITRE V. SERVICE DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. CHAPITRE 1^{er}. Service des communes. SECTION 2. Perception des revenus des communes, assiette des droits, recouvrement et poursuites y relatives.

(1) Voir *suprà*, n^{os} 306 et 316.

Amendes en matière de grande voirie.

ART. 933. Les amendes en matière de grande voirie résultent des procès-verbaux de contravention dressés par les agents chargés de la surveillance et de la police des routes, en ce qui concerne les anticipations sur les fossés ou canaux et les détériorations de toute espèce; elles sont provisoirement prononcées par les préfets ou sous-préfets (1), sauf jugement du conseil de préfecture, et le produit en est réparti de la manière suivante, savoir :

Un tiers aux agents qui ont constaté les délits ;

Un tiers au Trésor public, pour les dépenses des ponts et chaussées ;

Un tiers aux communes dans lesquelles les délits ont été constatés (*Décrets des 16 décembre 1811 et 29 août 1813; circulaire de la direction générale de l'enregistrement et des domaines, du 21 octobre 1825*).

934. Pour les amendes de grande voirie, les receveurs de l'enregistrement, transmettent, chaque trimestre, au directeur de l'enregistrement et des domaines de leur département, l'état des recettes effectuées; le directeur adresse immédiatement au préfet l'état général des recettes du département, et il provoque, auprès du ministère des finances, l'ordonnement des sommes dont la liquidation et la répartition ont été arrêtées par le préfet (2) (*Instruction de la direction générale de l'enregistrement et des domaines, du 24 janvier 1829*).

TITRE VI. DES CORRESPONDANTS DE LA RECETTE GÉNÉRALE DE CHAQUE DÉPARTEMENT.

CHAPITRE 18. Ministères, leur compte de dépôts pour les adjudications de fournitures et de travaux.

Versement et remboursement des dépôts (3).

ART. 1177. Les soumissionnaires de fournitures et de travaux entrepris au compte de l'État ou des départements sont astreints à un dépôt provisoire, en garantie du cautionnement auquel ils sont assujettis s'ils deviennent adjudicataires.

Ces dépôts doivent, aux termes des cahiers des charges, être effectués entre les mains du receveur général du département, sauf ceux qui ont lieu à Paris, lesquels sont faits à la caisse des dépôts et consignations.

Ils peuvent être opérés en numéraire ou en inscriptions de rentes sur l'État (*Circulaire de la comptabilité générale, des 20 décembre 1834, 30 mai et 29 septembre 1835, 9 mars 1838 et 8 juin 1839*).

Tous les cautionnements en rentes qui sont réalisés dans les mains de l'agent judiciaire du Trésor, ou dans celles de tous autres agents de l'administration des finances, doivent être en rentes nominatives. Il est interdit à ces agents de recevoir aucun cautionnement en rentes au porteur (*Ordonnance royale du 29 avril 1831, article 9; arrêtés du ministre des finances, des 25 octobre 1832 et 3 novembre 1834; circulaire*

(1) Cette assertion est inexacte; les amendes sont prononcées par les conseils de préfecture (art. 4 de la loi du 29 floréal an X; art. 114 du décret du 16 décembre 1811).

(2) Par suite de deux décisions des ministres des finances et de l'intérieur, en date du 21 octobre 1860 et 6 février 1862, les directeurs n'ont plus à soumettre à la liquidation des préfets les états dressés par les receveurs.

(3) Voir *infra*, 392.

de la direction de la dette inscrite, du 8 avril 1836; instruction de l'administration de l'enregistrement, du 16 juillet 1839).

4178. La recette et le remboursement des dépôts donnent lieu d'ouvrir aux soumissionnaires des travaux et fournitures, ainsi qu'aux ministères que les fournitures et travaux concernent, des comptes collectifs comme correspondants de la recette générale. Ces comptes doivent être distincts pour les dépôts en numéraire et pour les dépôts en inscriptions de rentes.

Le capital des rentes déposées en garantie ou à titre de cautionnement est calculé, au pair pour les rentes en 4 1/2 et 4 p. 0/0, et au taux de 75 francs pour les rentes 3 p. 0/0. Le capital représentatif doit, en conséquence, figurer tant dans les récépissés à délivrer aux soumissionnaires et aux adjudicataires qu'aux comptes à ouvrir pour ces sortes d'opérations (*Ordonnances royales des 19 juin 1825 et 13 juin 1838, art. 9; instruction de la caisse des dépôts, du 20 octobre 1853, § 12*).

4179. Il est délivré des récépissés à talon aux soumissionnaires qui effectuent le versement de leurs dépôts. En leur remettant ces récépissés, les receveurs des finances les préviennent qu'après l'adjudication, ils devront faire constater au dos, par l'autorité qui aura présidé à l'adjudication, s'ils sont ou non adjudicataires, et s'ils ont droit, dès lors, au remboursement du dépôt ou à un récépissé pour cautionnement.

4180. Pour obtenir le remboursement de leurs dépôts, les soumissionnaires sont tenus de représenter au receveur des finances le récépissé qui leur a été fourni lors du versement, et sur lequel, comme il est dit ci-dessus, ils ont fait constater, par l'autorité qui a présidé à l'adjudication, qu'ils n'ont pas été déclarés adjudicataires. Les receveurs, en effectuant les remboursements, font apposer au dos des mêmes récépissés la quittance des parties prenantes, et ils conservent ces pièces à l'appui de la dépense qu'ils portent au compte des ministères.

Application aux cautionnements, des dépôts versés par les soumissionnaires devenus adjudicataires.

4181. Les dépôts en numéraire faits par les soumissionnaires qui deviennent adjudicataires doivent être transportés, dans la comptabilité des receveurs, au compte de la caisse des dépôts et consignations, qui est chargée, aux termes des décisions ministérielles rappelées par les articles 526 et 527, de recevoir et de conserver les cautionnements des adjudicataires de fournitures et de travaux. A cet effet, les receveurs généraux font dépense des cautionnements de l'espèce au compte des ministères, et ils en font recette au crédit de la *caisse des dépôts*.

Ils souscrivent, à ce dernier titre, leur récépissé à talon, au nom de l'adjudicataire; ils le lui remettent en échange du récépissé délivré lors du versement du dépôt, et annoté suivant ce qui est dit à l'article 4179. Ils font inscrire, au dos de ce dernier récépissé, la quittance du soumissionnaire, laquelle doit énoncer qu'il lui a été tenu compte de son dépôt en un récépissé pour cautionnement.

Formalités particulières à observer pour les dépôts et cautionnements en inscriptions de rentes.

4182. Les dépôts en inscriptions de rentes et leur application aux cautionnements définis exigent quelques formalités particulières qui vont être indiquées.

4183. Tout déposant qui remet des inscriptions, doit signer un acte sur papier

timbré, fait double entre lui et le receveur général, par lequel il affecte le dépôt à la garantie de sa soumission, en donnant, à cet effet, au receveur général, pour les rentes départementales, et à l'agent judiciaire du Trésor, pour les rentes directes, tout pouvoir de vendre, réaliser et signer le transfert des inscriptions déposées, et d'en appliquer le produit conformément au cahier des charges.

Pour que cette déclaration puisse atteindre le but proposé, il est nécessaire que les cahiers des charges contiennent une clause énonçant « qu'en cas de renonciation » de la part de l'adjudicataire, manifestée, soit par son refus de signer un procès-verbal, soit par le non-accomplissement de l'obligation de fournir un cautionnement dans le délai de....., le dépôt par lui fait pour la garantie de sa soumission restera acquis à l'État, à titre de dommages-intérêts. »

Les deux doubles d'actes sont annulés lorsque les dépôts sont restitués aux soumissionnaires qui ne sont pas devenus adjudicataires. Pour les soumissionnaires devenus adjudicataires, le receveur général doit, aussitôt après l'adjudication, et après avoir fait convertir les rentes départementales en rentes directes, transmettre au chef de la division du contentieux des finances les inscriptions de rentes, l'acte du cautionnement provisoire, un exemplaire du procès-verbal d'adjudication; il y joint un certificat sur papier timbré, délivré par les autorités qui sont intervenues à l'adjudication, et indiquant sommairement les conditions du marché, la quotité du cautionnement et la disposition qui autorise l'adjudicataire à le fournir en rentes. En faisant cet envoi, le receveur général constate, aux comptes des ministères et des soumissionnaires, la remise du dépôt dont il avait pris charge dans sa comptabilité.

Les receveurs n'ont à intervenir directement, en ce qui concerne la réalisation en rentes des cautionnements *définitifs*, qu'autant que les inscriptions destinées à les constituer ont fait l'objet d'un dépôt provisoire en garantie de soumission. Si l'adjudication ou le marché a lieu sans dépôt préalable, ou si, le dépôt ayant été fait en numéraire, les entrepreneurs sont autorisés par le cahier des charges ou les conditions du marché à fournir en rentes leur cautionnement, c'est par un acte (*modèle n° 243*), signé avec l'agent judiciaire du Trésor, qu'ils doivent le réaliser, suivant la marche indiquée par le *modèle n° 244*.

.....

335.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

13 juillet 1859.

Service hydraulique. — Drainage. — Instructions sur l'intervention des ingénieurs dans les prêts de drainage, telle qu'elle est prescrite par l'article 3 du règlement d'administration publique du 25 septembre 1858.

Monsieur le Préfet, le règlement d'administration publique sur le drainage, daté du 25 septembre 1858, et que j'ai eu l'honneur de vous adresser avec ma circulaire du 2 octobre suivant (1), renferme dans son article 3 la prescription ci-après :

(1) Voir *supra*, n°s 323 et 330.

- « Dans le délai de quinzaine qui suit l'envoi (à lui fait d'une demande de prêt),
- » l'ingénieur visite les terrains à drainer, procède aux opérations et vérifications
- » nécessaires pour apprécier l'utilité de l'entreprise projetée, et donne son avis sur
- » l'admissibilité de la demande de prêt. »

Il me paraît convenable, au moment où déjà un assez grand nombre de demandes sont parvenues à l'administration supérieure, d'indiquer à MM. les ingénieurs la marche qu'ils ont à suivre pour l'application de l'article précité.

L'instruction préparatoire à laquelle ils doivent se livrer a pour objet essentiel de reconnaître si l'entreprise projetée est utile, et si le prêt à effectuer présente toute garantie.

Cette double condition sera remplie, si la dépense des travaux de drainage et le montant du prêt restent l'un et l'autre au-dessous de la plus-value que devront acquérir les terrains drainés. Il importe donc d'établir aussi exactement que possible, d'une part, le montant probable des dépenses que doit occasionner le drainage, et de l'autre, le chiffre de la plus-value qu'il doit réaliser.

A cet effet, MM. les ingénieurs devront, soit par eux-mêmes, soit, en cas d'empêchement, avec le concours d'agents expérimentés, faire la reconnaissance détaillée des terrains à drainer. Ils vérifieront les sondages que les propriétaires auraient déjà fait exécuter, ou ils feront procéder à des sondages nouveaux, de manière à reconnaître la nature du sol et du sous-sol. Ils indiqueront le système général d'écoulement des eaux ; c'est là, pour les terrains qui n'ont qu'une faible pente, un des points les plus importants à vérifier. Si des projets réguliers n'ont pas été dressés à l'avance, MM. les ingénieurs devront procéder à des opérations de nivellement pour reconnaître les moyens d'évacuer les eaux qui proviendraient du drainage projeté. Enfin, ils feront connaître l'écartement et la profondeur qu'il leur paraîtra convenable de donner aux drains.

Dans le cas où des projets de drainage auraient été dressés, soit par les ingénieurs, soit par d'autres hommes de l'art choisis par les intéressés, ces projets et les devis qui les accompagnent devront être joints au dossier.

En tout cas, MM. les ingénieurs évalueront le montant de la dépense, soit d'après les analogies que pourra leur fournir l'expérience de travaux exécutés dans des terrains de même espèce, soit à l'aide des renseignements qu'ils se procureront dans la localité, sur le prix de la main-d'œuvre et sur les prix d'achat et de transport des tuyaux.

Pour constater l'utilité que peut offrir l'entreprise, il conviendra de rechercher si le montant présumé de la plus-value est notablement supérieur aux dépenses évaluées comme il est dit ci-dessus. C'est en effet sur cette plus-value que repose, aux termes de l'article 3 de la loi du 17 juillet 1856, le privilège accordé au Crédit foncier. L'article 5 de la même loi attribue en outre au Crédit foncier, bailleur de fonds, un autre privilège sur les récoltes ou sur les revenus des terrains drainés pour le « recouvrement de l'annuité échue et de l'annuité courante. » Il est donc nécessaire, à ce double point de vue, que l'on connaisse, pour les terrains exploités par le propriétaire lui-même, quelle était, avant le drainage, et quelle sera, après l'achèvement des travaux, la valeur moyenne d'une récolte ; et pour les terrains exploités, soit par un fermier, soit par un colon partiaire, quel est le revenu actuel et à quelle somme

Il pourra s'élever après le drainage. MM. les ingénieurs devront en outre recueillir des renseignements qui me mettent à même de fixer, par l'arrêté que j'aurai à prendre, les délais dans lesquels les travaux devront être commencés et achevés, ainsi que le nombre, l'importance et les époques des versements à effectuer, pour payer le prêt sollicité. A cet effet, ils se mettront en rapport avec le propriétaire, et ils l'inviteront à faire connaître quelles sont ses dispositions personnelles à cet égard.

Pour guider les propriétaires qui désirent entreprendre des travaux de drainage, avec le concours du Gouvernement, j'ai fait préparer un modèle de demande de prêt, dont vous trouverez ci-joint plusieurs exemplaires.

Je ne dois pas omettre, Monsieur le Préfet, d'entrer dans quelques explications sur des cas particuliers qui peuvent se présenter.

Il arrive souvent que les propriétaires ont effectué des travaux de drainage antérieurement à leur demande de prêt. Or, les fonds que l'administration peut mettre à leur disposition ne sauraient s'appliquer à des travaux déjà exécutés ou en cours d'exécution au moment de la demande; car les terrains déjà drainés ne peuvent être grevés du privilège créé, au profit des prêteurs, par la loi du 17 juillet 1856. Il faut donc que MM. les ingénieurs distinguent avec soin les parcelles déjà drainées de celles dont le drainage est projeté. Si les demandeurs n'ont pas précisé, ou s'ils ont mal indiqué les parcelles cadastrales qu'ils entendent soumettre au drainage, MM. les ingénieurs suppléeront à cette omission, ou répareront les erreurs commises.

Dans tous les cas, MM. les ingénieurs auront à indiquer, sur le plan annexé à la demande, les limites à donner au drainage, afin de définir, avec toute la précision voulue, la portion de terrains qui devra être soumise au privilège, tel qu'il a été décrété par la loi du 17 juillet 1856.

Enfin, Monsieur le Préfet, il arrive trop souvent que les demandeurs de prêts déclarent à l'administration qu'ils ne savent pas dans quelles limites leurs terrains ont besoin d'être drainés, et qu'après avoir présenté leur demande, ils s'adressent aux ingénieurs pour obtenir un projet régulier, par application de la décision impériale du 30 août 1854, insérée au *Moniteur* du 4^{er} septembre suivant.

Dans ce cas, on doit procéder conformément à ma circulaire du 27 février 1857, qui reste en vigueur ainsi que je l'ai déjà expliqué dans ma circulaire du 2 octobre 1858 (1); mais j'ajoute qu'il est nécessaire, lorsque cette circonstance se présente, de prévenir l'administration supérieure des causes qui retardent l'instruction des demandes de prêts, et, en outre, de me faire connaître le crédit qui sera nécessaire, pour faire face à ces études, afin que ce crédit vous soit ouvert dans les limites des ressources que le budget met à ma disposition.

En dehors de la nécessité d'études nouvelles qui peuvent exiger des délais plus ou moins longs, je tiens expressément à ce que les rapports de MM. les ingénieurs vous parviennent dans le délai de quinze jours qui suit la réception du dossier.

De votre côté, vous voudrez bien m'adresser vos propositions dans le délai de dix jours fixé par l'article 3 du règlement d'administration publique du 23 septembre 1858.

(1) Voir *infra*, n° 409.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de donner la plus grande publicité aux présentes instructions, et d'adresser des modèles de demande de prêt à MM. les maires. Ces modèles devront rester affichés à la porte de la mairie ou dans un lieu apparent qui sera jugé plus convenable ; si, pour satisfaire à cette prescription, les exemplaires ci-joints sont insuffisants, vous voudrez bien me faire connaître quel est le nombre de ces exemplaires qu'il serait nécessaire de vous envoyer.

Veillez m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef, ainsi qu'à MM. les sous-préfets, à MM. les membres des chambres consultatives d'agriculture et à MM. les présidents des sociétés et comices agricoles.

Drainage.

MODÈLE DE DEMANDE DE PRÊTS (*).

Monsieur le Ministre, le soussigné (*nom et prénoms*) demeurant à (*désigner le domicile du demandeur*), département (*désigner le département*), propriétaire de (*désigner le domaine ou terrain à drainer*), exploité par (*lui-même ou par le sieur...* à titre *fermier ou de colon partiaire*), situé commune de..... canton de..... arrondissement de..... département de..... a l'honneur d'exp- ser à Votre Excellence qu'il désire obtenir un prêt par application des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858 sur le drainage.

Les parcelles que le soussigné se propose de drainer sont figurées sur l'extrait du plan cadastral ci-joint (**) et comprises sous les n^{os}.....

Leur contenance totale, d'après l'extrait également ci-joint de la matrice cadastrale, est de..... hectares..... ares..... centiares.

La dépense de l'opération est évaluée à.....

Le prêt demandé est de.....

Le soussigné se propose de concourir aux travaux par ses propres ressources pour la somme de..... (*supprimer cette dernière phrase dans le cas où le demandeur ne peut concourir aux dépenses des travaux*).

Le soussigné présentera ultérieurement ses titres de propriété à la société du Crédit foncier ; il justifiera de son état civil, et produira en outre l'état d'inscription constatant sa situation hypothécaire.

Il vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer, etc.

Le

48 .

(Signature.)

(*) Cette demande doit être rédigée sur une feuille de papier timbré de trente-cinq centimes. (Le prix de ce papier a été porté à cinquante centimes par la loi du 2 juillet 1862.)

(**) Les extraits du plan et de la matrice cadastrale doivent être visés, au choix du pétitionnaire, par le maire de la commune de la situation des lieux, ou par le directeur des contributions directes du département.

336.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

9 août 1859.

Chemins de fer. — Enquête des stations. — Instructions (1).

Monsieur le Préfet, dans quelques départements, les commissions chargées de donner leur avis sur les résultats des enquêtes concernant les emplacements des stations de chemins de fer se sont réunies et ont délibéré, sans que la compagnie concessionnaire ait été appelée à donner des explications et à fournir des renseignements à l'appui de ses projets.

Pour que l'instruction de l'affaire soit complète, et surtout pour que les commissions puissent discuter en pleine connaissance de cause, il importe qu'il se trouve dans le sein de ces commissions un représentant de la compagnie concessionnaire, qui puisse donner immédiatement tous les renseignements nécessaires ; c'est ce qui a lieu, d'ailleurs, en matière d'expropriation. L'ingénieur chargé des travaux fait de droit partie de la commission d'enquête. Je viens, en conséquence, vous inviter à faire insérer, à l'avenir, dans les arrêtés que vous pourrez avoir à prendre au sujet des enquêtes de stations, dans votre département, une disposition portant que l'ingénieur de la compagnie, auteur des projets mis à l'enquête, sera convoqué par le président de la commission, et assistera, avec voix consultative, à toutes les séances de cette commission.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente.

337.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

24 août 1859.

Personnel. — Examens de conducteurs.

Monsieur le Préfet, les concours pour l'admission à l'emploi de conducteur des ponts et chaussées ont eu lieu jusqu'ici au mois d'octobre (2). Des observations m'ont été adressées par un grand nombre de chefs de service au sujet des inconvénients que présente le choix de cette époque de l'année, soit pour les ingénieurs appelés à présider aux examens, soit pour les candidats qui, très-occupés pendant le printemps et l'été, n'auraient pas eu le temps de se préparer suffisamment aux épreuves qu'ils doivent subir. J'ai dû rechercher s'il ne serait pas préférable en effet de reporter les examens à la fin de l'hiver, et, après avoir pris l'avis de MM. les inspecteurs généraux, j'ai décidé que les concours auront lieu désormais, pour toute la France, pen-

(1) Voir *suprà*, n° 255.(2) Voir *suprà*, n° 197 et 210.

dont le mois de mars ou le mois d'avril; les commissions d'examen détermineront elles-mêmes, dans cette limite, le moment qui leur paraîtra le plus convenable, d'après les conditions locales et les obligations du service.

Cette décision, d'ailleurs, ne saurait nuire aux candidats qui approchent aujourd'hui de la limite d'âge fixé par le programme. Les anciens sous-officiers et les employés secondaires âgés de moins de 35 ans ou 1^{er} octobre prochain, et les autres candidats âgés de moins de 30 ans à la même époque, pourront être admis à prendre part au concours de 1860, en justifiant qu'ils s'étaient sérieusement préparés pour celui de 1859, et qu'ils remplissaient les conditions d'aptitude exigées pour s'y présenter.

Depuis l'institution des concours, et surtout dans ces dernières années, le dépôt des comptes rendus d'examen a donné lieu de remarquer qu'un nombre considérable de candidats étrangers ou non à l'administration sollicitent leur inscription sur les listes, lorsque l'insuffisance de leurs études et de leur instruction technique, et l'impossibilité matérielle où ils sont d'acquiescer les connaissances qui leur manquent, ne devraient leur laisser aucun doute sur l'échec qui les attend. L'accueil trop facile fait jusqu'ici aux demandes de ces candidats, dont le plus grand nombre ne jugent même pas à propos de se présenter et dont le reste s'avoue impuissant dès les premières épreuves, présente de graves inconvénients. Il donne lieu, dans les bureaux des ingénieurs et dans ceux de l'administration centrale, à un travail d'écriture et d'examen de pièces complètement inutile; il fait perdre aux candidats eux-mêmes un temps précieux pour le service. Les ingénieurs devront donc, par les renseignements de toute nature qu'ils pourront se procurer, et, s'il est besoin, par une sorte d'examen préalable, se former une opinion approximative de la valeur des candidats, et ne transmettre leurs demandes qu'avec la conviction qu'elles sont vraiment sérieuses. Je crois devoir recommander particulièrement à MM. les ingénieurs de se procurer les renseignements les plus exacts sur la conduite et la moralité des postulants : nul ne doit être admis dans le corps des ponts et chaussées, quelle que soit d'ailleurs son instruction, s'il est dépourvu de ces qualités essentielles.

MM. les ingénieurs devront se référer pour la transmission des demandes des candidats aux instructions générales contenues dans ma circulaire du 15 juin 1857 (1). Ces demandes devront être parvenues au ministère avant le 1^{er} janvier.

J'adresse ampliation de la présente à tous les chefs de service.

338.

Avis du Conseil d'État relatif aux autorisations de prises d'eau dans les canaux navigables ou flottables (2).

6 octobre 1859.

Le Conseil d'État, consulté par lettre de Son Exc. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur la question de savoir si les préfets sont com-

(1) Voir *supra*, n° 312.

(2) Voir *infra*, n° 349.

pétents, en vertu du décret du 25 mars 1852, pour statuer sur les demandes en permission de prise d'eau dans les canaux de l'État, lorsque d'ailleurs, les prises d'eau doivent s'exercer dans les conditions déterminées au § 1^{er} du tableau D annexé au susdit décret;

Vu la dépêche ministérielle en date du 12 septembre dernier;

Ensemble les pièces du dossier;

Vu le décret du 25 mars 1852, et les §§ 1^{er} et 7 du tableau D qui lui est annexé (1);

Considérant que le mode d'établissement et le régime hydraulique des canaux ne permettent pas de les assimiler au cours d'eau navigables et flottables, dont parle le § 1^{er} du tableau D, et pour lesquels seulement le droit de prouvoier sur les autorisations de prise d'eau est attribué aux préfets;

Considérant que cette attribution pourrait avoir des inconvénients graves si elle s'étendait aux canaux, dont les moyens d'alimentation sont, en général, si difficiles et si dispendieux;

Considérant que si, sur l'avis de la section de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, l'administration a reconnu la compétence des préfets lorsqu'il s'agit d'autoriser des débarcadères, avec ou sans péage, sur les canaux, bien que le § 7 du tableau D ne fasse mention que des fleuves et rivières navigables ou flottables, c'est à cause du principe qui place sous le même régime les dépendances de la grande voirie, en ce qui touche les mesures de police; que si l'on peut ranger parmi ces dernières les autorisations de débarcadères dont s'occupe le § 7, il convient d'assigner une portée plus grande à des autorisations de prises d'eau qui, s'échelonnant de département en département, sur tout le parcours d'un canal, sans système et sans unité de vues, pourraient avoir pour résultat d'altérer ou de compromettre l'utilité de ces voies de transport;

Est d'avis

Que les autorisations de prises d'eau dans les canaux de l'État ne rentrent point dans le cercle de celles qui ont été attribuées aux préfets par le § 1^{er} du tableau D annexé au décret du 25 mars 1852.

333.

Instruction du directeur général de l'enregistrement et des domaines relative aux portions de terrains détachées, par voie d'alignement, des routes impériales ou départementales dans les traverses des villes, bourgs ou villages (2).

20 octobre 1859.

On a élevé la question de savoir à qui de l'État, des départements ou des communes appartient le prix des parcelles de terrain détachées, par voie d'alignement, des routes impériales ou départementales dans les traverses des villes, bourgs ou villages et cédées aux riverains.

(1) Voir les §§ 1^{er} et 9 du tableau D annexé au décret du 13 avril 1861.

(2) Voir *supra*, nos 86 et 316, et *infra*, nos 363 et 375.

Cette question a été soumise au Conseil d'État, qui a émis, dans sa séance du 22 juillet 1858, l'avis suivant (1) :

.....

Cet avis, transmis aux préfets par une circulaire du département de l'intérieur, en date du 25 août 1858, a été approuvé, le 30 du même mois et le 7 septembre suivant, par LL. Exc. les ministres des finances et des travaux publics, qui ont décidé de concert, les 16 février et 9 septembre 1859, 1° que la doctrine résultant de l'avis du Conseil d'État, du 22 juillet 1858, ne doit être appliquée qu'aux parcelles détachées des routes, *par voie d'alignement, dans les traverses des villes, bourgs ou villages*; 2° qu'à priori, les parcelles seront considérées comme étant d'origine domaniale ou départementale, et que ce ne sera qu'autant que la commune prétendra avoir droit à la propriété ou au prix des terrains, qu'il y aura lieu d'examiner si les parcelles faisaient partie de la voirie municipale antérieurement au classement de la traverse comme route impériale ou départementale.

Lorsque des affaires de la nature de celles dont il s'agit, et concernant les routes impériales, soulèveront des contestations de la part des communes, les directeurs auront soin d'en référer à l'administration par des rapports détaillés et accompagnés des pièces et documents qui seront à leur disposition. Les circonstances spéciales de chaque affaire doivent déterminer les mesures à prendre, soit quant à la vérification des droits de la commune, soit quant au mode de procédure à suivre en cas de litige.

340.

Avis du Conseil d'État relatif à la compétence des préfets en matière de syndicats.

8 décembre 1859.

Le Conseil d'État, qui, sur le renvoi ordonné par le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, a pris connaissance :

1° D'un arrêté du préfet de Saône-et-Loire, en date du 2 avril 1859, portant approbation d'un règlement relatif au curage de la rivière de Dheune;

2° D'un projet de décret, relatif au curage et à l'amélioration de la rivière de la Boutonne (Charente-Inférieure);

Ledit arrêté préfectoral et ledit projet de décret contenant la disposition suivante :

« ART. 2, § 2. Le syndicat pourra être chargé de faire exécuter les travaux d'élargissement ou de rectification que pourra nécessiter l'amélioration desdits cours d'eau, dans le cas prévu et après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 32; »

« ART. 32, § 2. Si les projets ne donnent lieu à aucune expropriation forcée, et que leur exécution n'augmente pas de plus d'un quart la contribution annuelle que les intéressés auraient à supporter pour l'entretien et le curage ordinaire, ils peuvent être approuvés par le préfet. Dans le cas contraire,.... il est statué, s'il y a lieu, conformément à la loi du 3 mai 1841, par un décret qui déclare l'utilité publique des travaux; »

(1) Voir cet avis, page 232 de ce volume.

Vu la lettre, en date du 15 octobre 1859, par laquelle Son Exc. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics demande l'avis du Conseil d'État sur la disposition précitée;

Vu la loi du 14 floréal an xi;

Vu le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative, et notamment l'article 4, ainsi conçu :

« Art. 4. Les préfets statueront également, sans l'autorisation du ministre des travaux publics, . . . sur tous les objets mentionnés dans le tableau D ci-annexé.
 » Tableau D, § 5 : Disposition pour assurer le curage et le bon entretien des cours d'eau non navigables ni flottables de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux; réunion, s'il y a lieu, des propriétaires intéressés en associations syndicales; »

Vu l'arrêt du Conseil d'État, au contentieux, en date du 4^{re} décembre 1859 (Bonnard);

En ce qui concerne l'insertion de la disposition précitée dans les arrêtés préfectoraux relatifs au curage des cours d'eau :

Considérant qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 14 floréal an xi, un règlement d'administration publique doit intervenir toutes les fois que les mesures à prendre pour le curage des cours d'eau ne sont pas l'application pure et simple des anciens règlements ou des usages locaux;

Que, de même, le décret du 25 mars 1852 limite expressément la compétence des préfets, au cas où le curage s'opère de la manière prescrite par les anciens règlements ou les usages locaux;

Considérant que les travaux auxquels s'applique la clause susmentionnée ont le caractère de travaux extraordinaires, ou tout au moins de travaux d'amélioration dépassant les proportions d'un curage ordinaire, et ne sauraient, par cela même, être regardés comme l'application des usages ou des règlements anciens;

Considérant qu'il n'y a pas lieu, dès lors, de distinguer si ces travaux entraînent ou non des expropriations, et si la dépense excède ou non le quart de la contribution payée d'ordinaire par les intéressés;

Que, dans tous les cas, les préfets sont incompétents, d'après la législation en vigueur, soit pour prescrire de pareils travaux, soit pour en imposer la dépense aux intéressés, soit pour constituer un syndicat chargé de leur exécution;

Considérant que la jurisprudence du Conseil d'État, au contentieux, s'est prononcée dans le même sens, dans une affaire récente, ainsi qu'il résulte de l'arrêt susvisé;

En ce qui concerne l'insertion de la même disposition dans les décrets relatifs au curage :

Considérant qu'en insérant dans les décrets la disposition dont il s'agit, on satisferait peut-être, dans la forme, aux prescriptions de la législation, puisque le préfet n'exercerait alors ses pouvoirs qu'en vertu de la délégation à lui faite par un règlement d'administration publique;

Mais que cette délégation, faite à l'avance et pour des travaux indéterminés, bien qu'on la limite au cas où ces travaux n'entraînent pas d'expropriation et où la dépense n'excède pas une certaine quotité, ne remplirait qu'imparfaitement le vœu de la loi;

Considérant, d'ailleurs, que la réglementation du curage, et surtout l'exécution

des travaux d'élargissement, de redressement et d'amélioration, ne touchent pas seulement aux intérêts des propriétaires dépossédés ou obligés de contribuer à la dépense ;

Que de pareilles mesures, alors même qu'elles n'entraîneraient aucune expropriation et ne comporteraient qu'une dépense modérée, peuvent avoir les conséquences les plus graves, soit à cause des obligations plus ou moins étendues qui en résultent pour les riverains, soit à cause des usines dont le fonctionnement peut être compromis, soit enfin à cause de l'influence que peuvent avoir, pour les propriétés situées en amont et en aval, les modifications apportées à l'écoulement des eaux ;

Considérant qu'à tous ces points de vue, il est désirable que l'administration supérieure intervienne pour apprécier directement et pour concilier autant que possible ces divers intérêts, et que c'est par ce motif que le législateur a voulu qu'il fût statué par un règlement d'administration publique ;

Est d'avis

Qu'il n'y a lieu d'insérer la disposition dont il s'agit ni dans les arrêtés préfectoraux, ni même dans les décrets impériaux rendus en matière de curage des cours d'eau.

341.

Arrêté qui autorise les ingénieurs et agents des ponts et chaussées de tous grades à transmettre en franchise des dépêches relatives à la crue des cours d'eau (1).

9 décembre 1859.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les ingénieurs et agents des ponts et chaussées de tous grades sont autorisés à requérir directement de l'administration des lignes télégraphiques la transmission gratuite de leurs dépêches relatives aux crues des cours d'eau, et échangées, soit entre eux, soit avec MM. les préfets, sous-préfets et maires, dans l'étendue du bassin fluvial où leur résidence est fixée.

2. La franchise télégraphique est également accordée, tant sur les lignes françaises que sur les lignes suisses, à M. l'ingénieur en chef chargé du service du Rhône, pour la correspondance de même nature qu'il pourra avoir à échanger avec M. le directeur de l'observatoire de Genève.

3. Le directeur de l'administration des lignes télégraphiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

342.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

19 décembre 1859.

Personnel. — Conducteurs et agents inférieurs des ponts et chaussées à autoriser pour 1860.

Monsieur le Préfet, le cadre des agents inférieurs du service des ponts et chaussées

(1) Voir *supra*, n^{os} 198 et 331.

est réglé chaque année par l'administration supérieure, sur les propositions des chefs de service et l'avis des préfets. Bien que l'emploi des conducteurs ne soit pas, comme celui des agents secondaires, soumis à la condition d'une autorisation annuelle, le lien intime qui existe entre les cadres de ces deux sortes d'agents, susceptible d'être constamment modifiés l'un par l'autre, a fait reconnaître, depuis plusieurs années, l'utilité de comprendre les conducteurs de tout grade dans les états nominatifs soumis à mon approbation.

J'invite MM. les ingénieurs en chef à ne pas perdre de vue, pour la rédaction de ces états, les diverses instructions détaillées dans mes circulaires des années précédentes (1), notamment en ce qui concerne les renseignements succincts à fournir pour les agents nouveaux ou ceux qui ont quitté le service, les traitements exceptionnels dépassant le taux normal et les diverses modifications qui pourraient être proposées.

Toute demande d'avancement doit être justifiée par une observation sommaire, résumant en quelques mots les notes méritées par l'agent et rappelant la durée de ses services et la date exacte de son dernier avancement. A moins de circonstances tout à fait exceptionnelles, et lors même que des vacances se seraient produites dans le cadre normal, les ingénieurs doivent s'abstenir de proposer des avancements isolés dans le courant de l'année; il paraît préférable, sous tous les rapports, que les avancements fassent l'objet d'un travail d'ensemble, soumis préalablement à l'autorisation ministérielle.

J'ai remarqué, dans quelques services, des agents pris seulement à titre temporaire, le plus souvent parce qu'ils ne satisfaisaient pas aux conditions d'admission, et qui sont néanmoins conservés au delà du temps jugé primitivement nécessaire, et souvent pendant plusieurs années; c'est une irrégularité que je désire vivement voir disparaître. J'ai vu également avec regret un grand nombre d'employés secondaires nommés à un âge où ils n'étaient déjà plus en état d'être utilisés, et qui sont restés constamment un embarras et une lourde charge pour le service. Quelles que soient les considérations d'humanité qui militent en faveur de ces agents, envers lesquels l'administration ne saurait cependant être considérée comme engagée, il importe de rechercher toutes les occasions d'en débarrasser les cadres, soit en les remerciant après leur avoir laissé le temps de se pourvoir ailleurs, soit en leur donnant, s'il est encore possible d'en tirer parti, quelque emploi subalterne. Je ne saurais trop vous recommander, Monsieur le Préfet, de vous opposer formellement, à l'avenir, à toute introduction dans les cadres d'agents qui ne rempliraient pas les conditions d'âge et d'aptitude prescrites par l'article 6 du décret du 17 août 1855.

En présence des difficultés financières que lui crée l'obligation de pourvoir, avec des ressources restées les mêmes depuis plusieurs années, aux besoins d'un grand nombre de services nouvellement organisés, l'administration ne saurait trop insister sur la nécessité de rechercher toutes les mesures propres à réduire, dans les limites les plus strictes, le nombre des conducteurs des divers services, et elle croit pouvoir compter, à cet égard, sur le zèle éclairé de MM. les préfets et de MM. les ingénieurs en chef; mais, en même temps, il importe que les propositions soumises à l'admi-

(1) Voir *suprà*, n° 291 et 293.

nistration supérieure indiquent explicitement le nombre de conducteurs et d'agents de toute nature que paraissent exiger les besoins du service.

Je ne dois pas omettre d'ailleurs, à cette occasion, de vous entretenir d'une mesure dont la réalisation intéresse hautement le budget de l'État; je veux parler de la répartition, sur des bases uniformes pour toute la France, des charges du personnel entre le Trésor et le budget des routes départementales et des chemins vicinaux. Depuis quelque temps, et dans l'année qui se termine surtout, un assez grand nombre de départements, reconnaissant que leur part contributive dans les frais de surveillance de routes n'était pas suffisante, ont consenti à prendre à leur charge le traitement de nouveaux agents; mais quelques-uns n'ont pas encore fait tout ce qu'ils doivent, et plusieurs autres paraissent être encore assez loin d'une répartition satisfaisante. Pour être à même de compléter et de réunir avec méthode et régularité les éléments d'appréciation qui doivent servir à déterminer l'importance comparative des routes impériales et des routes départementales, et, par conséquent, la part de personnel qui doit être mise à la charge de chaque service, j'ai fait disposer, en tête des états d'agents, un petit tableau récapitulatif donnant, pour les deux espèces de routes, le nombre de conducteurs et d'agents secondaires qui y sont spécialement affectés aujourd'hui, leur développement en kilomètres et le chiffre total des dépenses à faire pendant l'année 1860. Lorsque, indépendamment des routes, l'ingénieur en chef du service ordinaire a dans ses attributions un service de ports, de rivières, d'irrigations, etc., il y a lien naturellement de déduire de l'ensemble du personnel le nombre d'agents dont le concours paraît indispensable à ces divers services, et le partage entre les routes impériales et départementales doit s'opérer sur le reste proportionnellement aux rapports donnés par le chiffre des longueurs et par celui des dépenses.

Dans la colonne de l'état destinée à faire connaître la spécialité de chaque agent, au lieu d'indiquer seulement, comme on l'a fait généralement jusqu'ici, le bureau ou l'arrondissement auquel il appartient, on devra faire connaître le service auquel il consacre la majeure partie de son temps : routes impériales ou départementales, service hydraulique, chemins de fer, etc. Cette distinction me permettra d'évaluer, aussi approximativement que possible, la proportion de personnel affectée à chaque partie du service.

Pour éviter le fractionnement, sans utilité, des états qui sont déjà très-nombreux, j'ai décidé que l'ingénieur en chef chargé de plusieurs services portera sur le même état, en précisant leur spécialité bien entendu, tous les agents placés sous ses ordres dans le même département. On continuera d'ailleurs de suivre l'ordre d'inscription par grade et par classe, sans qu'il soit nécessaire de séparer par un titre les différentes classes de chaque grade, que la forme du tableau indique suffisamment.

Conformément aux dispositions arrêtées pour l'année courante par ma circulaire du 30 novembre 1858 (1), j'ai décidé que tous les agents dont le maintien aura paru devoir être proposé pour 1860 continueront d'être payés, comme s'ils étaient régulièrement autorisés, jusqu'à l'arrivée de la décision approbative de l'état soumis à mon examen.

J'adresse ampliation de la présente à tous les ingénieurs en chef.

(1) Nous n'avons pas donné cette circulaire, qui ne renferme aucune instruction spéciale.

343.

Décret portant modification des dispositions des décrets d'organisation du corps des ponts et chaussées (13 octobre 1851) et du corps des mines (25 décembre 1851 et 17 juillet 1856), relative à la fixation des traitements des conducteurs des ponts et chaussées et des gardes-mines.

21 décembre 1859.

NAPOLÉON, etc.

Vu les décrets des 13 octobre 1851 (1) 24 décembre 1851 et 17 juillet 1856, portant organisation des corps des ponts et chaussées et des mines;

Vu les allocations spéciales portées au budget pour amélioration des traitements des conducteurs des ponts et chaussées et des gardes-mines;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les traitements des conducteurs des ponts et chaussées et des gardes-mines seront fixés comme il suit, à dater du 1^{er} janvier 1860 :

Conducteurs et gardes-mines principaux.....	2,500 fr.
Conducteurs et gardes-mines de 1 ^{re} classe.....	2,200
— — 2 ^e classe.....	2,000
— — 3 ^e classe.....	1,800
— — 4 ^e classe.....	1,600
Conducteurs auxiliaires et gardes-mines de 5 ^e classe.....	1,400

2. Notre ministre secrétaire d'État, etc.

344.

Décret portant modification du décret d'organisation du personnel des agents inférieurs du service des ponts et chaussées (17 août 1855), en ce qui concerne la fixation des traitements.

21 décembre 1859.

NAPOLÉON, etc.

Vu le décret du 17 août 1855 (2) portant organisation du personnel des agents inférieurs du service des ponts et chaussées;

Vu les allocations spéciales portées au budget pour amélioration des traitements des employés secondaires du service des ponts et chaussées, des agents inférieurs de la navigation et des maîtres et gardiens de phares;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les traitements des agents ci-après désignés seront fixés comme il suit, à partir du 1^{er} janvier 1860 :

(1) Voir *suprà*, n^{os} 212, 221 et 286.

(2) Voir *suprà*, n^o 218.

Employés secondaires des ponts et chaussées de 1 ^{re} classe.....	1,200 fr.		
— — — 2 ^e classe.....	1,000		
— — — 3 ^e classe.....	800		
— — — 4 ^e classe.....	600		
	1 ^{re} catégorie.	2 ^e catégorie.	3 ^e catégorie.
Gardes de navigation de 1 ^{re} classe.....	700 fr.	650 fr.	600 fr.
— — — 2 ^e classe.....	650	600	550
Éclusiers de 1 ^{re} classe.....	600	550	500
— — — 2 ^e classe.....	550	500	450
— — — 3 ^e classe.....	500	450	400
Maîtres de phares.....			1,000
Gardiens de phares de 1 ^{re} classe.....			850
— — — 2 ^e classe.....			775
— — — 3 ^e classe.....			700
— — — 4 ^e classe.....			625
— — — 5 ^e classe.....			550
— — — 6 ^e classe.....			475

2. Notre ministre secrétaire d'État, etc.

345.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (Extrait) (1).

28 décembre 1859.

Personnel. — Augmentation des petits traitements.

Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous informer que, par suite des allocations spéciales portées au budget pour amélioration des petits traitements, les traitements des agents ci-après désignés ont été, par décrets du 21 décembre 1859, réglés comme il suit, à dater du 1^{er} janvier 1860 (2).

.....

Ces agents subiront la retenue du premier douzième de la différence existant entre leurs nouveaux traitements et les traitements qu'ils ont reçus en 1859.

Je donne connaissance de la présente à MM. les ingénieurs en chef qui en informeront immédiatement les agents qu'elle concerne.

Ces agents, je n'en doute pas, accueilleront avec reconnaissance cette nouvelle preuve de la bienveillance du Gouvernement à leur égard, et ils y trouveront un nouvel encouragement à redoubler de zèle et de dévouement dans les fonctions qui leur sont confiées.

(1) Voir *suprà*, n^{os} 312 et 328.

(2) Voir *suprà*, n^{os} 343 et 345.

346.

Instruction du directeur général de l'enregistrement et des domaines, relative à la revente des terrains acquis pour des travaux d'utilité publique et restés sans emploi (Extrait).

80 décembre 1859.

L'article 60 de la loi du 3 mai 1841 porte (1) :

« Si les terrains acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent en demander la remise. »

Cette disposition, qui se trouvait déjà dans l'article 60 de la loi du 7 juillet 1833, a été diversement interprétée. On a prétendu, d'une part, que cette expression *ayants droit* comprenait non-seulement les héritiers naturels ou institués des propriétaires dépossédés, mais encore les acquéreurs des terrains dont les portions à rétrocéder avaient été détachées, et que la priorité appartenait à ces acquéreurs, quoiqu'ils n'eussent pas été subrogés dans l'effet du privilège créé par l'article 60. D'autre part, on a soutenu que les anciens propriétaires ou leurs héritiers devaient exercer eux-mêmes le droit de préemption, et qu'ils ne pouvaient pas le céder à des tiers.

Les difficultés qui se sont présentées à ce sujet ont été examinées en thèse générale par les départements des finances et des travaux publics, et il a été reconnu, de concert entre ces deux départements, 1^o les 25 octobre et 8 novembre 1851, que les rétrocessions, autorisées par l'article 60 de la loi du 3 mai 1841, de terrains acquis pour cause d'utilité publique et restés sans emploi, ne peuvent être consenties à des tiers à qui les portions restantes et contiguës aux terrains à rétrocéder auraient été vendues purement et simplement; 2^o les 27 octobre et 19 décembre 1859, que les anciens propriétaires ou leurs héritiers ont la faculté de céder leur privilège et que les cessionnaires ont droit à la remise des terrains non employés.

Sur le premier point, il a été considéré, notamment, que le privilège accordé par l'article 60 n'est pas subordonné à la condition que les anciens propriétaires ou leurs ayants droit posséderont des terrains limitrophes; que ce privilège constitue donc un droit réel principal et n'est point l'accessoire d'un autre droit de propriété; que l'équité veut que l'ancien propriétaire ou son héritier profite de la plus-value survenue depuis l'expropriation, comme il en aurait profité s'il n'y avait eu dépossession; qu'il ne résulte de l'exercice du privilège, par l'ancien propriétaire ou son héritier, aucun préjudice pour l'acquéreur riverain, puisque le terrain acquis était séparé de la voie publique par la parcelle à rétrocéder et qu'il n'a jamais eu accès sur cette voie.

Quant au second point, c'est-à-dire à la faculté de céder à un tiers le droit de préemption, la décision est motivée sur ce qu'il serait contraire à tout principe de justice, qu'un ancien propriétaire ou son héritier dût obligatoirement exercer par

(1) Voir *supra*, n^o 153.

lui-même le privilège ou droit immobilier que la loi lui a réservé comme une indemnité, de telle sorte que, si sa position de fortune ne lui permettait pas de payer le prix de la rétrocession, il dût être nécessairement privé du bénéfice de la plus-value, parfois considérable, de l'immeuble à rétrocéder.

Il résulte des décisions des 25 octobre, 8 novembre 1851, et 27 octobre, 19 décembre 1859, que les acquéreurs de portions restantes d'immeubles partiellement expropriés n'ont droit à la rétrocession des parcelles restées sans emploi qu'autant qu'ils ont été formellement subrogés dans l'effet du privilège concédé par l'article 60 de la loi du 3 mai 1841.

Au surplus, en cas de contestations au sujet de l'exercice du privilège dont il s'agit, les parties doivent être renvoyées devant l'autorité judiciaire.

347.

Avis du directeur du contentieux des finances sur le mode à suivre pour calculer les intérêts.

31 décembre 1859.

La liquidation des intérêts de prix d'immeubles acquis par l'État a soulevé deux questions dont la solution ne se trouve dans aucun règlement de la comptabilité.

M. le directeur comptable des caisses centrales du Trésor les a énoncées dans la lettre qui précède, et Votre Excellence m'a chargé de les examiner.

1^{re} QUESTION. L'année par rapport à laquelle doit être fixé l'intérêt des capitaux, est-elle une période composée de 365 jours, conformément au calendrier grégorien, ou de 360 jours, suivant la loi du 18 frimaire an III, et d'après l'usage des maisons de banque?

M. le directeur des caisses centrales pense avec raison que c'est l'année de 365 jours qui doit être prise pour base du calcul des intérêts.

Il se fonde sur ce que la loi du 18 frimaire an III a été implicitement abrogée par l'article 586 du Code Napoléon qui dispose que les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour.

Il aurait pu ajouter que le sénatus-consulte du 22 fructidor an XIII a statué qu'à partir du 1^{er} janvier 1806 le calendrier grégorien serait mis en usage dans tout l'empire français.

M. le directeur invoque aussi la jurisprudence à l'appui de son opinion.

Outre l'arrêt de la cour suprême du 14 mai 1852 par lui cité, on peut rappeler encore : 1^o un arrêt de la même cour, du 20 juin 1848, cassant un arrêt de la cour de Grenoble du 1^{er} avril 1846; 2^o celui de la même cour du 20 février 1854; 3^o ceux de la cour impériale de Paris du 20 avril 1848, 15, 22 et 23 mai 1854; 4^o un arrêt de la cour de Caen du 12 décembre 1853, et un autre de la cour de Toulouse du 16 janvier 1835, et un arrêt de la cour de Rouen du 19 juin 1847.

Ces nombreux arrêts sont d'accord pour reconnaître :

1^o Que l'année doit être calculée conformément au calendrier grégorien, notwithstanding l'usage où sont les banquiers de la fixer à 360 jours;

2^o Que le mode de calcul des intérêts sur une année ainsi réduite aurait pour

résultat l'élévation du taux de l'intérêt, contrairement aux prescriptions de la loi du 3 septembre 1807 (1), qui fixe le taux de l'intérêt conventionnel et légal;

3° Que l'on ne peut invoquer l'usage pour abroger les dispositions formelles de la loi.

Cette doctrine est trop conforme à l'équité pour que le Trésor ne l'accepte pas comme une règle invariable dans toutes ses liquidations de comptes relatifs à des affaires civiles ou administratives. Elle est constamment fixée et appliquée par la dette inscrite pour les décomptes d'intérêts à la charge des débiteurs du Trésor public.

Par identité de motifs elle est également applicable quand il s'agit de la liquidation d'intérêts de prix d'immeubles acquis par l'État, puisque d'ailleurs ces intérêts ne sont que la représentation des fruits de la propriété, lesquels s'acquittent jour par jour.

2° *Question.* Dans les décomptes (que font les ordonnateurs) des intérêts de prix d'immeubles acquis par l'État, quel est le point de départ et le point d'arrêt de ces intérêts?

Ainsi que le fait justement observer M. le directeur des caisses centrales, ces deux termes doivent le plus souvent résulter des conventions.

Cependant, comme il n'y a rien de fixe dans la pratique, M. Thomas se demande, pour le cas où les intérêts courent du jour de la prise de possession ou de la date de l'acte, si l'ordonnateur doit les arrêter au jour du paiement exclusivement? Si au contraire ils ne partent que du lendemain des points de départ susindiqués, les intérêts devront-ils être calculés jusques et y compris le jour du paiement?

En examinant cette question au point de vue du droit et de l'équité, rien ne sera plus facile, ce me semble, que d'arriver à une solution qui servira désormais de règle fixe aux ordonnateurs.

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'intérêts de prix d'immeubles, par conséquent de fruits civils qui s'acquittent jour par jour.

Si donc un immeuble est vendu à l'État avec stipulation que ce dernier paiera les intérêts à partir de la prise de possession, ou de la date de l'acte, cette clause obligatoire pour les deux parties ne permet pas que dans le décompte à dresser, les intérêts ne soient comptés au vendeur que du lendemain de cette prise de possession.

Cette manière de procéder serait onéreuse pour le vendeur, en le privant d'un jour d'intérêts, contrairement aux dispositions de l'article 586 du Code Napoléon, et elle violerait la convention.

Par la raison inverse, on ne pourrait pas, sans nuire à l'acquéreur, faire courir les intérêts du jour de la mise en possession ou de la signature de l'acte, s'il avait été stipulé dans le contrat qu'ils ne prendraient cours qu'à dater du lendemain.

Dans cette seconde hypothèse comme dans la première, les intérêts ne devront équitablement être calculés à la charge de l'acheteur, que jusques et non compris le jour du paiement.

En effet, ce jour-là, l'État, qui aura tenu à la disposition du vendeur les sommes dues, s'en dessaisira, il cessera par conséquent d'en jouir.

D'un autre côté, à l'instant même du paiement, le vendeur pourrait disposer de la somme reçue et en faire l'emploi ou collocation.

(1) Voir *suprà*, n° 57.

Il s'ensuit que, le paiement éteignant la dette, les intérêts ne courent plus, et d'ailleurs le jour où il est fait n'étant pas expiré, ces intérêts ne sont pas réellement acquis au profit du vendeur.

Si l'on procédait autrement, les créanciers de l'État pourraient, comme le fait remarquer M. le directeur des caisses centrales, employer le jour même du paiement leurs fonds, en bons du Trésor notamment, portant intérêt à partir de ce jour inclusivement, en sorte que l'État se trouverait ainsi payer, le même jour, des intérêts de deux côtés à la fois. Il suffirait d'énoncer un pareil résultat pour faire reconnaître, avec M. le directeur des caisses centrales, qu'il y aurait là un double emploi manifeste et abusif.

Par tous ces motifs, et d'après les autres considérations indiquées par la lettre de M. Thomas, j'estime que : 1° lorsque la convention, les jugements ou procès-verbaux d'adjudication ont fixé le jour à partir duquel les intérêts du prix d'immeubles seront exigibles, les décomptes d'ordonnement et de paiement doivent être dressés, conformément à cette fixation ;

2° Qu'à défaut de stipulation contraire, les intérêts doivent être calculés au profit du vendeur, à partir de la date de l'acte ou de la prise de possession par l'acquéreur ;

3° Que, dans tous les cas, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par les conventions ou actes, le cours des intérêts doit être arrêté au jour du paiement du prix exclusivement ;

4° Que l'année doit être composée d'une période de 365 jours et non de 360 jours seulement.

Si le ministre partage cette opinion, j'aurai l'honneur de prier Son Excellence de vouloir bien approuver le présent avis qui emportera décision, et dont une copie sera transmise à M. le directeur comptable des caisses centrales du Trésor pour son exécution.

Approuvé :
Le ministre des finances,
Signé : P. MAGNE.

Signé : M. CHOURI.

348.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

31 décembre 1859.

Grande voirie.—Envoi de formules pour l'application des dispositions de l'arrêté réglementaire.

Monsieur le Préfet, vous avez reçu, avec la circulaire du 20 septembre 1858, un modèle d'arrêté réglementaire concernant les permissions de grande voirie. Cet

(1) Voir *suprà*, n° 321, et *infra*, n° 360 et 373.

Dans les formules jointes à cette circulaire, l'article 21 du modèle d'arrêté réglementaire a été légèrement modifié. Voici sa nouvelle rédaction :

« Il est interdit d'établir, de remplacer ou réparer des marches, bornes, entrées de caves ou tous ouvrages de maçonnerie, en saillie sur les alignements et parés sur le sol de la voie publique. Néanmoins il pourra être dérogé à cette règle pour ceux de ces ouvrages qui seraient la conséquence de changements apportés au niveau de la route ou lorsqu'il se présenterait des circonstances exceptionnelles. Dans ce dernier cas, il devra en être référé à l'administration supérieure. »

arrêté ayant obtenu aujourd'hui la sanction de l'expérience, le moment est venu d'adopter des formules destinées à en faciliter l'application, et à rendre autant que possible cette application uniforme. Ces formules, que j'ai fait préparer par une commission spéciale, sont au nombre de treize, qui peuvent être classées en six catégories distinctes.

SAVOIR :

1° Constructions neuves, aqueducs sur fossés et trottoirs : quatre formules portant les n° 1, 1 bis, 2 et 3 ;

2° Travaux à des bâtiments sur l'alignement ou en arrière de l'alignement, aqueducs sur fossés et trottoirs : deux formules portant les n° 4 et 4 bis ;

3° Travaux sur constructions en saillie : deux formules (n° 5 et 5 bis) ;

4° Établissement d'aqueducs et de tuyaux sur le sol des routes : deux formules (n° 6 et 6 bis) ;

5° Plantations : deux formules (n° 7 et 7 bis) ;

6° Procès-verbaux de récolement : une formule (n° 8).

Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer, Monsieur le Préfet, qu'on a groupé ensemble les ouvrages qui, par leur nature, sont souvent l'objet d'une seule demande collective. Les dispositions du règlement qui leur sont applicables se trouvent inscrites textuellement dans les modèles d'arrêtés préfectoraux.

S'il s'agit d'une demande restreinte, pour laquelle tous les articles rappelés ne trouvent pas leur application, il suffira d'indiquer ceux sur lesquels l'attention des pétitionnaires doit être particulièrement appelée, en les désignant par leurs numéros dans les visas à la suite du mot *notamment*.

S'il arrivait que la réponse à une seule pétition exigeât l'emploi de plusieurs formules, c'est qu'il s'agirait d'autorisations de natures tout à fait différentes, et il serait tout naturel que l'administration répondît séparément à des demandes qui n'auraient entre elles aucune connexité.

Il peut d'ailleurs se présenter des cas où il faudra renoncer à se servir des formules. L'emploi de modèles préparés à l'avance n'est motivé que par l'avantage de régulariser la marche des affaires et de diminuer le travail qu'exigent celles qui se produisent habituellement ; il ne faudrait pas chercher à en faire l'application aux cas exceptionnels.

Dans la treizième formule, relative aux récolements, on a prévu le cas où l'administration doit constater la cession d'un terrain à la voie publique. Le paragraphe qui s'y rapporte devra naturellement être biffé, lorsqu'il ne trouvera pas son application.

Afin de s'assurer que les nouvelles formules ne donneraient lieu à aucune difficulté dans la pratique, on a rempli les blancs réservés dans les trois d'entre elles qui peuvent présenter le plus de complications, celles qui se rapportent aux constructions le long des routes. Les portions de phrases ajoutées à cet effet se distinguent par des caractères italiques. On peut se convaincre ainsi que les formules se prêtent facilement aux exigences de cas compliqués, et s'appliquent à des demandes qui embrassent un assez grand nombre d'objets différents.

J'ai l'honneur de vous transmettre un exemplaire de chacune de ces formules. Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, vous concerter avec M. l'ingénieur en chef, pour faire imprimer le nombre d'exemplaires qui sera jugé nécessaire au service. La dépense

en sera imputée sur les fonds d'entretien des routes. J'ajoute que, pour mieux distinguer les formules entre elles et en rendre l'usage plus facile, il conviendra de leur conserver dans la réimpression la couleur qui leur a été affectée.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à MM. les ingénieurs.

349.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

26 janvier 1860.

Service hydraulique. — Prises d'eau dans les canaux navigables ou flottables. — Interprétation du décret de décentralisation. — Envoi d'un avis du Conseil d'État du 6 octobre.

Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli un avis pris par le Conseil d'État dans sa séance du 6 octobre dernier (1). Il résulte de cet avis que les autorisations de prises d'eau dans les canaux de l'État ne rentrent point dans le cercle de celles qui ont été attribuées aux préfets par le § 1^{er} du tableau D, annexé au décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative (2).

En conséquence de cet avis, dont j'adopte les conclusions, vous devez à l'avenir, Monsieur le Préfet, n'autoriser directement aucune prise d'eau dans les canaux de l'État, et les demandes de cette nature devront être soumises à l'administration supérieure.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef.

350.

Arrêté portant augmentation des traitements et accessoires de traitements des conducteurs des ponts et chaussées en Algérie (3).

10 février 1860.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE L'ALGÉRIE ET DES COLONIES,

Vu les arrêtés ministériels des 18 décembre 1858 et 5 avril 1859, portant règlement du tarif des traitements et accessoires de traitements du personnel des ponts et chaussées en Algérie;

Vu le décret du 21 décembre 1859, par lequel les traitements des conducteurs embrigadés de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classe, et des conducteurs auxiliaires, ont été augmentés de 100 francs par an;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre aux conducteurs de ces diverses classes employés en Algérie le bénéfice de ce décret;

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les traitements et accessoires de traitements des conducteurs embrigadés

(1) Voir *supra*, n° 338.

(2) Voir *supra*, n° 320.

(3) Voir *supra*, n° 327, et *infra*, n° 301.

et des conducteurs auxiliaires du service des ponts et chaussées, employés en Algérie, sont fixés conformément au tableau ci-après, à partir du 1^{er} janvier 1860.

GRADES.	TRAITEMENTS de France.	1/3 EN SUS.	INDEMNITÉS de déplacement.	TOTAL.
Conducteurs { de 1 ^{re} classe.	2,200 »	733 33	500 »	3,433 33
{ de 2 ^e — .	2,000 »	666 66	500 »	3,166 66
embrigadés { de 3 ^e — .	1,800 »	600 »	500 »	2,900 »
{ de 4 ^e — .	1,600 »	533 33	500 »	2,633 33
Conducteurs auxiliaires...	1,400 »	466 66	500 »	2,366 66

2. Les préfets de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin officiel du ministère de l'Algérie et des Colonies.

351.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.

26 avril 1860.

Chemins de fer concédés. — Forme à donner aux comptes moraux mensuels.

Monsieur, j'ai, à plusieurs reprises, appelé l'attention de MM. les Ingénieurs chargés des services de contrôle des chemins de fer, sur l'importance que l'administration attache à l'envoi régulier de comptes moraux mensuels, donnant la situation exacte des travaux.

L'Empereur, Monsieur, ayant ordonné qu'il lui soit rendu compte tous les mois de l'état d'avancement des lignes en cours d'exécution, il est plus que jamais nécessaire que l'administration soit, à cet égard, renseignée de la manière la plus précise et la plus régulière par les fonctionnaires préposés à la surveillance des travaux, et je crois devoir, à cet effet, vous renouveler mes précédentes instructions.

Quelques ingénieurs présentent leurs comptes moraux sous forme de tableau; ce mode ne permet pas d'apprécier d'une manière complète l'ensemble de la situation; un rapport le fait mieux saisir, et c'est dans cette forme que vos comptes mensuels devront à l'avenir être rédigés.

Chacune des lignes de chemins de fer comprises dans votre service devra faire l'objet d'un rapport spécial. En tête de ce rapport on mentionnera :

La longueur kilométrique de la ligne;

Le crédit porté au budget approuvé par l'administration pour l'exercice courant;

La dépense faite dans le dernier mois et la dépense faite dans les mois antérieurs de l'année courante.

Le texte du rapport fera connaître :

Les chantiers ouverts;

Le nombre approximatif d'ouvriers employés;

La situation des ouvrages d'art qui, par leur importance, méritent une mention spéciale;

Enfin il présentera votre appréciation personnelle sur l'impulsion plus ou moins vive qui est donnée aux travaux et sur l'état général d'avancement de l'entreprise.

Il est inutile de donner à ce compte mensuel un grand développement; il suffit d'y énoncer d'une manière précise et succincte les renseignements énoncés ci-dessus; mais il importe que ces renseignements offrent une certitude absolue et par conséquent qu'ils aient été recueillis sur les lieux, soit par vous-même, soit par l'intermédiaire des ingénieurs et conducteurs placés sous vos ordres.

Par ma précédente circulaire (1), je vous ai invité à m'adresser votre compte moral le 10 de chaque mois au plus tard; j'insiste de nouveau, de la manière la plus formelle, pour que cette époque ne soit jamais dépassée.

J'ajouterai que vous devez continuer à m'envoyer, comme par le passé, des états distincts pour les approvisionnements de matériaux destinés à la voie, en y indiquant la situation des travaux de pose.

Je vous prie, Monsieur, de considérer la production du compte moral comme une des parties les plus importantes du service qui vous est confié.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

352.

Instruction du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics à l'ingénieur en chef du service ordinaire du département de la Seine (2).

11 juil 1860.

Service général. — Teneur des bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées.
Suppression de papiers de comptabilité.

Monsieur, en me faisant connaître, par votre lettre du 24 mai, que vous vous trouvez dans la nécessité de remettre à l'administration des domaines, à l'effet d'être vendues au profit de l'État, un grand nombre d'anciennes pièces de comptabilité qui encombrant les bureaux de MM. les ingénieurs attachés au service ordinaire des ponts et chaussées du département de la Seine, vous m'avez demandé des instructions qui vous guident dans l'élimination des pièces dont il s'agit.

L'administration, Monsieur, n'a fait examiner la question de savoir pendant quels délais les diverses pièces de comptabilité du service des ponts et chaussées doivent être conservées dans les bureaux des ingénieurs, et elle a reconnu qu'il y avait lieu d'adopter, en cette matière, les dispositions ci-après :

1° Il convient de conserver indéfiniment, dans les bureaux des ingénieurs, les pièces suivantes :

(1) Cette circulaire, portant la date du 8 mars 1860, contient le paragraphe suivant :

« Il serait utile que votre compte moral me parvint du 5 au 10 de chaque mois au plus tard, et je vous prie de donner, à cet effet, des instructions à MM. les ingénieurs ordinaires placés sous vos ordres. »

(2) Bien que cette instruction soit spéciale, nous avons cru devoir la publier, parce que la mesure qu'elle indique peut être, avec l'assentiment de l'administration, mise en application dans tous les services.

N° du règlement
du 25 septembre 1849.

1. — Le journal ou carnet d'attache-ments des conducteurs.

16 bis. — Les décomptes des ouvrages exécutés et des dépenses faites (*Compta-bilité de l'ingénieur ordinaire*).

22. — Le registre des comptes ouverts (*Comptabilité de l'ingénieur en chef*).

2° Il y a lieu d'ordonner la remise à l'administration des domaines, pour être rendues au profit de l'État, des autres pièces de comptabilité, après les délais indi-qués au tableau suivant :

N° du règle- ment du 25 sep- tembre 1849.	DÉSIGNATION DES PIÈCES.	NOMBRE d'années été p. ar la conser- vation des pièces.	OBSERVATIONS.
	1° COMPTABILITÉ DES CONDUCTEURS.		
1 bis	Livret de caisse pour les régisseurs comptables.....	2 ans.	Lorsqu'il s'agira d'une régie au compte d'un entrepre- neur, les feuilles d'atta- chement seront gardées jus- qu'après le règlement défi- nitif de l'entreprise.
2	Feuille d'attache-ments des journées.	2 ans.	
3	Procès-verbal de réception des maté- riels.....	2 ans.	
4	Feuille d'attache-ments des repi- quages des chaussées pavées....	2 ans.	
5	Sommier des conducteurs.....	2 ans.	En cas de régie au compte d'un entrepreneur, conser- ver jusqu'au règlement dé- finitif de l'entreprise.
6	État des travaux en régie à la tâche.	2 ans.	
6 bis	Mémoire de fournitures.....	2 ans.	Même observation.
7	Décompte des cantonniers.....	2 ans.	
8	État de situation mensuelle pour les routes.....	2 ans.	
8 bis	Id. pour les autres ou- vrages.....	2 ans.	
9	Id. travaux neufs....	2 ans.	
8, 8 b, 9	Métré détaillé des travaux.....	2 ans.	
10	Bordereau d'envoi de pièces.....	2 ans.	
	2° COMPTABILITÉ DE L'INGÉNIEUR ORDINAIRE.		
11	Décompte des salaires.....	2 ans.	Même observation que pour les N° 2, 6 et 6 bis.
12	Rôle des journées d'ouvriers.....	2 ans.	
13	Livre de comptabilité.....	10 ans.	
14	État sommaire mensuel.....	2 ans.	Jusqu'après le règlement dé- finitif de l'entreprise.
15	Procès-verbal de réception provi- soire.....	»	
15 bis	Procès-verbal de réception défini- tive.....	»	Même observation.
16	Certificat pour paiement à un entre- preneur.....	2 ans.	
17	Certificat pour paiement à divers..	2 ans.	

N ^o du règlement du 25 sep- tembre 1849.	DÉSIGNATION DES PIÈCES.	NOMBRE d'années été pour la conser- vation des pièces.	OBSERVATIONS.
18	Bordereau des pièces remises au payeur.....	2 ans.	
19	État trimestriel des indemnités....	2 ans.	
20	État de situation définitive au 31 décembre.....	10 ans.	
	3 ^e COMPTABILITÉ DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.		
21	Livre de comptabilité.....	10 ans.	
22 bis	Comptes ouverts aux dépenses du personnel.....	10 ans.	
22 ter	Distribution de fonds.....	2 ans.	
23	État de situation mensuelle sommaire.....	2 ans.	
24	État continuatif mensuel.....	2 ans.	
25	Certificat pour payem. du personnel.	2 ans.	
26	Mandat de paiement.....	2 ans.	
27	Bulletin de délivrance des mandats.	2 ans.	
28	Bordereau journalier des mandats émis.....	2 ans.	
29	Bordereau mensuel des mandats émis.....	2 ans.	
30	État trimestriel du personnel sujet à retenue.....	2 ans.	
30 bis	État trimestriel du personnel non sujet à retenue.....	2 ans.	
31	Situation au 31 décembre des dépenses (compte personnel).....	10 ans.	
32	Situation au 31 décembre des crédits et dépenses.....	10 ans.	
33	État final des dépenses restant à payer.....	2 ans.	
34	Tableau sommaire des mandats délivrés.....	2 ans.	Jusqu'après le règlement définitif de l'entreprise.
A	Projet de budget.....	2 ans.	
B	Projet de sous-répartition des fonds du budget.....	2 ans.	

Je ne puis, Monsieur, que vous engager à prendre les dispositions qui précèdent pour base des propositions que vous pourrez avoir à adresser à M. le préfet de la Seine pour la livraison aux domaines des papiers appartenant à la comptabilité de votre service.

353.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

20 juillet 1860.

Service général. — Instruction des affaires contentieuses.

Monsieur le Préfet, la circulaire du 27 juillet 1854 (1) trace la marche à suivre pour l'instruction, devant les tribunaux administratifs, des affaires contentieuses ressortissant au service des travaux publics. D'après l'une de ces recommandations, on doit indiquer la date de la notification, faite par le préfet à la partie, de l'arrêté du conseil de préfecture, et, s'il y a lieu, la date de la signification que la partie en aurait faite elle-même.

Cette recommandation essentielle est trop souvent négligée, Monsieur le Préfet; je crois donc devoir la rappeler à votre attention, afin que désormais l'administration, dans chaque espèce, connaisse toujours d'une manière précise le point de départ du délai de l'appel. J'ajoute en me référant, du reste, à la circulaire précitée, qu'à compter de ce point de départ la durée de l'instruction préparatoire doit être calculée de manière à me laisser le temps d'examiner l'affaire et de préparer, au besoin, le pourvoi devant le Conseil d'État.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à M. l'ingénieur en chef.

354.

Loi relative à l'exécution des routes forestières.

28 juillet 1860.

NAPOLÉON, etc.

ART. 1^{er}. Une somme de 5 millions est affectée à l'exécution des routes forestières et à des subventions à fournir par l'État pour l'établissement de routes départementales et de chemins vicinaux pouvant servir à l'exploitation des coupes dans les forêts domaniales.

La dépense prévue par le présent article devra être effectuée dans le délai de cinq années, à partir du 1^{er} janvier 1861, jusqu'à concurrence de 1 million par an.

2. Le ministre des finances est autorisé à aliéner, avec faculté de défrichement, s'il y a lieu, des bois de l'État, jusqu'à concurrence de 2,500,000 fr. Ces bois ne pourront être pris que parmi ceux portés au tableau A, annexé à la présente loi. Les aliénations auront lieu successivement dans un délai qui ne pourra excéder cinq années à partir du 1^{er} janvier 1861.

Le ministre des finances est également autorisé à vendre à des communes, sur estimation contradictoire et aux conditions déterminées par un règlement d'administration publique, les bois ci-dessus mentionnés.

(1) Voir *suprà*, n° 266.

Il sera pourvu aux 2,500,000 fr. nécessaires pour compléter les dépenses autorisées par la présente loi, au moyen de coupes extraordinaires, et, au besoin, des ressources ordinaires du budget.

355.

Loi relative au reboisement des montagnes (1).

28 juillet 1860.

NAPOLÉON, etc.

ART. 1^{er}. Des subventions peuvent être accordées aux communes, aux établissements publics et aux particuliers pour le reboisement des terrains situés sur le sommet ou sur la pente des montagnes.

2. Ces subventions consistent, soit en délivrance de graines ou de plants, soit en primes en argent.

Elles sont accordées en raison de l'utilité des travaux au point de vue de l'intérêt général, et en ayant égard, pour les communes et les établissements publics, à leurs ressources, à leurs sacrifices et à leurs besoins, ainsi qu'aux sommes allouées par les conseils généraux pour le reboisement.

3. Les primes en argent accordées à des particuliers ne peuvent être délivrées qu'après l'exécution des travaux.

4. Dans le cas où l'intérêt public exige que des travaux de reboisement soient rendus obligatoires, par suite de l'état du sol et des dangers qui en résultent pour les terrains inférieurs, il est procédé dans les formes suivantes.

5. Un décret impérial, rendu en Conseil d'État, déclare l'utilité publique des travaux, fixe le périmètre des terrains dans lesquels il est nécessaire d'exécuter le reboisement et règle les délais d'exécution.

Ce décret est précédé : 1^o d'une enquête ouverte dans chacune des communes intéressées; 2^o d'une délibération des conseils municipaux de ces communes prise avec l'adjonction des plus imposés; 3^o de l'avis d'une commission spéciale composée du préfet du département ou de son délégué, d'un membre du conseil général, d'un membre du conseil d'arrondissement, d'un ingénieur des ponts et chaussées ou des mines, d'un agent forestier, et de deux propriétaires appartenant aux communes intéressées; 4^o de l'avis du conseil d'arrondissement et de celui du conseil général.

Le procès-verbal de reconnaissance des terrains, le plan des lieux et l'avant-projet des travaux, préparés par l'administration forestière avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées ou des mines, restent déposés à la mairie pendant l'enquête dont la durée est fixée à un mois. Ce délai court à partir de la publication de l'arrêté préfectoral qui prescrit l'ouverture de l'enquête et la convocation du conseil municipal.

6. Le décret impérial est publié et affiché dans les communes intéressées.

Le préfet fait, en outre, notifier aux communes, aux établissements publics et aux

(1) Voir *infra*, n^{os} 360 et 387.

particuliers un extrait du décret impérial contenant les indications relatives aux terrains qui leur appartiennent.

L'acte de notification fait connaître le délai dans lequel les travaux de reboisement doivent être exécutés et, s'il y a lieu, les offres de subvention de l'administration ou les avances qu'elle est disposée à consentir.

7. Si les terrains compris dans le périmètre déterminé par le décret impérial appartiennent à des particuliers, ceux-ci doivent déclarer s'ils entendent effectuer eux-mêmes le reboisement, et, dans ce cas, ils sont tenus d'exécuter les travaux dans les délais fixés par le décret.

En cas de refus ou d'inexécution de l'engagement pris, il peut être procédé à l'expropriation pour cause d'utilité publique, en remplissant les formalités prescrites par les titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841.

Le propriétaire exproprié en exécution du présent article a le droit d'obtenir sa réintégration dans sa propriété, après le reboisement, à la charge de restituer l'indemnité d'expropriation et le prix des travaux, en principal et intérêts. Il peut s'exonérer du remboursement du prix des travaux en abandonnant la moitié de sa propriété.

Si le propriétaire veut obtenir sa réintégration, il doit en faire la déclaration à la sous-préfecture dans les cinq années qui suivront la notification à lui faite de l'achèvement des travaux de reboisement, à peine de déchéance.

8. Si les communes ou établissements publics refusent d'exécuter les travaux sur les terrains qui leur appartiennent ou s'ils sont dans l'impossibilité de les exécuter, en tout ou en partie, l'État peut, soit acquérir à l'amiable la partie des terrains qu'ils ne voudront pas ou ne pourront pas reboiser, soit prendre tous les travaux à sa charge. Dans ce dernier cas, il conserve l'administration et la jouissance des terrains reboisés jusqu'au remboursement de ses avances, en principal et intérêts. Néanmoins, la commune jouira du droit de pâturage sur les terrains reboisés, dès que ces bois auront été reconnus défensables.

9. Les communes et établissements publics peuvent, dans tous les cas, s'exonérer de toute répétition de l'État, en abandonnant la propriété de la moitié des terrains reboisés.

Cet abandon doit être fait, à peine de déchéance, dans un délai de dix ans, à partir de la notification de l'achèvement des travaux.

10. Lesensemencements ou plantations ne peuvent être faits annuellement, dans chaque commune, que sur le vingtième, au plus, en superficie de ses terrains, à moins qu'une délibération du conseil municipal n'autorise les travaux sur une étendue plus considérable.

11. Des gardes forestiers de l'État peuvent être préposés à la surveillance des semis et plantations dans les périmètres fixés par les décrets impériaux. Les délits constatés par ces gardes, dans l'étendue de ces périmètres, sont poursuivis comme les délits commis dans les bois soumis au régime forestier. L'exécution des jugements est poursuivie conformément aux articles 200, 211, 212 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 210 du code forestier.

12. Le paragraphe 1 de l'article 224 du code forestier n'est pas applicable aux

reboisements effectués avec subvention ou prime accordée par l'État en exécution de la présente loi.

Les propriétaires de terrains reboisés avec prime ou subvention de l'État ne peuvent y faire paître leurs bestiaux sans une autorisation spéciale de l'administration des forêts, jusqu'à l'époque où les bois auront été reconnus défensables par ladite administration.

13. Un règlement d'administration publique déterminera :

1° Les mesures à prendre pour la fixation du périmètre indiqué dans l'article 5 de la présente loi ;

2° Les règles à observer pour l'exécution et la conservation des travaux de reboisement ;

3° Le mode de constatation des avances faites par l'État, les mesures propres à en assurer le remboursement, en principal et intérêts, et les règles à suivre pour l'abandon des terrains que l'article 9 autorise les communes à faire à l'État.

14. Une somme de 10 millions est affectée au payement des dépenses autorisées par la présente loi, jusqu'à concurrence d'un million par année.

Le ministre des finances est autorisé à aliéner, avec faculté de défrichement, s'il y a lieu, des bois de l'État jusqu'à concurrence de 5 millions de francs.

Ces bois ne pourront être pris que parmi ceux portés au tableau B annexé à la présente loi. Les aliénations auront lieu successivement, dans un délai qui ne pourra excéder dix années, à partir du 1^{er} janvier 1861.

Le ministre des finances est également autorisé à vendre à des communes, sur estimation contradictoire et aux conditions déterminées par un règlement d'administration publique, les bois ci-dessus mentionnés.

Il sera pourvu aux 5 millions de francs nécessaires pour compléter les dépenses autorisées par la présente loi au moyen de coupes extraordinaires et, au besoin, des ressources ordinaires du budget.

356.

Loi relative à la mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes (1).

28 juillet 1860.

NAPOLEON, etc.

ART. 1^{er}. Seront desséchés, assainis, rendus propres à la culture ou plantés en bois, les marais et les terres incultes appartenant aux communes ou sections de commune, dont la mise en valeur aura été reconnue utile.

2. Lorsque le préfet estime qu'il y a lieu d'appliquer aux marais ou terres incultes d'une commune les dispositions de l'article 1^{er}, il invite le conseil municipal à délibérer,

1° Sur la partie des biens à laisser à l'état de jouissance commune ;

2° Sur le mode de mise en valeur du surplus ;

(1) Voir *infra*, nos 364, 365, 375, 381 et 398.

3° Sur la question de savoir si la commune entend pourvoir par elle-même a cette mise en valeur.

S'il s'agit de biens appartenant à une section de commune, une commission syndicale, nommée conformément à l'article 3 de la loi du 18 juillet 1837, est préalablement consultée.

3. En cas de refus ou d'abstention par le conseil municipal, comme en cas d'inexécution de la délibération par lui prise, un décret impérial rendu en Conseil d'État, après avis du Conseil général, déclare l'utilité des travaux et en règle le mode d'exécution. Ce décret est précédé d'une enquête et d'une délibération du conseil municipal prise avec l'adjonction des plus imposés.

4. Les travaux sont exécutés aux frais de la commune ou des sections propriétaires.

Si les sommes nécessaires à ces dépenses ne sont pas fournies par les communes, elles sont avancées par l'État, qui se rembourse de ses avances, en principal et intérêts, au moyen de la vente publique d'une partie des terrains améliorés, opérée par lots, s'il y a lieu.

5. Les communes peuvent s'exonérer de toute répétition de la part de l'État, en faisant l'abandon de la moitié des terrains mis en valeur.

Cet abandon est fait, sous peine de déchéance, dans l'année qui suit l'achèvement des travaux.

Dans le cas d'abandon, l'État vend les terrains à lui délaissés, dans la forme déterminée par l'article précédent.

6. Le découvert provenant des avances faites par l'État, pour l'exécution des travaux prescrits par la présente loi, ne pourra dépasser, en principal, la somme de 10 millions.

7. Dans les cas prévus par l'article 3 ci-dessus, le décret peut ordonner que les marais ou autres terrains communaux soient affermés.

Cette location sera faite aux enchères, à la charge par l'adjudicataire d'opérer la mise en valeur des marais ou terrains affermés.

La durée du bail ne peut excéder vingt-sept ans.

8. La loi du 10 juin 1854 (1), relative au libre écoulement des eaux provenant du drainage, est applicable aux travaux qui seront exécutés en vertu de la présente loi.

9. Un règlement d'administration publique déterminera (2) :

1° Les règles à observer pour l'exécution et la conservation des travaux ;

2° Le mode de constatation des avances faites par l'État, les mesures propres à assurer le remboursement en principal et intérêts, et les règles à suivre pour l'abandon des terrains que le premier paragraphe de l'article 5 autorise la commune à faire à l'État ;

3° Les formalités préalables à la mise en vente des portions de terrain aliénées en vertu des articles qui précèdent ;

4° Toutes les autres dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

(1) Voir *suprà*, n° 264.

(2) Ce règlement a été rendu le 6 février 1861.

357.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.

6 août 1860.

Navigation. — Inondations. — Défense des villes. — Comptes moraux.

Monsieur, je désire me rendre exactement compte, chaque mois, de l'état d'avancement des travaux qui sont entrepris au moyen des ressources créées par la loi du 28 mai 1858, pour la défense des villes contre les inondations.

Je vous envoie ci-joint un modèle du compte moral que je vous prie de dresser à cet effet, et que je vous serai obligé de m'adresser, dorénavant, dans les cinq premiers jours de chaque mois.

(1860)

301

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES PONTS ET CHAUSSÉES
ET DES CANNES PUBL.

DIVISION
du service hydraulique.

Lol du 28 mai 1858.

DÉFENSE DES VILLES.

COMPTE MORAL des dépenses faites
au mois de 1860.

358.***Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.***

25 août 1860.

Service général. — Affaires mixtes. — Adhésion immédiate des chefs de service à l'exécution des travaux.

Monsieur, aux termes de l'article 18 du décret du 16 août 1853 (1), chaque directeur ou chaque ingénieur en chef peut adhérer immédiatement, au nom du service qu'il représente, à l'exécution des travaux mixtes proposés par une autre administration, quand ces travaux lui paraissent sans inconvénient pour son service, ou que les inconvénients peuvent disparaître moyennant certaines conditions auxquelles il surbordonne son adhésion.

J'ai souvent occasion de remarquer que les représentants des différents départements ministériels, appelés à conférer, se bornent à donner leur assentiment aux dispositions proposées par le service des ponts et chaussées, mais sans spécifier que cet assentiment est donné par application de l'article 18 précité.

L'absence de cette mention nécessite le renvoi de l'affaire à la commission mixte des travaux publics. Il en résulte des retards qui souvent pourraient être évités.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien, lorsque les fonctionnaires ou officiers qui auront pris part à des conférences mixtes auront fait connaître qu'ils ne voient aucun inconvénient à l'exécution des travaux proposés par le service des ponts et chaussées, et qu'ils y adhèrent, demander que chaque chef de service spécifie que cette adhésion est donnée par application de l'article 18 du décret du 16 août 1853. Cette mention hâtera l'expédition des affaires, but que l'administration cherche à atteindre autant que possible.

359.***Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.***

10 septembre 1860.

Comptabilité. — Loi du 14 juillet 1860. — Instructions pour l'exécution des dispositions de l'article 7.

Monsieur le Préfet, l'article 7 de la loi du 14 juillet dernier, qui ouvre à divers ministères, sur l'exercice 1860, des crédits applicables à l'exécution de grands travaux d'utilité générale, porte qu'un *compte spécial des dépenses sera annexé à la loi du règlement de l'exercice*.

Pour que cette disposition puisse être exécutée en ce qui concerne mon département, il est nécessaire qu'une distinction bien nette soit établie entre les crédits ouverts par l'administration centrale sur les fonds primitifs du budget, et les crédits ouverts sur les fonds de la loi du 14 juillet 1860.

A cet effet, MM. les ingénieurs ouvriront, dans leurs écritures, à chacun des cha-

(1) Voir *suprà*, n° 247.

pitres du budget sur lesquels seront imputés les crédits spéciaux dont il s'agit, un article distinct, portant ce titre : « *Fonds de la loi du 14 juillet 1860.* »

La même division sera établie dans les situations mensuelles (formule n° 23), et dans les situations définitives (formules n° 30, 31 et 32) qui sont adressées à mon ministère.

Cette division est indispensable, attendu que les crédits ouverts à mon ministère, par la loi précitée, ne sont pas l'objet de chapitres distincts de ceux qui sont inscrits au budget de 1860.

J'adresse ampliation de la présente circulaire à MM. les ingénieurs en chef des ponts et chaussées.

360.

Instruction du directeur général de l'enregistrement et des domaines concernant les perceptions (Extrait).

12 septembre 1860.

§ 2. Expéditions d'arrêtés portant permission de voirie. — Visa pour timbre des formules imprimées (1).

Par une circulaire du 31 décembre 1859 (2), M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, a prescrit l'emploi de formules imprimées pour les expéditions des arrêtés contenant des permissions de voirie.

Les sous-préfets ont été autorisés à accorder, dans certains cas, des permissions de l'espèce; mais, avant de délivrer les expéditions de leurs arrêtés, ils sont obligés de faire l'envoi des formules imprimées au chef-lieu du département, pour les faire revêtir du timbre, conformément à l'article 80 de la loi du 15 mai 1818 (3), envoi qui occasionne souvent des retards préjudiciables aux parties.

Pour remédier à cet état de choses, Son Exc. le ministre des finances a décidé, le 5 mai 1860, sur la demande d'un préfet, que les formules dont les sous-préfets sont autorisés à faire usage pour les expéditions des permissions de voirie, pourront être visées pour timbre au bureau de l'enregistrement du chef-lieu de la sous-préfecture.

361.

Décret portant modification des dispositions des décrets d'organisation du corps des ponts et chaussées (13 octobre 1851) et du corps des mines (24 décembre 1851) relatives aux services détachés (Extrait).

24 septembre 1860.

NAPOLÉON, etc.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS CE QUI SUIT :

ART. 1^{er}. Seront considérés comme étant en service détaché les ingénieurs des ponts et chaussées et les ingénieurs des mines, les conducteurs des ponts et chaussées et les

(1) Voir *infra*, n° 373.

(2) Voir *supra*, n° 165.

(3) Voir *supra*, n° 76.

gardes-mines qui seront désignés par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour être attachés aux services municipaux des villes de l'Empire ayant au moins cinquante mille âmes de population.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret.

362.

Instruction du directeur général de l'enregistrement et des domaines, relative au mode de paiement du prix de la vente des immeubles domaniaux.

4 octobre 1860.

Aux termes de la décision ministérielle du 2 novembre 1857, et de l'instruction n° 2109 (1), qui l'a transmise aux préposés, les acquéreurs des biens de l'État doivent payer, par cinquième, et dans l'espace de quatre ans et un mois, le prix des adjudications, ainsi que des cessions amiables, pour lesquelles des délais exceptionnels n'ont pas été déterminés, lorsque ce prix est supérieur à 100 francs.

M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics a fait, pour les permissions de grande voirie, un nouveau règlement, qui a été l'objet d'une circulaire aux préfets, en date du 20 septembre 1858, et dont l'article 2 porte que les propriétaires autorisés à s'avancer sur la voie publique, par application de l'article 53 de la loi du 16 septembre 1807, payeront ou consigneront le prix du terrain avant de l'occuper et d'obtenir le tracé de l'alignement. Le département des travaux publics a demandé ensuite que des instructions fussent données dans le même sens aux préposés des domaines.

Dans cette situation, Son Exc. le ministre des finances a décidé, le 20 août 1860, qu'il sera stipulé, à l'avenir, dans les contrats de cession de terrains retranchés, par alignement, des voies publiques, que les concessionnaires n'entreront en jouissance qu'après le paiement du prix, et que ce paiement, quelle qu'en soit l'importance, devra être effectué dans le mois de la passation de l'acte, sous peine de déchéance.

Ces dispositions apportent une modification à l'arrêté du 10 juillet 1851, et à la décision du 2 novembre 1857, en ce qui concerne le mode de paiement du prix des cessions amiables de biens de l'État. Il en résulte que, pour les cessions de terrains retranchés, par alignement, de la voie publique, le prix, même lorsqu'il excédera 100 francs, devra être acquitté dans le mois à partir du jour du contrat.

363.

Avis du Conseil d'État relatif à la propriété des terrains retranchés des routes impériales et départementales en dehors des traverses des villes et bourgs (2).

22 novembre 1860.

Le Conseil d'État, consulté par M. le ministre des finances sur la question de

(1) Voir *supra*, n° 308.

(2) Cet avis modifie les décisions ministérielles des 16 février et 9 septembre 1859 dont il est question dans l'instruction du directeur général de l'enregistrement et des domaines, en date du 20 octobre 1859. Voir *supra*, n° 80, 316 et 330, et *infra*, n° 373.

savoir quelle interprétation doit être donnée à l'avis émis par le Conseil d'État, le 22 juillet 1858, en ce qui concerne la propriété des parcelles de terrain retranchées des routes impériales et départementales, en dehors des villes et bourgs, et provenant d'anciens chemins, et l'attribution à l'État, aux départements et aux communes du prix à revenir;

Vu les pièces communiquées par M. le ministre des finances, et notamment la correspondance échangée entre les ministres des finances, de l'intérieur et des travaux publics, l'avis du directeur général de l'enregistrement et des domaines, en date du 5 février 1859;

Vu l'avis émis par le Conseil d'État, à la date du 22 juillet 1858;

Vu la loi des 26 juillet, 15 août, 22 novembre et 1^{re} décembre 1790, et l'article 538 du Code Napoléon;

Vu le décret du 16 décembre 1811;

Vu les lois des 16 septembre 1807, 20 et 21 mai 1836 et 24 mai 1842;

Considérant que l'avis du 22 juillet 1858 a formellement reconnu le droit des communes sur les parcelles retranchées des routes impériales et départementales, par voie d'alignement, lorsque, antérieurement au classement de ces routes, les terrains ont fait partie des rues dans la traverse des villes ou bourgs, et ont été, par conséquent, propriété communale; qu'il a déclaré en outre : 1^o que le droit de l'État ou du département, qui s'est formé par l'effet d'une affectation gratuite à la voirie impériale ou départementale, ne peut survivre à cette affectation; 2^o que ces principes ont été admis par le Gouvernement, dans la discussion de la loi du 24 mai 1842;

Considérant que le classement d'un chemin vicinal en route impériale ou départementale s'opère dans les mêmes conditions que celui d'une rue formant traverse de ville ou bourg;

Considérant que le sol des chemins constitue, au même titre que le sol des voies urbaines, une propriété communale;

Est d'avis :

Que, dans le cas où des parties de routes impériales ou départementales sont délaissées ou retranchées par suite de rectification ou d'alignement, même en dehors des traverses des villes et bourgs, il y a lieu de suivre la règle établie par l'avis du Conseil d'État du 22 juillet 1858.

364.

Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 28 juillet 1860, relative à la mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes (1).

6 février 1861.

NAPOLEON, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I^{er}. *Mesures tendant à assurer l'exécution des travaux de dessèchement et*

(1) Voir la circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 24 mai 1861.

Voir *supra*, n^o 356, et *infra*, n^o 363, 374, 381 et 398.

de mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes et sections de communes. — Art. 1^{er}. Lorsque le préfet estime qu'il y a lieu d'appliquer l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1860 aux marais ou terres incultes appartenant à une commune ou section de commune, il prend un arrêté par lequel le conseil municipal est mis en demeure de délibérer :

1^o Sur la partie des biens à laisser à l'état de jouissance communé;

2^o Sur le mode de mise en valeur du surplus;

3^o Sur la question de savoir si la commune entend pourvoir par elle-même à cette mise en valeur.

S'il s'agit de biens appartenant à une section de commune, le préfet, par le même arrêté, fixe le nombre des membres qui doivent composer une commission syndicale chargée de représenter ladite section.

2. Dans le cas où les terrains à mettre en valeur appartiennent à une commune, la délibération du conseil municipal doit être prise dans le mois de la notification de l'arrêté de mise en demeure.

Dans le cas où lesdits terrains appartiennent à une section de commune, la commission syndicale donne son avis préalable dans le délai d'un mois à dater de la formation de ladite commission, et à défaut par elle de le faire, il est passé outre par le conseil municipal.

Faute par le conseil municipal d'avoir délibéré dans le délai d'un mois à dater de la réception, soit de l'arrêté de mise en demeure, soit de la délibération de la commission syndicale instituée comme il est dit ci-dessus, ou de l'expiration du délai imparti à ladite commission syndicale pour émettre son avis, le conseil municipal est réputé avoir refusé de se charger de l'exécution des travaux d'amélioration.

3. Si les terrains appartiennent à plusieurs communes, et que leur mise en valeur exige des travaux d'ensemble, lorsque tous les conseils municipaux déclarent se charger de l'opération, il est créé, conformément à la loi du 18 juillet 1837, une commission syndicale à l'effet d'en poursuivre l'exécution.

En cas de refus ou d'abstention d'une ou plusieurs des communes intéressées, il sera procédé, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article 10 ci-après.

4. Lorsque le conseil municipal déclare qu'il entend pourvoir à la mise en valeur des parties de marais et de terres incultes qui doivent être distraites de la jouissance commune, il fait connaître les mesures qu'il compte prendre à cet effet, et est tenu de justifier des voies et moyens d'exécution.

La délibération du conseil municipal est soumise à l'approbation du préfet, et il est ensuite pourvu aux voies et moyens conformément aux lois.

TITRE II. *De l'exécution et de la conservation des travaux par les communes ou sections de communes intéressées.* — Art. 5. Dans le cas prévu à l'article précédent, les projets des travaux qui peuvent être nécessaires pour l'assainissement et la mise en culture des terrains sont dressés et les travaux sont exécutés à la diligence du maire de la commune, ou du président de la commission syndicale des communes intéressées, dans les formes admises pour les travaux publics communaux.

6. Chaque projet est soumis à une enquête ouverte dans les communes intéressées et suivant les formes prescrites par l'ordonnance du 23 août 1835, ou conformément

à l'ordonnance du 18 février 1854, s'il s'agit de travaux intéressant plusieurs communes.

7. Le préfet approuve les projets et fixe le délai dans lequel les travaux doivent être commencés et terminés.

8. L'autorité municipale est chargée de la conservation des travaux d'assainissement, de dessèchement et de mise en valeur des terrains communaux, sous le contrôle et la vérification de l'administration.

Dans le cas où le conseil municipal n'allouerait pas les fonds nécessaires à l'entretien annuel, il y sera pourvu par le préfet, par l'inscription d'office, au budget de la commune, du crédit nécessaire, conformément à l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837.

TITRE III. De l'exécution et de la conservation des travaux par l'État, des mesures propres à constater ses avances et à en assurer le remboursement. — **ART. 9.** En cas de refus ou d'abstention du conseil municipal, comme en cas d'inexécution de la délibération par lui prise ou d'abandon des travaux commencés, les projets des travaux de dessèchement des marais et d'assainissement des terres incultes dont le dessèchement ou la mise en culture ont été reconnus nécessaires par le préfet, sont dressés ou vérifiés par les soins du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Chaque projet est soumis à une enquête ouverte dans les communes intéressées, conformément à l'article 6 ci-dessus.

Le conseil municipal est appelé à en délibérer avec l'adjonction des plus imposés.

10. Un décret impérial rendu en Conseil d'État, après avis du conseil général du département, déclare, s'il y a lieu, l'utilité des travaux, et prescrit, soit leur exécution par l'État, soit la location des terrains, à charge de mise en valeur.

11. Lorsque des marais communaux ne pourront être desséchés qu'au moyen d'une opération d'ensemble comprenant des marais particuliers, en même temps que les mises en demeure sont adressées aux communes, les propriétaires desdits marais sont invités à déclarer s'ils consentent au dessèchement, en se soumettant aux dispositions de la loi du 28 juillet 1860.

S'ils donnent ce consentement, le décret prévu à l'article précédent statue sur l'ensemble de l'opération.

12. Dans le cas où, conformément à l'article 10 ci-dessus, l'assainissement et la mise en valeur doivent être exécutés par voie de mise en ferme, l'adjudication a lieu en présence des receveurs municipaux des communes intéressées, et conformément aux règles applicables aux biens communaux. Le soumissionnaire s'oblige à exécuter les projets approuvés pour la mise en valeur des terrains, conformément aux conditions déterminées par le cahier des charges qui sera dressé par le préfet, sur l'avis des ingénieurs.

13. Lorsque les travaux seront exécutés par l'État, on suivra les formes usitées en matière de travaux publics.

Les états de dépenses seront dressés conformément aux règles de la comptabilité des travaux publics.

Il en sera de même des états annuels des dépenses d'entretien.

Si les travaux intéressent plusieurs communes, la répartition de la dépense sera faite dans la forme régie par l'article 72 de la loi du 18 juillet 1837.

14. Chaque année, il est délivré aux communes et sections intéressées une expédition des comptes établissant la situation des dépenses mises à la charge de chacune d'elles.

Après l'achèvement des travaux, un compte général des dépenses est arrêté par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Il en est délivré copie au ministre de l'intérieur et aux communes ou sections de communes intéressées.

Les sommes principales formant le montant de ce compte portent, de plein droit, intérêt simple à cinq pour cent, à partir de l'achèvement des travaux.

15. Les travaux effectués par l'État sont entretenus par les soins de l'administration.

Les avances faites pour cet objet, arrêtées chaque année par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, portent également intérêt simple à cinq pour cent par an.

Copie de ce compte est délivrée au ministre de l'intérieur, aux communes et sections de communes intéressées avec l'état des dépenses antérieures.

16. Si, dans les six mois de la notification à elle faite des comptes annuels des dépenses d'établissement ou d'entretien des travaux, la commune ou section de commune ne s'est pas pourvue devant le conseil de préfecture, les comptes ne peuvent plus être attaqués.

17. Après l'achèvement des travaux, remise des terrains est faite aux communes intéressées, pour être conservés par elles, ainsi qu'il est dit à l'article 8 ci-dessus. Chaque commune est mise en demeure d'avoir à déclarer, si elle entend user de la faculté à elle réservée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860, de se libérer de toute répétition de la part de l'État en lui faisant l'abandon de moitié des terrains mis en valeur, ou si elle entend payer en argent les avances de l'État.

18. Lorsque la commune a opté pour l'abandon de moitié des terrains mis en valeur, un expert choisi par le maire, avec le concours d'un délégué de l'administration des domaines, dresse un projet de partage en deux lots égaux en valeur pour être tirés au sort dans l'année qui suit l'achèvement des travaux. Il est procédé à cette opération devant le sous-préfet de l'arrondissement.

Si une partie des travaux a été exécutée par la commune, il lui en est tenu compte dans le partage, par une réduction proportionnelle dans le lot de terrains auquel l'État a droit.

19. Si la commune déclare vouloir rembourser à l'État le montant de ses avances, elle doit justifier de ses ressources et faire à l'État telle délégation que de droit.

TITRE IV. *Formalités préalables à la mise en vente des terrains qui doivent être aliénés.* — ART. 20. Faute par la commune d'avoir réalisé l'abandon prévu à l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860, dans l'année qui suit l'achèvement des travaux, ou d'avoir, dans le même délai, remboursé à l'État le montant de ses avances, l'administration provoque la mise en vente, dans les formes indiquées à l'article 4 de la

loi du 28 juillet 1860, de la portion de terrains améliorés, nécessaire pour couvrir l'État, en principal et intérêts, des dépenses par lui faites.

A cet effet, un expert nommé par le préfet est chargé de préparer le lotissement et le cahier des charges de la mise en vente des lots à aliéner.

Le projet de l'expert est communiqué au conseil municipal pour avoir ses observations.

Dès que le projet de lotissement est approuvé par le préfet, il est procédé à la vente publique desdits terrains. Ces ventes sont effectuées par les soins de l'administration des domaines, en présence des receveurs municipaux des communes intéressées et jusqu'à concurrence de la créance de l'État.

Les prix de vente sont recouverts par l'administration des domaines; toutefois, lorsque la vente excède les avances de l'État, cet excédant sera perçu par les receveurs municipaux.

TITRE V. Dispositions diverses. — Art. 21. Avant de procéder à l'assainissement et au dessèchement des marais communaux et des terrains incultes appartenant aux communes, il est procédé à la délimitation et, au besoin, au bornage desdits marais et terrains incultes.

22. En conséquence, un expert à ce désigné par le préfet visite les lieux, à l'effet d'appliquer aux marais ou terrains incultes dont il s'agit les matrices et plans cadastraux et les titres produits tant par les communes que par les propriétaires voisins.

23. La visite des lieux est annoncée au moins quinze jours à l'avance dans chaque commune, par affiches placées à la porte des églises et des matrices.

Les résultats de l'expertise sont communiqués, par bulletin particulier, à tous les propriétaires limitrophes des propriétés communales, avec invitation de faire connaître leurs observations.

24. Le travail de l'expert et les observations des parties intéressées sont soumis aux délibérations des conseils municipaux ou des syndicats représentant les sections de communes et adressés au préfet avec l'avis desdits conseils ou syndicats.

25. Lorsque les communes et les propriétaires limitrophes sont d'accord, il est procédé à un bornage, par voie amiable.

Dans le cas contraire, s'il y a lieu, la commune est autorisée, conformément aux lois, ou à plaider, ou à transiger avec les propriétaires voisins.

26. Suivant les besoins, des gardes particuliers, dont le traitement est imputé sur le fonds des travaux, pourront être chargés de veiller à la conservation des travaux exécutés par application de la loi du 28 juillet 1860.

27. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'intérieur, au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

365.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

14 février 1861.

Personnel. — Service hydraulique. — Mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes. — Frais de déplacements (1).

Monsieur le Préfet, par deux circulaires des 25 juillet et 15 septembre 1860, MM. les ingénieurs des ponts et chaussées ont été invités à préparer immédiatement les projets des travaux qui pourraient être entrepris, dès l'année 1860, au moyen des crédits extraordinaires votés par la loi du 14 juillet 1860, pour réaliser les améliorations résultant de la mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes.

A raison de l'analogie qui existe entre ces travaux et ceux du drainage, j'ai décidé que les ingénieurs et agents des ponts et chaussées recevront pour les opérations relatives à la mise en valeur des marais et terrains communaux, des indemnités réglées conformément aux dispositions de la circulaire du 14 juillet 1856, pour les études et opérations de drainage au compte des communes et des particuliers.

J'invite M. l'ingénieur en chef de votre département à transmettre immédiatement pour le 2^e semestre de 1860, et, pour l'avenir, à la fin de chaque trimestre, les états des sommes à allouer.

Ces allocations seront imputées sur les fonds du service hydraulique, dessèchements et irrigations, travaux extraordinaires.

Je donne connaissance de la présente à M. l'ingénieur en chef.

366.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

6 mars 1861.

Études de chemins de fer.

Monsieur le Préfet, dans plusieurs départements des études de chemins de fer ont été entreprises, soit par les ordres des préfets, soit sur l'initiative de localités ou même de particuliers, sans qu'il en ait été préalablement référé à l'administration supérieure.

Les lignes de chemins de fer étant destinées à former un réseau général et faisant d'ailleurs partie de la grande voirie, en vertu de la loi du 15 juillet 1845, les tracés doivent nécessairement, Monsieur le Préfet, être coordonnés à un point de vue d'ensemble et les études prescrites ou autorisées par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. J'ai, en conséquence, décidé qu'il ne pourrait être procédé sur le terrain à aucune étude de chemins de fer qu'en vertu des instructions

(1) Voir *suprà*, n° 355, et *infra*, n° 361.

ou de l'autorisation préalable de l'administration supérieure. Les demandes, qui me seraient adressées à cet effet, devront être accompagnées d'une carte sur laquelle sera figurée la ligne à étudier et de renseignements statistiques propres à en faire apprécier les avantages.

Je vous recommande, Monsieur le Préfet, de veiller avec soin à ce que la présente circulaire reçoive son application.

Je vous serai obligé de m'en accuser réception.

367.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs.

10 avril 1861.

Personnel. — Interdiction aux ingénieurs et aux conducteurs des ponts et chaussées de devenir entrepreneurs ou concessionnaires de travaux publics et de se mettre au service d'un entrepreneur.

Monsieur, aux termes de l'article 27 du décret du 13 octobre 1851 (1), portant organisation du corps des ponts et chaussées, *les ingénieurs des ponts et chaussées ne peuvent devenir entrepreneurs ni concessionnaires de travaux publics sous peine d'être considérés comme démissionnaires.*

Le conseil général des ponts et chaussées, appelé à se prononcer sur l'interprétation à donner à cette disposition, a été unanimement d'avis qu'elle devrait être entendue en ce sens qu'il était interdit en toute circonstance aux ingénieurs de tout grade, non-seulement de devenir entrepreneurs ou concessionnaires de travaux publics, mais encore de se mettre, à un titre quelconque, au service d'un entrepreneur, soit en France, soit à l'étranger.

Cette interprétation est évidemment conforme à l'esprit du règlement, et il importe à la dignité du corps que l'application en soit rigoureusement maintenue.

J'ai l'honneur, en conséquence, de la porter à la connaissance de MM. les ingénieurs pour que ceux d'entre eux qui, en vertu de congés anciens ou récents, se trouveraient dans la situation ci-dessus indiquée, se mettent en mesure d'en sortir le plus promptement possible.

Dans le cas où, dans le délai d'une année, ils n'auraient pas fourni les justifications nécessaires à cet égard, ils seraient considérés comme démissionnaires.

Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'aux termes de l'article 37 du décret du 13 octobre 1851, la même règle est applicable aux conducteurs des ponts et chaussées.

368.

Décret qui modifie celui du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative (Extrait) (2).

13 avril 1861.

NAPOLÉON, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

(1) Voir *suprà*, n° 312.

(2) Voir *infra*, n° 383.

ART. 1^{er}. Les préfets statueront désormais sur les affaires départementales et communales qui exigeaient jusqu'à ce jour la décision du ministre de l'intérieur, et dont la nomenclature suit, par addition au tableau A annexé au décret du 25 mars 1852 :

2^e Fixation de la durée des enquêtes qui doivent avoir lieu, en vertu de l'ordonnance du 18 février 1834, pour les travaux de construction des chemins vicinaux d'intérêt commun et de grande communication, ou de ponts à péage situés sur ces voies publiques, quand ils n'intéressent que les communes d'un même département ;

3^e Règlement des indemnités pour dommages résultant d'extraction de matériaux destinés à la construction des chemins vicinaux de grande communication ;

4^e Règlement des frais d'expertise mis à la charge de l'administration, notamment en matière de subventions spéciales pour dégradations extraordinaires causées aux chemins vicinaux de grande communication ;

5^e Secours aux agents des chemins vicinaux de grande communication ;

6^e Gratifications aux mêmes agents ;

7^e Affectation du fonds départemental à des achats d'instruments ou à des dépenses d'impressions spéciales pour les chemins vicinaux de grande communication.

2. Les préfets statueront aussi, sans l'autorisation du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, mais sur l'avis ou la proposition des ingénieurs en chef, en ce qui concerne les n^{os} 1, 2, 3, 4 et 5, sur les divers objets dont suit la nomenclature, par addition aux tableaux B et D annexés au décret du 25 mars 1852 :

4^e Approbation des adjudications autorisées par le ministre pour travaux imputables sur les fonds du Trésor ou des départements, dans tous les cas où les soumissions ne renferment aucune clause extraconditionnelle, et où il n'aurait été présenté aucune réclamation ou protestation ;

2^e Approbation des prix supplémentaires pour des parties d'ouvrages non prévues au devis, dans les cas où il ne doit résulter de l'exécution de ces ouvrages aucune augmentation dans la dépense ;

3^e Fixation de la durée des enquêtes à ouvrir, dans les formes déterminées par l'ordonnance du 18 février 1834, lorsque ces enquêtes auront été autorisées en principe par le ministre, et, sauf le cas où les enquêtes doivent être ouvertes, dans plusieurs départements, sur un même projet ;

4^e Établissement de prises d'eau pour fontaines publiques, dans les cours d'eau non navigables ni flottables, sous la réserve des droits des tiers ;

5^e Répartition, entre l'industrie et l'agriculture, des eaux des cours d'eau non navigables ni flottables, de la manière prescrite par les anciens règlements ou les usages locaux.

3. Les préfets statueront également, sans l'autorisation du ministre des finances, sur les objets ci-après, par addition à la nomenclature du tableau C du décret du 25 mars 1852 :

1^{re} Approbation des adjudications pour la mise en ferme des bacs ;

2^e Règlement, dans les cas où il n'est pas dérogé au tarif municipal, des remises allouées aux percepteurs receveurs des associations de dessèchement.

5. Ils nommeront directement, sans l'intervention du Gouvernement, et sur la pré-

sensation des divers chefs de service, par addition à l'article 5 du décret du 25 mars 1852, aux fonctions et emplois suivants :

14° Les canotiers de la navigation.

6. Les sous-préfets statueront désormais, soit directement, soit par délégation des préfets, sur les affaires qui, jusqu'à ce jour, exigeaient la décision préfectorale et dont la nomenclature suit :

A° Autorisation de mise en circulation des voitures publiques.

7. L'article 6 du décret du 25 mars 1852 est applicable aux décisions prises par les préfets, en vertu du présent décret.

Les sous-préfets rendront compte de leurs actes aux préfets, qui pourront les annuler ou les réformer soit pour violation des lois et des règlements, soit sur la réclamation des parties intéressées, sauf recours devant l'autorité compétente.

8. Les tableaux A, B, C, D, annexés au décret du 25 mars 1852, sont modifiés conformément aux dispositions ci-dessus.

9. Nos ministres de l'intérieur, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de l'instruction publique et des cultes, de la guerre et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Annexes du décret du 25 mars 1852, modifiées conformément au décret ci-dessus.

TABEAU A.

- 1° Acquisitions, aliénations et échanges de propriétés départementales non affectées à un service public ;
- 2° Affectation d'une propriété départementale à un service d'utilité départementale, lorsque cette propriété n'est déjà affectée à aucun service ;
- 3° Mode de gestion des propriétés départementales ;
- 4° Baux de biens donnés ou pris à ferme et à loyer par le département ;
- 5° Autorisation d'ester en justice ;
- 6° Transactions qui concernent les droits des départements ;
- 8° Contrats à passer pour l'assurance des bâtiments départementaux ;
- 9° Projets, plans et devis de travaux exécutés sur les fonds du département, et qui n'engageraient pas la question de système ou de régime intérieur en ce qui concerne les maisons départementales d'arrêt, de justice ou de correction, ou les asiles d'aliénés (1) ;
- 10° Adjudication des travaux dans les mêmes limites ;
- 12° Acceptation des offres faites par des communes, des associations ou des particuliers, pour concourir à la dépense des travaux à la charge des départements ;

(1) Le ministre des travaux publics s'est réservé de statuer sur les projets des routes départementales ; ils doivent continuer à être soumis à son approbation. Il n'y a d'exception que celle prévue par l'article 2 de l'ordonnance du 20 mai 1839, qui confère aux préfets le droit d'autoriser, sans en référer à l'administration supérieure, l'exécution des travaux dont la dépense, déjà allouée au budget, n'excède pas la somme de 30.000 francs, toutes les fois que ces travaux n'exigent pas de changements dans la direction ou les alignements des routes. [Instruction du ministre des travaux publics du 16 décembre 1832.]

13° Concession à des associations, à des compagnies ou à des particuliers, des travaux d'intérêt départemental;

15° Achat, sur les fonds départementaux, d'ouvrages administratifs destinés aux bibliothèques des préfectures et des sous-préfectures;

16° Distribution d'indemnités ordinaires et extraordinaires allouées sur le budget départemental aux ingénieurs des ponts et chaussées;

17° Emploi du fonds de réserve inscrit à la deuxième section des budgets départementaux pour dépenses imprévues;

42° Budgets et comptes des communes, lorsque ces budgets ne donnent pas lieu à des impositions extraordinaires;

48° Aliénation, acquisitions, échanges, partage de biens de toute nature, quelle qu'en soit la valeur;

50° Transactions sur toutes sortes de biens, quelle qu'en soit la valeur;

51° Baux à donner ou à prendre, quelle qu'en soit la durée;

55° Approbation des marchés passés de gré à gré;

56° Approbation des plans et devis de travaux, quel qu'en soit le montant;

57° Plans d'alignement des villes;

58° Assurances contre l'incendie;

59° Tarifs des droits de voirie dans les villes;

60° Établissement de trottoirs dans les villes (1);

61° Fixation de la durée des enquêtes qui doivent avoir lieu, en vertu de l'ordonnance du 18 février 1834, pour les travaux de construction de chemins vicinaux d'intérêt commun et de grande communication, ou de ponts à péage situés sur ces voies publiques quand ils n'intéressent que les communes du même département;

62° Règlement des indemnités pour dommage résultant d'extraction de matériaux destinés à la construction des chemins vicinaux de grande communication;

63° Règlement des frais d'expertise mis à la charge de l'administration, notamment en matière de subventions spéciales pour dégradations extraordinaires causées aux chemins vicinaux de grande communication;

64° Secours aux agents des chemins vicinaux de grande communication;

65° Gratifications aux mêmes agents;

66° Affectation du fonds départemental à des achats d'instruments ou à des dépenses d'impressions spéciales pour les chemins vicinaux de grande communication;

67° Enfin, tous les autres objets d'administration départementale, communale, et d'assistance publique, sauf les exceptions ci-après :

b. Contributions extraordinaires à établir et emprunts à contracter dans l'intérêt du département;

c. Répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départements;

d. Règlement des budgets départementaux; approbation des virements de crédits d'un sous-chapitre à un autre sous-chapitre de la première section du budget, quand il s'agit d'une dépense nouvelle à introduire, et des virements de la seconde et de la troisième section;

(1) Voir *suprà*, n° 222.

- e. Règlement du report des fonds libres départementaux d'un exercice sur un exercice ultérieur, et règlement des comptes départementaux;
- f. Changement de destination des édifices départementaux affectés à un service public;
- i. Classement, direction et déclassement des routes départementales;
- l. Fixation de la part contributive du département aux travaux exécutés par l'État et qui intéressent le département;
- m. Fixation de la part contributive du département aux dépenses et aux travaux qui intéressent à la fois le département et les communes;
- n. Organisation des caisses de retraites ou de tout autre mode de rémunération ou de secours en faveur des employés des préfectures et sous-préfectures et des autres services départementaux;
- s. Impositions extraordinaires pour dépenses facultatives, et impositions à établir d'office pour dépenses obligatoires.
- u. Expropriation pour cause d'utilité publique, sans préjudice des concessions déjà faites en faveur de l'autorité préfectorale par la loi du 21 mai 1836, relative aux chemins vicinaux;
- x. Ponts communaux à péage.

TABLEAU C.

- 2° Location amiable, après estimation contradictoire, de la valeur locative des biens de l'État, lorsque le prix annuel n'excède pas 500 francs;
- 3° Concessions de servitudes à titre de tolérance temporaire et révocables à volonté;
- 4° Concessions autorisées par les lois des 20 mai 1836 et 10 juin 1847 des biens usurpés, lorsque le prix n'excède pas 2,000 francs;
- 5° Cession de terrains domaniaux compris dans le tracé des routes nationales, départementales et des chemins vicinaux;
- 6° Échanges de terrains provenant de déclassement de routes, dans le cas prévu par l'article 4 de la loi du 20 mai 1836;
- 7° Liquidation de dépenses, lorsque les sommes liquidées ne dépassent pas 2,000 fr.;
- 10° Travaux à exécuter dans les forêts communales ou d'établissements publics, pour la recherche ou la conduite des eaux, la construction des récipients et autres ouvrages analogues, lorsque ces travaux auront un but d'utilité communale;
- 11° Approbation des adjudications pour la mise en ferme des bacs;
- 12° Règlement dans les cas où il n'est pas dérogé au tarif municipal des redevances allouées aux percepteurs-receveurs des associations de dessèchement.

TABLEAU D (1).

- 1° Autorisation, sur les cours d'eau navigables ou flottables, des prises d'eau faites au moyen de machines, et qui, eu égard au volume du cours d'eau, n'auraient pas pour effet d'en altérer sensiblement le régime;
- 2° Autorisation des établissements temporaires sur lesdits cours d'eau, alors même

(1) Voir la circulaire du ministre des travaux publics du 27 juillet 1852.

qu'ils auraient pour effet de modifier le régime ou le niveau des eaux; fixation de la durée de la permission;

3° Autorisation sur les cours d'eau non navigables ni flottables de tout établissement nouveau, tel que moulin, usine, barrage, prise d'eau d'irrigation, patouillet, bocard, lavoir à mines;

4° Régularisation de l'existence desdits établissements lorsqu'ils ne sont pas encore pourvus d'autorisation régulière, ou modification des règlements déjà existants;

5° Établissement de prises d'eau pour fontaines publiques dans les cours d'eau non navigables ni flottables, sous la réserve des droits des tiers;

6° Dispositions pour assurer le curage et le bon entretien des cours d'eau non navigables ni flottables de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux. Réunion, s'il y a lieu, des propriétaires intéressés en associations syndicales (1);

7° Répartition entre l'industrie et l'agriculture des eaux des cours d'eau non navigables ni flottables, de la manière prescrite par les anciens règlements ou les usages locaux;

8° Constitution en associations syndicales des propriétaires intéressés à l'exécution et à l'entretien des travaux d'endiguement contre la mer, les fleuves, rivières et torrents navigables ou non navigables, de canaux d'arrosage ou de canaux de dessèchement, lorsque ces propriétaires sont d'accord pour l'exécution desdits travaux et la répartition des dépenses;

9° Autorisation et établissement des débarcadères sur les bords des fleuves et rivières pour le service de la navigation; fixation des tarifs et des conditions d'exploitation de ces débarcadères;

10° Approbation de la liquidation des plus-values ou des moins-values en fin de bail du matériel des bars affermés au profit de l'État;

11° Autorisation et établissement des bateaux particuliers;

12° Fixation de la durée des enquêtes à ouvrir, dans les formes déterminées par l'ordonnance du 18 février 1834, lorsque ces enquêtes auront été autorisées en principe par le ministre, et, sauf le cas où les enquêtes doivent être ouvertes, dans plusieurs départements sur un même projet;

13° Approbation des adjudications autorisées par le ministre pour les travaux imputables sur les fonds du Trésor ou des départements, dans tous les cas où les soumissions ne renferment aucune clause extraordinaire, et où il n'aurait été présenté aucune réclamation ou protestation;

14° Approbation des prix supplémentaires pour des parties d'ouvrages non prévues au devis, dans le cas où il ne doit résulter de l'exécution de ces ouvrages aucune augmentation dans la dépense;

15° Approbation, dans les limites des crédits ouverts, des dépenses dont la nomenclature suit :

- a. Acquisition de terrains, d'immeubles, etc., dont le prix ne dépasse pas 25,000 fr.;
- b. Indemnités mobilières;
- c. Indemnités pour dommages;

(1) Voir *suprà*, n° 222.

d. Frais accessoires aux acquisitions d'immeubles, aux indemnités mobilières et aux dommages ci-dessus désignés ;

e. Loyers de magasins, terrains, etc. ;

f. Secours aux ouvriers réformés, blessés, etc., dans les limites déterminées par les instructions ;

16° Approbation de la répartition rectifiée des fonds d'entretien et des décomptes définitifs des entreprises, quand il n'y a pas d'augmentation sur les dépenses autorisées ;

17° Autorisation de la main levée des hypothèques prises sur les biens des adjudicataires ou de leurs cautions, et du remboursement des cautionnements après la réception définitive des travaux ; autorisation de la remise à l'administration des domaines des terrains devenus inutiles au service.

369.

Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes (1).

27 avril 1861.

NAPOLEON, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I^{er}. REBOISEMENTS FACULTATIFS (art. 1, 2, 3 et 12 de la loi du 28 juillet 1860).—ART. 1^{er}. Les propriétaires de terrains situés sur le sommet ou la pente des montagnes, qui désirent prendre part aux subventions à accorder par l'État, aux termes des articles 1 et 2 de la loi du 28 juillet 1860, doivent en adresser la demande au conservateur des forêts.

S'il s'agit d'une commune ou d'un établissement public, la demande doit être adressée au préfet, qui la transmet au conservateur avec son avis motivé.

2. Les terrains appartenant aux communes ou établissements publics sur lesquels des travaux de reboisement sont entrepris, à l'aide de subventions allouées par l'État, sont de plein droit soumis au régime forestier.

Ces travaux, ainsi que ceux de conservation et d'entretien, sont exécutés sous le contrôle et la surveillance des agents forestiers.

Si les terrains appartiennent à plusieurs communes, et que le succès des reboisements exige des travaux d'ensemble, il est créé, conformément aux articles 70, 71 et 72 de la loi du 18 juillet 1837, une commission syndicale à l'effet de poursuivre l'exécution des travaux.

En cas d'inexécution des travaux ou de mauvaise exécution constatée par les agents forestiers, le préfet prend un arrêté qui ordonne la restitution à l'État des subventions qui auraient été allouées.

3. Les primes en argent obtenues par des particuliers après l'exécution des travaux, sont payées sur le vu d'un procès-verbal de réception des travaux, dressé par

(1) Voir *suprà*, n° 358, et *infra*, n° 357.

l'agent forestier local, dans la forme des procès-verbaux de réception définitive des travaux d'amélioration dans les forêts domaniales, et sur les avis de l'inspecteur et du conservateur.

Les subventions en graines ou plants délivrées aux particuliers avant l'exécution des travaux sont estimées en argent. L'estimation est notifiée au propriétaire et acceptée par lui. Le montant en est répété par l'État en cas d'inexécution des travaux, de détournement d'une partie des graines ou plants, et de mauvaise exécution constatée, comme il a été dit à l'article 2 du présent règlement.

4. Il est statué par notre ministre des finances, sur l'allocation des subventions dépassant une valeur de 500 francs, et par le directeur général des forêts, sur l'allocation de celles d'une valeur de 500 francs et au-dessous.

5. Lorsqu'il a été effectué des travaux de reboisement sur des terrains appartenant à des particuliers, à l'aide de subventions, les propriétaires, avant d'y introduire leurs bestiaux, doivent en adresser la demande au conservateur, qui fait reconnaître, par les agents forestiers, l'état de défensabilité desdits terrains, et statue, à cet égard, sauf recours à notre ministre des finances.

Faute par le propriétaire de se conformer à la décision qui est prise à ce sujet, tout ou partie de la subvention peut être répété contre ledit propriétaire.

TITRE II. REBOISEMENTS OBLIGATOIRES. Fixation du périmètre des terrains dans lesquels il est nécessaire d'exécuter le reboisement. — ART. 6. Lorsque l'administration des forêts estime qu'il y a lieu de procéder à la fixation du périmètre des terrains dans lesquels il est nécessaire d'exécuter des travaux de reboisement, le directeur général des forêts fait connaître au préfet les agents forestiers désignés pour préparer le procès-verbal de reconnaissance des terrains, le plan des lieux et l'avant-projet des travaux.

Le préfet désigne l'ingénieur des ponts et chaussées ou des mines chargé de concourir à l'opération.

7. Le procès-verbal de reconnaissance est accompagné d'un mémoire descriptif indiquant le but de l'entreprise et les avantages que l'on en doit attendre.

Le plan des lieux est dressé d'après le cadastre. Il indique, pour chaque parcelle, le numéro de la matrice cadastrale, la contenance, le nom du propriétaire, et, s'il s'agit d'une commune ou d'un établissement public, la contenance totale des terrains appartenant à la commune ou à l'établissement.

L'avant-projet des travaux indique les terrains destinés à être reboisés. Il fixe les délais dans lesquels les travaux doivent être effectués, et contient :

- 1° L'évaluation approximative de la dépense et un projet de répartition de cette dépense entre les divers propriétaires;
- 2° L'indication de la subvention qui pourra être offerte à chaque propriétaire;
- 3° L'estimation du revenu actuel de chaque parcelle et sa valeur en fonds et en superficie;
- 4° Et tous autres renseignements statistiques qu'il pourra être utile de connaître.

8. Les pièces énoncées en l'article précédent sont adressées par l'administration des forêts au préfet, qui procède, dans chaque commune, à l'ouverture de l'enquête prescrite par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860.

Le projet reste déposé à la mairie pendant un mois ; à l'expiration de ce délai, un commissaire désigné par le préfet reçoit à la mairie, pendant trois jours consécutifs, les déclarations des habitants sur l'utilité publique des travaux projetés.

Ce délai court à partir de l'avertissement donné par voie de publications et d'affiches.

Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité, ainsi que de la publication de l'arrêté du préfet qui prescrit l'ouverture de l'enquête par un certificat du maire.

Après avoir clos et signé le registre des déclarations, le commissaire le transmet immédiatement au préfet avec son avis motivé et les autres pièces de l'instruction qui ont servi de base à l'enquête.

9. Le conseil municipal de chaque commune intéressée, convoqué à cet effet par arrêté préfectoral, examine les pièces de l'enquête, et, dans le délai d'un mois, émet son avis par une délibération prise avec l'adjonction des plus imposés, en nombre égal à celui des conseillers municipaux en exercice. Cette délibération fera connaître, s'il y a lieu, si le conseil municipal autorise les travaux de reboisement sur une étendue plus considérable que celle déterminée par l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860.

Le procès-verbal de cette délibération est joint aux pièces de l'enquête.

10. La commission instituée par le deuxième paragraphe de l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860 est formée par le préfet dans chacun des départements que la ligne des travaux doit traverser.

Cette commission se réunit au lieu indiqué par l'arrêté préfectoral et dans la quinzaine de la date de cet arrêté. Elle examine les pièces de l'instruction, les déclarations consignées au registre de l'enquête, et, après avoir recueilli, auprès de toutes les personnes qu'elle juge utile de consulter, les renseignements dont elle croit avoir besoin, elle donne son avis motivé, tant sur l'utilité de l'entreprise que sur les diverses questions qui auraient été posées par l'administration.

Ces diverses opérations, dont il est dressé procès-verbal, doivent être terminées dans un nouveau délai d'un mois.

11. Le préfet, après avoir pris l'avis du conseil d'arrondissement et du conseil général, adresse toutes les pièces de l'instruction, avec son avis motivé, à notre ministre des finances, qui, après avoir consulté préalablement notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre de l'Intérieur, s'il y a lieu, nous soumet son rapport.

Il est ensuite statué par nous sur la question d'utilité publique des travaux, notre Conseil d'État entendu.

12. Ampliation du décret qui déclare l'utilité publique des travaux est transmise par le directeur général des forêts au préfet, qui reste chargé de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 6 de la loi du 28 juillet 1860.

En même temps, l'administration des forêts fait connaître au préfet, pour chaque parcelle cadastrale, les travaux à effectuer, les conditions et délais fixés pour leur exécution, les offres de subvention de l'administration ou les avances qu'elle est disposée à consentir.

TITRE III. DE L'EXÉCUTION ET DE LA CONSERVATION DES TRAVAUX. CHAPITRE 1^{er}. Terres comprises dans les périmètres déterminés par les décrets déclaratifs de l'utilité

publique et appartenant à des particuliers. — Art. 13. Dans le délai d'un mois à compter de la notification qui lui est faite du décret déclaratif de l'utilité publique, le particulier propriétaire de terrains compris dans le périmètre déclare s'il entend effectuer lui-même les travaux ou en abandonner l'exécution à l'administration forestière.

Cette déclaration est faite en double minute et remise à la sous-préfecture de la situation des lieux, où il en est tenu registre.

Ces minutes sont visées par le sous-préfet, qui rend l'une au déclarant et transmet l'autre immédiatement au préfet.

Si le particulier veut exécuter lui-même les travaux, sa déclaration contient, en outre, la justification des moyens d'exécution.

14. A défaut de déclaration dans le délai ci-dessus, le particulier est réputé avoir refusé de prendre les travaux à sa charge.

15. Les travaux effectués par le particulier, avec ou sans subvention, sont soumis à la surveillance de l'administration des forêts.

16. L'administration des forêts procède à l'exécution des travaux à effectuer sur les terrains des propriétaires expropriés.

L'achèvement des travaux est notifié par l'administration des forêts au propriétaire exproprié; cette notification contient en outre :

1° Le compte détaillé en principal et intérêts du montant des travaux exécutés depuis l'époque de l'expropriation ;

2° L'évaluation de la dépense annuelle présumée nécessaire pour leur conservation et leur entretien.

17. Lorsqu'en exécution de l'article 7 de la loi du 28 juillet 1860, le propriétaire exproprié veut user du droit d'obtenir sa réintégration, il en fait la déclaration à la sous-préfecture dans les cinq ans qui suivent la notification à lui faite aux termes de l'article précédent, et fait connaître, par cet acte, s'il entend obtenir sa réintégration en remboursant l'État de ses avances ou en lui abandonnant la moitié de sa propriété.

Il est tenu registre de ces déclarations et il en est donné acte.

18. Si le propriétaire opte pour le remboursement des avances faites par l'État, il produit, à l'appui de ses déclarations, les justifications nécessaires pour établir qu'il est en mesure de rembourser l'indemnité d'expropriation, le prix des travaux, tant de premier établissement que d'entretien, en principal et intérêts.

La déclaration et les justifications à l'appui sont adressées, dans le délai d'un mois, à notre ministre des finances, qui statue et détermine les formes et les délais dans lesquels le propriétaire sera réintégré.

19. Si le propriétaire offre d'abandonner la moitié de sa propriété, il est procédé, par un agent forestier et par le propriétaire ou son délégué, à la division du terrain en deux lots d'égale valeur.

En cas de contestation sur la formation des lots, il y est procédé par un tiers expert nommé par le président du tribunal.

L'attribution des lots a lieu par voie de tirage au sort, si les parties n'ont pu s'entendre à l'amiable.

Si une partie des travaux a été exécutée par le propriétaire, il lui en est tenu compte dans le partage par une déduction proportionnelle sur le lot échu à l'État.

CHAPITRE 2. Terrains compris dans les périmètres déterminés par les décrets déclaratifs de l'utilité publique et appartenant à des communes ou à des établissements publics. — SECTION 1^{re}. Exécution des travaux à effectuer sur les terrains des communes ou des établissements publics. — ART. 20. Dans le délai d'un mois, à compter du décret déclaratif de l'utilité publique, les communes et établissements publics, propriétaires de terrains compris dans les périmètres, font connaître aux préfets, par une délibération motivée, si leur intention est :

D'exécuter avec leurs propres ressources tout ou partie des travaux aux conditions prescrites,

Ou de laisser à l'État le soin de se charger des travaux à ses frais, sauf remboursement,

Ou enfin de céder à l'amiable à l'État tout ou partie de leurs terrains compris dans le périmètre.

Faute par les communes ou les établissements publics d'avoir fait connaître leurs intentions dans le délai susénoncé, l'État prend les travaux à sa charge conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 28 juillet 1860.

21. Les terrains appartenant aux communes ou aux établissements publics compris dans les périmètres fixés par les décrets déclaratifs de l'utilité publique, sont de plein droit soumis au régime forestier.

22. Lorsque la commune ou l'établissement public aura fait connaître son intention d'exécuter les travaux, le conseil municipal ou la commission administrative allouera, chaque année, les fonds jugés nécessaires tant pour l'exécution des travaux neufs, que pour l'entretien des travaux effectués.

23. L'exécution des travaux a lieu sous la surveillance des agents forestiers.

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution, constatée par le conservateur, une décision de notre ministre des finances ordonne, s'il y a lieu, que l'État prendra les travaux à sa charge, aux termes de l'article 8 de la loi du 28 juillet 1860.

Lorsque les terrains appartiennent à plusieurs communes, et que le succès des reboisements exige des travaux d'ensemble, il est créé, si tous les conseils municipaux déclarent se charger de l'opération, une commission syndicale à l'effet de poursuivre l'exécution de ces travaux, conformément aux articles 70, 71 et 72 de la loi du 18 juillet 1837.

SECTION 2. Constatation des avances faites par l'État aux communes ou aux établissements publics, et mesures propres à en assurer le remboursement. — ART. 24. Lorsque les communes ou établissements publics déclarent laisser les travaux à la charge de l'État, l'administration des forêts les fait exécuter en suivant les formes usitées en matière de travaux d'amélioration dans les forêts domaniales.

Les états des dépenses sont dressés conformément aux règles de la comptabilité de l'administration des forêts.

Il en est de même des états annuels des dépenses d'entretien.

25. Si les travaux intéressent plusieurs communes, la répartition de la dépense est faite dans la forme réglée par l'article 72 de la loi du 18 juillet 1837.

Chaque année, il est délivré à chacune des parties intéressées un état des dépenses faites pour son compte par l'administration.

Après l'achèvement des travaux, le compte général de la dépense est arrêté par le ministre des finances; il en est délivré copie aux parties intéressées.

Les sommes principales formant le montant de ce compte portent de plein droit intérêt simple à 5 p. 0/0, à partir de l'achèvement des travaux.

26. Les travaux effectués par l'État sont entretenus par les soins de l'administration des forêts.

Les avances de l'État pour cet objet, arrêtées chaque année par notre ministre des finances, portent également de plein droit intérêt simple à 5 p. 0/0 par an.

Copie de ce compte est délivrée aux parties intéressées avec l'état des dépenses antérieures.

27. Les demandes en révision ou rectification des comptes annuels des dépenses d'établissement ou d'entretien des travaux doivent, à peine de déchéance, être portées devant les conseils de préfecture dans le délai de six mois, à partir de la notification desdits comptes.

Passé ce délai, ces comptes deviennent définitifs.

28. Le compte des produits et celui des dépenses sont faits et arrêtés chaque année par le ministre des finances; copie en est notifiée aux parties intéressées.

Dans les six mois de cette notification, les parties intéressées peuvent, comme pour le compte des travaux, exercer le recours indiqué dans l'article précédent.

La valeur de ces produits est imputée sur les intérêts dus à l'État, et subsidiairement sur les dépenses principales faites tant pour travaux de premier établissement que pour travaux d'entretien.

29. Lorsque l'État est entièrement remboursé de ses avances au moyen, soit des produits qu'il a perçus, soit des paiements faits par les parties intéressées, celles-ci sont immédiatement remises en possession des terrains administrés pour elles par l'État sous les réserves résultant de la soumission au régime forestier.

SECTION 3. Règles à suivre pour l'abandon des terrains que l'article 9 de la loi du 28 juillet 1860 autorise les communes à faire à l'État. — ART. 30. Si la commune ou l'établissement public veut s'exonérer de toute répétition de l'État en abandonnant la propriété de la moitié des terrains reboisés, le conseil municipal ou la commission administrative prennent une délibération motivée, qui est notifiée au préfet, dans le délai indiqué par le deuxième paragraphe de l'article 9 de la loi du 28 juillet 1860.

31. Il est procédé par un expert nommé par le préfet, et un agent forestier désigné par l'administration des forêts, à la division en deux lots d'égale valeur.

L'attribution des lots a lieu par voie de tirage au sort, si les parties intéressées n'ont pu s'entendre à l'amiable à ce sujet. Il est procédé à cette opération devant le sous-préfet de l'arrondissement.

Si une partie des travaux a été exécutée par la commune ou l'établissement public, il lui en est tenu compte, dans le partage, par une réduction proportionnelle sur lot échu à l'État.

CHAPITRE 3. Dispositions générales. — ART. 32. Avant de commencer les travaux dans l'étendue des périmètres fixés par les décrets impériaux, il est procédé, aux frais de l'État, à la délimitation, et, au besoin, au bornage desdits périmètres.

33. Nos ministres des finances, de l'intérieur, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

370.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

30 avril 1861.

Service général. — Versements à effectuer par les cantonniers à la caisse des retraites pour la vieillesse.

Monsieur le Préfet, mon administration se préoccupe depuis plusieurs années déjà des moyens d'assurer des ressources aux cantonniers devenus impropres au travail. Dès l'année 1856, les conseils généraux des divers départements de l'Empire avaient été saisis d'un projet de règlement tendant à faire opérer des versements à la caisse des retraites pour la vieillesse par les cantonniers des divers services des travaux publics. Les délibérations des conseils généraux ont été de la part de l'administration l'objet du plus sérieux examen; une commission spéciale a été chargée de faire une étude approfondie de la question, et cette commission a conclu à l'application aussi prompte que possible de la mesure préparée dans l'intérêt des cantonniers.

Une difficulté grave toutefois a dû faire ajourner pendant quelque temps cette application; il s'agissait en effet d'imposer sur tous les points du territoire aux cantonniers l'obligation de prélever sur leurs salaires les sommes destinées aux versements à effectuer à la caisse des retraites. Or, de toutes parts, en présence du renchérissement continu des denrées nécessaires à la vie, des plaintes s'élevaient sur l'insuffisance de ces salaires. Il fallait donc, avant de songer à en distraire même la plus légère fraction, les augmenter de telle sorte que le prélèvement à opérer ne se fit, pour ainsi dire, pas sentir. Ces augmentations sont aujourd'hui presque partout réalisées; le moment est venu dès lors de mettre à exécution une mesure qui, en assurant à d'utiles ouvriers des moyens d'existence à la fin de leur carrière, devra en même temps contribuer à l'amélioration du service de l'entretien des voies publiques.

Vous trouverez ci-joint, Monsieur le Préfet, une copie de l'arrêté que je viens de prendre dans ce but.

Les dispositions de cet arrêté se justifient en général par leur simple énoncé, et je n'aurai que peu d'explications à donner ici pour en faire apprécier les dispositions.

L'article 1^{er} fixe au 1^{er} juillet prochain l'époque à laquelle les premières retenues doivent avoir lieu. Dans le système du règlement ci-joint, les opérations relatives au prélèvement et au versement des retenues s'effectuent (article 3) par semestres commençant le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet. J'ai dû naturellement prendre comme point de départ le 1^{er} juillet prochain : l'intervalle qui nous sépare de cette époque ne sera pas d'ailleurs inutile; il servira à préparer les mesures d'exécution indispensables, par exemple, à nommer les régisseurs qui devront remplir les fonctions d'intermédiaires entre les cantonniers et la caisse des retraites (article 7); à recenser les cantonniers pour leur répartition provisoire entre deux classes distinctes de déposants (articles 4

(1) Voir *suprà*, n° 186, et *infra*, n° 371, 376, 378 et 382.

et 13); enfin à confectionner les nouvelles formules de comptabilité devenues nécessaires. Je dois ajouter que des modèles de ces formules seront incessamment envoyés à MM. les Ingénieurs.

La fixation du taux de la retenue était évidemment le point capital de la mesure. Après mûr examen, il m'a paru qu'il y avait lieu d'adopter la proportion du vingtième déjà admise en matière de pensions civiles, en stipulant toutefois, pour se conformer aux dispositions de la loi sur la caisse des retraites, que la retenue annuelle serait de vingt francs au moins et un multiple de quatre francs.

La retenue semestrielle sera de dix francs au moins et un multiple de deux francs, et, dans le cas où le calcul du vingtième ne remplirait pas ces conditions, on l'augmenterait ou on la diminuerait de la moindre quantité nécessaire pour y satisfaire : un tableau annexé au règlement indique comment devront se calculer les retenues dans les divers cas dont il s'agit.

D'après les dispositions des règlements relatifs à la caisse des retraites, l'intérêt des versements faits à cette caisse court du premier jour du trimestre qui suit la date de ces versements. A ce point de vue, il est utile que les versements s'opèrent toujours à l'époque la plus rapprochée du commencement d'un trimestre et par suite qu'ils soient autant que possible trimestriels; pour les cantonniers, à raison de leur nombre et de l'exiguïté de leurs salaires, et à raison surtout des formalités à remplir pour opérer les versements, l'on n'a pu procéder que par semestre, mais alors, pour éviter tout retard dans le compte des intérêts, il a fallu que la totalité des retenues afférentes à un semestre fût perçue pendant les cinq premiers mois, de telle sorte que le versement pût se faire pendant le sixième mois, et que par suite les intérêts courussent de l'ouverture du semestre suivant : tel est l'objet de l'article 3.

Les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 n'exigent aucune explication spéciale.

L'article 10, au contraire, édicte une disposition dont l'importance est facile à saisir : il porte que les versements seront faits à *capital aliéné*, et il fixe à soixante ans en général, et exceptionnellement à soixante-cinq ans, l'âge de l'entrée en jouissance de la pension viagère.

Sur ce dernier point, je n'ai rien à dire. La fixation de l'entrée en jouissance, telle qu'elle est stipulée, est en harmonie avec les dispositions légales, et l'expérience prouve d'ailleurs que les cantonniers atteignent communément à soixante ans la limite d'âge après laquelle ils sont incapables de rendre de bons services. Quant à la clause qui stipule les versements à *capital aliéné*, elle est en contradiction avec la loi, qui admet l'option pour les déposants entre les versements à capital réservé et ceux à capital aliéné; en principe et d'une manière générale, je n'hésite pas à le dire, l'administration doit se montrer plutôt favorable au système du capital réservé qu'à celui du capital aliéné; le premier est plus conforme à l'esprit de la famille et on doit l'encourager toutes les fois que les circonstances le permettent; mais pour les cantonniers, dont les salaires ne dépassent pas en général 600 francs et sont souvent beaucoup moindres, on comprend aisément qu'avec la condition du capital réservé, les individus arrivés à l'âge de la retraite n'auraient droit qu'à des pensions tout à fait insuffisantes pour les faire vivre, et le but de la mesure serait manqué. Il était donc indispensable, dans cette situation, de stipuler que les versements se feraient dans le système du capital aliéné.

Tous les cantonniers en activité de service devront naturellement supporter les retenues fixées par le règlement, mais, pour ceux qui sont à un âge très-rapproché de celui de l'entrée en jouissance, les retenues opérées sur leurs traitements constituent en réalité un sacrifice sans compensation. Aussi a-t-il paru juste d'admettre, par mesure transitoire, que toutes les retenues faites sur les cantonniers ayant au 1^{er} juillet prochain dépassé l'âge de cinquante cinq ans, seraient versées à la caisse d'épargne pour leur être rendues après leur sortie du service, quand et comme ils le désireront. Ces ressources seront sans doute généralement bien peu considérables, mais l'administration ne manquera pas d'y ajouter quelques secours au profit de ceux de ces anciens serviteurs dont la situation méritera spécialement son intérêt.

Tels sont, Monsieur le Préfet, les motifs principaux du règlement dont j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une copie; j'ai la confiance que, régulièrement et sincèrement appliqué, il contribuera, dans un petit nombre d'années, à améliorer la position de la classe nombreuse des cantonniers, dont le sort excite incessamment la sollicitude de l'administration des travaux publics.

371.

Arrêté portant règlement sur les versements à opérer à la caisse des retraites pour la vieillesse, par les cantonniers des divers services des travaux publics (1).

30 avril 1861.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. A l'avenir, et à dater du 1^{er} juillet 1861, les cantonniers du service des ponts et chaussées de tout âge, de toute classe et de tout grade, employés sur les routes impériales et départementales, sur les rivières et canaux et dans les ports maritimes du commerce, subiront sur leur salaire une retenue, dont le produit, sauf l'exception mentionnée en l'article 13 ci-après, sera versé à la caisse des retraites pour la vieillesse.

2. La retenue est fixée au vingtième du salaire, ledit vingtième augmenté ou diminué, s'il y a lieu et conformément au tableau ci-joint, de la moindre quantité nécessaire pour former annuellement un multiple de 4 francs et une somme de 20 francs au moins.

Le premier versement pour chaque déposant est augmenté d'une somme de 25 centimes, représentant le prix du livret.

3. Un dixième de la retenue ainsi fixée est retranché du salaire de chacun des cinq premiers mois de chaque semestre, commençant le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet, quelles que puissent être d'ailleurs les variations accidentelles de ce salaire.

En cas d'insuffisance dudit salaire pour le prélèvement de la retenue, cette retenue est reportée sur le mois suivant.

(1) Voir *suprà*, n^{os} 188 et 370, et *infra*, n^{os} 376, 378 et 382.

4. Les cantonniers ne sont soumis à la retenue qu'à partir du premier semestre qui suit leur entrée au service.

5. Les retenues supplémentaires que les cantonniers peuvent s'imposer volontairement, pour être versées à la caisse des retraites avec les retenues obligatoires, sont assujetties, comme ces dernières, à la condition de former par semestre un multiple de 2 francs.

6. Les retenues obligatoires, ainsi que les retenues volontaires que les cantonniers peuvent s'imposer, sont déduites de leurs décomptes mensuels et les restes seuls leur sont directement payés.

7. Les retenues sont mandatées collectivement par semestre, au nom de régisseurs chargés d'en opérer le versement à la caisse des retraites. Ce versement doit être effectué dans le courant du sixième mois de chaque semestre.

8. Les mandats ne comprennent que des sommes s'élevant à 10 francs au moins et formant des multiples de 2 francs.

Les excédants de ces multiples ou les sommes inférieures à 10 francs sont retenus jusqu'au mandatement du semestre suivant.

9. Les versements sont accompagnés d'un bordereau en double expédition des sommes versées au nom de chacun des déposants.

Des bordereaux distincts sont dressés pour les anciens et les nouveaux déposants.

Les régisseurs reçoivent des préposés de la caisse des retraites une déclaration de versement, qu'ils produisent au payeur comme pièce justificative de l'emploi de la somme mandatée à leur nom, ainsi qu'il est dit à l'article 7 ci-dessus.

Les régisseurs, opérant à titre d'intermédiaires, se conforment, d'ailleurs, à toutes les prescriptions du décret du 18 août 1853 (1), portant règlement pour l'exécution des lois des 18 juin 1850 et 28 mai 1853, sur la caisse des retraites ou rentes viagères pour la vieillesse.

10. Les versements sont faits à capital aliéné.

L'âge de l'entrée en jouissance de la pension viagère est fixé à soixante ans. Néanmoins, lorsqu'un cantonnier peut être maintenu en activité après cet âge, la liquidation de la pension est reportée à soixante-cinq ans, et l'entrée en jouissance prorogée en conséquence.

11. Les livrets de versement sont conservés dans les bureaux des ingénieurs. Ils ne sont remis aux cantonniers qu'à leur sortie du service, ou par la liquidation de leur pension.

Les retenues non versées au moment de la remise des livrets sont rendues aux ayants droit.

12. Au commencement de chaque année, il est adressé, par les ingénieurs, à chaque cantonnier, un bulletin qui lui fait connaître la situation de ses versements.

Dispositions transitoires. ART. 13. Les retenues exercées sur le salaire des cantonniers qui, au 1^{er} juillet 1861, auront dépassé l'âge de cinquante-cinq ans, seront versées à la caisse d'épargne.

Ces retenues demeurent, d'ailleurs, soumises aux dispositions des articles 1, 2, 3,

(1) Ce décret a été rapporté par celui du 27 juillet 1851.

6, 7, 11 et 12 du présent arrêté, et les régisseurs se conformant, pour les versements, aux lois et règlements sur les caisses d'épargne.

14. Aucun retrait des fonds déposés aux caisses d'épargne ne peut être opéré au profit d'un cantonnier jusqu'à la remise de son livret à la sortie du service. Néanmoins, sur l'avis des ingénieurs et avec l'autorisation du préfet, il peut être fait exception à la règle, mais seulement lorsqu'il s'agit de solder le prix d'acquisition d'un immeuble, ou de pourvoir à une nécessité majeure, dont l'appréciation est laissée à l'administration.

Tableau des retenues pour les divers salaires.

(Article 2 de l'arrêté.)

SALAIRE				MONTANT DE LA RETENUE		TAUX VARIABLE	
PAR MOIS		PAR AN		annuelle.	mensuelle sur les 5 premiers mois de chaque semestre.	de LA RETENUE	
de	à	de	à			de	à
30 <i>et au-dessous.</i>	36	360 <i>et au-dessous.</i>	432	20	2.00	0,0556	0,0463
37	43	444	516	24	2.40	0,0544	0,0465
44	50	528	600	28	2.80	0,0530	0,0467
51	56	612	672	32	3.20	0,0523	0,0467
57	63	684	756	36	3.60	0,0526	0,0476
64	70	768	840	40	4.00	0,0524	0,0476
71	76	852	912	44	4.40	0,0516	0,0482
77	83	924	996	48	4.80	0,0522	0,0482
84	90	1,008	1,080	52	5.20	0,0516	0,0481

372.

Décret concernant la police des cours d'eau non navigables ni flottables (1).

8 mai 1861.

NAPOLEON, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

(1) Voir *suprà*, n° 222, et *infra*, n° 377.

ART. 1^{er}. La police, le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables, sont placés exclusivement dans les attributions de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. Notre ministre de l'intérieur et notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

373.

Instruction du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics au préfet du département du Finistère (1).

17 mai 1861.

Permissions de grande voirie. — Perception des droits de timbre. — Instructions.

Monsieur le Préfet, vous m'avez fait connaître qu'en exécution des instructions contenues dans ma dépêche du 3 mars 1860, M. l'ingénieur en chef s'était concerté avec M. le directeur des domaines sur le mode qui paraîtrait le plus propre à assurer le recouvrement des droits de timbre auxquels sont assujetties les expéditions des permissions de grande voirie, en vertu de l'article 80 de la loi du 15 mai 1818.

M. le directeur des domaines ayant déclaré qu'il n'était pas possible de faire timbrer en débet les formules imprimées des arrêtés, moyen auquel vous aviez songé tout d'abord, vous proposez, d'accord avec M. l'ingénieur en chef, d'exiger de chaque pétitionnaire qu'il joigne à sa demande un mandat sur la poste de 1 franc 25 centimes, payable à votre ordre, au lieu de la feuille de papier timbré qu'il était tenu auparavant d'y annexer. Vous ajoutez que cette marche reçoit déjà son application sans aucune difficulté, d'autant plus que l'envoi d'un mandat n'occasionne au pétitionnaire qu'une dépense insignifiante de 2 centimes.

Je reconnais, Monsieur le Préfet, que ce système résout la question d'une manière satisfaisante, en ce qu'il assure la perception de l'impôt sans obliger les permissionnaires à des frais supplémentaires ou à des démarches compliquées. Je vous autorise donc à continuer d'en faire usage.

Veuillez informer M. l'ingénieur en chef de la présente.

374.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (2).

24 mai 1861.

Service hydraulique. — Assainissement et mise en valeur des marais et terres incultes appartenant aux communes. — Instructions.

Monsieur le Préfet, j'ai eu l'honneur de vous envoyer, le 22 février 1861, le décret impérial du 6 du même mois rendu en Conseil d'État, à l'effet d'assurer l'exécution

(1) Voir *suprà*, n° 360.

(2) Voir *suprà*, n° 354, 364, 381 et 385.

de la loi du 28 juillet 1860, sur la mise en valeur des marais et des terrains incultes appartenant aux communes.

Aujourd'hui, après m'être concerté avec M. le ministre de l'intérieur, je viens vous adresser les instructions qui peuvent vous être nécessaires pour l'application de ce décret.

TITRE 1^{er}. Art. 1^{er}. Lorsque vous estimez qu'il y a lieu d'appliquer l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1860, vous devez adresser aux maires, représentants des communes et sections de communes intéressées, un arrêté par lequel le conseil municipal est mis en demeure de délibérer :

1^o Sur la partie des biens à laisser à l'état de jouissance commune ;

2^o Sur le mode de mise en valeur du surplus ;

3^o Sur la question de savoir si la commune entend pourvoir par elle-même à cette mise en valeur. Avant de prendre cet arrêté de mise en demeure, il est nécessaire de faire procéder à une reconnaissance sommaire des lieux, pour rechercher quels sont les marais ou terrains incultes qui, au double point de vue de la salubrité publique et de l'amélioration agricole, doivent d'abord fixer votre attention. Veuillez, Monsieur le Préfet, charger MM. les Ingénieurs des ponts et chaussées de procéder à cette reconnaissance et de vous désigner ceux de ces terrains qui devront être l'objet d'études régulières. Il importe que MM. les maires des communes intéressées assistent à cette première visite, afin de fournir à MM. les Ingénieurs des renseignements sur l'intérêt de leur commune, et afin de faciliter leurs études ultérieures.

Dans l'arrêté de mise en demeure, s'il s'agit d'une section de commune, vous devez, conformément au dernier paragraphe de l'article 1^{er}, fixer le nombre des membres qui devront composer la commission syndicale chargée de représenter ladite section. L'élection de ces syndics doit être faite, vous le savez, conformément à l'article 48 du décret du 2 février 1852 et à l'article 33 de la loi du 5 mai 1855.

Art. 2. Les dispositions de l'article 2 fixent d'une manière précise les délais dans lesquels doivent être prises les délibérations des conseils municipaux et des syndicats appelés à représenter les communes ou sections de communes. Cet article ne me paraît exiger aucune explication complémentaire.

Art. 3. L'article 3 prévoit le cas où plusieurs communes ou sections de communes différentes sont intéressées à la mise en valeur de terrains qui exigent des travaux d'ensemble.

Dans le cas où les conseils municipaux sont d'accord pour l'exécution de ces travaux, il est formé un syndicat pour donner de l'utilité à l'action des diverses communes intéressées.

Le mode de formation de cette commission syndicale et ses attributions sont réglés par le titre VII de la loi du 28 juillet 1837.

Si tous les conseils municipaux ne sont pas d'accord pour exécuter, aux frais des communes, les travaux de mise en valeur des marais et terres incultes qui leur appartiennent, il devient impossible de procéder en commun, par voie d'association syndicale ; de sorte que le refus, ou l'abstention d'un seul conseil municipal oblige l'administration à procéder conformément au titre III ci-après, à moins que les conseils municipaux, qui ont voté l'exécution des travaux, ne demandent, s'il s'agit de marais

proprement dits, la concession du dessèchement entier, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

Art. 4. Lorsque le conseil municipal déclare dans sa délibération qu'il entend pourvoir à la mise en valeur de ses marais, et des terres incultes qui doivent être distraites de la jouissance commune, il doit faire connaître les mesures qu'il compte prendre à cet effet, et justifier des voies et moyens d'exécution. Il convient que ces justifications soient fournies par la délibération même qui contient l'adhésion du conseil municipal.

Le Gouvernement considère comme très-désirable, Monsieur le Préfet, que la mise en valeur des communaux incultes soit entreprise par les communes elles-mêmes; il est donc très-essentiel de leur faciliter autant que possible la solution de la question des voies et moyens. A cet effet, vous voudrez bien rappeler aux conseils municipaux que, pour se procurer les fonds nécessaires à l'exécution des travaux, les communes peuvent, soit procéder à des aliénations partielles de marais ou terrains communaux incultes, à charge par les acquéreurs d'en opérer par eux-mêmes la mise en valeur, soit recourir à la société du Crédit foncier de France, conformément à la loi du 6 juillet 1860, pour réaliser des emprunts à long terme; ces emprunts leur permettront de se libérer en principal et intérêts par annuités, c'est-à-dire avec une partie des fruits dus aux travaux mêmes qu'elles auront entrepris.

Les communes peuvent aussi voter l'affermage de leurs communaux, ou, lorsque le morcellement n'a pas d'inconvénient, procéder par voie d'allotissement entre les habitants.

Dans l'un et l'autre cas, la mise en valeur des terrains devra être imposée aux preneurs, comme condition de l'affermage ou de l'allotissement.

Vous devrez, Monsieur le Préfet, assurer aux communes, dans le choix des mesures à prendre, toute la liberté compatible avec la conservation du patrimoine communal. C'est à vous, du reste, qu'il appartient, aux termes du décret du 25 mars 1852, d'approuver les dispositions auxquelles les conseils municipaux se seront arrêtés, sauf à pourvoir aux voies et moyens conformément aux lois, lorsque ces conseils auront jugé nécessaire de procéder par impositions extraordinaires, ou par voie d'emprunts, mesures dont la réalisation excède l'autorité préfectorale, et pour lesquelles vous aurez à en référer au département de l'intérieur.

Comme il importe que l'administration supérieure soit tenue au courant de l'exécution de la loi, vous voudrez bien adresser au ministère de l'intérieur et à celui de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, une copie de chacune des délibérations prises par les conseils municipaux qui déclareront se charger de l'exécution des travaux, ainsi que des arrêtés qui auront approuvé ces délibérations.

De plus, vous voudrez bien vous concerter avec MM. les ingénieurs, pour m'adresser un état trimestriel de la situation de chacune des opérations entreprises par les communes.

TITRE II. Art. 5. Lorsque les communes procèdent par elles-mêmes à l'assainissement et à la mise en culture de leurs marais et terres incultes, les projets sont dressés et les travaux exécutés, à la diligence du maire représentant de la commune; c'est donc à l'autorité municipale à choisir les hommes de l'art auxquels elle veut

confier, sous votre approbation, les études et la surveillance des travaux à entreprendre.

Dans le cas où les communes croiraient devoir s'adresser à MM. les ingénieurs des ponts et chaussées du département, ces fonctionnaires devront s'occuper sans retard des études qui leur seront confiées, en s'attachant à apporter la plus grande économie dans la rédaction des projets de travaux d'art et dans les moyens d'exécution.

Du reste, afin d'aider les communes dans la réalisation des améliorations qu'elles entreprendront, j'ai arrêté, par décision qui vous a été notifiée le 14 février dernier, que les frais des études dirigées par les ingénieurs seraient imputés sur le budget de mon département.

C'est là, Monsieur le Préfet, une extension du principe posé dans la décision impériale du 30 août 1854, en vertu de laquelle « les ingénieurs du service hydraulique, » et les agents placés sous leurs ordres, fournissent gratuitement leur concours aux « propriétaires qui voudraient faire, sur leurs terres, l'application du drainage. »

La décision précitée, du 14 février dernier, reconnaît qu'à raison de l'analogie qui existe entre les travaux prescrits par la loi du 28 juillet 1860 et ceux du drainage, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées recevront, pour les opérations relatives à la mise en valeur des marais et terrains communaux, les mêmes indemnités que celles réglées pour les études et opérations de drainage.

Art. 6. Quand les projets auront été dressés, ils seront soumis aux enquêtes, dans les formes de l'ordonnance du 23 août 1835, lorsqu'il s'agit de travaux qui n'intéressent qu'une commune ou section de commune.

Si le travail projeté intéresse plusieurs communes, on devra se conformer aux dispositions de l'ordonnance du 18 février 1834.

Art. 7. L'article 7 dispose que les projets sont approuvés par le préfet qui fixe le délai dans lequel les travaux doivent être commencés et terminés. Cependant, lorsque ces travaux devront donner lieu à des expropriations, un arrêté préfectoral ne suffirait pas pour les autoriser; vous devrez alors adresser les projets, avec les pièces de l'enquête et vos propositions, à M. le ministre de l'intérieur, à l'effet de provoquer le décret qui peut seul déclarer l'utilité publique.

Dans le cas où il s'agirait de dessèchement de marais, s'il y a discussion sur le choix du système de travaux à adopter, ou si l'importance du travail vous paraît l'exiger, vous voudrez bien m'en référer, afin que les projets soient préalablement examinés par l'administration des travaux publics, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

Art. 8. Après la réception des travaux, il sera nécessaire d'assurer leur bon entretien.

Lorsqu'il s'agira de dessèchements, il y aura lieu d'appliquer l'article 27 de la loi du 16 septembre 1807, notamment pour la répression des contraventions, et la réparation des dommages qui doit être poursuivie devant le conseil de préfecture, comme en matière de grande voirie.

TITRE III. *Art. 9.* Dans le cas où le conseil municipal d'une commune déclarerait qu'il n'est pas dans l'intention d'entreprendre les travaux indiqués, ou à défaut d'engagement pris à cet égard dans le délai fixé, comme en cas d'inexécution de la délibération, ou d'abandon des travaux d'abord entrepris par les soins de la commune,

enfin dans le cas où, pour des terrains appartenant à différentes communes, une ou plusieurs d'entre elles s'abstiendraient de répondre, ou refuseraient d'entreprendre les travaux, MM. les ingénieurs seront chargés de dresser les projets de dessèchement de marais et d'assainissement des terres incultes, dont le dessèchement et la mise en valeur auraient été par vous reconnus nécessaires. Les crédits dont vous aurez besoin à cet effet me seront demandés dans le plus court délai possible.

Chaque projet sera soumis à une enquête ouverte, dans les communes intéressées, suivant les formes ci-dessus indiquées.

Pendant la durée de l'enquête, le conseil municipal sera appelé à délibérer avec l'adjonction des plus imposés. Dans cette nouvelle délibération, le conseil municipal donnera son avis sur les projets produits, après avoir entendu, s'il y a lieu, les observations que les ingénieurs pourront avoir à lui présenter. Il est d'ailleurs évident, Monsieur le Préfet, que le conseil municipal sera admis à revenir sur son refus ou sur son abstention primitifs.

Si, par cette seconde délibération, il déclare se charger de l'exécution des travaux, l'affaire rentrera dans le cas prévu par le titre II du règlement d'administration publique. Si, au contraire, il se borne à donner son avis sur le projet, la délibération sera jointe au dossier, et soumise à la commission d'enquête, s'il s'agit de plusieurs communes, ou au commissaire enquêteur, s'il s'agit d'un projet intéressant une seule commune.

En vertu de l'article 3 de la loi du 28 juillet 1860, le conseil général du département doit donner son avis, avant qu'un décret puisse intervenir pour prescrire les travaux ; il importe donc, pour ne pas laisser en souffrance des intérêts de premier ordre, comme celui de la salubrité publique, d'inviter MM. les ingénieurs à s'occuper, en premier lieu, des projets qui auraient plus spécialement en vue la salubrité publique, afin que l'instruction de toutes ces affaires soit terminée avant la prochaine réunion des conseils généraux.

Art. 10. Lorsque le conseil général aura délibéré, vous m'adresserez toutes les pièces avec votre avis et vos propositions définitives, afin que je puisse provoquer le décret qui ordonnera d'office l'assainissement et la mise en valeur, soit par voie de mise en ferme, soit par voie d'entreprise de travaux publics.

Art. 11. L'article 11 règle un cas spécial, applicable seulement aux marais, et sur lequel j'appelle votre attention particulière.

La loi du 28 juillet 1860 ne parle que des terrains communaux, elle ne statue que sur cette nature de propriété. Mais dans la pratique il se présente fréquemment, en ce qui concerne les marais, cette circonstance que des marais particuliers sont enclavés dans les marais communaux, et que ces derniers ne peuvent être desséchés qu'au moyen d'une opération d'ensemble, comprenant les uns et les autres. Dans ce cas, quelle marche doit être suivie ?

La question avait été posée devant la commission du Corps législatif, et cette commission a répondu dans les termes suivants :

« Nous avons reconnu qu'en cas de résistance peu probable des propriétaires de ces marais particuliers à l'œuvre d'ensemble nécessitée par une semblable situation, le Gouvernement possède déjà les moyens de la vaincre dans la législation existante, et qu'il était inutile d'y rien ajouter. Il est du reste bien évident que l'au-

» torité, qui aurait le droit d'exproprier les propriétaires de ces marais privés, pour-
 » rait traiter amiablement avec eux sur les bases prévues par le projet de loi pour
 » les marais des communes, et se charger du dessèchement de leurs terrains maré-
 » cageux, à la charge par eux de rembourser ses avances, soit en argent, soit au
 » moyen d'un abandon immobilier. »

Il a paru utile d'insérer dans le règlement d'administration publique une clause qui consacrerait la marche indiquée par le Corps législatif. Tel est le but de l'article 11. Cet article dispose que, dans le cas prévu, en même temps que des mises en demeure sont adressées aux communes, les propriétaires de marais particuliers enclavés dans les marais communaux sont invités à déclarer s'ils consentent au dessèchement, en se soumettant aux dispositions de la loi du 28 juillet 1860. Dans ce cas, il est statué sur l'ensemble de l'opération, comme s'il ne s'agissait que de marais communaux.

Le règlement n'avait pas à s'occuper du cas où les particuliers déclarent consentir à opérer, conjointement avec les communes, l'assainissement et la mise en culture de leurs marais. Il est évident qu'il y a lieu de procéder, alors, au moyen d'une association syndicale, qui sera réglée par arrêté préfectoral, si les parties « sont d'accord » pour l'exécution desdits travaux et la répartition des dépenses » (§ 6 du tableau D annexé au décret du 25 mars 1852), et par un décret, si les parties, tout en voulant exécuter les travaux, ne sont pas d'accord sur la répartition de la dépense. Ce décret devra, conformément au titre X de la loi du 16 septembre 1807, organiser une commission chargée de régler la part contributive des divers intéressés.

Enfin, il peut arriver que, ni les communes, ni les particuliers ne consentent à entreprendre les travaux, et que l'État doive procéder d'office par application de la loi du 28 juillet 1860. Dans ce cas, le refus ou l'abstention des particuliers ne pourra pas entraver la marche de l'administration, et, lorsque l'intérêt public l'exigera, le Gouvernement, ainsi que l'a reconnu la commission du Corps législatif, puisera, dans l'article 24 de la loi du 16 septembre 1807, le moyen de vaincre les résistances qui s'opposeraient à l'application de la loi de 1860.

Art. 12. L'article 12 règle les formes dans lesquelles doit avoir lieu l'affermage des marais et terres incultes des communes, lorsque ce mode de mise en valeur a été décrété d'office par le Gouvernement.

Vous aurez à examiner, dans chaque cas, s'il convient d'exiger un cautionnement des adjudicataires qui devront toujours s'engager à exécuter convenablement les travaux prévus au devis et à rendre, en fin de bail, les terrains dans un bon état de culture.

En autorisant des baux d'une durée de vingt-sept ans, le législateur a ménagé aux communes la possibilité de graduer le montant des fermages, de manière à faciliter pour les adjudicataires l'exécution des travaux de mise en valeur et à accroître progressivement les ressources des communes.

Art. 13. Les trois premiers paragraphes de cet article n'exigent aucune explication. En ce qui touche le dernier paragraphe, vous remarquerez, Monsieur le Préfet, que l'article 72 de la loi du 18 juillet 1837 ne s'applique de droit qu'aux travaux exécutés par les communes représentées par un syndicat; mais il a paru utile d'offrir aux communes la même garantie lorsqu'il s'agira de travaux d'assainissement et de

mise en valeur à exécuter d'office par l'État, au nom de plusieurs communes ayant des intérêts communs.

Art. 14. La notification des comptes annuels, et, après l'achèvement des travaux, la notification du compte général des dépenses, doivent être faites aux maires dans la forme administrative.

Le dernier paragraphe dispose, par une mesure de faveur pour les communes, que les sommes principales montant des comptes portent intérêt simple, à cinq pour cent, non pas à partir de l'époque des avances, mais seulement à dater de l'achèvement des travaux.

Art. 15, 16 et 17. Les articles 15, 16 et 17 ne comportent aucune observation particulière. La mise en demeure dont parle l'article 17 sera faite par arrêté du sous-préfet, et le maire devra en donner récépissé; le conseil municipal devra être mis immédiatement en demeure de délibérer à ce sujet.

Art. 18. Lorsque le conseil municipal a déclaré vouloir user de la faculté que lui réserve l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860, le maire doit être mis en demeure d'assister au tirage au sort des lots. Il est dressé procès-verbal par le sous-préfet de cette opération, où le représentant de la commune est appelé à signer, et copie lui en est délivrée. Il est procédé d'ailleurs par les soins de l'administration des contributions directes aux mutations de cotes, sur les matrices cadastrales, afin d'opérer le dégrèvement de la commune pour les terrains abandonnés à l'État.

Si une partie des travaux a été exécutée par la commune, après que le partage a été effectué conformément au premier paragraphe de l'article 18, il est fait abandon par l'État d'une portion de terrain proportionnelle à la part de la commune dans l'ensemble de la dépense.

Les immeubles qui forment définitivement le lot de l'État sont remis à l'administration des domaines pour être administrés ou vendus suivant les règles relatives aux propriétés domaniales.

Art. 19. Si la commune veut rembourser l'État en argent, à défaut de ressources disponibles, elle peut avoir recours, ainsi que je l'ai dit ci-dessus, à la Société du Crédit foncier de France, pour se procurer les fonds nécessaires à sa libération.

TITRE IV. *Art. 20.* Les formalités préalables à la mise en vente des terrains qui doivent être aliénés pour rembourser les avances de l'État sont détaillées dans l'article 20, et je n'ai rien à ajouter aux dispositions de cet article.

TITRE V. *Art. 21 à 27.* La loi du 28 juillet 1860 étant uniquement applicable aux marais et terres incultes appartenant aux communes, il faut avant tout s'assurer que les terrains dont on s'occupe ont réellement le caractère communal. De là, Monsieur le Préfet, les mesures prescrites pour la délimitation et le bornage de ces marais et terres incultes, telles qu'elles sont tracées par les articles 21, 22, 23 et 24 du décret du 28 avril 1858.

Un expert désigné par vous, Monsieur le Préfet, doit visiter les terrains à délimiter et à borner, afin d'y appliquer les matrices et plans cadastraux, ainsi que les titres produits tant par les communes que par les propriétaires. Afin que cette visite puisse produire tous ses effets utiles, il faut l'entourer de toute la publicité possible; l'ar-

tielle 23 exige que cette visite soit annoncée au moins quinze jours d'avance, par affiches placées à la porte de l'église et de la mairie de chaque commune. Cette formalité étant exigée par le règlement lui-même, un procès-verbal dressé par le maire en constatera l'accomplissement.

Lors de la visite des lieux, l'expert ne se bornera pas à recevoir les observations des parties intéressées et à enregistrer les dires respectifs. Il lui appartient de provoquer les éclaircissements qui lui paraîtront de nature à faire reconnaître les limites réelles des landes, marais et terres incultes dont le bornage lui est confié; il devra chercher à concilier les parties intéressées, et si elles parviennent à s'entendre, il constatera cet accord dans le procès-verbal de la visite des lieux.

Ce procès-verbal doit être dressé immédiatement; lecture en est donnée aux parties intéressées, qui sont invitées à signer leurs observations. Mention y est faite des personnes qui n'auraient pas voulu ou qui n'auraient pas pu signer, ainsi que des motifs de ce refus, s'ils ont été déduits.

Quand l'expert a terminé son opération, il en dépose les pièces à la mairie, avec des bulletins séparés, dressés de manière à faire reconnaître, à chaque propriétaire limitrophe, quelles sont, vis-à-vis de sa propriété, les limites proposées pour les terrains communaux. La communication de ces bulletins individuels est faite en la forme administrative.

Après cette instruction contradictoire, le conseil municipal doit, aux termes de l'article 24, être saisi de l'examen du travail de l'expert, afin qu'il soit ensuite statué conformément à l'article 25.

Si les limites des marais et terrains communaux restent douteuses, on devra s'abstenir de tout travail sur la zone litigieuse, et l'exécution des ouvrages sera concentrée sur la partie dont la propriété n'est pas contestée aux communes.

Dans les landes de Gascogne, c'est à des géomètres du cadastre que les fonctions d'expert ont été confiées, et c'est après la délimitation des landes communales, que les ingénieurs en ont été appelés à dresser leurs projets d'assainissement.

Vous auriez à examiner, Monsieur le Préfet, si vous ne devez pas suivre cette marche qu'il m'a paru utile de vous indiquer à titre de précédent. Toutefois, il est bien entendu qu'il n'y a lieu de recourir aux dispositions des articles 21, 22, 23 et 24 que lorsqu'il existe des doutes sérieux sur les limites réelles des terrains communaux, et j'ai reconnu, par l'examen d'un assez grand nombre de projets qui déjà m'ont été communiqués, que, dans beaucoup de cas, il serait superflu de recourir à ces dispositions précitées.

Les articles 25, 26 et 27 ne donnent lieu à aucune observation.

Les instructions qui précèdent me paraissent, Monsieur le Préfet, devoir suffire, quant à présent, pour assurer la marche de l'autorité départementale et des ingénieurs dans l'application de la loi du 28 juillet 1860 et du règlement d'administration publique du 6 février 1861.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef.

375.

Instruction du directeur général de l'enregistrement et des domaines relative aux portions de terrains retranchées des routes impériales et provenant d'anciens chemins vicinaux (1).

3 juin 1861.

L'instruction n° 2162 a transmis aux préposés un avis du Conseil d'État du 22 juillet 1858, d'après lequel les portions de terrain retranchées des routes impériales ou départementales, par voie d'alignement, dans les traverses des villes, bourgs et villages, sont la propriété de l'État ou du département, sauf le cas où il serait établi que ces parcelles faisaient partie, antérieurement, de la voirie municipale. La même instruction leur a donné connaissance d'une décision prise de concert par LL. EE. les ministres des finances et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, les 16 février et 9 septembre 1859, et portant : 1° que la doctrine résultant de l'avis du Conseil d'État du 22 juillet 1858, ne doit être appliquée qu'aux parcelles détachées des routes, par voie d'alignement, dans les traverses des villes, bourgs et villages; 2° qu'à priori, les parcelles seraient considérées comme étant d'origine domaniale ou départementale, et que ce ne serait qu'autant que la commune prétendrait avoir droit à la propriété ou au prix des terrains, qu'il y aurait lieu d'examiner si les parcelles faisaient partie de la voirie municipale, antérieurement au closement de la traverse comme route impériale ou départementale.

Le ministre de l'intérieur ayant exprimé l'opinion que l'avis du 22 juillet 1858 était applicable aux parcelles de terrain retranchées des routes en dehors des villes, bourgs et villages, et provenant d'anciens chemins vicinaux, Son Exc. le ministre des finances a consulté de nouveau le Conseil d'État qui a statué, le 22 novembre 1860 en ces termes (2) :

Par suite de ce dernier avis, qui a reçu l'adhésion de LL. EE. les ministres des finances et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, les 5 et 22 avril dernier, il n'y aura plus de distinction à faire entre les parcelles retranchées dans l'intérieur et les parcelles détachées des routes en dehors des villes, bourgs et villages.

La deuxième partie de la décision des 16 février et 9 septembre 1859 reste donc seule en vigueur.

Les directeurs continueront à en référer à l'administration, conformément aux dispositions finales de l'instruction n° 2162, toutes les fois qu'il s'élèvera des difficultés de la part des communes relativement, soit à la propriété des parcelles délaissées ou détachées des routes impériales par voie d'alignement ou de rectification, soit à l'attribution du prix de ces parcelles.

(1) Voir *supra*, n° 36, 318, 339 et 363.

(2) Voir cet avis du Conseil d'État page 305 de ce volume.

376.

Loi relative à la caisse des retraites pour la vieillesse (1).

12 juin 1861.

NAPOLÉON, etc.

ART. 1^{er}. Les versements à la caisse des retraites ou rentes viagères pour la vieillesse, instituée par la loi du 18 juin 1850 doivent être de 5 francs au moins et sans fraction de franc.

2. L'intérêt composé du capital, dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est fixé le montant de la rente viagère à servir, en conformité de l'article 3 de la susdite loi, est calculé à 4 1/2 pour 100.

3. Les étrangers sont admis à faire des versements à la caisse des retraites pour la vieillesse, aux mêmes conditions que les nationaux.

4. Le maximum de la rente viagère que la caisse des retraites est autorisée à faire inscrire sur la même tête est fixée à 1,000 fr.

5. Les sommes versées dans une année au compte de la même personne ne peuvent excéder 3,000 fr.

Les versements effectués soit en vertu de décisions judiciaires, soit par les administrations publiques, par les sociétés de secours mutuels ou par les sociétés anonymes au profit de leurs employés, agents et ouvriers, ne sont pas soumis à cette limite.

6. L'entrée en jouissance de la pension est fixée au choix du déposant, à partir de chaque année d'âge accomplie de cinquante à soixante-cinq ans.

Les tarifs sont calculés jusqu'à ce dernier âge.

Les rentes viagères au profit des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans sont liquidées suivant les tarifs déterminés pour cet âge.

7. Le déposant qui a stipulé le remboursement à son décès du capital versé peut, à toute époque, faire abandon de tout ou partie de ce capital, à l'effet d'obtenir une augmentation de rente, sans qu'en aucun cas le montant total puisse excéder 1,000 fr.

Le donateur qui a stipulé le retour du capital, soit à son profit, soit au profit des ayants droit du donataire, peut, également, à toute époque, faire l'abandon du capital, soit pour augmenter la rente du donataire, soit pour se constituer à lui-même une rente si la réserve avait été stipulée à son profit.

8. L'ayant droit à une rente viagère qui a fixé son entrée en jouissance à un âge inférieur à soixante-cinq ans, peut, dans le trimestre qui précède l'ouverture de la rente, reporter sa jouissance à une autre année d'âge accomplie, sans que, en aucun cas, la rente augmentée d'après les tarifs en vigueur puisse excéder 1,000 fr., ni qu'il y ait lieu au remboursement d'une partie du capital déposé.

9. Au décès du titulaire de la rente, avant ou après l'époque d'entrée en jouissance, le capital déposé est remboursé sans intérêt aux ayants droit, si la réserve a été faite au moment du dépôt, ou s'il n'a pas été fait usage de la faculté accordée par l'article 7 qui précède.

(1) Voir *supra*, n^{os} 188 et 376, et *infra*, n^{os} 378 et 382.

Les certificats de propriété destinés aux retraits de fonds versés dans la caisse de retraites de la vieillesse doivent être délivrés dans les formes et suivant les règles prescrites par la loi du 28 floréal an VII.

10. Le capital réservé reste acquis à la caisse des retraites, en cas de désobéissance ou par l'effet de la prescription, s'il n'a pas été réclamé dans les trente années qui auront suivi le décès du titulaire de la rente.

11. Est remboursée sans intérêt, par la caisse, toute somme versée irrégulièrement par suite de fausses déclarations sur les noms, qualités civiles et âge des déposants, ou par défaut d'autorisation.

Sont également remboursées, sans intérêts, les sommes qui, lors de la liquidation définitive, seraient insuffisantes pour produire une rente viagère de 5 francs ou qui dépasseraient, soit la somme de 3,000 francs par année, soit le capital nécessaire pour constituer une rente de 1,000 francs.

12. Toutes les recettes disponibles provenant, soit des versements des déposants, soit des intérêts perçus par la caisse, sont successivement, et dans les huit jours au plus tard, employés en achat de rentes sur l'État.

Ces rentes sont inscrites au nom de la caisse des retraites.

13. Tous les trois mois, la caisse des dépôts et consignations fait inscrire sur le grand-livre de la dette publique les rentes viagères liquidées pendant le trimestre au nom des ayants droit. Elle fait transférer, aux mêmes époques, au nom de la caisse d'amortissement, par un prélèvement sur le compte de la caisse des retraites, la quotité de rentes sur l'État nécessaire pour produire, au cours moyen des achats opérés pendant le trimestre, un capital équivalant à la valeur, d'après le tarif, des rentes viagères à inscrire.

14. Les rentes ainsi transférées à la caisse d'amortissement sont annulées.

15. La commission supérieure chargée, conformément à l'article 13 de la loi du 18 juin 1850, de l'examen des questions relatives à la caisse des retraites, est composée de 15 membres, nommés pour trois ans, par décret impérial, sur la proposition des ministres des finances et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Elle présente chaque année à l'Empereur un rapport sur la situation morale et matérielle de la caisse des retraites, lequel est communiqué au Corps législatif.

16. Sont abrogées les lois des 28 mai 1853 et 7 juillet 1856, ainsi que toutes autres dispositions qui seraient contraires à la présente loi.

377.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

17 juin 1861.

Personnel. — La police, le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables sont placés dans les attributions du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. — Envoi du décret du 8 mai 1861.

Monseigneur le Préfet, les affaires relatives à la police, au curage et à l'amélioration

(1) Voir *suprà*, n° 221.

des cours d'eau non navigables ni flottables étaient depuis longtemps traitées à la fois dans les deux départements ministériels de l'intérieur et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Il résultait d'un tel état de choses un défaut d'unité de direction, qui pouvait entraîner des conflits et nuisait en même temps à la bonne et régulière expédition des affaires. Nous avons reconnu de concert, M. le ministre de l'intérieur et moi, qu'il convenait de mettre un terme à cette situation et de décider qu'à l'avenir la police, le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables seraient placés dans les attributions exclusives de l'administration qui est déjà chargée de la conservation des cours d'eau dépendant de la grande voirie, c'est-à-dire de l'administration des travaux publics.

Une proposition dans ce sens a été soumise en commun par M. le ministre de l'intérieur et par moi à Sa Majesté, qui l'a sanctionnée par un décret en date du 8 mai, dont j'ai l'honneur de vous envoyer ci-jointe une ampliation (1).

En vertu de ce décret, c'est donc à mon ministère, Monsieur le Préfet, que vous devez renvoyer désormais toutes les affaires relatives à la police réglementaire, au curage et à l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables, sur lesquelles il est réservé au pouvoir central de statuer : toutes les décisions dont ces affaires doivent être l'objet seront prises sur l'avis de MM. les ingénieurs des ponts et chaussées, et c'est à ces ingénieurs exclusivement qu'il appartiendra d'étudier les mesures générales d'amélioration qu'il sera jugé nécessaire d'exécuter sur les cours d'eau non navigables ni flottables.

Il va sans dire d'ailleurs qu'il n'est apporté par le décret aucune dérogation aux règles qui régissent la constatation, la poursuite et la répression des contraventions en cette matière ; ces règles continueront d'être appliquées comme par le passé et par les mêmes agents de la police judiciaire.

Des instructions détaillées vous seront ultérieurement adressées, Monsieur le Préfet, pour l'exécution du décret du 8 mai, en ce qui touche l'instruction des affaires que ce décret concerne et les solutions diverses à leur donner suivant les circonstances qu'elles peuvent présenter.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées.

378.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (2).

18 juin 1861.

Comptabilité. — Cantonniers. — Retenues pour la caisse des retraites de la vieillesse. — Instructions pour les opérations de comptabilité concernant ces retenues.

Monsieur le Préfet, par arrêté du 30 avril dernier, j'ai assujéti les cantonniers employés dans tous les services ressortissant au ministère de l'agriculture, du com-

(1) Voir *suprà*, n° 372.

(2) Voir *suprà*, nos 188, 370, 371 et 376, et *infra*, n° 382.

merce et des travaux publics, à des retenues sur leurs salaires, qui doivent être versées à leur profit à la caisse des retraites de la vieillesse.

En vous transmettant cet arrêté, j'ai fait remarquer que de nouvelles formules de comptabilité devenaient nécessaires pour l'exécution des dispositions qu'il contient, et j'ai annoncé le prochain envoi des modèles de ces formules.

J'ai l'honneur de vous adresser ces modèles ci-joints.

Je vais entrer dans quelques explications sur la destination de chacun de ces modèles.

L'article 7 de l'arrêté précité porte que les retenues prescrites par l'article 3 sont mandatées collectivement par semestre au nom de *régisseurs intermédiaires* chargés d'en opérer le versement à la caisse des retraites.

Pour faciliter cette mesure et pour que l'on puisse suivre la situation des retenues, il me paraît utile de tenir dans chaque arrondissement d'ingénieur un cahier ou registre relatant, en regard du nom de chaque cantonnier, les retenues exercées successivement pendant les cinq premiers mois de chaque semestre, et présentant, par semestre et par année, le total des retenues partielles. Ce registre serait conforme à la formule A.

Indépendamment des indications dont il s'agit, il y aura lieu d'inscrire sur ce registre tous les renseignements propres à mettre le *régisseur intermédiaire* en mesure de satisfaire aux prescriptions des articles 3, 4 et 7 du décret du 18 août 1853 (1), relatives aux qualités civiles des déposants.

Je dois faire observer enfin que les retenues inscrites sur le registre A ne devront pas comprendre les 25 centimes retenus pour prix du livret, conformément à l'article 2 de l'arrêté.

Quand le moment sera venu de mandater au nom du *régisseur intermédiaire* les retenues exercées, c'est-à-dire dans le sixième mois de chaque semestre, il devra être dressé, en double expédition, un bordereau nominatif, formule B, présentant le relevé des retenues afférentes aux cinq premiers mois du semestre. Une des deux expéditions sera jointe au mandat de paiement.

L'article 9 du même arrêté porte que les versements à la caisse des retraites de la vieillesse doivent être accompagnés d'un bordereau, en double expédition, des sommes versées au nom de chacun des déposants. La formule C a pour objet l'accomplissement de cette formalité.

Enfin, il résulte de l'article 12 de l'arrêté qu'au commencement de chaque année il est adressé à chaque cantonnier un bulletin indiquant le montant et la situation des versements qui le concernent. Ce bulletin sera dressé conformément à la formule D. La situation qui doit y être indiquée doit concorder avec les écritures du registre formule A et avec le livret.

Les quatre nouvelles formules mentionnées ci-dessus paraissent être les seules qu'il y ait lieu de faire imprimer pour l'exécution des mesures prescrites par l'arrêté du 30 avril 1861, en ce qui touche les versements à faire à la caisse des retraites pour la vieillesse. Pour toutes les autres opérations de comptabilité, telles que l'établissement des décomptes des salaires et des retenues, la délivrance des certificats et des

(1) Abrogé par l'article 29 du décret du 27 juillet 1861.

mandats de paiement, on peut employer les formules n° 7, 11, 17 et 26 du règlement du 28 septembre 1849.

Il n'y a d'autres modifications à y apporter que d'ajouter au modèle n° 7 et 11 une colonne destinée à mentionner les retenues nouvelles.

Du reste, en vue d'obtenir partout l'uniformité complète des écritures et des procédés, je crois devoir joindre ici, comme *specimen*, un exemplaire de chacune des formules n° 7, 11, 17 et 26, dans lesquelles ont été introduites les colonnes et les mentions appropriées à la nature spéciale des opérations dont il s'agit.

En ce qui concerne l'exécution de la mesure prescrite par l'article 13 de l'arrêté du 30 avril pour le versement à la caisse d'épargne des retenues sur le salaire des cantonniers âgés de plus de cinquante-cinq ans, je crois inutile de vous adresser des modèles de formules à appliquer pour ce cas spécial et d'ailleurs transitoire. Je vous laisse le soin d'apporter, de concert avec M. l'ingénieur en chef, aux formules jointes à la présente, les légers changements qui peuvent être nécessaires.

Je n'ai d'ailleurs pas besoin d'ajouter que les retenues opérées pour la caisse des retraites aussi bien que celles qui seront versées à la caisse d'épargne, doivent figurer comme partie des salaires des cantonniers dans le sommaire des conducteurs et dans la comptabilité des ingénieurs.

Enfin, les diverses formules dont l'usage est prescrit par la présente circulaire seront imprimées par les soins de MM. les ingénieurs en chef, qui devront se conformer, quant aux prix, au tarif inséré dans la circulaire du 16 mars 1850 (1) pour les formules analogues. Le montant des frais d'impression et autres sera imputé, après votre approbation, sur le fonds des travaux.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs.

379.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

22 juin 1861.

Personnel. — Indemnités départementales. — Intervention du ministre des travaux publics dans la répartition de ces indemnités. — Maintien et rappel des dispositions arrêtées par la circulaire du 20 août 1846.

Monsieur le Préfet, une circulaire adressée le 20 août 1846 (2) aux préfets par le ministre de l'intérieur et préalablement concertée avec le ministère des travaux publics, a établi diverses règles pour l'allocation et la répartition des indemnités attribuées aux ingénieurs des ponts et chaussées, à raison des soins et dépenses que leur occasionne le service des routes départementales. Cette circulaire, entre autres dispositions, porte que les indemnités ordinaires, votées par le conseil général dans les limites fixées, deviennent disponibles par la seule approbation du budget départemental et qu'il appartient au préfet d'en régler la répartition entre les ingénieurs, sur la proposition de l'ingénieur en chef, sauf, en cas de dissentiment, à en référer au

(1) Voir *suprà*, n° 182.

(2) Voir *suprà*, n° 140.

ministre des travaux publics. Quant aux indemnités extraordinaires qui doivent figurer, soit à la deuxième, soit à la troisième section du budget départemental, le ministre de l'intérieur se réserve d'en proposer le maintien au budget lors du règlement par ordonnance royale; mais, avant de disposer du crédit ouvert, le préfet doit, vers la fin de l'année, lui adresser un rapport spécial exprimant son avis particulier sur ces allocations et faisant connaître les motifs qui ont déterminé le vote du conseil général. Puis, en cas d'adhésion du ministre de l'intérieur, le préfet soumet au ministre des travaux publics un projet de répartition du crédit devenu définitivement disponible.

Telle était la marche suivie lorsqu'est intervenu le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, qui dispense les préfets de soumettre à la décision du ministre de l'intérieur un certain nombre d'affaires, dont la nomenclature est fixée par le tableau A, et au nombre desquelles figure, sous le n° 16 (1), la distribution d'indemnités ordinaires et extraordinaires allouées, sur le budget départemental, aux ingénieurs des ponts et chaussées.

A cette occasion, s'est élevée la question de savoir si la disposition qui a restreint ainsi les attributions du ministère de l'intérieur en matière d'indemnités départementales devait également avoir pour effet de dessaisir le ministère des travaux publics de son intervention dans les mêmes affaires.

Après avoir examiné cette question, de concert avec M. le ministre de l'intérieur, j'ai reconnu, d'accord avec lui, que la disposition du décret de 1852, qui dessaisissait le ministre de l'intérieur du droit qui lui avait appartenu jusqu'alors de statuer sur les allocations d'indemnités au profit des ingénieurs inscrites aux budgets départementaux, n'avait pas eu pour conséquence d'enlever au ministre des travaux publics son droit d'examen et de décision, quant à la répartition desdites indemnités. Cette opinion est aussi celle de la cour des comptes, qui l'a exprimée dans diverses circonstances, et notamment lors de la vérification de la gestion des payeurs en 1853; on se rend parfaitement compte d'ailleurs, sans que j'aie besoin de les indiquer ici en détail, des considérations de hiérarchie sur lesquelles elle est fondée.

Je ne puis en conséquence, Monsieur le Préfet, que vous prier de continuer, conformément aux dispositions de la circulaire du 20 août 1846, de me soumettre, à la fin de chaque exercice, vos propositions pour la répartition des indemnités départementales allouées aux ingénieurs des ponts et chaussées.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs.

380.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.

24 juillet 1861.

Comptes moraux mensuels. — Envoi d'un nouveau modèle.

Monsieur, diverses instructions ministérielles ont prescrit la production de comptes

(1) Voir le tableau A modifié, annexé au décret du 13 avril 1861.

moraux mensuels indiquant la situation des travaux qui ressortissent à la direction générale des ponts et chaussées et des chemins de fer.

Je viens vous prier de substituer à la formule actuellement en usage le modèle ci-joint auquel vous voudrez bien vous conformer exactement, tant pour le format, que pour la disposition des colonnes, en ayant d'ailleurs égard aux prescriptions suivantes :

On indiquera dans la première colonne la route, la rivière, le canal, le port, les marais, le canal d'irrigation, etc., auquel s'applique la dépense ;

Il conviendra d'inscrire sous un seul article et de donner en bloc la dépense des travaux qui, bien que compris dans la même allocation générale que des ouvrages en cours d'exécution, ont fait l'objet d'entreprises actuellement terminées et soldées ;

Vous aurez soin de consigner dans la colonne d'observations des renseignements précis et suffisamment détaillés sur la situation de chaque entreprise, la marche générale des travaux, les incidents qui peuvent les entraver, ainsi que les mesures que l'administration aurait à prendre à ce sujet. Vous devrez indiquer, dans la même colonne, le nombre moyen des ouvriers et des colliers occupés par jour sur les chantiers, les résultats obtenus et ceux à obtenir dans la campagne, en un mot tous les documents qui vous paraîtront de nature à éclairer l'administration sur la situation des entreprises.

Aux termes des premières instructions, les comptes moraux étaient produits dans les dix premiers jours de chaque mois ; sur les observations de quelques chefs de service, ce délai a été reporté au 15 et même au 20 ; mais je ne puis aujourd'hui, Monsieur, maintenir ce dernier délai : l'administration étant obligée, après avoir reçu tous les comptes moraux, de les analyser dans un travail d'ensemble, la rédaction de ce travail se trouverait ainsi trop retardée. Je vous recommande donc, de la manière la plus expresse, de me faire parvenir les tableaux dont il s'agit dans les dix premiers jours de chaque mois au plus tard. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer qu'il ne s'agit pas de comptes financiers, mais de simples situations morales pour lesquelles l'exactitude rigoureuse du chiffre des dépenses n'est pas nécessaire. Je vous engage même, afin d'abréger autant que possible les écritures, non-seulement à négliger les centimes, mais à arrondir les sommes par centaines de francs en forçant ou négligeant les dizaines, selon qu'elles seront au-dessus ou au-dessous de cinq.

Vous voudrez bien vous servir du nouveau cadre pour le compte moral du mois de juillet.

Les présentes instructions s'appliquent au compte rendu des chapitres ci-après :

1^{re} Section.

Chap. 24. (Navigation. — Crédits spéciaux.)

26. (Ports maritimes. — Crédits spéciaux.)

27. (Service hydraulique. — Subventions et travaux.)

2^e Section.

Chap. 32, 33, 34, 34 bis, 35, 37, 38, 39, 40, 40 ter. (Inondations.)

Je vous prie de m'adresser réception de la présente dépêche.

MINISTÈRE

DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

DIRECTION GÉNÉRALE

DES PONTS ET CHAUSSEES
ET DES CHEMINS DE FER.

(*)

Compte moral.

186 .

DÉPARTEMENT

CHAPITRE :

SITUATION au

186

(*) Désigne le service.

361.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

26 juillet 1861.

Service hydraulique. — Assainissement et mise en valeur des marais et terres incultes des communes. — Instructions.

Monsieur le Préfet, j'ai eu l'honneur de vous adresser, le 24 mai dernier, une circulaire contenant des instructions détaillées pour l'exécution de la loi du 28 juillet 1860, relative à la mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes ainsi que du règlement d'administration publique du 6 février 1861.

Il importe que l'administration supérieure soit tenue constamment au courant des mesures prises dans chaque département en exécution de cette circulaire.

Je vous prie donc, Monsieur le Préfet, d'inviter M. l'ingénieur en chef à vous remettre, dans les dix premiers jours de chaque mois, un rapport sommaire sur la situation de cette partie de son service, et vous voudrez bien m'adresser ce rapport avec vos observations particulières, s'il y a lieu, le 15 du même mois (2).

Il me paraît nécessaire, pour réaliser dans le moindre délai possible les vues d'intérêt public qui ont dicté la loi du 28 juillet 1860, de procéder sans aucun retard, si, déjà, il n'y a pas été pourvu en vertu de mes instructions précédentes, à la reconnaissance générale, commune par commune, de tous les terrains auxquels peuvent s'appliquer la loi et le règlement d'administration publique précités. L'état dressé à la suite de cette reconnaissance devra m'être adressé dans le plus bref délai possible.

On aura soin de distinguer parmi les propriétés communales : 1° les marais ; 2° les terres humides ne constituant pas des marais proprement dits, mais exigeant des travaux d'assainissement ; 3° les terres incultes pouvant être mises en valeur à l'aide de travaux divers.

Pour cette dernière nature de propriété, MM. les ingénieurs auront, dans certains cas, à examiner si ces terrains ne constituent pas des montagnes, dont le reboisement doit être opéré par les soins de M. le ministre des finances. En cas de doute à cet égard, MM. les ingénieurs devraient ouvrir une conférence avec les agents forestiers désignés par M. le directeur général des forêts, et s'il n'y avait pas accord entre les représentants des deux administrations, il serait dressé, dans la forme ordinaire, un procès-verbal de conférence, dont copie me serait adressée avec vos propositions.

Vous remarquerez, Monsieur le Préfet, qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 28 juillet 1860, le conseil général du département doit être consulté toutes les fois qu'en cas de refus ou d'abstention des conseils municipaux, vous penserez qu'il y a lieu de provoquer la déclaration d'utilité publique des travaux de mise en valeur de marais ou de terres incultes appartenant aux communes.

Dans le cas où quelques projets seraient arrivés à un degré d'instruction tel qu'il

(1) Voir *suprà*, n° 356, 363 et 373.

(2) Le modèle d'état joint à cette circulaire a été remplacé par celui joint à la circulaire n° 396.

parût nécessaire de procéder d'office à leur exécution, je vous prierais, afin d'éviter tout retard, de saisir, dès la prochaine session, le conseil général de votre département des affaires sur lesquelles son avis devrait intervenir.

Je vous recommande instamment, Monsieur le Préfet, la prompte exécution des présentes instructions, dont j'adresse ampliation à M. l'ingénieur en chef, et dont je vous prie de vouloir bien m'accuser réception.

382.

Décret portant réglementation de la caisse des retraites de la vieillesse (1).

27 juillet 1861.

NAPOLEON, etc.

ART. 1^{er}. Les versements de 5 francs au moins et sans fraction de franc sont reçus, à Paris, par la caisse des dépôts et consignations, et, dans les départements, par les receveurs généraux et particuliers des finances préposés de cette caisse.

Lorsque, le déposant étant marié, le versement doit, conformément au § 4 de l'article 4 de la loi du 18 juin 1850, profiter par moitié à son conjoint, aucun versement n'est reçu s'il n'est de 10 francs au moins et multiple de 2 francs.

Lorsque l'un des époux a atteint le maximum de rente viagère fixé par l'article 4 de la loi du 12 juin 1861, les versements ultérieurs peuvent avoir lieu, jusqu'à la même limite, au profit exclusif de l'autre conjoint.

2. Tout déposant qui, soit par lui-même, soit par un intermédiaire, opère un premier versement, fait connaître ses nom, prénoms, qualités civiles, âge, profession et domicile.

Il produit son acte de naissance, ou, à défaut, un acte de notoriété qui en tiennne lieu, délivré dans les formes prescrites par l'article 71 du Code Napoléon.

Il déclare :

1. S'il entend faire l'abandon du capital versé, ou s'il veut que ce capital soit remboursé, lors de son décès, à ses ayants droit ;

2. Quelle année d'âge accomplie, à partir de la cinquantième année, il a l'intention d'entrer en jouissance de la rente viagère.

3. Si le déposant est marié, il fait, en ce qui concerne son conjoint, les productions et déclarations énoncées dans l'article précédent.

A défaut de déclaration sur l'abandon ou la réserve du capital, et sur l'âge fixé pour l'entrée en jouissance, les conditions de la déclaration que le déposant fait pour lui-même deviennent communes à son conjoint.

Dans le cas prévu au 6^e § de l'article 4 de la loi du 18 juin 1850, le déposant produit l'autorisation accordée par le juge de paix ou par la chambre du conseil.

4. En cas de séparation de corps ou de biens, le déposant n'est tenu de produire que l'extrait du contrat de mariage ou du jugement qui a prononcé la séparation.

(1) Voir *supra*, nos 188, 370, 371, 376 et 378.

L'extrait du jugement doit être accompagné des certificat et attestation prescrits par l'article 548 du Code de procédure civile, et, en outre, dans le cas prévu par l'article 1444 du Code Napoléon, des justifications établissant que la séparation de biens a été exécutée.

5. Le mineur âgé de moins de dix-huit ans doit justifier que le versement par lui effectué, la désignation de l'âge auquel il veut entrer en jouissance de la rente viagère, et la condition d'abandon ou de réserve du capital, ont été autorisés par ses père, mère ou tuteur.

L'autorisation peut être donnée d'une manière générale pour tous les versements que le mineur effectuera ; elle est toujours révocable.

Si le mineur n'a ni père, ni mère, ni tuteur, ou en cas d'empêchement de celui qui aurait qualité pour l'autoriser, il peut y être suppléé par le juge de paix.

6. S'il survient un changement dans les qualités civiles du déposant, il est tenu de le déclarer au premier versement qui suit.

Il produit en même temps les justifications qui pourraient être nécessaires pour constater le changement survenu.

7. Si un déposant veut soumettre de nouveaux versements à des conditions autres que celles qu'il a fixées pour ses versements antérieurs, il est tenu d'en faire la déclaration.

Tous les versements faits avant cette nouvelle déclaration restent soumis aux conditions des déclarations précédentes.

8. Dans le cas où le versement est effectué par un tiers, et de ses deniers, les déclarations et productions exigées par les articles 2, 6 et 7 doivent être faites en ce qui concerne le titulaire de la rente.

Si le versement a lieu au profit d'une femme mariée, le consentement du mari doit, en outre, être produit.

Le tiers donateur doit, indépendamment des déclarations et productions ci-dessus, faire connaître s'il entend stipuler en sa faveur le remboursement du capital au décès du titulaire de la rente, ou s'il fait cette réserve au profit des ayants droit de celui-ci, en indiquant si cette réserve est ou non subordonnée à la faculté par le titulaire d'aliéner le capital réservé.

Il peut être délivré au donateur, sur sa demande, un certificat constatant la réserve du capital à son profit.

9. Les déclarations prescrites par les articles 2, 3, 6, 7 et 8 sont consignées sur une feuille spéciale pour chaque déposant. Cette feuille est signée par le déposant ou par son intermédiaire, ainsi que par le caissier de la caisse des dépôts et consignations, à Paris et dans le département de la Seine, et par le préposé de la caisse dans les autres départements.

Si le déposant ne sait pas signer, il en est fait mention.

Les pièces justificatives exigées ci-dessus sont annexées à ladite feuille. Les autorisations et consentements exigés par les articles 3, 5 et 8 peuvent y être consignés.

10. Les feuilles spéciales et les pièces justificatives à l'appui sont réunies à la caisse des dépôts et consignations et y demeurent déposées.

Elles servent à l'établissement du registre matricule de tous les déposants, contenant le compte de chacun d'eux.

11. Le livret qui doit être remis à chaque déposant, aux termes de l'article 9 de la loi du 18 juin 1850, est émis par la caisse des dépôts et consignations; il est revêtu de son timbre.

Il porte un numéro d'ordre; il énonce, pour chaque titulaire, ses nom, prénoms, la date de sa naissance, ses profession, domicile, qualités civiles, et généralement tous les faits et conditions résultant des déclarations et productions prescrites par les articles 2 à 9 du présent règlement.

Le livret, ainsi que le compte correspondant inscrit au registre matricule, est disposé de manière qu'en cas de mariage il puisse y être ouvert un compte pour chacun des conjoints.

Il contient, en outre, les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

12. La délivrance du livret est faite, pour Paris et le département de la Seine, à la caisse des dépôts et consignations, et, pour les autres départements, par les receveurs des finances, préposés de cette caisse.

Elle a lieu au moment du premier versement effectué.

Le livret peut être retiré et représenté soit par le titulaire lui-même, soit par un intermédiaire.

En cas de perte du livret, il est pourvu à son remplacement dans les formes prescrites pour le remplacement d'un titre de rente sur l'État.

Les rentes à jouissance immédiate, créées au profit de membres de sociétés de secours mutuels, en vertu du décret du 26 avril 1856, ne donnent pas lieu à l'émission de livrets.

13. Le montant de chaque versement est constaté par un enregistrement porté au livret et signé par le caissier ou le préposé qui reçoit le versement.

Cet enregistrement ne forme titre envers l'État qu'à la charge par le déposant de soumettre, dans les vingt-quatre heures de la date du versement, le livret, à Paris et dans le département de la Seine, au visa du contrôleur près la caisse des dépôts et consignations, et, dans les autres départements, au visa du préfet et du sous-préfet.

14. L'intermédiaire qui verse dans l'intérêt de plusieurs déposants dresse un bordereau en double expédition des sommes versées pour chacun d'eux.

Des bordereaux distincts doivent être dressés pour les nouveaux et pour les anciens déposants.

Ils doivent indiquer, en regard des sommes versées :

1° Pour les nouveaux déposants, les nom et prénoms, avec production des feuilles de déclarations et des pièces justificatives mentionnées dans les articles 2, 3, 4, 5 et 8 ;

2° Et, pour les anciens déposants, le nom et le numéro du livret, avec production des livrets et des feuilles de déclarations, accompagnées des pièces justificatives à l'appui dans le cas prévu par les articles 6, 7 et 8.

Dans les cas de donation, mention doit en être faite sur les bordereaux.

Le caissier de la caisse des dépôts et consignations, en ce qui concerne Paris et le département de la Seine, les préposés de cette caisse, dans les autres départements, donnent quittance du versement sur l'une des expéditions du bordereau.

Cette quittance ne forme titre envers l'État qu'à la charge, par l'intermédiaire qui fait le versement, de la soumettre, dans les vingt-quatre heures de sa date, à Paris et dans le département de la Seine, au visa du contrôleur près la caisse des dépôts et consignations, et, dans les autres départements, au visa du préfet ou du sous-préfet.

Le comptable dans la caisse duquel le versement a été opéré enregistre sur chacun des livrets auxquels ce versement est applicable, la somme versée pour le titulaire du livret.

Cet enregistrement est soumis, à Paris et dans le département de la Seine, au visa du contrôleur près la caisse des dépôts et consignations, et, dans les autres départements, au visa du préfet ou du sous-préfet.

15. Les préfets et sous-préfets relèvent, sur un registre spécial, les sommes enregistrées aux bordereaux et livrets, et adressent tous les mois un extrait dudit registre, tant à la caisse des dépôts et consignations qu'au ministre des finances, pour servir d'éléments de contrôle.

16. Trois mois après le versement effectué, le déposant ou le porteur de son livret a le droit de demander l'inscription, sur le livret, de la rente viagère correspondante.

A l'époque de l'entrée en jouissance de la rente viagère, le montant en sera définitivement fixé et inscrit au grand-livre de la dette publique, conformément aux règles de la comptabilité publique.

A cet effet, le titulaire du livret devra en faire l'envoi au directeur général de la caisse des dépôts et consignations, en l'accompagnant de son certificat de vie.

17. Le déposant qui veut profiter de la faculté qui lui est accordée par les articles 7 et 8 de la loi du 12 juin 1861, soit de faire l'abandon de tout ou partie du capital réservé, soit de reporter à une autre année d'âge accomplie la jouissance de sa rente, doit constater son intention par une déclaration.

Dans le cas d'abandon d'un capital réservé, cette déclaration doit être signée par la partie intéressée ou par son mandataire spécial.

Cet abandon ne peut jamais donner lieu au remboursement anticipé d'une partie du capital déposé.

18. Dans le cas prévu par l'article 6 de la loi du 18 juin 1850, les blessures graves ou infirmités prématurées, susceptibles de faire obtenir aux déposants à la caisse des retraites la liquidation de leur pension avant l'âge de cinquante ans, sont constatées au moyen :

1° D'un certificat émané des médecins qui ont donné leurs soins aux déposants ;

2° D'une attestation émanée de l'autorité municipale ; à Paris, cette attestation est délivrée par le commissaire de police ;

3° D'un certificat émané d'un médecin désigné par le préfet ou sous-préfet et assermenté.

19. Indépendamment des pièces mentionnées à l'article 18, les déposants dont la profession déclarée emporte rémunération, à quelque titre que ce soit, par l'État, les départements, les communes ou les établissements publics, doivent justifier, par une pièce émanée de leurs supérieurs, qu'ils ont cessé d'occuper leur emploi ou leur fonction.

20. Les certificats et attestations mentionnés à l'article 15 doivent établir que les déposants sont dans l'incapacité absolue de travailler.

21. Les demandes des déposants sont transmises, avec les pièces à l'appui, par les préfets, dans les départements, et, à Paris, par le préfet de police, au directeur général de la caisse des dépôts et consignations.

22. Les rentes viagères inférieures à 5 francs peuvent, lors de la liquidation définitive, être réunies au montant de la rente à liquider ultérieurement, au profit du même titulaire, pour d'autres versements, sans que cette réunion puisse donner droit à un rapel d'arrérages.

Cette réunion sera opérée d'office, si le titulaire n'a pas demandé le remboursement du capital afférent auxdites rentes.

23. En cas de veuvage, la femme titulaire d'une rente viagère de la vieillesse fait immatriculer son titre sous sa qualité de veuve, en justifiant du décès de son mari.

24. Après l'inscription au grand-livre des rentes viagères définitivement liquidées, les livrets sont frappés d'un timbre constatant cette inscription, avant d'être rendus aux titulaires.

25. Conformément aux articles 1974 et 1975 du Code Napoléon, toute somme versée au profit d'une personne morte au jour du versement, ou atteinte de la maladie dont elle est morte dans les vingt jours du versement, est remboursée sans intérêt.

26. Les tarifs dressés en exécution des articles 3 de la loi du 16 juin 1850 et 2 de la loi du 12 juin 1861 sont établis sur l'unité de franc et calculés par trimestre pour le versement, et par année pour la jouissance.

27. Pour l'application des tarifs, les trimestres commencent les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre.

L'âge du déposant est calculé comme si ce déposant était né le premier jour du trimestre qui a suivi la date de la naissance.

L'intérêt de tout versement n'est compté qu'à partir du premier jour du trimestre qui suit la date du versement.

La rente viagère commence à courir du premier jour du trimestre qui suit celui dans lequel le déposant a accompli l'année d'âge à laquelle il aura déclaré vouloir entrer en jouissance de la rente.

L'année d'âge est toujours considérée comme accomplie pour les déposants âgés de plus de soixante-cinq ans.

28. Les certificats de vie à produire, soit pour l'inscription des rentes viagères de la vieillesse, soit pour le paiement des arrérages desdites rentes, sont exemptés des droits de timbre et peuvent être délivrés soit par les notaires, soit par le maire de la résidence du rentier.

29. Les décrets des 18 août 1853 et 10 septembre 1859 sont et demeurent abrogés.

30. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

383.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

5 août 1861.

Service général.—Application du décret du 13 avril 1861, sur la décentralisation.—Instructions.

Monsieur le Préfet, le décret du 13 avril 1861 (1), relatif à la décentralisation administrative, porte :

« Article 2. Les préfets statueront aussi, sans l'autorisation du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, mais sur l'avis ou la proposition des ingénieurs en chef, en ce qui concerne les n^{os} 1, 2, 3, 4 et 5, sur les divers objets dont suit la nomenclature, par addition aux tableaux B et D annexés au décret du 25 mars 1852. »

Les §§ 1, 2 et 3, au sujet desquels je crois devoir vous adresser quelques instructions sommaires, placent dans vos attributions, savoir :

Le numéro 1, l'approbation des adjudications autorisées par le ministre pour travaux imputables sur les fonds du Trésor ou des départements, dans tous les cas où les soumissions ne renferment aucune clause extraconditionnelle et où il n'aurait été présenté aucune réclamation ou protestation ;

Le numéro 2, l'approbation des prix supplémentaires pour des parties d'ouvrages non prévues au devis, dans le cas où il ne doit résulter de l'exécution de ces ouvrages aucune augmentation dans la dépense ;

Le numéro 3, la fixation de la durée des enquêtes à ouvrir dans les formes déterminées par l'ordonnance du 18 février 1834 (2), lorsque ces enquêtes auront été autorisées en principe par le ministre, et sauf le cas où les enquêtes doivent être ouvertes dans plusieurs départements sur un même projet.

Il résulte en premier lieu, de ces dispositions, Monsieur le Préfet, que toutes les adjudications, quel qu'en soit le montant, deviennent définitives par votre seule approbation. Vous aurez seulement à m'en faire connaître immédiatement le résultat ; c'est un soin auquel je vous prie de ne pas manquer. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer que l'autorisation de procéder aux adjudications demeure, comme par le passé, dans mes attributions.

Vous aurez d'ailleurs à me soumettre les offres extraconditionnelles que vous seriez d'avis d'accepter, c'est-à-dire les soumissions qui s'écarteraient des conditions du marché, notamment celles qui stipuleraient des augmentations de prix.

C'est également à l'administration supérieure qu'il appartiendra de statuer sur les adjudications qui auront donné lieu à des réclamations ou protestations. Vous voudrez bien, dans ce cas, m'adresser toutes les pièces de l'affaire, avec votre avis et celui de M. l'ingénieur en chef, sur les incidents qui se seraient produits.

J'ajoute que, lorsqu'à raison de la nature de certains travaux ou de leur urgence

(1) Voir *suprà*, n^o 368.(2) Voir *suprà*, n^o 102.

vous reconnaitrez, d'accord avec M. l'ingénieur en chef, la nécessité de traiter de gré à gré avec un entrepreneur, en dehors du mode de publicité et de concurrence voulu par les règlements, la soumission ne pourra être acceptée qu'avec mon autorisation.

La faculté qui vous est conférée, Monsieur le Préfet, par le décret précité, de régler des prix supplémentaires, laisse intact le principe en vertu duquel toute augmentation de dépense sur les prévisions du projet doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'administration supérieure. Vous ne pouvez donc approuver directement de nouveaux prix que pour des parties d'ouvrages non prévues au devis et pour le cas seulement où il ne doit en résulter aucun excédant de dépense sur le montant de l'adjudication. En toute autre hypothèse, vous devez continuer à soumettre les nouveaux prix à mon approbation. C'est une distinction qu'il importe de ne pas perdre de vue.

Quant au droit qui vous est maintenant dévolu, de fixer la durée des enquêtes à ouvrir dans les formes déterminées par l'ordonnance réglementaire du 18 février 1854, il me suffira de vous recommander de rester dans les limites fixées par les articles 5 et 10 de l'ordonnance précitée. Il ne faut pas, d'ailleurs, que le désir d'arriver à une prompt solution fasse adopter, dans tous les cas indistinctement, le minimum du délai, alors que l'importance des entreprises comportera un délai plus long. Vous ferez, j'en suis convaincu, une sage appréciation des exigences de chaque affaire.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse une ampliation à M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées.

384.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux ingénieurs en chef.

6 août 1861.

Chemins de fer. — Comptes moraux mensuels. — Envoi d'un nouveau modèle.

Monsieur, diverses instructions ministérielles ont prescrit la production de comptes moraux mensuels indiquant la situation des travaux qui ressortissent à la direction générale des ponts et chaussées et des chemins de fer.

Je viens vous prier de vouloir bien, en ce qui concerne les chemins entrepris par l'État, vous conformer exactement au modèle ci-joint, tant pour le format que pour la disposition des colonnes, en ayant d'ailleurs égard aux prescriptions suivantes :

On indiquera dans la 1^{re} colonne le chemin de fer et dans la 2^e les sections de ce chemin, en y portant celles mêmes qui ne sont pas en cours d'exécution, de telle sorte que les totaux de chacune des colonnes 3 et 4 représentent, d'une part l'ensemble de la longueur, de l'autre l'évaluation totale des dépenses de la ligne qui vous est confiée.

Vous devrez consigner dans la colonne d'observations des renseignements précis et suffisamment détaillés sur la situation de chaque entreprise, la marche générale des travaux, les incidents qui peuvent les entraver, ainsi que les mesures que l'administration aurait à prendre à ce sujet. Vous devrez indiquer, dans la même colonne, le nombre moyen des ouvriers et des colliers occupés par jour sur les chantiers, les

résultats obtenus et ceux à obtenir dans la campagne, en un mot tous les documents qui vous paraîtront de nature à éclairer l'administration sur la situation des entreprises et sur l'époque probable de leur achèvement.

Pour les sections non commencées, la colonne d'observations fera connaître la situation des études ou l'état d'instruction des projets présentés.

L'administration étant obligée, après avoir reçu tous les comptes moraux, de les analyser dans un travail d'ensemble, je vous recommande de la manière la plus expresse de me faire parvenir les tableaux dont il s'agit dans les dix premiers jours de chaque mois, au plus tard. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer qu'il ne s'agit pas de comptes financiers, mais de simples situations morales pour lesquelles l'exactitude rigoureuse du chiffre des dépenses n'est pas nécessaire. Je vous engage même, afin d'abréger autant que possible les écritures, non-seulement à négliger les centimes, mais à arrondir les sommes par centaines de francs, en forçant ou négligeant les dizaines, selon qu'elles seront au-dessus ou au-dessous de cinq.

Vous voudrez bien vous servir du nouveau cadre pour le compte moral du mois de juillet.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente dépêche.

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES PONTS ET CHAUSSEES
ET DES CARRIERS DE PIERRES.

(*)

Compte moral

186 .

DÉPARTEMENT

d

CHAPITRE .

SITUATION au

186 .

(1) Désigner le service.

DÉSIGNATION des	INDICATIONS des SECTIONS.	LONGUEURS.	MONTANT des adjudications et dépenses autorisées ou évaluations.	DÉPENSES au 31 décembre 186 .	CRÉDITS ALLOUÉS en 186 .	DÉPENSES EN 186				OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	dans les mois anté- rieurs.	dans le mois	8	9	10
Chemins de fer.						7				

385.

Instruction du directeur général de l'enregistrement et des domaines, relative aux ventes d'objets mobiliers appartenant aux départements (1).

9 août 1861.

M. le ministre de l'intérieur a décidé, en 1824, que l'intervention des préfets dans les ventes d'objets mobiliers appartenant aux départements, serait remplacée par celle des préposés des domaines; mais il a arrêté, de concert avec M. le ministre des finances, que ces préposés borneraient leur concours à diriger les opérations de la vente, et que les acheteurs se libéreraient à la caisse du receveur des finances (instruction n° 1455).

Des difficultés s'étant élevées dans plusieurs départements au sujet des remboursements de frais avancés par les receveurs qui avaient procédé à des ventes de l'espèce, l'administration en a rendu compte à Son Exc. le ministre des finances, et après avoir signalé les inconvénients qui résultent du mode adopté en 1824 pour les ventes du mobilier départemental, elle a proposé de dispenser les préposés des domaines de concourir à ces ventes.

Cette proposition a été suivie d'une décision conforme en date du 26 juillet 1861.

En conséquence, l'administration des domaines n'aura plus à intervenir dans les ventes d'objets mobiliers appartenant aux départements; les préposés continueront, toutefois, à vendre pour le compte de l'État, conformément à la décision du 30 octobre 1835, insérée dans l'instruction n° 1499, les vieux papiers et registres déposés par les agents des finances dans les archives des préfectures et des sous-préfectures, ainsi que les papiers hors de service, dont l'origine serait antérieure à la division de la France en départements.

386.

Instruction du directeur général de l'enregistrement et des domaines, relative aux frais des ventes du mobilier de l'État.

4 octobre 1861.

Une décision ministérielle du 17 avril 1848 (instruction n° 1812) avait autorisé les préposés des domaines à faire sur les fonds de leur caisse l'avance des frais de vente du mobilier de l'État, y compris les droits de timbre et d'enregistrement du procès-verbal.

Il a été reconnu que ces droits, qui s'élevaient chaque année à une somme considérable, ne constituaient pas des dépenses proprement dites et ne devaient pas figurer parmi les frais d'administration et de perception. En conséquence, Son Exc. le ministre des finances a pris, le 28 février 1856, un arrêté ainsi conçu :

« A l'avenir, les adjudicataires du mobilier de l'État paieront, pour tenir lieu de » frais de vente, cinq centimes par franc du prix de la vente.

(1) Voir *infra*, n° 396.

- » Les droits de timbre et d'enregistrement seront prélevés sur le produit de cette perception, et le surplus sera porté en recette comme prix de vente.
- » Les autres frais, tels que ceux d'affiches, de publication et de criée, seront payés sur le budget de l'administration de l'enregistrement et des domaines, suivant les règles ordinaires de la comptabilité. »

Cet arrêté a été transmis aux préposés par l'instruction n° 2066, qui a fait observer qu'il n'était rien innové à l'égard des frais des ventes d'objets mobiliers dont le prix doit être versé à la caisse des dépôts et consignations.

Il arrive quelquefois que des biens meubles appartenant à l'État, tels que des arbres à abattre ou des constructions à démolir, sont vendus par des actes passés devant le préfet. On a élevé la question de savoir si la condition de payer cinq centimes par franc du prix de l'adjudication doit être insérée dans les cahiers des charges relatifs aux ventes de l'espèce.

Cette question a été soumise à Son Exc. le ministre des finances, qui a décidé, le 22 août 1861, que l'arrêté du 28 février 1856 ne concerne que les ventes à l'encan faites par les préposés des domaines, et n'est pas applicable aux ventes qui, en raison de leur nature particulière, sont effectuées devant les préfets.

Ainsi, lorsque des ventes de biens meubles appartenant à l'État sont passées devant les préfets ou leurs délégués, il n'y a pas lieu de faire l'application de l'arrêté du 28 février 1856; mais les adjudicataires doivent payer, dans ce cas, les droits de timbre et d'enregistrement dont les procès-verbaux de vente sont passibles. Les directeurs auront soin d'insérer, dans les projets de cahiers des charges qu'ils remettront aux préfets, la condition pour les adjudicataires d'acquitter ces droits, et les préposés qui représenteront dans ces ventes l'administration des domaines veilleront à ce que la condition dont il s'agit reçoive la publicité désirable.

387.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

7 octobre 1861.

Personnel. — Reboisement des montagnes.

Monsieur le Préfet, M. le ministre des finances vous a adressé, le 1^{er} juin dernier, des instructions pour l'application des dispositions du décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 28 juillet 1860 sur le reboisement des montagnes.

Cette loi, ainsi que le règlement rendu pour son exécution, supposent que, dans tous les cas où il y a lieu de déterminer le périmètre des terrains dans lesquels des reboisements doivent être opérés, les projets de travaux doivent être étudiés de concert par les agents forestiers et par les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines des départements.

Je viens donc, pour ce qui me concerne, Monsieur le Préfet, vous faire connaître

(1) Voir *suprà*, n° 355 et 369.

comment il me paraît qu'il y aura lieu de procéder dans toutes les circonstances où l'administration des forêts jugera que, sur tel ou tel point du territoire de votre département, il convient d'étudier des travaux de reboisement.

Le plus souvent ces travaux ne doivent s'étudier que sur des parties limitées d'un département, et dans ce cas il suffira que, sur la demande des agents forestiers, vous désigniez un ingénieur des ponts et chaussées ou un ingénieur des mines pour les seconder dans la rédaction des projets sur lesquels devra s'ouvrir l'enquête publique. Lorsqu'il s'agira, au contraire, d'une très-grande surface de terrains à reboiser et que ces terrains s'étendront sur plusieurs arrondissements à la fois, il pourra être utile alors de confier la direction des études à l'ingénieur en chef, et à chaque ingénieur d'arrondissement les projets de détail compris dans sa circonscription.

Je ne doute pas, Monsieur le Préfet, que MM. les ingénieurs ne soient très-~~em-~~pressés de prêter à l'administration le concours le plus actif et le plus dévoué pour la mise à exécution de la loi du 28 juillet 1860. Je les remercie à l'avance des efforts qu'ils voudront bien faire en ce qui les concerne pour que, là où cette loi pourra recevoir son application, elle produise tous les résultats que le législateur s'en est promis.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs des ponts et chaussées et à MM. les ingénieurs des mines.

388.

Décret portant augmentation des traitements des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines (1).

44 décembre 1861.

NAPOLÉON, etc.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les décrets d'organisation des corps impériaux des ponts et chaussées et des mines des 13 octobre (2) et 24 décembre 1851, et le décret du 28 mars 1852 (3), portant modification des dispositions de ces décrets relatives à la fixation des cadres;

Vu les allocations spéciales portées au budget de 1862, pour augmenter les traitements des ingénieurs des corps impériaux des ponts et chaussées et des mines,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les appointements des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines sont fixés ainsi qu'il suit, à dater du 1^{er} janvier 1862 :

Inspecteurs généraux de 1 ^{re} classe.....	15,000 fr.
Inspecteurs généraux de 2 ^e classe.....	12,000
Ingénieurs en chef.....	{ de 1^{re} classe... de 2^e classe.....
	8,000
	7,000
	6,000

(1) Voir *infra*, n° 389.

(2) Voir *suprà*, n° 212.

(3) Voir *suprà*, n° 221.

Ingénieurs ordinaires.....	de 1 ^{re} classe.....	4,500
	de 2 ^e classe.....	3,500
	de 3 ^e classe.....	2,500
Elèves ingénieurs de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe.....		1,800

2. Le nombre des ingénieurs en chef de 1^{re} classe auxquels est alloué le traitement maximum de 8,000 francs ne peut excéder les deux cinquièmes de l'effectif de la classe.

Le nombre des ingénieurs ordinaires de 1^{re} classe et de 2^e classe ne peut excéder, pour chaque classe, les deux cinquièmes de l'effectif total du grade.

3. Les décrets des 13 octobre et 24 décembre 1851 et le décret du 28 mars 1852 sont modifiés en ce qu'ils ont de contraire au présent décret.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

389.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

20 décembre 1861.

Personnel. — Augmentation des traitements des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines.

Monsieur le Préfet, le Gouvernement se préoccupait depuis longtemps de l'insuffisance des traitements attribués à MM. les ingénieurs des deux corps des ponts et chaussées et des mines. Cette insuffisance, sensible à tous les degrés de la hiérarchie, était surtout évidente pour les grades inférieurs, et il était nécessaire d'y porter remède.

A la suite d'un examen approfondi dans le sein du Conseil d'État d'abord, et ensuite dans le Corps législatif, des allocations spéciales ont été mises dans ce but à la disposition de l'administration des travaux publics, et le Gouvernement de l'Empereur a pu, dès lors, réaliser ses intentions bienveillantes envers les deux corps d'ingénieurs dont il apprécie mieux chaque jour les éminents services.

J'ai l'honneur de vous annoncer qu'un décret impérial du 11 de ce mois a réglé ainsi qu'il suit, à dater du 1^{er} janvier 1862, les traitements de MM. les ingénieurs des ponts et chaussées et de MM. les ingénieurs des mines, savoir :

Inspecteurs généraux de 1 ^{re} classe.....	15,000 fr.						
Inspecteurs généraux de 2 ^e classe.....	12,000						
Ingénieurs en chef.....	<table><tr><td>de 1^{re} classe..</td><td>8,000</td></tr><tr><td>de 2^e classe.....</td><td>7,000</td></tr></table>	de 1 ^{re} classe..	8,000	de 2 ^e classe.....	7,000		
de 1 ^{re} classe..	8,000						
de 2 ^e classe.....	7,000						
Ingénieurs ordinaires.....	<table><tr><td>de 1^{re} classe.....</td><td>4,500</td></tr><tr><td>de 2^e classe.....</td><td>3,500</td></tr><tr><td>de 3^e classe.....</td><td>2,500</td></tr></table>	de 1 ^{re} classe.....	4,500	de 2 ^e classe.....	3,500	de 3 ^e classe.....	2,500
de 1 ^{re} classe.....	4,500						
de 2 ^e classe.....	3,500						
de 3 ^e classe.....	2,500						
Élèves ingénieurs de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe.....	1,800						

Aux termes de l'article 2 du même décret, le nombre des ingénieurs en chef de

1^{re} classe auxquels est alloué le traitement maximum de 8,000 francs est porté aux deux cinquièmes de l'effectif de la classe, et cette mesure constitue un avantage de plus pour MM. les ingénieurs, puisqu'elle double le nombre de ceux qui pourront désormais être appelés à jouir du traitement exceptionnel.

Les dispositions qui précèdent seront, il est vrai, compensées en partie, pour MM. les ingénieurs en chef des ponts et chaussées, par une réduction dans le chiffre de leurs frais fixes, qui, d'après le vote du Corps législatif, doit être opérée concurremment avec l'augmentation des traitements; mais, malgré cette réduction, elles n'en restent pas moins, surtout au point de vue de la retraite, une amélioration notable sur la situation actuelle.

J'ai l'honneur, Monsieur le Préfet, de vous envoyer ci-jointe une expédition du décret du 11 décembre. J'en adresse en même temps des ampliations à MM. les ingénieurs. Ils reconnaîtront, je n'en doute pas, dans cet acte du Gouvernement de l'Empereur, un nouveau témoignage de sa bienveillante sollicitude à leur égard, et ils y trouveront un nouvel encouragement à redoubler de zèle et de dévouement dans l'accomplissement des nombreux et importants devoirs qui leur sont imposés.

390.

Décret promulguant un sénatus-consulte portant modification des articles 4 et 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (1).

31 décembre 1861.

NAPOLÉON, etc.

Avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons ce qui suit :

Sénatus-consulte (Extrait).

21 décembre 1861.

ART. 3. Il ne pourra être accordé de crédits supplémentaires ou de crédits extraordinaires qu'en vertu d'une loi.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des lois existantes en ce qui concerne les dépenses d'exercices clos restant à payer, les dépenses des départements, des communes et des services locaux, et les fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

5. Les articles 4 et 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 sont modifiés en ce qu'ils ont de contraire au présent sénatus-consulte.

391.

Arrêté portant nouvelle fixation des traitements et accessoires de traitements des ingénieurs des ponts chaussées et des mines en Algérie.

Alger, 7 janvier 1862.

LE MARÉCHAL DE FRANCE, GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE, ABSENT, LE GÉNÉRAL DE DIVISION, SOUS-GOUVERNEUR,

(1) Voir *supra*, n° 240.

ARRÊTÉ :

ART. 1^{er}. Les traitements et accessoires de traitement des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines employés en Algérie, sont fixés, conformément au tableau ci-après à partir du 1^{er} janvier 1862.

GRADES.	TRAITEMENT de FRANCE.	SUPPLÉMENT COLONIAL D'UN TIERS.	INDEMNITÉS pour		TOTAL.
			FRAIS de tournées, de placement et autres.	FRAIS de loyer et d'installation de bureaux.	
Ingénieurs en chef:	fr.	fr. c.	fr.	fr.	fr. c.
1 ^{re} classe.....	8,000	2,666 66	4,500	3,000	18,166 66
2 ^e classe.....	7,000	2,333 33			16,833 33
	6,000	2,000 »			15,500 »
Ingénieurs ordinaires faisant fonctions d'ingén. en chef :					
1 ^{re} classe.....	5,500	1,500 »	4,500	3,000	15,500 »
2 ^e classe.....	3,500	1,166 66			12,166 66
Ingénieurs ordinaires :					
1 ^{re} classe.....	4,500	1,400 »	3,000	2,000	11,000 »
2 ^e classe.....	3,500	1,166 66			9,666 66
3 ^e classe.....	2,500	833 33			8,333 33
Élèves ingénieurs de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe.....	1,800	600 »	2,500	2,000	6,900 »

2. Les Préfets des départements de l'Algérie sont chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

392.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

21 février 1862.

Service général. — Indications à donner aux receveurs des finances du nom des soumissionnaires de fournitures et travaux déclarés adjudicataires (1).

Monsieur le Préfet, par une circulaire en date du 24 décembre dernier, M. le ministre des finances vous a fait connaître qu'à l'avenir et dans l'intérêt des soumissionnaires de fournitures et travaux, la conversion des dépôts de garantie en cautionnements définitifs sera effectuée d'office par les receveurs des finances, si, dix jours

(1) Voir *supra*, n° 334, les articles 1177 et suivants de l'instruction générale, sur le service et la comptabilité des receveurs.

après l'adjudication, les soumissionnaires devenus adjudicataires ne se sont pas présentés pour faire opérer eux-mêmes cette conversion.

En vous faisant part de cette disposition, M. le ministre des finances vous recommande, pour qu'elle puisse recevoir son entière exécution, de faire connaître aux receveurs, aussitôt après chaque adjudication, le nom du soumissionnaire déclaré adjudicataire.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien vous conformer, en ce qui concerne les adjudications faites pour le compte de mon département, aux recommandations contenues dans la circulaire précitée de M. le ministre des finances, en date du 24 décembre 1861.

393.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

8 mars 1862.

Service général. — Publicité à donner aux adjudications de travaux publics.

Monsieur le Préfet, par une circulaire en date du 23 avril 1856, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître les mesures prises par mon administration en vue, d'une part, d'étendre la publicité donnée aux adjudications de travaux publics, et, d'autre part, de réduire la dépense de l'insertion dans les journaux des avis relatifs à ces adjudications.

Sans entrer dans le détail de ces mesures, il me suffit de rappeler, qu'indépendamment de la publicité donnée sur les lieux mêmes des adjudications, soit par les affiches, soit par les journaux, les annonces étaient reproduites à Paris dans le journal dit *Journal des travaux publics*, à l'aide d'affiches envoyées à ce journal par MM. les préfets. Toutes les insertions étaient gratuites pour les adjudications au-dessous de 50,000 francs ; elles étaient payées seulement pour celles de 50,000 francs au moins, sur le pied de 20 centimes par ligne. Ces dernières adjudications étaient, en outre, annoncées gratuitement dans le *Moniteur* par les soins de l'administration centrale.

Les mesures que je viens de rappeler ont certainement réalisé déjà une très-notable amélioration, mais aujourd'hui une circonstance heureuse me permet d'en réaliser une plus grande encore ; un journal qui prend le nom de *Moniteur des travaux publics*, m'a offert d'insérer gratuitement toutes les annonces d'adjudications de travaux publics ; je n'ai pas dû refuser cette offre, et, en conséquence, il suffira qu'à l'avenir, Monsieur le Préfet, vous veuillez bien m'envoyer quatre ou cinq exemplaires des affiches relatives aux adjudications de travaux dans votre département ; j'en transmettrai un au journal ci-dessus rappelé, et j'en délivrerai également à tous les journaux qui voudront prendre, comme lui, l'engagement de les insérer gratuitement.

Par ce moyen, nous obtiendrons, et au plus bas prix possible, la publicité la plus développée possible, et il en résultera pour tous les intérêts de véritables avantages.

J'appelle, Monsieur le Préfet, sur les dispositions de la présente circulaire, votre attention toute spéciale ; veuillez donner des ordres précis pour qu'il me soit régulièrement adressé des affiches de toutes les adjudications de travaux qui devront avoir lieu dans votre département, et veiller à ce que ces ordres soient scrupuleuse-

ment exécutés. Ce n'est qu'à cette condition que le nouveau régime de publicité organisé par mon administration pourra utilement fonctionner.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef.

394.

Décret qui modifie celui du 16 août 1853, sur la délimitation de la zone frontière et la compétence de la commission mixte des travaux publics (1).

15 mars 1862.

NAPOLEON, etc.

ART. 1^{er}. Les limites de la zone frontière sont fixées conformément à l'état descriptif A et aux quatre cartes annexées au présent décret.

La Corse et les autres îles du littoral de la France continuent à faire partie de la zone frontière.

2. Dans les portions de la zone frontière, dont les limites sont indiquées sur l'état descriptif B et sur les cartes n^{os} 2, 3 et 4, annexées au présent décret, les chemins vicinaux de toutes classes et les chemins forestiers qui desservent les forêts et les bois de l'État, des communes ou des établissements publics, lorsqu'ils ont, dans leur tracé général, plus de 6 mètres de largeur entre fossés, ou plus de 4 mètres de largeur d'empiérement, continuent à être soumis aux lois, décrets et règlements relatifs aux travaux mixtes.

En dehors des territoires ainsi délimités, tous les chemins vicinaux et forestiers peuvent s'exécuter librement.

Il en est de même dans l'intérieur de ces territoires, lorsque la largeur de ces chemins n'exécède pas 6 mètres dans leur tracé général, et qu'en même temps leurempiérement n'a pas plus de 4 mètres de largeur.

3. Les travaux concernant les ponts établis ou à établir sur les cours d'eau navigables ou flottables, pour le service des chemins vicinaux ou forestiers dans l'étendue de la zone frontière, cessent d'être de la compétence de la commission mixte lorsque l'ouverture des ponts entre culées ne dépasse pas 4 mètres, s'il s'agit d'un pont avec voûte en maçonnerie, ou 6 mètres s'il s'agit d'un pont avec tablier en fer ou en bois.

4. Néanmoins, dans l'étendue des zones de servitude des places de guerre et des postes militaires, tous les chemins vicinaux et forestiers, ainsi que les ponts qui les desservent, restent soumis aux règlements sur les travaux mixtes, quelles que soient leurs dimensions.

5. Le ministre de la guerre a, en outre, la faculté de faire exécuter, aux frais de son département, les travaux qui lui paraissent indispensables à la défense, tant sur les chemins vicinaux ou forestiers à ouvrir ou à rectifier dans les limites indiquées à l'article 2, que sur les ponts à construire ou à reconstruire pour le service de ces

(1) Voir *suprà*, n^o 297.

chemins dans toute l'étendue de la zone frontière, lorsque, par leurs dimensions, ces chemins et ces ponts cessent d'être soumis aux règlements sur les travaux mixtes.

A cet effet, avant qu'il soit procédé par les services civils à l'exécution ou à l'adjudication, s'il y a lieu, des travaux relatifs à ces chemins ou à ces ponts, les projets en sont communiqués au directeur des fortifications par le préfet du département ou par le conservateur des eaux et forêts de la circonscription dans laquelle doivent être exécutés ces travaux.

Dans le délai de deux mois, et immédiatement dans les cas d'urgence signalés par ces fonctionnaires, le directeur des fortifications leur fait connaître, chacun en ce qui le concerne, les travaux particuliers, tels que dispositifs de mines, coupures, retranchements, etc., qu'il serait nécessaire de faire, dans l'intérêt de la défense, sur ces chemins ou sur ces ponts.

Le détail de ces dispositions est alors inséré dans le cahier des charges relatif à l'adjudication ou à l'entreprise des travaux du chemin ou du pont dont il s'agit; la dépense supplémentaire qu'elles peuvent entraîner est supportée par le budget du département de la guerre et l'exécution a lieu sous la surveillance du service militaire.

Lorsque, dans le délai ci-dessus indiqué, le directeur des fortifications n'a fait aucune réserve dans l'intérêt de la défense, il est passé outre à l'exécution des travaux.

6. Il n'est donné aucune autorisation pour l'exécution des travaux autres que ceux de réparation ou d'entretien à entreprendre sur les chemins vicinaux ou forestiers qui, aux termes de l'article 2, restent soumis aux règlements sur les travaux mixtes, avant que le projet de ces travaux ait été l'objet d'une décision approbative du ministre de la guerre.

Si, dans un délai de trois mois à dater de la remise du projet au directeur des fortifications, il n'est intervenu aucune décision du ministre de la guerre, l'exécution des travaux peut être autorisée.

Il en est de même à l'égard des ponts à établir pour le service des chemins vicinaux ou forestiers dans toute l'étendue de la zone frontière, lorsque ces ponts ne se trouvent pas dans les conditions mentionnées à l'article 3.

7. La carte et l'état général que doivent faire dresser, d'après les prescriptions des deux premiers paragraphes de l'article 40 du décret du 16 août 1853, les préfets des départements situés en totalité ou en partie dans la zone frontière ne comprennent d'une manière obligatoire que ceux des chemins vicinaux ou forestiers qui restent soumis aux règlements sur les travaux mixtes.

Ces derniers chemins sont également les seuls qui doivent nécessairement figurer sur la carte et sur l'état des travaux projetés que font dresser les préfets toutes les fois qu'ils en reconnaissent la nécessité, aux termes du dernier paragraphe de ce même article 40.

8. Les ponts établis au croisement d'une voie de terre classée et d'une voie d'eau navigable ou flottable ne sont pas soumis aux règlements sur les travaux mixtes, lorsque la portée de ces ponts n'excède pas les dimensions fixées en raison de leur mode de construction à l'article 3 du présent décret.

9. Les articles 1, 2, 7 et 24 du décret du 16 août 1853 sont modifiés en ce qu'ils ont de contraire au présent décret.

10. Les ministres secrétaires d'État au département de la guerre, de l'intérieur, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

395.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets.

5 avril 1862.

Vente d'objets mobiliers au compte des départements. — Concours des commissaires-priseurs.

Monsieur le Préfet, M. le ministre des finances ayant décidé, le 26 juillet dernier, que les agents de l'administration des domaines n'interviendraient plus désormais dans les ventes d'objets mobiliers qui appartiennent aux départements (1), plusieurs préfets m'ont demandé à qui devrait être confié, dans ce cas, le soin de diriger ces ventes.

Du moment où les agents des domaines, principalement institués pour veiller aux intérêts de l'État, sont affranchis sur ce point de toute obligation, en ce qui concerne les départements, c'est évidemment aux commissaires-priseurs ou, à leur défaut, aux autres officiers ministériels investis par la loi de cette attribution spéciale, que doit être remis le soin de procéder aux ventes effectuées pour le compte des départements qui sont ainsi soumis au droit commun.

Je vous invite à m'accuser réception de cette circulaire et à prendre les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution.

396.

Décret qui place : 1° dans les attributions du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, la surveillance, la police et l'exploitation de la pêche fluviale; 2° dans les attributions du ministre des finances, les travaux de fixation, d'entretien, de conservation et d'exploitation des dunes sur le littoral maritime.

29 avril 1862.

NAPOLEON, etc.

ART. 1^{er}. La surveillance, la police et l'exploitation de la pêche dans les fleuves, rivières et canaux navigables et flottables non compris dans les limites de la pêche maritime, ainsi que la surveillance et la police dans les canaux, rivières, ruisseaux et cours d'eau quelconques non navigables ni flottables, sont placées dans les attributions de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et confiées à l'administration des ponts et chaussées.

2. Les travaux de fixation, d'entretien, de conservation et d'exploitation des dunes

(1) Voir supra, n° 383.

sur le littoral maritime sont placés dans les attributions de notre ministre des finances et confiés à l'administration des forêts.

3. Les dispositions énoncées aux deux articles précédents recevront leur exécution à partir du 1^{er} juillet 1862.

4. Nos ministres d'État, des finances et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

397.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets (1).

15 juin 1862.

Routes impériales. — Entretien. — Envoi d'un état récapitulatif des dépenses d'entretien, pour l'exercice 1861, et instructions pour la rédaction des projets de budgets.

Monsieur le Préfet, depuis que l'administration a arrêté un mode uniforme pour la présentation des projets de budgets, et a prescrit à MM. les ingénieurs d'y faire figurer les résultats sommaires qu'a présentés l'exécution des travaux d'entretien, pendant l'exercice précédent, il est devenu plus facile de constater et de comparer entre eux les faits qui se produisent dans les divers départements. Un état général récapitulatif des documents fournis à ce sujet a été dressé pour 1861, afin de faciliter la tâche de l'administration, chargée de faire une répartition aussi équitable que possible des fonds annuels d'entretien. Il m'a paru utile de porter ces documents à la connaissance de MM. les ingénieurs. En examinant les résultats obtenus par leurs collègues, ils pourront se rendre compte plus facilement de ceux qu'il est possible de réaliser dans leur propre service. En reconnaissant les points sur lesquels leur service présente quelque anomalie, ils seront naturellement amenés à faire ressortir, dans leurs rapports à l'appui des projets de budgets, les circonstances locales dont l'influence explique les faits exceptionnels. Ces rapports acquerront ainsi plus de précision, et l'administration connaîtra mieux les exigences spéciales du service de chaque département.

Toutefois, Monsieur le Préfet, l'état que je vous adresse, pour l'exercice 1861, ne peut être considéré comme donnant des chiffres parfaitement exacts; l'examen et la comparaison des projets de budgets a prouvé que MM. les ingénieurs en chef ne suivent pas tous identiquement la même méthode pour remplir les colonnes de l'état joint à la circulaire n° 12, en date du 10 juin 1857. Il est donc utile de fixer, pour l'avenir, les points qui ont pu leur paraître douteux ou qui donnent lieu à quelque difficulté dans la rédaction des projets de budgets.

Dans plusieurs départements, il existe des zones empierrées le long des chaussées pavées; quelquefois l'accotement lui-même est empierré en totalité, et constitue une véritable chaussée, dont l'entretien est tout à fait distinct de celui de la chaussée principale. Néanmoins, il est évident que le développement de ces chaussées ne peut être compté à part, ce qui augmenterait indûment le nombre de kilomètres de routes

(1) Voir *supra*, nos 391 et 395.

à l'entretien. Elles doivent être considérées comme des dépendances des chaussées pavées, et la dépense qu'elles exigent sera comprise dans le chiffre inscrit à la colonne n° 21 des projets de budgets (*Dépense moyenne par kilomètre de chaussée pavée*), sauf à MM. les ingénieurs à mentionner cette circonstance et à donner les explications nécessaires à la colonne des observations.

Il arrive presque toujours que, dans les départements où il se trouve dans la chaussée d'empierrement une couche de fondation, cette couche présente de nombreuses lacunes et n'existe pas sur toute la longueur des chaussées. De là la nécessité de mentionner à la colonne n° 7 (*Épaisseur moyenne de la couche de fondation*), on a celle des observations, le nombre de kilomètres auxquels s'applique l'épaisseur indiquée. La même indication doit être donnée dans la ligne des moyennes au bas du tableau. On sent assez que, faute de ce renseignement, les nombres inscrits n'auraient aucune valeur.

Le chiffre de la colonne 11 (*Longueurs moyennes des stations de cantonniers*) ne doit s'appliquer qu'aux chaussées d'empierrement ; on fera donc abstraction, pour le calculer, des cantonniers employés à l'entretien des chaussées pavées ; mais on comprendra dans le calcul des moyennes les cantonniers chefs des routes empierrées.

Conformément aux indications déjà données à MM. les ingénieurs, le rapport de la main-d'œuvre aux matériaux (colonne 12) ne doit être établi que pour les chaussées d'empierrement, et s'obtiendra en divisant le nombre total de journées de cantonniers et auxiliaires par le cube des matériaux.

On doit donner, au bas de la colonne n° 22 (*Entretien des ouvrages d'art et travaux divers*), la somme totale de la dépense et non une moyenne calculée par kilomètre. On fera d'ailleurs abstraction de cette nature de dépenses dans l'établissement des chiffres de la colonne 24 (*Dépense moyenne par kilomètre et par 100 colliers*).

Les frais généraux s'appliquent à des dépenses de nature fort diverse. MM. les ingénieurs devront distinguer et mettre en relief les frais de personnel, comprenant les traitements fixes et les indemnités allouées aux divers agents, et, pour faciliter la comparaison des départements entre eux, ils donneront la proportion pour cent des frais généraux à la dépense d'entretien, telle qu'elle est inscrite dans la colonne n° 23, intitulée : *Crédits*. Ces divers renseignements seront facilement inscrits sur le verso du projet de budget, à l'article *Frais généraux*.

MM. les ingénieurs devront surtout ne pas perdre de vue :

1° Que les moyennes inscrites au bas des colonnes ne sont pas de simples moyennes arithmétiques ; qu'elles doivent être calculées en tenant compte des longueurs ou quantités auxquelles s'appliquent les chiffres partiels ;

2° Que l'état qu'ils ont à rédiger offre un moyen fort simple de vérification. En effet, pour une même ligne horizontale, les nombres des colonnes 4 et 5, multipliés respectivement par ceux des colonnes 20 et 21, donnent des produits qui, ajoutés entre eux et au nombre de la colonne 22, doivent reproduire, au moins approximativement, le chiffre de la colonne 23. Cette vérification devra toujours être faite, au moins pour les lignes récapitulatives correspondant aux *totaux* et *moyennes* ; et le résultat de ce calcul sera indiqué dans le rapport présenté par l'ingénieur en chef, à l'appui du projet de budget.

Je recommande à MM. les ingénieurs de se conformer exactement aux instructions qui précèdent.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs.

398.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

16 juin 1862.

Service hydraulique. — Exécution de la loi du 28 juillet 1860. — Substitution d'un état de situation trimestriel à un état de situation mensuel. — Instructions pour sa rédaction.

Monsieur le Préfet, aux termes de ma circulaire du 26 juillet 1861, MM. les ingénieurs sont appelés à me fournir, avant le 10 de chaque mois, un état des études et travaux en ce qui concerne l'exécution de la loi du 28 juillet 1860.

Il m'a paru qu'à l'avenir cet état mensuel pourrait être sans inconvénient remplacé par un état trimestriel. Je vous prie de donner avis de cette décision à M. l'ingénieur en chef de votre département et de lui faire part en même temps des observations suivantes :

L'état trimestriel sera établi comme l'était l'état mensuel conformément au modèle annexé à la présente circulaire. Toutefois, pour empêcher la confusion des matières qui, malgré les prescriptions de cette circulaire, s'était souvent glissée dans l'état mensuel, le compte trimestriel se composera de trois tableaux distincts relatifs, le premier aux marais, le second aux terres humides, le troisième aux terres incultes.

Dans chaque tableau, les affaires seront présentées dans l'ordre ci-après déterminé :

1° Projets à rédiger ou rédigés, mais non encore transmis au préfet ;

2° Projets transmis au préfet ;

3° Projets ajournés ou écartés par le préfet ;

4° Projets en cours d'exécution ;

5° Projets exécutés.

C'est la division qui a été adoptée par ma circulaire du 23 décembre dernier, pour le compte sommaire au 31 décembre 1861, des opérations relatives aux communaux.

Les chiffres seront totalisés dans chaque catégorie.

La seconde colonne d'observations vous sera réservée, Monsieur le Préfet, et vous voudrez bien y indiquer quelle suite a été donnée à chaque affaire, soit que vous l'ayez encore entre les mains avant d'en avoir donné communication au conseil municipal, soit que le conseil municipal ait adopté le projet, soit au contraire qu'il l'ait rejeté, et, dans ce dernier cas, je vous serai obligé de faire connaître si vous n'avez pas encore statué sur la délibération du conseil municipal ou si, ayant statué, vous avez maintenu ou abandonné le projet.

Enfin, on joindra aux tableaux susmentionnés une note sommaire rappelant :

Le nombre total des communes du département ;

Le nombre des communes où, après examen, la loi ne paraît pas applicable ;

Le nombre des communes où la loi semble susceptible d'application ;

Le nombre des communes qui n'ont encore été l'objet d'aucune étude.

Les états de situation trimestriels seront arrêtés par MM. les ingénieurs et par vous à la date des 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre. Vous voudrez bien prendre les mesures nécessaires pour qu'ils me parviennent avant le 10 du mois suivant.

J'attache beaucoup de prix, Monsieur le Préfet, à ce que les présentes instructions soient exactement observées. Je les recommande donc à votre attention particulière, et je vous prie de m'en accuser réception.

MINISTÈRE

DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

DIRECTION GÉNÉRALE

DES PONTS ET CHAUSSEES
ET DES CANTONS DE VIL.

DIVISION

du service hydraulique.

2^e BUREAU.

EXÉCUTION DE LA LOI

du 28 juillet 1860.

DÉPARTEMENT

d

* Selon la nature des terrains dont il
sera traité dans chacun des trois états
à fournir, l'astérisque sera remplacé
par l'une des indications suivantes :

Marais,
Terres humides,
Terres incultes.

Format 0-21 sur 0-31.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

17 juin 1862.

Personnel. — Conducteurs et agents secondaires des ponts et chaussées.
Allocations de fin d'année (exercice 1861).

Monsieur, les avancements accordés aux conducteurs des ponts et chaussées par suite des dernières propositions de fin d'année vous étant maintenant connus, je vous prie de vouloir bien rédiger et me transmettre immédiatement, par l'intermédiaire de M. le préfet, vos propositions d'indemnités en faveur des agents placés sous vos ordres.

Les propositions d'indemnités qui pourraient être présentées en faveur des ingénieurs, conducteurs faisant fonctions d'ingénieurs, gardes-mines, commissaires de surveillance des chemins de fer, officiers et maîtres de ports, devront faire l'objet d'états spéciaux et envoyés séparément (1).

MM. les ingénieurs en chef des services spéciaux devront, indépendamment de l'envoi fait par l'intermédiaire des préfets, adresser directement au ministère (division du personnel, 2^e bureau) un résumé de leurs propositions d'indemnités pour l'ensemble des départements compris dans leur service.

Les sommes proposées sur les fonds du Trésor devront, dans leur ensemble, ne pas dépasser le chiffre des indemnités allouées l'année dernière; quant au nombre d'agents proposés, il doit être réglé de manière que chaque gratification atteigne un chiffre assez important pour conserver le caractère de récompense que l'administration entend expressément y attacher (de 100 à 300 francs pour les conducteurs, de 75 à 200 francs pour les agents secondaires).

Vous trouverez ci-joints les états sur lesquels vous devrez présenter vos propositions. Ces états rappelleront, en regard du nom de chaque agent, les sommes allouées, soit exclusivement sur les fonds du département à titre de gratifications de fin d'année, soit sur les fonds du Trésor et sur ceux du département pour frais de déplacements, travail extraordinaire ou toute autre cause applicable à l'exercice 1861.

Je vous invite enfin à ne pas porter dans vos propositions d'indemnités des agents compris dans le travail d'avancement. Si des circonstances tout à fait exceptionnelles pouvaient motiver une dérogation à cette règle générale, la proposition devrait être faite séparément et appuyée d'un rapport spécial.

(1) Voir la circulaire du ministre des travaux publics en date du 16 mai 1862.

(1862)

375

DÉPARTEMENT

d

SERVICE

MINISTÈRE

DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

INSPECTION.

ALLOCATIONS DE FIN D'ANNÉE.

M.

INGÉNIEUR EN CHEF

A

EXERCICE 186 .

PROPOSITIONS d'indemnités présentées en faveur des conducteurs
et agents secondaires du service

, le

186 .

L'Ingénieur en chef,

1^{er} CONDUCTEURS.

Le nombre des conducteurs attachés au service est de

NOMS et CLASSE.	INDENNITÉS SUR LES FONDs du Trésor.		RAPPEL, pour mémoire, des sommes déjà reçues par les agents en dehors de leur traitement.	OBSERVATIONS.
	Proposées.	Accordées.		
			Gratifications de fin d'année sur fonds départementaux.	
			Frais de déplacements et indemnités de toute nature sur toute espèce de fonds.	

2^e AGENTS SECONDAIRES.

Le nombre des agents secondaires attachés au service est de

NOMS et CLASSE.	INDENNITÉS SUR LES FONDs du Trésor.		RAPPEL, pour mémoire, des sommes déjà reçues par les agents en dehors de leur traitement.	OBSERVATIONS.
	Proposées.	Accordées.		
			Gratifications de fin d'année sur fonds départementaux.	
			Frais de déplacements et indemnités de toute nature sur toute espèce de fonds.	

400.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

20 août 1852.

Service hydraulique. — Drainage. — Avis que le concours des ingénieurs pour les études et la surveillance des travaux peut être désormais accordé aux particuliers par décisions préfectorales.

Monsieur le Préfet, conformément à la décision impériale du 30 août 1854, MM. les ingénieurs du service hydraulique sont appelés à prêter gratuitement leur concours aux particuliers qui le réclament, soit pour les études et la rédaction des projets de drainage, soit pour la surveillance de l'exécution de ces projets. Ma circulaire du 27 février 1857 exige seulement que les demandes des intéressés soient préalablement soumises à mon approbation.

Cette formalité m'a été signalée, dans ces derniers temps, comme pouvant nuire au développement du drainage à raison des délais qu'elle entraîne.

En conséquence, j'ai décidé qu'à l'avenir les opérations d'études et de surveillance seraient autorisées par vous, sur l'avis des ingénieurs, toutes les fois que les crédits qui auront été ouverts à cet effet sur l'exercice courant permettront d'y faire face. Mais dès que ces crédits seront épuisés ou engagés jusqu'à concurrence de leur montant, vous voudrez bien, avant de statuer sur aucune demande, en référer à l'administration supérieure.

MM. les ingénieurs devront rappeler dans leur compte mensuel du chapitre relatif au drainage toutes les décisions préfectorales qui auront été prises à ce sujet, avec l'indication de la contenance du terrain auquel elles s'appliquent, et des renseignements sur la suite donnée à chaque affaire.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire, et d'en faire parvenir l'ampliation ci-incluse à M. l'ingénieur en chef.

401.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

28 août 1862.

Personnel. — Conducteurs et employés secondaires. — Nouveau règlement des frais de déplacement et de découcher.

Monsieur le Préfet, depuis quelque temps déjà l'attention de l'administration supérieure avait été appelée sur l'insuffisance des indemnités allouées aux conducteurs et autres agents inférieurs des ponts et chaussées, pour frais de déplacements et de découchers dans tous les cas où des nécessités de service les obligent à quitter momentanément leur résidence. Les tarifs de ces indemnités remontaient à l'année 1846, et ils n'étaient plus évidemment en rapport avec le prix actuel des choses nécessaires à la vie. Déjà pour certains services exceptionnels, par exemple pour ceux des chemins de fer en construction, ce tarif avait été augmenté ; il était nécessaire de géné-

raliser la mesure en la proportionnant aux exigences des divers services. J'ai chargé, en conséquence, une commission du conseil général des ponts et chaussées de procéder à la révision des tarifs de 1846. J'ai donné personnellement aux propositions de cette commission l'attention la plus sérieuse, et je viens d'arrêter les dispositions suivantes :

1° A l'avenir, les frais de déplacements des conducteurs et agents secondaires seront réglés ainsi qu'il suit, savoir :

Déplacements relatifs au drainage, aux recherches statistiques sur les cours d'eau, à la mise en valeur des terrains communaux et aux opérations géodésiques dans des contrées d'accès difficile, par jour, avec découcher :

Conducteurs.....	5 fr. 00
Employés secondaires.....	4 00

Déplacements pour toutes autres opérations et tournées, par jour, avec découcher :

Conducteurs.....	4 fr. 50
Employés secondaires.....	3 50

Par jour, sans découcher, mais à la condition d'un parcours à pied de 20 kilomètres au moins ou d'un stationnement de neuf heures sur un point éloigné de plus de 4 kilomètres de la résidence habituelle des agents :

Conducteurs.....	3 fr. 50
Employés secondaires.....	2 50

Lorsque les agents devront, sur l'ordre de leurs chefs, recourir à des moyens de transport rapides, pour se rendre à une distance d'au moins 4 kilomètres, il leur sera alloué des frais de voyage réglés comme il suit, par kilomètre :

Sur chemins de fer...	{ Conducteurs.....	0 fr. 10
	{ Employés secondaires.....	0 08

sauf réduction de 0^f 10^c à 0^f 025^c et de 0^f 08^c à 0^f 02^c, lorsque les agents jouiront, en vertu de permis délivrés par l'administration, de la libre circulation sur tout ou partie des lignes parcourues :

Sur routes de terre...	{ Conducteurs.....	0 fr. 20
	{ Employés secondaires.....	0 15

2° Lorsque les règlements partiels des frais alloués dans le courant d'une année au même conducteur ou agent excéderont 550 francs pour les conducteurs et 400 francs pour les employés secondaires, il en sera référé à l'administration supérieure.

3° Les indemnités attribuées aux conducteurs et aux employés secondaires par les circulaires du 14 juillet 1856 et du 14 février 1861, pour les opérations de drainage et de mise en culture des marais et terrains communaux, se confondront avec les allocations réglées ainsi qu'il est dit ci-dessus.

4° La disposition des décisions de 1846, qui prescrit de déduire trois découchers par mois, est abrogée.

5° Les instructions formulées dans la circulaire du 31 août 1852, pour le règlement et le paiement des indemnités de déplacements, continueront de recevoir leur exécution en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions nouvelles.

6° Les frais de déplacements alloués par abonnement aux conducteurs et agents du service de contrôle des chemins de fer cesseront d'être payés. Les frais relatifs à ce service seront, à l'avenir, réglés comme pour les autres services (1).

Les dispositions spéciales, adoptées en ce qui concerne les services des chemins de fer en construction et les travaux extraordinaires, continueront provisoirement d'avoir leur effet.

7° La présente décision recevra son application à partir du 4^{er} juillet dernier.

De l'application des nouveaux tarifs, il résultera, Monsieur le Préfet, une notable augmentation de dépense pour l'État, et, par contre, une amélioration très-sensible dans la rémunération des agents de l'administration. Il conviendra par-là même que MM. les ingénieurs veillent avec d'autant plus de soin à ce qu'il ne soit payé à chacun que ce qui lui est réellement dû. Je ne puis que rappeler à cet égard les recommandations contenues notamment dans la circulaire du 31 août 1852. Il est bien entendu, d'ailleurs, que les prix nouveaux doivent être considérés comme des maxima que MM. les chefs de service pourront réduire suivant les circonstances.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien m'accuser réception de cette circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les chefs de service.

402.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

14 novembre 1862.

Personnel. — Service de contrôle des chemins de fer concédés. — Nouveau règlement des frais de déplacement et de découcher. — Circulaire du 28 août 1862. — Instructions supplémentaires.

Monsieur le Préfet, l'application du nouveau mode de règlement des frais de déplacements et de découchers des conducteurs et agents secondaires des ponts et chaussées, tel qu'il est réglé par la circulaire du 28 août dernier, a présenté quelques difficultés en ce qui concerne les agents attachés au contrôle de l'exploitation des chemins de fer; pour ces agents, bien qu'étant fréquemment retenus toute une journée hors de leur domicile, ils ne sont assujettis que très-rarement à un stationnement de neuf heures sur un même lieu ou à un parcours à pied d'au moins 20 kilomètres, et dans ce cas, on s'est demandé s'ils pouvaient avoir droit à l'indemnité de déplacements sans découcher, fixée pour les conducteurs à 3 fr. 50 et à 2 fr. 50 pour les employés secondaires.

Après examen de cette question, il m'a paru qu'il serait peu équitable de ne pas tenir compte aux agents attachés au contrôle des chemins de fer des frais que les déplacements auxquels ils sont assujettis ne peuvent manquer de leur imposer dans certains cas, et j'ai en conséquence décidé qu'ils auraient droit aux indemnités de

(1) Une circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 20 septembre 1862, porte que cette disposition s'appliquera par analogie, à partir du 4^{er} juillet, aux gardes-mines attachés au service de contrôle et que les frais de ces agents seront calculés d'après le tarif adopté pour les conducteurs.

Voir la circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en date du 14 novembre 1862.

déplacement sans découcher, de 3 fr. 50 pour les conducteurs et de 2 fr. 50 pour les employés secondaires, toutes les fois qu'envoyés en tournée pour le service, ils resteront éloignés du lieu de leur résidence au moins neuf heures consécutives.

Je n'ai d'ailleurs pas besoin de rappeler, ainsi que l'indique très-explicitement la circulaire du 28 août 1862, que les allocations portées au tarif ne sont que des *maxima*, et que MM. les chefs de service ne doivent pas hésiter à les réduire suivant les circonstances.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef des services de contrôle.

403.

Circulaire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics aux préfets.

5 décembre 1862.

Comptabilité. — Décret du 31 mai 1862. — Exécution de l'article 46. — Instructions pour l'envoi des pièces constatant les reversements pour cause de trop payé.

Monsieur le Préfet, les articles 45 et 46 du décret réglementaire du 31 mai dernier sur la comptabilité publique, statuant sur les reversements effectués pour cause de dépenses indûment payées, disposent que le montant en peut être rétabli au crédit du service, sur la demande du ministre ordonnateur, jusqu'au 30 novembre de la seconde année de l'exercice, et que les demandes de rétablissement de crédits seront adressées au ministre des finances dans un délai de trois mois au plus tard, à partir de la date de chaque reversement.

Sous le régime de l'ordonnance du 31 mai 1838, il n'en était point ainsi; la demande de rétablissement pouvait être présentée sans que l'on fût tenu d'observer un délai quelconque eu égard à l'époque du reversement.

Il est donc nécessaire, Monsieur le Préfet, pour assurer l'exécution de ces nouvelles prescriptions, que les récépissés, ou, pour en tenir lieu, les déclarations constatant les reversements de l'espèce, me soient adressés immédiatement après chaque reversement.

En conséquence, je viens vous prier, Monsieur le Préfet, de prescrire dans vos bureaux, après vous être concerté, lorsqu'il y aura lieu, avec MM. les chefs de service sous-délégués, les dispositions nécessaires pour que tout retard soit évité dans l'envoi de ces pièces.

Vous ne perdrez pas de vue que le montant des sommes reversées serait inévitablement perdu pour le service, si les récépissés ou déclarations ne m'étaient pas transmis assez à temps, pour que je puisse adresser à M. le ministre des finances la demande de rétablissement des crédits dans les nouveaux délais prescrits.

Je crois devoir rappeler, à cet égard, que les récépissés ou les déclarations de versement devront, comme par le passé, contenir tous les renseignements énoncés dans la circulaire du 5 mars 1851.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs en chef des ponts et chaussées.

404.

Décret portant qu'à l'avenir les audiences des conseils de préfecture statuant sur les affaires contentieuses seront publiques.

30 décembre 1862.

NAPOLEON, etc.

ART. 1^{er}. A l'avenir, les audiences des conseils de préfecture, statuant sur les affaires contentieuses, seront publiques.

2. Après le rapport qui sera fait sur chaque affaire par un des conseillers, les parties pourront présenter leurs observations, soit en personne, soit par mandataire.

La décision motivée sera prononcée en audience après délibéré hors la présence des parties (1).

3. Le secrétaire général de la préfecture remplira les fonctions de commissaire du Gouvernement. Il donnera ses conclusions dans les affaires contentieuses.

Les auditeurs au Conseil d'État attachés à une préfecture pourront y être chargés des fonctions du ministère public.

4. En cas d'insuffisance du nombre des membres nécessaires pour délibérer, il y sera pourvu conformément à l'arrêté du 19 fructidor an ix et au décret du 16 juin 1808.

5. Il y aura auprès de chaque conseil un secrétaire-greffier nommé par le préfet et choisi parmi les employés de la préfecture.

6. Les comptes des receveurs des communes et des établissements de bienfaisance ne seront pas jugés en séance publique.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Les arrêtés du conseil de préfecture sont pris par défaut ou contradictoirement. Les arrêtés pris par défaut peuvent être l'objet d'une opposition devant le conseil, qui alors rend un jugement contradictoire (Conseil d'État, 24 mars 1818).

En matière de grande voirie, il n'y a pas de délai dans lequel cette opposition doit être formée; pour les contraventions en matière de police de roulage, l'opposition à un arrêté rendu par défaut doit être formée dans un délai de quarante jours (article 24 de la loi du 30 mai 1831).

Lorsqu'un arrêté rendu par défaut a reçu son exécution, il n'est plus susceptible d'opposition (Conseil d'État, 1^{er} août 1834, 13 avril 1842).

Le conseil de préfecture reçoit la tierce opposition à ses arrêtés contradictoires.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

		Tome.	Page.
1666, <u>février.</u>	Reglement général sur le domaine du Roy.....	I	1
1667, <u>décembre.</u>	Édict contenant l'ordre et le reglement que le Roy veut estre observé en la fonction et droicts de l'office de grand voyer.....	—	2
1669, <u>août.</u>	Ordonnance pour les eaux et forêts.....	—	5
1672, <u>décembre.</u>	Ordonnance concernant la juridiction des prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris.....	—	8
1681, <u>août.</u>	Ordonnance concernant la marine.....	—	14
1705, <u>26 mai.</u>	Arrêt du Conseil d'État contenant règlement pour l'alignement des ouvrages de pavé et la plantation des arbres sur les chemins.....	—	16
1720, <u>3 mai.</u>	Arrêt du Conseil d'État concernant la largeur et la plantation des routes.....	—	16
1721, <u>17 juin.</u>	Arrêt du Conseil d'État concernant les alignements des grands chemins, et la police pour leur conservation et liberté.....	—	18
1723, <u>27 juillet.</u>	Ordonnance portant défense aux mariniers et voituriers par eau d'endommager les ouvrages qui se font dans les rivières par ordre du Roi.....	—	19
1729, <u>18 juillet.</u>	Déclaration du Roi qui règle la procédure qui doit être faite au sujet des périls imminents par les officiers du Châtelet.....	—	19
1730, <u>18 août.</u>	Déclaration du Roi qui règle la procédure qui doit être faite au sujet des périls imminents par les trésoriers de France.....	—	21
1731, <u>6 août.</u>	Ordonnance qui défend d'enlever les pavés et autres matériaux des routes et de dégrader les chemins publics.....	—	23
1741, <u>14 mars.</u>	Arrêt du Conseil d'État portant règlement pour l'ouverture des carrières voisines des grands chemins.	—	24
1746, <u>8 mars.</u>	Arrêt du Conseil d'État ordonnant à tous propriétaires et possesseurs de moulins construits sur les ponts, de remettre leurs titres de propriété et leur défendant de faire aucuns ouvrages dans le lit des rivières et au pied des ponts.....	—	25
1755, <u>7 septembre.</u>	Arrêt du Conseil d'État portant règlement concernant les matériaux à prendre dans les endroits non clos pour l'usage des travaux des ponts et chaussées.....	—	25
1759, <u>16 décembre.</u>	Arrêt du Conseil d'État qui défend à tous pâtres et conducteurs de bestiaux de les conduire en pâturage, ou de les laisser se répandre sur le bord des grands chemins plantés d'arbres.....	—	27
1765, <u>27 février.</u>	Arrêt du Conseil d'État concernant les permissions de construire et les alignements sur les routes entretenues au frais du Roi.....	—	28

		Tome.	Page.
1772, 5 avril.	Arrêt du Conseil d'État portant règlement pour l'ouverture des carrières.....	1	29
1776, 6 février.	Arrêt du Conseil d'État qui fixe la largeur des différentes classes de routes.....	—	30
1777, 24 juin.	Arrêt du Conseil d'État portant règlement pour la navigation de la rivière de Marne et autres rivières et canaux navigables.....	—	32
1780, 20 mars.	Arrêt du Conseil d'État qui autorise les entrepreneurs de la construction de la nouvelle route d'Honfleur à Lisieux, ainsi que de celle de Lisieux à Caen, à prendre des pierres, grès, sables et cailloux nécessaires sur les terres, herbages, vignes, prés, etc., quelque fermés de clôtures de pierres sèches, de haies ou de fossés.....	—	35
1790, janvier.	Lettres patentes, sur un décret de l'Assemblée nationale, pour la constitution des assemblées primaires et des assemblées administratives.....	—	36
— 24 août.	Loi sur l'organisation judiciaire.....	—	37
— 11 septembre.	Proclamation du Roi sur un décret de l'Assemblée nationale faisant suite au décret concernant l'organisation judiciaire.....	—	37
— 14 octobre.	Proclamation du Roi sur un décret de l'Assemblée nationale qui règle différents points de compétence des corps administratifs.....	—	38
— 5 novembre.	Loi sur la désignation des biens nationaux à vendre; sur leur administration jusqu'à leur vente, etc....	—	38
1791, 27 mars.	Loi contenant des dispositions relatives à l'organisation des corps administratifs.....	—	39
— 27 juillet.	Loi relative à l'organisation d'une police municipale.....	—	39
— 28 juillet.	Loi relative aux mines.....	—	39
— 6 octobre.	Loi concernant les biens et usages ruraux et la police rurale.....	—	40
1792, 19 septembre.	Loi relative à la destruction des étangs marécageux.....	—	410
An II, 26 pluviôse.	Décret qui interdit la faculté de faire des saisies-arrests ou oppositions sur les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux nationaux.....	—	75
An III, 16 fructidor.	Loi qui défend aux tribunaux de connaître des actes d'administration.....	—	41
An IV, 26 ventôse.	Loi qui ordonne l'échenillage des arbres.....	—	42
— 22 germinal.	Loi qui autorise la réquisition des ouvriers pour les travaux nécessaires à l'exécution des jugements..	—	43
An V, 13 nivôse.	Arrêté du Gouvernement concernant la largeur des chemins de halage et de flottage, le long des cours d'eau navigables et flottables.....	—	43
An VI, 19 ventôse.	Arrêté du Gouvernement contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières navigables et flottables, et des canaux d'irrigation et de dessèchement.....	—	44
— 19 thermidor.	Instruction sur le mode d'exécution de l'article 9 de l'arrêté du Directoire exécutif du 19 ventôse an VI.	—	45
An VII, 13 brumaire.	Loi sur le timbre.....	—	47

An vii, 6 frimaire.	Loi relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables.....	I	48
— 14 frimaire.	Loi qui détermine le mode administratif des recettes et des dépenses départementales, municipales et communales.....	—	189
An vii, 22 frimaire.	Loi sur l'enregistrement.....	—	55
An viii, 22 frimaire.	Constitution de la République française.....	—	56
— 28 pluviôse.	Loi concernant la division du territoire de la République et l'administration.....	—	56
An ix, 21 ventôse.	Loi qui détermine la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics et des employés civils.....	—	57
An x, 14 floréal.	Loi relative aux contributions indirectes de l'an xi.....	—	57
— 29 floréal.	Loi relative aux contraventions en matière de grande voirie.....	—	57
An xi, 14 floréal.	Loi relative au curage des canaux et rivières non navigables, et à l'entretien des digues qui y correspondent.....	—	58
— 13 frimaire.	<i>Circulaire.</i> —Exécution de la loi du 29 floréal an x.....	—	59
An xii, 8 floréal.	Arrêté du Gouvernement relatif aux baux des droits des bacs et passages d'eau.....	—	60
— 7 fructidor.	Décret portant organisation du corps des ingénieurs des ponts et chaussées.....	—	61
— »	Code Napoléon.....	—	70
An xiii, 9 ventôse.	Loi relative aux plantations des grandes routes et des chemins vicinaux.....	—	71
— 3 messidor.	Avis du Conseil d'État sur le service du marcheplel le long des parties des fleuves et rivières où la navigation n'a lieu qu'à l'aide du flux et du reflux de la marée.....	—	7
— 14 fructidor.	<i>Circulaire.</i> —Enregistrement des procès-verbaux....	—	73
1806 »	Code de procédure civile.....	—	74
— 4 ^{re} juillet.	<i>Circulaire.</i> —Comptabilité. Oppositions qui peuvent être formées sur les entrepreneurs et adjudicataires de travaux publics.....	—	74
— 22 juillet.	Décret contenant règlement sur les affaires contentieuses portées au Conseil d'État.....	—	77
— 4 septembre.	<i>Circulaire.</i> —Personnel. Frais de voyage.....	—	83
— 12 septembre.	Décret ordonnant que les ingénieurs prêteront le serment de fidélité à l'Empereur.....	—	83
1807, 3 septembre.	Loi sur le taux de l'intérêt de l'argent.....	—	83
— 16 septembre.	Loi relative au dessèchement des marais, etc.....	—	84
1808, 22 janvier.	Décret qui déclare l'article 7 du titre XXVIII de l'ordonnance de 1669 applicable à toutes les rivières navigables.....	—	93
— 7 mars.	Décret qui fixe une distance pour les constructions dans le voisinage des cimetières hors des communes.....	—	93
— 8 juin.	<i>Circulaire.</i> —Ne pas traiter dans une même lettre ou rapport deux objets différents.....	—	94

1808, 10 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Les projets doivent être déposés aux archives de la préfecture, après l'exécution des travaux.....	I	94
—	Code d'instruction criminelle.....	—	95
1810	Code pénal.....	—	96
— 13 août.	Instruction sur l'administration générale des ponts et chaussées.....	—	100
— 18 août.	Décret relatif au mode de constater les contraventions en matière de grande voirie, etc.....	—	100
— 23 décembre.	Décret relatif à l'administration de la pêche dans les canaux, et des produits des francs-bords et plantations qui appartiennent à l'État.....	—	101
1811, 16 décembre.	Décret contenant règlement sur la construction, la réparation et l'entretien des routes.....	—	101
1812, 10 avril.	Décret qui applique aux travaux de navigation les mesures de police prescrites par le titre IX du décret du 16 décembre 1811.....	—	105
1813, 29 août.	Décret concernant le recouvrement et le versement des amendes en matière de grande voirie.....	—	105
1816, 8 août.	<i>Circulaire.</i> —Grande voirie. Nécessité de faire exécuter les règlements.....	—	106
— 8 août.	Modèle de procès-verbal de délit de grande voirie.....	—	108
— 8 août.	<i>Circulaire.</i> —Grande voirie. État des procès-verbaux de contraventions à adresser à l'administration tous les trois mois.....	—	111
— 12 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Formes à suivre pour la signification des arrêtés des conseils de préfecture et des décisions ministérielles.....	—	113
1817, 25 mars.	Loi sur les finances.....	—	114
— 12 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Règlement des indemnités à accorder aux ingénieurs, à raison des travaux des routes départementales.....	—	114
1818, 15 mai.	Loi sur les finances.....	—	116
1819, 12 février.	Avis du Conseil d'État sur la loi du 26 pluviôse an IV, qui interdit provisoirement la faculté de faire des saisies-arrêts ou oppositions sur les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux nationaux.....	—	75
1820, 7 juin.	<i>Circulaire.</i> — Mesures arrêtées pour faciliter le paiement de la portion des amendes accordée aux agents qui ont constaté les contraventions.....	—	117
1821, 21 février.	<i>Circulaire.</i> — Changements de pentes dans les traverses des villes qui font partie des routes royales.....	—	118
1822, 23 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Les travaux réellement urgents peuvent seuls être exécutés sans autorisation préalable; règles à suivre à cet égard.....	—	119
1823, 28 août.	Avis du Conseil d'État concernant le mode d'exercer des actions judiciaires à soutenir par l'État ou à intenter contre lui.....	—	119
1824, 28 juillet.	Loi relative aux droits à payer pour chômage des moulins et l'emplacement des bois.....	—	121
1825, 12 mai.	Loi concernant la propriété des arbres plantés sur le		

	sol des routes royales et départementales, et le curage et l'entretien des fossés qui bordent ces routes.....	I	121
1825, 23 septembre.	Ordonnance relative aux formalités qui doivent précéder la concession des relais de mer, alluvions et autres objets dépendant du domaine public....	—	122
1827, 17 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Routes. Curage et entretien des fossés; service des cantonniers.....	—	122
— 31 juillet.	Code forestier.....	—	220
— 1 ^{er} août.	Ordonnance relative à l'exécution du Code forestier.	—	219
— 9 octobre.	Instruction relative aux ventes des objets mobiliers d'une faible valeur, provenant du service des routes royales.....	—	124
1828, 19 février.	<i>Circulaire.</i> — Instruction relative aux mesures à prendre lorsqu'un chemin communal est converti en grande route.....	—	125
— 1 ^{er} juin.	Ordonnance relative aux conflits d'attributions entre les tribunaux et l'autorité administrative.....	—	127
1829, 15 avril.	Loi relative à la pêche fluviale.....	—	129
— 10 mai.	Ordonnance relative aux travaux des ponts et chaussées, à la répartition des fonds d'entretien, à l'approbation des projets, aux adjudications.....	—	140
1830, 29 mai.	Ordonnance relative à l'abatage des arbres plantés sur les routes royales et départementales et à l'exécution des travaux de ces dernières routes.....	—	143
— 22 juin.	<i>Circulaire.</i> — Ordonnance du 29 mai 1830; instruction sur son exécution.....	—	144
— 15 novembre.	Ordonnance relative à la pêche.....	—	145
1831, 29 janvier.	Loi portant règlement du budget définitif de l'exercice 1828.....	—	146
— 12 mars.	Ordonnance.... sur le mode de décision des affaires contentieuses et des conflits, etc.....	—	147
— 18 mars.	Ordonnance sur la délivrance des arbres des grandes routes pour le service de l'artillerie.....	—	148
— 18 avril.	Loi.... sur l'enregistrement des mutations concernant les communes, départements et établissements publics, etc.....	—	148
— 31 mai.	Ordonnance sur l'organisation des employés des douanes en brigades armées.....	II	32
1832, 21 avril.	Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1832.....	I	149
1833, 20 janvier.	<i>Circulaire.</i> — Produits accessoires des canaux et des rivières canalisées.....	—	149
— 25 août.	<i>Circulaire.</i> — Nouveau cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs... Clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs.....	—	151 152
— 31 août.	<i>Circulaire.</i> — Envoi d'un modèle de devis général d'entretien des routes.....	—	159
— 12 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Ouvrages en charpente, Peinture et		

		Tome.	Page.
	goudronnage.....	I	161
1834, 18 février.	Ordonnance portant règlement sur les formalités des enquêtes relatives aux travaux publics.....	—	162
1835, 10 février.	Circulaire. — Envoi d'un nouveau règlement pour le service des cantonniers.....	—	164
— 10 février.	Règlement pour le service des cantonniers employés à l'entretien des routes.....	—	165
— 15 février.	Ordonnance qui modifie celle du 18 février 1834, relative aux enquêtes pour les entreprises d'utilité publique.....	—	163
— 25 février.	Circulaire. — Exemption des droits de navigation pour les matériaux employés aux travaux qui s'exécutent par voie de régie.....	—	172
— 20 mars.	Loi portant qu'aucune route ne pourra être classée au nombre des routes départementales sans que le vote du conseil général ait été précédé d'une enquête.	—	173
— 22 mars.	Ordonnance relative aux terrains acquis pour des travaux d'utilité publique, et qui n'auraient pas reçu ou ne recevraient pas cette destination....	—	173
— 15 avril.	Circulaire. — Poteaux indicateurs des routes.....	—	174
— 20 juillet.	Circulaire. — Modification de l'article 9 du règlement pour le service des cantonniers.....	—	169
— 30 juillet.	Circulaire. — Observations sur une disposition de l'article 6 du nouveau règlement des cantonniers.	—	175
— 17 août.	Circulaire. — Instruction sur le mode d'exécution de l'article 53 de la loi du 16 septembre 1807.....	—	175
1836, 18 janvier.	Circulaire. — Envoi des formules d'un projet de routes et des tables de déblais et de remblais.....	—	176
— 30 avril.	Circulaire. — Instructions relatives à l'équipement des cantonniers.....	—	178
— 20 mai.	Loi relative aux portions de routes royales délaissées par suite de changement de tracé ou d'ouverture d'une nouvelle voie.....	—	190
— 21 mai.	Loi sur les chemins vicinaux.....	—	179
— 15 juin.	Circulaire. — Formules relatives à la rédaction des projets de route.....	—	183
— 9 juillet.	Loi relative aux droits de navigation intérieure....	—	184
— 15 octobre.	Ordonnance relative aux droits de navigation intérieure.	—	185
— 20 octobre.	Circulaire. — Changement de direction de traverses de villes ou villages. Ce changement doit être soumis à l'enquête prescrite par le titre 1 ^{er} de la loi du 7 juillet 1833.....	—	185
— 4 décembre.	Ordonnance portant règlement sur les marchés passés au nom de l'État.....	—	186
1837, 18 juillet.	Loi sur l'administration municipale.....	—	188
— 20 septembre.	Circulaire. — Cession, par voie d'échange, de terrains devenus inutiles aux routes, canaux, etc....	—	189
»	Instruction du directeur de l'enregistrement et des domaines sur le même sujet.....	—	190
1838, 22 janvier.	Circulaire. — Mesures à prendre pour prévenir les accidents lors de la débâcle.....	—	192

1838, 10 mai.	Loi sur les attributions des conseils généraux et des conseils d'arrondissement.....	I 493
1839, 25 avril.	<i>Circulaire.</i> — Instructions sur les méthodes à suivre pour l'entretien des routes.....	— 104
1840, 6 juin.	Loi qui modifie celle du 15 avril 1829, sur la pêche fluviale.....	— 130
— 16 juillet.	Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1841.....	— 203
— 5 août.	Ordonnance concernant les pensions de retraite des ingénieurs.....	— 203
— 26 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Expropriation. Instructions sur l'article 56 de la loi du 7 juillet 1833.....	— 203
— 28 octobre.	Ordonnance concernant les adjudications du droit de pêche à exercer, au profit de l'État, dans les fleuves, rivières, etc.....	— 205
— 22 décembre.	Ordonnance relative à la pêche dans le Rhin.....	— 216
1841, 31 mars.	<i>Circulaire.</i> — Amélioration de la pêche et des franges des canaux et rivières canalisées.....	— 205
— 3 mai.	Loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.	— 206
— 25 juin.	Loi concernant les lacunes des routes départementales.	— 218
— 30 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Extraction de matériaux dans les bois soumis au régime forestier.....	— 219
— 8 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Instruction pour l'exécution des articles 16 et 18 de l'ordonnance royale du 31 mai 1838, sur la comptabilité publique.....	— 221
— 14 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Renseignements demandés pour la formation d'un tableau général des marchés de 50,000 francs et au-dessus, passés en 1841.....	— 222
1842, 28 février.	Ordonnance qui modifie celle du 15 novembre 1830, en ce qui concerne la pêche des allettes.....	— 225
— 23 mars.	Loi relative à la police de la grande voirie.....	— 225
— 24 mai.	Loi relative aux portions de routes royales délaissées par suite de changement de tracé ou d'ouverture d'une nouvelle route.....	— 225
— 26 août.	<i>Circulaire.</i> — Érection de trois cents mairies; demande d'un état de proposition.....	— 226
— 26 août.	<i>Circulaire.</i> — Idem.....	— 226
— 21 novembre.	Instruction relative à la propriété du sol des routes départementales.....	— 27
1843, 19 mai.	<i>Circulaire.</i> — Enregistrement et timbre des actes d'acquisition des terrains destinés aux grandes lignes de chemins de fer.....	— 227
— 4 juin.	Ordonnance qui fixe la clôture de l'exercice au 31 mai de la deuxième année, pour la liquidation et l'ordonnement des dépenses départementales, et au 30 juin pour les paiements.....	— 228
— 27 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Timbre et enregistrement des actes d'acquisition des terrains destinés aux travaux publics. Instructions complémentaires de la circulaire du 19 mai 1843.....	— 228

1843, 9 août.	<i>Circulaire.</i> — Estimation des terrains à acquérir pour les travaux d'utilité publique. Communications officielles à donner par l'administration de l'enregistrement et des domaines.....	I 229
1844, 20 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Expropriations. Règlement des indemnités par le jury. Instructions pour l'exécution de l'article 37 de la loi du 3 mai 1841.....	— 250
1845, 29 avril.	Loi sur les irrigations.....	— 232
— 7 juin.	Loi concernant la répartition des frais de construction des trottoirs.....	— 252
— 15 juillet.	Loi sur la police des chemins fer.....	— 253
— 25 septembre.	<i>Circulaire.</i> — L'extrait du cahier des charges, joint au mandat de premier à-compte délivré à un entrepreneur, doit toujours contenir la clause relative au cautionnement à fournir.....	— 237
— 24 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Instructions sur les plans d'alignements.....	— 238
— 29 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Instructions sur le paiement des dépenses en régie.....	— 231
1846, 20 août.	<i>Circulaire.</i> — Indemnités ordinaires et extraordinaires à accorder aux ingénieurs des ponts et chaussées, pour le service des routes départementales.....	— 262
— 30 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Construction et rectification de routes. Invitation de produire un tableau de la circulation à l'appui de chaque projet.....	— 265
— —	<i>Circulaire.</i> — Ponts suspendus établis par voie de concession de péage. Invitation de produire un état constatant les visites annuelles.....	— 265
— 15 novembre.	Ordonnance portant règlement d'administration publique, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer.....	— 258
— 5 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Routes départementales. Timbre et enregistrement des contrats amiables. Nécessité de désigner les terrains dans un arrêté préfectoral.....	— 259
1847, 7 mai.	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Observations sur l'établissement des dépenses et la justification des paiements.....	— 260
— 22 mai.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Instruction relative aux études à faire au travers des bois soumis au régime forestier.....	— 260
— 12 juin.	<i>Circulaire.</i> — Acquisition de terrains. Recommandation d'éviter les prises de possession avant paiement des indemnités.....	— 261
— 7 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Instructions relatives aux examens des candidats à l'emploi de conducteur des ponts et chaussées. Envoi d'un programme.....	— 262
— 11 juillet.	Loi sur les irrigations.....	— 264
1848, 5 février.	Ordonnance apportant diverses modifications à l'organisation du corps des ponts et chaussées.....	— 265
— 29 août.	<i>Circulaire.</i> — Remise à l'administration des domaines des terrains devenus inutiles au service des ponts et chaussées et des arbres déperissants.....	— 266
— 15 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Grande voirie. Le défaut de timbre et d'enregistrement des procès-verbaux n'entraîne pas	

	nécessairement leur nullité.....	I	266
1848, 8 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Décomposition des dépenses de personnel imputées sur les fonds des chapitres 11, 12, 13 et 14.	—	267
— 15 décembre.	Arrêté relatif aux secours à accorder aux ouvriers des travaux publics en cas d'accidents.....	—	269
1849, 20 mars.	<i>Circulaire.</i> — Interdiction du travail le dimanche et les jours fériés, pour les ouvriers employés à la journée au compte de l'administration.....	—	270
— 18 mai.	<i>Circulaire.</i> — Délégation donnée aux sous-préfets pour délivrer les alignements partiels.....	—	271
— 23 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Secours à accorder aux ouvriers des travaux publics en cas d'accidents. Exécution de l'article 9 de l'arrêté du 15 décembre 1848.....	—	272
— 24 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Exécution de la loi sur le timbre en ce qui concerne les pétitions.....	—	273
	Instruction de l'administration de l'enregistrement et des domaines relative au timbre des pétitions..	—	274
— 28 septembre.	Règlement spécial sur la comptabilité du ministère des travaux publics.....	—	275
— 4 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Modifications apportées dans la forme des certificats de réimputation.....	—	284
— 10 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Entretien des parties de routes pour lesquelles des projets de rectification sont étudiés. Entretien des traverses. Instructions.....	—	286
— 10 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Inventaire des instruments de précision.	—	287
— 30 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Fixation de la saillie des balcons et de leur hauteur. Jurisprudence de la Cour de cassation sur les droits des propriétaires riverains....	—	291
— 29 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Envoi du règlement spécial sur la comptabilité du ministère des travaux publics, en date du 28 septembre 1849.....	—	295
— 24 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Dispositions de comptabilité concernant les budgets départementaux de 1850, et la sous-délégation aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées, des crédits affectés aux services des routes départementales.....	—	305
— 27 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Règlement des alignements. Formalités d'enquête. Nouveau résumé sur les justifications à reproduire.....	—	312
1850, 14 janvier.	Programme pour la rédaction des projets.....	—	314
— 23 janvier.	Instruction relative aux cessions de terrains retranchés de la voie publique par suite d'alignements..	—	321
— 31 janvier.	<i>Circulaire.</i> — Esortement. Interprétation de l'article 3 (titre XXVIII) de l'ordonnance des eaux et forêts du mois d'août 1669.....	—	324
— 11 février.	<i>Circulaire.</i> — Délégation donnée aux sous-préfets pour passer les actes de cessions et d'acquisitions de terrains, par suite d'alignements, dans le cas prévu par la circulaire du 18 mai 1849.....	—	324
— 27 février.	Loi relative aux commissaires et sous-commissaires préposés à la surveillance des chemins de fer ...	—	325

		Tome. Page.
1850, 28 février.	<i>Circulaire.</i> — Frais fixes des ingénieurs.....	I 327
— 14 mars.	<i>Circulaire.</i> — Envoi de la collection des modèles applicables à la comptabilité des routes départementales.....	— 328
— 16 mars.	<i>Circulaire.</i> — Instruction pour l'exécution du règlement du 28 septembre 1849.....	— 329
— 10 avril.	<i>Circulaire.</i> — Emploi de l'oxyde de zinc dans le service des ponts et chaussées.....	— 334
— 15 avril.	Arrêté déterminant les attributions des différents fonctionnaires préposés au contrôle et à la surveillance des chemins de fer.....	— 334
— 15 mai.	Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1850.....	— 335
— 24 mai.	<i>Circulaire.</i> — Ponts suspendus. Invitation de procéder aux visites et vérifications que commande la sécurité publique.....	— 335
— 12 juin.	<i>Circulaire.</i> — Dispositions relatives aux travaux intéressant à la fois plusieurs services.....	— 337
— 18 juin.	Loi qui crée, sous la garantie de l'Etat, une caisse des retraites ou rentes viagères pour la vieillesse..	— 339
— 27 juin.	Instruction relative au droit d'enregistrement sur les prestations de serment des agents voyers et des cantonniers chefs des ponts et chaussées.....	— 341
— 5 juillet.	Loi sur l'admission et l'avancement dans les fonctions publiques.....	— 342
— 15 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Mode à suivre pour la justification des augmentations de dépenses.....	— 342
— 9 août.	<i>Circulaire.</i> — Plantation des routes. Instructions...	— 345
— 9 août.	<i>Circulaire.</i> — Routes nationales. Moyen de tirer parti des excédants de largeur.....	— 348
— 11 août.	Décret qui abrège de deux mois la durée des exercices. (Dépenses du Trésor.).....	— 354
— 14 août.	<i>Circulaire.</i> — Ponts suspendus. Visites et épreuves extraordinaires. Maintien de la circulaire du 24 mai. Instructions.....	— 350
— 8 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Instruction sur le mode de transmission des bordereaux mensuels de paiement.....	— 351
— 2 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Routes. Plans itinéraires. Envoi d'un modèle. Instructions.....	— 352
— 28 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Instruction pour l'exécution du décret du 11 août 1850 qui abrège de deux mois la durée des exercices. (Dépenses du Trésor.).....	— 354
— 29 novembre.	Loi sur la correspondance télégraphique privée.....	— 356
— 30 novembre.	Loi relative à l'admission des conducteurs des ponts et chaussées dans le corps des ingénieurs.....	— 357
— 23 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Mesures prescrites pour assurer la régularité du paiement des mandats délivrés par les ingénieurs en chef.....	— 357
1851, 5 mars.	<i>Circulaire.</i> — Instructions concernant les reversements et les réimputations.....	— 358

1851, 10 mars.	Routes. Plans itinéraires. Dispositions relatives à l'achat du papier qu'ils exigent.....	I	361
— 25 mars.	Circulaire. — Missions des Elèves des ponts et chaussées. Demandes de renseignements au sujet des missions de 1851.....	—	362
— 30 mai.	Lol sur la police du roulage et des messageries publiques.....	—	363
— 17 juin.	Circulaire. — Plantations. Envoi d'un modèle de devis et d'instructions.....	—	363
	Instruction pour les plantations à faire sur les routes nationales.....	—	370
— 27 juin.	Circulaire. — Tournées de MM. les inspecteurs divisionnaires. Tableaux destinés aux comptes de ces tournées.....	—	384
— 27 juin.	Circulaire. — Compte des tournées d'inspection....	—	385
— 4 juillet.	Circulaire. — Marche à suivre pour affranchir du timbre les pièces concernant les dépenses qui n'excèdent pas dix francs.....	—	387
— 23 juillet.	Circulaire. — Instructions concernant : 1° les demandes des entrepreneurs tendant à obtenir des indemnités par voie gracieuse; 2° l'exécution de l'article 7 du cahier des clauses et conditions générales.....	—	388
— 26 juillet.	Programme d'examen pour l'admission à l'emploi de conducteur auxiliaire des ponts et chaussées..	—	390
— 1 ^{er} août.	Circulaire. — Autorisation de faire imprimer les tableaux d'inspection.....	—	394
— 13 octobre.	Décret portant organisation du corps des ponts et chaussées.....	—	394
— 22 octobre.	Circulaire. — Secours à accorder aux ouvriers des travaux publics, en cas d'accidents.....	—	402
— 23 octobre.	Circulaire. — Instructions pour le règlement des usines sur cours d'eau.....	—	403
	Programme pour la rédaction des pièces nécessaires à l'instruction des règlements d'eau.....	—	413
— 25 octobre.	Circulaire. — Instructions pour l'exécution du règlement du 28 septembre 1849.....	II	1
— 5 novembre.	Circulaire. — Routes nationales. Invitation de produire annuellement deux tableaux indicatifs : 1° des terrains devenus inutiles au service de la grande voirie; 2° des parcelles dont les propriétaires riverains ont été dépossédés au profit de la voie publique.....	—	21
— 10 novembre.	Circulaire. — Interdiction du travail le dimanche et les jours fériés.....	—	22
— 20 novembre.	Circulaire. — Personnel. Dispositions relatives aux congés.....	—	23
1852, 10 janvier.	Arrêté relatif à la nomination et à la révocation des cantonniers.....	I	105
— 21 février.	Décret sur la fixation des limites de l'inscription maritime dans les fleuves et rivières affluant à la mer, et sur le domaine public maritime.....	II	25

		Tom. Page.
1852, 25 mars.	Décret sur la décentralisation administrative.....	II 26
— 28 mars.	Décret portant modification des dispositions des décrets d'organisation du corps des ponts et chaussées et du corps des mines, relatives à la fixation des cadres.....	— 27
— 31 mars.	Décret concernant le traitement des inspecteurs divisionnaires.....	I 396
— 5 mai.	Circulaire. — Instructions au sujet du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, en ce qui concerne les communes et les établissements de bienfaisance.....	II 38
— 15 mai.	Circulaire. — Ponts suspendus. Mesures de précaution contre les chargements excessifs.....	— 30
— 4 juin.	Décret concernant les agents assermentés, salariés par l'Etat ou par les communes, requis par l'autorité militaire pour être employés à l'intérieur comme auxiliaires de la force publique, pour le maintien de l'ordre.....	— 32
— 27 juillet.	Circulaire. — Instruction relative à l'exécution du décret du 25 mars 1852, en ce qui concerne les usines sur cours d'eau.....	— 33
— 28 juillet.	Circulaire. — Instruction sur la tenue des bureaux des ingénieurs.....	— 36
	Instruction sur la tenue des bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées.....	— 40
— 9 août.	Circulaire. — Routes nationales. Entretien des plantations. Instructions.....	— 50
	Instruction pour l'entretien des plantations.....	— 51
— 9 août.	Circulaire. — Ponts communaux. Précautions à prendre contre les chargements excessifs. Invitation d'appliquer à ces ponts les prescriptions de la circulaire de M. le ministre des travaux publics, en date du 15 mai 1852.....	— 57
— 10 août.	Règlement d'administration publique, en exécution de la loi du 30 mai 1851, sur la police du roulage et des messageries publiques.....	— 57
— 20 août.	Circulaire. — Plans d'alignements des traverses. Format. Instructions.....	— 65
— 21 août.	Circulaire. — Instructions sur la comptabilité des exercices clos.....	— 66
— 23 août.	Circulaire. — Ponts suspendus. Concessions. Envoi d'un nouveau modèle de cahier des charges.....	— 70
— 25 août.	Circulaire. — Police du roulage. Envoi d'un nouveau règlement d'administration publique. Instructions.....	— 70
— 31 août.	Circulaire. — Tournées des conducteurs et des agents inférieurs. Frais de découchers et de déplacements alloués aux conducteurs et piqueurs.....	— 79
— 31 août.	Circulaire. — Envoi d'un nouveau modèle de cahier des charges et d'instructions pour le service des bacs.....	— 82
— 23 septembre.	Circulaire. — Solutions diverses relatives à l'exécution du règlement de comptabilité du ministère de l'intérieur, en date du 30 novembre 1849.....	— 88

1852, 4 octobre.	Décret qui règle le costume officiel des fonctionnaires, employés et agents dépendant du ministère des travaux publics.....	II	90
— 5 octobre.	Circulaire. — Personnel. Abrogation des décrets du 13 mars et 12 août 1848, relatifs au cumul.....	—	92
— 12 décembre.	Sénatus-consulte sur la Liste civile et la dotation de la Couronne.....	—	181
— 14 décembre.	Circulaire. — Personnel. Costume officiel.....	—	93
— 16 décembre.	Circulaire. — Projets des routes départementales. Il y a lieu de les soumettre à l'approbation de l'administration centrale.....	—	314
— 25 décembre.	Décret promulguant un sénatus-consulte portant interprétation et modification de la constitution du 14 janvier 1852.....	—	95
1853, 17 janvier.	Circulaire. — Secours aux ouvriers blessés en cas d'accidents. Modèle d'état.....	—	95
— 26 mars.	Circulaire. — Expropriations. Publications prescrites par l'article 15 de la loi du 3 mai 1841.....	I	210
— 18 mai.	Circulaire. — Tournées annuelles d'inspection. Instructions aux inspecteurs divisionnaires des ponts et chaussées.....	II	97
— 6 juin.	Circulaire. — Travaux publics extraordinaires. Imputation sur l'exercice courant des créances d'exercices clos non comprises dans les comptes.....	—	98
— 9 juin.	Loi sur les pensions civiles.....	—	99
— 21 juin.	Circulaire. — Routes. Adoption d'un système uniforme de bornage.....	—	107
— 10 août.	Décret portant règlement d'administration publique concernant le classement des places de guerre et des postes militaires, et les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications.....	—	109
— 16 août.	Décret sur la délimitation de la zone frontière, l'organisation et les attributions de la commission mixte des travaux publics.....	—	115
— 17 août.	Décret qui règle l'organisation du personnel des agents inférieurs du service des ponts et chaussées.....	—	125
— 24 octobre.	Circulaire. — Propriétés privées. Obligations des ingénieurs lorsqu'ils ont à les occuper temporairement ou à la traverser.....	—	130
— 9 novembre.	Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles.....	—	131
— 22 novembre.	Circulaire. — Règlement d'alignements dans les traverses.....	—	137
— 21 décembre.	Circulaire. — Routes impériales. Plantations. Tenue du registre des plantations. Instructions.....	—	141
— 31 décembre.	Circulaire. — Chemins de fer. Instructions relatives au bornage.....	—	142
1854, 11 janvier.	Circulaire. — Instructions concernant les retenues pour pensions.....	—	144
— 25 janvier.	Circulaire. — Chemins de fer. Instructions relatives à		

		Tome.	Page.
	l'enquête à ouvrir sur les emplacements des stations	II	145
1854, 13 février.	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Recrutement militaire....	—	147
— 1 ^{er} mars.	Décret portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie.....	—	147
— 28 mars.	<i>Circulaire.</i> — Demande d'un compte moral mensuel. Envoi d'un modèle de tableau.....	—	150
— 31 mars.	<i>Circulaire.</i> — Pensions civiles. Retenues. Fonctionnaires et allocations qui doivent les subir. Dispositions générales.....	—	153
— 1 ^{er} mai.	<i>Circulaire.</i> — Pensions. Retenues. Fonctionnaires et employés payés sur des fonds autres que ceux du Trésor. Demandes de renseignements sur leurs rétributions.....	—	154
— 9 mai.	<i>Circulaire.</i> — Employés secondaires. Examens. Instructions.....	—	155
— 10 mai.	Décret relatif au règlement des honoraires et frais de déplacements dus aux ingénieurs des ponts et chaussées pour leur intervention dans les affaires d'intérêt communal ou privé.....	—	156
— 27 mai.	Décret relatif aux mandats exécutoires délivrés par les préfets pour frais et honoraires auxquels donnent lieu les travaux d'intérêt public exécutés à la charge des particuliers.....	—	159
— 10 juin.	Loi sur le libre écoulement des eaux provenant du drainage.....	—	159
— 17 juin.	Décret portant modification du titre des inspecteurs généraux et divisionnaires des ponts et chaussées..	I	395
— 4 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Routes Impériales. Réduction de la largeur à entretenir.....	II	160
— 27 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Instruction des affaires contentieuses.	—	162
— 11 août.	<i>Circulaire.</i> — Travaux mixtes. Exécution du décret du 16 août 1853.....	—	164
— 22 août.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Enquêtes. Forme dans laquelle MM. les ingénieurs du contrôle doivent produire leur avis. Envoi d'un modèle.....	—	166
— 15 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Approvisionnements du matériel pour la construction des voies. On demande de faire connaître la situation dans chaque rapport mensuel.....	—	169
— 23 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Routes départementales. Demande d'une situation annuelle. Envoi d'un tableau.....	—	169
— 16 décembre.	Décret réglant le costume officiel des directeurs de l'administration centrale, des inspecteurs généraux de 2 ^e classe des ponts et chaussées et des mines et des inspecteurs généraux des chemins de fer...	—	91
1854, 26 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Bordereau mensuel pour justifier l'imputation des mandats délivrés par les ingénieurs en chef.....	—	170
— 26 décembre.	Arrêté qui règle les frais de missions spéciales des fonctionnaires et agents des divers services dépendant du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	—	171

1855, 7 mars.	<i>Circulaire.</i> — Routes départementales. Demande d'un état des dépenses pour l'exercice 1854. Envoi d'un tableau.....	II 472
— 15 mars.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Approvisionnements de rails et autres matériaux pour les travaux de chemins de fer. Invitation d'adresser séparément l'état de situation de ces approvisionnements.....	— 473
— 28 avril.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Etats d'approvisionnements en rails, coussinets et autres matériaux. Envoi d'un modèle d'état.....	— 474
— 21 juin.	<i>Circulaire.</i> — Règlement pour la police de la navigation sur les canaux.....	— 476
	Modèle de règlement.....	— 478
— 30 août.	Décret abrogeant une disposition du décret du 13 octobre 1851, portant organisation du corps des ponts et chaussées.....	I 400
— 27 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Interprétation de l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845, et application aux chemins de fer de l'arrêt du conseil du 27 février 1765, concernant les alignements.....	II 487
1856, 12 janvier.	<i>Circulaire.</i> — Canaux et rivières canalisées. Amodiation des produits de la pêche. Cahier des charges.....	— 488
— 21 janvier.	<i>Circulaire.</i> — Routes impériales. Recommandations relatives à l'entretien.....	— 490
— 17 mars.	Décret portant modification des dispositions des décrets des 13 octobre 1851 et 28 mars 1852, relatives au cadre des conducteurs des ponts et chaussées..	— 493
— 25 mars.	<i>Circulaire.</i> — Contraventions. Mesures à prendre pour régulariser l'instruction des recours en grâce.....	— 493
— 3 mai.	<i>Circulaire.</i> — Compte du personnel. Des feuilles signalétiques individuelles sont substituées aux tableaux collectifs.....	— 495
— 8 mai.	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Ingénieurs et agents. Proposition d'avancement.....	— 496
— 20 mai.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Etudes et travaux. Signatures des pièces transmises à l'administration.....	— 496
— 24 juin.	<i>Circulaire.</i> — Règlements d'eau. Redevances; nécessité de fixer les époques des recouvrements.....	— 497
— 14 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Opérations relatives au drainage. Indemnités.....	— 498
— 17 juillet.	Loi sur le drainage.....	— 499
— 17 juillet.	Loi qui dispense de l'affirmation les procès-verbaux dressés par les brigadiers de gendarmerie et les gendarmes.....	— 201
— 14 août.	<i>Circulaire.</i> — Retenues pour pensions. Instructions concernant la manière dont elles doivent être relatées dans les mandats de paiement.....	— 204
— 17 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Expropriations. Exécution de l'article 13 de la loi du 3 mai 1844.....	— 202
— 27 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Agents inférieurs à employer en 1857.....	— 203

		Tome.	Page.
1856, 9 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Drainage. Ecoulement des eaux dans les fossés des chemins publics.....	II	204
— 20 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Agents inférieurs à employer en 1857.	—	205
— 22 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Routes. Plantations et communications électriques sur les routes. Instructions.....	—	205
1857, 2 février.	<i>Circulaire.</i> — Bacs. Interprétation de l'article 17 du cahier des charges.....	—	206
— 26 février.	<i>Circulaire.</i> — Travaux exécutés en vertu de lois spéciales. Comptes moraux.....	—	206
— 27 février.	<i>Circulaire.</i> — Drainage. Réponse à l'envoi d'un projet de budget.....	—	209
— 18 mars.	<i>Circulaire.</i> — Canaux et rivières canalisées. Navigation de nuit. Tarifs des indemnités à accorder aux éclusiers et pontonniers.....	—	209
— 25 mars.	Décret concernant les congés illimités à accorder aux ingénieurs.....	I	300
— 30 mars.	<i>Circulaire.</i> — Pensions. Congés. Certificats médicaux à produire à l'appui des demandes de pensions pour cause d'invalidité et des demandes de congé pour cause de maladies.....	II	211
— 27 avril.	<i>Circulaire.</i> — Routes départementales. Travaux d'entretien. Paiement des retenues de garantie. Modification de l'usage des clauses du devis général d'entretien.....	—	213
— 10 juin.	<i>Circulaire.</i> — Routes impériales. Entretien. Projet de budget.....	—	214
— 15 juin.	<i>Circulaire.</i> — Examen de conducteurs. Concours de 1857.....	—	216
— 6 août.	<i>Circulaire.</i> — Budgets départementaux. Dépenses facultatives. Avances de fonds pour les frais d'instruction relatifs aux affaires d'usines et autres entreprises analogues. Observations.....	—	215
— 7 août.	<i>Circulaire.</i> — Irrigations et usines. Instruction sur la marche à suivre à l'égard des demandes en révision des règlements existants.....	—	217
— 3 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Routes impériales. Projet de budget pour l'entretien en 1858. Instructions.....	—	218
— 5 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Règlement du 16 septembre 1843. Exécution de l'article 72 en ce qui concerne la déclaration de perte d'un mandat de paiement.	—	216
— 5 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Dépenses payables hors du chef-lieu du département. Les mandats concernant ces dépenses pourront être présentés pour le paiement aux caisses des receveurs des revenus indirects...	—	219
— 10 novembre.	Instruction concernant le mode de paiement du prix de vente des immeubles domaniaux.....	—	220
— 18 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Transport pour le compte des administrations publiques.....	—	221
1858, 21 février.	Décret portant modification au règlement d'administration publique du 10 août 1852, sur la police du roulage et des messageries publiques.....	—	222
— 26 février.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Épreuves des ponts		

	métalliques supportant les voies des chemins de fer.....	II	212
1858, 6 mars.	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Notes signalétiques. 1858.	—	213
— 9 mars.	<i>Circulaire.</i> — Modification du décret du 10 août 1852. Envoi d'un décret.....	—	214
— 28 mai.	Loi relative à l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations.....	—	216
— 10 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Routes et ponts. Modification de l'analyse des prix des projets. Modèle de soumission de travaux.....	—	217
	Modèle de soumission de travaux.....	—	218
— 19 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Règlement du 16 septembre 1843. Exécution de l'article 72. — Nouvelles dispositions relativement à la destination qu'il y a lieu de donner à la déclaration de perte d'un mandat.....	—	219
— 22 juillet.	Avis du Conseil d'État relatif à la propriété des terrains retranchés des routes impériales et départementales dans les traverses des villes et bourgs...	—	221
— 15 août.	Décret portant règlement d'administration publique, pour l'exécution de la loi du 28 mai 1858, sur les travaux de défense contre les inondations.....	—	229
— 25 août.	<i>Circulaire.</i> — Propriété des terrains retranchés des routes impériales et départementales dans les traverses des villes et bourgs. Transmission d'un avis du Conseil d'État.....	—	232
— 1 ^{er} septembre.	<i>Circulaire.</i> — Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 28 mai 1858, sur les travaux de défense contre les inondations.....	—	233
— 11 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Bacs. Mesures générales. Etendue du port des bacs.....	—	234
— 20 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Envoi d'un arrêté réglementaire sur les permissions de grande voirie.....	—	235
	Projet d'arrêté concernant les permissions de grande voirie.....	—	236
— 23 septembre.	Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858, en ce qui touche les prêts destinés à faciliter les opérations de drainage.....	—	246
— 28 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Défense des villes contre les inondations. Les pièces des enquêtes doivent être communiquées aux ingénieurs.....	—	248
— 2 octobre.	<i>Circulaire.</i> — Envoi d'un règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858, en ce qui touche les prêts destinés à faciliter les opérations de drainage.....	—	248
— 15 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Nivellement général de la France. Lignes de base. Envoi du dessin d'un repère métallique.....	—	252
— 25 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Drainage. Exécution de la circulaire du 2 octobre 1858. Registre d'ordre spécial aux affaires de drainage.....	—	253
— 18 décembre.	Arrêté portant augmentation des traitements et acces-		

	soires de traitements du personnel des ponts et chaussées en Algérie.....	II	254
1858, 30 décembre.	Arrêté portant augmentation des petits traitements..	—	255
1859, 25 janvier.	<i>Circulaire.</i> — Canaux et rivières canalisées. Amodiation du produit de la pêche. Modification de l'article 22 du cahier des charges.....	—	255
— 26 février.	<i>Circulaire.</i> — Augmentation des petits traitements. Instructions supplémentaires.....	—	256
— 19 avril.	Arrêté qui détermine les fonctionnaires ayant le droit de requérir la transmission gratuite de leurs dépêches par voie télégraphique.....	—	257
— 21 avril.	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Registres matricules et registres de notes.....	—	258
— 11 juin.	Loi qui détermine pour la Corse et pour l'Algérie les délais des instances devant le Conseil d'État et devant la Cour de cassation.....	I	78
— 16 juin.	<i>Circulaire.</i> — Routes et ponts. Modèle de soumission pour les adjudications de travaux.....	II	258
— 20 juin.	Instruction générale sur le service de la comptabilité des receveurs généraux et particuliers des finances, etc.....	—	259
— 13 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Drainage. Instructions sur l'intervention des ingénieurs dans les prêts de drainage, telle qu'elle est prescrite par l'article 3 du règlement d'administration publique du 23 septembre 1858. Modèle de demande de prêts.....	—	269 272
— 9 août.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Enquête des stations. Instructions.....	—	273
— 24 août.	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Examens de conducteurs..	—	273
— 6 octobre.	Avis du Conseil d'État relatif aux autorisations de prises d'eau dans les canaux navigables ou flottables....	—	274
— 20 octobre.	Instruction relative aux portions de terrains détachées, par voie d'alignement des routes impériales ou départementales, dans les traverses des villes, bourgs ou villages.....	—	275
— 8 décembre.	Avis du Conseil d'État relatif à la compétence des préfets en matière de syndicats.....	—	276
— 9 décembre.	Arrêté qui autorise les ingénieurs et agents des ponts et chaussées de tous grades à transmettre en franchise des dépêches relatives à la crue des cours d'eau.....	—	278
— 19 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Conducteurs et agents inférieurs des ponts et chaussées à autoriser pour 1860.	—	278
— 21 décembre.	Décret portant modification des dispositions des décrets d'organisation du corps des ponts et chaussées et du corps des mines, relatives à la fixation des traitements des conducteurs des ponts et chaussées et des gardes-mines.....	—	283
— 21 décembre.	Décret portant modification du décret d'organisation du personnel des agents inférieurs du service des ponts et chaussées (17 août 1853), en ce qui concerne la fixation des traitements.....	—	283

1859, 28 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Augmentation des petits traitements.....	II 284
— 30 décembre.	Instruction relative à la vente des terrains acquis pour des travaux d'utilité publique et qui sont restés sans emploi.....	— 285
— 31 décembre.	Avis du directeur du contentieux des finances sur le mode à suivre pour calculer les intérêts.....	— 286
— 31 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Grande voirie. Envoi de formules pour l'application des dispositions de l'arrêté réglementaire.....	— 288
1860, 26 janvier.	<i>Circulaire.</i> — Prises d'eau dans les canaux navigables ou flottables. Envoi d'un avis du Conseil d'État du 6 octobre 1859.....	— 290
— 10 février.	Arrêté portant augmentation des traitements et accessoires de traitements des conducteurs des ponts et chaussées en Algérie.....	— 290
— 20 avril.	<i>Circulaire.</i> — Chemins de fer. Forme à donner aux comptes moraux mensuels.....	— 291
— 11 juin.	<i>Instruction.</i> — Tenue des bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées. Suppression de papiers de comptabilité.....	— 292
— 20 juillet.	<i>Circulaire.</i> — Instruction des affaires contentieuses.....	— 295
— 28 juillet.	Loi relative à l'exécution des routes forestières.....	— 295
— 28 juillet.	Loi relative au reboisement des montagnes.....	— 296
— 28 juillet.	Loi relative à la mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes.....	— 298
— 6 août.	<i>Circulaire.</i> — Défense des villes contre les inondations. Comptes moraux. Envoi d'un modèle.....	— 300
— 25 août.	<i>Circulaire.</i> — Affaires mixtes. Adhésion immédiate des chefs de service à l'exécution des travaux.....	— 303
— 10 septembre.	<i>Circulaire.</i> — Loi du 14 juillet 1860. Instruction pour l'exécution des dispositions de l'article 7....	— 303
— 12 septembre.	Instruction concernant les perceptions.....	— 304
— 24 septembre.	Décret portant modification des dispositions des décrets d'organisation du corps des ponts et chaussées et du corps des mines, relatives aux services détachés.....	— 304
— 4 octobre.	Instruction relative au mode de paiement du prix de la vente des immeubles domaniaux.....	— 305
— 22 novembre.	Avis du Conseil d'État relatif à la propriété des terrains retranchés des routes en dehors des traverses des villes et bourgs.....	— 305
1861, 6 février.	Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 28 juillet 1860, relative à la mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes.....	— 306
— 14 février.	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Mise en valeur des marais et des terres incultes. Frais de déplacements....	— 311
— 6 mars.	<i>Circulaire.</i> — Etudes de chemin de fer.....	— 311
— 10 avril.	<i>Circulaire.</i> — Interdiction aux ingénieurs et aux conducteurs des ponts et chaussées de devenir	

	entrepreneurs ou concessionnaires de travaux publics et de se mettre au service d'un entrepreneur.	II	312
1861, 13 avril.	Décret qui modifie celui du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative.....	—	312
	Annexes du décret du 25 mars 1852, modifiées conformément au décret ci-dessus.....	—	314
— 27 avril.	Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes.....	—	318
— 30 avril.	Circulaire. — Versements à effectuer par les cantonniers à la caisse des retraites pour la vieillesse....	—	324
— 30 avril.	Arrêté portant règlement sur les versements à opérer à la caisse des retraites pour la vieillesse, par les cantonniers des divers services des travaux publics.....	—	326
— 6 mai.	Décret concernant la police des cours d'eau non navigables ni flottables.....	—	328
— 17 mai.	Instruction. — Permissons de grande voirie. Perception des droits de timbre.....	—	329
— 24 mai.	Circulaire. — Assainissement et mise en valeur des marais et terres incultes appartenant aux communes.....	—	329
— 3 juin.	Instructions relatives aux portions de terrains retranchées des routes impériales et provenant d'anciens chemins vicinaux.....	—	337
— 12 juin.	Loi relative à la caisse des retraites pour la vieillesse.	—	338
— 17 juin.	Circulaire. — La police, le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables sont placés dans les attributions du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	—	339
— 18 juin.	Circulaire. — Cantonniers. Retenues pour la caisse des retraites de la vieillesse. Instructions.....	—	340
— 22 juin.	Circulaire. — Indemnités départementales. Intervention du ministre des travaux publics dans la répartition de ces indemnités.....	—	342
— 24 juillet.	Circulaire. — Comptes moraux mensuels. Envoi d'un nouveau modèle.....	—	343
— 26 juillet.	Circulaire. — Assainissement et mise en valeur des marais et terres incultes des communes. Instructions.....	—	347
— 27 juillet.	Décret portant réglementation de la caisse des retraites de la vieillesse.....	—	348
— 5 août.	Circulaire. — Application du décret du 13 avril 1861 sur la décentralisation. Instructions.....	—	353
— 6 août.	Circulaire. — Chemins de fer. Comptes moraux mensuels. Envoi d'un nouveau modèle.....	—	354
— 9 août.	Instruction relative aux ventes d'objets mobiliers appartenant aux départements.....	—	358
— 4 octobre.	Instruction relative aux frais des ventes du mobilier de l'Etat.....	—	358
— 7 octobre.	Circulaire. — Personnel. Reboisement des montagnes.	—	359

1861, 11 décembre.	Décret portant augmentation des traitements des ingénieurs.....	II 360
— 20 décembre	<i>Circulaire.</i> — Personnel. Augmentation des traitements des ingénieurs.....	— 361
— 31 décembre.	Décret promulguant un sénatus-consulte portant modification des articles 4 et 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852.....	— 362
1862, 7 janvier.	Arrêté portant nouvelle fixation des traitements et accessoires de traitements des ingénieurs en Algérie.	— 362
— 31 février.	<i>Circulaire.</i> — Indications à donner aux receveurs des finances du noms des soumissionnaires de fournitures et travaux déclarés adjudicataires.....	— 363
— 8 mars.	<i>Circulaire.</i> — Publicité à donner aux adjudications de travaux publics.....	— 364
— 15 mars.	Décret qui modifie celui du 16 août 1853, sur la délimitation de la zone frontière et la compétence de la commission mixte des travaux publics.....	— 365
— 5 avril.	<i>Circulaire.</i> — Vente d'objets mobiliers au compte des départements. Concours des commissaires-priseurs.	— 367
— 29 avril.	Décret qui place : 1° dans les attributions du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, la surveillance, la police et l'exploitation de la pêche fluviale; 2° dans les attributions du ministre des finances, les travaux de fixation, d'entretien, de conservation et d'exploitation des dunes sur le littoral maritime.....	— 367
— 15 juin.	<i>Circulaire.</i> — Routes impériales. Envoi d'un état récapitulatif des dépenses d'entretien pour l'exercice 1861, et instructions pour la rédaction des projets de budgets.....	— 368
— 16 juin.	<i>Circulaire.</i> — Assainissement et mise en valeur des marais et terres incultes des communes. Substitution d'un état trimestriel à un état mensuel. Instructions pour sa rédaction; modèle d'état.....	— 370
— 17 juin.	<i>Circulaire.</i> — Allocations de fin d'année aux conducteurs et agents secondaires pour 1861; modèle d'état.....	— 374
— 20 août.	<i>Circulaire.</i> — Drainage. Le concours des ingénieurs pour les études et la surveillance des travaux peut être désormais accordé aux particuliers par décisions préfectorales.....	— 377
— 28 août.	<i>Circulaire.</i> — Nouveau règlement des frais de déplacement et de découcher des conducteurs et employés secondaires.....	— 377
— 14 novembre.	<i>Circulaire.</i> — Nouveau règlement des frais de déplacement et de découcher des conducteurs et employés secondaires. Instructions supplémentaires..	— 379
— 5 décembre.	<i>Circulaire.</i> — Exécution de l'article 46 du décret du 31 mai 1862. Instructions pour l'envoi des pièces constatant les versements pour cause de trop payé.	— 380
— 30 décembre.	Décret portant qu'à l'avenir les audiences des conseils de préfecture statuant sur les affaires contentieuses seront publiques.....	— 381



TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

NOTA. Le chiffre romain indique le volume ; le chiffre arabe indique la page.

ACCIDENTS. Voir Ouvriers blessés.

ACTIONS ANNALES. — Le possessoire et le pétitoire, I. 74.

ACTIONS JUDICIAIRES. — Formalités préliminaires aux actions à intenter par l'Etat, I. 38, 39, 120. — Contre l'Etat, 38, 39, 120. — Par les départements, 193. — Contre les départements, 194.

ADJUDICATIONS. Voir Marchés. — Publicité à donner aux adjudications de travaux publics, II. 364.

AFFAIRES CONTENTIEUSES. Voir Conseil de Préfecture, Conseil d'Etat. — Instruction de ces affaires, II. 162, 295.

AFFICHES. Voir Marchés.

AFFIRMATION. Voir Procès-verbaux de contravention.

AGENTS DE L'ADMINISTRATION. Voir Personnel.

AGENTS DE LA NAVIGATION. Voir Personnel, Serment. — Ils sont chargés de constater les contraventions en matière de grande voirie, I. 58. — Les agents inférieurs de la navigation sont nommés par les préfets, II. 27. — Organisation du personnel des agents inférieurs de la navigation intérieure, 127. Eclusiers, pontiers et autres agents attachés au service des ports maritimes de commerce, 129. Gardiens des phares et fanaux, 129.

AGENTS-VOYERS. — Ils sont nommés par les préfets, I. 181. — Ils doivent être assermentés, 181. — Quotité du droit d'enregistrement de la prestation de serment, 344. — Ils sont chargés de constater les contraventions en matière de police du roulage, 365.

ALIGNEMENTS. Voir Boleaux, Contraventions, Indemnités, Timbre, Voirie. — Règles à suivre pour les alignements le long des routes, I. 2, 28. — Récolement des alignements, 4; II. 24. — Cession de terrains aux riverains par voie d'alignement, I. 94; 176, 190, 321. — Interdiction de construire à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières, 93. — Délégation donnée aux sous-préfets pour délivrer les alignements partiels conformément au plan général approuvé, 271. — Application aux chemins de fer de l'arrêt du Conseil du 27 février 1765, II. 187.

Envoi d'un arrêté réglementaire sur les permissions de grande voirie, II. 235. — Projet d'arrêté, 236. — Forme des demandes, 237. — Constructions neuves, 237. — Constructions en saillie sur l'alignement, 239. — Saillies, 240. — Dispositions concernant les bales du rez-de-chaussée et l'accès des portes charretières, 241. — Ecoulement des eaux, 242. — Plantations, 244. — Conditions générales des autorisations, 244. — Mode de constatation des délits, 245. — Formules pour l'application des dispositions de l'arrêté réglementaire, 288. — Moyens de recouvrer les droits de timbre des expéditions des permissions de voirie, 304, 329.

ALLUVIONS. — Propriété des alluvions, îles et atterrissements, I. 70. — Formalités qui doivent précéder la concession des alluvions, 122.

AMENDES. Voir Contraventions. — Répartition des amendes entre les saisissants, les communes et le Trésor, I. 104, 105, 368; II. 267. — Mode de recouvrement des amendes, I. 105; II. 267. — Mesures arrêtées pour faciliter le paiement de la portion des amendes attribuées aux agents qui ont constaté les contraventions, I. 117. — Les amendes fixées par les anciens règlements peuvent être modérées; fixation de celles laissées à l'arbitraire du juge, 225.

ANTICIPATIONS. Voir Contraventions.

ARBRES. Voir Plantations.

- ARCHIVES.** Voir *Bureaux des ingénieurs*. — Les cartons destinés à renfermer les archives peuvent être acquis sur les fonds du service; mais ceux renfermant les papiers d'un usage habituel doivent être payés par les ingénieurs sur leurs frais fixes, II. 40.
- ASPIRANTS INGÉNIEURS DES PONTS ET CHAUMÉES.** Voir *Personnel*. — Service et résidence, I. 61. — Leurs fonctions, 61. — Répression des fautes contre la subordination ou l'exactitude du service, 64. — Frais de campagne, 66. — Suppression du grade d'aspirant, 265.
- AVANT-PROJETS.** Voir *Projets de travaux*.
- BACS.** Voir *Passages d'eau*.
- BALCONS.** Voir *Alignements*. — Fixation de la saillie des balcons et de leur hauteur au-dessus du sol, I. 294.
- BARRIÈRES DE OÛCEL.** Voir *Police du roulage*.
- BATAVIEUX.** Voir *Navigation, Rivières navigables et flottables*.
- BÂTIMENTS EN ÉTAT DE PÉRIL.** — Procédure qui doit être faite au sujet du bâtiment en état de péril, I. 19, 21. — A quoi l'on reconnaît les bâtiments en état de péril, 19. — Autorités qui peuvent en ordonner la démolition, 19, 37. — Refus de réparer ou de démolir ces bâtiments, 39, 99.
- BOIS NEUF, FLOTTÉ ET D'OUVRAGES.** — Autorisations diverses données aux marchands trafiquants desdites marchandises, afin de faciliter l'approvisionnement de Paris, I. 42. — Autorisation aux mêmes marchands de se servir des terres proches des rivières pour y déposer leurs bois, 43. — Quotité du droit à payer pour cette occupation, 121.
- BORDEREAU DES PRIX DES PROJETS.** Voir *Projets de travaux*. — Modification de l'analyse des prix des projets; son remplacement par un bordereau, II. 227.
- BORNAGE.** — Adoption d'un système uniforme pour le bornage des routes; dessin, II. 107. — Bornage des chemins de fer; instructions, 144.
- BORNES.** Voir *Contraventions*.
- BUDGETS.** Voir *Comptabilité*. — Époque à laquelle les projets de budgets doivent être adressés, I. 100. — Modèle de projet de budget pour les dépenses du Trésor, 284. — Modèle spécial pour les dépenses d'entretien, II. 214, 218. — Instructions pour sa rédaction, 368.
- BUREAU DES FINANCES DE LA GÉNÉRALITÉ DE PARIS.** — Ses principales ordonnances; étendue de cette généralité, I. 28.
- BUREAUX DES INGÉNIEURS.** Voir *Archives, Inventaire*. — Ne pas traiter dans une même lettre ou rapport deux objets étrangers, I. 94. — Si les nécessités du service exigent l'installation de bureaux extérieurs, la création doit en être autorisée, 265, 327. — Composition des bureaux des ingénieurs, 265.
- Instruction sur la tenue des bureaux des ingénieurs; service de l'ingénieur en chef; registre d'ordre, II. 37, 40. — Répertoire, 37, 40. — Registre matricule, 37, 40. — Extrait du registre matricule à délivrer à chaque fonctionnaire ou agent, 41. — Registre des tournées; registre des notes sur le personnel, 37, 38, 42, 258. — Service de l'ingénieur ordinaire; registres d'ordre, 37, 42. — Registre des ordres de service donnés aux entrepreneurs, 38, 42. — Registre des nivellements, 38, 43. — Atlas des dessins d'exécution, 38, 43. — Registre matricule, 37, 43. — Registre des tournées; registre des notes sur le personnel, 37, 38, 44, 258. — Dispositions communes au service de l'ingénieur en chef et à celui de l'ingénieur ordinaire. Chaque affaire doit recevoir un timbre, 44. — Bordereau des pièces composant les dossiers, 44. — Transmission des pièces à l'ingénieur ordinaire, 44. — Demande de renseignements au conducteur, 44. — Visa sur les pièces communiquées, 45. — Rapport, 45. — Etat des affaires en retard, 39, 45. — Délai à déterminer pour l'instruction de chaque espèce d'affaires, 45. — Résumé annuel des affaires en retard, 45. — Composition et arrangement des papiers et des dossiers du service courant, 45. — Composition et arrangement des archives, 39, 46. — Inventaire, I.

69; II. 39, 46. — Inventaire des archives, 46. — Inventaire des papiers et places d'un usage habituel, des instruments et objets mobiliers appartenant à l'Etat, I. 267; II. 46. — Inscription des dossiers sur l'inventaire, 47. — Une copie de l'inventaire de chaque arrondissement doit être remise à l'ingénieur en chef; envoi annuel par l'ingénieur ordinaire de l'état des nouveaux articles inscrits, 47. — Les inspecteurs divisionnaires peuvent maintenir provisoirement les inventaires tenus avec régularité, 39. — Timbre des chemises des dossiers, des livres, cartes et plans et marque des autres objets, 47. — Déplacement des pièces et objets portés sur l'inventaire, 47. — Inventaire des outils et machines, 47. — Les papiers, plans, cartes, outils, etc., peuvent être retirés des arrondissements par l'ingénieur en chef pour recevoir une autre affectation, 48. — Communication des catalogues et inventaires aux ingénieurs ordinaires, 48. — Magasins, 39, 48. — Mouvement des matières du magasin, 49. — Diminution de quantités, 49. — Etat semestriel de la situation du magasin, 49. — Remise par l'ingénieur partant, à son successeur, des archives et autres objets portés sur l'inventaire, 39, 49. — Procès-verbal des pièces dont la remise n'est pas opérée, 49. — Remise provisoire quand l'ingénieur partant quitte son service avant l'arrivée de son successeur, 49. — Prise de possession des pièces et objets énoncés dans l'inventaire en cas de décès des ingénieurs, I. 69; II. 49. — Visite annuelle des bureaux des ingénieurs ordinaires par l'ingénieur en chef, 40, 50. — Tournée de l'inspecteur divisionnaire, 50.

Ratures et surcharges sur les pièces de comptabilité, II. 90. — Etablissement d'un registre d'ordre spécial aux affaires de drainage, 254. — Suppression du registre des notes sur le personnel, 258. — Suppression de papiers de comptabilité; Instructions, 292.

CASSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. Voir *Cautionnement*. — Consignation du prix de vente des terrains cédés à l'Etat, aux départements et aux communes, II. 261. — Versement et remboursement des dépôts provisoires, en garantie des cautionnements, 267. — Application de ces dépôts aux cautionnements des soumissionnaires devenus adjudicataires, 268, 363.

CASSE DES RETRAITES POUR LA VIEillesse. Voir *Cautionniers*. — Création de cette caisse, I. 339; II. 338. — Réglementation, 348.

CANAUX DE NAVIGATION. Voir *Contraventions, Digues, Extraction de matériaux, Passages d'eau, Pêche, Prises d'eau*. — Interdiction d'y établir des moulins, pertuis, vannes et autres empêchements au service de la navigation, I. 32. — D'y jeter, de même que sur leurs bords, aucunes immondices, pierres, etc., 33. — D'en affaiblir ou changer le cours par aucunes tranchées ou autrement, 33, 44. — D'y planter des pieux, 33. — D'y mettre rouir des chanvres, 33. — Constata-tion et répression des contraventions, 105. — Les préfets approuvent, chacun dans l'étendue de son département, les adjudications des produits accessoires des canaux, sauf à en référer à l'administration en cas de collusion, 150. — Les réductions de prix de fermage de ces produits doivent toujours être approuvées par le ministre des finances, 150. — Les cahiers des charges servant de base aux adjudications des produits des canaux doivent être soumis à l'approbation du ministre des travaux publics, 151. — Les préfets doivent adresser au ministre des travaux publics, aussitôt après avoir statué sur les adjudications des produits accessoires des canaux, un bordereau indicatif du montant de chacun des lots adjugés, 151. — Exemption des droits de navigation pour les matériaux employés aux travaux qui s'exécutent par voie de régie sur les canaux, 172. — Envoi de modèles de cahiers des charges pour l'amodiation de la pêche et des produits des franges-bords des canaux et rivières canalisées, 205. — Les autorisations de prise d'eau dans les canaux de l'Etat ne sont pas données par les préfets, II. 275, 290.

Envoi d'un règlement pour la police de la navigation sur les canaux, II. 176. — Règlement : Conditions à remplir pour naviguer, 178. — Classement des bateaux. Bateaux à vapeur. Service régulier et service ordinaire. Trémitage et priorité de passage aux écluses et ponts mobiles, 180. — Bateaux, trains ou radoux en marche. Passage aux écluses et ponts mobiles, 181. — Passage des souterrains, 185. — Stationnement des bateaux, Embarquement, débarquement et entrepôt des mar-

chandises. Mesures d'ordre dans les ports publics et privés. Réparation des bateaux. Garage, 183. — Interdictions et prescriptions. Autorisations. Dispositions diverses, 164. — Procès-verbaux de contraventions et délits. Juridictions. Exécutions d'office et cautions, 186. — Tarif des indemnités à accorder aux éclusiers et pontonniers pour la navigation de nuit; mode de paiement, 209.

CANALX D'IRRIGATION OU DE DÉSÈCHEMENT. Voir *Digues*. — Défense d'établir aucun pont, batardeau, moulin, etc., sans autorisation, I. 44. — Curage des canaux non navigables, 58, 89.

CANTONNIERS. — Ils sont chargés de l'entretien des fossés; instructions à ce sujet, I. 123. — Longueur de leurs cantons, 123, 164; II. 191. — On ne doit pas les réunir en brigade pendant des mois entiers, I. 123. — Il faut les instruire de leurs devoirs, 123. — Les cantonniers sont divisés en trois classes; leur salaire est fixé par le préfet, 165. — Création d'une classe supérieure de cantonniers, sous le titre de cantonniers-chefs, 165. — Ils sont chargés de constater les contraventions de grande voirie, 225, et celles relatives à la police du roulage, 365.

Règlement pour le service des cantonniers; définition de leur service, I. 165. — Leur nomination, 165, 166; II. 27. — Cantonniers-chefs, I. 166. — Surveillance exercée par les cantonniers-chefs, 166; II. 80. — Signes distinctifs des cantonniers, I. 165, 179. — Travail des cantonniers, 124, 167, 175, 349. — Emploi des matériaux, 168. — Tâches à remplir, 169; II. 192. — Fixation des heures de travail, I. 169. — Déplacement des cantonniers, 169. — Présence obligée en temps de pluie, de neige, etc., 169. — Assistance gratuite aux voyageurs, 169. — Surveillance des contraventions en matière de grande voirie, 169. — Outils dont les cantonniers doivent être pourvus, 170. — Outils à fournir par l'administration, 170. — Fourniture d'outils aux cantonniers à titre d'avance, 170. — Entretien des outils, 170. — Livrets, 170. — Moyen de constater les absences des cantonniers, 171; II. 148. — Congés lors des moissons, I. 171. — Remise du livret et des signes distinctifs lors du renvoi, 171. — Classement et salaire des cantonniers, 165, 171; II. 192. — Indemnités de déplacement, I. 171. — Encouragements annuels, 171. — Retenues pour cause d'absence, 171.

Instructions relatives à l'équipement des cantonniers, I. 178. — Feuilles hebdomadaires de tournées des chefs cantonniers ou ambulants, II. 80. — Suppression des ambulants et leur remplacement par des cantonniers-chefs, 192. — Les cantonniers doivent donner à la gendarmerie les renseignements qui leur sont demandés sur les voyageurs, 149.

Versements à effectuer par les cantonniers à la caisse des retraites pour la vieillesse, II. 324. — Arrêté ministériel, 326. — Les retenues exercées sur le salaire des cantonniers âgés de plus de 55 ans sont versées à la caisse d'épargne, 327. — Opérations de comptabilité concernant les retenues; établissement d'un registre spécial, 341.

CARRIÈRES. Voir *Extraction de matériaux*. — Conditions à observer pour l'ouverture des carrières le long des routes, I. 24, 29. — Conditions d'ouverture des chemins d'exploitation des carrières, 29. — Exploitation à ciel ouvert, 29.

CAUTIONNEMENT DES ENTREPRENEURS. Voir *Caisse des dépôts et consignations*. — Sa quotité et sa nature, I. 143. — L'extrait du cahier des charges, joint au mandat de premier à-compte délivré à un entrepreneur, doit toujours contenir la clause relative au cautionnement à fournir, 237. — Les ordonnateurs secondaires doivent produire au payeur, lors du paiement du premier à-compte, la déclaration du versement du cautionnement par l'entrepreneur, II. 89. — Indication à donner aux receveurs des finances du nom des soumissionnaires de fournitures et travaux déclarés adjudicataires; conversion des dépôts de garantie en cautionnements, 363.

CAVES. — Défense de creuser des caves sous la voie publique, I. 4.

CHAMVRE. Voir *Contraventions*.

CHAUSSEES TRANSVERSALES. — Obligation d'établir des chaussées transversales, I. 5; II. 242.

CHÊMINS DE CARRIÈRES. Voir *Carières*.

CHEMINS DE FER. Voir *Bornage, Comptes-moranz, Contraventions, Police des chemins de fer.* — La formalité du visa pour timbre peut être donnée en même temps que celle de l'enregistrement pour les actes de vente des terrains acquis pour l'exécution des chemins de fer, I, 227. — Les chemins de fer construits ou concédés par l'État font partie de la grande voirie, 233. — Servitudes imposées aux propriétés riveraines, 233. — Les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics sont applicables aux chemins de fer, 233. — Instruction relative aux études à faire au travers des bois soumis au régime forestier, 260. — Attributions des différents fonctionnaires préposés au contrôle et à la surveillance des chemins de fer, 334. — Enquêtes à ouvrir sur l'emplacement des stations, II, 145, 273. — Épreuves des ponts métalliques, 222. — Forme dans laquelle les ingénieurs du contrôle doivent produire leur avis sur les enquêtes; envoi d'un modèle, 166. — Les rapports mensuels doivent faire connaître la situation des approvisionnements du matériel pour la construction des voies, 169. — Invitation d'adresser séparément l'état de situation de ces approvisionnements, 173. — Envoi d'un modèle de l'état à fournir, 174. — Époque de son envoi, 174. — L'arrêt du Conseil du 27 février 1765, concernant les alignements, est applicable aux chemins de fer, 187. — Les pièces transmises à l'administration par les compagnies doivent être signées par une personne ayant qualité pour engager la compagnie, 196. — Transports pour le compte des administrations publiques, 221. — Les études de chemins de fer doivent être autorisées; instructions à ce sujet, 311.

La gendarmerie a le droit, dans l'exercice de ses fonctions, de s'introduire dans les enceintes et gares des chemins de fer, d'y circuler et d'y stationner, II, 149. — Elle est admise au bénéfice de la réduction de prix imposée aux compagnies en faveur des militaires voyageant isolément, 149.

CHEMINS DE BALAGE ET MARCHEPIED. Voir *Iles, Rivières navigables.* — Largeur des chemins de balage, I, 7, 8, 32, 43. — En cas de corrosion ou d'effrayon, ils doivent toujours conserver leur largeur, 7. — Lorsqu'il n'y a pas de tirage à chevaux établi, on ne peut exiger qu'un marche-pied, 7. — Largeur du marche-pied le long des ruisseaux flottables, 12, 43. — Le chemin de balage est dû sur les îles, 32; et le long des rivières rendues navigables, 93. — L'administration peut resreindre la largeur des chemins de balage à établir, 93. — Constataion et répression des entreprises faites sur les chemins de balage, 105.

CHEMINS VICINAUX. — Dispositions relatives à la largeur et aux plantations de ces chemins, I, 73.

Les chemins vicinaux classés sont à la charge des communes, I, 179. — Prestation en nature, 180. — Son appréciation en argent, 180. — Rachat de la prestation, 180. — Imposition d'office des communes, 180. — Fixation du concours des communes intéressées à la construction ou à l'entretien d'un chemin vicinal, 180. — Classement des chemins vicinaux de grande communication, 180. — Subventions départementales, 181. — Les chemins vicinaux de grande communication sont placés sous l'autorité du préfet, 181. — Les chemins vicinaux sont imprescriptibles, 181. — Agents voyers, 181. — Centimes spéciaux, 181. — Les propriétés de l'État et de la Couronne contribuent aux dépenses des chemins vicinaux, 181. — Degradations par des exploitations et entreprises industrielles; subventions dues; mode de les régler, 181. — Arrêté de reconnaissance des chemins; son effet, 182. — Ouverture et redressement des chemins vicinaux, 182. — Expropriation; composition du jury spécial, 182. — Extraction de matériaux et occupation de terrains, 182. — Mode de régler les indemnités, 182. — Prescription de l'action en indemnité, 182. — Cession aux riverains des chemins abandonnés, 183. — Enregistrement des plans, procès-verbaux et autres actes relatifs aux chemins vicinaux, 183. — Jugement des actions civiles, 183. — Règlement à faire par le préfet; objets qu'il doit embrasser, 183.

COGNAGE. Voir *Usines.*

CIMETIÈRES. — Interdiction de construire à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières, I, 93.

CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES IMPOSÉES AUX ENTREPRENEURS, I. 152. — Conditions d'admission des soumissionnaires, 152. — Cautionnement, 152. — Changements au projet ou au devis, 152. — Interdiction de céder l'entreprise, 152. — Présence de l'entrepreneur, 152. — Exécution conforme au projet, 153. — L'entrepreneur se conformera aux changements qui lui seront ordonnés par écrit, 153, 389. — Cession de matériaux et de matériel par l'entrepreneur sortant, 153. — Extinction de matériaux; paiement des dommages avant le solde, 153. — Interdiction de livrer au commerce les matériaux extraits dans une carrière n'appartenant pas à l'entrepreneur, 26, 154, 220. — Frais à la charge de l'entrepreneur, 154. — Il ne peut élever de réclamation sur les prix par lui consentis, mais il peut réclamer contre les erreurs de mètres ou de dimensions d'ouvrages, 154. — Qualités, réceptions et emploi des matériaux, 154. — Vices d'exécution, 154. — Dimensions et poids des matériaux, 155. — A-compte sur les matériaux approvisionnés, 155. — Remploi des matériaux de démolition, 155. — Emploi de matières neuves et de démolitions appartenant à l'État, 155. — Responsabilité de l'entrepreneur à l'égard de ses commis et ouvriers, 155. — L'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents et ouvriers, 155. — Liste nominative des ouvriers remise à l'ingénieur, 155. — Régle au compte de l'entrepreneur, 156. — Ouvrages non prévus au devis, 156. — Dépenses par attachement, 156. — Paiement par l'entrepreneur des dépenses imputables sur la somme à valoir; dédommagement pour avances de fonds et fourniture de matériel, 156. — Paiements qui ne donnent lieu à aucune rétribution, 156. — Il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison de pertes ou avaries, si ce n'est en cas de force majeure, 157, 388. — Visites des travaux par l'entrepreneur, 157. — Surveillance dont il est chargé, 157. — Règlement pour le bon ordre des travaux ou pour l'exécution du devis, 157. — En cas de difficultés pour l'application des prix, il en sera référé à l'ingénieur en chef, 157. — Les dimensions, prix, etc., seront calculés d'après le système légal des poids et mesures, 157. — Pièces à accepter par l'entrepreneur; délai pour le refus d'acceptation, 157. — L'entrepreneur peut faire copier ces pièces, 157. — Paiement d'à-compte, 158. — Après que les travaux sont définitivement reçus, l'entrepreneur peut prétendre à des intérêts pour cause de retard de paiement, 158. — Époque du paiement de solde; réception provisoire et définitive, 158. — Responsabilité et charges de l'entrepreneur pendant le délai de garantie, 158. — Délai de garantie, 158. — Cessation ou ajournement des travaux; réception de ceux exécutés, 158. — Fixation de la retenue de garantie, 158. — Réception des ouvrages 158. — Augmentation des prix pendant le cours de l'entreprise; résiliation, 158. — Augmentation ou diminution de la masse des travaux; cas de résiliation, 158. — Acquisition par l'État des outils et matériaux approvisionnés par ordre, en cas de cessation ou d'ajournement des travaux, ou de résiliation, 159. — Indemnité à l'entrepreneur pour matériaux restés à son compte et autres objets, 159. — Paiement par l'entrepreneur des frais de l'adjudication, 159. — Jugement des difficultés entre l'entrepreneur et l'administration, 159.

CONSEILS DE SURVEILLANCE DES CHEMINS DE FER. — Nomination et fonctions, I. 326, 335. — Costume officiel, II. 92, 94.

CONSEILS VOYERS. Voir *Routes*. — Ils sont chargés de concourir à la surveillance des travaux d'entretien des routes, I. 144.

COMMISSION MIXTE DES TRAVAUX PUBLICS. Voir *Travaux mixtes*.

COMMUNES. — Réunion, division, formation de communes; commission syndicale, I. 188.

Recettes des communes; permis de stationnement et locations sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics, I. 189. — Ces concessions ne peuvent être faites que lorsqu'il a été constaté que la largeur des routes et la situation des lieux permettent de les accorder sans inconvénient pour la liberté de la circulation, 189. — Approbation des tarifs des droits de voirie, 189; II. 345.

COMPTABILITÉ. — Interdiction de faire des cessions de matériaux ou d'autres objets en déduction des travaux exécutés par les entrepreneurs, I. 221. — Production d'un

état annuel des marchés de 50,000 francs et au-dessus, 222. — Clôture de l'exercice pour les dépenses départementales, 228; pour celles du Trésor, 354. — L'extrait du cahier des charges joint au mandat de premier à-compte délivré à un entrepreneur doit toujours contenir la clause relative au cautionnement à fournir, 237. — Les dépenses payées en régie doivent être renfermées dans les limites les plus étroites, 241. — Les indemnités de toute nature ne doivent jamais être payées par l'intermédiaire d'un entrepreneur ou d'un régisseur, 242. — Aux comptes finaux doit être joint un état indiquant la décomposition des dépenses du personnel, imputées sur les fonds affectés aux travaux, 267. — Nouvelle forme donnée aux certificats de réimputation, 284. — Mode à suivre pour la justification des augmentations de dépenses des entreprises, 342. — Mode de transmission des bordereaux mensuels de paiement, 351. — Instruction pour l'exécution du décret qui abrège de deux mois la durée des exercices, pour les dépenses du Trésor, 354. — Les ingénieurs en chef doivent remettre au payeur, au commencement de chaque mois, un aperçu des besoins du service pour le mois suivant, 357. — Instructions concernant les versements et les réimputations, I. 358; II. 259, 260, 380. — Marche à suivre pour affranchir du timbre les pièces concernant les dépenses qui n'excèdent pas dix francs, I. 387. — Instruction sur la comptabilité des exercices clos, II. 60. — Imputation sur l'exercice courant des créances d'exercices clos non comprises dans les comptes, 98. — Causal des traitements, 92. — Instructions relatives aux retenues pour pensions, 144. — Manière dont elles doivent être relatées dans les mandats de paiement, 201. — Il n'y a pas lieu de produire un projet de budget pour les travaux de drainage, 209. — Exécution du règlement du 16 septembre 1843 en ce qui concerne la déclaration de perte d'un mandat de paiement, 248, 229, 266. — Les mandats peuvent être payés aux caisses des receveurs des revenus indirects; modifications à introduire à cet égard dans les formules, 219. — Instruction sur le service et la comptabilité des receveurs généraux et particuliers des finances, 259. — Instructions pour l'exécution des dispositions de l'article 7 de la loi du 14 juillet 1860, qui ouvre des crédits applicables à l'exécution de grands travaux d'utilité générale, 303.

Spécialité des produits éventuels départementaux, I. 307. — Exception, 307. — Le règlement de comptabilité du ministère de l'intérieur est seul applicable à la justification des dépenses départementales, 328; II. 88. — Production au payeur de la déclaration du cautionnement lors du paiement du premier à-compte, 89. — Les expéditions du marché, demeurées entre les mains des entrepreneurs, doivent être fournies à l'appui du paiement de solde, 89. — Constatation de l'inscription aux inventaires des outils réparés, 89. — Ratures et surcharges sur les mandats, 90. — Avances de fonds pour les frais d'instruction relatifs aux affaires d'usines et autres entreprises analogues, 215, 260.

Règlement spécial sur la comptabilité du ministère des travaux publics, I. 275. Exposé sommaire du système général de la comptabilité, 275. — Mandatement par les ingénieurs en chef des dépenses du service des ponts et chaussées, 275. — Approbation par les préfets de diverses dépenses, 275, 329. — Comptabilité du conducteur; journal ou carnet d'attachements, 277, 296; II. 2. — Livret de caisse pour avances à un régisseur, I. 277, 297, 330; II. 8. — Feuilles d'attachements des journées, I. 277, 297, 330; II. 9. — Procès-verbal de réception de matériaux, I. 464, 297; II. 10. — Feuilles de repiquages, I. 277, 298, 330; II. 10. — Sommier, I. 277, 298, 330; II. 14. — États des travaux en régie exécutés à la tâche, I. 278, 298, 330. — Mémoire de fournitures, 299, 330. — Quittance pour dépenses n'excédant pas dix francs, 387. — Décompte des cantonniers, 278, 299; II. 14, 342. — Situations mensuelles; travaux d'entretien, I. 278, 299, 330; II. 14; Travaux neufs et grosses réparations, I. 278, 299, 330; II. 14. — Métrés détaillés des travaux, I. 278, 299; II. 15. — Bordereau des pièces envoyées à l'ingénieur ordinaire, I. 278, 299; II. 16. — Comptabilité de l'ingénieur ordinaire; Décompte des cantonniers, I. 278, 300, 331; II. 16, 342. — Rôle de journées d'ouvriers, I. 278, 330, 331; II. 16. — Livre de comptabilité, I. 278, 300; II. 16. — État mensuel des dépenses, I. 279, 300; II. 19. — Procès-verbaux de réception provisoire et définitive, I. 279, 304; II. 19. — Certificat pour paiement à un entrepre-

neur, I. 279, 301, 331; II. 20. — Décompte des ouvrages exécutés et dépenses faites, I. 279, 301, 331; II. 20. — Certificat pour paiement à toute autre personne qu'à un entrepreneur, I. 279, 301, 331. — Bordereau des pièces remises au payeur pour justifier l'emploi d'une avance, 280, 301; II. 8. — État trimestriel des indemnités de terrain et des dépenses diverses, I. 280, 301. — Situation définitive des crédits et des dépenses au 31 décembre, 280, 302, 356. — Décompte de fin d'année à notifier aux entrepreneurs, 280, 302. — Comptabilité de l'ingénieur en chef; livre de comptabilité, 280, 302. — Registre des comptes ouverts, 281, 303, 332. — Distribution de fonds, 331. — Situation mensuelle sommaire des crédits et des dépenses, 281, 303; II. 144. — Bordereau mensuel pour justifier l'imputation des mandats délivrés par les ingénieurs en chef, 170. — État continuatif mensuel, I. 281, 303. — Certificat pour paiement des dépenses du personnel, 281, 303; II. 145. — Mandatement, I. 303; II. 145. — Forme des mandats et avis de leur délivrance, I. 282, 303. — Bordereau journalier des mandats émis, 282, 303. Refus de paiement par un payeur, 304. — Bordereau mensuel des mandats émis, 282, 304. — État trimestriel des dépenses du personnel; agents soumis à la retenue, 282, 304; II. 144. — Agents non soumis à la retenue, I. 282, 304. — Situation, au 31 décembre, des dépenses dont l'ingénieur en chef rend personnellement compte, 282, 304; II. 144. — Situation définitive, au 31 décembre, des crédits et des dépenses, I. 283, 304, 356; II. 144. — État final des dépenses, des ordonnances, des mandats, des paiements et des créances restant à payer, I. 283, 356. — Tableau sommaire des mandats délivrés pour les entreprises durant plusieurs années, 283. — Projets de budget, 284; II. 214, 218, 368. — Projets de sous-répartition, I. 284. — Comptabilité des préfets; Bordereau mensuel résumant la situation de tous les services, 284.

Application au service des routes départementales des dispositions du règlement sur la comptabilité du ministère des travaux publics; instructions, I. 305. — Modèles applicables à la comptabilité des routes départementales, 328.

COMPTES DE TOURNÉES D'INSPECTION. — Envoi de nouveaux modèles, I. 384, 385; instructions pour la rédaction des comptes, 385. — Les propositions d'avancement en faveur des ingénieurs et des conducteurs doivent faire l'objet de deux états séparés, I. 97. — L'inspecteur doit y joindre un état des mesures à prendre contre les agents incapables, 97. — Des feuilles signalétiques individuelles sont substituées aux tableaux collectifs, 195; — deux expéditions en seront remises à l'inspecteur lors de sa tournée, et une sera adressée au préfet, 195, 223. — Il doit être produit une note signalétique pour tout agent, ne serait-il resté dans le service que quelques mois, depuis la dernière tournée d'inspection, 196. — Les propositions d'avancement doivent être remises à l'inspecteur en double expédition, et une autre expédition doit être adressée au préfet, 196.

COMPTES MORAUX. Voir *Comptabilité*. — Production d'un compte moral mensuel pour tous les travaux qui ressortissent à la direction des ponts et chaussées, à l'exception de ceux de simple entretien; modèle, II. 150, 343; — Production d'un compte moral mensuel pour les travaux extraordinaires du service de la navigation; modèle, 206. — Forme à donner aux comptes moraux mensuels concernant les chemins de fer en construction, 291, 354; modèle, 356. — Production d'un compte moral mensuel des travaux entrepris pour la défense des villes contre les inondations; modèle, 300. — Production d'un rapport mensuel sommaire sur la situation des travaux de mise en valeur des marais et terres incultes appartenant aux communes, 347; — remplacement des rapports mensuels par une situation trimestrielle; instructions pour la rédaction de cette situation; modèle, 370.

CONDUCTEURS DES PONTS ET CHAUSSÉES. Voir *Honoraires, Pensions civiles, Personnel, Serment*. — Ils sont chargés de constater les contraventions en matière de grande voirie, I. 58, 235, 237, — en matière de police du roulage, 365. — Leurs fonctions, 67. — Nomination et avancement, 67, 401. — Leur uniforme ancien, 67; nouveau, II. 91, 93. — Retraite, I. 67. — Examens des candidats à l'emploi de conducteur; envoi d'un programme, 262; nouveau programme, 390. — Époque de l'examen annuel, 273; envoi des demandes des candidats à l'administration, II.

214. — Les ingénieurs doivent se former une opinion approximative de la valeur des candidats et ne transmettre leurs demandes qu'avec la conviction qu'elles sont sérieuses, 274. — Instruments dont les conducteurs doivent se pourvoir à leurs frais, I. 327. — Frais de voyage, en cas de changement de résidence, 396. — Dispositions relatives aux congés, 399; II. 23, 132, 211. — Les conducteurs ne peuvent devenir ni entrepreneurs, ni concessionnaires de travaux publics, sous peine d'être considérés comme démissionnaires, I. 400; II. 312. — Procès-verbaux de tournées des conducteurs, 79. — Etat de leurs frais de découchers et de déplacements; instructions pour le règlement de ces frais, 81, 377. — Instruction spéciale aux services de contrôle des chemins de fer concédés, 379. — Quotité maximum de ces frais, 377. — Traitements et accessoires de traitements des conducteurs en Algérie, 254, 290. — Frais de transport et de séjour alloués aux conducteurs pour les opérations relatives au drainage, 98; — pour celles relatives à la mise en valeur des marais et terres incultes appartenant aux communes, 311.

Admission des conducteurs dans le corps des ingénieurs, I. 357. — Programme des connaissances exigées, 357.

CONFÉRENCES. Voir *Travaux mixtes*. — A l'appui des projets intéressant plusieurs services, il doit toujours y avoir un procès-verbal de conférence, I. 337. — Mode de rédaction des procès-verbaux, II. 119, 120.

CONFISCATION. — Elle n'est plus appliquée, en ce qui concerne les condamnations de grande voirie, I. 18.

CONFLITS. — Mode d'instruction et de jugement des conflits, I. 127, 147.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. Voir *Pourvois*. — Ses attributions, I. 57, 58, 59, 73, 92, 104, 159, 182. — Exécution d'office des arrêtés du conseil de préfecture, 43. — Opposition à ses arrêtés, II. 381. — Il n'y a pas de délai pour faire opposition aux arrêtés rendus par défaut en matière de grande voirie, 381. — Ce délai est de quarante jours pour les arrêtés rendus par défaut en matière de police de roulage, I. 367. — On ne peut faire opposition aux arrêtés rendus par défaut lorsqu'ils ont reçu leur exécution, II. 381. — Tierce opposition aux arrêtés, 381. — Formes à suivre pour la signification des arrêtés des conseils de préfecture, I. 113. — Publicité des séances des conseils de préfecture, II. 381.

CONSEIL D'ÉTAT. Voir *Pourvois*. — Mode de procéder devant lui, I. 77. — Délai dans lequel le recours au Conseil d'Etat doit être présenté, 79. — Les décisions du Conseil d'Etat rendues par défaut sont susceptibles d'opposition, 80. — Tierce opposition à ses décisions, 81.

CONSEIL LOCAL. — Sa composition et ses fonctions, I. 141.

CONTRAVENTIONS. Voir *Amendes*, *Chemins de halage*, *Police de la grande voirie*, *des chemins de fer et du roulage*, *Prescription*, *Rivières navigables*, *Voirie (grande)*. — Empêchement à la circulation, I. 3, 24. — Interdiction de construire ou de réparer les bâtiments sans permission, 3, 28. — De creuser des caves sous la voie publique, 4. — D'établir des saillies, 3, 4, 28. — D'établir des évièrs plus haut que le rez-de-chaussée, 4. — De fermer les rues, 4. — De faire des dépôts ou des fouilles sur les routes, 4, 18, 24, 99. — De faire sécher sur perches des draps, toiles, etc., 5. — De mettre des empêchements à la navigation des rivières et canaux, 6, 8, 33. — De briser les poteaux indicateurs et de lacérer les inscriptions, 7. — De laisser des bateaux en fond d'eau, 9, 33. — De combler les fossés ou de labourer en dedans, 18, 23, 24. — De faire passer des bateaux ou trains sous les arches où l'on travaille, 19. — D'abattre les berges qui bordent la largeur des routes, 23. — D'abattre les bornes et les parapets des ponts, 24. — De faire pâturer les bestiaux sur les routes plantées, 27. — D'ouvrir des chemins d'exploitation de carrières, 30. — De faire rouir du chanvre dans les rivières et canaux, 33. — De faire des dépôts sur les chemins de halage, 33. — De faire des anticipations ou des dégradations sur les routes, 24, 41, 99. — D'enlever les gazons, terres, etc., sans autorisation, 41, 99. — De détruire et d'endommager les digues contre les torrents, rivières et fleuves et sur les bords des lacs et de la mer, 87. — De détruire les édifices, routes, ponts, etc., 97. — Opposition à l'exécution de

travaux publics, 98. — Destruction des travaux de drainage; obstacles apportés à l'écoulement des eaux, II. 160. — Établissement sans déclaration de digues dans les vallées de la Seine, de la Loire, du Rhône, de la Garonne et de leurs affluents, 226.

Les contraventions de grande voirie sont constatées, réprimées par voie administrative, I. 58. — Agents chargés de constater les contraventions en matière de grande voirie, 58, 100, 104, 225, 235, 326. — En matière de police du roulage, 365. — Poursuite des contraventions en matière de grande voirie, 58; en matière de police du roulage, 367. — Attaques, outrages, ou violences envers les fonctionnaires ou agents chargés de constater les contraventions à la loi sur la police du roulage, 365. — Lorsqu'une contravention de voirie constitue un délit soumis à la peine corporelle, l'autorité administrative doit prononcer les dispositions de sa compétence, sauf à renvoyer le délinquant devant le tribunal correctionnel pour l'application de la peine corporelle, 60, 105. — Moyen, dans ce même cas, d'obtenir une plus prompt répression, 60. — L'action publique pour l'application de la peine s'éteint par la mort du prévenu, 95. — L'action civile pour la réparation du dommage peut toujours être exercée, 95, 96. — Ce qui constitue les contraventions de simple police, 95. — Le tribunal de simple police, en prononçant la peine, statue sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts, 96. — Agents chargés de constater les infractions à la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, 134. — Mesures à prendre pour régulariser l'instruction des recours en grâce, II. 193

COURS D'EAU. Voir *Prises d'eau, Rivières ni navigables ni flottables.*

CRÉANCES. Voir *Prescription.*

CRÉANCIERS DES ENTREPRENEURS. Voir *Privilège des ouvriers et fournisseurs.*

DÉBÂCLES. Voir *Rivières navigables et flottables.* — Mesures à prendre pour prévenir les accidents lors des débâcles, I. 192.

DÉCENTRALISATION ADMINISTRATIVE. Voir *Préfets, Sous-Préfets.* — Nouvelles attributions données aux préfets, II. 26. — Ils nomment directement à certains emplois, 26, 314. — Affaires sur lesquelles les préfets peuvent statuer et qui exigeaient antérieurement une décision du chef de l'État ou du ministre de l'intérieur, 26, 313. — Affaires qui doivent être encore soumises à ce ministre, 315. — Affaires sur lesquelles les préfets peuvent statuer et qui exigeaient antérieurement une décision du ministre des finances, 26, 313, 316. — Affaires sur lesquelles les préfets peuvent statuer et qui exigeaient antérieurement une décision du ministre des travaux publics, 26, 32, 313, 316, 353. — Les actes des préfets, contraires aux lois ou donnant lieu à des réclamations, peuvent être annulés par les ministres compétents, 27.

DÉPÔTS. Voir *Contraventions.*

DESSÈCHEMENT DES MARAIS. Voir *Marais.*

DIGUES. Voir *Contraventions, Inondations.* — Interdiction d'établir sans autorisation aucune digue ou autre obstacle au libre cours des eaux dans les rivières navigables et flottables, et dans les canaux d'irrigation et de dessèchement, I. 44, 45. — Entretien des digues, des rivières et canaux non navigables, 58. — Concurs des propriétés privées pour la construction de digues contre la mer, les fleuves et les torrents, 89. — Aucune digue ne peut être établie sans déclaration sur les parties submersibles des vallées de la Seine, de la Loire, du Rhône et de la Garonne, et de leurs affluents, II. 226.

DOMAINES. Voir *Rétrocession de terrains.* — Remise à l'administration des domaines des terrains acquis pour des travaux d'utilité publique et qui n'auraient pas reçu cette destination, I. 173, 190, 266; II. 22, 285; des terrains provenant des routes royales délaissées par suite de changement de direction ou d'ouverture d'une nouvelle route, I. 225, 266; II. 22; des terrains acquis en dehors des besoins, sur la réquisition des propriétaires, par application de la loi du 3 mai 1841, I. 266; II. 22. — Production d'un état des arbres plantés sur le sol des routes nationales qui, à raison de leur dépérissement, pourraient être remis au domaine, pour être

vendus au profit du Trésor, 266. — Les vieux matériaux non employés doivent être remis à l'administration des domaines, chargée du soin d'effectuer leur vente, 222. — Les terrains à retrancher de la voie publique par suite d'alignement, et dont le prix est inférieur à 1,000 francs, peuvent être vendus sans l'assentiment préalable de l'administration supérieure des domaines, 325. — Remise aux domaines du matériel sans destination des passages d'eau, II. 88. — Mode de paiement du prix de vente des immeubles domaniaux, 220, 305.

DOMAINE PUBLIC. — Cas où il peut être aliéné, I. 1. — Les rivières sont, ainsi que les ouvrages de navigation qui y sont construits, des dépendances du domaine public, I. 5, 35, 40. — Les passages d'eau en font également partie, 49. — Toutes les portions du territoire qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérées comme dépendances du domaine public, 70. Objets concessibles, 90. — Formalités qui doivent précéder la concession des relais de mer, alluvions et autres objets dépendant du domaine public, 122. — Fixation des limites du domaine public maritime, II. 25.

DOMMAGES. Voir *Indemnités*.

DRAINAGE (Travaux de). — Passage des eaux à travers les propriétés qui séparent le fond à assainir, d'un cours d'eau ou d'une autre voie d'écoulement, II. 159. — Les propriétaires des fonds voisins peuvent se servir des travaux faits moyennant indemnité, 159. — Les travaux de drainage, ou tout autre mode d'assèchement, peuvent être déclarés d'utilité publique, 160. — Règlement des indemnités dues pour expropriation, 160. — Jugement des contestations, 160. — Indemnités aux ingénieurs, conducteurs, etc., pour les opérations relatives au drainage, 198. — Encouragements donnés par l'État pour faciliter les opérations de drainage, 199. — Privilège sur les terrains drainés et sur leurs récoltes ou revenus, pour le recouvrement des annuités, 199. — Mode de conservation du privilège, 200. — La loi sur le drainage ne donne pas aux propriétaires le droit de faire déboucher les conduites dans les fossés des chemins publics, 204. — Il n'y a pas lieu de produire un projet de budget pour les travaux de drainage; les préfets doivent faire des propositions sur chaque demande de concours, 209. — Forme et instructions des demandes de prêts, 216, 249. — Conditions des prêts et surveillance de l'administration sur l'exécution et l'entretien des travaux, 247, 250. — Division des dépenses entre l'administration et l'emprunteur, 247, 251. — Intervention des ingénieurs dans les prêts de drainage, 269. — Le concours des ingénieurs peut être accordé aux particuliers par des décisions préfectorales, 377. — Modèle de demande de prêts, 272.

DRÔITS DE STATIONNEMENT. Voir *Communes*.

DRÔITS DE VOIRIE. Voir *Communes*.

DUNES. — Les travaux de fixation, d'entretien, de conservation et d'exploitation des dunes sur le littoral maritime, sont placés dans les attributions du ministre des finances, II. 367.

ÉCHEMILLAGE. Voir *Plantations*. — Obligations d'échemiller les arbres, I. 42. — La loi du 26 ventôse an IV n'est pas applicable aux bois et forêts, 42.

ÉCOULEMENT DES EAUX. — Nul ne peut inonder l'héritage de son voisin, I. 40, 98. — Défense de donner une trop grande élévation aux eaux, 40, 98.

ÉGLISES. — Renseignements à produire pour autoriser les érections de succursales, I. 236.

ÉLAGAGE. Voir *Plantations*.

ÉLÈVES INGÉNIEURS DES PONTS ET CHAUSSEES. Voir *Personnel*. — Service et résidence, I. 61. — Répression des fautes contre la subordination ou l'exactitude du service, 64. — Frais de campagne, 66. — Frais de voyage en cas de changement de résidence, 396. — Renseignements à fournir annuellement pour les missions des élèves, 362. — Frais de transport et de séjour alloués aux élèves pour les opérations relatives au drainage, II. 98; pour celles relatives à la mise en valeur des marais et terres incultes appartenant aux communes, 344.

EMPLOYÉS SECONDAIRES. Voir *Honoraires, Pensions civiles, Personnel, Serment.* — Les piqueurs sont chargés de constater les contraventions de grande voirie, I. 225, 235, et celles relatives à la police du roulage, 365. — Dispositions relatives aux congés, II. 25, 132, 241. — L'administration supérieure statue elle-même sur les demandes de congé excédant un mois, présentées par les agents inférieurs, 25. — Les piqueurs sont nommés par les préfets, 27. — Procès-verbaux de tournées de piqueurs, 79. — États de leurs frais de découchers et de déplacements; instructions pour le règlement de ces frais, 81, 377. — Instruction spéciale au service du contrôle des chemins de fer concédés, 379. — Quotité maximum de ces frais, 377. — Les piqueurs prennent le titre d'employés secondaires des ponts et chaussées, 125. — Examens des employés secondaires, 126, 155. — Traitements et accessoires de traitements des employés secondaires en Algérie, 254. — Frais de transport et de séjour alloués aux employés secondaires pour les opérations relatives au drainage, 98; pour celles relatives à la mise en valeur des marais et terrains incultes appartenant aux communes, 311.

EMPLOYÉS TEMPORAIRES. Voir *Personnel.* — Recommandation de ne pas employer dans les bureaux des agents payés sur des états de travaux exécutés en régie, I. 260. — L'emploi des agents temporaires doit être autorisé par l'administration, II. 127.

ENQUÊTES ADMINISTRATIVES. Voir *Expropriation pour cause d'utilité publique.* — Aucun grand travail au compte de l'État ne doit être entrepris sans que le projet en ait été préalablement soumis à des enquêtes, I. 141. — Formalités des enquêtes qui doivent précéder la déclaration d'utilité publique des travaux, 162, 163; l'approbation des projets, 207. — Le changement de direction des routes, dans la traverse des villes et villages, doit être soumis à l'enquête afin que l'utilité publique de ce changement soit constatée, 185. — Enquêtes à ouvrir sur l'emplacement des stations de chemins de fer, II. 145, 273. — La durée des enquêtes est fixée par les préfets, 313, 353.

ENREGISTREMENT. Voir *Procès-verbaux de contravention, Serment, Timbre.* — Délais pour l'enregistrement des actes, I. 55. — Peines prononcées pour défaut d'enregistrement des actes, etc., 55. — Fixation des droits, 55, 116, 335. — Les procès-verbaux de contravention doivent être enregistrés *en débit* dans les délais prescrits par la loi, 73. — Les procès-verbaux de tierce expertise dressés par les ingénieurs en chef, en vertu de la loi du 16 septembre 1807, sont sujets au timbre et à l'enregistrement, 92. — Ils reçoivent cette double formalité *gratis* quand ils concernent les routes impériales, mais acquittent les droits ordinaires quand ils concernent les départements, 92. — Lorsque les ingénieurs en chef ne jugent pas à propos d'acquiescer les droits, les procès-verbaux sont admis au visa pour timbre et à l'enregistrement *en débit*, sauf recouvrement, 92. — Indication des pièces soumises à la formalité du timbre et de l'enregistrement, 116. — Les actes d'acquisition de terrains nécessaires au service des routes départementales sont soumis aux droits proportionnels, 148. — Exception en faveur des terrains acquis en vertu de la loi du 3 mai 1841, 259. — Les pièces et actes relatifs à l'expropriation sont enregistrés *gratis*, 216. — Les droits perçus doivent être restitués lorsqu'il est justifié, dans le délai de deux ans, que les immeubles acquis sont compris dans l'arrêté de cessibilité, 216, 259. — La formalité du visa pour timbre peut être donnée en même temps que celle de l'enregistrement pour les actes de vente des terrains acquis pour l'exécution de travaux publics, 227, 228.

ENTREPRENEURS DES PONTS ET CHAUSSEES. Voir *Affaires contentieuses, Clauses et conditions générales.* — Instruction concernant les demandes des entrepreneurs tendant à obtenir des indemnités par voie gracieuse, I. 388. — Tout changement apporté au devis doit être notifié à l'entrepreneur par écrit, 389.

ENTRETIEN DES ROUTES. Voir *Routes.*

ESSARTEMENT. Voir *Plantations* — Essartement le long des routes, I. 7, 16, 321.

ESTAMPILLE. Voir *Police du roulage.*

ÉTANGS. — Dessèchement des étangs insalubres, I. 410.

EXÉCUTION DES JUGEMENTS. Voir *Jugements*.

EXPERTS. Voir *Serment*. — Nomination des experts pour l'évaluation des indemnités dues pour les objets de travaux de grande voirie, L. 92. — L'ingénieur en chef du département est de droit tiers expert, 92. — Nomination des experts, lorsqu'il y a des concessionnaires, 92. — Les experts doivent prêter serment; il est fait exception à cette règle en faveur des ingénieurs en chef, lorsqu'ils agissent en vertu de la loi du 16 septembre 1807, 92.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. Voir *Enquêtes, Indemnités, Travaux publics*. — Instructions sur la rédaction des contrats de vente et des quittances, lorsque les propriétaires ne savent pas signer, L. 203; II. 265. — Communications à donner par l'administration de l'enregistrement et des domaines pour l'estimation des terrains à acquérir, L. 229.

L'expropriation s'opère par autorité de justice, L. 206. — Elle ne peut être prononcée qu'autant que l'utilité en a été constatée et déclarée selon certaines formes; en quoi ces formes consistent, 206; II. 95. — De l'expropriation et de ses suites, quant aux privilèges, hypothèques et autres droits réels, L. 209; II. 202. — Règlement des indemnités; mesures préparatoires, L. 214. — Jury spécial chargé de régler les indemnités, 212. — La défense des affaires soumises au jury doit être confiée aux ingénieurs et aux avocats, 230. — Règles à suivre pour la fixation des indemnités, 215. — Acquisition des bâtiments et terrains dont on ne prend qu'une partie, 21, 215. — Paiement des indemnités, 216. — Forme des actes, 216. — Signification et notifications, 216. — Timbre et enregistrement des plans, procès-verbaux et autres actes, 216. — Rétrocession de terrains, 217. — Lorsqu'il y a urgence de prendre possession de terrains non bâtis, l'urgence est déclarée par ordonnance royale; formalités à remplir, 217. — Recommandation de communiquer au magistrat directeur du jury le tableau des offres et des demandes, et les plans parcellaires, plusieurs jours avant la réunion des jurés, 231.

EXTRACTION DE MATÉRIAUX. Voir *Carrières, Experts*. — Distance à laquelle il est permis de tirer des matériaux le long des rivières et canaux navigables, L. 5, 8, 33, 44. — Droit d'extraction, dans les propriétés privées, pour l'exécution des travaux publics, 25, 35, 40, 220. — C'est aux préfets qu'il appartient de désigner les terrains où des extractions peuvent être faites, 26, 40. — Défense aux entrepreneurs d'employer les matériaux à d'autres travaux que ceux pour lesquels ils ont été désignés, 26, 154. — Les matériaux destinés aux travaux publics ne sont pas affranchis des droits d'octroi, 27. — Les entrepreneurs doivent avertir préalablement les propriétaires avant de commencer les extractions, 40. — Les terrains occupés pour prendre des matériaux peuvent être acquis comme s'ils eussent été pris pour la route même, 92. — Peines dont sont passibles les propriétaires qui refusent l'entrée de leur propriété aux entrepreneurs, lorsqu'elles sont désignées pour extraire des matériaux, 26. — Obligation de rejeter les décombres dans les fouilles, 27. — Indemnités à payer aux propriétaires, 26, 40, 92, 220. — Le droit de fouille et d'extraction est applicable aux chemins vicinaux, 182, — et aux chemins de fer, 233. — Formes à observer pour l'extraction des matériaux dans les bois soumis au régime forestier, 26, 219.

FLOTTAGE. Voir *Bois neuf, flotté, etc., Chemins de halage, Rivières navigables et flottables*.

FORÊTS. Voir *Echenillage, Essartement*.

FORMULES IMPRIMÉES. Voir *Imprimés*.

FOSSES LE LONG DES ROUTES. — Leur établissement, L. 16, 17. — Leur entretien par les riverains, 16, 17, 18, 194. — par l'Etat, 122. — Le produit du curage doit être rejeté sur les héritages riverains, 17, 123, 173. — Défense de combler les fossés, 18, 23. — Instructions sur l'ouverture et l'entretien des fossés, 124.

GENDARMERIE. Voir *Procès-verbaux de contravention*. — Elle est chargée de constater les contraventions en matière de grande voirie, L. 58; II. 447, — et en matière de police du roulage, 365; II. 448. — Elle surveille les cantonniers et prend note de leurs absences, 448; — elle peut, dans l'exercice de ses fonctions, s'introduire dans

les gares des chemins de fer, 149; — elle est admise au bénéfice de la réduction de prix imposée aux Compagnies en faveur des militaires voyageant isolément, 149; — elle est exempte des droits de péage et de passage des bacs, ainsi que les chevaux, voitures et personnes qui marchent sous leur escorte, 149.

GRANDE VOIRIE. Voir Voirie.

HAIES. — Plantation sur les héritages riverains des routes, L. 48, 70.

HONORAIRES. Voir *Personnel*. — Honoraires et frais de déplacement dus aux ingénieurs, conducteurs et employés secondaires pour leur intervention dans les affaires d'intérêt communal ou privé, L. 68, 396; IL. 156. — Recouvrement des mandats exécutoires pour frais et honoraires auxquels donnent lieu les travaux d'intérêt public exécutés à la charge des particuliers, 159.

Il n'est point dû d'honoraires aux ingénieurs en chef lorsqu'ils agissent comme tiers experts, en vertu de la loi du 16 septembre 1807, L. 92.

Honoraires proportionnels et indemnités alloués aux ingénieurs et aux conducteurs à raison des travaux des routes départementales, L. 114, 242. — Quotité de l'allocation, 115. — La répartition est faite par le préfet, 115.

Indemnités extraordinaires à raison des travaux des routes départementales, L. 116; — elles doivent faire l'objet d'une proposition adressée au ministre de l'intérieur, 244. — Leur répartition doit être soumise à l'approbation du ministre des travaux publics, 244; IL. 342.

HUISSIER (Signification par). Voir *Conseil de préfecture*.

ILES. Voir *Chemins de halage*. — Le chemin de halage est dû sur les îles, L. 82. — Propriété des îles, îlots et atterrissements qui se forment dans le lit des fleuves et rivières, 70.

IMPRIMÉS. — Formules qui doivent être imprimées par les soins des ingénieurs en chef pour la comptabilité des routes départementales, L. 329; IL. 341. — pour celle du Trésor, L. 332; IL. 341. — pour la tenue des bureaux, IL. 40. — pour les tournées d'inspection, L. 394. — Tarifs des prix, 332, 394. — Formules fournies par l'administration centrale; comptabilité, 333; — Itinéraires, 361. — *Imprimés* dont la fourniture est à la charge des ingénieurs, IL. 40. — Les feuilles signalétiques ne doivent pas être imprimées par les soins des ingénieurs en chef, 195, 224.

INDENNITÉS. Voir *Experts*, *Expropriation pour cause d'utilité publique*, *Extraction de matériaux*, *Plus-value*. — Indemnité pour suppression, déplacement, etc., de moulins et autres usines, pour l'exécution de travaux publics, L. 90; — pour occupation de terrains, 91. — Lors de la démolition d'une construction pour cause de vétusté, le propriétaire n'a droit à indemnité que pour la valeur du terrain délaissé, 91. — Nomination d'experts pour évaluer les dommages, 92. — Avis du contrôleur et du directeur des contributions directes sur le procès-verbal d'expertise, 92. — Recommandation d'éviter les prises de possession de terrain avant le paiement des indemnités, 261.

INGÉNIEURS DES PONTS ET CHAUSSEES. Voir *Aspirants*, *Élèves ingénieurs*, *Honoraires*, *Pensions civiles*, *Personnel*. — Ils sont chargés de constater les contraventions en matière de grande voirie, L. 58, 235, 237; — et en matière de police du roulage, 365. — Ils sont dispensés du serment exigé par la loi du 29 floréal an x, quand ils justifient de celui prêté au Chef du Pouvoir exécutif lors de leur entrée en fonctions, 58. — Service et résidence, 61. — Fonctions, 61, 141, 335; IL. 117, 360. — Répression des fautes contre la subordination ou l'exactitude du service, L. 64, 399, 400. — Quotité des frais de bureau et de tournées, 65. — Ils sont tenus d'avoir et d'entretenir un cheval, 66. — Retraites et pensions, 66, 400. — Secours à accorder aux veuves d'ingénieurs, 66. — Dispositions particulières aux ingénieurs employés aux travaux de la marine militaire, 68. — Inventaire des objets appartenant à l'Etat et existant dans les bureaux des ingénieurs, 69. — Mesures à prendre, lors du décès d'un ingénieur, pour la conservation des objets appartenant à l'Etat, 69. — Il peut être accordé aux ingénieurs qui auront obtenu leur retraite, le brevet simplement honoraire d'un grade supérieur, 69. — Epoque à partir à laquelle compte le ser-

- vice des ingénieurs, **203**. — A quelles dépenses s'appliquent les frais fixes, **205, 327, 328**. — Frais de voyage en cas de changement de résidence, **328**. — Admission des conducteurs dans le corps des ingénieurs, **357**. — Dispositions relatives aux congés, **399**; II. **23, 132, 211**. — Les ingénieurs ne peuvent obtenir de congés illimités qu'après cinq années de services effectifs, **I, 399**. — Les ingénieurs ne peuvent devenir entrepreneurs, ni concessionnaires de travaux publics, sous peine d'être considérés comme démissionnaires, **400**; II. **312**. — Costume officiel, II. **91, 93**. — Frais de transport et de séjour alloués aux ingénieurs pour les opérations relatives au drainage, **28**; — pour celles relatives à la mise en valeur des marais et terres incultes appartenant aux communes, **311**. — Traitement et accessoires de traitement des ingénieurs en Algérie, **363**.
- INONDATIONS. Voir Contraventions, Digues.** — Travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations; mode d'exécution, II. **226**. — Formalités des enquêtes, **230, 233**. — Formalités à suivre pour l'exécution de digues dans la partie submersible des vallées, **226, 231, 234**. — Les pièces des enquêtes relatives à ces travaux doivent être communiquées aux ingénieurs, **248**.
- INSPECTEURS GÉNÉRAUX DES PONTS ET CHAUSSEES. Voir Compte de tournée d'inspection, Pensions civiles, Personnel.** — Service et résidence, **I, 61**. — Fonctions, **61**. — Répression des fautes contre la subordination ou l'exactitude du service, **63**. — Retraites et pensions, **66, 400**. — Secours à accorder aux veuves d'ingénieurs, **I, 66**. — Modifications du titre des inspecteurs généraux et des inspecteurs divisionnaires, **385**. — Costume officiel, II. **90, 91**. — Conseils à donner aux jeunes ingénieurs, lors de la tournée d'inspection, **97**.
- INSPECTEUR PRINCIPAL ET INSPECTEURS DES PONTS; INSPECTEURS PRINCIPAUX ET INSPECTEURS PARTICULIERS DE L'EXPLOITATION COMMERCIALE DES CHEMINS DE FER.** — Costume officiel, II. **92, 94**.
- INTÉRÊTS.** — Époque à partir de laquelle sont dus les intérêts, **I, 71**. — Fixation du taux de l'intérêt de l'argent, **83**. — Mode à suivre pour calculer les intérêts du prix d'immeubles acquis par l'État, II. **286**.
- INVENTAIRE DES OBJETS APPARTENANT À L'ÉTAT.** — Voir *Bureaux des ingénieurs*. — Inventaire des instruments de précision, **I, 287**.
- IRRIGATIONS.** — Passage sur les fonds intermédiaires des eaux d'irrigation et de submersion, **I, 232**. — Appui sur la propriété du riverain opposé des ouvrages d'art, **264**. — Le propriétaire sur le fonds duquel l'appui est réclamé peut toujours demander l'usage commun du barrage, **265**. — Jugement des contestations, **232, 265**.
- ITINÉRAIRES.** — Instructions pour leur rédaction, **I, 352**. — Les conducteurs doivent être munis, dans leurs tournées, d'un extrait de l'itinéraire, **354**. — Dispositions relatives à l'achat du papier, **361**. — Les titres sont fournis par l'administration centrale, **361**.
- JOURS FÉRIÉS.** — Fêtes solennelles pendant lesquelles la navigation est interdite sur la Seine et autres rivières y affluentes, **I, 9**. — Interdiction du travail le dimanche et les jours fériés, pour les ouvriers employés à la journée au compte de l'administration, **270; II, 22**.
- JUGEMENTS.** — Réquisition des ouvriers pour l'exécution des jugements, **I, 43**.
- LAIS ET RELAIS DE MER. Voir Domaine public.**
- LETRES DE VOITURE.** — Les voituriers par eau doivent être munis de lettres de voiture, **I, 49**.
- LEST. Voir Ports maritimes de commerce.**
- MAIRES.** — Leurs attributions, en ce qui concerne la sûreté des voies publiques, **I, 19, 37**; — la police des cours d'eau, **45**; — la police de la grande voirie, **58**; — la police du roulage, **365, 366**; — la petite voirie, **91**. — Cas où un maire refuserait de faire un des actes qui lui sont prescrits par la loi, **188**.
- MARCHEPIED. Voir Chemin de halage.**
- MARAIS (Dessèchement des).** — Ces travaux sont ordonnés par le Gouvernement et

exécutés par l'État ou par des concessionnaires, I. 84. — Préférence en faveur des propriétaires et des communes, 84. — Mode de concession, 84. — Fixation de l'étendue, de l'espèce et de la valeur estimative des marais avant le dessèchement, 84. — Des marais pendant le cours des travaux, 86. — Des marais après le dessèchement et de l'estimation de leur valeur, 86. — Règles pour le paiement des indemnités dues par les propriétaires en cas de dépossession, 86. — Conservation des travaux de dessèchement, 87. — Règles applicables aux travaux de salubrité, 89. — Organisation et attribution des commissions spéciales, 90.

MARAI ET TERRES INCULTES APPARTENANT AUX COMMUNES (Mise en valeur des). — Mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes, II. 298. — Mesures tendant à assurer l'exécution des travaux, 306, 330, 347. — Exécution et conservation des travaux par les communes, 307, 331. — Exécution et conservation des travaux par l'État; mesures propres à constater ses avances et en assurer le remboursement, 308, 332. — Formalités préalables à la mise en vente des terrains qui doivent être aliénés, 309, 335. — Délimitation et bornage des terrains; conservation des travaux, 310, 335. — Frais de déplacements alloués aux ingénieurs et agents des ponts et chaussées pour ces opérations, 311.

MARCHÉS. Voir *Adjudications, Cautionnement, Décentralisation administrative*. — Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou entrepreneur, I. 72. — Défense d'enlever les affiches apposées par ordre de l'administration, 99. — Les adjudications et marchés sont soumis au droit d'enregistrement; quotité du droit, 116. — Formes à suivre dans l'adjudication des travaux, 142. — Les adjudications des travaux concernant les routes départementales dont la dépense, déjà portée aux budgets, n'excède pas 20,000 francs peuvent être approuvées par les préfets, toutes les fois que ces travaux n'exigeront ni acquisition de terrains, ni changement de direction, 143, 145. — Règlement sur les marchés passés au nom de l'État, 186. — Les adjudications autorisées par le ministre sont rendues définitives par l'approbation des préfets, lorsque les soumissions ne renferment aucune clause extraconditionnelle et qu'il n'a été présenté aucune réclamation, II. 313, 353.

MOLINS. Voir *Usines*.

NAVIGATION INTÉRIEURE. Voir *Canaux, Pertuis, Rivières navigables*. — Défense de mettre des empêchements à la navigation des rivières et canaux, I. 6, 8, 33, 40, 44. — Avis préalable doit être donné avant de travailler aux pertuis, vannes, gords, etc., lorsque la navigation doit être interrompue sur la Seine et autres rivières y affluentes, 9. — Enlèvement des bateaux en foud d'eau, 9, 33. — Fêtes solennelles pendant lesquelles la navigation est interdite sur la Seine et autres rivières y affluentes, 9. — Défense de naviguer sur ces mêmes rivières pendant la nuit et de se mettre en chemin au temps de vent ou tempête, 9. — Mesures de précaution à prendre par les marins sur ces mêmes rivières pour éviter les accidents, 10. — Défense aux charretiers d'entrer dans le lit de la Seine et autres rivières y affluentes pour y charger les marchandises, 11. — Les maîtres et chabieurs de ponts doivent passer les bateaux suivant l'ordre de leur arrivée; et les coches et diligences par préférence à tous autres, 34. — Prescriptions de police pour le service de la navigation, 34. — Envoi d'un règlement pour la police de la navigation sur les canaux, II. 176.

Droits de navigation; exemption en faveur des bateaux employés exclusivement au service de la navigation par les agents des ponts et chaussées, 184. — Jaugeage des bateaux, 184. — Les bateaux doivent être pourvus d'échelles, 185.

NIVELLEMENT GÉNÉRAL DE LA FRANCE. — Lignes de base; établissement de repères métalliques; envoi d'un modèle, II. 252.

OCCUPATION DE TERRAINS. Voir *Indemnités*.

OCTROI (Droits d'). Voir *Extraction de matériaux*.

OPPOSITION A PAYEMENT. Voir *Personnel, Privilège des ouvriers*.

ORDRES ÉCRITS. Voir *Clauses et conditions générales, Entrepreneurs des ponts et chaussées*.

OUTRAGES. Voir *Personnel*. — Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique, I. 96.

OUTRAGES EN CHARPENTE. — Moyens indiqués pour prolonger l'existence de ces ouvrages, I. 461.

OUVRIERS BLESSÉS (Secours aux). — Secours à accorder aux ouvriers des travaux publics en cas d'accidents, I. 269, 272, 402. — Modèle d'état à fournir annuellement, II. 95.

PASSAGES D'EAU. — Les chaussées et abords des bacs doivent être rendus praticables par les propriétaires et fermiers, I. 33. — Les bacs et nacelles doivent être entretenus en bon état, 33. — Ils doivent être pourvus de gens habiles à la manœuvre, 33, 53. — Les passages d'eau font partie du domaine public, 49. — Exception en faveur d'une propriété circonscrite par les eaux, 49. — Mise en ferme des passages d'eau, 49. — Comment sont arrêtés les tarifs, 49, 57. — Adjudication des baux, 49, 60. — Durée des baux, 60. — Un tarif des droits à payer doit être affiché de l'un ou l'autre côté de la rivière, 33, 51. — Police des passages d'eau, 51. — Passage commun à deux départements, 51. — Les ingénieurs doivent visiter les bacs et bateaux, afin de juger s'ils sont régulièrement entretenus, 51. — Exemptions pour cause de service public, 53; II. 149. — Contestations relatives à la perception des droits, I. 53. — Le passage à gué d'un cours d'eau sur lequel est établi un bac n'est pas une contravention, lorsqu'il n'est pas exécuté dans un but de concurrence et qu'il n'est que purement accidentel, 54. — Nouveau modèle de cahier des charges pour les bacs; instructions à ce sujet, II. 83, 206, 254. — Tarifs, 83. — Établissement d'un nouveau passage d'eau, 84. — Adjudications, 85. — Enchères collectives sur les passages d'eau adjugés séparément, 86. — Abonnement par voie de soumission directe, 86. — Pièces à fournir à l'appui des traités passés avec les fermiers, 87. Matériel d'exploitation, 87. — Remise aux domaines du matériel sans destination, 88.

PATRAGE. Voir *Contraventions*.

PÊCHE FLUVIALE. — La mise en ferme de la pêche dans les canaux et les produits des francs-bords et des plantations appartenant à l'État, sont exercés par l'administration des ponts et chaussées, I. 101. — Exercice du droit de pêche, 129. — Administration et régie de la pêche, 130. — Adjudication des cantonnements de pêche, 130. — Conservation et police de la pêche, 132. — Poursuites en réparation de délit, 135. — Peines et condamnations, 138. — Exécution des jugements, 139. — Dispositions générales, 140. — Prohibition de certains engins, 145, 146. — Réserves faites pour des poissons de petite espèce, 146, 225. — Dispositions spéciales au Rhin, 146. — Les préfets déterminent les temps, saisons et heures pendant lesquels la pêche est interdite, 146. — La pêche aux écrevisses est réglementée par la loi du 15 avril 1829, 132. — Agents chargés de constater les infractions à la loi du 15 avril 1839 sur la pêche fluviale, 134. — Mode d'adjuger l'exercice du droit de pêche, 205. — Envoi du modèle du cahier des charges pour l'amodiation de la pêche dans les canaux et rivières canalisées, 205. — Envoi d'un nouveau modèle de cahier des charges, II. 188. — Modification de l'article 22 du cahier des charges, 255. — La surveillance, la police et l'exploitation de la pêche fluviale sont placées dans les attributions du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, 367.

PEINTURE. — Emploi de l'oxyde de zinc dans le service des ponts et chaussées, I. 334.

PENSIONS CIVILES. — Voir *Comptabilité*, *Personnel*. — Suppression des caisses de retraites et inscription des pensions au grand-livre de la dette publique, II. 99, 131. — Conditions du droit à pension pour les fonctionnaires qui entreront en exercice à partir du 1^{er} janvier 1854, 100. — Dispositions applicables aux fonctionnaires en exercice au 1^{er} janvier 1854, 102. — Dispositions applicables aux pensions de toute nature, 103, 150. — Dispositions spéciales, 105. — Tableau du maximum des pensions, 106. — Perception des retenues, 132, 144, 153. — Fonctionnaires et allocations qui doivent les subir, 153. — Congés, 132. — Justification du droit à pension; mode de liquidation, 134. — Rétribution pour la délivrance des certificats de vie, 137.

Renseignements sur les rétributions des fonctionnaires et employés payés sur des fonds autres que ceux du Trésor; retenues à subir, pour les pensions, 154. — Certificats médicaux à produire à l'appui des demandes de pension pour cause d'invalidité et des demandes de congé pour cause de maladie, 211.

PERMISSIONS DE VOIR. Voir *Alignements*.

PERSONNEL. Voir *Aspirants, Compte de tournée d'inspection, Conducteurs, Élèves, Employés secondaires, Honoraires, Ingénieurs, Inspecteurs généraux, Ouvrages, Pensions civiles, Serment*. — Les agents de l'administration ne peuvent être pour-nivis pour des faits relatifs à leurs fonctions sans une autorisation du Conseil d'Etat, I. 56. — Partie saisissable sur les traitements des fonctionnaires et employés, 57. — Organisation du corps des ponts et chaussées, 61, 394; II. 27, 193, 283, 304, 360, 361. — Organisation du personnel des agents inférieurs, 125, 293, 284. — Employés secondaires, 125. — Gardes, éclusiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure, 127. — Eclusiers, pontiers et autres agents attachés au service des ports maritimes de commerce, 129. — Gardiens de phares et fanaux, 129. — Bases d'après lesquelles les frais de voyage doivent être comptés, I. 83. — Admission et avancement dans les fonctions publiques, 342. — Les agents assermentés, salariés par l'Etat ou par les communes, peuvent être requis par l'autorité militaire pour être employés à l'intérieur comme auxiliaires de la force publique, pour le maintien de l'ordre, II. 32, 149. — Cumul des traitements, 92, 105. — Les propositions d'indemnités doivent faire l'objet de rapports spéciaux transmis à l'administration au commencement de l'année pour les ingénieurs, et pour les conducteurs et agents secondaires, immédiatement après le travail annuel d'avancements, 97, 224, 374; modèle d'Etat, 375. — Les propositions d'avancement en faveur des ingénieurs et des conducteurs doivent faire l'objet de deux états séparés, 97. — Il doit en être remis deux expéditions à l'inspecteur, et une autre doit être adressée au préfet, 196. — Obligations des ingénieurs lorsqu'ils ont à occuper temporairement ou à traverser des propriétés privées, 130. — Recrutement militaire; registre des agents qui n'ont pas satisfait à la loi du recrutement, 147. — Fonctionnaires et allocations qui doivent subir les retenues pour les pensions civiles, 153. — Renseignements sur les rétributions des fonctionnaires et employés payés sur des fonds autres que ceux du Trésor, 154. — Frais de missions spéciales des fonctionnaires et agents des divers services dépendant du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, II. 171. — Indemnités pour les opérations relatives au drainage, 198; — pour celles relatives à la mise en valeur des marais et terrains communaux, 311. — Etat des agents inférieurs à employer en 18 ; instructions pour la rédaction de cet état, 203, 278; modèle d'Etat, 281; — il doit être fourni en double expédition, 205. — Certificats médicaux à produire à l'appui des demandes de pension pour cause d'invalidité ou d'infirmités, et des demandes de congé pour causes de maladie, 211. — Augmentation des petits traitements, 255, 256.

PERTUIS. Voir *Navigation*. — Ouverture des pertuis pour le service de la navigation, I. 8, 34. — Mesures de précaution à prendre pour le passage des pertuis, 10.

PIQUEURS. Voir *Employés secondaires*.

PLANS D'ALIGNEMENT. Voir *Alignements, Itinéraires*. — Instructions pour la rédaction des plans d'alignement, I. 238; II. 137. — Formalités d'enquête, I. 208, 312. — Format de ces plans, II. 65.

PLANTATIONS. Voir *Contraventions, Échenillage, Essartement*. — Elles ne peuvent être faites par les riverains que sur leurs héritages, I. 16, 17, 18, 24, 70, 73, 102, 345, 347. — Exception faite par la loi du 9 ventôse an xm, 72. — Obligation de planter sur les héritages riverains des routes, 17, 101, 102, 347, 369. — Mode d'exécution, 102. — Défense de mutiler les plantations, 18, 41, 98. — Droits des riverains, en ce qui concerne les branches et les racines, 70. — Distance à laquelle les arbres doivent être plantés de la propriété voisine, 70, 102, 346. — Distance à réserver entre les arbres de la même rangée, 17, 145, 316. — L'abatage et l'élagage des arbres sont soumis à l'autorisation, 72, 103, 104, 121. — Les autorisations données par les préfets pour abattre des arbres sont dispensées de l'approbation supérieure, 143, 144. — Ces autorisations sont toujours accompagnées de

l'obligation de remplacer, 144. — Propriété des plantations existantes sur le sol des routes, 101, 121. — Propriété des plantations existantes le long des routes, 101. — Les plantations nouvelles doivent être autorisées par le préfet, 102. — Obligation d'entretenir les plantations existantes, 102, 103, 369. — Mode de vente des arbres appartenant à l'Etat et des produits de l'élagage, 103. — Cession des arbres des routes au service de l'artillerie; mode de fixation du prix, 148. — Sur toutes les routes qui ont au moins 10 mètres de largeur, les plantations seront établies, à l'avenir, sur le sol même du domaine public; mode de plantation, 346. — Aucune plantation ne peut être exécutée sur une route que d'après un projet approuvé et au moyen d'un crédit ouvert, 347; II, 161. — Interdiction de faire aucune plantation nouvelle avec les fonds affectés à l'entretien, 161. — Lorsque l'Etat plantera lui-même sur le sol des routes, il n'usera pas du droit donné par le décret du 16 décembre 1811, d'exiger que les riverains plantent sur leurs propriétés, I, 347, 369. — Il peut user de ce droit toutes les fois qu'il ne plante pas lui-même, 347, 369. — Les arrêtés des préfets enjoignant aux propriétaires de planter sur leurs terrains, devront être soumis à l'approbation de l'administration, 347, 369. — Les propriétaires conservent toujours la faculté de planter sur leurs fonds en observant la distance prescrite par le Code civil, 347. — Moyens d'affranchir les propriétés riveraines des routes de la servitude de la plantation, 369.

Plantations à faire sur les routes nationales: désignation des routes à planter; tracé des lignes d'arbres, 370. — Choix des essences, 373. — Provenance des arbres et conditions auxquelles ils doivent satisfaire, 375. — États d'indication; époques où les plantations doivent être faites, 375. — Arrachage des arbres dans les pépinières et précautions à prendre entre l'arrachage et la plantation, 376. — Ouverture des fosses, 376. — Emprunts de terre végétale, 377. — Plantation des arbres et remplissage des fosses, 377. — Épinage et tuteurs; chaise-roues, 378. — Travaux d'entretien, 378. — Retenues et paiements, 379. — Garantie imposée à l'adjudicataire, réception, moyens de tenir compte des chances de mortalité, 380. — Exécution par régie des travaux de plantation, pépinières au compte de l'Etat, 338.

Entretien des plantations: binages et labours, II, 51. — Arrosages, 51. — Échenillage, 51. — Ébourgeonnement et taille, 51. — Elagage, 52. — Ecorçage, 52. — Arbres dépérissants, 53. — Maladie de l'écorce, 53. — Manière d'exécuter les travaux, 53. — Remplacement des arbres qui viennent à mourir, 53; — par voie de régie, 54; — par voie des entrepreneurs spéciaux, 54; — par les entrepreneurs d'entretien de la route, 54. — Convenance de créer des pépinières, 54. — Statistique annuelle des plantations, 55. — Remise au domaine des produits de l'élagage et des arbres morts, 55. — Surveillance pour la conservation des plantations, 55.

Instruction pour la tenue du registre des plantations, II, 55, 141. — Un extrait doit en être adressé chaque année à l'administration, 55.

PLUS-VALUE. Voir *Indemnités*. — Les propriétés qui, par suite de l'exécution des travaux d'utilité publique, ont acquis une notable augmentation de valeur, peuvent être chargées de payer une indemnité qui pourra s'élever jusqu'à la valeur de la moitié des avantages acquis, I, 88. — Lorsqu'il y a lieu de payer une indemnité à un propriétaire pour occupation de son terrain et de recevoir de lui une plus-value pour des avantages acquis à ses propriétés restantes, il y a compensation jusqu'à concurrence, 92.

POLICE DE LA GRANDE VOIRIE. Voir *Contravention, Procès-verbaux de contravention, Routes*. — Nécessité de faire exécuter les règlements; envoi d'un modèle de procès-verbal de contravention, I, 106. — États trimestriels des procès-verbaux dressés à fournir à l'administration, 107, 111. — Mesures à prendre pour régulariser l'instruction des recours en grâce, II, 193.

POLICE DES CHEMINS DE FER. Voir *Chemins de fer, Contraventions, Procès-verbaux de contravention*. — Mesures relatives à la conservation des chemins de fer, I, 233. — Les lois et règlements sur la grande voirie leur sont applicables, 233. — Servitudes imposées aux propriétés riveraines, 233. — Clôtures et barrières, 233. — Distance à observer pour l'établissement des constructions, 234. — Interdiction de faire des excavations près des talus de remblais, 234. — Distance à observer pour l'établissement de couvertures en chaume ou pour les dépôts de matières

Inflammables, 234. — Réduction des distances prohibées, 234. — Constatation et poursuite des contraventions, 235. — Contraventions de voirie commises par les concessionnaires, 235. — Notification des procès-verbaux, 235. — Mesures provisoires, 235. — Mesures relatives à la sûreté de la circulation; pénalités applicables aux crimes, délits et contraventions, 235. — Responsabilité des concessionnaires, 236. — Fonctionnaires et agents chargés de constater les crimes, délits et contraventions, 235, 237. — Timbre et enregistrement en débet des procès-verbaux, 237. — Ceux dressés par les ingénieurs, les conducteurs, les gardes-mines et les commissaires de surveillance sont dispensés de l'affirmation, 237. — Attaques, violences et voies de fait envers les agents des chemins de fer, 237.

Stations, I, 248. — Voie, 248. — Matériel employé à l'exploitation, 248. — Composition des convois, 250. — Départ, circulation et arrivée des convois, 251. — Perception des taxes et des frais accessoires, 254. — Surveillance de l'exploitation, 255. — Mesures concernant les voyageurs et les personnes étrangères au service des chemins de fer, 256. — Dispositions diverses, 258.

POLICE DU BOULAGE. Voir *Contraventions, Procès-verbaux de contravention*. — Loi : Conditions de la circulation des voitures, I, 363. — Voitures qui doivent être munies d'une plaque, 364. — Pénalités applicables à diverses sortes de contraventions; défaut de plaque, 364. — Plaque fautive, 364. — Dommages causés aux routes ou à leurs dépendances, 364. — Refus d'obtempérer à une sommation de s'arrêter, 364. — Cas où il ne peut être prononcé qu'une seule condamnation pour une contravention constatée plusieurs fois, 365. — Les propriétaires sont responsables des amendes et autres frais de réparation prononcés contre toute personne préposée par eux à la conduite de leur voiture, 365. — Fonctionnaires et agents chargés de constater les contraventions, 365. — Poursuite des contraventions, 365. — Affirmation des procès-verbaux, 366. — Enregistrement, 366. — Arbitrage du maire lorsque le contrevenant n'est pas domicilié en France, 366. — Suite donnée aux procès-verbaux, 367. — Notification, 367. — Délai pour la production des moyens de défense, 367; pour faire opposition aux arrêtés rendus par défaut par le conseil de préfecture, 367; pour le recours au Conseil d'État, 367. — Prescription de l'action publique, 367; de l'amende, 367. — Répartition des amendes, 368.

Règlement d'administration publique : longueur des essieux; saillie des moyeux, II, 57, 74. — Interdiction d'employer des clous à tête de diamant pour les bandes, 58, 74. — Nombre de chevaux à atteler aux voitures, 58, 74. — Attelage exceptionnel pour le transport des blocs indivisibles, 58. — Chevaux de renfort, 58. — Barrières en temps de dégel, 58, 72, 222, 225. — Mesures de sûreté pour la traversée des ponts suspendus, 59, 73. — Les voitures doivent se ranger à l'approche de toute autre voiture, 59, 73. — Interdiction de laisser stationner des voitures sur la voie publique, 60, 73. — Dispositions applicables aux voitures qui ne servent pas au transport des personnes; largeur du changement, 60, 74. — Largeur des colliers, 60, 65, 74. — Fixation du nombre de voitures marchant en convois, 60, 75, 222, 225. — Conduite des voitures, 60. — Les voitures marchant la nuit doivent être pourvues d'une lanterne allumée, 60, 75. — L'obligation de l'éclairage peut être imposée aux voitures particulières servant au transport des personnes, 222, 225. — Plaque, 60, 75. — Dispositions applicables aux voitures des messageries, 64, 76. — Estampille, I, 414; II, 61. — Contraventions qui doivent être jugées par les conseils de préfecture, 78.

Mesures à prendre pour régulariser l'instruction des recours en grâce, II, 493.

PONTS. Voir *Navigation*. — Défenses aux voituriers de passer eux-mêmes les bateaux sous les ponts où il y a des maîtres établis, I, 11. — Interdiction de passer sous les ponts en réparation, 19. — Défense d'abattre les parapets, 24. — Destruction des ouvrages faits au pied des ponts dans l'intérêt des moulins, et nuisibles à la navigation, 25. — Défense de faire aucun ouvrage, sans autorisation, dans le lit des rivières et au pied des ponts, 25. — Les maîtres et ébailleurs des ponts doivent être munis des équipages nécessaires, 34.

PONTS SUSPENDUS. — Visites annuelles; modèle d'état à fournir, I, 245. — Visites et vérification que commande la sécurité publique; dispositions nécessaires pour per-

- mettre la visite des câbles de retenue et d'amarrage, 336, 350. — Mesures de précaution contre les chargements excessifs, II. 30, 57. — Envoi d'un nouveau modèle de cahier des charges, 70.
- PORTS FLUVIAUX.** — Enlèvement des débris de bateaux, I. 9. — Injonction aux voituriers et marchands, aussitôt que leurs bateaux seront arrivés à port et fermés, d'en ôter les gouvernaux, I. 11.
- PORTS MARITIMES DE COMMERCE.** — Des congés et rapports, I. 14. — Police des ports, côtes et rivages de la mer, 14. — Lestage et délestage des navires, 15. — Rivage de la mer; défense d'y construire, 15. — Parcs et pêcheries, 15. — Constatation et répression des contraventions, 104, 105.
- POSSESSION.** — Actions possessoires, I. 74.
- POTEAUX INDICATEURS.** — Établissement de croix, poteaux et pyramides, I. 7. — Défense de briser les poteaux indicateurs et de lacérer les inscriptions, 7. — Établissement de poteaux et de tableaux indicateurs le long des routes; envoi d'un modèle, 174.
- POURVOIS.** — Recours des intéressés contre les arrêtés préfectoraux relatifs à la réglementation d'usines, II. 35. — Invitation de bâter l'instruction des affaires contentieuses, afin qu'il reste à l'administration supérieure le temps de préparer au besoin le pourvoi devant le Conseil d'État, 263, 295.
- PRÉFETS.** — Leurs attributions générales, I. 36, 44, 56, 58, 150; II. 27, 312. — En matière de travaux publics, I. 26, 30, 40, 56, 92; II. 313, 353; — en matière de pêche, I. 146; — de chemins vicinaux, 179; II. 58; — de comptabilité, I. 276, 328; II. 313, 353; — de grande voirie, I. 37, 38, 56, 59; — de police de roulage, II. 53, 222; — de chemins de fer, I. 334; — de syndicats, II. 276. — Les tribunaux ne peuvent connaître des actes d'administration, I. 37, 41.
- PRESCRIPTION.** — Prescription trentenaire, I. 72. — Prescription quinquennale, 72. — Prescription des créances sur l'État, 146; — sur les départements et les communes, 147. — Prescription de l'action publique, quant à l'amende, en ce qui concerne les contraventions de grande voirie, 96. — L'action publique ne se prescrit pas, à l'égard des travaux indûment faits, 96. — Invitation de bâter par tous les moyens le paiement des créances d'exercices clos, afin d'éviter la prescription, II. 69.
- PRISES D'EAU.** Voir *Canaux, Rivières navigables et flottables*. — Établissement de prises d'eau dans les rivières navigables ou flottables, I. 40, 44. — Redevances pour permission de prises d'eau sur les canaux et rivières navigables, 203; — nécessité de fixer, dans les règlements d'eau, les époques des recouvrements des redevances, II. 197. — Les autorisations des prises d'eau dans les canaux de l'État ne sont point données par les préfets, 275, 290.
- PRIVILÈGE DES OUVRIERS ET FOURNISSEURS.** — Les sommes dues aux entrepreneurs de travaux publics ne peuvent être frappées de saisie-arrest ou opposition de la part de leurs créanciers particuliers, I. 75. — Exception faite en faveur des ouvriers et des fournisseurs de matériaux, 75. — Le droit des créanciers particuliers ne peut s'exercer qu'après la réception des ouvrages sur le solde restant dû et après que les créances privilégiées ont été servies, 75. — Le privilège conféré aux ouvriers et fournisseurs des entrepreneurs de travaux publics ne s'applique pas au cas de travaux de chemins de fer exécutés par des compagnies, 75.
- PRIX CONVENUS ET PRIX SUPPLÉMENTAIRES.** — Aucune dépense à prix convenu ne doit figurer dans les décomptes des entrepreneurs, II. 13. — Les préfets peuvent approuver des prix supplémentaires pour des parties d'ouvrages non prévues au devis, mais dans le cas où il ne doit résulter de l'exécution de ces ouvrages aucune augmentation dans la dépense, 313, 353.
- PROCÈS-VERBAUX DE CONTRAVENTION.** Voir *Contraventions, Police de la grande voirie, des chemins de fer, du roulage*. — Les procès-verbaux doivent être dressés contre le propriétaire et contre l'entrepreneur, I. 23. — Ils doivent être visés

pour timbre et enregistrés en débet dans les délais prescrits par la loi, 73, mais le défaut de timbre et d'enregistrement n'entraîne pas nécessairement leur nullité, 266. — Délai pour l'enregistrement en matière de grande voirie, 58, 108; en matière de police du roulage, 366. — Les procès-verbaux des agents de la grande voirie font foi jusqu'à preuve contraire, 95; de même que ceux dressés par les agents désignés par la loi sur la police du roulage, 366. — Les procès-verbaux doivent être affirmés pour motiver une condamnation, 101; délai pour l'affirmation en matière de grande voirie, 108; en matière de police de roulage, 366. — Fonctionnaires chargés de recevoir l'affirmation, 101, 104, 366. — Suite à donner aux procès-verbaux de grande voirie, 104. — Modèle de procès-verbal de délit de grande voirie, 108. — Aucune loi n'exige la notification des procès-verbaux de grande voirie, 109. — Les procès-verbaux dressés pour contravention à la loi sur la police des chemins de fer par les ingénieurs, les conducteurs, les gardes-mines et les commissaires de surveillance sont dispensés de l'affirmation, 237. — Les procès-verbaux dressés pour contravention à la loi sur la police du roulage par les ingénieurs, les maires et adjoints, les commissaires et agents de police, les officiers et sous-officiers de gendarmerie, sont dispensés de l'affirmation, 366.

Rédaction des procès-verbaux de la gendarmerie, II, 148; ils sont dispensés de l'affirmation, 201. — Ils font foi jusqu'à preuve contraire, 148; et ne peuvent être annulés pour vice de forme ou pour défaut d'enregistrement, 148.

PROCS-VERBAUX DE RÉCOLEMENT. — Procès-verbaux de récolement des alignements, I, 4; II, 245.

PROJETS DE TRAVAUX. Voir *Bordereau des prix, Conférences, Prix concourus.* — Les projets approuvés ne doivent rester entre les mains des ingénieurs que pendant l'exécution des travaux; après la réception définitive ils doivent être déposés aux archives de la préfecture, I, 34. — Instructions relatives à la rédaction des projets qui comportent le règlement des pentes des rues qui, dans les villes, bourgs et villages, font partie des routes royales, 118. — Les projets des travaux d'entretien des routes impériales sont approuvés par les préfets, 141. — Autres projets qui peuvent être approuvés par les préfets, 141. — Les projets des travaux concernant les routes départementales, dont la dépense, déjà portée aux budgets, n'excède pas 20,000 fr., peuvent être approuvés par les préfets, toutes les fois que ces travaux n'exigent ni acquisition de terrains, ni changement de direction, 143, 144, 145; II, 314. — Les préfets peuvent néanmoins demander à ce que le conseil des ponts et chaussées soit consulté sur les projets de 20,000 francs et au-dessous, I, 145. — Tous les autres projets concernant les routes départementales doivent être soumis à l'approbation du ministre des travaux publics, II, 314. — Envoi des formules d'un projet de route et des tables de déblais et de remblais, I, 176. — Instruction sur l'emploi de la formule intitulée : avant-métré des travaux, 183. — Un tableau de la circulation doit être produit à l'appui de chaque projet de construction ou de rectification de route, 245. — A moins d'une urgence véritable, les ingénieurs ne doivent pas apporter de changements au devis, sans les soumettre préalablement à l'approbation de l'administration supérieure, 389.

Programme pour la rédaction des projets : avant-projets; dessins, 314. — Pièces écrites, 317. — Projets définitifs; dessins, 317. — Pièces écrites, 318. — Pièces à produire en même temps que les projets définitifs, ou après l'approbation de ces projets, en exécution du titre II de la loi du 3 mai 1841, 318. — Dispositions générales, 319.

QUAIS. — Défense d'y amasser des immondices, I, 6, 9. — Enlèvement des débris de batenaux, 9.

QUITTANCES. Voir *Expropriation, Timbre.*

REBOISEMENT DES MONTAGNES. — Mode d'exécution, II, 296. — Reboisements facultatifs, 318. — Reboisements obligatoires, 319. — Exécution et conservation des travaux, 320. — Concours des ingénieurs, 359.

RÉCOLEMENT (Procès-verbaux de). Voir *Procès-verbaux de récolement, Usines.*

REDVANCES. Voir *Prises d'eau.*

RÉGIS. Voir *Comptabilité.*

RESPONSABILITÉ DES PARENTS, MAÎTRES, PROPRIÉTAIRES, etc., I. 71.

RÉTROCESSION DE TERRAINS. Voir *Domaine, Routes*. — Cession de terrains aux riverains par voie d'alignement, I. 91, 176, 190, 321. — Droit des propriétaires à la rétrocession des terrains expropriés, et qui n'auraient pas reçu ou ne recevraient pas, en tout ou partie, leur destination, 173, 217, 226. — Ces terrains sont vendus dans la forme ordinaire, en cas de déchéance du privilège des expropriés, 173. — Cession, par voie d'échange, de terrains devenus inutiles aux routes, canaux et rivières navigables, 189. — Mode de procéder, 190. — Mode de diviser le terrain à céder, par suite d'alignement, aux propriétaires riverains des routes, 321; — exception, 321. — Délégation donnée aux sous-préfets pour passer les actes de cessions et d'acquisitions de terrains, par suite d'alignements, lorsqu'il y a un plan approuvé, et que la valeur de la parcelle est inférieure à 1,000 francs, 324. — Les terrains à retrancher de la voie publique par suite d'alignement, et dont le prix est inférieur à 1,000 francs, peuvent être vendus sans l'assentiment préalable de l'administration supérieure des domaines, 325.

RIVIÈRES NAVIGABLES ET FLOTTABLES. Voir *Chemins de halage, Contraventions, Déboîe, Extraction de matériaux, Passages d'eau, Pêche fluviale, Prises d'eau, Navigation*. — Interdiction d'y établir des moulins, batardeaux et autres empêchements au service de la navigation, I. 6, 9, 25, 32, 44. — D'y jeter, de même que sur leurs bords, aucunes ordures, immondiçes, etc., etc., 6, 33. — D'en détourner l'eau par tranchées, fossés et canaux, 6, 8, 33, 40, 44. — Distance à laquelle les riverains peuvent planter et construire, 7, 8, 32, 43. — Largeur à donner aux arches, pontons, etc., pour le service de la navigation, 8. — Destruction des ouvrages faits en rivière, dans l'intérêt des moulins, et nuisibles à la navigation, 25. — Défense d'y planter des pieux, 33. — Constatacion et répression des contraventions, 405. — Les préfets approuvent, chacun dans l'étendue de son département, les adjudications des produits accessoires des rivières canalisées, sauf à en référer à l'administration en cas de collusion, 150. — Les réductions de prix de fermage de ces produits doivent toujours être approuvées par le ministre des finances, 150. — Les cahiers des charges servant de base aux adjudications des produits des rivières canalisées doivent être soumis à l'approbation du ministre des travaux publics, 151. — Les préfets doivent adresser au ministre des travaux publics, aussitôt après avoir statué sur les adjudications des produits accessoires des rivières canalisées, un bordereau indicatif du montant de chacun des lo's adjugés, 151. — Exemption des droits de navigation pour les matériaux employés aux travaux qui s'exécutent par voie de régie sur les rivières canalisées, 172. — Envoi de modèles de cahiers des charges pour l'amodiation de la pêche et des produits des francs-bords des canaux et rivières canalisées, 205. — Tarif des indemnités à accorder aux éclusiers et pontonniers pour la navigation de nuit sur les canaux et rivières canalisées; mode de paiement, II. 209.

RIVIÈRES NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES. Voir *Décentralisation administrative, Digués*. — Défense de détourner l'eau des ruisseaux servant au flottage des bois destinés à l'approvisionnement de Paris, I. 8, 44. — Marchepied réservé pour le flottage à bûches perdues, sur les cours d'eau affluent au bassin de la Seine, 12, 43. — Curage et élargissement des rivières non navigables, 58; II. 29, 276. — La police, le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables sont placés dans les attributions du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, 328, 339.

ROUTES. Voir *Bovnage, Cimetières, Echenillage, Essartement, Fossés, Travaux publics, Rétrocession de terrains*. — Largeur des anciennes routes, I. 6, 17, 30. — Distance à laquelle peuvent être ouvertes des carrières, 24, 29. — Dispositions relatives au débouché sur les routes des chemins de carrières, 29. — Mesures à prendre lorsqu'un chemin communal est converti en grande route, 125. — Propriété des terrains retranchés des routes dans les traverses des villes et bourgs, II. 232, 275; en dehors des villes et bourgs, 305, 337. — Modèle de devis d'entretien des routes et d'état d'indiction, I. 159.

Méthodes à suivre pour l'entretien des routes, 194. — Enlèvement de l'usure; poussière, 195. — Boue, 196. — Emploi de matériaux 196. — Qualité des matériaux

à employer, 197. — Main-d'œuvre, 198; II. 191. — Réparation des dégradations accidentelles, I. 199. — Inconvénients du démontage des chaussées, 200. — Réparation des chaussées en mauvais état, 201. — Bombement et largeur des chaussées, 202.

Entretien des parties de routes pour lesquelles des projets de rectification sont étudiés; entretien des traverses; précautions à prendre pour les parties de routes où la circulation est partiellement interceptée, 286. — Invitation de produire annuellement un tableau des parcelles dont les propriétaires ont été dépossédés pour la construction ou l'élargissement des routes, II. 22. — Mesures à prendre pour établir une communication électrique sur une route où il existe des plantations, ou des plantations sur une route où il existe une communication électrique, 205.

ROUTES FORESTIÈRES. — Exécution de routes forestières; mode d'exécution, II. 295.

ROUTES IMPÉRIALES. Voir *Routes*. — La sous-répartition des fonds d'entretien est faite par un conseil local, I. 161. — Aucune route départementale ne peut être élevée qu'en vertu d'une loi, au rang de route royale, 149. — Les routes impériales délaissées peuvent être classées, par ordonnance royale, parmi les routes départementales ou parmi les chemins vicinaux, 225. — Moyen de tirer parti des excédants de largeur, 348; II. 161. — Gares pour loger les matériaux d'entretien; elles ne peuvent être ni établies, ni supprimées sans autorisation de l'administration, I. 350. — Réduction de la largeur à entretenir; profil indiqué par l'administration, II. 160. — Recommandation de ne pas faire d'ouvrages neufs ou de grosses réparations avec les fonds d'entretien, 192.

ROUTES DÉPARTEMENTALES. Voir *Enregistrement*, *Honoraires*, *Routes*. — Aucune route départementale ne peut être classée sans que le vote du conseil général ait été précédé d'une enquête, I. 173. — Le déclassement des routes est assujéti à mêmes formalités que leur classement, 173. — Route départementale intéressant plusieurs départements; le classement ou l'exécution peut être ordonné par une loi, 218. — Le sol des routes départementales créées depuis le décret du 16 décembre 1814, appartient aux départements; celui des routes existantes à l'époque de ce décret est la propriété de l'État; néanmoins, les départements, en ce qui concerne ces dernières routes, ont droit au prix de vente des terrains devenus inutiles, ainsi qu'au prix des arbres plantés sur leur sol, 227. — Nécessité de désigner dans l'arrêté préfectoral à prendre, en exécution de l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841, les terrains acquis amiablement pour le service des routes départementales, afin de les affranchir des droits de timbre et d'enregistrement, 259. — Production d'un état indiquant la situation des routes départementales au 31 décembre, II. 169. — Production d'un autre état indiquant les dépenses faites pendant l'exercice précédent pour le service des routes départementales, 172. — Modification du devis général d'entretien, en ce qui concerne le paiement des retenues de garantie des travaux exécutés sur les routes départementales, 213.

REES. — Frais de pavage; conversion en taxe; les ingénieurs sont appelés à donner leur avis, II. 20.

SAILLIES. Voir *Alignements*, *Contraventions*.

SAISIES-ARRÊTS. Voir *Opposition à paiement*, *Personnel*.

SALUBRITÉ (Travaux de). Voir *Marais (Dessèchement des)*.

SERMENT. Voir *Personnel*. — Les fonctionnaires chargés de constater les contraventions qui ne prêtent pas serment en justice, doivent le prêter devant le préfet, I. 58. — Les ingénieurs doivent prêter serment de fidélité à l'Empereur, 83. — Les ingénieurs sont dispensés du serment exigé par la loi du 29 floréal an 3, quand ils justifient de celui prêté à l'Empereur lors de leur entrée en fonctions, 58. — Qualité du droit d'enregistrement des prestations de serment des conducteurs, agents de la navigation, cantonniers-chefs et agents-voyers, 341. — Les ingénieurs en chef agissant comme tiers experts en vertu de la loi du 16 septembre 1807, ne sont pas astreints à prêter serment, 92.

SERVITUDES MILITAIRES. — Servitudes relatives aux nouvelles constructions, II. 109. — Servitudes concernant les constructions existantes, 110. — Entretien des bûisses en maçonnerie, 110. — Exceptions, 111. — Bornage des zones de servitude et des polygones exceptionnels,

112. — Servitudes relatives au terrain militaire formant la zone des fortifications et bornage de ce terrain, 113.

SOUSSION DE TRAVAX. — Modèle de soumission, II. 228; — Suppression des rabais fractionnaires, 258.

Socs-Préfets. — Leurs attributions générales, II. 344; — en matière de grande voirie, 58, 59, 271, 324.

TÉLÉGRAPHIE ÉLECTRIQUE. — Ordre de transmission des dépêches, I. 356. — Mesures à prendre pour établir une communication électrique sur une route où il existe des plantations, II. 205. — Fonctionnaires ayant le droit de requérir la transmission gratuite de leurs dépêches, 257. — Autorisation aux ingénieurs et agents des ponts et chaussées de transmettre en franchise des dépêches relatives à la crue des cours d'eau, 278.

TIMBRE. Voir Enregistrement. — Établissement et fixation des droits, I. 47. — Application des droits, 47. — Actes et registres non soumis à la formalité du timbre, 48. — L'empreinte du timbre ne peut être couverte d'écriture, 48. — Le papier timbré ne peut servir qu'à la rédaction d'un seul acte, 48. — Le timbre des quittances fournies à l'État ou données en son nom est à la charge des particuliers qui les donnent ou les reçoivent, 48. — Les procès-verbaux de contravention doivent être visés pour timbre, 47, 73. — Les procès-verbaux de tierce expertise dressés par les ingénieurs en chef, en vertu de la loi du 16 septembre 1807, sont sujets au timbre et à l'enregistrement, 92. — Ils reçoivent cette double formalité *gratis* quand ils concernent les routes impériales, mais acquittent les droits ordinaires quand ils concernent les départements, 92. — Lorsque les ingénieurs en chef ne jugent pas à propos d'acquitter les droits, les procès-verbaux sont admis au visa pour timbre et à l'enregistrement *en débit*, sous recouvrement, 92. — Indication des pièces administratives soumises à la formalité du timbre et de l'enregistrement, 116. — Les pièces et actes relatifs à l'expropriation sont visés pour timbre *gratis*, 216. — La formalité du visa pour timbre peut être donnée en même temps que celle de l'enregistrement pour les actes de vente des terrains acquis pour l'exécution de travaux publics, 227, 228. — Recommandation de veiller à l'exécution de la loi sur le timbre, en ce qui concerne les pétitions, 273. — Les formules imprimées pour permissions de voirie peuvent être visées pour timbre au bureau de l'enregistrement du chef-lieu de sous-préfecture, II. 304. — Les pétitionnaires peuvent joindre à leur demande un mandat de 1 fr. 25 sur la poste, au nom du préfet, au lieu de la feuille de papier timbré qu'ils étaient auparavant tenus d'y annexer, 329.

TRANSPORTS EXCEPTIONNELS. Voir Police du roulage.

TRAVAX MIXTES. — Limites de la zone frontière et des territoires réservés, II. 115, 365. — Organisation de la commission mixte, 115, 365. — Affaires de sa compétence, 115. — Instruction des affaires, 117. — Adhésion immédiate des chefs de service à l'exécution des travaux, 303. — Exécution et réception des travaux mixtes, 121, 365. — Imputation et paiement des dépenses, 122. — Répression des contraventions, 123. — Dispositions diverses, 123. — Carte de la zone frontière, sur laquelle sont indiquées les voies de communication, 123, 164, 366. — Travaux qui peuvent être exécutés sur les voies exonérées de la surveillance de l'autorité militaire, 124. — Travaux toujours exceptés de l'exonération, 124. — Répartition des dépenses d'entretien des voies de terre et d'eau situées dans la zone des fortifications et des postes; mode de procéder, 125.

TRAVAX PUBLICS. Voir Enquête, Expropriation pour cause d'utilité publique, Extraction de matériaux, Ouvriers blessés, Projets de travaux. — Concours des départements, des arrondissements et des communes, pour l'établissement de travaux publics, I. 88; — pour leur entretien et leur réparation, 89. — Ouverture ou perfectionnement de routes ou des moyens de navigation pour l'exploitation des forêts ou bois, des mines ou minières; concours dans la dépense, 89. — Peines encourues en s'opposant à l'exécution des travaux publics, 98. — Tous les travaux d'utilité publique sont ordonnés ou autorisés par décret, II. 95.

TRAVAX URGENTS. — Les travaux réellement urgents peuvent seuls être exécutés sans autorisation préalable de l'administration, I. 100, 119.

TERRAINS (Revente de). Voir Rétrocession de terrains.

TROTTOIRS. — Formalités à remplir pour rendre leur construction obligatoire dans les traverses; répartition des frais de construction, I. 232; II. 29. — Sur les routes on ne devra établir de trottoirs que dans les traverses, aux abords des villes ou des bourgs et sur les côtes rapides, I. 349; II. 161. — L'exécution ne pourra avoir lieu qu'après que le projet en aura été approuvé, I. 349. — Interdiction d'en établir en rase campagne aux frais du Trésor, 349. — Les débris du curage de la chaussée peuvent être rejetés sur les bords de la route, de manière à donner au sol un relief qui tiendra lieu de trottoir pour les piétons, 349; II. 161.

USINES A EAU. — Défense d'établir des moulins, écluses, pertuis, etc., sans autorisation, I. 6, 32, 44. — Chômage des moulins pour le service de la navigation, 6, 13, 421. — Chômage pour l'exécution de travaux publics, 421. — Suppression, déplacement, etc., pour le même motif, 90. — Publications à faire avant d'exécuter des travaux qui empêchent la navigation sur la Seine et autres rivières y affluentes, 9. — Vérification des titres de propriété des moulins établis sur les ponts, 25. — Les moulins, usines, etc., sur les rivières navigables et flottables doivent être autorisés par une décision du pouvoir exécutif, 44. — Sur les rivières non navigables ni flottables ils sont autorisés par les préfets, II. 317. — Instruction pour le règlement des usines, I. 45. — Redevances pour permission d'usine sur les canaux et rivières navigables, 203. — Nécessité de fixer dans les règlements d'eau les époques des recouvrements des redevances, II. 197.

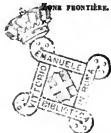
Règlement des usines sur cours d'eau, I. 403; II. 32; — Forme des demandes, I. 403. — Première enquête, 404. — Envoi des pièces aux ingénieurs, 404. — Instruction par l'ingénieur ordinaire, 405. — Visite des lieux, 405. — Plans et nivellements, 406. — Rapport, 406. — Exposé de l'affaire, 406. — Description des lieux, 406. — Discussion des oppositions, 407. — Niveau de la retenue, 407. — Repère, 407. — Ouvrages régulateurs, 407. — Déversoir, 408. — Vannes de décharge, 408. — Canaux de décharge, 408. — Vannes automobiles, 408. — Barrages sur les rivières torrentielles, 409. — Vannes motrices, 409. — Clauses spéciales pour les cours d'eau navigables, 409. — Ouvrages accessoires, 409. — Transmission régulière des eaux, 409. — Étangs servant de biefs aux usines, 410; II. 34. — Scieries, I. 410; II. 34. — Usines situées dans la zone frontalière, I. 410; II. 34. — Usines situées dans la zone des servitudes militaires, I. 410; II. 35. — Projet de règlement, I. 410. — Avis de l'ingénieur en chef, 411. — Deuxième enquête, 411. — Avis du préfet, 411. — Récolement, 411; II. 35. — Révision des règlements, I. 412; II. 217. — Règlement de plusieurs usines, I. 412. — Règlements d'office, 412. — Programme pour la rédaction des pièces nécessaires à l'instruction des règlements d'eau; dessins, 413. — Pièces écrites, 415. — Avances de fonds pour les frais d'instruction relatifs aux affaires d'usine et autres entreprises analogues, II. 215.

VENTE D'OBJETS MOBILIERS. Voir *Domaine*. — Instructions sur la vente des objets mobiliers d'une faible valeur provenant du service des routes royales, I. 124, 222. — Instruction relative aux frais des ventes du mobilier de l'État, II. 358. — Instruction sur la vente des objets mobiliers appartenant aux départements, 358, 367.

VOIRIE (Grande). Voir *Alignements*, *Communes*, *Contraventions*, *Plans d'alignement*, *Timbre*. — Conservation des anciens règlements, I. 39. — Attributions des autorités administratives et judiciaires, 37, 38, 41, 59. — Obligation d'exécuter les règlements de voirie, 39. — Ligne de démarcation entre les autorités judiciaire et administrative sur le fait de la grande voirie, 59. — Délégation donnée aux sous-préfets pour délivrer les alignements partiels conformément au plan approuvé, 271; — pour passer les actes de cessions et d'acquisitions de terrains, par suite d'alignements, lorsqu'il y a un plan approuvé et que la valeur de la parcelle est inférieure à 1,000 francs, 324. — Invitation de produire annuellement un tableau des parcelles dont les propriétaires ont été dépossédés pour la construction ou l'élargissement des routes, II. 22.

VOIS. — Vois de matériaux des routes, I. 23, 97.

ZONE FRONTIÈRE. Voir *Travaux mixtes*.



FIN DU TOME DEUXIÈME.

11492008630

